



**RÉUNION DU CONSEIL MÉTROPOLITAIN
DES 29 ET 30 JUIN 2022**

PROCÈS-VERBAL

	• Désignation du secrétaire de séance	10
	• Procès-verbal de la séance du 24 mars 2022	10
0	• Compte rendu des délégations	10
1	• Élection de deux Vice-présidents	11
2	• Stratégie foncière métropolitaine – Délibération cadre	14
3	• Stratégie foncière – Demande d'adhésion de Nantes Métropole à l'Établissement public foncier de Loire-Atlantique – Approbation et désignation de ses représentants	32
4	• Pôle Métropolitain Nantes Saint-Nazaire – rapport d'activités 2020 et 2021	38
5	• Pôle métropolitain Loire-Bretagne – Approbation du programme de travail 2022	42
6	• Acte d'engagement politique vers un plan d'actions qualité de l'air métropolitain de Nantes Métropole (PAQAM)	45
7	• Création du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) de Nantes Métropole	52
8	• « Métropole Nantaise : Territoire de Longévité » – Création d'un Groupement de Coordination Sociale et Médico-Sociale – Convention constitutive – Approbation	60
9	• Schéma de promotion des achats responsables (SPAR)	65
10	• Charte d'engagements avec la Fédération des travaux publics de Loire-Atlantique – Approbation	73
11	• Conseil de développement – Refondation et expérimentation d'une nouvelle instance	75
12	• Transition écologique – Engagement Loire – Développement des nouvelles lignes de transports – Programme et enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation des lignes de transports 6, 7 et 8 – Approbation	88
13	• Transition écologique – Acquisition de matériels roulants bus et adaptation des infrastructures pour le réseau de transports collectifs – Programme 2025-2028 et enveloppe financière prévisionnelle – Approbation	97
14	• Transition écologique – Vertou – Centre Technique et d'Exploitation de la Vertonne – Aménagement de la Phase 1 bis – Programme et enveloppe financière prévisionnelle des études opérationnelles et de la réalisation – Approbation	103

15	<ul style="list-style-type: none"> • Transition écologique – La Chapelle-sur-Erdre – Nantes – Connexion des lignes L1-L2 de tramway Phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échanges (Périmètre de travaux B, C et D) – Déclaration de projet au titre de l'article L126-1 du Code de l'environnement 	105
16	<ul style="list-style-type: none"> • Transition écologique – Nantes – Rénovation de la ligne 2 de tramway – Section entre les stations Place du Cirque et Motte Rouge – Lancement des consultations 	111
17	<ul style="list-style-type: none"> • Engagement Loire – Exploitation des Ports de l'Erdre à Nantes et de la Loire à Couëron, Nantes et Rezé – Délégation de service public – Modification du périmètre – Avenant n° 4 	113
18	<ul style="list-style-type: none"> • Transition écologique – Nouveau dispositif d'aide à l'acquisition de vélos sous conditions de ressources 	114
19	<ul style="list-style-type: none"> • Transition écologique – Nantes – Aménagement d'un axe magistral cyclable entre la Gare et Bottière Chénaie – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre 	119
20	<ul style="list-style-type: none"> • Indre et Saint-Herblain – Aménagement des continuités cyclables en bord de Loire – Modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle 	129
29	<ul style="list-style-type: none"> • Cité des Imaginaires / Nouveau Musée Jules Verne – Réutilisation avec mise en valeur du bâtiment CAP 44 – Programme et enveloppe financière de l'opération – Intérêt métropolitain – Avenant à la concession d'aménagement – Approbation 	131
21	<ul style="list-style-type: none"> • Compte de gestion – Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes 	145
22	<ul style="list-style-type: none"> • Compte administratif – Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes 	147
23	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositions fiscales – Exonération de taxe foncière bâtie des logements achevés avant le 1er janvier 1989 ayant fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie 	155
24	<ul style="list-style-type: none"> • Contractualisation avec le Conseil Départemental de Loire-Atlantique : Approbation du contrat de territoire pour la période 2021-2026 	157
25	<ul style="list-style-type: none"> • Contrat de Plan État-Région 2021/2027 – Convention d'application – Programme d'actions du volet Enseignement Supérieur Recherche Innovation du département de Loire Atlantique – Approbation 	163
26	<ul style="list-style-type: none"> • Engagements Loire – CPER – Développement de projets sur la zone de Cheviré – Convention d'exécution 	168
27	<ul style="list-style-type: none"> • Évolution de l'offre tarifaire – Création du PASS Musées 	169
28	<ul style="list-style-type: none"> • Bilan et perspectives sur les compétences et équipements culturels métropolitains et sur les chantiers de coopération culturelle intercommunale 	172
30	<ul style="list-style-type: none"> • Nantes – Secteur patrimonial remarquable – Plan de sauvegarde et de mise en valeur – Modification n°1 – Engagement de la procédure – Sollicitation du préfet – Modification de la composition de la commission locale – Approbation 	190

31	• Nantes – Secteur Petit Port – Habitat modulaire pour hébergement d'urgence – Modification simplifiée n°2 du PLUM – Approbation	193
32	• Régime de participations financières des constructeurs en zone d'aménagement concerté – Exonérations – Abrogation de la délibération du 14 décembre 2012 – Approbation	195
33	• Règlement Local de Publicité métropolitain (RLPm) – Approbation	199
34	• Schéma régional de développement économique d'innovation et d'Internationalisation 2022/2028 – Approbation des orientations stratégiques sur le territoire métropolitain	203
35	• Fonds d'innovations Santé 2022 – Santé globale	207
36	• Gestion et mise en œuvre de la politique touristique métropolitaine – Délégation de service public – Avenant n°1	209
37	• Attribution de subventions aux tiers	212
38	• Personnel métropolitain – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation	213
39	• Désignations diverses	235
40	• Collecte et traitement des déchets – Lancement de consultations	238
41	• Collecte et traitement des déchets – Appel à projet CITEO 2021 Centre de traitement et de valorisation des déchets de Couëron – Avenant n°3 au contrat de concession	241
42	• Modernisation de l'usine de production d'eau potable de la Roche à Nantes – Enveloppe financière prévisionnelle	245
43	• Chartes Qualité Réseaux d'eau potable et assainissement – Approbation	248
44	• Saint-Herblain – Aménagement des espaces publics du centre bourg – Modification de l'enveloppe financière prévisionnelle	249
45	• Nantes – Aménagement de voirie de la rue Voltaire et de la place Jean V – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée – Mise en place d'une procédure d'indemnisation des professionnels riverains – Commission de règlement amiable – Désignation des représentants de Nantes Métropole	251
46	• Transition écologique – Classement du réseau de chaleur Centre Loire – Délimitation des périmètres de développement prioritaire – Non-classement des réseaux de chaleur de Bellevue-Nantes-Saint-Herblain et de la ZAC de la Minais	253

47	• Transition écologique – Délégation de service public pour l'exploitation et l'extension du réseau de chaleur Centre Loire – Avenant n° 7 – Approbation	257
48	• Nantes – boulevard de Berlin – Acquisition en Vente en l'État Futur d'achèvement (VEFA) auprès de Nantes Métropole Aménagement d'un volume public dépendant de l'ensemble immobilier à construire sur l'îlot ABC, à destination de cour taxis, gare routière, parking vélos et parking loueurs, dans le cadre du pôle d'échange multimodal de la gare Sud, cadastré WZ 196, WZ 213 et WZ 216	259
49	• Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – Budget supplémentaire 2022 (budget principal et budgets annexes) – Dispositions financières diverses	262
50	• Rapports annuels 2021 : – Prix et qualité des services eau, assainissement, prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés – Déléataires de services publics – Titulaire de contrat de partenariat – Administrateurs des SAEM, SPL et SPLA – Commission consultative des services publics locaux	284
51	• Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Loire Océan Métropole Aménagement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation	292
52	• Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Nantes Métropole Aménagement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation	297
53	• Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Loire Océan Développement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation	311
54	• Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Saule Blanc à Thouaré sur Loire pour l'exercice 2021 par la SARL Le Saule Blanc – Approbation	318
55	• Chambre Régionale des Comptes – Contrôle des comptes et de la gestion de l'AURAN – Années 2016 et suivantes – Rapport d'observations définitives – Information	319

CONSEIL DU 29 ET 30 JUIN 2022

GRAND AUDITORIUM – CITÉ DES CONGRÈS

Le Conseil de Nantes Métropole, dûment convoqué le 23 juin 2022, a délibéré sur les questions suivantes :

Présidents de séance : Mme Johanna ROLLAND – Présidente de Nantes Métropole
M. Fabrice ROUSSEL – Vice-président de Nantes Métropole (Points 22 et 23)

Secrétaire de séance : M. Pierre QUENEA

Point 00 (14 h 09 – 14 h 11)

Présents : 75

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ANNÉREAU Matthieu, M. ARROUET Sébastien, M. ASSEH Bassem, M. AZZI Elhadi, M. BAINVEL Julien, Mme BASSANI Catherine, Mme BENATRE Marie-Annick, M. BERTHELOT Anthony, Mme BERTU Mahaut, Mme BESLIER Laure, Mme BLIN Nathalie, M. BOILEAU Vincent, Mme BONAMY Delphine, Mme BONNET Michèle, M. BOULE Aurélien, M. BOUVAIS Erwan, M. BUREAU Jocelyn, Mme COLLINEAU Marlène, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, Mme DELABY Françoise, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, Mme GARNIER Laurence, Mme GESSANT Marie-Cécile, Mme GOUEZ Aziliz, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRA Anne-Sophie, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, M. KABBAJ Anas, Mme LANGLOIS Pauline, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, M. NICOLAS François, Mme OGER Martine, Mme OPPELT Valérie, M. PARAGOT Stéphane, M. PASCOUAY Yves, M. PETIT Primaël, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. REBOUH Ali, M. RICHARD Guillaume, M. RIOM Tristan, Mme ROBERT Pascale, Mme RODRIGUEZ Ghislaine, Mme ROLLAND Johanna, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, M. SEASSAU Aymeric, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. THIRIET Richard, M. TRICHET Franckie, M. TURQUOIS Laurent, Mme VAN GOETHEM Sophie, M. VEY Alain, Mme VIALARD Louise, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 16

Mme BASSAL Aïcha (pouvoir à Mme BESLIER Laure), M. BELHAMITI Mounir (pouvoir à M. ANNÉREAU Matthieu), M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE François (pouvoir à M. VEY Alain), Mme CADIEU Véronique (pouvoir à M. DESCLOZIERS Anthony), Mme EL HAIRY Sarah (pouvoir à Mme OPPELT Valérie), M. GARREAU Jacques (pouvoir à Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle), M. GUITTON Jean-Sébastien (pouvoir à M. BOILEAU Vincent), Mme HAKEM Abassia (pouvoir à M. ASSEH Bassem), M. JOUIN Christophe (pouvoir à M. PROCHASSON François), Mme JUDALET Anne-Sophie (pouvoir à Mme LEBLANC Nathalie), M. LE TEUFF Florian (pouvoir à M. RIOM Tristan), Mme LEFRANC Elisabeth (pouvoir à Mme OGER Martine), M. QUERO Thomas (pouvoir à M. BERTHELOT Anthony), M. ROUSSEL Fabrice (pouvoir à Mme ROLLAND Johanna), Mme SOTTER Jeanne (pouvoir à M. TALLEDEC Denis), Mme VITOUX Marie (pouvoir à Mme COPPEY Mahel)

Absents : 7

M. BOLO Pascal, M. DANTEC Ronan, Mme FIGULS Séverine, Mme IMPERIALE Sandra, Mme LAERNOES Julie, M. LE CORRE Philippe, Mme NGENDAHAYO Liliane

Point 01 (14 h 12 à 14 h 22)

Présents : 75 (pour l'élection du 10ème Vice-Président – 76 (pour l'élection du 19ème Vice-Président)
– Absents et représentés : 16 – Absents : 6 (pour l'élection du 19ème Vice-Président) – 7 (pour l'élection du 10ème Vice-Président)
– Arrivée de M. Dantec Ronan

Points 02 à 06 (14 h 23 à 16 h 29)

Présents : 80, Absents et représentés : 17, Absents : 1

- Arrivée de M. Pascal BOLO
- Arrivée de Mme Marie VITOUX qui annule pouvoir à Mme Mahel COPPEY
- Arrivée de Mme Sandra IMPERIALE
- Arrivée de M. Fabrice ROUSSEL qui annule pouvoir à Mme Johanna ROLLAND
- Mme Séverine FIGULS donne pouvoir à Mme Louise VIALARD
- Mme Liliane NGENDAHOYO donne pouvoir à M. Michel LUCAS

Points 07 à 10 (16 h 30 à 17 h 28)

Présents : 78, Absents et représentés : 18, Absents : 2

- Mme Anne-Sophie JUDALET donne pouvoir à M. Yves PASCOUUAU
- Départ de Mme Marie-Cécile GESSANT
- Départ de Mme Nathalie LEBLANC qui donne pouvoir à Mme Françoise DELABY et annule pouvoir à Mme Anne-Sophie JUDALET

Point 11 (17 h 29 à 18 h)

Présents : 76, Absents et représentés : 19, Absents : 3

- Départ de M. François VOUZELLAUD
- Départ de M. Jean-Claude LEMASSON qui donne pouvoir à M. Ali REBOUH

Point 12 (9 h 08 à 9 h 40)**Présents : 83**

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ANNÉREAU Matthieu, M. ARROUET Sébastien, M. ASSEH Bassem, M. AZZI Elhadi, M. BAINVEL Julien, Mme BASSANI Catherine, Mme BENATRE Marie-Annick, Mme BERTU Mahaut, Mme BESLIER Laure, Mme BLIN Nathalie, M. BOILEAU Vincent, M. BOLO Pascal, Mme BONNET Michèle, M. BOULE Aurélien, M. BOUVAIS Erwan, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE François, M. BUREAU Jocelyn, Mme COLLINEAU Marlène, Mme COPPEY Mahel, M. COUVEZ Eric, M. DANTEC Ronan, Mme DELABY Françoise, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, Mme GARNIER Laurence, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRA Anne-Sophie, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, M. GUITTON Jean-Sébastien, Mme JUDALET Anne-Sophie, M. KABBAJ Anas, Mme LANGLOIS Pauline, M. LE CORRE Philippe, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, M. NICOLAS François, Mme OGER Martine, Mme OPPELT Valérie, M. PARAGOT Stéphane, M. PASCOUUAU Yves, M. PETIT Primaël, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. QUERO Thomas, M. REBOUH Ali, M. RICHARD Guillaume, M. RIOM Tristan, Mme ROBERT Pascale, Mme RODRIGUEZ Ghislaine, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, M. SEASSAU Aymeric, Mme SOTTER Jeanne, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. THIRIET Richard, M. TRICHET Franckie, M. TURQUOIS Laurent, Mme VAN GOETHEM Sophie, M. VEY Alain, Mme VIALARD Louise, Mme VITOUX Marie, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 13

Mme BASSAL Aïcha (pouvoir à M. PASCOUUAU Yves), M. BELHAMITI Mounir (pouvoir à M. ANNÉREAU Matthieu), M. BERTHELOT Anthony (pouvoir à M. LUCAS Michel), Mme CADIEU Véronique (pouvoir à M. DESCLOZIERS Anthony), Mme EL HAIRY Sarah (pouvoir à Mme OPPELT Valérie), Mme FIGULS Séverine (pouvoir à Mme VIALARD Louise), Mme GOUEZ Aziliz (pouvoir à M. FOURNIER Hervé), Mme HAKEM Abassia (pouvoir à M. ASSEH Bassem), Mme IMPERIALE Sandra (pouvoir à M. LE CORRE Philippe), M. JOUIN Christophe (pouvoir à M. PROCHASSON François), M. LE TEUFF Florian (pouvoir à M. RIOM Tristan), Mme LEFRANC Elisabeth (pouvoir à M. TALLEDEC Denis), Mme NGENDAHOYO Liliane (pouvoir à Mme LEBLANC Nathalie)

Absents : 2

Mme BONAMY Delphine, Mme LAERNOES Julie

Point 13 (9 h 41 à 10 h 05)

Présents : 83, Absents et représentés : 14, Absent : 1

– Mme Delphine BONAMY donne pouvoir à Mme Mahel COPPEY

Points 14 à 17 (10 h 06 à 10 h 22)

Présents : 81, Absents et représentés : 16, Absent : 1

– Départ de M. Bertrand AFFILE qui donne pouvoir à M. Fabrice ROUSSEL

– Départ de M. Ali REBOUH qui donne pouvoir à M. Thomas QUERO

Points 18 à 20 (10 h 23 à 11 h 13)

Présents : 80, Absents et représentés : 17, Absent : 1

– Départ de M. Robin SALECROIX qui donne pouvoir à Mme Catherine BLIN

Point 29 (11 h 14 à 12 h 08)

Présents : 81, Absents et représentés : 16, Absent : 1

– Arrivée de M. Anthony BERTHELOT qui annule pouvoir à M. Michel LUCAS

Point 21 (12 h 09 à 12 h 10)

Présents : 80, Absents et représentés : 16, Absents : 2

– Départ de Mme Mahel COPPEY qui donne pouvoir à M. Azzi ELHADI et annule pouvoir de Mme Delphine BONAMY

Point 22 (12 h 11 à 12 h 46)

Présents : 81, Absents et représentés : 14, Absents : 3

– Départ de Mme Johanna ROLLAND

– Arrivée de M. Robin SALECROIX qui annule pouvoir à Mme Catherine BLIN

– Arrivée de M. Bertrand AFFILE qui annule pouvoir à M. Fabrice ROUSSEL

Point 23 (12 h 47 à 12 h 55)

Présents : 82, Absents et représentés : 15, Absent : 1

– Arrivée de Mme Johanna ROLLAND

– Pouvoir Mme Delphine BONAMY à M. Primaël PETIT

Points 24 à 26 (14 h 24 à 14 h 50)**Présents : 77**

M. AFFILE Bertrand, M. AMAILLAND Rodolphe, M. ANNÉREAU Matthieu, M. ARROUET Sébastien, M. ASSEH Bassem, M. AZZI Elhadi, M. BAINVEL Julien, Mme BENATRE Marie-Annick, M. BERTHELOT Anthony, Mme BESLIER Laure, Mme BLIN Nathalie, M. BOILEAU Vincent, M. BOLO Pascal, Mme BONNET Michèle, M. BOULE Aurélien, M. BOUVAIS Erwan, M. BRILLAUD DE LAUJARDIERE François, M. BUREAU Jocelyn, Mme COLLINEAU Marlène, M. COUVEZ Eric, M. DANTEC Ronan, Mme DELABY Françoise, M. DESCLOZIERS Anthony, Mme DUBETTIER-GRENIER Véronique, M. FOURNIER Hervé, Mme GARNIER Laurence, M. GARREAU Jacques, Mme GESSANT Marie-Cécile, M. GRACIA Fabien, Mme GRELAUD Carole, M. GROLIER Patrick, Mme GUERRA Anne-Sophie, Mme GUERRIAU Christine, Mme GUILLON Stéphanie, M. GUINE Thibaut, M. GUITTON Jean-Sébastien, Mme JUDALET Anne-Sophie, M. KABBAJ Anas, Mme LANGLOIS Pauline, M. LE CORRE Philippe, Mme LE COULM Juliette, Mme LEBLANC Nathalie, M. LEMASSON Jean-Claude, Mme LERAY Isabelle, Mme LOBO Dolorès, M. LUCAS Michel, M. MARTIN Nicolas, Mme METAYER Martine, M. NICOLAS François, Mme OGER Martine, Mme OPPELT Valérie, M. PARAGOT Stephane, M. PASCOUAY Yves, M. PETIT Primaël, M. PINEAU Jacques, M. PRAS Pascal, M. PROCHASSON François, M. QUENEA Pierre, M. RICHARD Guillaume, Mme RODRIGUEZ Ghislaine, Mme ROLLAND Johanna, M. ROUSSEL Fabrice, M. SALAUN André, M. SALECROIX Robin, Mme SCUOTTO-CALVEZ Christelle, M. SEASSAU Aymeric, Mme SOTTER Jeanne, M. TALLEDEC Denis, M. TERRIEN Emmanuel, M. THIRIET Richard, M. TRICHET Franckie, M. TURQUOIS Laurent, Mme VAN GOETHEM Sophie, M. VEY Alain, Mme VIALARD Louise, Mme VITOUX Marie, M. VOUZELLAUD François

Absents et représentés : 15

Mme BASSAL Aïcha (pouvoir à M. PASCOUAU Yves), Mme BASSANI Catherine (pouvoir à Mme VITOUX Marie), M. BELHAMITI Mounir (pouvoir à M. ANNEREAU Matthieu), Mme BONAMY Delphine (pouvoir à M. PETIT Primaël), Mme CADIEU Véronique (pouvoir à M. DESCLOZIERS Anthony), Mme COPPEY Mahel (pouvoir à M. AZZI Elhadi), Mme EL HAIRY Sarah (pouvoir à Mme OPPELT Valérie), Mme FIGULS Séverine (pouvoir à Mme VIALARD Louise), Mme GOUEZ Aziliz (pouvoir à M. FOURNIER Hervé), Mme HAKEM Abassia (pouvoir à M. ASSEH Bassem), Mme IMPERIALE Sandra (pouvoir à M. LE CORRE Philippe), M. JOUIN Christophe (pouvoir à M. PROCHASSON François), Mme LEFRANC Elisabeth (pouvoir à M. TALLEDEC Denis), Mme NGENDAHAYO Liliane (pouvoir à Mme LEBLANC Nathalie), Mme ROBERT Pascale (pouvoir à M. SALECROIX Robin)

Absents : 6

Mme BERTU Mahaut, Mme LAERNOES Julie, M. LE TEUFF Florian, M. QUERO Thomas, M. REBOUH Ali, M. RIOM Tristan

Points 27, 28 (14 h 51 à 15 h 12)

Présents : 78, Absents et représentés : 15, Absents : 5
– Arrivée de Mme Mahaut BERTU

Points 30, 31 (15 h 13 à 15 h 24)

Présents : 79, Absents et représentés : 16, Absents : 3
– Arrivée de M. Thomas QUERO avec pouvoir à M. Ali REBOUH

Point 32 (15 h 25 à 15 h 27)

Présents : 80, Absents et représentés : 17, Absent : 1
– Arrivée de M. Tristan RIOM avec pouvoir à M. Florian LE TEUFF

Point 33 (15 h 28 à 15 h 41)

Présents : 79, Absents et représentés : 18, Absent : 1
– Départ de Mme Ghislaine RODRIGUEZ qui donne pouvoir à Mme Louise VIALARD

Points 34 à 43 (15 h 42 à 16 h 38)

Présents : 78, Absents et représentés : 19, Absent : 1
– Départ de M. Ronan DANTEC qui donne pouvoir à M. Aurélien BOULE

Points 44 à 48 (16 h 39 à 16 h 50)

Présents : 75, Absents et représentés : 21, Absent : 2
– Départ de Mme Marie-Cécile GESSANT qui donne pouvoir à M. Alain VEY
– Départ de M. Erwan BOUVAIS qui donne pouvoir à Mme Laurence GARNIER
– Départ de M. François BRILLAUD DE LAUJARDIERE

Point 49 (16 h 51 à 17 h)

Présents : 73, Absents et représentés : 23, Absent : 2
– Départ de Mme Sophie VAN GOETHEM qui donne pouvoir à Mme Anne-Sophie GUERRA
– Départ de Mme Carole GRELAUD qui donne pouvoir à M. Michel LUCAS

Points 50 à 55 (17 h 01 à 17 h 06)

Présents : 70, Absents et représentés : 26, Absent : 2
– Départ de M. Rodolphe AMAILLAND qui donne pouvoir à M. Laurent TURQUOIS
– Départ de Mme Juliette LE COULM qui donne pouvoir à Mme Stéphanie GUILLON
– Départ de M. Stéphane PARAGOT qui donne pouvoir à M. François VOUZELLAUD

Quorum

Délibérations 1, 3 à 16, 18 à 28, 30 à 35, 38 à 47, 50, 54, 55 = 33
Délibération 17 = 30 ; Délibération 29 = 31 ; Délibération 36 = 30 ; Délibération 37 = 27
Délibération 49 = 30 ; Délibération 51 = 31 ; Délibération 52 = 27 ; Délibération 53 = 31
Délibération 56 = 29

L'appel est effectué.

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

M^{me} la Présidente : « Avant d'ouvrir notre séance, nous avons à désigner un secrétaire de séance. Je propose Pierre Quénéa. Merci.

Je souhaite également, pour démarrer, accueillir au Conseil métropolitain Yves Pascouau, qui nous rejoint aujourd'hui après la démission d'André Sobczak. J'y reviendrai juste après. »

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 24 MARS 2022

Le procès-verbal de la séance du 24 mars 2022 est approuvé. .

Direction Générale du Secrétariat Général
Direction vie des assemblées

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

00 – Compte rendu des délégations

Exposé

En vertu de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales, la Présidente rend compte lors de chaque réunion du conseil métropolitain des délibérations du bureau.

Il est également rendu compte des décisions prises par Madame la Présidente ou son représentant, dans le cadre des délégations accordées par le conseil métropolitain à la suite de la délibération 2020-32 du 17 juillet 2020.

Le Conseil délibère et,

1. prend acte des décisions prises par délégation du Conseil métropolitain, listées en annexe.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

01 – Élection de deux Vice-présidents

Exposé

Par délibération en date du 10 juillet 2020, le Conseil métropolitain a fixé à 20 le nombre de Vice-président(e)s de Nantes Métropole.

À la suite de la démission, d'une part, de M. André SOB CZAK de son mandat de conseiller métropolitain et 19ème Vice-président, et d'autre part, de Mme Julie LAERNOES de son mandat de 10ème Vice-présidente, il convient de procéder à l'élection de 2 nouveaux Vice-présidents, dans les conditions définies par les articles L 2122-7 du Code général des collectivités territoriales, à savoir :

- le Conseil métropolitain élit chaque Vice-président en son sein, au scrutin secret et à la majorité absolue,
- si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrage, le plus âgé est déclaré élu.

Le vote par procuration peut être valablement utilisé pour l'élection de Vice-présidents.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, nous avons aujourd'hui à élire deux nouveaux vice-présidents, puisque vous le savez, Julie Laernoes a été élue députée de la quatrième circonscription de Loire-Atlantique. Je lui adresse naturellement un salut très chaleureux puisqu'elle est retenue aujourd'hui à l'Assemblée, et j'excuse donc en conséquence son absence. Elle a démissionné de sa fonction exécutive de vice-présidente. Elle reste conseillère métropolitaine jusqu'en juillet, tout simplement pour assurer la bonne transition avec ses collègues. Il va donc nous falloir élire un 10^e vice-président.

Par ailleurs, André Sobczak, qui était jusqu'à présent vice-président en charge de l'Europe, de l'emploi et de la RSE, va exercer des nouvelles fonctions professionnelles en tant que secrétaire général d'Eurocities, ce réseau des grandes villes européennes. Il a donc là aussi, par voie de conséquence, pour ces questions professionnelles démissionné de ses mandats de conseiller municipal et de conseiller métropolitain. Nous avons donc également à élire aujourd'hui un 19^e vice-président.

Je me dois, chers collègues, de vous rappeler les différentes modalités de vote qui sont sur ces sujets extrêmement précis comme vous le savez. Je rappelle donc que notre Conseil métropolitain a fixé à 20 le nombre de vice-présidents. Je rappelle aussi que notre Conseil élit chaque vice-président en son sein au scrutin uninominal secret et à la majorité absolue. Si après deux tours de scrutin aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, je rappelle que c'est le plus âgé qui est déclaré élu.

Nous avons à proposer deux assesseurs. Je propose Mahaut Bertu et Robin Salecroix et je vous propose que nous puissions passer, chers collègues, à l'élection du 10^e vice-président. Je propose la candidature de Tristan Riom. Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ? Alain Vey. »

M. Vey : « Merci Madame la Présidente. Avant de répondre à votre question, permettez-moi s'il vous plaît d'évoquer un sujet d'intendance. Nous sommes aujourd'hui mercredi après-midi, demain évidemment nous sommes jeudi. »

M^{me} la Présidente : « Jusque-là, tout va bien. »

M. Vey : « Merci. Nous avons pour habitude régulièrement au Conseil métropolitain de se réunir le vendredi. Vous le savez, bien évidemment qu'on a des collègues qui ont des employeurs. Donc ça pose un certain nombre de problèmes. J'aurais voulu vous entendre sur la suite à donner sur les prochains mois, prochains semestres et prochaines années pour savoir si on va être contraints soit de positionner sur une journée et demie et de se fixer toujours le vendredi, donc c'est sur cela que je voudrais vous entendre – en félicitant également les nouveaux parlementaires qui ont été élus.

Merci Madame la Présidente, et pour répondre à votre question, j'aimerais savoir la qualité au niveau de la présidence ou de la vice-présidence que vous proposez en termes de déclinaison d'actions et d'activités. »

M^{me} la Présidente : « Alors je rappelle que dans la loi, nous avons à élire un poste de vice-président. Donc je rappelle très clairement que ce qui va être l'objet de notre vote, là, dans un instant, c'est le vote pour le rang de 10^e vice-président. Et ensuite, dans la foulée, je vous dirai naturellement quelles sont les délégations qui sont conférées. Pardon d'être précise mais je me dois de dérouler dans le strict respect des règles qui régissent notre assemblée, mais quelques minutes de patience, et puis je le dis d'emblée : il y aura assez peu de surprise puisque vous le verrez, nous sommes dans le droit fil de la manière dont l'exécutif était organisé jusqu'à présent. Ce que je vous propose, cher Alain Vey, c'est que sur la première partie de votre question j'y reviens ensuite pour ne pas là aussi brouiller le bon déroulé des choses, mais évidemment j'entends le questionnement, et nous vous apporterons toutes les précisions nécessaires. Je reviens donc sur notre sujet. Je redis donc que Tristan Riom est candidat pour le poste de vice-président et je pose à nouveau la question : y a-t-il d'autres candidatures ? »

M. Vey : « Au niveau de notre groupe, ce sera Monsieur Rodolphe Amailland, si vous le permettez. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vais donc vous inviter, chers collègues, à pouvoir voter en vous munissant... Pardon, Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Merci Madame la Présidente. Alors loin de moi l'idée de faire une campagne éclair dont l'issue serait peut-être différente de toutes celles que j'ai connues, mais je voudrais juste – je me prépare psychologiquement... »

M^{me} la Présidente : « C'est bien, c'est bien, vous avez raison, il faut toujours se préparer. »

M. Amailland : « Exactement, et ne jamais se compromettre, c'est une autre de mes raisons. »

M. Amailland : « Madame la Présidente, vous le savez, j'ai toujours voulu, souhaité que cette instance soit celle de la coopération entre les territoires, entre les élus légitimement élus sur leur territoire, et j'ai toujours formé le vœu que les maires puissent occuper la plus grande de ces responsabilités, en solidarité évidemment de tous les territoires, mais aussi en responsabilité de leur action sur leur propre commune. C'est pourquoi Alain Vey a proposé ma candidature, non pas contre Tristan Riom, mais pour la légitimité des maires dans cette instance, pour faire en sorte que les projets avancent dans nos communes et pour faire en sorte aussi de porter haut cette question de la légitimité des maires. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots sur le fond puisque cela renvoie, chacun en a mémoire, au débat que nous avons eu au début du mandat. Je redirai donc là simplement quelle est la ligne qui est la nôtre, quelle est la ligne qui est la mienne.

Dans notre pays, la loi est ainsi faite que l'assemblée métropolitaine voit conjuguer deux légitimités, deux légitimités qui sont absolument essentielles : la légitimité des maires, c'est d'ailleurs la raison pour laquelle la loi a installé cette instance qui est la Conférence des maires, instance que sur la Métropole nantaise nous réunissons de manière régulière, et je crois efficace, et que la loi a, via le fléchage lors des scrutins municipaux conféré une légitimité à la majorité sortie des urnes.

Ma responsabilité de présidente est donc de conjuguer en permanence avec ces deux éléments. C'est donc dans la cohérence de ce que nous avons mis en œuvre au début de mandat, et donc dans le respect le plus total de l'action de chaque maire, dans chacune des communes et dans le respect le plus total de la légitimité de la majorité issue du fléchage, que je vous invite à continuer nos travaux.

Je vais donc vous inviter, chers collègues, à passer au vote. Nous vous invitons à voter avec vos boîtiers. Il devrait y avoir normalement trois numéros différents qui s'affichent. C'est chose faite, derrière moi. Donc, pour Monsieur Tristan Riom, je vous invite à taper le numéro 79, pour Monsieur Rodolphe Amailland le numéro 2, et pour le vote blanc le 99.

Merci. Les opérations de vote sont donc achevées. Tristan Riom : 58 voix. Rodolphe Amailland : 26 voix. Nombre de votes blancs : quatre voix. Tristan Riom est donc élu 10^e vice-président de notre Métropole. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Chers collègues, nous avons maintenant à procéder à l'élection du 19^e vice-président. Je propose la candidature d'Yves Pascouau. Est-ce qu'il y a d'autres candidatures ? Alain Vey. »

M. Vey : « Merci Madame la Présidente. Donc le groupe UTM proposera la candidature de Marie-Cécile Gessant. Merci. Maire de Sautron. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Chers collègues, nous allons donc pouvoir passer au vote. J'annonce donc que sont candidats pour le poste de 10^e vice-président Yves Pascouau et Marie-Cécile Gessant. Merci. Si vous souhaitez voter pour Yves Pascouau, vous devez donc taper le numéro 70, pour Marie-Cécile Gessant le numéro 37, et pour un vote blanc le numéro 99.

Merci. Les opérations de vote sont donc achevées.

Yves Pascouau : 60 voix. Marie-Cécile Gessant : 26 voix. Nombre de votes blancs : six. Yves Pascouau est donc élu 19^e vice-président. »

M^{me} la Présidente : « Je tiens naturellement à féliciter chaleureusement Tristan Riom et Yves Pascouau pour leur élection.

Chers collègues, vous le savez, les délégations des élus relèvent d'un arrêté de la présidente. Néanmoins, je souhaite néanmoins aujourd'hui vous assurer en toute transparence des changements des délégations suite à cette élection.

Tristan Riom deviendra donc vice-président chargé du climat, des transitions énergétiques, de la transition alimentaire, de l'agriculture, de la résilience et des mutations économiques. Il s'agit tout simplement de l'ancienne délégation de Julie Laernoës.

Je vous informe par ailleurs que Delphine Bonamy sera conseillère métropolitaine en mission à ses côtés chargée de l'agriculture, de la transition alimentaire et des forêts urbaines, et que Louise Vialard devient conseillère en mission aux côtés de Tristan Riom chargée des mutations économiques.

Yves Pascouau quant à lui sera vice-président en charge de l'Europe.

Par ailleurs, Hervé Fournier qui était déjà conseiller délégué à la commande durable, comme vous le savez, assumera dorénavant aussi la délégation à l'emploi.

Enfin, pour ce qui concerne le suivi de la RSE, eu égard à tout le travail de fond que nous avons fait sur le développement économique responsable et le renouvellement de nos stratégies en cette matière dans le mandat, c'est Fabrice Roussel, premier vice-président notamment en charge de l'économie, qui intégrera ce sujet.

Là encore, l'ensemble des éléments que je viens d'indiquer ne sont pas soumis au vote, mais je souhaitais bien évidemment vous en informer. »

Le Conseil délibère et, après vote électronique,

élit comme suit deux Vice-présidents de Nantes Métropole :

M. Tristan RIOM ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (58 voix) au 1^{er} tour de scrutin, est déclaré élu en tant que 10^{ème} Vice-président de Nantes Métropole,

M. Yves PASCOUUAU ayant obtenu la majorité absolue des suffrages exprimés (60 voix) au 1^{er} tour de scrutin, est déclaré élu en tant que 19^{ème} Vice-président de Nantes Métropole.

Mme Beslier présente les dossiers suivants :

Direction Générale Déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires
Service Stratégie foncière

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

02 – Stratégie foncière métropolitaine – Délibération cadre

Exposé

Le foncier est la matière première de toutes les politiques publiques. Il est au cœur de tous les projets.

Nantes Métropole est un territoire marqué par une croissance démographique et une dynamique économique et sociale fortes.

Le foncier doit répondre à une ambition commune permettant à la fois de favoriser le développement social et humain, soutenir l'économie et préserver l'environnement.

Pourquoi une nouvelle stratégie foncière ?

Une stratégie foncière efficace et concertée est nécessaire afin de ne pas remettre en cause les grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux et assurer l'intérêt général en veillant à l'intérêt particulier. Cette stratégie foncière se construit par la recherche de consensus sur l'usage des fonciers et l'établissement de priorités en fonction des vocations et des secteurs, tout en ayant une vision à long terme.

La stratégie foncière a pour objectif premier de servir le projet du territoire métropolitain à travers les différentes politiques publiques métropolitaines et communales. Elle constitue une stratégie ressource du mandat.

Quel est le cap donné à la stratégie foncière ?

Les quatre documents-cadre que sont le Plan Local d'Urbanisme Métropolitain, le Plan de Déplacements Urbains, le Programme Local de l'Habitat et le Plan Climat-Air-Energie Territorial adoptés en fin de mandat précédent portent l'ambition de permettre à tous ceux qui vivent sur le territoire ou à ceux qui souhaitent s'y installer de pouvoir bénéficier d'éléments essentiels à la construction d'une ville de qualité pour tous : accéder à un logement qui réponde à leurs besoins, et cela pour tous les temps de la vie et pour tous les budgets, accéder à un emploi, se déplacer aisément, dans des ambiances urbaines et paysagères de qualité, accéder à des services de proximité qui couvrent les besoins allant notamment des achats du quotidien à la garde d'enfants ou à la formation supérieure, en passant par l'offre de services artisanaux, l'accès aux énergies renouvelables, à une alimentation saine, à des espaces naturels, des espaces de loisirs, de détente et de ressourcement.

Mais les urgences climatiques et sociales sont là et appellent à renouveler l'action publique pour y faire face.

Dans le cadre de ce mandat, l'ambition politique de la Métropole est d'encore mieux croiser les différentes politiques publiques pour que leur spatialisation réponde aux enjeux de transition écologique et aux besoins sociaux et permette de tendre vers le « Zéro Artificialisation Nette » dès l'horizon 2030. Pour répondre à cette ambition, il est impératif d'avoir une approche transversale et croisée sur toutes les politiques publiques et à toutes les échelles du territoire, y compris supra-métropolitaines.

Cela suppose de trouver un délicat équilibre entre le développement urbain attendu compte tenu de la croissance de la Métropole et la préservation des écosystèmes pour répondre aux urgences climatiques et sociales. C'est pourquoi le projet de territoire métropolitain vise deux objectifs complémentaires :

- privilégier le renouvellement urbain et le « développement de la ville sur la ville », en intensifiant l'usage des constructions actuelles et futures pour limiter les extensions urbaines ;
- conforter le socle naturel, agricole, boisé et en eau de la Métropole pour répondre au défi climatique et mettre en œuvre les objectifs du Plan Alimentaire Territorial.

Ce projet de territoire s'engage dans une démarche Zéro Artificialisation Nette intégrant la démarche Éviter-Réduire-Compenser en faveur d'un gain net de biodiversité. En effet, la limitation de l'artificialisation des sols, la protection durable des espaces agricoles, naturels et forestiers périurbains, ainsi que le redéploiement de la nature en ville, la protection et la plantation d'arbres et la désimperméabilisation des sols, constituent des enjeux majeurs pour le territoire, sur lesquels s'est fondé le PLU métropolitain. C'est un nouveau rapport à l'environnement naturel, bâti et paysager à mettre en œuvre dans la fabrique de la ville. Désormais, la particularité est d'avoir une stratégie foncière à la fois quantitative sur les besoins en foncier, mais aussi qualitative sur la fonctionnalité des sols.

Cette stratégie renouvelée d'aménagement du territoire s'appuie sur une stratégie foncière renforcée qui a pour objectif premier de servir l'aménagement de la Métropole à travers ses grands projets, ses différentes politiques publiques (habitat, développement économique responsable, transports et déplacements, aménagement urbain, espaces publics et voirie, environnement, alimentation, agriculture, équipements publics...), ainsi que les politiques portées par les communes (éducation, culture, sport...).

Quels sont les objectifs de la stratégie foncière ?

Le socle de la stratégie foncière s'articule autour des objectifs suivants :

- anticiper : la politique foncière ne peut se tenir sans une vision à moyen et long terme ; il s'agit donc d'identifier des secteurs amenés à muter dans une démarche prospective en ayant qualifié ces gisements fonciers par des analyses de dureté foncière et des faisabilités programmatiques et économiques, puis de juger de la pertinence de l'acquisition par la collectivité ou de créer les conditions de libération de ces fonciers pour faciliter l'accès à des opérateurs. Les négociations à l'amiable sont favorisées afin de laisser toute latitude à la collectivité pour dessiner son projet. En soi, la préemption n'est pas l'outil de l'action foncière. Elle doit être utilisée dans le cadre juridique qui le justifie et à bon escient. En effet, la préemption contraint la collectivité dans ses intentions en l'obligeant à la réalisation d'un projet d'intérêt général et dans sa temporalité avec des délais de recours qui ne sont pas maîtrisés. Aussi, des secteurs de veille sont à identifier afin de définir les périmètres et les modalités d'intervention de la collectivité pour s'engager dans cette anticipation, et anticiper la préemption si elle s'avère nécessaire.

- optimiser : l'intervention foncière s'effectue aujourd'hui dans des zones déjà urbanisées. Aussi, l'approche doit intégrer des entrants que sont la pertinence de la déconstruction, la dépollution éventuelle ainsi que la gestion temporaire des biens. Les coûts inhérents à ce proto-aménagement viennent renchérir le prix du foncier et demandent donc à optimiser sa valorisation par des vocations multiples, des mixités fonctionnelles et des droits à construire permettant de répondre à l'adéquation entre coûts du foncier et programmation tout en créant des formes urbaines respectueuses de l'environnement et du bien-être de ses habitants.
- construire le territoire avec les acteurs du foncier et de l'immobilier que sont les institutionnels, les opérateurs et les grands propriétaires fonciers à travers des protocoles fonciers partenariaux afin de créer des synergies entre les attentes des uns et des autres et répondre conjointement à l'ambition donnée sur le territoire métropolitain.
- contribuer à réguler les prix du foncier peut paraître une gageure ; au demeurant, les collectivités, par leur connaissance des marchés fonciers et immobiliers, se doivent d'avoir des pratiques vertueuses afin de créer des références significatives. La dissociation du foncier et du bâti via les baux constitutifs de droits réels est une approche à développer afin d'annihiler le prix du foncier pour faciliter le développement d'opérations à usage d'habitat ou économique. Ce montage permet aussi de créer des réserves foncières dans les centralités pour les générations qui nous suivront. La zone d'aménagement différé est un outil à réinvestir pour canaliser les prix du foncier.

Quelles sont les échelles de la stratégie foncière ?

Une stratégie foncière solidaire qui préserve les ressources naturelles et agricoles se construit nécessairement à une échelle qui dépasse les 24 communes de la métropole nantaise. La structuration d'une vision interterritoriale est donc un des objectifs de la stratégie, et c'est bien dans cet état d'esprit que se renouvelle l'adhésion à l'Établissement public foncier de Loire Atlantique (EPFLA). En effet, en tant qu'outil mutualisé de portage du foncier, l'établissement public foncier est un vecteur essentiel de coopérations entre territoires urbains, périurbains et ruraux afin de faire vivre la nécessaire solidarité entre les territoires, au service d'une cohésion territoriale renforcée.

La stratégie foncière est en prise avec les intercommunalités qui constituent son bassin de vie. Elle s'affranchit des limites administratives.

Quels sont les moyens de la stratégie foncière ?

Pour ce faire, la Stratégie Foncière s'appuie sur les moyens suivants :

- la gouvernance politique métropolitaine permettant d'appréhender toutes les politiques thématiques et de considérer toutes les échelles de projet depuis le territoire à la parcelle, de gérer les concurrences de foncier et d'inviter à la mutualisation des vocations et d'acter du dialogue avec les acteurs du foncier et de l'immobilier. Le Comité de suivi de la stratégie foncière donne le cap alors que le comité d'engagement foncier métropolitain discute et engage les actions foncières. La gouvernance territoriale avec les communes s'appuie sur les commissions locales des pôles.
- l'observatoire du foncier permettant une visée opérationnelle et une visée stratégique depuis la connaissance des références de prix, l'appréhension des charges foncières, c'est-à-dire les éléments constitutifs du prix du foncier : démolition, dépollution, frais de portage. L'observatoire foncier travaille sur plusieurs éléments d'analyse territoriale comme la recherche de foncier, l'identification et la qualification des gisements fonciers, l'analyse de la dureté foncière et la définition de secteurs de veille. Il s'articulera avec d'autres observatoires existants via des partenariats, et ce dans un souci d'efficience et de partage des données.
- les outils de portage internes et externes adaptés aux enjeux des politiques publiques et des communes.

Concernant les outils de portage internes, les moyens financiers tels que déclinés dans la programmation pluriannuelle des investissements s'élèvent à un montant de 94 000 000 euros pour le mandat soit une croissance de 30 % par rapport au précédent mandat. Cette enveloppe est affectée en fonction des besoins des politiques publiques et en lien avec le calendrier des projets, le temps des négociations, et la saisie des opportunités foncières. L'optimisation des dépenses et la recherche des équilibres d'opérations sont travaillées de manière transversale en interne et en concertation avec les partenaires et les communes le cas échéant.

Concernant les outils de portage externes, différents partenaires existent comme la SAFER, l'Établissement public Foncier Local de Loire Atlantique, NOVAPOLE, l'organisme foncier solidaire Atlantique Accession Solidaire,... Il s'agit de redéfinir les modalités d'utilisation et la pertinence de leurs usages en fonction des attendus de la stratégie foncière. À la suite des échanges tenus avec les communes et les partenaires et pour mener à bien les ambitions de chaque politique publique, il convient d'acter de l'évolution nécessaire des outils de portage internes et externes. Ainsi, il sera proposé de solliciter l'adhésion de Nantes Métropole à l'Établissement public foncier de Loire-Atlantique afin d'établir de nouvelles conditions de partenariat, d'avoir un levier supplémentaire à la programmation pluriannuelle d'investissement de la métropole et de développer de nouvelles compétences.

- l'expertise pour accompagner la mise en œuvre des outils réglementaires, juridiques, techniques, financiers et fiscaux est à coordonner afin de favoriser la libération du foncier à court, moyen et long termes, et ce, sans que la maîtrise du foncier soit forcément assurée par la collectivité. Les pratiques doivent donc être réinterrogées dans la manière de produire la ville demain pour toutes les politiques publiques afin d'optimiser la mutualisation des usages du foncier, ou encore dissocier le foncier du bâti. L'ingénierie pour les acquisitions à l'amiable, par voies de préemption ou d'expropriation, les cessions, les baux constitutifs de droits réels, les régularisations liées aux transferts de compétences entre collectivités doit se développer au profit des montages innovants. Il conviendra aussi d'acter des moyens à mobiliser pour la gestion temporaire des biens, la déconstruction et la dépollution.
- les partenariats actifs avec les institutionnels (Chambre des Notaires, pôle évaluation de la Direction Régionale des Finances Publiques...) les opérateurs (Union Social pour l'Habitat, Fédération des Promoteurs Immobiliers, Club Immobilier Nantes Atlantique, Chambre d'Agriculture Pays De la Loire...) et les grands propriétaires fonciers (État, Université, Centre Hospitalier Universitaire, Grand Port Maritime de Nantes-Saint-Nazaire, Diocèse...) car si le besoin de maîtriser l'évolution du foncier reste primordial, le contexte économique et budgétaire de la Métropole impose également une maîtrise des moyens qui lui sont dédiés. Aussi, l'intervention foncière doit être guidée par une co-construction de la ville et du territoire avec les partenaires au travers de protocoles fonciers partenariaux.

Quel accompagnement des Politiques publiques ?

Aujourd'hui, toutes les politiques publiques sont en transition au regard des enjeux écologiques et sociaux auxquels Nantes Métropole doit répondre avec le cap du Zéro Artificialisation Nette. Ainsi, la stratégie foncière doit être agile afin d'accompagner les grandes tendances, tout en proposant dès à présent un socle évolutif dans une démarche itérative qui s'inscrira dans un temps long. Il s'agit de centraliser et d'organiser ces travaux en transversalité avec les politiques publiques afin de situer la stratégie foncière en amont des projets et anticiper les besoins de chacune dans un contexte de rareté du foncier.

La stratégie foncière accompagne chaque politique publique en tant que stratégie ressources. En effet, la politique foncière est un moyen d'actions pour leur mise en œuvre au travers de la définition des enjeux fonciers de la politique publique, la déclinaison opérationnelle, la spatialisation, la priorisation et la veille.

À terme, l'enjeu est de disposer d'une vision consolidée et intégrée de l'ensemble des politiques publiques afin d'élaborer notre stratégie territoriale de spatialisation des politiques publiques que la stratégie foncière contribuera à mettre en œuvre. Des consensus seront à trouver afin que toutes politiques publiques puissent aboutir à la concrétisation de leurs objectifs.

Les attendus en termes de stratégie et d'actions foncières des politiques publiques sont joints en annexe.

La politique foncière menée par Nantes Métropole doit se coconstruire avec les communes et les partenaires.

En effet, une stratégie foncière ne repose pas exclusivement sur une politique foncière interventionniste de la puissance publique. Il s'agit de devenir stratège en s'appuyant sur tous les outils qui contribuent à libérer le foncier « au bon moment, au bon endroit et au bon prix » et en faisant le projet de territoire avec les partenaires.

D'une part, il s'agit de définir une stratégie foncière conjointe avec les communes. D'autre part, il s'agit aussi de travailler en étroite collaboration avec les acteurs du foncier. Face à l'enjeu de la transition écologique, les outils opérationnels de l'aménagement et de l'immobilier doivent être revisités afin d'être plus agiles pour permettre l'innovation et faciliter la mise en œuvre de chaque politique publique. Ils passent par une anticipation très en amont du volet foncier des opérations, ainsi que par un dialogue régulier avec les communes, les acteurs du foncier et les grands propriétaires. La stratégie foncière doit aussi être partagée à l'échelle du bassin de vie.

La mise en œuvre de la co-construction de la stratégie foncière s'organisera avec :

- les communes en s'appuyant sur l'observation, les outils de portage et l'expertise afin de répondre au mieux à leurs attentes pour leurs propres compétences tout en s'articulant avec le projet de territoire métropolitain et la déclinaison de ses politiques publiques. Un réseau des métiers du foncier commun entre Nantes Métropole et les communes ainsi qu'une mise à disposition de données permettra d'asseoir l'expertise du foncier à toutes les échelles du territoire ;
- les partenaires au travers d'échanges réguliers avec l'ensemble des acteurs du foncier et de l'immobilier, avec les institutionnels et avec les grands propriétaires fonciers afin d'animer et de fédérer un collectif de nature à répondre à l'ambition du projet métropolitain tout en permettant à chaque acteur de pouvoir mener à bien ses missions.

L'accompagnement des politiques publiques, la co-construction de l'action foncière avec les communes, le tissage des partenariats ainsi que la coordination des outils de la stratégie foncière seront les principales missions du service stratégie foncière. L'ambition portée sur le foncier et les attentes fortes dans un contexte de tensions foncières jamais connues jusqu'à présent demandent une expertise poussée pour être conseil, force de proposition et faire preuve d'anticipation et de prospective.

Cette délibération constitue l'acte fondateur de la stratégie foncière.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vous propose donc que nous passions à la première délibération de contenu dans notre Conseil métropolitain, et je donne la parole à Laure Beslier pour nous parler d'un sujet extrêmement important puisque Laure Beslier, à travers deux délibérations, va nous parler stratégie foncière. »

M^{me} Beslier : « Bonjour à tous, chers collègues. Donc, avant de vous parler de la délibération sur la stratégie foncière, je voulais en préambule remercier un certain nombre de personnes puisque l'écriture de cette délibération n'a pas pu se faire seule, forcément. Donc déjà, je voulais remercier le Comité de suivi de la stratégie foncière qui est composé de plusieurs vice-présidents. Donc c'est aussi eux qui ont contribué à l'écriture de cette délibération. Forcément mes collègues maires, quand je me suis déplacée dans les 24 communes de l'agglomération nantaise, on a écrit ensemble, toutes leurs remarques ont été prises en compte et seront déclinées par la suite. Et puis aussi je voulais remercier les services de Monsieur Parcot, les services qui sont aujourd'hui présents, qui me soutiennent et qui sont au fond de la salle. Je tenais à vous remercier parce que sans vous, l'écriture de cette délibération n'aurait pas pu avoir lieu. Donc merci à vous.

La stratégie foncière : alors, j'ai l'habitude de dire et mes collègues à qui j'ai présenté cette délibération le savent, "Pas de foncier, pas de projet."

Pourquoi une stratégie foncière pour notre métropole ? 1ssurer les grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux, rechercher l'efficience et la sobriété foncière avec des optimisations d'usage, et l'établissement de priorités en fonction des usages des secteurs. La stratégie foncière est une stratégie ressource du mandat, transversale à plusieurs politiques publiques. Comme je vous le disais, pas de foncier, pas de projet. On ne pourrait pas construire des espaces publics, on ne pourrait pas construire de l'habitat, de l'agriculture, on ne pourrait pas s'occuper des déplacements, des locaux administratifs, de l'eau, de l'assainissement, des pistes cyclables.

La particularité du foncier, c'est quelque chose qui ne se voit pas, qui ne se matérialise pas et pourtant sans le foncier, on ne peut aboutir à rien. Quel accompagnement, quels objectifs au niveau de la stratégie foncière ? Être dans l'anticipation. Je n'ai pas arrêté de le dire à mes collègues : anticiper, avoir une vision sur le moyen et le long terme pour mieux travailler, mieux identifier les secteurs, juger la pertinence et forcément favoriser toujours les négociations à l'amiable sur nos territoires.

Optimiser également : l'intervention foncière s'effectue aujourd'hui majoritairement dans les zones déjà urbanisées. On construit la ville sur la ville.

Encadrer le dialogue entre les différents acteurs du foncier et de l'immobilier. C'est ce que je ferai, si cette délibération-cadre passe, dans la deuxième partie de l'année : rencontrer tous nos partenaires. Et contribuer à réguler le prix du foncier. Alors seuls, on ne réglera pas le prix du foncier, mais c'est un des objectifs de la stratégie foncière qu'il vous est proposé de voter aujourd'hui.

Quel accompagnement au niveau des politiques publiques ? La stratégie foncière doit être agile afin d'accompagner les grandes tendances, tout en proposant dès à présent un socle évolutif, une démarche itérative, qui s'inscrira dans un temps long. Comment va-t-on articuler cela avec nos différents partenaires ? Avec les Communes : je m'engage à continuer le dialogue que j'ai eu sur la fin de l'année avec les 24 Communes. Continuer le travail, continuer à travailler avec nos différents partenaires également.

Donc voilà l'issue de la stratégie foncière. Voilà ce que je vous propose de décliner aujourd'hui. La proposition de délibération-cadre d'aujourd'hui qui j'espère sera votée à l'unanimité va permettre de poser la première pierre. Elle va tout au long du mandat continuer à évoluer et on va décliner chaque politique publique. Dans les annexes, vous avez déjà les grandes lignes de certaines politiques publiques. Celles qui n'ont pas été matérialisées par écrit, cela ne veut pas dire qu'on ne les décliner pas, cela veut dire tout simplement que le travail se fera sur un deuxième élan. Le travail de la stratégie foncière va continuer tout au long du mandat.

Juste une petite précision : il y a certaines personnes comme Marlène Collineau qui ne pourront pas voter cette délibération, en rapport avec les fonctions qu'elle a, ni participer aux débats. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Merci. Madame la Présidente, chers collègues, voici donc un dossier important d'anticipation stratégique sur notre territoire, qui fait écho à nombre d'échanges que nous pouvons avoir avec nos concitoyens.

La croissance démographique de notre territoire, l'attractivité économique, sont une chance, mais créent, vous l'avez dit, une tension sur le secteur foncier, et donc des problématiques pour les habitants, pour se loger.

Alors, nous devons travailler de concert avec l'ensemble des acteurs, et notamment l'État, pour trouver des solutions. C'est l'occasion de rappeler les récentes annonces gouvernementales quant à l'encadrement des loyers, donc pas plus de 3,5 % d'augmentation sur un an concernant les locataires, alors que l'inflation dans le même temps est de 5 %, et une revalorisation des APL de l'ordre de 3,5 % pour les ménages les plus fragiles.

Alors au-delà de ça, que pouvons-nous faire au niveau local ? C'est bien ce qui nous intéresse ici en tant qu'élus de la Métropole. Il serait certainement intéressant de regarder plus précisément l'état des bureaux laissés vacants, sur lesquels nous pourrions contribuer à redynamiser justement ce que vous appelez l'urbanisme circulaire, l'urbanisme durable, donc recréer la ville sur elle-même, d'autant plus qu'après la crise que nous avons traversée, cette pandémie qui n'est pas terminée malheureusement, des nouveaux usages sont faits par les entreprises, les entités économiques : besoin de moins de place de bureaux, notamment eu égard au télétravail qui va s'institutionnaliser dans le temps, eu égard aux accords qui se développent ici et là vis-à-vis des acteurs économiques.

Donc notre question est simple : avez-vous prévu une consultation avec les acteurs économiques du territoire pour savoir où en sont leurs projets en la matière en termes de libération de foncier que nous pourrions utiliser à nouveau pour justement bâtir une stratégie solide, concrète, d'urbanisme durable sur notre territoire ? Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Robin Salecroix. »

M. Salecroix : « Merci. Madame la Présidente, chers collègues, les Élus communistes partagent les objectifs de la stratégie foncière proposée et présentée par Madame Beslier. Avec ces orientations, il s'agit comme le formalise la délibération, de préparer l'avenir, d'optimiser nos interventions, de mieux réguler les prix en s'appuyant sur des outils adaptés comme les zones d'aménagement, ou encore la dissociation du foncier et du bâti.

Ce cap, nous en sommes conscients, pour répondre aux attentes doit être global et prendre en compte tous les aspects de la vie de notre société, les activités humaines, cela a été rappelé, économiques, tout comme l'impérieuse nécessité de préservation de nos écosystèmes et de la biodiversité.

Nous constatons d'ailleurs au quotidien les immenses besoins qui sont les nôtres, qui vont en s'accroissant au vu des évolutions sociétales et démographiques que nous connaissons, avec un solde naturel positif, une attractivité qui ne se dément pas.

Alors oui, il faut répondre aux besoins, mais avec une boussole politique pour notre métropole. Garantir son propre développement en réduisant drastiquement sa consommation de foncier, en développant nos filières économiques sans aspirer et concentrer les atouts au détriment des territoires adjacents. Bref, traduire dans la réalité une Métropole de projet, de développement partagé plutôt qu'un territoire qui contribuerait à une compétition insensée entre les collectivités.

Et puis bien évidemment la stratégie foncière est un des leviers de notre nécessaire réponse aux défis sociaux de notre temps en répondant par exemple aux 37 000 dossiers de demande de logement social en attente pour résorber les bidonvilles de notre métropole, pour lutter contre la spéculation.

Notre stratégie foncière, nous en sommes persuadés, doit prendre en compte ces réalités, et les politiques que nous sommes assumer la nécessaire densification de nos villes, d'autant plus avec la démarche de Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2030.

Refuser la densification sous quelque prétexte que ce soit serait une triple faute, en premier car cela amènerait à la relégation des classes populaires qui font la ville, qui font nos vies, en périphérie, et créerait une métropole à deux vitesses par le renchérissement des loyers et du foncier. Secundo, cela induirait une perte de pouvoir d'achat et une dégradation des conditions de vie des salariés obligés à de longs trajets domicile-travail une fois installés en périphérie. La troisième faute, à l'heure du défi climatique, serait de contribuer à l'étalement urbain, à l'artificialisation des espaces naturels, tout en augmentant les émissions de CO₂ de chacun par des temps de transport allongés.

À l'heure où nous n'atteignons pas encore nos objectifs de livraison de logements prévus, sachez compter Madame Beslier, Madame la Présidente, sur la détermination des Élus communistes pour contribuer au nécessaire choc de construction et être force de proposition pour retrouver ensemble une trajectoire vertueuse dans le domaine.

Nous l'assumons : une densification et une certaine verticalité est bien acceptée lorsqu'elle s'accompagne des services qui vont avec et d'une offre suffisante, notamment de logement social sur l'ensemble des communes de notre métropole, sans jamais opposer ni les modes de vie, ni les territoires, ni les petites communes, les moyennes et les grandes entre elles.

En cela et pour terminer, le président Emmanuel Macron, dans le domaine du logement, plus globalement des enjeux fonciers, serait bien inspirer de conforter son soutien au secteur, à contre-pied des réformes délétères du précédent mandat, allant des ponctions sur les trésoreries, les bailleurs sociaux, le regroupement à marche forcée, le soutien bientôt trop timide et partiel aux rénovations énergétiques, en passant par les nombreuses instabilités réglementaires, ou encore la baisse des aides à la pierre.

À rebours donc de ces orientations, notre Métropole à travers cette stratégie se dote d'outils pertinents pour répondre aux défis du moment. Comme vous le comprenez mes chers collègues, le groupe des Élus communistes et républicains votera donc favorablement cette délibération. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vais donc donner la parole à Martine Métayer. »

M^{me} Métayer : « Merci. Madame la Présidente, chers collègues, cette délibération – on vient de le dire et plusieurs interventions vont en ce sens – est importante. La stratégie foncière qu'elle pose constitue des outils majeurs pour réaliser notre projet commun de la métropole durable de demain. Si les moyens qu'elle propose ne sont pas forcément nouveaux, elle a le mérite de les mobiliser autour d'une stratégie commune et globale.

Il nous semble plus particulièrement intéressant de nous arrêter en revanche sur deux orientations nouvelles : la prise en compte du Zéro Artificialisation Nette et l'articulation entre les différentes échelles d'intervention de la politique foncière.

La gestion économe des sols n'est pas une nouveauté, elle est déjà mentionnée par plusieurs lois dès les années 80. Mais force est de constater que celles-ci n'ont pas produit les effets attendus.

En effet, 40 ans après leur parution, le taux d'artificialisation des sols en France est de loin le plus élevé en Europe, avec 47 kilomètres carrés d'artificialisés pour 100 000 habitants.

C'est pourquoi il est important que l'objectif de Zéro Artificialisation Nette des sols constitue un élément structurant de notre politique foncière, même si nous sommes conscients des enjeux forts, politiques et sociaux qu'il soulève.

Dès lors, il est indispensable de hiérarchiser les priorités pour donner au ZAN une meilleure lisibilité politique, plus d'opérationnalité, et évaluer son impact réel sur l'environnement.

Le Zéro Artificialisation Nette est un objectif de politique publique fixant une trajectoire de réduction quantitative de la consommation d'espaces à l'horizon 2050. Pour atteindre cet objectif contraignant, la loi Climat et résilience prévoit de s'appuyer sur les documents d'urbanisme existants. C'est pourquoi nous l'avons déjà déclaré pour notre groupe : la modification 1 du PLUM ne nous semble pas à la hauteur des enjeux climatiques et environnementaux et n'est pas assez ambitieuse. Il faut agir dès maintenant.

Le ZAN n'a de sens que pour atteindre des objectifs de préservation de notre qualité de vie et de notre environnement. Il s'agit d'éviter les nombreuses atteintes à la biodiversité, les risques de ruissellement, les émissions de carbone, l'affectation du potentiel agronomique, et également la création d'îlots de chaleur urbains.

Pour mesurer ses effets systémiques, le ZAN doit être évalué sur sa capacité à répondre le plus en amont possible aux forces directrices (dont les forces du marché, pour reprendre certaines formules) qui impactent négativement l'empreinte carbone de nos territoires mais aussi l'ensemble de nos ressources comme la ressource eau. On le sait : quand on reconstruit la ville sur elle-même, on touche aussi au sous-sol.

Nous sommes conscients du challenge que représentent pour notre Métropole les objectifs ambitieux que nous avons décrits et la nécessité de permettre à la fois de se loger, c'est une réalité et un besoin, mais aussi de répondre aux besoins des activités économiques (il y a se loger, pouvoir travailler à proximité, et un foncier aussi de production qui reste une nécessité sur notre territoire).

Ces objectifs ne doivent pas s'opposer mais doivent nous conduire à changer de paradigme dans notre manière de construire et de faire évoluer les formes urbaines.

Ceci nous amène aussi à évoquer le second point de la stratégie foncière qui a attiré plus particulièrement notre attention : c'est la notion d'échelle de la politique foncière.

La contrainte du Zéro Artificialisation Nette des sols peut renforcer la contrainte financière et, ça a été dit précédemment, amener beaucoup de salariés à s'éloigner de leur lieu de travail pour trouver un logement abordable et qui réponde à leurs attentes.

Cet éloignement contraint des ménages des centres urbains qui sont conduits à une accumulation des inégalités et à des surcoûts sur le long terme, notamment liés au transport. Cela entraîne donc des problématiques à la fois écologiques, sociales et économiques, que l'objectif du ZAN invite à reconsidérer.

Les questionnements futurs sur la production de logements doivent se concentrer sur l'accès à un logement abordable au sein des aires urbaines et à la question plus large du droit à la ville.

L'ampleur d'une politique foncière dépend de deux facteurs : celui de la cohérence entre les différents niveaux de compétence (communale, intercommunale, départementale, régionale – et nous nous arrêterons surtout sur cet aspect, sur le régional) d'une part, et entre les différents types de politiques aussi (environnementale, agricole, etc.) d'autre part.

Les lois de décentralisation successives et notamment la loi NOTRE ont renforcé le rôle de la Région dans ce cadre en en faisant l'autorité compétente pour assurer l'équilibre des territoires et le développement durable, notamment en assurant et en assumant le maillage territorial en matière de mobilités, autre outil d'une stratégie de politique foncière.

Ainsi, la lutte contre l'artificialisation des sols doit être intégrée dans les Schémas Régionaux d'aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (les SRADDET dont on a déjà parlé au sein de notre instance), lesquels doivent désormais prévoir un objectif de réduction du rythme d'artificialisation par tranche de 10 ans, conforme à l'objectif de la loi.

Certaines villes moyennes ou gros villages perdent aussi des habitants à l'intérieur de la structure déjà construite, laissant des logements vacants ainsi que des locaux commerciaux ou de production.

Sur ce point, en recréant de la tension foncière, le ZAN apporte une réponse et constitue une opportunité afin de maîtriser l'étalement urbain. Il vient en complément des programmes de revitalisation des cœurs de ville. La Région a un rôle incontournable et devrait être plus efficiente dans sa construction des territoires durables de demain en coordonnant notamment l'ensemble des politiques publiques qu'elle porte pour accompagner ces évolutions : notamment la stratégie de développement économique, mais aussi de politique de transport, etc.

Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Pras. »

M. Pras : « Merci Madame la Présidente. Mesdames, Messieurs, chers collègues, depuis plusieurs décennies déjà, de nombreuses législations ont tenté de favoriser une forme de sobriété foncière. Sur ce territoire métropolitain, nous nous sommes engagés sur ce chemin et nous avons traduit cela dans nos différents documents de planification urbaine. Je pense en particulier aux 24 PLU adoptés autour des années 2007 qui contenaient déjà une attention et une intention fortes sur l'usage du foncier, et un engagement important à lutter contre l'étalement urbain.

Plus récemment, le PADD et ensuite le PLUM adoptés en 2019 ont engagé la Métropole sur le chemin d'une sobriété foncière assumée et traduite par une réduction de 50 % de notre consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Chacun ici se souvient de cette démarche. Chaque maire en particulier se souvient des renoncements auxquels il a fallu faire face. Aujourd'hui, la loi Climat et résilience, avec son objectif Zéro Artificialisation Nette à horizon 2050, vient encore renforcer les efforts à produire pour réduire l'artificialisation des sols et donc contraindre encore plus fortement la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Tout cela bien sûr s'engage pour nous, élus de cette métropole, dans un moment où nous devons faire face à des dynamiques démographiques et économiques toujours très soutenues. Nous sommes face à la nécessité de devoir produire du logement pour répondre aux besoins de tous et à tous les temps de la vie, à toutes les tailles de ménages et à toutes les capacités financières, à savoir la taille du porte-monnaie de chaque ménage, et bien sûr à devoir continuer à devoir produire des espaces d'accueil pour l'activité économique porteuse d'emploi.

Cette nécessité du logement, dans la période que nous traversons aujourd'hui, est encore plus forte, et la crise immobilière dans laquelle nous sommes entrés s'amplifie chaque jour. Je rappelle régulièrement, malheureusement, que cette crise sera plus prégnante dans les 2 prochaines années, et mettre un toit sur tous est un devoir qui nous oblige.

C'est pourquoi, chers collègues, la délibération qui nous est proposée aujourd'hui prend tout son sens. Elle nous rappelle que le foncier est la matière première de toute politique publique, celle du logement en particulier, et qu'une stratégie foncière efficace et concertée est nécessaire afin de ne pas mettre en cause les grands équilibres sociaux, économiques et environnementaux, et ainsi assurer le service de l'intérêt général.

Mais je veux redire que cette stratégie foncière restera sans effet si chaque maire, si chaque équipe municipale ne fait pas le choix de porter un projet urbain qui justifie sa mise en œuvre. À quoi cela servirait-il d'acquérir des fonciers si ce n'était pas pour accompagner nos politiques publiques ? Ma question semble innocente, et je sais qu'elle ne l'est pas parce qu'ici et là, je sais quelques blocages ou renoncements qui nuisent en particulier à la politique de l'habitat.

Nous avons affirmé dans le PADD du PLUM que c'est dans le tissu urbain constitué, dans le cœur de notre métropole, dans les centralités de nos villes et de nos bourgs, que doit s'organiser l'accueil des nouveaux logements et des activités, entre autres pour évacuer la problématique de l'éloignement de notre cœur métropolitain et renforcer les mobilités journalières des mouvements pendulaires domicile-travail. Et nous savons aussi tous la difficulté à porter le foncier nécessaire à ce renouvellement et à la reconstruction de la ville sur la ville, à rendre cela acceptable auprès de nos concitoyens.

C'est tout l'enjeu de la stratégie foncière d'anticiper et d'accompagner cette démarche d'aménagement et de développement de notre métropole, tout en préservant les espaces naturels indispensables à notre alimentation, indispensables au cycle de l'eau dans la nature, indispensables à la biodiversité, indispensable à notre qualité de vie. Il nous faut ensemble contribuer à la fabrication de cette ville écologique et solidaire que nous appelons tous.

C'est pourquoi, mes chers collègues, avec le groupe SERDA, je vous invite à voter avec détermination cette délibération.

Merci de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Oui, merci Madame la Présidente. Bonjour à tous et merci à Laure Beslier pour la présentation de cette stratégie foncière métropolitaine dont le premier jalon d'ailleurs, Madame Beslier va le présenter juste après, sera la réadhésion de notre Métropole à l'Agence Foncière de Loire-Atlantique. Beaucoup d'élus – vous le savez Madame la Présidente – n'avaient pas compris votre décision de quitter cette agence, nous la réintégrons et c'est une bonne nouvelle.

Sur la stratégie foncière elle-même et la question du Zéro Artificialisation Nette qui vient d'être évoquée, j'ai lu dans le détail la délibération que vous nous proposez, et elle fixe un objectif d'atteinte du Zéro Artificialisation Nette à l'horizon 2030, c'est-à-dire 20 ans avant l'objectif fixé par la loi Climat et résilience. Alors, je voudrais rappeler quand même le contexte de notre territoire et de notre département. Ça a été rappelé par mes collègues qui sont intervenus juste avant : troisième département de France en matière d'augmentation de la population, plus 17 000 habitants chaque année, dont la moitié qui arrivent sur notre métropole, et par ailleurs, nous sommes le deuxième département de France en termes de surfaces d'espaces naturels et zones humides.

Donc on voit bien que tout cela provoque une tension forte, et partout sur la Loire-Atlantique le coût du foncier explose. Et j'entendais Pascal Pras, que je rejoins tout à fait à ce niveau-là : de plus en plus d'experts nous prédisent une crise du logement sans précédent dans les prochaines années.

Alors, face à tout cela, avec le groupe Avenir métropolitain, et même si nous comprenons les impératifs écologiques que vous avez évoqués, nous pensons qu'il n'est pas aujourd'hui raisonnable sur notre métropole, compte tenu de ce contexte, de vouloir aller plus loin, plus vite que la loi.

Je crois que ce qui manque à l'État en réalité, et ça, ça nous dépasse ici au sein de cette assemblée, c'est une véritable Agence d'aménagement du territoire. On avait auparavant la DATAR qui permettait de fixer des objectifs qui tenaient compte de la réalité démographique, économique, et des dynamiques de territoire. Aujourd'hui on n'a pas cette agence-là, et donc notre bassin de vie va faire face à des enjeux plus importants compte tenu de ces dynamiques démographiques, donc soit on va devoir expliquer aux Français qu'ils ne peuvent plus venir habiter chez nous à Nantes Métropole et en Loire-Atlantique (je ne sais pas qui voudrait porter ce type de politique publique), soit on risque – et je crois qu'il faut le mesurer aussi tous ensemble – de ne plus loger chez nous que des personnes avec des revenus confortables, oui, des personnes qui ont les moyens, parce qu'on sait que le coût du foncier explose partout.

Et ça a été dit encore par Robin Salecroix : si on ne peut plus loger les ménages, les familles, les personnes fragiles qui s'éloigneront toujours davantage et qui viendront toujours travailler au sein des frontières de notre métropole (puisque en France 80 % des emplois créés le sont au sein des métropoles), on va creuser encore cette fracture territoriale. On a eu les gilets jaunes, je crois qu'il faut être extrêmement attentifs à ne pas faire de l'écologie un combat qui se retournerait contre les plus fragiles. Donc ça, c'est un premier point.

Ensuite, bien sûr que pour faire face à ces enjeux, il faut repenser notre habitat, il faudra densifier, il faudra aussi être capables de verticaliser. Pour autant, là aussi ça nous interpelle. Regardez sur le site de l'AURAN les mesures lors de la récente canicule. On s'aperçoit que dans les îlots de chaleur, par exemple sur l'île de Nantes où on assiste à une certaine densification, on a parfois jusqu'à 7 degrés de plus que la moyenne mesurée sur la métropole nantaise. 7 degrés de plus. Donc la densification, la verticalisation, bien sûr ça répond à une partie des enjeux, mais ça ne règle pas tous les problèmes en termes de réchauffement climatique.

Et puis, dernier point, il y a aussi un principe de réalité qui s'impose à nous. Vous avez fixé l'objectif de 6 000 logements par an sur la métropole nantaise. On a beaucoup de projets en cours. Si je prends Nantes, on a un plan école, on a un CHU en projet sur l'île de Nantes qui va imperméabiliser une dizaine d'hectares, sans pour autant libérer le foncier sur l'hôpital Nord puisqu'on va garder l'hôpital Nord, vous l'avez annoncé récemment ; donc où est-ce qu'on va trouver à l'horizon 2030, c'est-à-dire dans huit ans, les surfaces à renaturer pour atteindre effectivement, comme vous l'ambitionnez dans cette stratégie foncière, le Zéro Artificialisation Nette ?

Voilà, nous ça ne nous paraît pas réaliste, et on a le sentiment qu'il y a une volonté politique qu'on peut tout à fait entendre et partager, mais que le compte n'y sera pas. Et qu'en réalité, et ça aussi c'est un point important, vous avez vu les décrets d'application qui explique que toutes les surfaces aménagées seront considérées comme artificialisées.

Donc tous les efforts que nous faisons dans les différentes communes de la métropole nantaise pour faire de la nature en ville – thème qui vous est cher, Madame la Présidente, et qui a beaucoup de sens – ne seront pas pris en compte puisque tout jardin, tout parc public sera considéré comme artificialisé au sein de la loi Climat et résilience.

Voilà, donc les enjeux, ils sont très vastes. Ils sont devant nous. Il faut s'y engager pleinement. Mais nous pensons qu'il ne faut pas confondre vitesse et précipitation. Je rappelle qu'il y a cinq ans, il fallait fermer très très vite le parc nucléaire français pour des motifs écologiques. Aujourd'hui on est en train de relancer nos centrales à charbon. Donc, on ne voudrait pas qu'on lance aujourd'hui un projet Zéro Artificialisation Nette trop rapide, trop ambitieux, trop exigeant par rapport à ce que la loi elle-même exige, et qu'on soit obligés de relancer la machine dans cinq ans parce qu'on sera sous le coup d'une crise du logement sans précédent.

Donc voilà, Madame la Présidente, les raisons pour lesquelles nous nous abstiendrons sur cette stratégie foncière : simplement parce qu'elle ne nous paraît pas correspondre à la réalité démographique, économique de notre territoire, ni à la réalité des projets en cours sur la métropole. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Delphine Bonamy. »

M^{me} Bonamy : « Merci Madame la Présidente. Mes chers collègues, je tenais à saluer le travail effectué autant des services que des échanges politiques qu'on a pu avoir, qui ont été consacrés sur cette délibération. Cette délibération qui est portée par Laure Beslier, elle pose un changement de logique, et Pascal Pras l'a rappelé : il faut refaire la ville sur la ville, la ville sur elle-même. Et ça, c'est une des réponses qu'on peut faire à Madame Garnier, c'est le principe justement du recyclage urbain qui a pour principe d'optimiser ce qu'on a et de reconstruire pour ne pas venir artificialiser.

Il faut donner la priorité à la création de logements et de services publics, mais aussi préserver à tout prix le socle naturel, agricole et en eau de notre territoire. Ça fait partie en fait des deux leviers sur lesquels on peut s'appuyer pour trouver un équilibre.

Donc nous partageons toutes et tous au sein de la majorité ce même constat, qu'il s'agisse d'agriculture, de logement, d'activité économique, de capacité d'adaptation au changement climatique, ou encore de mobilité. Le foncier, c'est le socle de nos politiques publiques et souvent, en fait, il dépasse les enjeux de nos frontières administratives.

Donc, au-delà de ce consensus sur les enjeux, il nous reste maintenant à choisir comment mobiliser et quels outils sont nécessaires pour répondre à ces enjeux. Et là, j'anticipe un peu la prochaine délibération mais Laure Beslier, j'espère que tu m'excuseras de ça, mais c'est pourquoi le Groupe écologiste et citoyen avait fortement regretté en décembre 2020 le fait qu'on se retire de l'AFLA puisqu'en effet, une politique foncière, elle ne peut se construire sans un dialogue constructif et en confiance avec nos voisins.

Face à l'urgence de certains enjeux qui ont été évoqués, comme la baisse de production de logements sociaux et abordables, le Zéro Artificialisation Nette ou encore le logement des agriculteurs, il y avait cet outil de portage comme l'AFLA et il peut vraiment nous être utile. Par le passé, il nous a permis notamment d'acquérir le foncier sur Pirmil, sur la caserne Mellinet ou la Prairie aux Ducs. Donc on peut voir l'intérêt.

Presque donc deux ans plus tard, nous revenons donc avec une proposition de politique foncière étoffée qui devra être recoupée avec les membres de l'EPF de Loire-Atlantique. Ça pourrait être un des bras exécutifs de notre politique foncière, mais il ne suffira pas à lui tout seul.

En interne, nous devons aussi mobiliser l'ensemble des outils juridiques à notre disposition pour une politique interventionniste qui casse la spirale spéculative, foncière et immobilière qu'on a déplorée tous ensemble.

Cela suppose notamment d'utiliser le droit de préemption urbaine, les baux précaires, les fonds de minoration foncière, ou encore de dissocier le foncier du bâti. L'engagement public me semble essentiel. Les mutations nécessaires pour refaire la ville sur la ville ne pourront reposer sur l'initiative et l'investissement privé : on l'a déjà expérimenté et on voit aujourd'hui la situation dans laquelle on est.

Donc les mois à venir seront décisifs pour nos derniers arbitrages, et j'ai confiance en Laure Beslier notamment pour poursuivre le travail sur le foncier, pour créer des conditions de débat et des espaces de décision collective au sein de notre majorité. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Guillaume Richard puis Rodolphe Amailland puis Pascal Pras. »

M. Richard : « Merci Madame la Présidente. Vous nous proposez ici une délibération qui ne pose pas une stratégie mais qui acte le fait d'en vouloir une. Vous êtes à la municipalité de Nantes et à la Métropole depuis plus de trois mandats et vous nous dites : "J'ai une stratégie foncière." Nous sommes en pleine crise du logement à Nantes. Il était temps ! Vous dites : "une stratégie foncière qui devra se construire avec toute l'ambition économique, sociale et écologique nécessaire à sa réussite", c'est évident, mais si on reprend les faits et les chiffres, Madame la Présidente, ils ne sont pas là pour étayer votre stratégie.

Tout d'abord sur la question écologique, je ne vais pas refaire le Conseil municipal de la semaine dernière, mais les derniers projets livrés sont pour le moins très bitumés, je vous l'ai dit – Malakoff, Saint-Joseph-de-Porterie –, Laurence Garnier vient de redétailler le sujet de l'île de Nantes avec les îlots de chaleur.

Ensuite, sur la partie sociale dont nous avons moins parlé, moi je constate que très peu de logements sociaux sortent par an sur l'objectif des 2 000. Je crois qu'on en fait 1 300 les meilleures années. Alors, c'est évidemment mieux que dans les années 2010, on note une progression par rapport à cette période, mais c'est beaucoup moins que ce que vous avez dessiné dans votre projet en 2019.

Sur les logements neufs, au global en 2020 on est à -8 %, en 2021 on est à -35 %, et les mises en chantier ne nous rassurent pas sur les périodes d'avenir. On a conscience de la question COVID qui a ralenti l'activité économique et donc la construction, mais quand on regarde les chiffres de 2022 à 2024, on sait que ça ne va pas être respecté.

Pour reprendre les mots de l'OLOMA, l'observatoire du logement neuf des Pays de la Loire, il dit que depuis que le PLUM est entré en vigueur, les règles diminuant la constructibilité contredisent en fait vos objectifs.

Autre fait significatif sur le logement et sur la construction : les acteurs locaux nous disent – entendez-moi bien – qu'il faut en moyenne neuf mois pour obtenir un permis de construire à Nantes, quand la loi en impose trois. Alors vu la qualité des services, je ne crois pas que ça vienne des équipes de l'urbanisme, mais je pense que c'est un sujet de management politique.

Pour comparer avec nos voisins, Angers délivre en moyenne les permis en 3,5 mois. Alors malheureusement, à Nantes on n'a pas les statistiques. Ce sont des retours terrain, mais qui s'entrecoupent et qui sont unanimes. Mais peut-être que Pascal Pras pourra nous donner ces éléments qui nous permettront d'analyser les choses j'espère avec plus de finesse.

Conséquence de ces délais : les promoteurs partent chercher des projets ailleurs : à Vannes, à Angers, on voit les promoteurs nantais qui s'installent ailleurs. Et si les promoteurs partent, alors qu'ils construisent 100 % des logements neufs... Je reprends Madame Bonamy, c'est le privé qui construit les logements à Nantes. Ce n'est personne d'autre puisque les bailleurs sociaux n'ont plus d'équipe de maîtrise d'œuvre au sein de leur organisation. Ils achètent les logements aux promoteurs et malgré l'excellence de leurs équipes, comme ils n'ont plus rien à acheter, ils se retrouvent dans l'impossibilité d'exercer leur métier correctement et de faire face à l'augmentation importante des demandes.

Si je résume, peu de mises en chantier d'un côté, on décourage les promoteurs avec un PLUM incompréhensible, et les bailleurs qui n'ont plus accès à grand-chose, qui n'ont rien à acheter et donc ne peuvent répondre à cette demande. C'est le serpent qui se mord la queue.

Malheureusement, le corollaire direct de votre stratégie foncière de ces dernières années – je conçois qu'il y ait une nouvelle stratégie qui se dessine –, ce sont les personnes en situation de précarité qui en pâtissent. Et l'accession pour les gens les plus modestes, les catégories plus modestes, l'accession à la propriété est devenue extrêmement difficile en raison des 6,5 % d'augmentation du prix à Nantes alors que la moyenne française est à 4 %. Vous parlez de réguler les prix, je ne sais pas si c'est vos nouvelles alliances qui vous forcent à partir sur ces sujets.

Et Monsieur Salecroix, ce n'est pas la spéculation qui fait exploser les prix. Vous sous-entendez que c'est le privé, la spéculation, mais le privé finance, construit 100 % des logements nantais. Ça, il faut quand même le remarquer. Et en plus, vous remarquez le manque de livraisons. Finalement on se rejoint, ce qui est une très bonne nouvelle.

Faire du social, Madame la Présidente, ce n'est pas annoncer un pourcentage de logements sociaux dans les journaux, parce qu'un gros pourcentage de pas grand-chose, ça fait pas grand-chose. Alors, moi je ne crains pas de réfléchir à une stratégie. Ce que je crains, c'est le stratège. Monsieur Bolo appréciera la référence cinématographique, mais en tous les cas, la conséquence de ces dernières années c'est la crise du logement. Et pourtant, vous dites – et là je vous ai bien écoutée – : « La politique foncière menée par Nantes Métropole doit se coconstruire avec les Communes et les partenaires. » Eh bien, faites-le. Pas en déroulant votre stratégie mais en organisant de véritables Assises du logement à Nantes en urgence, dans les six mois, qu'une agence pourrait soutenir, comme l'a précisé Laurence Garnier.

On comprend bien que Nantes ne peut pas tout prendre, c'est vrai, mais je crois que Nantes ne peut pas tout imposer aux Communes périphériques. On repousse le problème en transmettant la patate chaude aux maires de nos communes périphériques qui ont travaillé des années pour construire le bien-être qu'on reconnaît dans ces communes. On ne résoudra rien pour repousser le problème en rendant les maires responsables d'une politique qui n'est pas long-termiste. C'est pourquoi il faut travailler avec tous les acteurs, pas simplement les partenaires. »

M^{me} la Présidente : « Je vais vous inviter à conclure, Monsieur Richard. »

M. Richard : « Je termine. Élus, maires, représentants du monde économique, promoteurs, bailleurs, propriétaires, locataires, il faut également inviter les acteurs de la *prop-tech*, la *property tech*, qui savent innover sur la ville de demain. Ces derniers sont d'ailleurs une source de solutions potentielles à la définition d'une densification nouvelle et innovante sur nos réserves foncières, la fameuse *smart city*. Nous avons des réserves foncières à Nantes, elles doivent être le point de départ de la future *smart city* vers laquelle Nantes doit tendre. »

M^{me} la Présidente : « Merci. D'ores et déjà peut-être quelques éléments – parce qu'il y a quelques erreurs factuelles, je me permets de le dire –, que je voudrais d'emblée corriger pour que notre débat ne parte pas sur de mauvaises bases.

Monsieur Richard, il est inexact, tout simplement inexact, de dire que sur la métropole nantaise seuls les acteurs privés construisent. Les acteurs privés construisent, nous avons besoin d'eux, nous travaillons avec eux, nous assumons depuis plus de 30 ans le rôle de régulation qui est celui d'une grande Métropole, mais je suis désolée de vous le signaler : les bailleurs sociaux construisent aussi, et donc je ne peux pas laisser ici ignorer le rôle déterminant, le rôle stratégique qui est celui des bailleurs. C'est un élément absolument factuel et incontestable.

Deuxième élément : j'ai un petit doute, Madame Garnier. Je partage avec vous l'attention qui est la vôtre sur les décrets à venir, et je crois que nous devons les uns et les autres y être attentifs. J'ai un petit doute en revanche sur les parcs et jardins, mais nous le vérifierons : il me semble que jusqu'à présent les parcs et les jardins sont comptés en espaces naturels, et que c'est le risque des décrets à venir, mais je veux bien qu'on puisse regarder ce point en détail.

Sur le fond, quand même, je note avec satisfaction, je me permets de le dire avec un peu de franchise, une nette évolution de la droite nantaise sur ce sujet, puisque je me rappelle particulièrement bien qu'en 2014 j'étais bien seule, chers collègues, à dire qu'il fallait construire, à assumer qu'il fallait construire, parce qu'aujourd'hui quand on est un élu quelle que soit sa sensibilité, ce n'est pas si facile que ça. À l'appui, les débats, les écrits des uns et des autres. Vous nous disiez : "Vous voulez construire trop, vous voulez construire trop vite et vous voulez construire trop haut." Vous continuez d'ailleurs régulièrement de le dire, par exemple sur l'île de Nantes.

Je me rappelle aussi, Monsieur Richard... parce que vous entendre aujourd'hui, jour historique, vous faire le chantre de l'accueil des classes les plus modestes dans notre métropole, dans notre ville, je n'ai pas oublié les réactions des rangs de la droite nantaise, pardon de le dire comme ça, quand nous avons fait le choix politique et stratégique de mettre 50 % de logements sociaux place Aristide-Briand à Nantes, à côté de l'hôtel Radisson. Sur ces sujets il y a les actes, il y a les faits. Quand même. Quand même. »

M^{me} la Présidente : « Ensuite sur le fond, c'est vrai que nous posons un nombre actif, volontariste. C'est vrai. C'est vrai que nous allons au-delà de la loi, c'est vrai. C'est vrai que nous posons un objectif ambitieux, c'est une réalité, parce que nous pensons qu'il y a une nécessité.

Alors je vous invite à regarder dans la délibération. Nous vous invitons à tendre vers. La vérité, c'est que la métropole est d'ores et déjà un des territoires les plus vertueux du département sur ces sujets. Chiffres à l'appui. Cela ne se décrète pas. Oui, il y a une question autour de la construction de logement, Robin Salecroix l'a rappelé. Oui, nous avons besoin de travailler collectivement. Nous avons évoqué le sujet récemment et avec les maires, et en exécutif. C'est un sujet de préoccupation, je ne le cache pas. Nous avons là de la tâche à l'ouvrage.

Je voudrais, pour finir, partager deux choses. La première, c'est qu'on a tout intérêt collectivement à regarder ce sujet avec une focale locale, mais aussi avec une focale nationale et mondiale, si on veut regarder ce qu'il en est. Michel Lussault, qui était notre grand témoin spécial de la Convention citoyenne lundi soir, nous disait : "Pourquoi ce phénomène existe aujourd'hui dans toutes les aires urbaines à l'échelle du monde ?" Je crois que si on veut trouver les bonnes réponses, il faut poser le bon diagnostic.

Et puis par ailleurs, et je m'en arrêterai là pour ce premier volet de réponse, je ne voudrais pas non plus qu'on considère que la question foncière se résume exclusivement à la question du logement et de la construction de l'urbanisme. C'est effectivement un sujet majeur mais Laure Beslier l'a bien rappelé, la réalité c'est que cette stratégie foncière elle est au service de l'ensemble de nos politiques publiques. On n'a pas non plus de politique publique de mobilité sans stratégie foncière. On n'a pas non plus de politique de développement économique sans stratégie foncière. On n'a pas de politique publique pensée sur l'espace public sans stratégie foncière.

Donc je voulais le rappeler pour que celles et ceux qui suivent nos débats aient bien en tête que ce dont on parle, c'est cette matière ressource qui est la nôtre, ce qui est en amont de ce que nous avons ensuite besoin de faire collectivement. Voilà les éléments que je voulais rappeler dans un premier temps.

Alors, j'ai plusieurs demandes d'interventions. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Oui, merci Madame la Présidente. Pardon de décentrer le sujet de Nantes mais effectivement, cette question de la stratégie foncière, il est sain d'en discuter et notamment parce que pour le développement de nos communes, c'est la base du travail. D'ailleurs, souvent je le dis, on hérite – alors on hérite, pardon, ça ne nous coûte rien et ça ne coûte rien aux citoyens –, mais on hérite de la politique de nos prédécesseurs.

Et dans cette politique-là, je le dis aussi, et on a pu s'en expliquer avec Laure Beslier, et je la remercie de son écoute, ça m'a amené à plusieurs réflexions.

D'abord, deux interrogations, deux remarques et puis deux convictions. Deux interrogations parce qu'il est vrai que c'est toujours un peu contradictoire dans la manière dont on aborde notamment le logement, mais vous avez raison Madame la Présidente, il n'y a pas que le logement, j'y reviendrai. Il y a l'économie, vous avez raison. Notre volonté en tout cas à nous, Villes périphériques à la centralité nantaise, ce n'est pas d'être une ville-dortoir mais bien d'être une ville où l'on vit, où l'on travaille, où l'on fonde son foyer, où l'on est content de voir grandir ses enfants, et donc ça, ça demande de l'emploi, ça demande des services publics, ça demande du logement et donc forcément, vous avez raison, du foncier.

Mais il est toujours un peu contradictoire, quand on parle de foncier pour le logement, quand on parle de verticalité, de constater que finalement, sur le renouvellement urbain qui est nécessaire, je l'entends parfaitement, vous écrasez souvent une, deux, trois maisons, quatre maisons parfois pour faire un immeuble où les jardins de ces maisons participaient à la renaturation voulue et proposée dans cette délibération, alors même que les immeubles ou la verticalité optimisent les parcelles en rendant une part plus pauvre à la nature en ville.

Et puis, deuxième interrogation, c'est quand même une interrogation de bon sens : parfois ici dans cette assemblée, mais même en dehors, ce sont les mêmes qui ont sururbanisé leur commune, qui viennent aujourd'hui nous donner des leçons de bonne gestion du foncier. Je le dis, moi je n'ai pas peur de rappeler qu'à Vertou il y a 27 hectares de pleine nature en plein centre-ville. Je le dis, ce n'est pas le fruit du hasard. C'est le fruit d'une vraie volonté d'aménagement du territoire, une vraie volonté d'aménagement de la ville, avec sans doute nos propres codes.

Ça m'amène à deux remarques. La première sur le PLUM, et je le dis, cette volonté d'accueillir des habitants que je partage, d'accueillir de l'économie que je partage, d'accueillir des services publics, on voit que ces fonciers que l'on a deviennent plus rares, deviennent plus difficiles aussi à travailler et sans doute lors de l'élaboration du PLUM n'ont pas eu l'attention suffisante notamment sur les données environnementales pour pouvoir justement les utiliser dans le futur.

Mais je sais que Pascal Pras notamment, Laure Beslier notamment, en sont conscients, et que du coup la barre est revenue à plus d'attention sur ces données environnementales.

Et puis, ma deuxième remarque, c'est sans doute sur la question financière. Moi, j'entends bien la question des fonciers, la question qu'il faut préempter. Je ne sais plus qui disait ça tout à l'heure : "Il faut utiliser le droit de préemption." Oui, OK, il faut utiliser le droit de préemption, mais il faut avoir l'argent pour le faire aussi. Moi je veux bien tout ce qu'on veut, à moins que quelqu'un ait trouvé un trésor : à Nantes peut-être ? non ? Pas à Vertou non plus. Il va falloir qu'on trouve des équilibres économiques et pour agir, il faut acheter mais il faut sans doute aussi prioriser ses achats.

Ça m'amène à deux convictions. La première, c'est que 2030 n'est pas tenable. Alors, on peut tendre vers, Madame la Présidente, je vous accorde cette sémantique, mais je pense que ce n'est pas raisonnable de le tenir.

Et puis la deuxième conviction, c'est que chaque maire, chaque Ville, chaque territoire doit pouvoir porter son propre chemin de développement en fonction de sa capacité et de sa volonté d'accueillir et de proposer son propre rythme d'accueil.

On ne s'exonérera pas d'ailleurs, je le dis, d'un grand aménagement du territoire. Je crois que c'est Laurence Garnier, notre parlementaire, qui le disait, notre sénatrice, qui le disait tout à l'heure. La question de la DATAR, même si c'est un peu daté la DATAR, 82, j'étais à peine né, je le dis pour Bertrand Affilé qui sourit, je crois que cette réflexion autour de l'aménagement des territoires, elle est essentielle.

Moi j'imagine, je ne connais pas bien la Lozère, mais j'imagine qu'il est très sympa de vivre en Lozère. Le chef-lieu ça doit être Mende, d'ailleurs, je crois. J'ai révisé avant de venir. Je suis sûr qu'il est très sympa de vivre à Mende. Aussi sympa que de vivre à Vertou. Néanmoins, il faut qu'on développe des routes, des transports viaires, des transports ferroviaires et puis des transports numériques. Et pour ça, on a besoin d'une vraie réflexion à l'échelle nationale sur comment on dessert l'ensemble des territoires pour répartir l'ensemble de l'aménagement du territoire.

Alors déjà, la loi est exigeante. Déjà il y a des manquements sur cet aménagement du territoire et donc je pense vraiment que les modifications... En plus, les modifications de notre PLUM vont être réduites jusqu'à la fin du mandat, si j'ai bien compris la dernière Conférence des maires, qui ne nous permettront sans doute pas d'arriver à cet objectif consolidé de l'ensemble de la stratégie foncière. C'est pourquoï les maires UTM s'abstiendront sur cette délibération, mais pas dans une abstention sans enthousiasme. Dans une abstention d'encouragement à continuer à travailler ensemble à l'échelle des 24 territoires, pour pouvoir formaliser cette politique publique si déterminante pour le développement de nos territoires. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Pras. »

M. Pras : « Très rapidement Madame la Présidente, vous avez amené déjà des éléments de réponse dans votre expression. Tout à l'heure j'ai voulu réagir aux propos de notre collègue de Rezé Martine Métayer, mais c'est les propos de Madame Garnier qui m'invitent à reprendre la parole.

Alors il ne s'agit pas dans cette délibération de voter un quitus au Gouvernement sur sa politique et les lois qu'il est venu nous proposer. Il ne s'agit pas non plus de voter un accord sur l'application du ZAN. C'est une loi qui s'impose à nous et c'est une obligation qui nous est faite.

Alors maintenant, les décrets d'application ne sont pas tous parus. On ne connaît pas les deux bouts de cette loi. Il s'agit bien, effectivement chers collègues, et j'ai envie de répondre en partie à Laurence Garnier et Monsieur Richard, il s'agit bien effectivement de conforter une politique foncière sur le territoire métropolitain. Ne pas dire qu'il n'y avait pas de stratégie foncière auparavant, ou de politique foncière. J'ai envie de rappeler quand même qu'il y a sur ce territoire un nombre important d'opérations publiques d'aménagement qui nous amènent à développer des projets au service de l'habitat ou au service du développement économique et de l'emploi. On a aussi des ZAC économiques qui sont le fruit de travaux, de stratégies d'acquisitions foncières menées depuis plusieurs années.

Et on voit bien aujourd'hui, vu cette dureté foncière, vu le besoin d'accompagner les dynamiques de nos territoires, le besoin de renforcer cette stratégie, et je crois que c'est tout le sens de cette délibération qui doit malgré tout nous permettre, au-delà du développement urbain, d'intégrer, qu'on le veuille ou non, des règles qui vont dans le sens d'une lutte contre le réchauffement climatique.

Moi j'ai entendu et j'ai vu, l'autre jour j'ai participé à une réunion avec vous Madame Garnier, où j'ai quand même entendu des maires qui souhaitent encore pouvoir continuer à faire du développement comme ils le souhaitaient ou comme ils l'ont fait précédemment. On sait tous ici que ça n'est plus possible, que ça n'est plus entendable, que ça n'est plus supportable – et ce n'est pas un écologiste qui vous le dit, c'est un socialiste qui est engagé dans la production du logement qui le rappelle.

Et donc on a besoin aussi de ces éléments qui légifèrent et qui permettent d'organiser ce territoire et qui permettent de produire du logement, mais qui en même temps nous engagent dans la préservation de notre qualité de vie, du mieux-être de notre planète d'une manière générale. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Oui, merci Madame la Présidente. Merci Pascal Pras pour ces éléments de réponse. Je ne vais pas refaire le Conseil municipal de Nantes. Je crois que ce n'est le souhait de personne ici. Mais je me permets de regretter publiquement, Madame la Présidente, que vous caricaturiez nos positions sur le logement social. Voilà, ce n'est pas parce qu'on est de droite qu'on n'est pas sensible à ces enjeux, qu'on n'y est pas engagé. Je trouve que ça appauvrit le débat politique – et on voit où ça nous mène aujourd'hui d'appauvrir le débat politique. Je m'en arrêterai là, on ne sera pas d'accord sur tout et c'est bien qu'on ait ces échanges.

Juste un point sur les décrets d'application. Il y a un recours actuellement au Conseil d'État qui est porté par l'Association des maires de France en lien avec le Sénat, justement sur ces questions de comptabilisation des espaces jardins publics, parcs, et donc c'est ça l'objet de ce recours pour faire en sorte précisément que ces espaces-là ne soient pas comptés dans des surfaces artificialisées, ce qui n'aurait pas de sens. Voilà. Mais là, on va voir ce que donne le décret d'application et l'issue de ce recours au Conseil d'État dans les prochaines semaines. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste un mot. Aucune caricature. Un élément précis, factuel, une opération, et le compte rendu du Conseil municipal de l'époque est accessible à tous. Ronan Dantec. »

M. Dantec : « Oui, merci Madame la Présidente. Moi j'ai quand même un peu le sentiment qu'on met la nature en ville à toutes les sauces et qu'il va être temps qu'on essaie d'objectiver un peu le débat sur qu'est-ce qu'on attend et entend par "nature en ville". Parce que ce n'est pas la même chose de vouloir absolument préserver un bout de gazon derrière une maison individuelle, que d'essayer d'avoir de vraies coulées vertes qui ont une fonction écosystémique intéressante dans une ville.

Or, si je reprends l'exemple qu'a pris Rodolphe tout à l'heure de ces quatre maisons qui tombent pour faire derrière un collectif, ça veut dire qu'au lieu d'avoir quatre familles on en aura 20 ou 30, et qu'effectivement, on va perdre des fonds de parcelles dont l'intérêt écologique était faible, et en tout cas, on va énormément gagner en nature parce que ça fait une quinzaine de familles qu'on n'aura pas besoin d'aller loger ailleurs où elles consommeraient beaucoup plus d'espace agricole ou d'espace naturel. Et même la fonction peut-être première de la nature en ville, je dis bien en ville, c'est de faire accepter la densification de la ville. C'est ça, sa fonction première, à la nature en ville. Ce n'est pas d'essayer de préserver tous les bouts de buissons où il y a un nid de moineaux. C'est d'essayer de faire en sorte qu'on soit sur une approche cohérente.

Et par ailleurs, sur les décrets d'application du zéro artificialisation, au-delà de la question des parcs et jardins, en fait ce que les promoteurs voulaient, c'est que justement le petit bout de gazon non artificialisé du programme immobilier soit compté hors artificialisation. Et ça, ça n'est pas possible parce que ça reste de l'artificialisation en termes écologiques, même s'il reste trois bouts de gazon. Et c'est vraiment important qu'on ait une approche beaucoup plus claire de ces enjeux de nature en ville.

Je pense d'ailleurs – nous en avons discuté – que Nantes peut être une ville importante en termes de réflexion sur ces sujets, qu'on a un modèle de ce qu'on a fait il y a... puisqu'on a fait référence aux anciens, je pense que ce qu'on a fait sur Bottière Chénaie par exemple, avec d'un côté une grande densification, une grande production de logements et notamment de logements accessibles et d'un autre côté un débusage des Gohards – même si je resterai jusqu'à la fin de mes jours malheureux qu'on n'ait pas pu le débuser totalement jusqu'à la Loire –, et on a maintenant du triton crêté, celui qui en a fait gambader beaucoup dans la campagne dans le Nord du département, qui est là-bas. Je crois qu'effectivement c'est ce modèle-là qu'on prône, clairement, et qu'on assume. Et que sinon, on a des débats qui n'ont pas grand sens sur la nature en ville.

Ensuite, sur l'aménagement du territoire dont tout le monde retrouve aujourd'hui les vertus, je rappelle que de par notamment la loi NOTRE, on a créé un outil de planification qui est le SRADDET. Un SRADDET qui a vocation à être de plus en plus prescriptif, y compris en termes d'implantation économique. Un SRADDET qui devrait dire fortement : "Voilà les grands espaces de connectivité écologique qu'on va préserver, voilà les grands espaces de culture biologique qui sont nécessaires de manière globale pour que justement les écosystèmes fonctionnent." Donc il faut des SRADDET prescriptifs.

Donc je sais que Laurence Garnier a longtemps siégé à la Région, elle doit avoir encore quelques contacts. Le SRADDET des Pays de la Loire est la démonstration inverse : SRADDET rendu en retard, manquant totalement d'ambition et étant finalement un refus de la Région d'être un acteur d'aménagement du territoire. Ça, c'est l'actualité de ces dernières années, donc je suis heureux que maintenant tout le monde évolue vers des SRADDET très prescriptifs, des grandes zones bio, des grandes zones de connectivité et si on est tous d'accord là-dessus, on va avancer très vite. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Laure Beslier. »

M^{me} Beslier : « Je vais essayer de balayer assez rapidement. Je vais commencer par les dernières interventions et je vais essayer de remonter.

Rodolphe, tu disais que la base de travail du développement de nos communes est un atout important. Je te le redis, je l'ai dit à tous les maires quand je me suis déplacée dans les communes : ce travail doit être fait en étroite collaboration avec les maires parce que les maires sont les seuls à connaître parfaitement le territoire de leur commune. Donc je le redis. De ce fait, forcément je suis déçue de votre vote puisque le travail était engagé, le travail va continuer. Votre vote ne va pas du tout remettre en question le travail sur lequel je m'étais engagée, sachez-le, mais je peux être quand même déçue de ce vote.

Monsieur Richard, l'objectif premier, mon objectif premier est de travailler avec les maires et de ne pas balancer la patate chaude, excusez-moi du terme, à mes collègues maires, et encore moins à ma Commune. Il y a une étroite collaboration vraiment avec les différents maires des 24 communes. Je vais remonter.

Madame Garnier, en fait, c'est vraiment tendre vers le Zéro Artificialisation Nette en 2030, Johanna l'a dit. On est ambitieux. Vous êtes ambitieuse. J'ai pu faire votre connaissance et j'ai pu échanger avec vous, je n'ai pas pu aller à la réunion sur le ZAN mais ça aurait été un plaisir. Pascal m'a fait un retour. Et de ce fait, quand on est des gens ambitieux, on a envie de tendre vers ce 2030. Forcément il va falloir qu'on travaille avec les autres collectivités. On sait que ce n'est pas simple mais on est tous motivés pour remplir cet objectif. Au moins y tendre. C'est ce que dit la délibération. Mais bon, je voudrais quand même vous remercier sur les alertes que vous avez pu nous faire. Ça n'est pas tombé dans l'oreille d'une sourde et je les ai notées également.

Pour remonter au niveau des échanges, je voulais vraiment remercier Robin, Martine, toutes les interventions au niveau du soutien que vous avez pu m'apporter, et puis aussi vos remarques concernant le ZAN. C'est vrai que c'est quelque chose qui est nouveau. On va être en alerte et on va tous travailler ensemble pour que le territoire puisse tendre vers 2030, Madame Garnier.

Monsieur Annereau, je suis ravie de votre question par rapport aux logements vacants. Parce que j'ai oublié de le mentionner tout à l'heure, mais on a commencé à travailler avec François Prochasson. À chaque fois que la Métropole... C'est un exemple que je vous donne sur le travail qui est déjà lancé sur plein de politiques publiques diverses : quand on achète un logement et qu'il est vacant, dans une commune, on propose systématiquement aux maires : est-ce que le projet est à court, moyen ou long terme ? Et si le projet est à moyen ou long terme, on essaie de mettre une famille à l'abri.

Au niveau de l'inventaire des bureaux, j'ai bien entendu aussi s'il y a un diagnostic qui va être fait au niveau des bureaux puisque comme vous le dites, l'usage du télétravail a pris de l'ampleur avec la crise et la pandémie, donc de ce fait il va y avoir un diagnostic qui va être fait également sur les bureaux qui sont vides. Donc merci de votre question parce que ça me permet de donner cet exemple, et le travail est bien avancé. Vous aurez l'occasion de le voir peut-être dans d'autres délibérations ou en Bureau métropolitain, mais on établit des baux emphytéotiques de mise à disposition de maisons dans les communes pour mettre à disposition de publics fragiles.

Je pense que je n'ai oublié personne, Johanna. Forcément, je remercie Pascal parce qu'on travaille en étroite collaboration, et pour revenir sur les propos de Monsieur Richard, la stratégie foncière ce n'est pas nouveau. La délibération de la stratégie foncière qu'on passe aujourd'hui, oui, ça c'est nouveau, le document socle, mais Pascal Pras fait de la stratégie foncière depuis que je le connais, il fait de la stratégie foncière sur notre territoire et sur le territoire des 24 communes. Donc ça n'arrive pas comme ça, ça ne fait pas 30 ans qu'on ne fait rien au niveau de la stratégie foncière, je voulais juste vous le rappeler. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots pour finir, avant de mettre aux voix cette délibération. Je voudrais d'abord remercier très sincèrement Laure Beslier, l'ensemble des équipes sous la direction de Lise Le Denmat, qui ont beaucoup, beaucoup travaillé pour nous permettre collectivement de franchir cette nouvelle étape de la stratégie foncière. Nouvelle étape parce que oui, Monsieur Richard, on peut avoir des désaccords, mais peut-être un peu de respect pour celles et ceux qui ont travaillé avant nous. Il y a depuis longtemps une stratégie foncière sur cette métropole, avant d'ailleurs que vous et moi soyons élus.

Mais qu'en revanche, c'est vrai que nous franchissons aujourd'hui un nouveau cap, une nouvelle étape parce qu'il y a je crois une prise de conscience collective d'ailleurs de l'intensité et de l'importance de ce sujet.

La deuxième remarque que je ferai, elle est vraiment sur le champ politique. Je crois qu'on ne peut pas tergiverser, je vous le dis comme je le pense : soit on considère qu'il y a urgence, soit on considère que le chemin historique, c'est d'être au rendez-vous de l'urgence sociale et écologique, et alors on prend ses responsabilités. Ça ne veut pas dire que c'est facile. Ça ne veut pas dire qu'il faut travailler ou pas sur les améliorations des décrets d'application. Ça ne veut pas dire évidemment que ce sera uniforme dans nos 24 communes, parce qu'il y a des réalités, il y a des histoires et donc on doit être attentif à ces possibilités de différenciation.

Mais à un moment donné, on ne peut pas se cacher, on ne peut pas tergiverser, en tout cas moi je crois vraiment que c'est le moment où on doit prendre nos responsabilités sur ce sujet. Parce que les enjeux d'urgence écologiste et d'urgence sociale sont tels que si on ne le fait pas maintenant, qui dit stratégie dit ensuite temps de mise en œuvre, d'opérationnalité pour obtenir un certain nombre de résultats. Je crois vraiment qu'on ne sera pas au rendez-vous de la responsabilité qui est la nôtre.

Enfin, un dernier élément très précis et factuel celui-là, c'est le budget que nous allons consacrer à ce sujet. Parce que les mots c'est bien, les actes c'est mieux. 94 millions pour le mandat, c'est 30 % de plus que ce que nous avons consacré collectivement dans le mandat précédent. Voilà une traduction en preuve de notre engagement collectif sur ces sujets. »

Le Conseil délibère et, après vote électronique

par 70 voix pour et 23 abstentions

1 – arrête les principes de la stratégie foncière tels qu'exposés ci-dessus ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme Collineau ne participe pas au vote

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville écologique et solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires
Service Stratégie foncière

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

03 – Stratégie foncière – Demande d'adhésion de Nantes Métropole à l'Établissement public foncier de Loire-Atlantique – Approbation et désignation de ses représentants

Exposé

L'Établissement public foncier de Loire-Atlantique (EPFLA) a été créé en 2012 à l'initiative du Conseil Départemental. Anciennement dénommé Agence Foncière de Loire-Atlantique (AFLA), cet établissement public foncier local a pour vocation de constituer des réserves foncières et d'en assurer le portage pour son compte, au profit de ses membres ou de toute personne publique conformément aux articles L324-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Sont actuellement membres de l'EPFLA :

- la communauté d'agglomération de la Région nazairienne et de l'Estuaire
- la communauté d'agglomération Cap Atlantique
- la communauté d'agglomération Pornic Agglo Pays de Retz
- la communauté d'agglomération Clisson Sèvre et Maine Agglo
- la communauté de communes Erdre et Gesvres
- la communauté de communes de la Région de Blain
- la communauté de communes du Pays de Pontchâteau – Saint-Gildas-des-Bois
- la communauté de communes Sud Estuaire
- la communauté de communes Sud Retz Atlantique
- la communauté de communes de Grandlieu
- la communauté de communes Sèvre et Loire
- la communauté de communes du Pays d'Ancenis
- la communauté de communes Châteaubriant-Derval
- la communauté de communes de Nozay
- la communauté de communes de Redon Agglomération
- le Conseil Départemental de Loire-Atlantique.

L'ambition affichée par Nantes Métropole en matière de stratégie foncière implique de définir avec l'EPFLA, les conditions d'un véritable partenariat permettant de contribuer au déploiement de cette structure et de son action, en complémentarité des différents axes d'intervention définis par la stratégie métropolitaine.

Par nature, l'EPF est un outil de mutualisation de portage du foncier entre les EPCI urbains, périurbains et ruraux. Il a donc un rôle tout particulier à jouer dans la nécessaire solidarité entre les territoires, au service d'une cohésion territoriale renforcée.

La révision du programme pluriannuel d'investissement 2021-2026 de l'EPFLA sera lancée courant 2023. Cette nouvelle étape permettra de requestionner collectivement les axes d'intervention et les niveaux de financement proposés. Il s'agira également de lancer une réflexion commune sur des problématiques telles que la gestion temporaire, la déconstruction ou la dépollution des fonciers qui constituent des enjeux du renouvellement urbain pour l'ensemble des collectivités du territoire.

Au vu des enjeux exposés, il est donc proposé de solliciter l'adhésion de Nantes Métropole à l'Établissement public foncier de Loire-Atlantique à compter du 1^{er} janvier 2023. Conformément à l'article 5 des statuts de l'EPFLA, cette demande sera soumise à son Conseil d'Administration qui en délibérera lors de sa prochaine réunion.

Il est également proposé de désigner les représentants de Nantes Métropole. Conformément à l'article 7 des statuts de l'EPFLA, chaque membre est représenté au Conseil d'Administration à raison de 6 administrateurs titulaires et 6 administrateurs suppléants pour les EPCI de plus de 500 000 habitants.

M^{me} Beslier : « On va passer à la délibération sur l'EPF de Loire-Atlantique. Donc sachez déjà que l'EPF, avec l'Établissement foncier de Loire-Atlantique, n'ont jamais cessé depuis que nous en sommes sortis. Nous retournons à l'EPF, et je souhaite vraiment que nous retournions avec cette délibération à l'EPF de Loire-Atlantique parce que désormais nous avons voté notre pacte financier. Nous nous sommes engagés, nous savons où nous allons et donc l'objectif est d'adhérer, de retourner et de réadhérer à cet établissement foncier à compter du 1^{er} janvier 2023. Les objectifs, c'est poser les bases d'un véritable partenariat avec l'EPF de Loire-Atlantique. C'est un vrai partenaire, c'est un outil supplémentaire pour la mise en place de notre stratégie foncière. C'est s'appuyer aussi sur l'EPF dans le rôle particulier et nécessaire au niveau de la solidarité entre les différents territoires, au service vraiment d'une cohésion du territoire renforcée, et en soutien aux plus petites Communes du département. Requestionner forcément collectivement les grands axes d'intervention au niveau de l'EPF de Loire-Atlantique. Comme le disait Johanna au niveau de la stratégie foncière, nous avons un budget qui a été augmenté de 30 %. Au niveau de la stratégie foncière nous savons faire, nous avons ces compétences. Maintenant, l'EPF de Loire-Atlantique est un outil supplémentaire, est un partenaire important au niveau de la stratégie foncière.

Et puis lancer également avec eux une réflexion commune sur toutes les problématiques qu'on peut avoir au niveau de notre gestion temporaire, au niveau de la déconstruction, de la dépollution, de la réhabilitation également au niveau de notre territoire.

Au niveau de la réintégration de l'EPF de Loire-Atlantique, il a été fait des simulations. Mes collègues maires, je m'étais engagée à vous envoyer pour chacune de vos communes les simulations de la Taxe Spéciale d'Équipement, la TSE, qui je vous le rappelle sera votée en Conseil d'administration de l'établissement foncier et non pas par Nantes Métropole. Donc vous avez tous reçu ces simulations qui ont été faites en étroite collaboration avec les services finances de la Métropole, donc je tenais à les remercier parce que c'est un travail qui est lourd et important, et aussi les équipes de l'Établissement foncier de Loire-Atlantique. Il y a une fourchette qui sera comprise selon leurs pronostics entre 6,2 et 7 euros par habitant et ça devrait faire un produit total de 10 millions d'euros. La Métropole devrait participer à hauteur de 5 millions sur ces 10 millions. Je vous le rappelle, c'est le Conseil d'administration qui vote cette TSE. Donc là on est dans des simulations au niveau des communes.

Voilà, Johanna. J'en avais terminé au niveau de l'explication pour le retour à l'Établissement foncier de Loire-Atlantique. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jocelyn Bureau. »

M. Bureau : « Madame la Présidente, il y a 18 mois, lors du Conseil métropolitain du 11 décembre 2020, notre instance avait pris la décision de se retirer de l'Agence Foncière de Loire-Atlantique. Notre groupe Gauche citoyenne s'était abstenu, ne souhaitant pas ce départ.

Intervenant en notre nom, Hervé Neau avait expliqué les raisons de notre désaccord : si nous pouvions entendre que le contexte ne se prêtait pas à la mise en place d'un nouveau prélèvement, nous regrettions le choix de quitter cet outil de portage foncier utile face aux enjeux sociaux et environnementaux et qui illustre également le dialogue et la solidarité entre les Intercommunalités du département.

Le départ de Nantes Métropole envoyait un mauvais message à l'alliance des territoires que nous appelons tous de nos vœux.

Nous n'avons pas changé d'avis. Ainsi, les raisons qui ont conduit à notre abstention hier sont celles qui expliquent notre approbation aujourd'hui pour réintégrer l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci Madame la Présidente. Écoutez, comme Jocelyn Bureau nous n'avons pas changé d'avis non plus. Nous n'étions pas favorables, nous étions même défavorables à la décision que vous aviez prise de faire sortir la Métropole de l'agence foncière et donc aujourd'hui la délibération qui nous est proposée constitue pour nous une bonne nouvelle, une bonne nouvelle pour l'alliance des territoires, une bonne nouvelle pour l'équilibre des territoires.

Néanmoins, j'ai une petite interrogation. Alors Madame Beslier nous a dit : "Maintenant, on sait où on va.", ça aussi c'est une bonne nouvelle.

Mais je voudrais revenir sur les raisons qui ont motivé votre décision de sortir de l'Agence foncière en décembre 2021. Votre position, elle reposait sur un argument, c'est que l'agence foncière allait instaurer la Taxe Spéciale d'Équipement et donc mettre en place une taxe pour se financer et vous disiez à l'époque, je vous cite, là encore c'est dans le procès-verbal de notre Conseil métropolitain : "Voter cette taxe serait une faute politique à l'égard des habitants. Nous sommes dans une crise économique et sociale sans précédent. Notre responsabilité est de ne pas prendre une mesure qui va impacter les ménages et les entreprises."

Alors, depuis cette date vous avez fait une campagne présidentielle durant laquelle vous avez axé cette campagne sur le pouvoir d'achat. Depuis, vous avez fait une campagne législative. Vous avez voulu la nomination à Matignon de Jean-Luc Mélenchon qui a fait de son principal axe de campagne le renforcement du pouvoir d'achat des Françaises et des Français.

Ce que je note, c'est que la Taxe Spéciale d'Équipement qui aurait dû s'appliquer si la Métropole était restée dans l'agence foncière en 2021, va être plus forte en 2023 que ce qu'elle était en 2021 puisque l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique va revoir à la hausse le taux de cette taxe qui sera appliquée à l'ensemble des habitants de la Loire-Atlantique puisque l'ensemble des EPCI de Loire-Atlantique vont être dorénavant adhérents de l'agence foncière.

Alors j'aimerais savoir, Madame la Présidente, sur la base de quels indicateurs économiques et sociaux vous avez conclu que le pouvoir d'achat de nos concitoyens s'était amélioré, et qu'une nouvelle taxe après la hausse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères, après la création pour 2023 de la taxe dite "GEMAPI", pourquoi, quels indicateurs vous font penser que cette nouvelle taxe serait assumable par nos concitoyens et ne serait plus une faute politique. J'ai très hâte de vous entendre sur ce point-là, Madame la Présidente.

Pour revenir sur les propos de Madame Beslier, j'ai compris que des simulations avaient été adressées à l'ensemble des maires. Je formule la demande qu'elles soient diffusées à l'ensemble des conseillers pour leur bonne information, et je redis que nous n'avons pas changé d'avis, que nous étions opposés à la sortie et qu'évidemment nous voterons favorablement cette délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Valérie Oppelt. »

M^{me} Oppelt : « Merci Madame la Présidente. Nous nous réjouissons de voir enfin la Métropole réintégrer cette agence foncière. Évidemment, nous allons voter pour cette réintégration. En décembre 2020, la Métropole avait quitté cette agence foncière alors qu'il s'agissait d'un véritable levier de l'alliance des territoires pour acquérir du foncier en collaborant, en travaillant à un étalement urbain maîtrisé et en dynamisant nos territoires. Nous avons été nombreux à cette époque dans cette assemblée à regretter ce départ.

D'abord, que de temps perdu ! J'ai une pensée d'ailleurs pour les services qui ont dû œuvrer pendant des mois pour réaliser ce départ, pour au final défaire tout cela, en préparant cette réintégration. Ces allers-retours ne sont évidemment pas souhaitables pour nos finances ni pour la clarté d'un cap pour notre Métropole. Ils laissent un sentiment d'un pilotage assez brouillon, peu sérieux, qui laisse place au doute.

Ensuite, vous aviez évoqué également lors de la délibération de 2020 un partenariat que vous souhaitiez monter avec cette agence foncière afin de continuer à travailler ensemble. Est-ce à dire, puisque nous n'avons aucun point d'étape à ce sujet, que ce partenariat a échoué ?

Rien en tout cas dans cette délibération n'évoque votre revirement de cap. Cela manque de vision à long terme et nous souhaitons en savoir beaucoup plus sur ce revirement.

Aussi, pour justifier la sortie de cette agence foncière, vous vous appuyiez à l'époque sur l'instauration d'une nouvelle taxe, la Taxe Spéciale d'Équipement que vous ne souhaitiez pas, et cette taxe revient dans les radars malgré effectivement des sujets qui me semblent primordiaux actuellement, que j'ai entendus sur le terrain ces derniers mois particulièrement, sur cette inflation qui s'aggrave et sur cette nécessité de travailler sur le pouvoir d'achat.

Les métropolitains paieront finalement cette taxe, en plus des augmentations d'impôts et nouvelles taxes que vous avez décidé de mettre en place. C'est assez incohérent.

Je terminerai sur cette dernière question qui concerne le foncier, je voudrais revenir un petit peu sur le sujet logement, sujet particulièrement important. La loi ÉLAN de 2018 a instauré dans les zones dites "tendues" un encadrement du niveau des loyers sur la mise en location et renouvellement du bail à titre expérimental pour une durée de cinq ans, et la loi dite 3DS de février 2022 a prolongé l'expérimentation pour trois années supplémentaires, soit jusqu'au 25 novembre 2026, afin de faciliter une évaluation appropriée du dispositif. J'aimerais savoir si Nantes Métropole travaille et saisit ces opportunités. Nantes fait partie des villes en tension. C'est une proposition.

Je trouve qu'il s'agit là justement d'un outil qui pourrait répondre d'une certaine manière à la précarité, aux difficultés de se loger que connaissent les habitants et les habitantes de notre métropole. Merci pour vos réponses. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Aziliz Gouez. »

M^{me} Gouez : « Merci Madame la Présidente. Alors, cela a été dit mais on ne le répétera jamais assez : le foncier est le socle de toutes nos politiques publiques depuis le logement, le développement économique, et en passant par l'agriculture.

Mais le foncier est aussi le champ dans lequel les paradoxes et les tensions de notre modèle de développement apparaissent le plus clairement entre accueil de nouveaux habitants et déploiement de toutes les dimensions de nos activités humaines d'une part, et d'autre part – nous l'avons largement évoqué cet après-midi – impératif de préservation de nos espaces naturels et agricoles. En deux mots, le foncier est un enjeu stratégique par excellence.

Et c'est pourquoi il est si important que nous concrétisions aujourd'hui l'engagement qui avait été pris par Nantes Métropole dès le mois de décembre 2020, de revenir au sein de ce qui n'est désormais plus l'AFLA, mais qui est devenu l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique.

Alors, au-delà de l'intérêt de l'EPF pour s'attaquer aux problématiques qui sont soulignées dans la délibération, problématiques de gestion temporaire, de déconstruction, de dépollution qui sont au cœur des opérations contemporaines de renouvellement urbain, notre présence à l'EPF est avant tout cruciale, Laure l'a souligné, pour notre coopération avec les territoires voisins.

Car l'EPF n'est pas un outil foncier parmi d'autres. Il est le lieu du partenariat stratégique sur les enjeux fonciers à l'échelle du grand territoire. En effet, il me semble que l'enjeu de fond est bien la mise en cohérence des politiques foncières des 17 établissements intercommunaux du département de Loire-Atlantique. Le dialogue indispensable entre territoires urbains, périurbains et ruraux sur l'usage de nos sols, ce dialogue emporte derrière lui toute une stratégie de peuplement et d'implantation économique dont découle en retour une stratégie en matière de mobilité, et donc en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Et ce dialogue, cette mutualisation des moyens que permet l'EPF entre des territoires de tailles et de natures très différentes, est aussi le meilleur levier dont nous disposons pour atteindre nos objectifs partagés de réduction drastique de l'artificialisation des sols, laquelle est elle-même une condition nécessaire à la reconquête de la biodiversité et à la matérialisation de nos ambitions en matière d'autonomie alimentaire.

Pour toutes ces raisons, Madame la Présidente, je ne doute pas que la proposition aujourd'hui sur la table de formaliser la demande d'adhésion de notre Métropole à l'EPF de Loire-Atlantique sera accueillie très favorablement par l'ensemble des membres de ce Conseil métropolitain. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Laure Beslier. »

M^{me} Beslier : « Merci Madame la Présidente. Donc je vais revenir sur les propos de Madame Oppelt. Juste pour vous dire que le partenariat n'a pas été rompu avec l'EPF de Loire-Atlantique. Maintenant, il faut une ambition commune de construire ensemble sur le futur, donc on n'a jamais eu une rupture de partenariat, on a toujours continué à dialoguer ensemble. Et je voulais juste revenir : en fait vous ne pouvez pas dire que vous êtes d'accord sur le retour de l'EPF de Loire-Atlantique, Madame Oppelt, en nous reprochant la mise en place de cette TSE. Quand on en est sorti – et en préambule je l'ai bien dit –, on n'avait pas voté notre pacte financier.

Donc là, on sait – et je reprends les mêmes propos Monsieur Bainvel –, on sait financièrement où nous allons. Et donc le retour à l'EPF de Loire-Atlantique avec la mise en place de cette TSE par le Conseil d'administration de l'EPF de Loire-Atlantique, je le redis, n'est pas une compétence de Nantes Métropole et de l'assemblée du Conseil métropolitain.

Je voulais aussi juste vous rappeler qu'aujourd'hui, si la délibération est votée du retour à l'EPF de Loire-Atlantique, c'est le Conseil d'administration de cet établissement qui prendra la décision de notre réintégration ou pas. Qu'on soit d'accord. On émet le souhait d'y retourner, c'est le Conseil d'administration qui décidera si on réintègre ou pas.

Et puis, pour répondre à la fourchette que j'ai donnée tout à l'heure de prix, c'est des produits appelés, ce n'est pas des taux. Donc les simulations ont été faites. C'est des simulations. Je m'étais engagée à les donner et je les fais aux maires qui pouvaient être directement impactés par la population par rapport à ces fourchettes. Maintenant, c'est des simulations, donc une fois que ce sera voté en Conseil d'administration de l'EPF de Loire-Atlantique, forcément ces chiffres seront rendus publics.

Et puis l'atout qu'on va avoir, c'est aussi qu'on va avoir le recul de cette TSE qui a été mise en place à l'EPF de Loire-Atlantique sur les deux dernières années au niveau des EPCI qui étaient présentes. Donc on va aussi avoir ce recul et cette expérience à dialoguer forcément avec eux. Et je voulais remercier Jocelyn puis Monsieur Bainvel sur la première partie, Monsieur Bainvel, simplement de votre intervention sur le retour à l'EPF de Loire-Atlantique. Non, mais quand il faut remercier, je remercie quand même, même si la deuxième partie n'était pas très top. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots pour finir sur ce point. Vous le savez les uns et les autres, Laure Beslier vient de le rappeler, notre souhait était de pouvoir avancer dans la clarté, à la fois sur le pacte financier et sur la stratégie foncière. Donc l'élément nouveau de ce mandat, pour répondre à la question de Monsieur Bainvel, c'est que nous avons un pacte financier voté en clarté, discuté en amont, notamment avec les maires, et que nous posons aujourd'hui cette nouvelle étape de la stratégie foncière.

Donc, oui, nous considérons que désormais les conditions sont réunies pour pouvoir poser cet acte-là. Ça, c'est la réponse très claire, très simple sur le champ du calendrier, et c'est d'ailleurs le message que nous avons envoyé à ce moment-là aux différents acteurs et aux différentes actrices du dossier.

Moi je le dis : comme maire et comme présidente de Métropole, je ne sais pas arbitrer une stratégie financière petit bout par petit bout, et donc je ne sais pas décider un bout de fiscalité quand nous n'avons pas posé une stratégie globale. Je crois que ce ne serait pas sérieux, quand on est dans une Métropole de notre envergure. Ça je le redis, c'est sur la question du calendrier.

Au-delà, je voudrais rejoindre totalement les propos qui ont été ceux d'Aziliz Gouez. Je crois qu'au-delà de cette question du retour à l'Agence foncière, c'est bien là une brique complémentaire de toute une stratégie globale sur l'alliance des territoires qui est en train de se dessiner et de se concrétiser. C'est un élément, un élément parmi d'autres, un élément majeur, un élément important.

Et je comprends, enfin j'ai cru comprendre des interventions des uns et des autres que cette délibération allait être votée, je l'imagine, à l'unanimité, et je m'en réjouis. Parce que je pense que cette étape est nécessaire, mais je le dis aussi, elle n'est pas suffisante pour constituer la globalité de la stratégie qui doit être la nôtre en termes d'alliance des territoires, parce que l'alliance des territoires, elle va passer dans les mois et les années à venir par d'autres concrétisations, d'autres dimensions. Je crois que c'est important qu'on puisse de ce point de vue mettre chaque chose à la bonne place.

Je vais donc vous inviter à voter, mes chers collègues. Nous avons à voter sur la délibération, mais aussi sur les élus qui doivent nous représenter au sein du Conseil d'administration de l'établissement foncier. S'il n'y a pas de demande contraire, je vous propose un vote ordinaire, autrement dit je vous propose collectivement que nous nous épargnions le vote à bulletin secret, sauf s'il y a une demande de quiconque dans cette assemblée, à laquelle j'accéderais bien volontiers. Pas de demande particulière ?

Je rappelle donc que sont proposés pour être titulaires au CA Laure Beslier, Thomas Quéro, Pascal Pras, Delphine Bonamy, Aziliz Gouez, André Salaun, et pour être suppléants au Conseil d'administration Emmanuel Terrien, Jacques Garreau, Patrick Grolier, François Prochasson, François Brillaud de Laujardière et François Vouzellaud.»

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – décide de ne pas recourir au vote à bulletins secrets pour la désignation des représentants

après vote électronique, par 91 voix pour, 2 contre et 2 absents

2 – approuve la demande d'adhésion à l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique à compter du 1^{er} janvier 2023

3 – désigne les représentants titulaires suivants au sein du Conseil d'Administration de l'Établissement Public Foncier de Loire-Atlantique :

- Mme Laure BESLIER
- M. Thomas QUERO
- M. Pascal PRAS
- Mme Delphine BONAMY
- Mme Aziliz GOUEZ
- M. André SALAUN

et les représentants suppléants suivants :

- M. Emmanuel TERRIEN
- M. Jacques GARREAU
- M. Patrick GROLIER
- M. François PROCHASSON
- M. François BRILLAUD DE LAUJARDIERE
- M. François VOUZELLAUD

4 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme Collineau ne participe pas au vote

Mme Gouez présente les dossiers suivants :

Direction Générale des services
Mission alliance des territoires et contractualisations

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

04 – Pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire – Rapport d'activités 2020 et 2021

Exposé

Le Pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire traduit la volonté des cinq intercommunalités de Nantes Métropole, Saint-Nazaire Agglomération, Estuaire et Sillon, Erdre et Gesvres et Pays de Blain Communauté, de renforcer leurs coopérations dans une dynamique partenariale. Cet engagement se traduit d'une part sur le volet stratégique par l'élaboration et la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale à cette échelle, mais aussi par des projets concrets. C'est le sens du programme de travail 2020-2023 adopté par chacune des intercommunalités, Nantes Métropole en particulier le 10 décembre 2021.

Les statuts du Pôle métropolitain précisant que son rapport d'activité doit être présenté annuellement aux conseils des établissements publics membres, c'est l'objet de cette délibération que d'en présenter les principaux axes, le rapport exhaustif étant joint en annexe. Exceptionnellement, l'année 2020 n'a pas fait en tant que telle l'objet d'un rapport. Celui-ci reprend donc les deux derniers exercices.

Éléments clés du rapport d'activités

2020 a été marquée, outre la crise sanitaire qui a modifié en profondeur l'activité du Pôle, par l'installation des élus, notamment l'atelier permanent, et par le lancement de travaux de prospective destinés à questionner et renouveler le modèle de développement territorial au regard des enjeux de transitions.

En 2021, on peut retenir l'élaboration de deux modifications du SCOT destinées à intégrer plusieurs évolutions réglementaires, la continuation des travaux prospectifs ainsi que la définition du programme de travail 2020-2023.

Mise en œuvre du SCOT

Approuvé en 2016, le Schéma de Cohérence Territoriale de la métropole Nantes Saint-Nazaire a fait l'objet de deux procédures de modification essentiellement préparées en 2021. La première était rendue nécessaire pour mettre le SCOT en conformité avec la loi ELAN sur les secteurs soumis à la loi littoral (sur le territoire de Nantes Métropole, les communes de Bouaye et Saint-Aignan de Grand-Lieu sont concernées), la seconde a permis le changement de catégorie de quelques zones d'activités commerciales concernant Nantes Métropole.

Le Pôle a été amené à exprimer son avis notamment sur une modification simplifiée du SCOT du Pays de Retz, sur le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de l'estuaire, sur le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne ou encore sur le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires.

Élaboration et mise en œuvre du programme de travail 2020-2023

Le nouveau plan d'actions 2020-2023 a été travaillé, débattu et voté durant l'année 2021, affirmant plusieurs nouveautés, en plus du renouvellement des actions opérationnelles : la mise en place d'un groupe élus des Vice-Présidents dédiés à la définition d'un nouveau modèle de développement et une priorité donnée à l'adaptation des villes au changement climatique dans le volet opérationnel avec le souhait de mettre en place une action structurante pour y contribuer. Le Pôle métropolitain a, dans cette perspective, mis en place plusieurs temps de travail en 2020-21 : le cycle de travail technique « Ecométropole 2040 » sur le sujet aménagement et transitions, un débat sur l'accueil des populations et des emplois, un chantier sur la production de l'habitat à coûts maîtrisés en zone de marché détendue.

Quelques actions emblématiques en 2020 et 2021

L'ensemble des actions menées par le Pôle en 2020 et 2021 est disponible dans le rapport d'activité annexé à la présente délibération. On retiendra particulièrement :

- la fin du programme « eau&paysages », qui a vu l'inauguration du port de Rozé à Saint-Malo de Guersac, l'ouverture d'une liaison cyclotouristique entre Savenay et Lavau sur Loire ponctuée de nids observatoires et l'aboutissement des travaux pour la promenade « des coteaux à la Loire » à La Montagne et Indre ;
- la continuation de l'expérimentation « habitat périurbain », avec notamment l'instruction d'un permis de construire à Brains ;
- en matière de transition énergétique, le Pôle métropolitain a contractualisé avec l'État en 2020 un soutien financier dans le cadre du Pacte pour la Transition Écologique et Industrielle de la Centrale de Cordemais et de l'Estuaire de la Loire afin de renforcer ses moyens humains par le recrutement pour 2 ans d'un chargé de mission transition énergétique. Ce recrutement a permis de lancer une première action collaborative « grandes toitures solaires » visant à augmenter la production solaire du territoire en équipant les grandes toitures des entreprises en panneaux solaires, sur les territoires des 3 communautés de communes du Pôle et d'assurer la coordination de ce dispositif avec les 2 dispositifs déployés spécifiquement sur la CARENE et Nantes Métropole et avec les actions menées par le SYDELA. Un premier retour d'expérience conduit à constater la nécessité à affiner le potentiel théorique afin de mieux cibler les entreprises et d'avoir des bâtiments propices (type d'activité et de bâtiment, âge de la toiture par exemple), afin d'être plus efficace dans l'animation du dispositif. Une réflexion est aussi en cours pour étudier les conditions de faisabilité d'une action spécifique pour accompagner les entreprises intéressées pour mettre à disposition leurs toitures ou leurs parking pour une production d'énergie via un tiers investisseur. Par ailleurs, le Pôle a lancé un travail de fond avec les élus des territoires sur la production d'un document socle transition énergétique afin d'une part d'identifier les axes pertinents de coopération à l'échelle du Pôle, et d'autre part de proposer des orientations à inscrire dans le futur SCOT afin d'infléchir la trajectoire énergétique du territoire.

Moyens financiers

Conformément à ses statuts, le budget du Pôle est financé par les participations de ses membres calculées à partir des besoins évalués au vu programme d'actions acté par les élus. Le montant de la participation de chaque intercommunalité est calculé en prenant en compte son poids de population dans le Pôle et sa richesse fiscale.

Intercommunalité	Participation 2020	Participation 2021
Nantes Métropole	779 119 €	747 637 €
Saint-Nazaire Agglomération	164 406 €	179 412 €
CC. Erdre et Gesvres	41 153 €	50 257 €
CC. Estuaire et Sillon	37 948 €	43 516 €
CC. Région de Blain	11 374 €	13 175 €
Total	1 034 000 €	1 033 997 €

d'après comptes administratifs.

M^{me} Gouez : « Nous allons enchaîner deux délibérations, l'une sur le Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire, l'autre sur le Pôle métropolitain Loire-Bretagne, et ce sont deux délibérations qui touchent au cœur de l'aménagement du territoire. Donc ça semble être le thème de cet après-midi.

Moi, je partage entièrement les propos qui ont été ceux de Ronan Dantec. Nous avons avec les SRADDET, à l'échelle régionale, vraiment un levier potentiel qu'il faut savoir activer – et toutes les Régions ne le font pas –, de mise en cohérence des enjeux territoriaux d'aménagement des territoires à l'échelle de la région. Nous avons avec le Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire une autre échelle d'aménagement du territoire sur laquelle nous allons nous pencher.

Alors, ce rapport d'activité du Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire, il est présenté chaque année en Conseil métropolitain et au-delà de cette obligation statutaire, je crois que nous avons là une belle occasion de continuer d'échanger sur l'aménagement du territoire, je viens de le dire, mais aussi sur ce qu'est le Pôle, sur ce qu'est son sens, sa feuille de route et ses méthodes de travail qui ont évolué, je vais vous l'expliquer.

Alors, comme vous le savez, le Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire est le cadre à l'intérieur duquel les cinq EPCI membres que sont Nantes Métropole, la CARENE, Estuaire et Sillons, Erdre et Gesvres et le Pays de Blain déploient leur coopération afin de construire de manière concertée un nouveau modèle de développement pour ce grand territoire du Nord de l'estuaire de la Loire. C'est-à-dire un modèle qui soit de nature à répondre à trois grands enjeux : la lutte contre les inégalités sociales et territoriales, le renouvellement des conditions de notre prospérité économique, et aussi évidemment l'immense défi de l'adaptation au changement climatique.

Tout cela dans un contexte qui est caractérisé, sur notre territoire de Nantes-Saint-Nazaire, par deux grandes tendances de fond : un fort dynamisme démographique et économique d'une part, et d'autre part un engagement, que nous avons évoqué depuis le début de l'après-midi, à réduire fortement notre consommation de terres agricoles, naturelles et forestières.

Alors, la volonté de résoudre par le haut, Madame Garnier, les contradictions de cette situation est clairement traduite dans le fil rouge que s'est donné le Pôle pour ce mandat, à savoir (je le cite) : "continuer d'accueillir de nouveaux habitants et de nouveaux emplois de manière solidaire sur moins d'espace nouveau en assurant bien-être et santé à nos habitants et en limitant les effets du changement climatique".

Et pour répondre à cet objectif, à cet immense défi d'aménagement du territoire, le pôle a déployé ses activités sur deux versants pendant ces deux années 2020 et 2021. Tout d'abord un versant stratégique qui est largement fondé sur la mise en œuvre du SCOT, lequel est la pièce maîtresse de la mise en cohérence de l'ensemble de nos politiques sectorielles, et deuxièmement, un versant opérationnel, ce qui fait que le pôle est plus qu'un SCOT, mais aussi un laboratoire d'expérimentation, en matière de transition.

Alors quelques mots sur chacun de ces volets – vous avez peut-être, j'espère en tout cas, lu le rapport d'activité. Pour ce qui concerne le versant stratégique, ces deux ans nous ont permis d'assurer, si je puis dire, la maintenance du SCOT 2 dans un dialogue avec les dynamiques territoriales d'une part, mais aussi dans un dialogue évidemment avec les évolutions législatives. Lesquelles évolutions législatives ont donné lieu à deux modifications circonscrites sur le volet loi Littoral puisque nous avons dans le pôle neuf communes qui sont concernées par cette loi Littoral, par cette loi ELAN, et sur le volet de l'urbanisme commercial.

Alors, à ce travail récurrent de mise en œuvre du SCOT 2 s'est ajouté un processus collectif de réflexion sur les grands enjeux d'avenir, donc vraiment un exercice de stratégie prospective, et donc ceux d'entre vous qui ont participé à ces travaux savent à quel point ce processus d'acculturation politique entre nous, entre des élus qui viennent de territoires très différents, certains de la Métropole, de l'Agglo de Saint-Nazaire, de la CARENE, d'autres de territoires ruraux, à quel point ce travail d'acculturation politique a été très important pour partager un diagnostic des forces, des vulnérabilités de notre territoire, et puis évidemment aussi pour partager une vision de là où nous voulons amener ce territoire demain. Et c'est vraiment ce travail d'acculturation politique qui nous a permis d'adopter la feuille de route 2020-2023 que nous avons votée au Conseil métropolitain de décembre dernier.

Sur le versant opérationnel, je l'ai dit, le Pôle est plus qu'un SCOT. C'est aussi un démonstrateur des possibles. Alors je ne vais pas lister l'ensemble des expérimentations qui ont été mises en œuvre dans le cadre du Pôle. Je l'illustrerai seulement à partir de quelques exemples.

Alors tout d'abord, nous avons clôturé dans ces années 2020-2021 la feuille de route du mandat précédent, notamment en finalisant l'expérimentation très intéressante dont nous avons déjà parlé en Conseil métropolitain sur l'habitat dense en milieu périurbain. Donc ça, c'est un grand défi que de faire venir les aménageurs dans certains territoires. Je crois que d'ailleurs il y a une expérimentation qui est en train de se conclure sur la commune de Laure Beslier, à Brains. Donc ça, c'est une expérimentation dont nous tirons les leçons, y compris parce qu'elle n'a pas été concluante dans chacune des communes où elle a été engagée.

Deuxième exemple qui mérite d'être mentionné, c'est que nous avons signé une convention entre l'Agence de développement de Nantes-Saint-Nazaire et le Pôle métropolitain. Donc c'est-à-dire que l'Agence étend le périmètre de son action aujourd'hui aux trois membres avec lesquels elle ne travaillait pas, à savoir Blain, Estuaire et Sillons, et Erdre et Gesvres.

Et pour finir sur l'illustration des actions opérationnelles que nous menons dans le cadre de ce Pôle, le Pôle a aussi porté deux candidatures dans le cadre des programmes d'investissement d'avenir, des candidatures qui touchent au renouvellement de nos manières de construire eu égard aux enjeux environnementaux. On peut mentionner ces deux projets urbains qui sont vraiment intéressants : Pirmil Les Isles, avec l'idée d'une construction de logements neufs qui soient adossés à une filière d'économie circulaire et avec une très forte insistance sur la revégétalisation et sur la régénération des sols – des sols, je vous le rappelle, qui étaient morts puisqu'ils étaient situés sous le site d'anciens abattoirs – ; et puis deuxième projet de construction de logements sur le territoire de la CARENE à Trignac où là, on est en train d'examiner comment on peut construire plus vite en s'adjoignant les savoir-faire des Chantiers de l'Atlantique.

Je finirai en mentionnant que par ailleurs, le Pôle a adapté sa structure de façon à renforcer sa capacité de mobilisation politique. Donc nous avons un groupe des vice-présidents référents du Pôle, mais nous avons aussi des groupes thématiques qui se réunissent régulièrement, donc un groupe qui réunit les vice-présidents à l'économie, donc voilà, on en est au stade où désormais les uns et les autres sont familiers des stratégies économiques des territoires voisins, c'est important, et puis il y a tout un travail engagé sur les méthodes à mettre en place pour densifier nos zones d'activité, un travail aussi sur les centralités et le commerce de proximité.

Dans ce mandat a également été créé un groupe de vice-présidents à l'énergie puisque là, on a un défi absolument immense qui est celui de l'avenir de la production énergétique dans un territoire estuarien qui est largement fondé sur un modèle d'énergie fossile, et puis nous avons aussi des réunions régulières de l'Atelier permanent des élus, et à cet égard, je me permets de mentionner un rendez-vous très important que nous allons organiser à l'automne puisque pour la première fois, le Pôle va tenir une Assemblée générale avec l'ensemble des conseillers communautaires, avec cet objectif de partager les enjeux qui sont tirés de nos discussions stratégiques, qu'elles soient générales ou thématiques, et avec l'idée de mobiliser le plus largement possible, en vue de l'entrée dans le travail technique du SCOT 3 qui débutera en janvier 2023. Donc je vous invite à répondre présents à cette Assemblée générale.

Et si je puis me permettre de conclure en quittant un instant le rapport d'activité, il est vraiment important d'avoir à l'esprit que ce SCOT 3, c'est plus qu'un travail technique, c'est vraiment un travail politique assez fondamental que nous avons devant nous puisque ce SCOT, ça ne sera pas la simple continuation des deux premiers. On change d'échelle dans ce SCOT en matière de planification, on a évoqué les enjeux du ZAN, du Zéro Artificialisation Nette, ils sont centraux, mais on a d'autres questions très importantes. La question de l'autonomie énergétique, la question de l'autonomie alimentaire, la question aussi des relocalisations stratégiques sont autant de questions qu'il va falloir orchestrer dans ce travail autour du SCOT.

Et enfin, un dernier mot parce que voilà, c'est quelque chose de nouveau : le Pôle métropolitain Nantes-Saint-Nazaire a engagé des discussions avec la rive Sud de la Loire, cher Anthony Descloziers, donc nous avons désormais un dialogue entre le Pôle métropolitain et son "pendant rural", le PETR du Pays de Retz. Les deux structures ont réalisé conjointement leur état initial de l'environnement et au-delà du caractère un peu technocratique de ces mots, je finirai en soulignant que ce qui est à l'horizon, c'est vraiment une perception commune de cet écosystème que nous partageons, qui est à la fois notre force mais qui est aussi un écosystème fragile, qui est celui de l'estuaire de la Loire. Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et,

1 – prend acte du rapport d'activités 2020 2021 du Pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire annexé à la présente délibération,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale des services
Mission alliance des territoires et contractualisations

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

05 – Pôle métropolitain Loire-Bretagne – Approbation du programme de travail 2022

Exposé

Aux côtés d'Angers Loire Métropole, Brest Métropole et Rennes Métropole, Nantes Métropole affirme au sein du Pôle métropolitain Loire-Bretagne (PLMB) l'ambition de conforter le modèle de métropoles coopératives dans l'espace Loire-Bretagne, en alliance étroite avec les villes moyennes et les territoires ruraux, pour faire rayonner l'Ouest et être un accélérateur de transitions territoriales.

Suite à l'adoption de la feuille de route du mandat lors du conseil syndical du 1er avril 2021, le programme de travail s'inscrit dans un plan d'action à horizon 2023. Il est bâti autour de la double vocation du PMLB : (1) être un acteur identifié de l'aménagement du territoire Loire-Bretagne, (2) être un laboratoire territorial des coopérations au service des transitions.

En 2022, ce programme de travail permettra plus spécifiquement de mener les actions suivantes :

En matière d'accessibilité, la réalisation d'un document synthétisant les enjeux partagés d'accessibilité ferroviaire, portuaire et aéroportuaire du grand Ouest sera engagée et confiée aux agences d'urbanisme. Il permettra de poser une vision prospective qui constituera le socle des réflexions et des prises de positions communes sur le transport des voyageurs et des marchandises.

À cette occasion, la problématique de la logistique sera approfondie à travers une attention portée aux transports de marchandises dans les flux de longue-distance. Elle fera, si nécessaire, l'objet de partage de méthodes et de stratégies dans un moment où la transition vers des métropoles bas carbone interroge la gestion des flux, mais aussi la relocalisation des activités productives dans ou aux abords des métropoles.

Fort de cette vision partagée, le lobby global sur l'accessibilité et le maillage de l'espace Loire-Bretagne sera poursuivi, notamment en lien avec l'instruction du projet Lignes Nouvelles Ouest Bretagne Pays de la Loire (LNOBPL) (études préliminaires – 1^{ère} phase) et la révision du Réseau Trans-Européen de Transport (RTE-T), avec l'ouverture du trilogue entre la Commission Européenne, le Parlement européen et le Conseil européen depuis le 14/12/2021.

Dans le domaine de l'alliance des territoires, le groupe de coordination Alliance des territoires travaillera plus particulièrement à renforcer le dialogue avec les villes moyennes de l'espace Loire-Bretagne, en particulier à travers l'organisation d'un 3^{ème} rendez-vous à programmer début 2023. En articulation avec ce dernier, l'année 2022 permettra de préfigurer un projet de recherche qui aurait pour objectif d'analyser et de renforcer l'effet de levier des coopérations entre villes moyennes et métropoles dans les transitions territoriales.

Dans le domaine des transitions énergétique et numérique, des opportunités de mutualisation ou de mise en réseau seront investiguées en matière d'infrastructure de la donnée ou de la rénovation thermique des bâtiments privés et publics (expertise, ingénierie). Le Pôle métropolitain usera de la force de son réseau pour ouvrir un dialogue avec le Ministère du Logement et les acteurs bancaires et lever certains freins à l'accélération de la rénovation thermique des bâtiments.

La métropole coopérative s'incarnera également dans le domaine du développement économique. En 2022, les villes de l'Ouest réitéreront leur présence commune dans les salons professionnels de l'immobilier que sont le MIPIM, du 15 au 18 mars (Angers – Nantes – Rennes), et le SIMI, du 6 au 8 décembre (Angers – Brest – Nantes – Rennes). Le groupe de coordination politique permettra de partager les stratégies de relance et d'identifier un programme de travail pluriannuel en lien avec les filières prioritaires des membres.

Afin de décliner la mise en œuvre du programme de travail 2022, et refléter l'ambition collective affirmée dans la feuille de route 2020-2026 en matière de rayonnement du grand Ouest et de lobby, une actualisation du site Internet est prévue.

Le budget du Pôle a pour objectif principal de permettre l'animation de ces grands axes de travail, une communication renforcée sur ses actions et d'assurer une mission d'animation des réseaux au niveau local et national. Il s'élève pour l'année 2022 à **158 450 €** pour la section de fonctionnement. La contribution de Nantes Métropole s'élève à **35 050,15 €**.

Les crédits sont inscrits au budget 2022 opération 3059 « Coopération avec les agglomérations de l'Ouest » – chapitre 65.

M^{me} Gouez : « De la même façon, tous les ans il nous est proposé d'adopter le programme de travail de ce Pôle métropolitain Loire-Bretagne. On est sur une autre échelle de coopération, plus large, puisque ce Pôle réunit, je le rappelle, les Métropoles de Nantes, de Rennes, de Brest et d'Angers, autour d'une ambition commune qui est celle de renforcer le modèle de la Métropole coopérative.

Alors dans ce mandat, ces quatre Métropoles se sont donné pour double objectif premièrement d'endosser plus résolument leur rôle en matière d'aménagement du territoire, y compris en trouvant les voies d'un dialogue avec les petites Villes et les Villes moyennes qui maillent ce territoire, et deuxièmement, de s'affirmer comme un laboratoire territorial des coopérations au service d'une accélération des transitions.

Alors, notre programme de travail pour cette année 2022 s'inscrit dans le cadre d'une feuille de route qui a été adoptée par le Pôle en avril 2021 et qui se décline en quelques grands sujets.

Alors, tout d'abord nous avons le sujet historique si je puis dire de l'accessibilité, puisque vu du ciel notre territoire se situe à la périphérie Ouest de l'Europe, et il découle de cette situation géographique un certain nombre d'enjeux qui sont partagés par nos Métropoles en termes d'accessibilité ferroviaire, portuaire et aéroportuaire.

Alors, la mission a été confiée à nos Agences d'urbanisme de cartographier ces enjeux communs pour permettre des prises de position communes entre les quatre Métropoles en matière de transport de voyageurs, mais aussi en matière de transport de marchandises. À cet égard, et Fabrice Roussel le sait bien, l'un des grands sujets du Pôle métropolitain Loire-Bretagne dans ce mandat, c'est celui de la logistique et des flux de marchandises à longue distance, et là il y a vraiment matière à partager nos méthodes et nos stratégies, à un moment où la transition vers des politiques de bas carbone interrogent la gestion des flux, mais aussi la relocalisation des activités productives à l'intérieur et aux abords des métropoles.

Le Pôle mène également des actions conjointes de lobbying à l'échelle européenne pour faire reconnaître nos Métropoles, et pour ce qui concerne Nantes et Brest nos ports, comme des nœuds dans les grands réseaux européens de transport. Et de ce point de vue, on peut signaler l'intégration des ports de Brest et Roscoff au RTET.

Le deuxième axe de travail, c'est celui de l'alliance des territoires. Alors un sujet sur lequel le Pôle se propose d'organiser un troisième grand colloque début 2023 et ça, je dirais que c'est important parce que dans le moment de refondation systémique qui est le nôtre, nous avons besoin d'animer ce genre d'espaces de réflexion et nous avons aussi besoin de renforcer nos échanges avec le monde de la recherche pour mieux cerner l'état de l'art, pour mieux identifier les bonnes pratiques en matière de coopération territoriale et d'alliance des territoires.

Troisième axe de travail : c'est celui du développement économique, avec notamment un objectif de partage des stratégies de relance qui ont été conduites par nos Métropoles, et puis la continuation d'actions de présence commune dans les salons professionnels tels – excusez les sigles – le MIPIM et le SIMI.

Et enfin, nous avons ouvert deux autres champs d'exploration qui sont nouveaux dans ce mandat en matière de transition énergétique, avec un travail, enfin avec un échange autour des stratégies de ces quatre Métropoles en matière de rénovation thermique, et puis sur la question de la transition numérique et de la cybersécurité. Tout ça – pour imiter Pascal Bolo – pour le modeste budget pour l'année 2022 de 158 450 euros pour la section de fonctionnement, la contribution de Nantes Métropole s'élevant pour ce qui la concerne à un peu plus de 35 000 euros. J'en ai terminé. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve les actions d'intérêts métropolitains du programme de travail 2022 voté par le comité syndical du Pôle métropolitain Loire-Bretagne le 8 avril 2022,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Riom présente le dossier suivant :

Direction Générale Santé et Transition Écologique
Direction Animation et Transition Écologique

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

06 – Acte d'engagement politique vers un plan d'actions qualité de l'air métropolitain de Nantes Métropole (PAQAM)

EXPOSÉ

La qualité de l'air est un enjeu majeur pour la santé et l'environnement. Les gaz et particules présents dans l'atmosphère peuvent avoir des conséquences néfastes sur la santé humaine (maladies cardiovasculaires, cancers, troubles respiratoires etc.), sur la santé des écosystèmes (contamination des sols et de l'eau, altération des végétaux et de la biodiversité), mais aussi sur les bâtiments et les rendements agricoles, avec des effets à moyen et long termes (exposition chronique à la pollution dite de fond) ou à court terme (exposition de courte durée à des concentrations élevées pendant les épisodes de pollution).

En France, le coût de la pollution atmosphérique est évalué de 70 à 100 milliards d'euros par an par la commission d'enquête du sénat (rapport remis en 2015). le ministère de l'écologie évalue à 48 000 le nombre de décès prématurés par an liés à la pollution de l'air, et selon le réseau national de surveillance aérobiologique 30 % de la population française est atteinte d'une allergie respiratoire. plus de 3 enfants sur 4 respirent un air pollué (source : pollution de l'air et pauvreté des enfants : de l'injustice sociale dans l'air, publié par réseau action climat et Unicef France). les enfants sont particulièrement vulnérables en raison de l'immaturation de leurs organismes et de la fréquence à laquelle ils respirent, susceptibles d'entraîner des problèmes respiratoires et immunitaires (asthme, allergies,...), mais aussi des pathologies telles que le diabète, l'obésité ou la dépression.

Enfin, les situations contrastées d'expositions des populations reflètent l'histoire de la construction urbaine et ne sont pas toujours corrélées avec le niveau socio-économique de la population. toutefois, parce que les populations aux revenus modestes peuvent plus difficilement se soustraire à des conditions défavorables faute de ressources suffisantes, elles sont généralement davantage exposées à la dégradation de la qualité des milieux de vie (qualité de l'air intérieur dégradée et moins bonne isolation des logements, plus forte exposition au bruit...).

Ainsi, dans le cadre de la convention citoyenne, Nantes métropole s'est engagée à « mettre en place une métropole protectrice et solidaire » positionnant la santé et le bien-être au cœur du projet métropolitain. cela se traduit, entre autre, par un attachement particulier à préserver la qualité de notre environnement en luttant contre toutes les pollutions et nuisances, dont celle de l'air. il s'agit de :

- Disposer d'une qualité d'air favorable à la bonne santé des habitants de la métropole ;
- Limiter le plus possible le nombre d'habitants exposés aux pollutions (que ce soit en valeur moyenne ou en dépassements occasionnels), et leur proposer des espaces de ressourcement ;
- Protéger particulièrement les populations sensibles et vulnérables (enfants, malades, seniors....) ;
- Limiter les impacts sur les écosystèmes au niveau local,

État des lieux sur la qualité de l'air

À partir de janvier 2021, afin d'être plus représentatif de la réalité, les particules PM_{2,5} ont été prises en compte dans le calcul de l'indice national de la qualité de l'air, publié quotidiennement par Air Pays de la Loire. La qualité de l'air sur Nantes Métropole, basée sur ce nouvel indice, est considérée moyenne sur 78 % de l'année, dégradée sur 19 %, mauvaise sur 2 % et bonne sur 1 %. Il est à noter que, pour protéger la santé des populations vis-à-vis de la pollution de l'air ambiant, les seuils de référence recommandés par l'OMS ont été durcis. Air Pays de la Loire a constaté que sur l'ensemble des stations de mesure des Pays de la Loire (rural-urbain-traffic) et sur l'historique 2009-2020, les moyennes annuelles PM_{2,5} sont systématiquement supérieures au seuil OMS de 5 µg/m³. Sur les stations de mesure de Nantes (urbain-traffic) et sur l'historique 2009-2020, les moyennes annuelles PM₁₀ et NO₂ sont systématiquement supérieures aux seuils OMS (respectivement de 15 µg/m³ et 10 µg/m³).

Les principales sources de pollution par type de polluants réglementaires sont les suivantes :

- Oxydes d'azote (NO_x) : le secteur des transports routiers est le principal contributeur aux émissions de NO_x du territoire. Les véhicules particuliers représentent notamment 31 % des émissions totales. Le secteur de la construction contribue pour 6,5 % aux émissions d'oxydes d'azote, ces émissions étant liées à l'utilisation d'engins sur les chantiers de construction.
- Particules de type PM_{2,5} : le chauffage du secteur résidentiel (maisons individuelles), en particulier la combustion de bois-énergie, participe à hauteur de 30 % des émissions de PM_{2,5}. L'utilisation de véhicules particuliers est responsable de 27 % des émissions de PM_{2,5} du territoire. Enfin, la construction contribue à hauteur de 7 % des émissions de PM_{2,5} sur Nantes Métropole.
- Composés organiques volatils (COVNM) : avec 15 % des émissions totales, le principal émetteur de COVNM du territoire est la construction (utilisation de peintures et colles). Les différentes branches de l'industrie sont fortement représentées avec 5 à 10 % des émissions totales de COVNM du territoire en fonction de la branche considérée. Ces émissions sont liées à l'utilisation de solvants lors de l'application de peintures, de colles et de nettoyages industriels. Pour information, la végétation (arbres notamment) émet également des COVNM.

Nantes Métropole a engagé depuis de nombreuses années des actions bénéficiant à la qualité de l'air :

En terme de connaissance, Nantes Métropole cofinance l'association Air Pays de la Loire pour exploiter un réseau de stations de mesure réparties sur le territoire et une base de données afin de mieux connaître, de comprendre et d'évaluer les sources d'émissions, leur évolution actuelle et mener des prospectives.

En terme d'outils d'amélioration de la qualité de l'air, le levier principal pour agir sur la qualité de l'air de la métropole est la diminution et l'optimisation du trafic routier et l'amplification des changements modaux. Ainsi, grâce en particulier à un projet de Plan de Déplacements Urbains ambitieux, de nombreuses actions de réduction des émissions de polluants sont déjà en cours : le développement des flottes de véhicules propres pour les transports collectifs (Bus GNV, Busway électrique, etc.), pour les flottes internes de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole et pour les opérateurs privés de services urbains, le développement de solutions de logistiques urbaines innovantes, la mise en place du télétravail ; etc. Nantes Métropole mobilise également les acteurs économiques en les soutenant pour développer des plans de mobilité, des diagnostics de parcs de véhicules et de déplacements, et optimiser leurs flux de marchandises.

Le second levier pour agir est d'intégrer la qualité de l'air dans l'aménagement et l'organisation urbaine. Nantes Métropole décline des actions dans les opérations d'aménagement au travers de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation thématique (OAP) « Climat Air Énergie » du PLUm qui s'intéresse à certains aspects de la santé environnementale en lien avec le climat. Éviter les rues canyons, donner une grande place au végétal, limiter les fronts bâti faisant obstacle à la dissémination des polluants sont des actions à l'échelle du quartier permettant d'améliorer la qualité de l'air. Elle comprend également des orientations à l'échelle du bâti, permettant d'épurer l'air intérieur, de choisir des matériaux sains, ne générant pas de polluants chimiques nocifs.

En terme d'information des populations, Nantes métropole a mis en place plusieurs outils :

- kits de pollution permettant de réagir très rapidement en cas d'épisode de pollution ;
- Pollinarium sentinelle (premier de ce type en France, à l'initiative d'un médecin nantais) afin d'aider les habitants à mieux anticiper et mieux gérer les conséquences des émissions de pollens ;
- Mesures de présence éventuelle de benzène, formaldéhyde, radon et dioxyde de carbone pour des actions d'amélioration de la qualité de l'air intérieur ;
- AIREAL, piloté par air Pays de la Loire avec le soutien de la SAMOA et de Nantes Métropole, proposer aux habitants différents outils pour adapter leur comportement (mobilité active) en fonction de la qualité d'air en temps réel.

Nouveau contexte réglementaire

Nantes Métropole, en tant qu'agglomération de plus de 250 000 habitants, est couverte par un plan de protection de l'atmosphère (PPA), le PPA Nantes Saint-Nazaire, élaboré par l'État.

Au niveau national, plusieurs évolutions réglementaires renforcent la prise en compte de la qualité de l'air :

- La Loi Climat et Résilience impose un objectif d'une baisse de 50 % des émissions de particules fines entre 2020 et 2030 dans les territoires couverts par un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA). La loi impose ainsi à Nantes Métropole d'étudier la réduction des émissions du chauffage au bois des particuliers et des petites installations biomasse (inférieure à 1 MWh) non performantes. Cette loi a également rendu obligatoire, d'ici le 31 décembre 2024, la mise en place d'une zone à faibles émissions mobilité (ZFEm) dans plusieurs grandes agglomérations.
- L'article 85 de la Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités (LOM) a renforcé le volet « air » des Plans Climat Air Énergie Territorial (PCAET) en y introduisant un plan d'actions de réduction des émissions de polluants atmosphériques, contenant des obligations de moyens et de résultats. Ces éléments sont codifiés au 3° du II de l'article L. 229-26 du code de l'environnement. Tous les territoires soumis à PCAET et couverts en tout ou partie par un PPA doivent construire un plan d'actions qualité de l'air.

Élaborer une nouvelle stratégie, impulser de nouvelles orientations et construire un plan d'actions coordonné d'amélioration de la qualité de l'air

Nantes Métropole souhaite aujourd'hui élaborer une nouvelle stratégie métropolitaine avec un plan d'actions Qualité de l'air coordonné et ambitieux, comprenant des objectifs et indicateurs de suivi. En ce sens, elle a engagé des travaux complémentaires avec l'assistance d'Air Pays de la Loire qui ont déjà permis établir la carte stratégique « air » permettant de visualiser les zones à enjeux au regard des valeurs réglementaires et de repérer les ERP et les établissements sensibles situés en zone de qualité d'air dégradée. Cette carte est disponible en annexe 2.

Il conviendra désormais :

- d'évaluer les réductions d'émissions de polluants nécessaires au respect des normes de qualité de l'air dans les délais les plus courts possibles, et au plus tard en 2025 ;
1. de définir les objectifs biennaux du territoire en termes de réductions d'émissions de polluants atmosphériques et indirectement en termes de concentrations ; ces objectifs devront être, au moins, aussi exigeants que ceux prévus au niveau national (cf. annexe 1) ;
 2. de disposer de l'ensemble des actions contribuant à améliorer la qualité de l'air et justifiant que ces actions permettent d'atteindre les objectifs fixés (évaluation).

Le plan d'actions devra également prévoir les solutions à mettre en œuvre en termes d'amélioration de la qualité de l'air et de diminution de l'exposition chronique des établissements recevant les publics les plus sensibles à la pollution atmosphérique.

Le plan d'actions métropolitain devra contribuer à atteindre les objectifs du PPA Nantes Saint-Nazaire piloté par le préfet. L'actualisation de ce dernier, prévue fin 2022, permettra de finaliser le Plan d'Actions Qualité de l'Air Métropolitain de Nantes Métropole qui sera ensuite soumis à délibération.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) ayant été adopté le 7 décembre 2018, donc avant la publication de la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, le plan d'actions du volet air du PCAET doit être adopté selon la même procédure qu'un PCAET. Il sera donc transmis pour avis au préfet de région, au président du conseil régional et à l'autorité environnementale, mis à disposition du public par voie électronique, modifié en cas d'avis défavorable ou demande de modification, et devra être adopté par le conseil métropolitain.

Une fois voté, le plan d'actions qualité de l'air métropolitain devient une partie du PCAET précédemment adopté (voir annexe 3).

M. Riom : « Bonjour à toutes et à tous. Moi je voudrais parler de la qualité de l'air parce qu'on va maintenant parler de ce qu'on appelle le PAQAM, le Plan d'Action Qualité d'Air Métropolitain. La qualité de l'air est un enjeu important sur lequel, je pense, on est tous et toutes interpellés par les citoyens. Les gens s'intéressent à ces questions parce que c'est un sujet d'actualité. On sait que la santé humaine est très liée à son environnement, de plus en plus on commence à parler de ce sujet comme de santé globale, voilà, on ne peut pas prendre la santé humaine comme isolée. Il faut regarder ce qu'il y a autour, et la qualité de l'air est un enjeu important en termes de santé. On estime qu'en France il y a à peu près 48 000 décès prématurés à cause d'une mauvaise qualité de l'air. Ça fait des chiffres importants.

Il faut aussi prendre en compte le fait que les enfants sont particulièrement sensibles à un air de mauvaise qualité, or trois enfants sur quatre sont exposés au cours de l'année à un air de mauvaise qualité, et quand ils sont en développement c'est un enjeu important.

Et enfin, c'est un enjeu également social parce que les personnes les plus pauvres sont souvent les plus exposées à un air de mauvaise qualité. Il peut y avoir deux raisons à ça : soit c'est la ville qui a été construite comme ça malheureusement, soit elles ont moins de capacités financières pour s'extraire d'un endroit où il y a un air de mauvaise qualité.

Donc c'est un enjeu important, et qui couvre plein de dimensions, comme je viens de vous le présenter. On veut donc agir sur la qualité de l'air, mais je vous rassure : on agit déjà sur la qualité de l'air. On a un partenaire historique qui s'appelle Air Pays de la Loire, qui est donc une association qui œuvre dans ce domaine et qui œuvre surtout dans un domaine très important qui est de nous fournir de la connaissance et de nous fournir des compétences pour qu'on puisse évaluer la qualité de l'air sur notre métropole.

Les grands intérêts d'Air Pays de la Loire, rapidement : c'est une association qui œuvre au niveau des Pays de la Loire donc qui a un regard au-delà de notre territoire métropolitain, et c'est aussi un acteur qui œuvre sur le territoire depuis longtemps et qui a donc un regard sur le long terme de ces enjeux.

Il faut donc apprendre à connaître la qualité de l'air. Rapidement, quand on rentre dans cette question, on entend parler de particules fines, des PM 2,5, des PM 10, des NOx, il y a tout un vocabulaire qu'il faut s'approprier, mais ce qu'il faut bien prendre en compte, c'est que la qualité de l'air, elle est différente suivant les personnes. Quelqu'un qui est allergique au pollen par exemple, il y a un enjeu important autour des pollens qui sont dans l'air. C'est pour ça qu'on doit nécessairement le lier à cet enjeu de santé globale puisque la qualité de l'air dépend des personnes et de comment on l'appréhende.

Donc on a un acteur qui nous permet de connaître aujourd'hui les enjeux de la qualité de l'air sur le territoire.

On a ensuite des enjeux en termes d'outils. Les outils pour améliorer la qualité de l'air sont assez variés. Ça peut toucher aussi bien le déplacement. Le principal élément qui dégrade l'activité de l'air dans notre métropole ce sont les déplacements et notamment la voiture. Donc ça veut dire que quand on parle de qualité de l'air, on doit parler Plan de Déplacements Urbains. Ça parle aussi de l'aménagement de la ville puisque si on a une ville où il n'y a pas assez de brassage d'air, on augmente la pollution en ville. Bref, vous voyez que là aussi on touche à tout un tas de politiques publiques. Et je suis sûr que toutes les personnes dans cette salle pourraient pointer des sujets sur lesquels il ou elle travaille, et en lien avec la qualité de l'air.

Et finalement, le troisième élément c'est informer les citoyens, puisque je vous l'ai dit, il y a un enjeu important, certaines personnes sont inquiètes de ces enjeux de qualité de l'air, donc on a déjà dans la métropole tout un tas de dispositifs pour informer les citoyens sur la qualité de l'air. Ça va de kits de protection quand on a des pics de pollution, à un pollinarium pour s'informer et repérer les moments où il va y avoir des émissions de pollen. Bref, on a beaucoup de choses en place.

Alors finalement, pourquoi je viens vous parler s'il y a beaucoup de choses en place ? Justement, le but du PAQAM, ça va être de réunifier tous ces éléments-là pour faire une politique publique globale, et d'amplifier le mouvement. C'est un souhait de notre part, mais c'est aussi une obligation réglementaire puisqu'on a déjà un plan climat énergie territorial et il nous faut maintenant adjoindre à ce plan climat ce fameux PAQAM.

L'État va aussi nous demander de travailler sur tout un tas de sujets comme la question des cheminées à foyer ouvert. Vous savez, c'est les cheminées classiques, à l'ancienne, qui émettent beaucoup de polluants pour un faible rendement énergétique. Typiquement, on va être obligés de regarder quelles actions on peut mettre en place pour potentiellement aller vers des systèmes qui sont plus efficaces d'un point de vue énergétique.

Voilà donc ce qui s'annonce pour nous dans les semaines, dans les mois à venir. Et donc ce qu'on veut faire avec ce PAQAM, c'est unifier tout un tas d'actions qu'on fait déjà, évaluer ce qu'on fait déjà, tracer une trajectoire pour diminuer la quantité de polluants dans notre ville. Il faut qu'on améliore et qu'on diminue de 50 % la quantité de polluants à horizon 2030. On va devoir avoir un rythme de mise en place d'actions important, et on doit proposer des actions pour améliorer la qualité de l'air de manière opérationnelle dans notre métropole.

Concrètement, cette délibération vise donc à acter qu'on veut améliorer la qualité de l'air. J'espère que tout le monde tombera d'accord sur ce point. Et elle ouvre le travail puisque c'est un plan d'action dans lequel on n'a pas encore fléchi toutes les actions. Donc on va voter ensemble cette délibération puis je reviendrai vous voir sans doute d'ici janvier 2023, quand on aura avancé sur les actions concrètes qu'on vient mettre en face de ce plan, et ensuite il y aura une période d'examen (envoi à la Préfecture etc) pour finalement une option finale sans doute d'ici la fin du premier semestre 2023. Et d'ici là, si vous avez dans vos politiques publiques des choses à mettre, des choses à demander, à proposer, et c'est valable pour toutes les Communes de la métropole, on reviendra vers vous pour travailler ensemble sur cet enjeu important de la qualité de l'air. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jean-Claude Lemasson. »

M. Lemasson : « Oui, merci Madame la Présidente, chers collègues, puisque le nouveau vice-président, que je félicite à l'occasion, nous invite à en rajouter, je vais peut-être exposer ici un point de vue complémentaire, parce que si cette délibération va dans le bon sens au regard des quatre objectifs recherchés et inscrits dans ce texte, je m'interroge quant à la prise en compte de la nouvelle donne publiée hier, 28 juin, s'agissant du rapport intermédiaire d'Air Pays de la Loire pour le compte de la DGAC quant aux Particules Ultrafines qui n'ont pas été citées par Tristan Riom à l'instant, émises par l'aviation, et fortement présentes en proximité de l'aéroport de Nantes Atlantique. Des particules de moins de 100 nanomètres, bien plus infiltrantes et plus toxiques que celle énoncées dans cette délibération, et dans des proportions bien plus importantes.

Je vous invite d'ailleurs à prendre connaissance de ce rapport qui est en ligne sur le site tant d'Air Pays de la Loire que sur celui du réaménagement de Nantes Atlantique. Je souhaite donc ardemment que ce plan d'action à venir intègre cette nouvelle donne de protection des riverains dont la santé est à prendre en compte urgemment, et ce au moins dans les mêmes proportions que les objectifs ciblant les particules fines et inscrits dans la loi Climat et résilience.

Nous ne connaissons pas, il est vrai, tous les effets de ces PUF. Cependant, le principe de précaution doit être intégré sur les bases des recommandations de l'OMS, dans l'attente d'une législation revisitée, donc j'invite les parlementaires à travailler là aussi rapidement.

Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Oui, pardon Madame la Présidente mais je rebondis sur les propos de mon collègue Jean-Claude Lemasson qui a le mérite d'être assez clair sur les Particules Ultrafines, et je m'interroge sur les suites à donner. C'est-à-dire qu'on réduit le nombre d'avions, voire on arrête de faire fonctionner l'aéroport ? On change la propulsion des avions ? Ce n'est pas encore – si j'ai bien tout compris – d'actualité. On déménage l'aéroport ? Ah non, ça je crois qu'il y en a certains qui ne sont sans doute pas d'accord.

Donc j'entends la question du constat, mais après, on fait quoi sur ces Particules Ultrafines ? J'ai une petite interrogation.

Et puis j'en profite pour dire d'ailleurs, puisqu'on parle de l'aéroport, que je m'insurge sur les nouvelles trajectoires dont on nous dit qu'elles n'ont pas changé et qui ont changé – j'en veux pour preuve ma collègue des Sorinières, j'en veux pour preuve ma collègue de Rezé, j'en veux pour preuve mon collègue de Saint-Sébastien-sur-Loire. Je veux dire : on est tous d'accord pour dire que les trajectoires des avions ont bougé, et aujourd'hui il n'y a pas de son, pas d'image de la DGAC. Je trouve ça complètement anormal voire arrogant, comme position haute de la DGAC, et j'entends que la Métropole nous accompagne sur ces questions-là. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je partage totalement la dernière partie de l'intervention de Rodolphe Amailland. Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci Madame la Présidente. Alors oui, nous l'assumons, nous avons fait partie de ceux et celles qui se sont mobilisés pour le maintien de Nantes Atlantique. Alors, sans vouloir refaire le match mais au regard du débat que nous avons aujourd'hui en 2022 et notamment dans cette enceinte il y a quelques minutes encore, en 2022 il faut continuer à assumer ce positionnement, puisque qui pourrait aujourd'hui assumer la destruction de 750 hectares de terres naturelles et agricoles pour un projet de développement du trafic aérien ? Sérieusement, aujourd'hui le sujet de l'aérien, comme sur d'autres filières économiques d'ailleurs, est confronté à des mutations incontournables au regard des enjeux de climat, mais aussi pour faire face à la crise énergétique sans précédent à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui en Europe.

Alors, l'aérien doit faire sa mue, revoir son modèle de développement qui est aujourd'hui largement aussi basé, je tiens à le souligner, sur le *low cost*, qui soulève aussi d'autres questions sérieuses sur le respect des droits des salariés, des coûts invisibles de ce type de modèle.

Moi, ce qui me choque effectivement, c'est que l'État justifiait le transfert de Notre-Dame-des-Landes par l'incapacité de Nantes Atlantique à accueillir plus de 57 000 vols par an. Et aujourd'hui, ce plafond, il est largement dépassé et l'État continue cette fuite en avant en méprisant les élus locaux et les riverains. Et là où on devrait et on doit se rassembler, où on devrait tomber d'accord, c'est qu'on ne peut pas continuer comme ça.

La Métropole via cette assemblée doit jouer son rôle et a un rôle à jouer pour appuyer la position des maires des communes qui sont concernées, et nous devons ensemble appuyer la demande qui est faite par Jean-Claude Lemasson aujourd'hui d'avoir une vision d'ensemble sur toutes les nuisances, qu'elles soient sonores, sur la qualité de l'air, mais aussi sur l'impact sur la biodiversité et le lac de Grand-Lieu.

Oui, les campagnes de mesure qui ont été publiées hier sont des alertes incontournables pour les élus et les responsables que nous sommes aujourd'hui. Et les niveaux de concentration présentés soulèvent des inquiétudes importantes pour la santé des habitants et des habitantes. Et c'est la santé des habitants et des habitantes qui est notre priorité. C'est là la priorité. La priorité avant toute chose. C'est celle qui doit primer sur la recherche de modèles économiques autour de l'aéroport.

Et malgré cela, le processus d'attribution de la concession continue et reste plus opaque que jamais. Nous nous dirigeons dangereusement vers une explosion du trafic pour atteindre 11,7 millions de passagers en 2040 selon les prévisions de la DGAC, et c'est là que nous devons nous rassembler pour poser et porter des choix, oui, probablement difficiles mais des choix d'avenir, parce que le développement de l'aéroport ne peut pas se faire au détriment de la santé des habitants de ce territoire. Les études qui sont en cours doivent peser dans les discussions sur l'avenir de cette plateforme aéroportuaire, et je crois qu'on peut continuer à compter sur la détermination des maires de ce territoire mais aussi de notre nouvelle députée qui était à leurs côtés à la préfecture hier, en réclamant la création d'un cadre réglementaire et le renforcement des mesures de protection pour les particules fines et ultrafines, sur le prolongement des études Air Pays de la Loire, pour avoir une vision consolidée des données et avoir des projections en fonction de l'évolution des trafics qui nous permettront de faire ces choix, et puis la création d'un Comité de scientifiques qui pourrait permettre aussi d'émettre des préconisations sur des données de santé publique qui sont hautement importantes.

L'État doit apprendre à faire avec les territoires et prendre en compte nos priorités. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui, nous avons hier eu effectivement une réunion à la préfecture où nous ont été présentés les résultats de cette étude sur les concentrations Particules Ultrafines, et ces mesures ne sont pas – les collègues qui étaient présents le confirmeront –, ne sont pas forcément très bonnes. C'est-à-dire qu'à proximité des pistes, on a bien des concentrations qui dépassent des seuils admis en général comme seuils prudentiels. Donc ça, c'est une première chose.

Deuxième chose quand même, c'est que les lieux de mesure vont être modifiés, élargis, et je pense que nous aurions collectivement intérêt à demander à ce qu'il y en ait encore davantage, notamment pour aller vers des zones qui sont plus densément habitées et qui sont un peu à l'écart, mais à un kilomètre, deux kilomètres voire un peu moins de l'axe de l'aéroport, de la piste d'atterrissage.

Donc ça, c'est je pense une mesure qu'on pourrait demander, Madame la Présidente, à la Préfecture pour avoir davantage d'informations, pour avoir une meilleure connaissance des concentrations et des dissipations, puisqu'on nous dit aussi que quand on est plus loin et donc plus en hauteur, l'air ambiant accueille davantage mais en étant plus dispersé, donc les seuils sont moins importants. Certes, mais il n'empêche que les particules sont encore là et qu'elles finissent bien par retomber quelque part. Et ça, on pourra difficilement l'éviter.

On est aussi un peu courts sur les conséquences sur la santé. C'est-à-dire qu'on sait que les Particules Ultrafines sont absorbées très rapidement par l'organisme, mais on n'a pas forcément fait un lien avéré, précis, factuel avec une étude de santé systématique sur l'ensemble des aéroports de France par exemple, et notamment des aéroports urbains, et là aussi, c'est sans doute un travail qu'on pourrait demander et qui serait extrêmement utile pour aller prendre les bonnes décisions. L'État doit prendre ses responsabilités et nous-mêmes nous devons aussi prendre les nôtres.

Alors après, on est bien d'accord sur le fait que le renouvellement de la concession ne facilite sans doute pas totalement la transparence la plus forte, et j'ai déjà eu l'occasion me semble-t-il d'évoquer avec vous le manque de transparence de la DGAC. Quand je dis "manque de transparence", c'est vraiment un euphémisme. Voilà. Les collègues viennent concrètement de le découvrir et de s'en rendre compte à leurs dépens et aux dépens de nos habitants.

Alors, sur les modifications de trajectoires, il y a des modifications de trajectoires, il y en a eu, il y en aura d'autres. On a je crois la semaine prochaine de prévue une réunion d'information sur la double approche en préfecture, donc la double approche ça veut dire qu'on change structurellement les trajectoires, mais pour l'instant ce sont des modifications de trajectoires avec notamment des trajectoires qui s'écartent de la piste un peu plus vite et qui viennent effectivement je pense survoler des territoires où il n'y avait pas forcément autant d'avions précédemment, et c'est vrai sur le Sud Loire mais je regarde Carole et Anthony, c'est vrai aussi sur le Nord Loire, quand on a des avions qui partent vers le Nord-Ouest.

Donc vous pouvez compter sur moi pour demander encore plus de transparence à la DGAC – mais voilà, je ne vous garantis pas le résultat. En tout cas ce que je peux vous garantir, c'est qu'avec les collègues nous redemanderons et inlassablement, jusqu'au moment où nous aurons des vraies informations. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Tristan Riom. »

M. Riom : « Oui, donc pour revenir sur notre PAQAM, juste vous dire que le plan d'action en tant que tel concerne exclusivement ce qui est de la compétence de la Métropole. Donc on peut évidemment ouvrir ce chapitre sur les Particules Ultrafines : il faudra qu'on cherche et qu'on trouve des actions qui peuvent concerner les compétences de la Métropole, et pourquoi pas un plaidoyer sur des sujets qui le sont moins.

Vous dire sur les Particules Ultrafines : pourquoi c'est très dangereux ? Parce que plus une particule est fine, plus elle rentre facilement et profondément dans l'organisme – et c'est pour ça que c'est un enjeu particulièrement important. Aujourd'hui on les détecte, mais seulement de forme agglomérée, donc on a du mal à les caractériser. Et comme je vous ai dit, avant d'agir il faut connaître, et c'est vrai qu'on était en manque de connaissances sur ces Particules Ultrafines, donc d'une certaine manière le rapport qui est publié, qui a été rendu hier va nous permettre d'avoir plus de connaissances et j'espère d'agir contre ces Particules Ultrafines qui sont en effet assez dangereuses. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – acte l'engagement de la collectivité Nantes Métropole pour accélérer la lutte contre la pollution de l'air à l'échelle du territoire métropolitain, au travers de son futur plan d'actions qualité de l'air métropolitain, complétant les actions du plan climat air énergie territorial précédemment adopté.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Tallédec présente le dossier suivant :

■ Direction générale Territoires, Proximité, Déchets, Sécurité
■ Direction Tranquillité Publique

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

07 – Création du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD) de Nantes Métropole

Exposé

La demande de sécurité et de tranquillité publiques de la part des habitants ne cesse de croître. Le sentiment d'insécurité de la population est nourri à la fois par le vécu des territoires face à une délinquance qui évolue défavorablement dans son intensité, se renouvelle dans ses formes, sa temporalité, sa localisation, mais est aussi à apprécier en regard d'une relation médiatique et numérique de certains phénomènes et faits divers à résonance locale, nationale ou internationale (ex : cyberharcèlement, actes terroristes, règlements de comptes, trafics, etc.) qui diffusent et amplifient le caractère traumatique de certains actes et interpellent les citoyens sur la capacité des pouvoirs publics à apporter une réponse durable à la délinquance et au contexte social qui en favorise le développement. Ce besoin de protection va de pair avec une attente de prise en charge de plus en plus marquée des victimes et notamment des habitants et publics les plus vulnérables.

Face à ces évolutions sociétales, si la sécurité est au premier chef une compétence dévolue à l'État, les habitants se tournent naturellement vers leurs élus locaux. Cette tendance de fond est prégnante et pousse les collectivités territoriales à investir de plus en plus fortement l'action publique dans le champ de la sécurité, de la prévention et de l'aide aux victimes.

Les EPCI sont ainsi également amenés à contribuer aux stratégies territoriales de sécurité en soutenant les dynamiques partenariales intercommunales. La Métropole détient la compétence de plein droit d'animation et de coordination des dispositifs locaux de prévention de la délinquance. À ce titre, la loi prévoit l'installation d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance sous réserve d'une absence d'opposition des communes composant plus de la moitié de la population de l'EPCI (L 132-13 du CSI – Code de la Sécurité Intérieure). L'ensemble des 24 communes a approuvé le projet de création par délibération des conseils municipaux entre le 13 décembre 2021 et le 26 avril 2022.

Il est donc proposé aujourd'hui de prendre acte de la création du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de Nantes Métropole.

A – Finalités du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPD)

Le CISPD est l'instance de concertation territoriale et de décision sur les priorités de la lutte contre l'insécurité et de la prévention de la délinquance, autour desquelles sont mobilisés institutions, organismes privés et publics concernés.

En lien étroit avec les communes de Nantes Métropole et en adéquation avec les stratégies locales existantes, il constitue le cadre de réflexion intercommunale et partenariale pour contribuer au développement de l'action publique territoriale, mutualiser les expertises et les outils communs.

Dans le respect des compétences des partenaires-membres, il est proposé que la Métropole, par la coordination des travaux du CISPD, intervienne autour de trois entrées fonctionnelles :

1) une fonction de ressources, d'observation et d'expertise pour aider à l'appréhension des phénomènes d'insécurité à l'échelle de la métropole et développer une culture commune sur des champs d'actions croisés et complémentaires,

2) une fonction-ressources et d'appui aux communes autour des dispositifs et des thématiques dont le portage est stricto sensu métropolitain,

3) une fonction de renforcement de la coopération intercommunale en encourageant les initiatives autour de supports, d'actions, de biens ou de services mutualisés au titre de la sécurité, de la prévention de la délinquance, de l'aide aux victimes et de l'accès au droit.

B – Composition du CISPD (D132-12 du CSI)

La présidente de Nantes Métropole fixera par arrêté la composition du CISPD. Il comprendra les membres suivants :

1° Le préfet de département et le procureur de la République, ou leurs représentants ;

2° Les maires, ou leurs représentants, des communes membres de l'établissement public de coopération intercommunale ;

3° Le président du conseil départemental, ou son représentant ;

4° Des représentants des services de l'État désignés par le préfet de département ;

5° Des représentants d'associations, établissements ou organismes œuvrant notamment dans les domaines de la prévention, de la sécurité, de l'aide aux victimes, du logement, des transports collectifs, de l'action sociale ou des activités économiques désignés par le président du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance, après accord des responsables des organismes dont ils relèvent.

C- Organisation et fonctionnement du CISPD (D132-11 du CSI)

Le CISPD organisera son fonctionnement par l'établissement d'un règlement intérieur.

Trois instances structurent le fonctionnement du conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance : 1/ l'assemblée plénière, 2/ le comité restreint et 3/ les groupes de travail.

1/ L'assemblée plénière

La présidente de Nantes Métropole, ou son représentant, préside la séance plénière du CISPD.

Elle se réunit, selon la composition fixée par arrêté métropolitain, à l'initiative de son président au moins une fois par an. Le CISPD se réunit de droit à la demande du préfet de département ou de la majorité de ses membres.

La réunion du CISPD en formation plénière permet notamment de présenter les caractéristiques et l'évolution de la délinquance sur le territoire de Nantes Métropole, de faire le bilan des actions conduites, de définir les perspectives locales en matière de prévention de la délinquance et de valider certaines orientations prises par les groupes de travail territoriaux.

2/ La formation restreinte

Présidée par la Présidente de Nantes Métropole ou son représentant, le comité restreint se réunit en tant que de besoin en raison d'une actualité majeure.

Le comité restreint est composé de :

– la Présidente de Nantes Métropole ou son représentant,

– le Préfet de Loire-Atlantique ou son représentant,

– le Procureur de la République près le Tribunal judiciaire de Nantes ou son représentant,

- les Maires des communes-membres de Nantes Métropole, ou leurs représentants,
- le Président du Conseil Départemental de Loire-Atlantique ou son représentant.

Les règles de fonctionnement du comité restreint sont identiques à celles de l'assemblée plénière.

3/ Les groupes de travail

Le CISPD peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail d'échanges d'informations à vocation thématique ou territoriale, d'intérêt intercommunal ou métropolitain. Ils sont chargés de travailler sur les axes prioritaires définis par le CISPD et d'assurer le suivi et le bilan des actions afférentes.

– *Le comité de suivi intercommunal des travaux du CISPD*, piloté par un représentant de la Présidente de Nantes Métropole, constitue le groupe de travail intercommunal des 24 communes auquel peuvent être associés les membres du CISPD ou tout autre participant externe. Il assure un premier niveau de suivi des travaux du CISPD et de son actualité. C'est une instance de réflexion et d'animation non décisionnelle.

– Un premier groupe de travail sera mise en place pour cadrer les attentes en matière d'observation métropolitaine et travailler autour d'un socle commun qui fait sens pour les 24 communes, la Métropole et les partenaires membres de droit du CISPD.

– Selon la nature des besoins et l'opportunité réelle d'un portage au sein du CISPD, d'autres groupes de travail pourront émerger autour de thématiques multiples : accès au droit, aide aux victimes, prévention de la récidive, justice de proximité, violences faites aux femmes, violences sexuelles et sexistes, prévention de la délinquance chez les jeunes, conduites à risque et santé mentale, sécurité/tranquillité publique et espace public, sécurité et transports en commun, proximité et association des habitants etc.

D- La coordination du CISPD

Le secrétariat général du CISPD est assuré par Nantes Métropole, sous l'autorité de la Présidente, qui a en charge l'animation transversale du partenariat. À ce titre, Nantes Métropole :

- assure l'organisation et le bon fonctionnement de la séance plénière ;
- est garant du suivi de l'ensemble des instances relatives au CISPD (pilotage ou coordination transversale) et assure l'articulation avec toute autre instance de pilotage externe ;
- favorise et assure le partage d'informations en réseau ;
- assure la coordination des actions et veille à la cohérence des dispositifs du CISPD ;
- rédige le rapport d'activité du CISPD.

1/ Moyens humains

Un poste de coordinateur·rice des travaux du CISPD a été créé afin d'assurer l'animation technique et la coordination transversale des travaux. Il est rattaché à la Direction Tranquillité Publique de Nantes Métropole.

2/ Financement

Les dépenses de fonctionnement strictement relatives à la coordination des travaux du CISPD sont prises en charge par Nantes Métropole à hauteur de 100 % des coûts.

M. Tallédec : « Bonjour. Cette délibération vous invite à prendre acte de la création du CISPD qui a d'ores et déjà, soulignons-le, été approuvée à l'unanimité des 24 Conseils municipaux. En effet, dans un contexte d'attente de plus en plus prégnante de la population en matière de sécurité et de tranquillité publique, il s'agit de faire face à une délinquance qui évolue dans ses formes, sa temporalité, sa localisation.

Il s'agit donc de travailler à un outil opératoire au service des Communes, des acteurs, et plus globalement de la population métropolitaine. C'est le fruit d'un travail de plus d'un an avec les 24 Communes. J'en profite pour remercier à la fois les élus, les techniciens, pour l'intérêt et l'assiduité qu'ils ont eus à travailler avec le CISPD, dont le travail a porté sur les définitions des objectifs, de l'architecture même du CISPD, de sa gouvernance et de la composition des différentes instances.

Revenons deux minutes sur les objectifs : dans une approche de subsidiarité, sans suppléer les Communes, nous avons travaillé un outil opératoire qui ramène une plus-value dans sa capacité à objectiver, évaluer et décliner des dispositifs à la fois métropolitains et/ou intercommunaux en la matière, organisés autour de groupes de travail, véritables moteurs de cette instance, qui s'articuleront dans une triple approche autour de trois blocs.

Le premier qui portera sur le champ de l'observation, la ressource, l'appui et l'expertise, autour d'une observation à la fois des faits mais aussi du sentiment d'insécurité.

Deuxième bloc qui travaille autour de dispositifs, dont la portée stricto sensu métropolitaine.

Et le troisième bloc intercommunal qui, comme son nom l'indique, travaillera sur des dispositifs à portée intercommunale.

En ce qui concerne sa gouvernance, elle s'articulera autour de quatre instances : les groupes de travail, comme je le disais, véritables moteurs en la matière de ce CISPD, un Comité de suivi composé des 24 Communes, et puis un Comité restreint qui pourra se réunir sur des faits majeurs en matière de sécurité et de prévention, et puis l'assemblée plénière qui réunira, pour faire court – mais vous en avez la composition dans la délibération –, le préfet et ses représentants ainsi que les acteurs désignés par le préfet, le président du Conseil départemental, la présidente et ses représentants, ainsi que les 24 Communes et les acteurs métropolitains en matière de sécurité et de prévention de la délinquance.

Je vous invite donc à voter à l'unanimité, je l'espère, à l'image des Conseils municipaux, cette délibération sur la création du CISPD. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Valérie Oppelt. »

M^{me} Oppelt : « Merci Madame la Présidente. Enfin nous y arrivons. Cette délibération est essentielle pour installer ce Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Nous faisons suite à un vote qui a été réalisé à la Ville de Nantes, et je me réjouis que nous puissions travailler sur ces sujets de sécurité, première des libertés, avec la Métropole, l'État, et toutes les compétences qui seront réunies.

Je voudrais d'ailleurs féliciter le travail des services et de mon collègue Denis Tallédec, qui d'ailleurs a toujours répondu à nos sollicitations sur ce sujet sécurité.

Je voudrais rappeler aussi que j'avais demandé pour la Ville de Nantes, pour le CLSPD, la participation des parlementaires. Donc j'espère que vous ne les oublierez pas. Par contre, ce qui m'inquiète très clairement, et je suis inquiète pour ma Ville et pour la Métropole, c'est que Madame la Présidente vous avez choisi de travailler avec des parlementaires France insoumise qui expliquent que la police tue, et qu'elle tue d'ailleurs ses agents. Donc c'est assez inquiétant pour la suite et pour la sérénité des Nantais et des Nantaises, et des métropolitains.

J'ai d'ailleurs quelques questions complémentaires sur la justice. Est-ce que la justice sera un axe majeur de ce CISPD ? Quelle organisation opérationnelle ? Combien de fois par an vous avez prévu de réunir ce Comité ? Vous avez déjà répondu, mais je sais qu'on a des zones police et gendarmerie, donc quid de ces zones et de leur organisation ?

Et enfin, parmi les partenaires associés au groupe de travail, est-il prévu la participation d'un représentant de la SEMITAN ? En effet, nos transports en commun sont un sujet et malheureusement on déplore encore trop d'agressions et d'incivilités, aussi bien vis-à-vis des utilisateurs que des agents, et nous avons approuvé l'installation d'une police métropolitaine des transports par ailleurs qui n'a pour l'instant à notre sens pas assez de moyens, des moyens trop limités en tout cas. Moins de 40 agents : trop peu, vu l'étendue de notre réseau de transport et la hausse des agressions.

Alors, pourrait-on avoir un bilan sur la police métropolitaine des transports ? Ce CISPD pourrait-il être un outil intéressant pour décroiser les différents corps de la sécurité, police municipale, nationale, métropolitaine des transports, CSU, etc. ?

Enfin, comme vous nous l'avez annoncé, il serait bon de faire lors de nos assemblées, en Commission ou en Conseil, des points d'étape réguliers sur ce CISPD pour partager ses objectifs, ses moyens quand ils seront définis. Bref, informer les élus de comment fonctionnera ce formidable outil. Je vous en remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots, Madame Oppelt, puisque vous m'interpellez, à nouveau d'ailleurs, je le note, dans les mêmes termes du Conseil municipal, donc je ne sais pas si vous attendez une réponse puisque je crois vous l'avoir apportée de manière claire la semaine dernière, mais vu l'importance du sujet, je le refais bien naturellement.

Chaque Nantais, chaque Nantaise – pardon pour cette spécificité nantaise mais vu la nature du sujet je ne peux pas ne pas y répondre – peut compter et pourra compter évidemment sur la détermination totale qui est la mienne et celle de mon équipe pour continuer à se battre sur les sujets de sécurité.

Nous avons obtenu, à force d'opiniâtreté et de détermination, le fameux un pour un que j'avais demandé à l'État : un policier municipal mis par la Ville, un policier municipal mis par l'État. Je crois que ce sujet ne souffre d'aucune ambiguïté.

La sécurité est un droit pour chacun. La sécurité est une bataille que nous menons dans toutes les grandes villes, que nous menons à Nantes en particulier, et ma détermination sur ce champ-là ne faiblira pas.

Ensuite, un mot – puisque vous réévoquez les policiers – des positions et des questions sur les violences policières. Je suis absolument convaincue que dans notre pays et à Nantes en particulier, l'immense majorité des policiers font leur travail avec courage, avec professionnalisme, avec abnégation, et comme l'ensemble des forces de secours de ce pays et de notre territoire, je pense aux pompiers, par exemple, qui eux aussi rencontrent des missions difficiles et parfois une reconnaissance dans la société qui s'amenuise au fil des années, ils ont besoin de notre soutien et de notre reconnaissance.

Ensuite, est-ce qu'il y a eu dans notre pays – et notre territoire en sait douloureusement quelque chose – des violences policières ? La réponse est également oui. Je pense que de part et d'autre, ces sujets nécessitent une absence d'amalgame, une absence d'ambiguïté. Ma clarté et ma détermination sur ces enjeux de sécurité sont et demeureront totales.

Fabien Gracia. »

M. Gracia : « Merci Madame la Présidente. Nous, les membres du Groupe écologiste et citoyen, saluons la création du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, et notamment son placement à un niveau métropolitain a tout son sens car la sécurité s'abstrait des limites administratives.

Et il y a sur la Métropole une petite sœur de cette instance qui existe déjà, à une échelle plus locale, notamment entre Le Pellerin, Saint-Jean-de-Boiseau et La Montagne. Nous, nous l'appelons la "cellule de veille", et l'expérience a démontré son utilité. Ça a été évoqué : interconnaissance des acteurs locaux de la sécurité, soit la police métropolitaine des transports, soit les pompiers, soit les partenaires éducatifs, etc. L'utilité a été démontrée également pour le partage d'informations et pour la mise en place d'actions communes.

Et la question de la sécurité, ça a été rappelé par Monsieur Tallédec, est une préoccupation des habitants et des habitantes. Ça a été rappelé par Madame Oppelt quand elle a évoqué que c'était une première des libertés, et je le formule en ces termes : la sécurité, c'est également un besoin fondamental. Sans la sécurité, c'est le bien-être de la personne qui est atteint et sa capacité à vivre en société.

La position du Groupe écologiste et citoyen est qu'à l'échelle métropolitaine, il nous faut une politique de sécurité et de prévention fondée sur la proximité, sur une police qui protège, au service de tous et particulièrement des plus fragiles, car ce sont souvent les premières victimes de l'insécurité, ce sont souvent eux qui vivent l'insécurité au quotidien.

Cette réflexion métropolitaine sur la sécurité ne peut faire l'économie d'une analyse de ce qui se passe au niveau national, notamment parce que régulièrement il y a des discours, on vient d'en avoir finalement une illustration à l'échelle locale, un peu enflammés sur ces questions de sécurité, et quelque chose qui nous agace profondément c'est cette espèce de culture de la surenchère répressive dans les discours. Tel ministre de l'Intérieur va notamment réclamer une réponse forte et une réponse exemplaire. J'attends le jour où le ministre réclamera une réponse faible et complètement arbitraire. Mais derrière ces termes-là finalement, on voit le côté assez discursif finalement sur une logique de communication uniquement.

Et en arrière-plan de ce discours centré sur la répression, l'État se décharge parfois de ses responsabilités, notamment sur les Communes et sur les Intercommunalités. Madame Oppelt a rappelé qu'il manquait de moyens pour la police métropolitaine des transports, certes c'est possible, tout à fait, pourquoi pas ? Mais je vais prendre un exemple que je connais un peu mieux. Sur le périmètre d'intervention de la gendarmerie du Pellerin, en 15 ans il y a eu beaucoup plus d'habitants, par contre les effectifs de la gendarmerie, eux, ont stagné. Ils n'ont pas bougé. Et de ce point de vue-là, on a bien un discours grandiloquent sur : « Il faut plus d'effectifs, etc. » Concrètement, on ne les a pas forcément, ces moyens humains.

Donc gardons le cap d'une réponse locale. Agissons en nous appuyant sur la prévention de l'insécurité, notamment car nous savons que l'insécurité naît de l'exclusion, de l'absence d'emploi, de la précarité, du délitement du lien social, et bien sûr parfois la sanction est nécessaire, mais gardons en tête qu'elle est toujours un échec de la puissance publique, échec de ne pas avoir su organiser des conditions de vie dignes des citoyens.

Alors organisons les conditions de la sécurité par le logement, par l'emploi, par l'éducation et parfois, parfois quand cela s'avère nécessaire, sanctionnons, mais pas d'une sanction qui serait sévère, qui serait forte, en fait d'une sanction qui serait juste – parce que si la sanction n'est pas juste, c'est qu'elle n'a pas de sens. Merci pour votre écoute. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Monsieur Kabbaj. »

M. Kabbaj : « Merci Madame la Présidente. Chers collègues, cette délibération nous permet d'aborder ici une préoccupation importante de nos concitoyens, comme l'ont déjà souligné mes collègues, à savoir la tranquillité publique et la sécurité. Qu'il s'agisse d'un sentiment d'insécurité qui enfle ou bien d'une multiplication d'actes délictueux, nous savons qu'ils ont des conséquences sur le quotidien des habitants.

Face à cette situation, certains se frottent les mains et instrumentalisent les peurs à des fins politiques sur fond de fuite en avant dans la répression. D'autres font le choix de rechercher des protections durables, insistant sur la prévention des actes de délinquance, tout en cherchant à définir des outils de sanction justes et efficaces. C'est ce qui nous guide au travers de la création du CISPD.

En effet, lutter contre le sentiment d'insécurité comme l'insécurité suppose d'abord d'établir le dialogue, de partager l'information sur la réalité des faits. C'est vrai à l'échelle d'une commune ou d'un quartier. À Rezé, nous avons par exemple établi le cadre d'une concertation citoyenne pour travailler ces questions et formuler des propositions. C'est vrai également à un autre niveau, entre les institutions et les acteurs engagés dans ce champ, qui ont tout intérêt à échanger, partager, coordonner leurs efforts.

Établir une instance à l'échelle de la Métropole est une évidence. Nous savons que nos Communes connaissent des problématiques communes, sont touchées par des phénomènes de même nature, voire liés entre eux. Les solutions efficaces doivent donc être recherchées à un niveau qui permet de saisir la globalité des problèmes et l'ensemble des intervenants.

Notre groupe approuve donc cette création. Nous voulons y voir un point de départ, l'opportunité de renforcer la sécurité de nos concitoyens sans verser dans la surenchère sécuritaire. Si nous attendons beaucoup du CISPD, nous serons attentifs à ce qu'il ne soit pas un échelon supplémentaire. Nous avons besoin de perspectives nouvelles, de moyens supplémentaires et efficacement mobilisés. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Anthony Berthelot. »

M. Berthelot : « Oui, je n'avais pas prévu initialement de prendre la parole, mais au regard de tout ce qui a été dit, en premier lieu je souhaitais déjà remercier Denis Tallédec et les équipes pour vraiment le travail collaboratif et collectif avec l'ensemble des Communes sur ce sujet, car on a pu tous collectivement amener nos problématiques de territoire au sein de ces échanges, ce qui a pu capitaliser pour cette délibération.

Derrière, moi ce que je trouve intéressant dans ce CISPDP, c'est le fait de faire commun. Parce que la délinquance est plurielle. Je pense aux violences intrafamiliales, je pense à tous ces sujets qui parfois touchent nos territoires mais pas forcément dans les mêmes volumes, et que collectivement des actions puissent être portées sur des territoires plus grands et avoir un écho ou des effets sur nos territoires plus faibles – je pense à Citad'elles ou d'autres structures qui ont une résonance plus large que là où elles sont installées. Et si on peut démultiplier ça au sein de ce CISPDP, je pense qu'on aura gagné.

En revanche, ce que je ne veux pas – et ça a été dit par plusieurs d'entre nous –, c'est que ce CISPDP soit la jambe de bois des insuffisances de l'État. C'est-à-dire qu'il est hors de question qu'à travers ça, on cherche des solutions au manque d'effectifs sur nos territoires. Il y a eu des solutions qui ont été trouvées jusque-là, peut-être pas encore suffisantes sur le territoire nantais, mais sur les zones gendarmerie c'est la catastrophe, au point où ils sont en train de rationaliser leur présence sur les territoires avec des formules de probabilité, de savoir où est-ce qu'il y a le plus d'incidents pour savoir où est-ce qu'on va agir. Ça devient catastrophique.

Donc oui à un CISPDP et de mettre en action les forces vives de nos Communes dans ce qui nous concerne. En revanche, la fonction régaliennne de l'État doit s'appliquer sur tous les territoires car chaque habitant de notre métropole a le droit, comme chaque habitant en France, d'être en sécurité, et ça, c'est bien la compétence de l'État. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Oui, je crois qu'on va tous être d'accord pour voter cette constitution donc je suis très content et voilà, on discute et on ergote sur la sémantique, je crois qu'on devrait être tous très clairs. "La police tue.", c'est une connerie et tous ceux qui le disent se disqualifient. C'est tout. Voilà, on ne va pas y passer la nuit. Celui qui l'a dit, il assume ses propos et ceux qui le soutiennent assument leur soutien, mais c'est une connerie.

La question du sentiment d'insécurité, moi je l'entends dans la bouche qui revient de certains... Nous les maires, on sait. Il n'y a pas que des sentiments d'insécurité. Il y a aussi l'insécurité du quotidien. Alors parfois, oui, elle n'est que matérielle. Parfois, oui, elle ne touche que des biens matériels et pas des personnes ou des gens, et c'est tant mieux. Mais il y a une insécurité qui grandit. Donc on doit se responsabiliser sur cette question.

Et puis enfin, j'invite mon collègue Anthony Berthelot à se rapprocher des services du commandement de la gendarmerie parce qu'au contraire la BGE, au contraire c'est pour avoir plus de rondes et plus de gendarmes sur nos communes, notamment pour être plus rapides sur les interventions.

Donc je le dis, soutien vraiment très fort à nos forces de sécurité publiques et civiles. Je vous remercie Madame la Présidente, en tant qu'administrateur du SDIS, d'avoir bien voulu rappeler aussi que les pompiers, les sapeurs-pompiers étaient parfois dans des situations qui les mettaient en danger, et j'invite les uns et les autres à évidemment continuer leur soutien vers nos forces de sécurité publiques et civiles. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Denis Tallédec. »

M. Tallédec : « Bien. Je vais essayer d'éclaircir certaines questions.

Tout d'abord, on voit qu'on est sur un sujet aigu, en tout cas qui touche la quotidienneté à la fois des habitants mais aussi des élus que nous sommes sur le territoire nantais, face à des phénomènes, je le redis, qui ne sont pas que nantais, qui sont métropolitains, à l'échelle nationale et européenne et internationale, et je pense justement c'est tout l'objet de ce CISPDP : à la fois avoir une approche où il faut raison garder, objectiver les faits, travailler sur des faits, mais aussi le sentiment d'insécurité, je le redis, je l'ai dit en avant-propos, et ça me semble éminemment important.

Et d'ailleurs, la volonté des 24 Communes, des élus qui étaient présents, était de travailler sur un outil opératoire. Je le redis pour la cinquième fois : outil opératoire au service des Communes et de la population, et surtout des acteurs en matière de sécurité et de prévention de la délinquance. Pour répondre à Madame Oppelt, sur à la fois l'organisation et la régularité, vous voyez qu'il y a quatre niveaux d'instance. La plénière doit se réunir, et ça de toute manière c'est réglementaire, au moins une fois par an pour faire le bilan des travaux du CISPD. Les différents groupes de travail se réuniront à géométrie variable en fonction des différentes thématiques portées. Il y aura notamment, pour compléter le propos, en effet un travail sur la question judiciaire avec le procureur président du tribunal, et notamment je pense sur les questions des peines dites "alternatives", dont on pourrait requalifier le propos – ça voudrait dire que la seule peine unique à la base étant l'incarcération, les peines alternatives portent sur les travaux d'intérêt général et le travail non rémunéré en la matière, et il faut que les collectivités soient présentes pour répondre à ces enjeux, l'ambition étant de travailler sur le bassin de vie en lien avec les tribunaux.

Sur la question par exemple des représentants de la SEMITAN, bien entendu qu'ils seront invités ainsi que l'ensemble des acteurs concernés par ces sujets à l'échelle métropolitaine.

Mais je voudrais préciser le propos parce qu'encore une fois, on ne peut pas déformer les choses. Peut-être que certains estiment que la PMTC devrait avoir des effectifs supérieurs, mais la réponse de la PMTC est une des réponses en matière de sécurité dans les transports publics qui vient compléter les dispositifs de gendarmerie existants, les dispositifs de police nationale existants, en complément avec la police municipale.

Et, je le rappelle, nous sommes la première Métropole, jusqu'à présent la seule pour autant, à avoir créé une police métropolitaine des transports. Ce n'est pas neutre. Ça montre la volonté de la Métropole de répondre à des enjeux de ce type. Donc ne minorons pas l'action aussi des élus que nous sommes pour répondre à ces enjeux.

Enfin, je pense qu'il est important de se dire qu'en effet, il ne s'agit pas d'opposer les choses mais bien entendu d'organiser les complémentarités des interventions communales, et de ne pas construire une nouvelle couche au millefeuille administratif. Je disais dans mon propos liminaire qu'il s'agissait de travailler dans une approche de subsidiarité. On voit bien que par exemple travailler sur le bloc métropolitain – à la fois sur la PMTC, sur le CSU, mais aussi sur d'autres questions qui ont des portées métropolitaines – est complètement judicieux et vient ramener une plus-value.

Donc non à un étage supplémentaire au millefeuille administratif, et oui à un outil opératoire à géométrie variable qui ne fixe pas son fonctionnement dans le marbre, mais qui se dit vivant et qui sera à l'image de l'ensemble des Communes et des enjeux qu'on doit relever en la matière. Merci. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – prend acte de la création du Conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance de Nantes Métropole conformément à l'article L132-13 du code de la sécurité intérieure,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme Oger présente le dossier suivant :

DG Cohésion Sociale
Département Prévention et Solidarités
Mission territoire de longévité

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

08 – « Métropole Nantaise : Territoire de Longévité » – Création d'un Groupement de Coordination Sociale et Médico-Sociale – Convention constitutive – Approbation

Exposé

En France, le vieillissement de la population est l'un des défis majeurs du XXIème siècle.

Le territoire métropolitain n'échappe pas à cet enjeu. En effet, la population métropolitaine de 65 ans et plus va passer de 97 000 en 2014 à 140 000 en 2030 et 176 000 en 2050 (source : Insee). Cette augmentation va entraîner une augmentation mécanique du nombre de personnes âgées dépendantes sur le territoire (+ 10 % en 2030 soit 16 200 personnes), associée à une augmentation des maladies chroniques.

Ce vieillissement se traduit par un allongement de vie, et s'accompagne d'un souhait grandissant des personnes de vieillir à domicile le plus longtemps possible.

En parallèle, des changements sociétaux majeurs sont en cours, notamment avec une médecine de ville en pleine évolution qui va se traduire par un accès moins fluide aux professionnels de santé (– 30 % de médecins généralistes) et des modifications culturelles (diminution de disponibilité et de permanence, choix d'exercice vers une spécialisation).

Ces évolutions impactent directement les services sanitaires et médico-sociaux du territoire et imposent la mise en œuvre de nouvelles modalités d'accompagnement des parcours, s'inscrivant dans une logique d'adaptation de la société au défi de la longévité.

En ce sens, le CHU de Nantes a engagé une réflexion stratégique pour adapter la prise en charge des personnes âgées. Le CHU de Nantes a l'ambition de répondre au double enjeu d'un centre de recours de niveau national et d'être l'hôpital public de tous les habitants de la métropole nantaise. C'est pour cette raison qu'il a œuvré dans le domaine de la gériatrie pour s'associer et aider à la création de la Maison des aidants et de la Méthode d'Action pour l'Intégration des services d'Aide et de soins (MAIA) du CCAS de la Ville de Nantes, par exemple. En 2021, il a fait le choix de demander, dans le cadre du transfert du site sur l'île de Nantes, de créer 140 lits de court-séjour orientés vers les pathologies de vieillissement. Le soutien du pôle de gériatrie à l'ensemble des établissements médico-sociaux du territoire, pendant la crise sanitaire, a conduit à la création d'une équipe mobile territoriale de gériatrie sur la métropole.

De son côté, la Métropole a élaboré, dans le cadre d'un processus collaboratif, une feuille de route longévité métropolitaine stratégique et opérationnelle en y intégrant le parcours de vie comme levier de l'action publique. Ce document est le fruit d'une année de travail de coconstruction avec les 24 communes, les acteurs engagés et les services de Nantes Métropole pour répondre aux enjeux de transition démographique et d'accompagnement des seniors dans la diversité de leurs âges et besoins.

Quant à la Ville de Nantes, elle déploie, via son CCAS, une démarche à 360° (méthodologie Ville Amie des Aînés en agissant sur l'habitat, les services de santé et sociaux, l'accès à la culture, les sports, les loisirs, en luttant contre l'isolement...) afin de créer les conditions d'un territoire bienveillant en direction des seniors. En outre, le CCAS de la Ville de Nantes porte de très nombreux outils en faveur de la prévention et de la prise en charge des seniors et des personnes âgées (CLIC, service de portage de repas, restaurants intergénérationnels. EHPAD, Résidence Autonomie, accueil de jour...)

Ainsi, pour anticiper et être en capacité de faire face aux évolutions de la demande, du vieillissement, de la perte d'autonomie et améliorer ainsi la qualité d'accompagnement des personnes et favoriser des parcours de vie les plus inclusifs, le CHU de Nantes, la Métropole de Nantes et le CCAS de la Ville de Nantes, forts d'un partenariat ancien et des valeurs qui les unissent, proposent de créer un Groupement de Coopération Sociale et Médico-sociale (GCSMS). Ce groupement doit favoriser une synergie commune décloisonnant l'activité sanitaire et les missions d'accompagnement social et médico-social, de lien social, de prévention de la perte d'autonomie mises en œuvre par chacune des parties prenantes et, par extension par l'ensemble des acteurs du territoire qui seront invités à rejoindre le groupement, y compris les communes (directement ou via leur CCAS ou les CLIC – Centre Local d'Information et de Coordination).

La création de ce GCSMS est une première étape qui vient poser les bases de cette ambition et qui s'inscrit dans les engagements de la feuille de route longévité métropolitaine approuvée au Conseil métropolitain du 10 décembre 2021, parmi lesquels la Métropole s'engage à « favoriser les liens entre les acteurs du sanitaire et les acteurs du social et médico-social via la création d'un GCSMS métropolitain « territoire de longévité » avec le CHU et le CCAS de Nantes. »

Le GCSMS proposé est une personne morale de droit public. Il représente ainsi un cadre de coopération structuré et identifié dans le paysage institutionnel, et a vocation à traduire une coopération plus intégrée entre ses membres, que celle pouvant résulter d'une convention de partenariat.

La création de ce groupement permet de réaffirmer des valeurs partagées entre chacune des parties prenantes par la mise en commun d'une stratégie d'action et de services décloisonnant l'activité du sanitaire et les missions d'accompagnement du médico-social et du social dans une logique de parcours de vie. Ce groupement permet d'apporter des réponses pour faciliter l'accompagnement des personnes âgées vivant à leur domicile, en amont comme en aval de la prise en charge (par exemple : fluidifier les maillons de prise en charge du domicile vers l'hôpital puis la sécurisation du retour à domicile). Ce groupement a pour objectif de bénéficier aux 147 000 personnes de plus de 60 ans du territoire métropolitain dont environ 53 000 personnes de plus de 75 ans qui souhaitent vieillir le plus longtemps possible à domicile et en particulier les personnes les plus fragiles (4 000 bénéficiaires de l'APA domicile sur le territoire métropolitain en avril 2022).

Le groupement permettra également d'engager chacune des parties prenantes sur des ambitions partagées visant à proposer et construire une meilleure adaptation à l'évolution des besoins, à favoriser la coordination et la complémentarité des prises en charge et accompagnements de la personne ainsi que garantir leur continuité.

Le groupement doit également permettre de renforcer les coopérations autour de nouveaux dispositifs, portés par l'une ou l'autre des parties (comme par exemple l'équipe mobile gériatrique territoriale, plateforme gérontologique métropolitaine, « Divadom » – Dispositif de vie à domicile...).

Objet et fonctionnement du GCSMS « Métropole nantaise : Territoire de longévité »

L'objet et le fonctionnement du GCSMS sont précisément prévus dans la convention constitutive en annexe de la présente délibération,

Le groupement aura notamment pour objet principal d'être un espace de coopération et de coordination stratégique et opérationnel concourant à la structuration d'une filière gérontologique sur le territoire de la Métropole, d'améliorer l'accompagnement des parcours des personnes âgées et de favoriser le plus en amont possible la prise en charge des situations par une politique de prévention, de mettre en réseau les acteurs sanitaires et médico-sociaux du territoire métropolitain concourant aux parcours de santé, principalement en gériatrie et gérontologie, et animer ce réseau.

Par son action, le groupement s'inscrira dans les orientations du Programme Régional de Santé piloté par l'ARS et de l'Engagement « agir pour bien vieillir » du Conseil Départemental de Loire-Atlantique.

Concernant la gouvernance du groupement, il est dirigé par une assemblée générale, et administré par un administrateur.

L'assemblée générale est composée des représentants des membres. Il est prévu que chacun des trois membres dits « fondateurs » : le CHU de Nantes, Nantes Métropole et le CCAS de la Ville de Nantes nomme un représentant titulaire et un représentant suppléant.

L'administrateur est nommé pour un mandat de trois ans, parmi les représentants des membres fondateurs. Il assure l'administration et la gestion courante du groupement.

Un comité de suivi sera mis en place, chargé d'assister l'administrateur dans ses travaux.

Les droits de vote au sein de l'assemblée générale sont répartis proportionnellement aux apports en capital du groupement. Il est prévu que le groupement soit constitué d'un capital initial de 12 000 €, avec une participation égale des trois membres fondateurs, à hauteur de 4 000 euros chacun.

L'attribution des droits sociaux au jour de la signature sera donc la suivante :

- Nantes Métropole : 40 droits de vote
- CCAS de la Ville de Nantes : 40 droits de vote
- CHU de Nantes : 40 droits de vote.

Le total des droits sociaux et leur répartition entre les membres peuvent évoluer en cas de modification du capital ou en cas de modification de la convention constitutive prévoyant l'admission, le retrait ou l'exclusion de membres. Néanmoins, afin de sécuriser le fonctionnement du groupement, il est prévu que les membres fondateurs continuent de disposer ensemble de la majorité plus un, des droits sociaux de l'assemblée générale.

Le groupement pourra être employeur, mais il sera privilégié la mise à disposition des moyens humains nécessaires à son bon fonctionnement. Les personnels mis à disposition du groupement restent régis, selon le cas par leur contrat de travail, par la convention ou l'accord collectif de travail ou par le statut qui leur sont applicables. Le besoin en personnel pour le fonctionnement du groupement est estimé à 0,5 emploi temps plein.

Les charges de fonctionnement sont réparties entre les membres fondateurs dans les conditions qui seront définies dans le règlement intérieur.

Sur le plan budgétaire, et conformément à l'article R312-194-16 1° du CASF, les dispositions budgétaires et comptables applicables au groupement sont celles applicables aux établissements publics sociaux et médico-sociaux fixées aux articles R. 314-64 à R. 314-74 du même code. Ainsi, la structuration budgétaire adéquate sera mise en place, mais il est précisé que les flux financiers seront réduits au minimum nécessaire au bon fonctionnement du groupement.

Selon l'exposé ci-dessus, il vous est proposé de délibérer sur le principe de création du Groupement de Coordination Sociale et Médico-Sociale « Métropole Nantaise : Territoire de Longévité ». Le projet de convention constitutive est annexé à la présente délibération.

M^{me} Oger : « Bonjour à tous, chers collègues. Je vous prie tout d'abord d'excuser Élisabeth Lefranc qui a été rattrapée, comme beaucoup en ce moment pendant cette période, par le COVID, et donc je vais vous présenter une délibération sur la création d'un groupement de coordination sociale et médico-sociale.

En effet en France, le vieillissement de la population est l'un des défis majeurs du XXI^e siècle ; la Métropole n'échappe pas à cet enjeu. La population métropolitaine de plus de 65 ans était de 97 000 en 2014. Elle sera en 2030 de 140 000. Et nous voyons bien qu'avec cette augmentation de la population des plus de 65 ans, nous allons avoir une augmentation mécanique de personnes âgées dépendantes sur le territoire, associée à une augmentation des maladies chroniques.

Ce vieillissement se traduit par un allongement de la vie, s'accompagne d'un souhait grandissant des personnes de vieillir à domicile le plus longtemps possible. Par ailleurs nous avons tous constaté une médecine de ville en pleine évolution qui va se traduire par un accès moins fluide aux professionnels de santé et avec des modifications déjà perceptibles dans les pratiques.

Ces évolutions impactent directement les services sanitaires et médico-sociaux du territoire et imposent la mise en œuvre de nouvelles modalités d'accompagnement des parcours, s'inscrivant dans une logique d'adaptation de la société aux défis de la longévité.

D'un côté le CHU de Nantes a engagé une réflexion stratégique pour adapter la prise en charge des personnes âgées, de l'autre la Métropole a élaboré dans le cadre d'un processus collaboratif une feuille de route longévité métropolitaine stratégique et opérationnelle, en y intégrant le parcours de vie comme levier de l'action publique.

Quant à la Ville de Nantes, elle déploie via son CCAS une démarche globale afin de créer les conditions d'un territoire bienveillant en direction des seniors, et porte de très nombreux outils en faveur de la prévention et de la prise en charge des seniors et des personnes âgées.

Ainsi, le CHU de Nantes, la Métropole et le CCAS de la Ville de Nantes proposent de créer un groupement de coopération sociale et médico-sociale. Alors pourquoi ? Tout d'abord pour réaffirmer les valeurs partagées entre les parties prenantes, pour décloisonner l'approche sanitaire, médico-sociale et sociale dans la prise en charge et l'accompagnement des personnes âgées, et puis d'innover, notamment par des réponses communes à des appels à projets, et donc de faciliter ainsi l'accompagnement des personnes âgées vivant à leur domicile et de bénéficier aux 147 000 personnes de plus de 60 ans sur le territoire métropolitain, et en particulier les personnes les plus fragiles, les bénéficiaires notamment de l'APA domicile.

Alors quels seraient les fonctions et l'objet de ce groupement ? Il a pour objet d'être un outil de structuration de la filière gérontologique, d'être également un espace de coopération et de coordination stratégique et opérationnelle des parcours de vie et de santé sur le territoire. Il sera là également pour améliorer l'accompagnement des parcours des personnes âgées, les maintiens à domicile ou les sorties d'hospitalisation par une politique de prévention, et permettra de mettre ainsi en réseau les acteurs sanitaires et médico-sociaux du territoire.

Quel intérêt pour les Communes ? L'intérêt pour les Communes, ce sera tout d'abord d'améliorer la qualité d'accompagnement des personnes et de favoriser les parcours de vie les plus inclusifs, de favoriser ensuite une synergie commune décloisonnant l'activité sanitaire et les missions d'accompagnement social et médico-social, de lien social, de prévention de la perte d'autonomie mise en œuvre sur l'ensemble du territoire métropolitain et par ou pour les communes à travers les dispositifs tels que le dispositif de vie à domicile, le dispositif d'Appui à la coordination 44 et son antenne métropolitaine, ou le Centre de ressources et d'expertise en aide technique, l'activité d'ergothérapeute à domicile et la Maison des aidants également. L'intérêt, ce sera aussi d'intégrer un cadre de coordination structuré et identifié dans le paysage institutionnel, notamment avec l'ARS et le Département de Loire-Atlantique, et de traduire une coopération plus intégrée entre ses membres et ses adhérents que celle pouvant résulter d'une convention de partenariat, par le biais notamment d'un dialogue privilégié avec le CHU et d'un portage collectif de sujets et de problématiques auprès des autorités compétentes. Et enfin, l'intérêt serait de rassembler et de développer des compétences entre acteurs permettant d'agir collectivement sur des sujets partagés.

Alors, ce groupement : les membres fondateurs sont le CHU de Nantes, le CCAS de la Ville de Nantes et Nantes Métropole. Sa gouvernance : il est dirigé par une Assemblée générale. Il est prévu que chacun des trois membres fondateurs dispose d'un représentant titulaire et d'un représentant suppléant. Il vous sera proposé de désigner comme représentant titulaire Elisabeth Lefranc, et moi-même en tant que suppléante. Un Comité de suivi sera mis en place. Les droits de vote au sein de l'Assemblée générale seront répartis proportionnellement aux apports en capacité du groupement, et l'attribution des droits sociaux sera répartie à parité entre les trois membres fondateurs.

La création effective de ce groupement se fera début 2023 après le passage dans les instances du CHU cet automne. Il vous est donc proposé d'approuver la création du groupement de coordination sociale et médico-sociale avec sa convention constitutive, et de désigner Elisabeth Lefranc en tant que titulaire et moi-même en tant que suppléante, dans la représentation au sein de cette Assemblée générale. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Oui, allez-y. »

M. Bouvais : « Merci Madame la Présidente. Lorsque Charles de Gaulle disait que la vieillesse est un naufrage au sujet de Philippe Pétain, il voulait certainement parler de la sénescence, mais nous devons aujourd'hui avoir un autre regard sur le vieillissement et la longévité qui intègre de nombreux éléments positifs dans notre société.

Cependant et comme le montre cette délibération, le vieillissement de la population métropolitaine va nous conduire à développer notre aide vis-à-vis d'un nombre croissant de personnes qui pourraient se retrouver progressivement dans une situation de dépendance, d'où l'intérêt de créer ce groupement qui permettra, vous l'avez dit, de mutualiser des dispositifs, des savoir-faire et des innovations.

Il me semble cependant que nous devons avoir à l'esprit deux points de vigilance. Le premier est avec la création de ce groupement de ne pas créer une structure trop lourde et éloignée des populations concernées. Le traitement de la dépendance suppose de la finesse et de la proximité bien adaptées à l'échelon communal.

Le second est la problématique du manque de vocation dans le secteur de l'aide à la personne. Il nous faut travailler avec l'ensemble des collectivités et l'État pour améliorer les conditions salariales et de travail des personnels en lien avec le maintien à domicile et les EHPAD. Nous devons aussi rendre ces métiers plus attrayants auprès de nos jeunes. Il y a là un chantier à mener pour faire découvrir ces métiers. Ce groupement doit donc se saisir de ce sujet car les professionnels le demandent et la pénurie actuelle le commande. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Isabelle Leray. »

M^{me} Leray : « Merci Madame la Présidente. Nous sommes bien entendu favorables à la création de ce groupement comme à tout ce qui permet une meilleure coordination des acteurs concernés par l'accompagnement de la longévité. Décloisonner les activités du sanitaire, du médico-social et du social est une excellente chose et ne peut que conduire à une meilleure prise en charge de nos aînés.

Ce groupement rassemble des institutions qui travaillaient ensemble de longue date, c'est entendu. Cependant, la question se pose de son évolution à terme. Vous le savez, et cela a été abordé tant en G24 qu'en Commission : certaines Communes ont fait part de leur souhait de pouvoir intégrer cette structure. Dès lors, nous voudrions savoir si cette ouverture est bien envisagée et, si oui, à quelle échéance. Une telle intégration des Communes volontaires conduirait également à s'interroger sur les modalités de fonctionnement du groupement, puisque le cadre posé par les partenaires fondateurs n'indique pas les conditions de cette ouverture. L'attente et l'intérêt sont pourtant connus et réels. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Martine Oger. »

M^{me} Oger : « Monsieur Bouvais, par rapport à vos points de vigilance, on ne peut que les partager, notamment sur le manque de vocation des personnels. Je pense qu'effectivement il y a un travail à faire par rapport à la formation de ces métiers, et ça devrait être un des axes je pense de travail du groupement.

Ensuite, Madame Leray, par rapport à l'ouverture aux Communes, alors j'ai peut-être oublié d'en parler, mais évidemment, je trouve ça plutôt rassurant que les Communes aient envie d'intégrer le groupement parce que ça rejoint ce que disait Monsieur Bouvais : à un moment donné, la proximité c'est au niveau aussi des Communes que ça se passe, et la prise en charge, elle se fera encore mieux et elle sera encore plus opérationnelle et optimale dès lors que les Communes seront associées. Donc évidemment, le groupement est ouvert à l'adhésion des Communes.

Après, les modalités de fonctionnement, je ne sais pas si vous avez vu dans le projet de convention mais il y a un projet de règlement intérieur qui déterminera effectivement les modalités pour que l'Assemblée générale fonctionne, avec les adhésions, mais moi je vous enjoins tout de suite à ce que les Communes qui sont volontaires se manifestent pour intégrer le groupement. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sauf demande contraire de votre part, je vous propose un vote ordinaire. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la création du Groupement de Coordination Sociale et Médico-Sociale « Métropole Nantaise : Territoire de Longévité » et la convention constitutive ci-afférente,

2– décide de ne pas recourir au vote à bulletins secrets pour la désignation et désigne Mme Elisabeth LEFRANC en qualité de titulaire et Mme Martine OGER, en qualité de suppléante pour représenter la Métropole au sein de l'assemblée générale du Groupement de Coordination Sociale et Médico-Sociale,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Fournier présente les dossiers suivants :

Direction générale Ressources
Département Finances, marchés et performance
Direction de la Commande publique

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

09 – Schéma de promotion des achats responsables (SPAR)

Exposé

Face aux défis majeurs du XXI^{ème} siècle, au premier rang desquels figure l'urgence climatique, Nantes Métropole doit continuer à jouer un rôle majeur pour que notre territoire et nos services publics soient à la hauteur des enjeux. C'est donc sans attendre que nous devons accompagner toujours plus fortement les grandes transitions sociales, environnementales, économiques actuellement à l'œuvre, en renforçant nos engagements, en accélérant notre action et en structurant plus efficacement notre stratégie.

Pour bâtir le modèle résilient dont nous avons besoin, la commande publique se révèle un levier puissant de changement au service de l'innovation, de l'emploi, des solidarités, du développement local de nouvelles filières plus respectueuses de la planète et des humains, de la biodiversité et de la santé environnementale.

Avec un peu plus de 500 millions d'euros annuels de dépenses, la commande publique est au cœur de la vie de notre territoire et de ses habitants :

- elle participe au développement et à la résilience de celui-ci,
- elle contribue à l'insertion des publics les plus éloignés de l'emploi,
- elle concrétise les évolutions sociétales à l'œuvre, égalité femmes-hommes, lutte contre les discriminations,
- elle impulse les changements nécessaires à la prise en compte de la transition écologique par les différents secteurs économiques avec lesquelles nous travaillons.

La commande publique contribue de manière dynamique à la mise en œuvre des objectifs de politiques publiques de ce mandat, notamment en matière de transition écologique et de justice sociale.

En cela, elle rejoint les préoccupations nationales qui se font de plus en plus prégnantes. Il existe désormais un corpus réglementaire qui vient directement impacter la manière dont nous achetons et ce que nous achetons :

- la loi du 17 août 2015 relative à la transition écologique et pour la croissance verte a introduit des dispositions visant à rénover les bâtiments pour économiser l'énergie, à développer les transports propres, l'économie circulaire, à lutter contre le gaspillage alimentaire ;

- la loi du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous, dite "EGalim", est venue fixée des objectifs à atteindre en matière d'achat de denrées alimentaires ;
- la loi du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGECE) impose désormais aux acheteurs l'intégration d'une part de produits issus du recyclage, du réemploi ou de la réutilisation dans leurs achats ;
- la loi climat du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets prévoit l'obligation pour les collectivités de prendre en compte la valeur environnementale des offres des candidats aux marchés publics ;
- la loi du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France intègre des obligations en matière d'achats numériques.

Afin de prendre en compte l'ensemble de ces obligations, le législateur a introduit l'obligation pour les collectivités les plus importantes (plus de 50 millions d'euros d'achat annuel) d'adopter un outil stratégique de planification des achats responsables : le schéma de promotion des achats socialement et écologiquement responsables. Ce schéma comporte des indicateurs précis, exprimés en nombre de contrats ou en valeur et publiés tous les deux ans, sur les taux réels d'achats publics relevant des catégories de l'achat socialement et écologiquement responsable parmi les achats publics réalisés par la collectivité. Il précise les objectifs cibles à atteindre pour chacune de ces catégories, notamment ceux relatifs aux achats réalisés auprès des entreprises solidaires d'utilité sociale ou auprès des entreprises employant des personnes défavorisées ou appartenant à des groupes vulnérables, d'autre part.

Il appartient donc à chaque collectivité réalisant un volume d'achat supérieur à 50 millions d'euros de s'en saisir pour en faire un outil de promotion des achats responsables.

À Nantes, un premier schéma a été adopté en 2017. Portant sur la période 2017 – 2021, il a permis d'engager une dynamique permettant l'intégration des différents enjeux du développement durable dans notre commande publique.

À l'issue de ce premier schéma, on estime aujourd'hui qu'un tiers de nos marchés publics intègre des considérations sociales ou environnementales qui vont au-delà des simples obligations réglementaires.

Le SPAR doit s'inscrire au cœur des quatre grandes orientations du mandat, qui sont les suivantes :

- répondre à l'urgence économique et sociale et promouvoir l'égalité ;
- transformer notre modèle de société et incarner une ville/métropole écologique ;
- affirmer un service public fort, toujours plus proche des citoyens et agir pour la sécurité des habitants ;
- conforter un dialogue citoyen de qualité, le renforcer au niveau métropolitain et développer le pouvoir d'agir des citoyens.

Afin d'assurer la mise en œuvre de ces priorités dans le cadre de la stratégie d'achat public de la collectivité, le SPAR est articulé autour des 8 enjeux suivants :

1. Agir pour un **environnement favorable à la santé**
2. Freiner et s'adapter au **changement climatique**
3. Favoriser une **gestion économe des ressources**
4. Améliorer la **qualité de l'alimentation**
5. Protéger et restaurer la **nature et la biodiversité**
6. Développer l'**emploi, l'insertion professionnelle et l'économie responsable**
7. Lutter **contre les discriminations et promouvoir l'égalité**
8. Engager une **démarche numérique responsable**

Ces 8 axes se déclinent à travers des actions opérationnelles pour l'ensemble des politiques publiques menées par Nantes Métropole. Différentes actions significatives peuvent déjà être mentionnées :

- le développement d'installations de production d'électricité renouvelable, soit au travers des achats d'électricité en consacrant un lot aux sources renouvelables, soit en intégrant dans ses projets de construction des installations photovoltaïques ;

- les achats de bois, qu'il s'agisse de marchés de bois fourniture ou de marchés de travaux impliquant : le bois est exigé issu de filières de production garantissant un mode de gestion durable des forêts, labels à l'appui ;
- les peintures intérieures, les produits d'entretien et le mobilier, et leurs enjeux en matière de santé : la commande publique est mobilisée pour accompagner les initiatives allant dans le sens d'une meilleure qualité de l'air intérieur, en particulier dans les établissements recevant du public sensible ;
- l'achat de denrées alimentaires, avec des enjeux tant en termes de santé, de protection de l'environnement, que dans une perspective de développement local et d'autonomie alimentaire, tels que portés dans le plan alimentaire territorial ;
- un travail est mené pour supprimer les plastiques dans les usages alimentaires, les articles à usage unique tels les gobelets jetables des distributeurs ;
- enfin, la clause d'insertion intégrée dans nos marchés génère en moyenne 300 000 heures par an consacrées à l'insertion des publics éloignés de l'emploi.

En lien avec les objectifs de la loi Climat Résilience, il s'agira, à travers le déploiement du Schéma de promotion des achats responsables, de faire en sorte que 100 % de nos marchés intègrent une préoccupation sociale ou environnementale avant 2026.

Enfin, dans la mesure où le schéma de promotion des achats responsables décline notre stratégie achat, sont arrêtés les principes d'action suivants pour nos achats :

1. La redevabilité : il s'agit d'élaborer une feuille de route annuelle, de procéder à l'évaluation in itinere du SPAR et de présenter les résultats au bureau municipal de la ville de Nantes et à l'exécutif métropolitain de Nantes Métropole une fois par an. La redevabilité concrétise également les engagements du mandat autour du dialogue citoyen.

2. La transparence en matière d'achat : c'est l'un des principes cardinaux de la commande publique. La transparence peut être prescrite par les textes, elle peut aussi être volontaire : publication des données essentielles de la commande publique et de la programmation annuelle des achats.

3. Le comportement éthique de l'acheteur : la stratégie du bon achat repose sur le dialogue entre l'acheteur et les soumissionnaires potentiels. Il permet d'identifier les différentes solutions existants sur un marché, de faire connaître son besoin. Le sourcing mis en œuvre par les collectivités est une démonstration de la maturité de la fonction achat. Sa généralisation nécessite de poser un cadre d'échange sécurisé. La confiance est l'une des clés du succès d'une démarche achat. Pour ce faire, elle nécessite de se doter de règles déontologiques sur lesquelles l'acheteur et le soumissionnaire peuvent éventuellement s'appuyer. La collectivité s'est dotée de règles déontologiques en partie transposables à la fonction achat et qui constituent un premier socle permettant de garantir le comportement éthique de l'acheteur.

4. Le respect des intérêts des participants : celui-ci repose notamment sur la confidentialité des informations transmises. C'est une règle déontologique. Il s'appuie également sur le principe de loyauté des relations contractuelles et le respect des partenaires commerciaux des collectivités qui veillent à se comporter en donneurs d'ordre responsables et évitent toute attitude prédatrice (intégration des clauses de révision de prix, etc.).

5. La mutualisation : le SPAR, par l'ampleur des modifications économiques et sociales qu'il entend porter, ne peut être l'instrument d'une organisation. Il est avant tout la stratégie d'un territoire. Il ne peut donc se concevoir sans que ne soit pris en compte l'impact qu'il aura sur l'écosystème auquel il s'adresse. Dans ce cadre, le SPAR est aussi un outil de coopération et de mutualisation dans le respect du marqueur portant sur l'alliance des territoires.

6. L'innovation : ainsi qu'il a été dit, l'ampleur des changements économiques et sociaux susceptible d'être impulsée par le SPAR nécessitera pour les acheteurs d'être à l'écoute de solutions innovantes dans le respect des règles de la commande publique.

Leur mise en œuvre permettra de déployer une stratégie d'achat durable, respectueuse des intérêts des parties prenantes, engagée dans l'accomplissement des objectifs du mandat.

M. Fournier : « Madame la Présidente, chers collègues, nous votons aujourd'hui le deuxième Schéma de Promotion des Achats Responsables de Nantes Métropole, un outil réglementaire certes depuis 2015, mais également une opportunité d'aller plus loin dans ce que peuvent représenter nos achats (je rappelle : 3 milliards d'euros sur le présent mandat, dans l'économie du territoire) et de contribuer, de faire notre part de cette bascule de cette économie dans la transition écologique et sociale que nous souhaitons tous.

Alors, aller plus loin c'est aller plus loin en inscrivant donc des valeurs sociales, environnementales, via des clauses dans nos marchés publics. Je rappelle qu'on a environ 1 300 consultations chaque année et donc notre objectif dans le mandat c'est d'aller vers 100 % de ces marchés dits "clausés".

Aller plus loin, c'est également utiliser la mécanique du Code des marchés publics et tous ses leviers – il y en a quand même – pour contribuer au développement des acteurs économiques et sociaux de nos territoires. Je rappelle que plus des deux tiers de nos marchés sont attribués à des entreprises de Loire-Atlantique.

Aller plus loin dans l'insertion des personnes éloignées de l'emploi, qu'elles soient jeunes et moins jeunes, via les clauses d'insertion que nous devons accentuer et féminiser notamment.

Et aller plus loin également dans les axes stratégiques en en développant de nouveaux par rapport au précédent SPAR. Et permettez-moi un instant de saluer le travail de notre collègue André Sobczak qui a animé le premier SPAR de 2017, mais surtout qui a incarné au cours de la précédente décennie au niveau national le long combat pour la critérisation RSE dans les marchés publics, mettant en musique à l'époque cette invitation faite à la collectivité par les entreprises du territoire en 2010 à accompagner leurs engagements sociaux et environnementaux, la plateforme RSE en étant l'un des outils également. Merci André pour le chemin tracé.

Alors je disais : de nouveaux axes de travail car ce SPAR comprend de nouveaux sujets. La prise en compte de la santé environnementale, on en a débattu il y a quelques instants, dans nos marchés pour traduire notre engagement à lutter contre l'exposition aux pesticides, aux perturbateurs endocriniens, dans notre eau, notre air, notre sol, notre alimentation, et également prendre la partie marché public du plan d'action, du PAQAM présenté par Tristan Riom tout à l'heure.

Autre axe nouveau : protéger et restaurer la nature et la biodiversité avec notamment des approfondissements sur ces sujets dans nos relations avec les entreprises de travaux publics – j'y reviendrai dans un instant –, le numérique responsable pour traduire des principes forts : la souveraineté, la réparation, le réemploi, l'innovation, l'écoconception dans nos achats de matériel et de services numériques. Et aller plus loin dans la mobilisation de nos services dont nous parlons dans le chapitre gouvernance politique et technique, c'est la page 7, pour ceux qui sont encore avec moi – et je les salue.

Notre Direction de la commande publique, le service achats, le service insertion et emploi, tous nos acheteurs dans les différentes Directions, évidemment les personnes dans les cellules de gestion qui suivent l'exécution des marchés, c'est un gros challenge, l'exécution des marchés, notamment quand on introduit des exigences environnementales et sociales. Également les acheteurs de nos Communes, chers collègues et chers maires, qui sont également concernés par ces pratiques, car il est un principe affiché dans ce SPAR : un des principes, c'est la mutualisation.

Développer une pratique collective de savoir, partager nos pratiques, nos résultats, nos expertises, partager notre sourcing, nos clausiers avec les acheteurs publics des communes qui ont développé des pratiques remarquables de leur côté et également inspirantes pour tous, je pense notamment dans les achats alimentaires de proximité.

Aller plus loin en assumant clairement – et c'est le cas avec ce SPAR – que la commande publique est un levier de transformation de notre territoire, une invitation à tous nos acteurs économiques et sociaux à "bifurquer", pour reprendre le mot de feu Bernard Stiegler.

Ce SPAR, enfin, c'est notre stratégie pour un territoire contributif qui partage sa valeur, ses valeurs, au bénéfice des travailleurs et des habitants. Je vous remercie pour votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Marie-Annick Benâtre. »

M^{me} Benâtre : « Madame la Présidente, chers collègues, avec le précédent Schéma de Promotion des Achats socialement et écologiquement responsables, pour le tiers des marchés publics on est arrivés à intégrer une clause environnementale ou sociale. En adaptant ce nouveau SPAR visant à ce que l'ensemble des marchés intègrent cette préoccupation d'ici 2026, Nantes Métropole manifeste un volontarisme à la hauteur des enjeux du territoire. Ces enjeux identifiés concernent la transition écologique, les problématiques socio-économiques, sanitaires, l'égalité entre les femmes et les hommes, la lutte contre les discriminations, ou encore l'inclusion des personnes handicapées dans le monde du travail.

Pour la métropole nantaise, la commande publique représente 1 300 marchés publics pour un total de 530 millions d'euros. C'est donc un outil puissant et utile pour la transformation sociale et écologique du territoire. L'incitation aux entreprises partenaires à embrasser un comportement vertueux en sera d'autant plus bénéfique.

En effet, ce schéma devrait générer des changements de comportement à grande échelle sur les achats de la collectivité et elle tendra à une économie moins attentive à ses bénéficiaires à court terme qu'aux enjeux sociaux et écologiques rappelés.

Le Schéma de Promotion des Achats Responsables démontre ici un véritable souci d'exemplarité à l'égard de l'ensemble des acteurs du territoire. Par ailleurs, le Groupe communiste appuie les principes d'action qui régissent de l'ensemble de la démarche, à savoir la redevabilité quant aux engagements pris, la transparence à l'égard des citoyens, la prise en compte des comportements des partenaires et de leurs intérêts, la recherche de mutualisation et de coopération entre les partenaires et entre les territoires, ainsi que l'attention portée à l'innovation.

Ces principes sont la garantie de voir la commande publique porter au mieux les transformations voulues. Je vous en remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Louise Vialard. »

M^{me} Vialard : « Merci Madame la Présidente. Mes chers collègues, nous avons eu l'occasion de voter ce SPAR en Conseil municipal la semaine dernière et je suis vraiment ravie de pouvoir à nouveau prendre la parole pour souligner à quel point ce Schéma de Promotion des Achats Responsables est capital. J'ai eu l'occasion, et je le redis à nouveau, de remercier mon collègue Hervé Fournier dans son travail de transversalité et de minutie, et je souhaite à nouveau remercier le travail des services qui ont dû faire preuve de beaucoup d'imagination et d'esprit d'innovation pour transformer chaque détail technique et juridique en concrétisation de nos politiques publiques, qui est palpable pour les acteurs et les actrices du territoire.

En avril dernier, le GIEC a appelé à des mesures immédiates et dans tous les secteurs de l'économie pour garantir un avenir viable. C'est-à-dire qu'il faut drastiquement réduire les émissions de gaz à effet de serre, et ce dans un temps record. En tant que citoyennes ou citoyens, nous pourrions toujours trier nos déchets, éteindre la lumière ou acheter bio et local : nos actes ne raisonneront que lorsque nous amènerons les entreprises et l'industrie à transformer leur modèle en profondeur.

En tant que collectivité et pouvoir public, nous avons la responsabilité et l'outil pour accompagner tous les secteurs économiques en ce sens. Nous ne pouvons pas concevoir une politique publique ambitieuse si nous ne donnons pas l'exemple. Je salue donc l'ambition de ce projet qui reflète notre désir d'exemplarité, car je crois profondément que lorsqu'on s'engage sur un programme politique, on dit ce qu'on fait, on fait ce qu'on dit. Je crois aussi que nous ne pouvons pas concevoir une politique climatique offensive sans accompagner les actrices et acteurs économiques de notre territoire vers ce changement, vers la résilience, et je crois que nous ne pouvons pas concevoir une politique de justice sociale, de diversité, d'égalité femmes-hommes, d'accès à l'emploi si nous n'accompagnons pas les actrices et acteurs du territoire à montrer l'exemple.

Donc la commande publique, c'est 10 % de notre PIB national, et sur la métropole nantaise, comme Hervé l'a souligné, c'est 3 milliards d'euros. C'est donc une arme puissante, on l'a évoqué à maintes reprises, pour faire bouger les lignes et transformer en profondeur nos modèles économiques.

3 milliards d'euros sur le mandat, ça veut dire 3 milliards pour encourager les entreprises qui font la différence, qui développent le faire autrement. C'est 3 milliards d'euros pour l'écologie et pour l'insertion sociale, pour l'égalité femmes-hommes et pour la diversité.

Pour ma part et plus personnellement – car c'est un point qui m'est cher en tant qu'élue au numérique responsable à la Ville de Nantes –, je ne peux donc que me réjouir de voir le numérique responsable intégrer les grands enjeux de ce SPAR. Je le souligne à nouveau : il sera essentiel d'impulser le changement sur notre territoire mais également montrer l'exemple au niveau national pour structurer les filières locales de reconditionnement et de réparation, pour faire émerger des outils et logiciels sobres, éthiques et libres notamment pour répondre aux besoins de structures d'ampleur comme nos collectivités. Et enfin pour que le secteur du numérique devienne un vrai moteur d'égalité femmes-hommes et de la diversité.

Je serai donc particulièrement attentive à nos progrès en ce sens et je salue une nouvelle fois ce second Schéma de Promotion des Achats Responsables. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Michel Lucas. »

M. Lucas : « Oui, Madame la Présidente, chers collègues, les objectifs de la commande publique 2022-2026 sont 530 millions d'achats par an, 1 300 marchés publics passés chaque année, 100 % des marchés avec une clause sociale et environnementale, près de 600 000 heures d'insertion professionnelle. Donc un fort marqueur politique pour notre collectivité. La commande publique responsable permettra à nos entreprises locales d'innover et d'agir concrètement pour l'environnement comme en faveur de nouvelles pratiques sociales.

Hervé et Louise viennent de le rappeler : avec 3 milliards d'euros prévus pour le mandat, la commande publique est un levier majeur de la transformation du territoire au service de la transition écologique, sociale et du développement économique local. L'enjeu est aujourd'hui d'autant plus fort et innovant puisque la Métropole se place parmi les plus gros acheteurs de la région, en augmentation permanente, avec une forte part dédiée à l'investissement.

En 2021, 70 % de l'approvisionnement fut effectué dans le département dont près de 64 % en métropole nantaise. Depuis 2014, l'achat local a augmenté de plus de 9,4 % au sein des entreprises métropolitaines, de plus de 11,5 % pour celles de la région. Pour sa deuxième génération, le SPAR s'inscrit comme un document socle, un document stratégique qui a pour ambition, sur les quatre années à venir, d'intégrer pour chaque marché public une clause tantôt environnementale, tantôt sociale.

À ces suites, des changements concrets sont à venir au sein de la métropole, de la prise en compte des nuisances sonores, des pollutions lumineuses et autres vibrations lors de travaux, à l'adaptation aux événements climatiques extrêmes, des alternatives aux produits d'origine animale à la question du bien-être animalier, jusqu'à l'intégration de la question du genre dans la conception de l'espace public, et bien plus encore.

Pour ne citer que quelques exemples de changements, au niveau éducatif, d'ici 2026 c'est 75 % des aliments qui seront bio et locaux dans les cantines scolaires métropolitaines. Pour les crèches municipales, c'est 100 % des crèches municipales qui distribueront du lait 100 % bio. Les marchés publics quant à eux demanderont des jouets non genrés qui se retrouveront dans un environnement sans perturbateurs endocriniens.

Toujours dans un objectif de décarbonation et de mobilité douce, Nantes Métropole au travers du SPAR prévoit d'expérimenter des clauses nouvelles pour inciter les entreprises à faire appel à des livreurs en vélo-cargo pour réaliser leurs derniers kilomètres de livraison. Également de passer de 10 à 54 % de véhicules propres, notamment pour les camions-bennes. C'est près de trois fois plus que l'obligation légale.

Pour réaliser ces objectifs très concrets, il est nécessaire de travailler plus étroitement avec les entreprises et les acteurs économiques du territoire. Pour cela, le SPAR 2022-2026 a l'ambition de permettre aux TPE et PME de continuer d'être un moteur de développement économique local, et intègre en ce sens des évolutions pour faciliter leur accès à la commande publique métropolitaine : réduction des délais de paiement, généralisation d'une avancée minimum de 30 %, ou encore mise en place d'une bourse à la cotraitance.

Depuis 2004, la Métropole mobilise déjà le levier des clauses sociales dans les marchés publics en réservant des heures de travail à des personnes qui en sont éloignées, en actionnant le levier de développement des structures d'insertion par l'activité économique. Au total, c'est plus de 600 000 heures d'insertion par an qui sont réalisées par les acheteurs du territoire de la métropole. L'objectif de cette deuxième génération du SPAR est de poursuivre cette dynamique de première Métropole au ratio le plus élevé d'entreprises engagées dans une démarche RSE. C'est en travaillant plus étroitement avec les fédérations professionnelles que la Métropole – d'ailleurs je lie la délibération suivante à cela – réalisera des objectifs de bonne conduite, de bonnes pratiques en matière tant environnementale que sociétale. Un premier pas fut notamment franchi par la signature de la charte d'engagement le 14 juin entre la Fédération des travaux publics et Nantes Métropole. Document clé pour la transition écologique et l'accompagnement de différentes démarches d'égalité, cette feuille de route claire et ambitieuse symbolise d'ores et déjà la déclinaison sectorielle du SPAR métropolitain dans tous les champs de la commande publique. Aussi, au nom du groupe SERDA, nous vous invitons à approuver ce projet de délibération. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Richard Thiriet. »

M. Thiriet : « Merci Madame la Présidente. Tout d'abord, nous voterons avec plaisir et enthousiasme cette délibération sur les achats responsables, notamment parce que la commande publique, et vous l'avez rappelé, 500 millions d'euros par an, est un vrai levier pour les questions de transition écologique, pour les questions sociales, et je voudrais saluer ici le travail de qualité de la rédaction de cette délibération et notamment elle est claire, elle est synthétique, elle est explicite. On a même parlé de détails et je vois ici huit ambitions clairement exprimées. Je vais avoir un petit regret, c'est sur la deuxième ambition où vous parlez de "freiner et de s'adapter au changement climatique", et nous aurions préféré, groupe Avenir métropolitain, "faire autrement et s'adapter au changement climatique". Alors, vous avez beaucoup parlé du local. C'est une excellente chose. Je félicite et je salue ici le chiffre des deux tiers d'achats en Loire-Atlantique. Et j'ai un petit regret, c'est que ce local ne figure pas dans la délibération. Et je sais que ce n'est pas une volonté de votre part, c'est simplement parce qu'exprimer clairement qu'on ne veut faire que de l'achat local n'est pas possible d'un point de vue des lois. Et là, j'ai ce regret-là parce que vous arrivez à le faire, et par conséquent je pense que c'est intéressant d'interpeller à la fois au niveau national et au niveau européen ces questions de mise en concurrence qui me semblent assez essentielles pour un certain type de travaux, mais qui deviennent complètement dénaturées et contre-productives pour des achats qui effectivement se font au niveau local. Voilà ce que je voulais ajouter, et nous voterons avec plaisir cette délibération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Oui. Merci Madame la Présidente. Chers collègues, nous tenons à féliciter, remercier Hervé Fournier ainsi que les services pour la qualité du travail réalisé sur ce Schéma de Promotion des Achats Responsables. Le fait que la Métropole doit être exemplaire sur ces sujets a bien été pris en compte. Nous relevons également l'intérêt de mettre en lumière les acteurs locaux, notamment de l'Économie Sociale et Solidaire. Alors, l'État a été moteur sur ce sujet, sur le quinquennat précédent notamment, avec les lois Égalim, loi Climat, la poursuite également de la simplification de l'accès à la commande publique pour les entreprises de l'Économie Sociale et Solidaire, et d'ailleurs cette stratégie s'appuie pour partie sur cette base réglementaire. Alors, pour en revenir à ce SPAR, de manière transversale vous vous attaquez à plusieurs secteurs : la transition énergétique, bien entendu la santé publique, alimentaire, l'accompagnement à l'emploi. Et alors, si nous n'avons pas trouvé dans le document de chiffres précis quant au recours aux entreprises du secteur STPA, Secteur de Travail Protégé et Adapté, les entreprises adaptées et les ESAT, nous notons avec satisfaction les objectifs que vous formulez en la matière, que ce soit sur le fond ou sur la forme. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Hervé Fournier. »

M. Fournier : « Donc trois remarques. Sur le frein, et je le redis à Richard Thiriet, quand on parle, quand on applique ne serait-ce qu'un décret tertiaire pour réduire les consommations d'énergie donc a priori les GES afférents, quand on cherche à décarboner nos chantiers ou un certain nombre y compris de prestations intellectuelles, on peut mettre aussi ce type de clause dans des prestations d'études ou de services, eh ben voilà, on freine en tout cas cette course à plus de carbone, en tout cas on essaye de freiner l'intensité carbone de nos produits et services. C'est ça, l'expression la plus juste.

Deuxième remarque : effectivement sur la question Matthieu Annereau de l'évaluation, effectivement on n'est peut-être pas encore à jour sur ce sujet-là, tout simplement parce qu'on attend aussi les décrets d'application et la façon dont il va falloir évaluer ces SPAR. C'est la loi Climat et résilience qui doit un peu avancer et donner des signaux à l'ensemble des collectivités, ou en tout cas des organisations publiques qui sont soumises à cet exercice. À partir du 1^{er} janvier 2023, c'est les collectivités ayant plus de 50 millions d'euros d'achat. Nous l'avons fait parce que nous avons plus de 100 millions d'euros d'achat. Donc l'évaluation, elle fait partie de nos engagements et de ce travail en cours, et parmi les autres principes d'action de ce SPAR, il y a la redevabilité, donc la capacité de nos services à rendre des comptes également sur les différents axes de travail.

Donc je reviendrai vers vous sur ces sujets-là, et notamment sur les clauses de marchés réservés, de marchés adaptés, et tout. Il y a aussi un travail de haute couture à ce sujet. Et pour terminer sur l'Europe, alors j'étais hier au colloque de l'UGAP à Bordeaux où nous étions invités à présenter, justement, et les positions de France Urbaine au niveau européen, et puis l'expérience nantaise d'achat public. Nous avons des représentants de la Commission européenne qui nous ont dit que non, la révision des directives sur le Code des marchés publics n'était pas à l'ordre du jour, en tout cas les différents principes qui avaient été posés en 2014 notamment sur la libre concurrence dans tous nos marchés ne seraient pas attaqués, en tout cas dans la présente mandature de la Commission.

Donc nous devons rester dans l'agilité pour, j'allais dire, faire de la proximité. C'est plutôt le mot que j'utilise, parce que la proximité évidemment c'est nos producteurs locaux, je l'ai dit, quand on fait de la restauration scolaire, mais c'est aussi des territoires comme La Rochelle ou Le Creusot quand nous achetons, cher Bertrand, des tramways pour la SEMITAN. Donc voilà, je vais parler de nos territoires parce que la commande publique réinvente toutes les frontières du local, le microlocal, le local un peu plus éloigné, voire l'Europe tout simplement pour certains types de produits.

Voilà pour mes commentaires et je vous remercie pour vos différentes contributions et approfondissements, les uns et les autres, qui visent à donner compréhension de cette stratégie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le Schéma de promotion des achats responsables pour la période 2022-2026, joint en annexe ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

10 – Charte d’engagements avec la Fédération des travaux publics de Loire-Atlantique – Approbation

Exposé

La commande publique métropolitaine constitue un levier pertinent et performant pour impulser les changements nécessaires à la prise en compte de la transition écologique, de l’égalité et de la justice sociale dans les différents secteurs économiques avec lesquels la métropole travaille.

Afin d’accompagner les mutations à l’œuvre au niveau du territoire, le schéma de promotion des achats responsables décline un certain nombre d’engagements et d’actions destinés à mobiliser les opérateurs économiques sur ces enjeux : il est notamment prévu de nouer des partenariats avec les fédérations professionnelles afin qu’elles incitent leurs adhérents à s’engager plus avant dans le développement durable.

C’est dans ce cadre que la Métropole et la fédération des travaux publics de Loire-Atlantique se sont rapprochées.

En effet, la commande publique sur ce secteur d’activités représente un volume qui peut être estimé à plus 150 millions d’euros annuellement, en matière d’infrastructures, de réseaux, tant en travaux neufs qu’en entretien. Un partenariat avec cette fédération permettra de mieux prendre en compte de nombreux enjeux, à la fois réglementaire et volontariste, et de sensibiliser les adhérents de la fédération des travaux publics à cette obligation de transition.

En ce sens, la charte d’engagements qui est proposée a pour vocation de sérier les différents leviers de la commande publique pour agir concrètement et mettre les travaux publics métropolitains au cœur de la transition écologique et de la justice sociale. Elle vise notamment à :

- organiser la gouvernance et la gestion environnementale des projets,
- préserver la biodiversité et les milieux naturels,
- préserver les ressources non renouvelables,
- réduire les consommations d’énergie et les émissions de gaz à effet de serre,
- réduire les nuisances et améliorer la sécurité des personnels, des usagers et riverains,
- favoriser l’emploi de tous et lutter contre les discriminations,
- favoriser la recherche et l’innovation.

C’est plus de quarante actions qui ont été ainsi identifiées pour concrétiser ces différentes thématiques.

Une gouvernance commune de cette charte est mise en œuvre. À titre d’illustration, dans une logique de redevabilité, un comité de pilotage annuel mesurera les avancées réalisées dans le cadre de cette charte sur la base d’indicateurs mesurables.

M. Fournier : « Je vais faire rapide parce que ça a été évoqué. Je vais évoquer la charte partenariale des travaux publics pour la transition écologique en faveur de l’égalité et de la justice sociale du territoire métropolitain nantais. Donc il y a un cadre de référence que nous avons signé il y a quelques jours avec la Fédération des entreprises de travaux publics. Vous avez, chers collègues, il y a quelques minutes, quelques instants, approuvé le schéma de promotion responsable. Je vous remercie. Je suis d’autant plus ému qu’on l’a fait dans une salle de spectacle de 2 000 places, donc c’est quand même... ça me touche très franchement.

Donc je disais que cette charte des travaux publics, elle est accompagnée par tout un outillage pour nos acheteurs et en termes de clause, de sujets que nous allons inscrire dans nos marchés, en lien avec l'état de l'art de nos entreprises sur le territoire, de leur capacité à répondre, et pour cela nous avons engagé donc un travail de dialogue avec leurs représentants, leurs fédérations. Alors cette charte c'est la première, mais il y en aura d'autres à venir dans la durée du SPAR.

Je salue mes collègues Michel Lucas, vice-président en charge de la voirie, Robin Salecroix en charge de l'assainissement et de la politique de l'eau, qui ont présidé à cette collaboration mise en œuvre par nos services commande publique et finance depuis deux ans. C'est deux ans de travail pour aboutir à cet engagement commun que je vais citer, donc identifier tous les leviers importants qui portent sur l'acceptabilité du chantier de construction, l'écoconception, la gestion des déchets et la limitation des nuisances, l'emploi et la formation, l'harmonisation des pratiques, la promotion des métiers, tout en intégrant la volonté conjointe d'une démarche de recherche et d'innovation dans nos chantiers. Voilà.

Là aussi, il s'agira d'être créatifs dans l'écriture de nos marchés, j'allais dire en lien avec l'acceptabilité ou la capacité à répondre des entreprises. Donc oui, nous allons nous accorder avec les acteurs sur des solutions moins carbonées dans les travaux de voirie. Oui, nous allons travailler ensemble à féminiser les métiers. Oui, nous allons concourir au développement et au renforcement des savoir-faire dans nos entreprises, développer l'employabilité des salariés, y compris celles et ceux en insertion. Nous allons œuvrer collectivement pour le développement de l'économie circulaire, chère Mahel, et développer tout un panel d'actions pour protéger les milieux et la biodiversité dans les abords, voire sur les chantiers.

Voilà, ce sont quelques-uns des axes que nos services vont inscrire avec rigueur dans les prochaines consultations, et cette charte sera l'outil de référence. C'est pour ça que je vous demande de l'approuver – s'il s'agit d'un vote, je ne me souviens plus. »

M^{me} la Présidente : « Tout à fait. Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Oui, merci. Bien entendu, nous voterons cette charte. Très rapidement, pour pointer du doigt un sujet que nous avons déjà évoqué ici, qui nous est énormément remonté par les habitants : la sécurisation aux abords des travaux, notamment pour les piétons. Ça nous semble être un axe majeur d'amélioration, de même que la signalétique aux abords de ces travaux. Et on peut faire le lien avec ça, avec la stratégie piétonne que nous avons votée ici il y a quelque temps. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Hervé Fournier. »

M. Fournier : « Oui, merci pour cette remarque qui me permet de fixer effectivement cet enjeu qui est bien page 9 de cette charte : assurer la continuité des mobilités actives, évidemment les cheminements piétons mais également à deux roues, maintenir l'accessibilité du domaine public, notamment pour les personnes à mobilité réduite, et en faire une communication de proximité notamment sur les déviations, qui soit la plus pertinente et efficace et continue possible. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la charte d'engagements avec la Fédération des travaux publics de Loire-Atlantique, jointe en annexe,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Mme Scutto présente le dossier suivant :

Direction Démocratie et Transformation de l'Action Publique
Direction Stratégie et Développement

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

11 – Conseil de développement – Refondation et expérimentation d'une nouvelle instance

Exposé

Suite à la loi « Engagement et Proximité » de 2019, les conseils de développement s'inscrivent depuis les élections municipales de 2020 dans un nouveau cycle de refondation. Le législateur laisse une grande liberté dans la configuration des nouveaux conseils et invite à inventer des démarches adaptées à la diversité des contextes locaux. Dans la majorité des métropoles, une nouvelle étape s'engage pour les conseils de développement avec des modalités variées.

À Nantes, le Conseil métropolitain a choisi d'élaborer un Pacte de citoyenneté métropolitain inédit en faveur d'une métropole participative et citoyenne qui reconnaît, promeut et soutient la citoyenneté métropolitaine. Il a été adopté au Conseil métropolitain le 8 octobre 2021. Ce document constitue un référentiel institutionnel et politique de l'action métropolitaine. Il fixe un cadre engageant pour la collectivité, les élus et les agents dans la mise en œuvre de la participation citoyenne.

Le Conseil de développement, comme instance citoyenne attachée à la Métropole depuis sa création en 1996, participe de cette volonté de démocratie territoriale. Un chapitre lui est consacré dans le Pacte de citoyenneté ; il l'inscrit dans un nouveau cycle avec des missions redéfinies, qu'il continuera à mettre en œuvre en toute autonomie. Il fixe les premiers attendus des élus à l'égard du futur Conseil de développement en lien avec certaines propositions de l'ancien Conseil de développement. Ils portent sur les points suivants :

- la vocation : instance consultative, aide à la décision, quatre fonctions principales (prospective, débat public, observatoire des pratiques, fonction d'interpellation) ;
- les liens avec la Métropole : saisine, auto-saisine, fonction d'interpellation, principe d'instruction, partage d'un bilan annuel ;
- le périmètre : Nantes Métropole, alliance des territoires, politiques publiques métropolitaines ;
- les principes de fonctionnement : en référence au Pacte de citoyenneté (transparence, traçabilité, inclusion...).

Cependant, pour engager une nouvelle étape de refondation du Conseil du développement, la délibération qui accompagne le Pacte a confié à un groupe de préfiguration (neuf personnes issues de la société civile) la mission de préciser la composition de l'instance, les modalités d'association des citoyens, l'offre dont la fonction d'interpellation. Ce groupe a été installé le 15 décembre 2021 par Christelle Scutto-Calvez, vice-présidente au Dialogue citoyen. Il a remis le 10 mai dernier ses propositions définitives au groupe d'élus du Pacte de citoyenneté. Le 31 mai 2022, la Métropole a apporté une réponse à ces propositions qui ont largement été traduites dans la délibération soumise au Conseil métropolitain.

1 – Un nouveau positionnement en faveur du développement d'une citoyenneté métropolitaine inclusive

Particulièrement inquiet de l'« affaiblissement » des pratiques démocratiques et de l'éloignement de la chose publique, le groupe s'est montré préoccupé par la question de l'inclusion de toutes et tous dans ces pratiques. Partant de ces constats, le groupe de préfiguration propose une instance dont la vocation et l'utilité soutiennent l'expression de la citoyenneté métropolitaine. Le rôle d'influenceur et d'aiguillon de la Métropole devra se fonder sur des contributions et des pratiques démocratiques plus inclusives et plus ascendantes qui soutiennent l'émancipation et le pouvoir d'agir.

Ce nouveau positionnement sera soutenu par :

- des avis qui s'appuient systématiquement sur une **production citoyenne**,
- une offre élargie permettant la **mise à l'agenda de sujets de dialogue par des citoyens** avec notamment « l'appel citoyen »,
- une attention et un soin portés à l'**inclusion de tous**,
- une **gouvernance collégiale sans présidence**,
- des modalités de constitution du Conseil via un **appel à volontaires**, garantissant ainsi une dynamique de renouvellement et une diversité des membres,
- une année d'**expérimentation** pour tester et adapter ces propositions ambitieuses.

2 – Un Conseil de développement animateur et garant d'une production citoyenne

2.1 – Des avis qui s'appuient sur une production citoyenne

Le futur Conseil de développement se positionne en **animateur et garant d'une production citoyenne, c'est-à-dire via des ateliers**, des mini-conventions citoyennes, etc.. Les citoyens contributeurs sont recrutés (panel, tirage au sort...) par objet de travail. La participation citoyenne est ainsi renouvelée à chaque démarche. Ce sont ces dispositifs citoyens qui formuleront, pour le Conseil de développement, les avis débattus, argumentés et publics en réponse aux appels citoyens, auto-saisines et saisines. Le Conseil se porte garant de la qualité démocratique des avis et en porte la responsabilité à ce titre.

2.2 – Une palette de contributions élargie et ouverte

– Les avis en réponse aux appels citoyens, auto-saisines et saisines de la Métropole

Le Conseil de développement engagera des démarches pour répondre à trois types de saisines :

- appels citoyens,
- auto-saisines,
- saisines de la Métropole*.

** Code général des collectivités territoriales, article L5211-10-1 : « Le Conseil de développement est **consulté sur l'élaboration du projet de territoire, sur les documents de prospective et de planification résultant de ce projet, ainsi que sur la conception et l'évaluation des politiques locales de promotion du développement durable du périmètre de l'établissement public de coopération intercommunale.** »*

Avant d'engager une démarche citoyenne pour répondre aux appels citoyens et aux auto-saisines, les « membres organisateurs » du Conseil de développement (cf. ci-dessous) vérifieront les critères d'éligibilité et décideront par consentement des membres ou à défaut par un vote majoritaire au 3/4. Une réponse argumentée est transmise en cas de rejet.

La Métropole s'engage à instruire les avis produits et transmis par le Conseil de développement et à y apporter une réponse argumentée et publicisée.

– Des événements publics

Le Conseil de développement proposera des événements publics :

- des **conférences-débats** sur des enjeux et signaux faibles qui pourront être mis en œuvre dans le cadre de différents partenariats ;
- **une agora une fois par an** : événement annuel, festif et fédérateur rassemblant l'ensemble des membres et des élus. A l'occasion de cette agora, le Conseil de développement pourra inviter sur un temps dédié la Maire-Présidente et la Vice-présidente au Dialogue citoyen pour partager le programme de travail du Conseil et celui de la Métropole, rendez-vous prévu par le Pacte de citoyenneté.

2.3 – Facilitant l'inclusion de tous et toutes

L'offre et la gouvernance devront faciliter la participation de tous et de toutes aux démarches du Conseil. Dans cet esprit, certaines méthodes comme le tirage au sort pourront être privilégiées. Par ailleurs, des possibilités de défraiement (déplacement, mode de garde...) pourront être proposées.

3 – L'appel citoyen : mise à l'agenda de sujets par des citoyens

Le Pacte de citoyenneté confie au Conseil de développement la mise en œuvre d'une « fonction d'interpellation » ; c'est-à-dire un dispositif qui d'une part offre la possibilité pour des citoyens de proposer des sujets à l'agenda du dialogue, indépendamment de la Métropole, et qui d'autre part garantit une instruction transparente et distanciée par un tiers. Pour répondre à ces attendus, conformément à la proposition du groupe de préfiguration, le Conseil de développement mettra en œuvre un dispositif innovant et expérimental d'« appel citoyen ».

Par ce dispositif, le Conseil de développement s'engage à instruire des propositions et des sujets émanant d'un groupe de citoyens. Cet appel sera mis en œuvre selon les étapes suivantes :

1 – **Envoi/transmission** au Conseil de développement par un groupe de citoyens d'un sujet à mettre en débat.

2 – Vérification par le Conseil de développement des critères d'**éligibilité** : un sujet d'intérêt général, porté par un collectif d'habitants de la Métropole avec 50 soutiens à la démarche.

3 – Cet appel, une fois validé, enclenche la **production d'un avis via la mise en place d'un atelier ou d'une démarche citoyenne**.

4 – L'avis ainsi produit est **transmis à la Métropole** par le Conseil de développement.

5 – **La Métropole s'engage à instruire l'avis** sous la responsabilité de la vice-présidente au Dialogue citoyen, avec les élus thématiques concernés.

6 – Les éléments/propositions issus de cette instruction, portés par la vice-présidente au Dialogue citoyen, seront **partagés et débattus dans les instances de la Métropole** (exécutif métropolitain et conférence des maires) **avant de transmettre réponse argumentée au Conseil de développement**.

4 – Une composition évolutive et une gouvernance horizontale et collective

Le Conseil de développement sera composé de membres à temporalités différentes :

- d'un **collège de membres « organisateurs »**, en mission pour trois ans ;
- des **membres « producteurs »**, sollicités via les dispositifs citoyens par thème.

Il s'appuiera également sur **un vivier de partenaires, citoyens pro-actifs, ressources...**

Cette structuration garantit une variété de ressources, un ancrage territorial, une veille sur des signaux faibles et, enfin, le renouvellement en continu des membres du Conseil.

4.1 – Un premier « collège » de membres « organisateurs »

Composition/désignation

- Un collège entre 20 et 25 membres garantissant la parité, une diversité d'âge, de CSP, de territoires (conformément à la loi et au Pacte de citoyenneté métropolitaine).
- Mode de désignation : un appel à candidature public dont les réponses seront soumises à un groupe de sélection (constitué de membres du groupe de préfiguration, d'élus et de services) à partir de critères (curiosité, engagement, sensibilité à l'intérêt général, diversité d'âges, de genres, de territoires, de CSP...). Il sera procédé à un tirage au sort (sur des critères de diversité) s'il y a trop de candidats.
- Mandat de trois ans, un tiers des membres renouvelable tous les ans, à partir de la deuxième année.
- Une formation (animation collective, connaissance des institutions,...) sera proposée à tout nouveau membre.

Mandat

- Ce groupe est positionné comme garant des dispositifs citoyens du Conseil de développement. Il initie des dispositifs citoyens pour répondre aux saisines, auto-saisines, et appels citoyens. Il organise l'agora annuel et une offre de conférences-débats.

Gouvernance

- Sans présidence, il s'organise en binôme par grande mission : relations avec les institutions, animation, saisines, débats... Ces binômes sont élus par élection sans candidat. C'est donc un binôme ainsi désigné qui sera l'interlocuteur de la Métropole et qui représentera le Conseil de développement vis-à-vis de tiers : institution, presse, réseau.

4.2 – Les membres « producteurs » sont ceux qui participent aux dispositifs/groupes citoyens pour répondre aux saisines, auto-saisines, appels citoyens. Il s'agit de la communauté qui aura été recrutée et qui aura participé aux différents dispositifs citoyens. Leur mode de recrutement permet de garantir la diversité des membres et leur engagement dans une démarche collective sur les enjeux d'intérêt général et leur mise en débat.

4.3 – Le vivier de citoyens/acteurs/experts, ressources, (logique écosystémique de la démocratie locale, corps intermédiaires) **suite à un appel à volontariat** participe à la veille de signaux faibles, à la proposition d'auto-saisine, et peut accompagner la production de certaines démarches...

5 – Une année d'expérimentation

Au regard :

- d'une part, du délai imparti au groupe de préfiguration, trop court, pour répondre à toutes les questions posées par le mandat,
 - d'autre part, les propositions étant exigeantes et inédites dans leur fonctionnement et ambitieuses en termes de volumes d'activité,
 - et, enfin, pour garantir l'autonomie de la future instance,
- il est proposé d'inscrire et d'accompagner la mise en œuvre du futur Conseil de développement dans le cadre d'une année d'expérimentation à compter de l'installation du premier collège des membres « organisateurs ».

5.1 – Fondée sur le cahier des charges proposé par le groupe de préfiguration

La mise en œuvre de cette expérimentation devra s'appuyer sur le « cahier des charges » produit par le groupe de préfiguration pour en valider ou ajuster les hypothèses.

5.2 – Évaluée avec l'ensemble des parties prenantes

Cette expérimentation fera l'objet d'une évaluation autour notamment des questionnements suivants :

- la collégialité de la gouvernance (modalités et niveau d'engagement),
- l'inclusion (diversité des participants),
- l'émergence des sujets par les citoyens (via l'agora, les appels citoyens, les auto-saisines...),
- l'instruction par la Métropole, l'impact sur la décision publique, le débat politique...

Les préconisations pourront se traduire par des adaptations et approfondissements au cadre proposé dans la délibération du 29 juin 2022.

Les modalités d'évaluation (recherche-action, suivi évaluatif...) restent à préciser avec le groupe des « membres organisateurs ». Le pilotage de cette évaluation associera « un binôme des membres organisateurs », des élus et la Direction Démocratie et Stratégie de la Métropole (service évaluation), un membre de la coordination nationale des Conseils de développement, un (ou deux) membres du groupe de préfiguration, voire un chercheur...

6 – Les engagements de la Métropole

6.1 – Soutien au démarrage et à l'évaluation

Pour l'année de démarrage qui va nécessiter un gros investissement afin de faire connaître la nouvelle offre, il est proposé que le budget 2022 de 80 000 euros soutienne la phase de communication, d'appel à candidature et de formation pour la prise en main par la première équipe, avec l'accompagnement de la DGDTP. L'ingénierie de la Métropole pourra également être mobilisée pour l'appel à volontariat et constituer le premier groupe (tirage au sort, communication, plateforme du dialogue, etc.) pour une installation en 2022 ainsi que pour l'évaluation en 2023.

La Métropole s'engage à garantir les moyens aujourd'hui constituée de 2 ETP, une assistante et un coordonnateur.rice ; pour ce dernier, son recrutement se fera en lien avec le lancement de l'expérimentation. Enfin, un lieu de travail sera proposé pour accueillir la nouvelle équipe.

6.2 – Coopérations avec le Conseil de développement

Nantes Métropole s'engage vis-à-vis du Conseil de développement (rappel des engagements pris dans la délibération du 8 octobre 2021) à :

- participer à un rendez-vous annuel invitant la Maire-Présidente et la Vice-présidente au Dialogue citoyen pour partager le programme de travail du Conseil de développement et celui de la Métropole ;
- instruire les avis sous la responsabilité de la Vice-présidente au Dialogue citoyen, apporter des réponses argumentées aux travaux du Conseil de développement via l'engagement des vice-présidents concernés par les sujets et avec l'appui des services et en assurer la publicisation via la plateforme du dialogue citoyen ;
- faire la promotion de l'offre de participation et des travaux du Conseil de développement via la plateforme du dialogue citoyen.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vais donc pouvoir vous proposer de passer à la délibération 11 de notre Conseil métropolitain : un moment important, un moment singulier, un moment qui a du sens pour la vie démocratique de notre Métropole, et plus globalement pour notre territoire, à savoir le devenir du Conseil de développement. Nous avons le plaisir d'accueillir cet après-midi deux citoyens engagés, qui ont participé et contribué très activement, vous allez pouvoir, je l'imagine, le constater par vous-même tout à l'heure, au travail de réflexion sur la refondation du Conseil de développement.

Vous vous souvenez certainement que lors de notre Conseil métropolitain du 8 octobre 2020, au moment rappelez-vous où sous la présentation de Christelle Scuotto, nous avons adopté le pacte de citoyenneté, on avait alors fait le choix de confier un mandat à un groupe de citoyens, de neuf citoyens pour être précise, pour nous faire un certain nombre de propositions. Ce groupe est représenté aujourd'hui par Madame Adeline Bardet qui habite à Sucé-sur-Erdre, et puis par Monsieur Guillaume Dubruel, qui habite à La Montagne.

Tout simplement parce qu'il nous semblait important alors de présenter la délibération relative à l'avenir du Conseil métropolitain, qu'ils puissent eux-mêmes restituer leurs propositions à l'ensemble du Conseil.

Alors évidemment, je le dis pendant qu'ils s'installent : je ne vais évidemment pas présenter par voie de conséquence à leur place les propositions qu'ils ont mûrement réfléchies, bâties, travaillées, mais je voudrais en revanche insister sur la qualité du travail qui a été mené avec soin, avec exigence, avec efficacité, avec rigueur dans la méthode, et je crois pouvoir le dire avec une grande franchise, en ce qui concerne les échanges entre ce groupe de citoyens et la Métropole.

Je veux vraiment les remercier très chaleureusement parce qu'à travers eux, c'est l'ensemble des membres du groupe de préfiguration que je tiens à saluer, parce qu'il me semble que nous pouvons souligner, j'y tiens, en tout cas le caractère novateur de leur proposition. Ce qui vient renforcer l'apport du point de vue du citoyen dans l'action publique. Vous le verrez, nous avons d'ailleurs très largement suivi leurs préconisations dans la délibération que nous allons présenter aujourd'hui, même si – je regarde Christelle Scuotto et les citoyens concernés – au début de nos échanges, je le dis, nous avons eu des hésitations, nous avons questionné, nous avons cheminé ensemble.

Je crois pouvoir dire de manière très transparente que la copie que nous présentons cet après-midi, à l'évidence, n'aurait pas été la même sans votre apport, parfois critique mais toujours constructif et toujours animé de la capacité que nous avons chacun là où nous sommes, sans confusion du rôle de chacun, dans la clarté des responsabilités des uns et des autres, de faire progresser ce qu'on peut appeler la citoyenneté active.

Je crois que cette démarche d'engagement qui est la vôtre témoigne que les envies et les appétences sur notre territoire ne manquent pas. J'évoquais tout à l'heure à travers la présence de Michel Lussault le temps que nous avons eu avant-hier soir sur cette présentation un an après la Convention citoyenne. L'ensemble de cette démarche vient nourrir le dialogue citoyen sur notre territoire. Donc au moment de la présentation qui arrive, il est logique de pouvoir s'inscrire dans cette démarche. Je vous cède bien volontiers la parole. »

M^{me} Bardet : « Merci Madame la Présidente. Bonjour à tous.

Au préalable, nous voulions préciser que les neuf personnes qui ont fait partie de ce groupe de préfiguration, qui ont été sollicitées pour mener cette mission bénévole, ne sont pas promises à faire partie du futur Conseil de développement.

Très rapidement, le groupe, en fait, a réalisé des constats partagés assez forts. La nécessité de répondre à une urgence démocratique qui se caractérise par une abstention forte aux élections, un sentiment d'être mal représentés parfois sur certains territoires, etc., certaines origines socioprofessionnelles également, et puis la nécessité d'associer en fait les citoyens aux décisions, et le constat aussi qu'il y a une forte volonté de participer à la décision de la part des citoyens.

Forts de ces constats-là, on a voulu imaginer un outil qui était capable de recréer de la confiance dans la décision publique, de tendre vers la représentativité, notamment par la facilitation à l'accès sur ce genre d'outil, à travers pourquoi pas des aides en nature sur de la garde d'enfants, sur du transport pour des personnes qui seraient éloignées de ce genre de dispositif ou d'envie de l'atteindre, et puis également un élément central qui est le travail en collectif, parce qu'on a tous considéré que c'était un terrain riche pour pouvoir produire des avis constructifs et nourrissants.

Pour ce travail en collectif, nous avons voulu vraiment mettre en place quelque chose qui puisse amener à de l'émancipation pour les citoyens, notamment à travers de la formation à l'institution et de la formation à la facilitation, à l'intelligence collective. C'est un élément majeur dans notre proposition. Et puis des apports d'experts et des apports d'usagers.

Et puis sans oublier également que l'outil devra être évalué régulièrement en son sein, et pourquoi pas par des personnes extérieures, notamment pourquoi pas par des chercheurs ou autres personnes extérieures.

Pour schématiser un petit peu les choses, nous avons pensé à un outil qui est constitué de deux groupes.

Un groupe constitue le Conseil de développement lui-même, qu'on a appelé le groupe des organisateurs. Environ 20 à 25 personnes qui seront recrutées à l'automne prochain via un appel à candidatures, avec des personnes qui seront en charge de sélectionner les sujets et de mettre en place l'organisation de la production des avis.

Et un deuxième groupe sera, lui, un groupe éphémère sur des missions de trois à six mois en fonction de la complexité des sujets à traiter, qui pourra en fait être tiré au sort ou en tout cas sollicité avec différents outils de type atelier citoyen, et qui aura en charge de produire les avis avec des apports d'experts de visions différentes, avec des apports d'usagers, etc.

Le groupe organisateur aura en charge l'organisation de ce dispositif-là. Voilà. Je laisse la place à Guillaume. »

M. Dubruel : « Bonjour à toutes et à tous. Pour compléter ce qui vient d'être dit par Adeline, l'axe le plus fort est effectivement la notion d'émancipation et la notion de capacité à coconstruire entre l'institutionnel et le citoyen. Donc cette notion de formation à l'institution et à l'intelligence collective est très importante. Elle est un peu le socle qui nous a permis d'avancer et d'arriver aussi à conclure qu'au niveau de la gouvernance, on était en nécessité vraiment très importante, très profonde de sortir de la notion pyramidale, de la notion descendante. On est dans une dynamique ascendante, ce sont les citoyens qui interpellent les institutions, et même au sein de la structure elle-même on doit sortir aussi de cette dynamique-là. C'est pour ça qu'au niveau de cette gouvernance on a défini un principe qui est un principe de classer par mission les différentes actions, les différentes structures qui vont être développées par le Conseil de développement, et donc on aura des missions qui seront assurées par des binômes pour une raison simple, c'est que déjà faire porter sur une seule personne, tout le monde connaît aujourd'hui le problème de la charge mentale. Faire porter par une seule personne ce n'est pas une très bonne chose, et en plus au niveau de la lucidité et de la capacité d'analyse, croiser deux pensées c'est toujours quelque chose de beaucoup plus performant. Voilà.

Après, donc concernant le travail qui va être fait par rapport à la notion des organisateurs. Ce groupe de 20 à 25 personnes va donc être élu sur trois ans, va donc être construit sur trois ans, avec un renouvellement par tiers tous les ans à partir de la troisième année. Les désignations de missions se font via l'élection sans candidat. J'invite celles et ceux qui ne connaissent pas cette approche-là à se renseigner dessus. Ce type d'élection sans candidat est possible quand on se connaît. On ne peut pas faire une élection sans candidat si on n'a pas eu déjà des relations assez approfondies avec les gens avec lesquels on travaille. Donc ça permet aussi dans ces conditions-là de justifier complètement la notion d'expérimentation sur la première année de mise en place du Conseil de développement, c'est-à-dire ce temps qui va être pris.

Dans l'urgence dans laquelle on est, nous avons été persuadés qu'il faut savoir ne pas se presser, prendre le temps de construire quelque chose de solide, d'avoir une réflexivité, un recul sur ce que nous sommes en train de construire. Voilà en gros ce que je voulais dire.

La dernière chose concerne la possibilité sur l'appel citoyen, qui est une des trois formes d'appel qui existera au sein du Conseil de développement. Nous avons les autosaisines : le Conseil lui-même qui s'empare d'un sujet, les saisines par la Métropole, et ce qu'on a appelé nous les appels citoyens, qui ne remplacent pas vraiment le droit à l'interpellation qui est une structure extrêmement posée, extrêmement claire, mais qui par contre permet de donner plus d'ouverture et plus de souplesse si le droit d'interpellation doit être mis au sein de Nantes Métropole, chose qui est tout à fait envisageable et compatible avec le Conseil de développement qui pourra soutenir ce droit d'interpellation sur certaines phases précises. Voilà.

Donc cet appel citoyen va permettre de rendre des avis, et éventuellement c'est une chose à laquelle aussi on tenait, de pouvoir avoir un droit de suite, une forme de soutien à l'expérimentation de la part de Nantes Métropole sur certains avis très spécifiques. Ce n'est pas du tout quelque chose de systématique, mais on sait bien, en tout cas moi je le sais dans mon expérience coopérative et collective, que repartir avec des actions concrètes suite au rendu d'un avis, c'est une chose extrêmement précieuse et extrêmement valorisante pour toutes les parties. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci beaucoup. »

Applaudissements

M^{me} la Présidente : « Merci encore. J'appelle maintenant Christelle Scuotto à présenter la délibération en tant que telle, qui donc vient amener la réponse de la Métropole aux propositions du groupe de préfiguration. »

M^{me} Scuotto-Calvez : « Bonjour chers collègues. Merci, tout d'abord un grand merci à vous deux d'avoir osé être là, déjà, et évidemment à tout le groupe. On a vu affichés tout à l'heure les membres du groupe de préfiguration qui ont travaillé pendant presque six mois puisqu'on s'est rencontrés mi-décembre où j'ai eu le plaisir d'installer ce groupe, et depuis, vous n'avez cessé de travailler, de rencontrer, de rencontrer les élus – je regarde certains d'entre eux, je suis désolée – du pacte de citoyenneté qui ont suivi aussi les travaux de loin, puisque c'était la consigne bien sûr de vous laisser faire, mais de temps en temps de pouvoir se revoir pour voir si on était vraiment sur ce qu'on attendait, et vous, vous aviez besoin aussi de confirmer si ce qui était attendu était dans les cordes.

Et vous avez aussi, et j'en profite pour refaire un grand merci à Philippe Audic et à Gabriel Vitré, donc l'ancien président et l'ancien secrétaire général évidemment de l'ancien Conseil de développement que vous avez aussi rencontrés pour pouvoir faire vos propositions, parlé de vos propositions. Donc merci pour ce partage.

Donc un groupe, on l'a dit et Johanna l'a rappelé, de neuf personnes. Quand j'ai vu le groupe, pour tout vous dire je me suis dit... On s'était engagés ici, ce n'était pas vraiment ici mais pas loin en tout cas, au mois d'octobre 2021 quand on a voté à l'unanimité ce pacte de citoyenneté – avec l'ambition évidemment de répondre aux défis majeurs qui s'offrent à nous, qui sont des défis importants, puisque vous l'avez dit, c'est aussi ce qui a été dit en premier, dès le début du groupe –, c'est l'affaiblissement de la chose publique, en tout cas des personnes qui s'y intéressent mais qui ne veulent plus participer parce qu'elles ont l'impression qu'ils ne sont pas représentés. On s'était dit ici que c'était important, ce pacte de citoyenneté, et que c'était important pour la refondation de ce nouveau Conseil de développement, endroit où on va évidemment parler de citoyenneté mais aussi de participation citoyenne, que finalement ce soient déjà des citoyens... Même si nous on est citoyens, on en parlait tout à l'heure, des fois on nous dit : "Vous êtes élus." Non, on est citoyens d'abord et on est vos représentants, mais voilà.

L'important bien sûr, c'était de pouvoir vous entendre parce que, et vous l'avez dit Guillaume, l'important c'était d'être à plusieurs pour pouvoir réfléchir bien. On vous a fait confiance et ce que je peux dire, c'est qu'il y a eu un gros pari, un gros engagement de Nantes Métropole mais il y a eu un gros engagement de votre part, et l'idée aujourd'hui, et on est conscients que c'est novateur, c'est que c'est innovant, que c'est complètement chamboulant, mais que n'empêche, ça va forcément répondre aux défis majeurs, je l'ai dit, de démocratie et de transition. Voilà.

Donc on prend ce pari, d'où l'expérimentation. Vos propositions, on les a entendues. Au départ on était effectivement un peu, pas surpris parce qu'on sentait bien que vu l'implication du groupe mais aussi des neuf candidats qui étaient à ce groupe-là et qui étaient des personnes engagées déjà dans la participation citoyenne et la démocratie, on savait qu'on aurait un groupe qui allait nous bousculer, voilà. Comme ça, c'est fait. Donc on s'est dit : "Quitte à être bousculés, on y va jusqu'au bout."

La délibération que je vous propose aujourd'hui est une délibération qui finalement reprend quasiment toutes vos propositions. Je crois qu'on se le dit comme ça parce qu'on fait le choix de cette expérimentation et le choix de se dire : "Dans une période critique au point de vue démocratie, allons-y, mettons toutes les chances de notre côté pour que ça fonctionne." Donc merci à vous pour ce travail.

Qu'est-ce que je peux résumer ? Parce que finalement, vous avez quasiment tout dit. Moi, ce que je peux retenir, c'est évidemment la vocation, vous le voyez, de ce Conseil de développement qui avait comme première importance pour vous l'inclusion de tous. Alors comment je vois moi, comment on va renforcer à travers ces propositions que vous faites de la citoyenneté de tous les métropolitains ? Parce que là, il est bien question de Nantes Métropole. Je le vois à différents niveaux. L'appel citoyen, vous l'avez dit, ça change complètement la manière de voir les choses, c'est la mise à l'agenda des citoyens, des sujets qu'ils ont envie de voir dialoguer. Donc ça, c'est quelque chose de nouveau, forcément d'impliquant, enfin on l'espère en tout cas.

Ce que je vois aussi c'est la gouvernance, vous l'avez dit, la gouvernance collégiale et renouvelée, systématique. Parce qu'on le voit à travers les différents cercles comme vous l'avez expliqué : dans le groupe de producteurs, on le voit, les 20, 25 qui vont postuler de façon publique – puisqu'on va lancer un appel à candidatures dès la rentrée 2022, en espérant pouvoir installer ce groupe organisateur socle dès l'automne, pour pouvoir lancer le Conseil de développement et l'année d'expérimentation, qui sera une année sur 2023 finalement d'expérimentation –, c'est évidemment ces organisateurs qui seront renouvelés par un tiers tous les ans. Donc on voit que ça va bouger, donc si ça bouge, ça laisse de la place à d'autres qui veulent arriver. Voilà.

On a dans le deuxième cercle les membres producteurs, c'est-à-dire des personnes qui vont être volontaires pour venir discuter des thèmes qu'auront choisis les habitants à travers l'appel citoyen et nous fournir un avis qui sera donc argumenté pour nous. Et nous on s'engage, la Métropole, dès qu'il y aura un avis qui arrivera, qui sera validé par le Conseil de développement, à y répondre dans nos instances, qu'elles soient Conférence des maires, qu'elles soient exécutif métropolitain, pour nous permettre après de vous donner une réponse, une réponse qui sera non pas seulement à vous les organisateurs – je dis "à vous", mais vous n'y serez pas forcément –, en tout cas aux organisateurs, à travers un avis qui sera argumenté, qui sera décidé et qui sera public. Voilà.

Donc voilà ce qui me semble aujourd'hui correspondre à ce que vous avez indiqué en disant : "Il faut renforcer la citoyenneté donc inclure tout le monde."

On a vu les trois saisines, je ne vais pas y revenir. Trois façons de pouvoir demander au Conseil de développement de traiter un sujet, c'est l'appel citoyen, donc on le voit, complètement non plus descendant mais ascendant. La saisine donc effectivement par le biais du vivier. Et c'est un troisième cercle que j'ai oublié de citer, qui sera des habitants ou des experts ou des parties, ça peut être des universitaires qui ont envie d'être ce vivier toujours en veille sur la chose publique et sur les petits éléments qui méritent d'être dialogués pour comprendre les enjeux actuels. À travers donc ce groupe qui pourra soit s'autosaisir évidemment, soit évidemment la Métropole qui se dirait : "Tiens, on va saisir aussi le Conseil de développement parce que c'est important de se dire : 'Tiens, ce signal il est peut-être faible, il y a peut-être quelque chose qui s'annonce qui mérite d'être travaillé avec les citoyens.'"

Alors l'appel citoyens, pour faire un petit focus, comment ça fonctionne ? Alors un groupe d'habitants, on est superlarges, je pense. 50 habitants de la métropole, vous voyez ce que c'est. 50 habitants, seulement 50 habitants qui auraient envie de voir un sujet mis à l'ordre du jour de la Métropole, sur un sujet bien sûr d'intérêt collectif et métropolitain. Comment ça se passe ? Ils envoient leur demande au Conseil de développement. Les membres organisateurs regardent l'éligibilité de la demande. Parce qu'évidemment, il ne faut pas que soit on y ait déjà répondu, soit que ce soit un sujet dont le Conseil de développement décide de dire qu'il n'est pas d'intérêt collectif ou qu'il mérite d'être traité plutôt par la Commune – ou je ne sais pas, je prends des exemples, voilà.

S'il est "rejeté", ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de réponse. En tout cas ce n'est pas une réponse via l'avis, via le Conseil. L'idée derrière, c'est que s'il est accepté – et c'est là que cela a un intérêt –, il va être proposé un atelier ou une miniConvention citoyenne pour pouvoir être réfléchi avec les citoyens, pour qu'ils puissent étudier le sujet, remettre l'avis donc à la Métropole et qu'on puisse nous le réfléchir, au point de vue des instances comme je l'ai dit tout à l'heure, et ensuite rendre un avis argumenté et public aux citoyens et donc au Conseil de développement qui en auront fait cette demande. Voilà pour l'explication de comment fonctionne un appel citoyen.

La gouvernance, vous l'avez dit, évolutive, collective, transversale, il n'y a plus de président. Renouvellement continu. Qu'est-ce que je peux dire de plus ? Ça ouvre la perspective un petit peu à tout le monde parce que le but, c'est bien d'aller chercher non pas des spécialistes du dialogue citoyen, mais bien des habitants lambda, voire même éloignés de la chose publique. Et si on doit des fois avoir recours au tirage au sort parce qu'on sait que c'est une des manières les plus importantes d'aller toucher les invisibles, ceux qui se disent : "Finalement, moi je n'ai pas grand-chose à dire, je suis un habitant lambda.", finalement c'est lui qui nous intéresse parce que le quotidien des habitants, l'expertise que j'appelle "d'usage", c'est vraiment cette légitimité que l'on recherche dans nos décisions finalement de demain. Donc il faut qu'on puisse aller les chercher.

L'expérimentation, je l'ai dit, pourquoi un an d'expérimentation ? Vous l'avez soumis et je pense que vous avez raison, parce que c'est inédit, c'est innovant, c'est engageant et ça mérite aussi de pouvoir être expérimenté avec les organisateurs, les 20, 25 membres qui vont arriver et qui vont constituer ce socle du Conseil de développement. Voilà ce que je pouvais dire.

La Métropole a aussi de gros engagements : en choisissant de voter cette délibération aujourd'hui vous vous engagez toutes et tous à bien sûr respecter ces engagements qui sont formulés, vous le voyez, à la fin de la délibération. D'abord les moyens, puisqu'on va mettre les moyens de communication d'abord pour pouvoir recruter, ensuite pour pouvoir mettre en avant les travaux qui seront portés par le Conseil de développement.

Il y aura deux ETP donc qui seront mis à disposition, un lieu bien sûr où pourront être réalisés les réunions, le travail, etc., et 80 000 euros de budget dans un premier temps, donc pour ce fonctionnement.

Et vous l'avez dit, et je pense que c'est très important, la formation. La formation, parce qu'évidemment – et je crois que dans les premières démarches de dialogue que j'ai pu commencer à avoir, je trouve que la formation avec cette mise à niveau, même si ce n'est pas très joli comme mot, en tout cas la mise en commun de ce que tout le monde peut savoir, de se mettre à un niveau de connaissance, on va dire, tous, ça permet de savoir d'où on part et comment on discute. Donc je suis persuadée que la formation, ça doit être le mot aussi clé, un des mots-clés – il y en a plein – de cette délibération.

J'ai oublié d'ajouter, vous n'en avez pas parlé, les événements aussi que vous souhaitez qui soient mis en place. Vous serez garants d'ailleurs pour le Conseil de développement. C'est les conférences-débats bien sûr où on pourra débattre avec des citoyens, des élus, des sujets d'actualité ou de signaux faibles, et une agora annuelle.

Alors ça, c'est un événement annuel, fédérateur où en fait, chacun pourra dire : "Voilà comment ça s'est passé, quels sont les dialogues citoyens que vous avez menés à la Métropole, quels sont ceux qu'a faits le Conseil de développement, comment ça s'est passé et comment on ajuste." C'est une manière de se retrouver. Et quand on voit comment ça s'est passé aux un an de la Convention citoyenne, on voit que c'est d'abord toujours intéressant de se revoir un an après, et c'est une demande des habitants. C'est-à-dire que concrètement, les citoyens qui ont participé à ces événements n'ont pas envie de lâcher le morceau comme ça et ont envie de continuer. Donc du coup c'est une manière aussi, un petit droit de suite, on peut l'appeler comme ça, pour pouvoir se retrouver. Donc la Métropole bien sûr via Johanna sa présidente, ou moi en tant que vice-présidente, on sera bien sûr à ces moments importants, l'agora annuelle on y sera bien sûr.

Et enfin je vous l'ai dit assez mais c'est important parce que je le redis, l'instruction des avis systématiques et des réponses argumentées publiques qu'on pourra faire. Voilà ce que je pouvais dire là-dessus. Je vous invite donc à voter évidemment le plus largement possible voire à l'unanimité – je ne rêve pas, je pense que c'est tout à fait possible –, et de prendre le pari ambitieux, innovant, engageant qui répond aux défis majeurs de notre société aujourd'hui.

Je me permets de vous dire que ce qu'il faudra faire, c'est relayer l'appel à volontariat public pour constituer le fameux groupe organisateur socle pour qu'il soit le plus représentatif possible des populations, le plus inclusif à travers vos réseaux et à travers les instances citoyennes que vous pouvez connaître : soit, les maires, dans vos communes, soit dans les quartiers, pour que l'on puisse avoir une représentativité territoriale, de parité, etc., au maximum. Merci encore au groupe de préfiguration, merci aux élus du pacte de citoyenneté, merci au service du dialogue citoyen, et je me tais, c'est promis. »

Applaudissements

M^{me} la Présidente : « Merci. Catherine Bassani. »

M^{me} Bassani : « Oui, Madame la Présidente, chers collègues, avec mes collègues du Groupe écologiste et citoyen, nous nous réjouissons de cette délibération car les questions de gouvernance et de renouvellement des pratiques démocratiques nous tiennent particulièrement à cœur, d'autant plus au vu des résultats des dernières élections.

Alors bien sûr, ce n'est pas parce que les gens ne vont pas voter qu'ils ne sont pas engagés dans la vie de la cité. Moi je le vois tous les jours dans les 11 quartiers nantais, avec les budgets participatifs dont la charte de fonctionnement a été entièrement construite avec des habitants volontaires.

Mais pour revenir au cœur de notre sujet, nous souhaitons appeler votre attention sur un point spécifique et hautement démocratique : le droit d'interpellation citoyen. Alors je cite la proposition 308 de notre programme nantais : "Nous donnerons aux citoyens le droit d'interpeller les élus une fois par an en Conseil municipal selon les modalités qui seront arrêtées par le Conseil municipal en début de mandat."

Bon, cette proposition n'a pas encore été débattue en Conseil municipal de Nantes mais nous saluons le fait qu'elle a été validée à l'échelle métropolitaine dans le pacte de citoyenneté.

Nous prenons acte de la décision de confier les modalités du droit d'interpellation citoyen au futur Conseil de développement et nous saluons chaleureusement le travail du groupe de préfiguration. C'était un réel défi de produire des propositions aussi élaborées et inédites dans des délais aussi courts.

Nous notons que le groupe de préfiguration a préféré le terme d'« appel citoyen » à celui d'« interpellation citoyenne », et je comprends aussi que vous ne mettez pas tout à fait la même chose derrière les deux termes. Mais l'essentiel, c'est bien que ce droit existe concrètement.

Nous avons là une opportunité formidable de renouveler nos pratiques démocratiques pour influencer nos politiques publiques jusqu'à l'action. Et pour y parvenir, nous avons deux points de vigilance.

Le premier, c'est de clarifier le parcours des appels citoyens. En effet, après le traitement des appels citoyens par le Conseil de développement, quel est le parcours des avis produits ? Il est question d'un passage en Conférence des maires ou en exécutif. Pour nous ce n'est pas suffisant. Il faut un affichage public de notre réponse aux appels citoyens dans l'instance publique qu'est le Conseil métropolitain, en cohérence avec nos engagements.

Et le deuxième point : il faudrait vérifier que toutes les propositions du groupe de préfiguration ont bien été prises en compte comme cela a été indiqué, et notamment de soutien de la Métropole pour expérimenter concrètement le processus d'un appel citoyen.

Osons questionner et réinventer nos pratiques à la hauteur des attentes de nos concitoyens, et surtout, ne craignons pas de franchir le pas de la codécision avec les habitants. Le groupe de préfiguration nous y engage. Saisissons cette opportunité pour donner une nouvelle dimension au dialogue citoyen pour entrer pleinement dans la gouvernance du XXI^e siècle qui sera collaborative, partagée, bref, démocratique.

Alors dans le petit groupe de pilotage qui nous a permis de rencontrer deux fois les membres de préfiguration du Conseil de développement, il est apparu la nécessité d'un référentiel commun – parce qu'on a besoin de partager le sens des mots. Donc je voudrais juste rappeler ici que "démocratique", ça veut dire relatif à un régime politique dans lequel tous les citoyens participent, j'ai bien dit tous les citoyens participent aux décisions publiques et à la vie politique de la cité. Et donc pour finir, j'ai une pensée pour Michel Serres qui disait en substance : "Le pouvoir, c'est comme le savoir, quand on le partage on ne perd rien. Au contraire, on le multiplie."

Merci de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sophie Van Goethem. »

M^{me} Van Goethem : « Madame la Présidente, chers collègues, notre groupe Avenir métropolitain votera bien entendu cette délibération.

Tout d'abord, je commence par remercier Madame Christelle Scuotto qui a organisé tout le système et surtout le groupe de préfiguration qui va nous permettre peut-être d'avancer un petit peu plus. Ce nouveau Conseil refondé se base bien sûr sur un ancien Conseil, et ce Conseil refondé est basé sur la promotion et le soutien de la citoyenneté métropolitaine. Vous l'avez déjà rappelé : c'est une nécessité pour nous.

Aujourd'hui, organisation, gouvernance horizontale, appel citoyen, éligibilité des sujets proposés : de nouvelles notions vont nous servir à refonder ce Conseil pour pouvoir fonctionner. Cependant, je voudrais quand même revenir sur le fait qu'il existait à une époque – je vous parle d'un temps que certains n'ont pas connu, si j'ose me permettre –, l'ancien Conseil de développement donc qui est terminé et qui est fermé depuis 2021, auquel on va essayer de redonner une nouvelle jeunesse.

Cet ancien modèle était déjà attaché sur la logique citoyenne. Il ne faut pas oublier que les citoyens pouvaient déjà saisir éventuellement ce Conseil, voire participer. C'était par contre moins organisé à ce niveau-là. On avait tout de même organisé les débats autour de la société civile, et en particulier ces débats concernaient le territoire métropolitain.

Sur ces années de Conseil métropolitain, plus de 200 personnes ont contribué au fur et à mesure des années à participer, à apporter une petite pierre à l'édifice. Nous avons des travaux qui sont extrêmement intéressants, qui ont été produits à l'époque. Notre souhait, ce serait qu'on utilise encore ces travaux, ne serait-ce que pour les futurs "producteurs", qu'on puisse encore parler de ces travaux. C'est vrai que depuis que nous sommes élus – en 2020 pour certains d'entre nous –, on ne parle jamais de ces travaux, et c'est dommage. On avait beaucoup travaillé à ces niveaux-là sur des travaux de grande qualité, par exemple franchissement de la Loire qui peut être un thème intéressant, urbanisme de l'île de Nantes, en particulier le CHU, puisque le Conseil en avait pas mal parlé, avait beaucoup travaillé sur cette logique.

En fait, associer les citoyens de plus en plus, c'est une nécessité pour nous tous. Je le disais déjà dans un précédent mandat. Nous sommes tous citoyens, ne l'oublions pas, mais il est vrai que souvent, on sent cette différence entre les élus et les citoyens, qu'il va falloir dépasser.

Par contre, il faudrait être cohérents. Il faudrait être cohérents sur le résultat de cette démocratie participative, ou coconstruction. La question s'est toujours posée. Je me suis permis de reprendre les mots de mon collègue Jean Renard qui était un grand spécialiste de géographie sociale et rurale sur la métropole et au niveau national, et lors de sa contribution aux 20 ans du Conseil de développement, il avait rappelé que : "Parler de démocratie participative ou de coconstruction, est-ce faire avaler par les citoyens des projets concoctés en haut lieu entre élus et techniciens dans l'ombre, ou bien est-ce discuter, peser puis accepter des projets innovants venus de la société civile et qui n'étaient pas forcément dans le projet concocté lors de la préparation des échéances électorales, quitte à se déjuger et reconnaître qu'on a pu se tromper ?"

Nous espérons qu'en effet, ce nouveau Conseil nous permettra d'avancer dans ce sens-là. Les citoyens pourront peut-être plus peser sur cette logique-là. Espérons que nous allons les suivre, parce que nous avons besoin des travaux de la société civile. Ce sera la meilleure façon de reconnaître ce travail. Ce sera peut-être aussi la meilleure façon de refonder ce Conseil de développement. Nous en avons besoin et nous espérons que nous irons dans ce sens-là. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Christelle Scuotto. »

M^{me} Scuotto-Calvez : « Merci Madame la Présidente. Je vais répondre sur deux ou trois points, par rapport au droit d'interpellation notamment. Effectivement, vous avez fait le choix non pas d'abandonner, je pense à traduire ce qu'on s'est dit aussi au cours de ça, non pas abandonner ce mot mais plus dire, je reprends ce que m'a dit Adeline, et j'ai vu Carmen aussi aux un an de la Convention citoyenne qui m'a exprimé exactement, mot pour mot, et je vais essayer de reprendre sa pensée, et votre pensée du coup sur l'interpellation et finalement le choix que vous avez fait de l'appel citoyen.

L'interpellation, il vous semblait logique qu'elle reste au niveau métropolitain, c'est-à-dire qu'on interpelle directement, c'est-à-dire comme on peut l'avoir dans les pétitions ou dans les courriers qu'on peut recevoir déjà. C'est-à-dire que ce droit d'interpellation, pour moi, il existe déjà dans les pétitions, les courriers qu'on peut recevoir, ou lors de réunions, comme ça a été le cas sur la convention où Johanna a été interrogée sur des sujets du quotidien, de proximité.

Pourquoi ? Parce que vous estimez qu'interpeller, ça doit se faire en direct et qu'on ne doit pas passer par un tiers. Là, le tiers c'est le Conseil de développement et vous, vous n'avez pas envie de ça. En tout cas c'est comme ça qu'on me l'a exprimé. Donc vous vous dites : pas question d'abandonner l'interpellation. Elle existe déjà, saisissez-vous-en comme vous le faites, et par contre, nous on choisit, et là ça répond un petit peu plus à Madame Van Goethem, mais saisissez-vous-en du côté ascendant de la demande, et non pas du côté descendant comme vous l'avez insinué, qui est une réalité.

C'est-à-dire qu'aujourd'hui, on mettait à l'ordre du jour des sujets qui nous semblaient importants mais là, on vient demander aux citoyens de mettre à l'ordre du jour les sujets qui leur semblent importants à eux. Voilà. Des fois, c'est les mêmes, et heureusement, parce que sinon on serait déconnectés des réalités.

Le deuxième point sur lequel je voulais intervenir, c'était par rapport à l'expérimentation. Ce n'est pas retranscrit tel quel dans la délibération mais ça va de soi. Je crois que bien évidemment, l'expérimentation de se dire : on refonde le Conseil de développement en laissant la main à un groupe de citoyens, c'est une preuve de l'expérimentation et des moyens qu'on y met derrière, donc pas de remise en cause de ce sujet d'expérimentation. Je réaffirme cette possibilité qui, si on nous demande d'expérimenter pour avoir un avis citoyen, soit le plus réaliste possible et qu'on puisse y répondre de façon la plus argumentée possible, donc il n'y a pas de question.

Dans les délib on ne peut pas tout écrire mais bien sûr, ce sera quelque chose qui va de soi, et ce sera certainement, ou pas d'ailleurs, réappuyé. Laissons aussi arriver les 20, 25 membres du groupe socle ou du groupe organisateur pour voir ce qu'il leur semble important là aussi de mettre en avant. C'était aussi ce souhait que vous aviez formulé, de dire : "On a eu peu de temps, il y avait beaucoup de choses à faire, on a mis un cadre." Nous, on avait déjà mis un cadre un petit peu dans le pacte en disant : "Voilà les missions qu'on vous confie." Vous avez été plus loin mais là, vous dites que vous laissez les membres organisateurs figuler, et on va le faire pendant cette année d'expérimentation. Voilà. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste quelques mots pour finir sur ce sujet. D'abord pour saluer à nouveau, j'ai déjà eu l'occasion de le faire, Philippe Audic, Gabriel Vitré et toutes celles et tous ceux qui les ont accompagnés dans cette aventure du Conseil de développement, parce que c'est aussi parce qu'il y a eu ces étapes antécédentes, également, que nous pouvons aujourd'hui collectivement franchir une nouvelle étape qui je crois plus clairement nous permet de bouger les lignes.

Deuxième élément à nouveau : vous remercier pour votre engagement, pour votre exigence aussi déontologique. Je le formule de cette manière. Vous avez aussi y compris, précisé quel était votre rôle à ce moment-là, comment vous le considérez, pourquoi – et je l'explique parce que parfois certains, y compris certains acteurs de la presse, et je le comprends bien volontiers, ont dit : "Dites-nous, c'est quoi les sujets par exemple du futur Conseil de développement ?" et vous avez dit : "Eh bien non, nous on est le groupe préfigurateur et donc on ne peut pas parler à la place de ceux qui seront demain les futurs membres."

C'est vrai que tous ces sujets demandent de la pédagogie, de l'explicitation, de l'explication, mais vraiment, merci à vous de cet engagement absolument majeur.

Le dernier élément que je voudrais évoquer avant de mettre aux voix la délibération, c'est qu'on voit là aussi que désormais, plusieurs éléments de la nouvelle étape du dialogue citoyen que nous allons franchir globalement dans ce mandat sont en train de s'agencer. Nous avons eu au tout début du mandat la Convention citoyenne, et donc ce retour des un an l'autre soir qui a été là aussi d'une grande richesse.

J'en profite pour dire que globalement sur l'année qui vient de s'écouler ce n'est pas moins d'une quinzaine de démarches avec des panels citoyens parfois tirés au sort. Je le dis parce que c'est un échange que nous avons eu, et vous avez appelé à avoir recours cette démarche qui parfois, on le sait, nous permet d'aller chercher des habitantes et des habitants qui ne viendraient pas spontanément dans les démarches.

Donc Convention citoyenne, une quinzaine de démarches s'appuyant sur des panels parfois avec vote, et là ce soir je le souhaite, après le vote, une étape majeure dans la refondation du Conseil citoyen, on a là petit à petit un nouveau paysage d'une nouvelle étape du dialogue citoyen de la Métropole nantaise qui se constitue, et je tiens à vous remercier d'y avoir très activement contribué. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le processus relatif à la composition du conseil de développement tel que développé dans la présente délibération,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, avant de suspendre la séance, puisque nous arrivons à la fin des délibérations que nous avons prévu de pouvoir regarder aujourd'hui, je ne voudrais pas manquer de répondre à la question d'Alain Vey justement sur les questions d'organisation de nos assemblées que vous avez, cher Alain, posée en début de séance.

Simplement donc rappeler une ou deux choses et vous donner un point d'information. En effet, l'habitude dans notre assemblée est que nos Conseils puissent se tenir le vendredi, sauf tout simplement quand la Cité des congrès n'est pas disponible. C'est la raison pour laquelle il y a une anticipation de la part des services. Je le rappelle : le calendrier est logiquement envoyé à six mois pour que chacune et chacun puisse au mieux s'organiser.

Deuxième chose : un courrier avait donc été envoyé avec les dates jusqu'au mois de février – là aussi, je le dis pour la bonne information de chacune et de chacun.

Et le dernier élément sur la question qui est la vôtre : est-ce que finalement cette organisation d'une journée et demie va devenir la règle ? Eh bien non, pas de manière générale. En revanche, c'est vrai que l'analyse qui est celle des équipes, c'est que sur les séances qui concernent le compte administratif, le DOB et le budget, oui, on pense plutôt que sur ces trois séances-là, c'est raisonnable d'anticiper un jour et demi. Donc ça vaut pour les Conseils de juin, de décembre et de février, et on préfère sur ces trois Conseils vous dire : "Chers collègues ce sera un jour et demi.", quitte à ce que dans l'esprit de synthèse et la qualité et la célérité de nos débats, ça se tienne finalement en une journée ou qu'on se rende compte au moment où on affine l'ordre du jour que ce ne serait qu'une journée, mais ça nous semble plus raisonnable pour l'organisation des agendas des uns et des autres de dire : "Sur ces trois séances mais uniquement sur ces trois séances, ce sera un jour et demi.", pour éviter d'avoir ensuite à intercaler des choses.

Voilà, pour la réponse à votre question en tout début de Conseil.

Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Oui, juste pour rappeler aux membres de la Commission des subventions, que nous nous réunissons instantanément salle de la Loire. »

M^{me} la Présidente : « Merci à tous. Bonne fin de journée et à demain. »

La séance est suspendue, puis reprise le jeudi 30 juin.

L'appel est effectué.

M. Affilé présente les dossiers suivants :

Direction générale déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des Investissements et de la Circulation

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

12 – Transition écologique – Engagement Loire – Développement des nouvelles lignes de transports – Programme et enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation des lignes de transports 6, 7 et 8 – Approbation

Exposé

Par délibération 2021-30 du 9 avril 2021, le Conseil métropolitain a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet de Développement de Nouvelles Lignes de Tramways (DNLT) et de la Transformation du Pont Anne de Bretagne, ainsi que les mesures nécessaires pour tenir compte de ses enseignements. Elles ont été prises en compte dans la délibération 2021-82 du 29 juin 2021, approuvant une modification du programme des études et de l'enveloppe financière prévisionnelle pour la porter à 9,5 M€ TTC, afin d'intégrer les études d'avant-projet sur un linéaire supplémentaire d'environ 800 m du boulevard Schoelcher au secteur Hôtel de Ville de Rezé via la route de Pornic, les études complémentaires sur la ligne 8 et la mise en place d'un dispositif de concertation complémentaire.

Ces études complémentaires ont conduit le Conseil métropolitain des 9 et 10 décembre 2021, par délibération n°2021-163, à approuver les réponses argumentées de la collectivité suite à la concertation préalable, notamment en ce qui concerne la décision de faire évoluer le projet de Développement de Nouvelles Lignes de Tramways, d'une part en réalisant la ligne 8 en mode Busway à vocation électrique du Boulevard de Doulon (Nantes) à Bouguenais (au-delà du périphérique), d'autre part en prolongeant les 2 lignes 6 et 7 en tramway jusqu'au secteur Hôtel de Ville de Rezé. Par ailleurs, il a été décidé que la ligne chronobus C9 soit prolongée de Pirmil à Basse-Île, en lien avec la mise en œuvre de ces 3 lignes, et d'améliorer le maillage du quadrant Nord / Est en rabattement sur le boulevard de Doulon (prolongement de la C7).

Nantes Métropole a confié à la SEMITAN la réalisation de ce programme d'investissements via deux marchés subséquents, l'un (2018-21230) concernant l'étude et la réalisation de nouvelles lignes de tramway et l'autre (2020-20638) concernant la réalisation d'études complémentaires pour le développement de ces lignes, conclus en vertu de l'accord-cadre de mandats 2017-33780.

Au terme des études préliminaires et d'avant-projet, il est proposé aujourd'hui d'adopter le programme du projet de Développement des Nouvelles Lignes de Transport (DNLT) 6, 7 et 8, découlant de la réponse argumentée de Nantes Métropole à la concertation préalable, afin de préparer le dossier d'enquête publique en vue de son approbation début 2023, d'organiser la tenue de l'enquête publique à l'automne 2023, et de lancer la phase opérationnelle du projet global pour une livraison à l'horizon fin 2027.

=> Le programme

Il consiste en :

1. la réalisation des infrastructures tramways nécessaires à la mise en service de la ligne 6 allant de La Chapelle-sur-Erdre (Babinière) à Rezé (secteur Hôtel de Ville) via Nantes, et de la ligne 7 allant de Saint-Herblain (terminus François Mitterrand) à Rezé (secteur Hôtel de Ville) via Nantes, qui intègre:

- la réalisation du double embranchement tramways au débouché nord du pont Anne de Bretagne depuis la ligne 1, la reconfiguration de la station Chantiers Navals, la création de la station Mémorial, les travaux d'aménagements d'espaces publics nécessaires à cette intervention,

- la réalisation des infrastructures tramway sur le nouveau Pont Anne de Bretagne (le pont étant réalisé sous maîtrise d'ouvrage directe de Nantes Métropole, non compris dans l'enveloppe financière ci-dessous),
- la réalisation des infrastructures tramway et des 3 stations sur l'axe Nord/Sud de l'île de Nantes entre le pont Anne de Bretagne et le pont des 3 Continents (les espaces publics étant réalisés par la Samoa, aménageur de l'île de Nantes),
- l'aménagement du pont des 3 Continents sur l'ensemble de l'assiette actuelle dont la réalisation des infrastructures tramway, ainsi que la création d'un encorbellement dédié aux modes actifs et le renforcement structurel du pont,
- la réalisation des infrastructures tramways et de la station sur le boulevard Schoelcher à Rezé (les espaces publics étant réalisés par Nantes Métropole Aménagement, aménageur de la ZAC Pirmil Les Isles),
- la réalisation du pôle de correspondance bus/cars rue du Seil à Rezé,
- le prolongement des infrastructures tramways avec la traversée de la voie ferroviaire qui dessert le Grand Port Autonome Nantes/Saint-Nazaire, la réalisation d'une station au niveau du secteur de « Marguyonne » et d'un terminus au niveau du bd de Lattre de Tassigny (Hôtel de Ville de Rezé), sur la route de Pornic, intégrant l'aménagement des espaces publics, dont la démolition de l'auto-pont.

Ces plateformes tramways ainsi créées depuis le quai de la Fosse jusqu'au secteur Hôtel de Ville de Rezé, permettront la mixité tram/bus.

Spécifiquement pour la ligne 7, le programme intègre également :

- l'adaptation du terminus François Mitterrand pour accueillir la nouvelle ligne 7 en complément de la ligne 1 actuelle, dans une configuration compacte, avec intégration de voies de retournements supplémentaires sur les boulevards François Mitterrand et Allende, la reconfiguration des stations tramways et bus actuels et la reprise des aménagements des espaces publics impactés,
- la création d'une troisième voie d'exploitation tramways (voie Z) dans l'emprise existante de la plateforme tramway boulevard Allende à Saint-Herblain (à l'ouest du giratoire du Tertre). Cette troisième voie constituera une zone de stockage et de remisage nécessaire au bon fonctionnement des lignes tramway 1 et 7,
- la jonction tramway entre les boulevards Romanet et du Tertre, avec la reprise du carrefour giratoire Churchill, intégrant la requalification des espaces publics du carrefour jusqu'au débouché de la rue Ménoret, avec création d'une nouvelle traversée routière de la plateforme tramway, sur le boulevard Romanet,
- la reprise des abords de la station tramway Jamet sur le boulevard Romanet, et la création de nouvelles traversées piétonnes sur cet axe.

2. la réalisation des infrastructures bus nécessaires à la mise en service de la ligne 8 allant a minima du centre de Bouguenais au boulevard de Doulon à Nantes via l'île de Nantes et le nouveau CHU, avec une phase provisoire à l'horizon 2027 allant du centre de Bouguenais à l'est de l'île de Nantes, qui intègre :

- la réalisation dans une première phase :
 - des infrastructures bus depuis le terminus provisoire au centre de la commune de Bouguenais puis la Bouvre (P+R provisoire à définir), puis sur la route de Pornic, en transformant la 2x2 voie en une 2x1 voie afin de récupérer 2 voies pour la ligne 8 du giratoire de la Pierre jusqu'à Pirmil et de renforcer l'offre de transport sur cet axe, en accompagnement des travaux du tramway sur le secteur du pont des 3 Continents / Bd Schœlcher. Une voie de covoiturage sera réalisée dans le sens sortant du carrefour de Lattre de Tassigny jusqu'au giratoire de la Pierre,
 - des infrastructures bus, par la SAMOA aménageur de l'île de Nantes, sur le boulevard Bénoni Goullin, la place Mangin, le boulevard Anatole de Monzie, en accompagnement du projet urbain, puis sur l'itinéraire de la ligne 5 où elles seront adaptées au passage des deux lignes,

- la réalisation, dans une seconde phase :
 - des infrastructures bus sur les boulevards de Sarrebruck, Seattle et Doulon jusqu'à la ligne 1, et d'un terminus boulevard de Doulon,
 - d'un P+R au niveau du terminus situé à Bouguenais, terminus qui reste à préciser compte tenu notamment des enjeux d'aménagements et de réorganisation du réseau de transport collectif : soit secteur de l'échangeur de La Ville au Denis, soit secteur de l'échangeur de La Mouchonnerie, au niveau de la route départementale 723,
 - des infrastructures bus complémentaires entre ce terminus et le centre de Bouguenais.

Concertation, enquête publique

Dans le cadre de la concertation continue qui se poursuit jusqu'à l'enquête publique prévue à l'automne 2023, il sera procédé avec les communes, à la bonne information et à la participation du public, en particulier sur les secteurs non identifiés dans le projet initial soumis à la concertation préalable.

Les aménagements découlant de ce programme seront intégrés dans le dossier d'enquête publique.

=> L'enveloppe financière prévisionnelle

Pour répondre au programme de l'opération de Développement des Nouvelles Lignes de Transport 6,7, 8, les études préliminaires et d'avant-projet ont permis d'estimer l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération des nouvelles infrastructures (hors matériels roulants) à :

– 170 M€ TTC pour les lignes de tramways 6 et 7

– 42 M€ TTC pour la ligne 8 et le prolongement du Chronobus C9 de Pirmil à Basse-Ile, hors P+R qui sera intégré à l'issue du choix qui sera fait sur sa localisation, en cohérence avec le terminus de la L8 sur Bouguenais, et des premières études opérationnelles.

Pour la réalisation de ce programme, en complément des mandats déjà conclus, il est proposé de donner mandat, dans le cadre de l'accord-cadre mono-attributaire n°2019-27088 pour l'étude et la réalisation d'infrastructures, de bâtiments et de services associés à la SEMITAN pour la réalisation de l'opération de l'adaptation du terminus François Mitterrand et pour l'opération de création de la ligne 8. L'attribution et la signature de ces marchés subséquents interviendront dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente et aux vice-présidents.

Compte-tenu de la nécessité de disposer des éléments nécessaires pour la coordination des opérations et des plannings de réalisation, il est également proposé d'autoriser la SEMITAN en tant que futur mandataire de Nantes Métropole à procéder aux lancements des consultations de maîtrise d'œuvre pour d'une part l'adaptation du terminus François Mitterrand et d'autre part la création de la ligne 8, intégrant le P+R, sous forme de procédures négociées, conformément aux articles R2172-1 et suivants du code de la commande publique. Il est précisé que le montant total d'honoraires de ces deux opérations est estimé à 3 000 000 € HT soit 3 600 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe transports collectifs sur l'AP50 libellée transports collectifs : opération 2021-3770 libellée « Création lignes de tramway L6 et L7 » et opération 2022-10246 libellée DNLTL – Ligne 8 Busway ».

M. Affilé : « Bonjour à toutes et à tous. Une délibération qui concerne la suite du projet de développement des nouvelles lignes de transport. Vous avez bien remarqué que je dis "de transport" puisqu'un des changements introduits par rapport au début, c'est que nous aurons deux lignes de tramway et une ligne de busway ou de bus à niveau de service électrique, comme nous l'avons acté précédemment.

Donc il s'agit pour nous de voir comment précisément adopter ce programme de développement des nouvelles lignes de transport, les lignes 6, 7 et 8 qui découlent de la réponse que nous avons faite à la concertation préalable pour préparer le dossier d'enquête publique qui devrait être approuvé au début de l'année 2023, puis d'organiser la tenue de l'enquête publique à l'automne 2023, puis de lancer la phase opérationnelle du projet global pour une livraison qui est prévue à l'horizon fin 2027.

Donc je vais vous décrire le programme, et ensuite la suite de concertation et d'enquête publique et l'enveloppe financière prévisionnelle.

Donc le programme, premier point, c'est la réalisation des infrastructures de tramway qui sont nécessaires aux lignes 6 et 7. La ligne 6 allant de La Chapelle-sur-Erdre Babinière à Rezé, secteur Hôtel-de-Ville, et la ligne 7 allant de Saint-Herblain, terminus François-Mitterrand à Rezé, toujours secteur Hôtel-de-Ville. Et donc je peux détailler ce programme.

Le premier élément significatif est le double embranchement tramway au débouché Nord du pont Anne-de-Bretagne depuis la ligne 1, pour la ligne 6 qui vient de l'Est et pour la ligne 7 qui vient de l'Ouest, et qui passent toutes les deux sur le pont Anne-de-Bretagne.

Ça va nous amener à reconfigurer la station Chantiers-Navals tout simplement parce qu'il faut qu'elle soit capable d'accueillir des tramways longs, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, puis de créer une station Mémorial, tout simplement parce que nous ne pouvons pas avoir sur le même arrêt trois lignes de tramway qui s'arrêtent sur la même station. Donc il nous faut introduire ce décalage, et notamment pour la ligne 6 qui passe sur le pont Anne-de-Bretagne : comme elle ne va pas de l'autre côté du pont Anne-de-Bretagne et que l'arrêt Chantiers-Navals est en aval du pont Anne-de-Bretagne, eh bien nécessairement ça veut dire qu'il nous faut créer cet arrêt avant et puis bien sûr des travaux d'aménagement d'espaces publics qui sont rendus nécessaires.

Deuxième item à préciser : la réalisation des infrastructures de tramway sur le pont Anne-de-Bretagne. Le pont Anne-de-Bretagne n'est pas compris dans l'enveloppe financière qui sera détaillée après.

La réalisation des infrastructures de tramway des trois stations sur l'axe Nord-Sud de l'île de Nantes, entre le pont Anne-de-Bretagne et le pont des Trois-Continents, de pont à pont, et les espaces publics étant eux à aménager, à réaliser par la SAMOA qui est l'aménageur de l'île de Nantes.

L'aménagement du pont des Trois-Continents sur l'ensemble de l'assiette actuelle, notamment pour accueillir des infrastructures tramway et un renforcement structurel du pont qui est nécessaire puisque nous aurons potentiellement plusieurs tramways et des bus qui pourraient être en même temps sur le pont. Donc évidemment, il convient de sécuriser la structure de celui-ci et nous créerons un encoffrement dédié aux modes actifs.

Enfin, puisque nous avons pris la décision de prolonger l'ensemble des deux lignes au-delà du boulevard Schœlcher, nous aurons à réaliser des infrastructures tramway et la station sur le boulevard Schœlcher qui ne sera pas un terminus, donc, les espaces publics étant réalisés par Nantes Métropole Aménagement, qui est l'aménageur de la ZAC de Pirmil Les Isles. Nous aurons à réaliser le pôle de correspondance pour les bus et les gares rue du Seil à Rezé, et puis le prolongement des infrastructures de tramway avec la traversée de la voie ferroviaire qui dessert le grand port, la réalisation d'une station au niveau du secteur de « Marguyonne » et d'un terminus au niveau du boulevard de Lattre-de-Tassigny, au niveau de l'Hôtel-de-Ville de Rezé, et évidemment ici il faudra aménager les espaces publics et en particulier démolir l'autopont existant.

Je dois vous préciser que l'ensemble de ces plateformes de tramway permettront la circulation à la fois des tramways mais aussi des bus sur la plate-forme.

Pour la ligne 7 maintenant, il faudra adapter le terminus François-Mitterrand pour accueillir la nouvelle ligne et notamment les tramways longs, dans une configuration plus compacte, avec une intégration de voies de retournement sur le boulevard François-Mitterrand et sur le boulevard Allende, et puis reconfigurer les stations tramway et bus actuelles avec évidemment des travaux sur l'espace public.

Nous aurons également la création d'une troisième voie d'exploitation tramway, une voie dite "en Z" dans l'emprise existante de la plate-forme tramway entre le boulevard Allende à Saint-Herblain et le giratoire du Tertre et la station Tertre. Là, c'est une grande ligne droite où l'emprise tramway est suffisamment large pour qu'on puisse installer une troisième voie au milieu, ce qui permet à la fois de stocker des tramways, mais aussi de pouvoir organiser des manœuvres de ceux-ci.

La jonction tramway entre les boulevards Romanet et Tertre, avec la nécessité de reprendre le carrefour giratoire Churchill, avec des requalifications d'espaces publics et la création d'une nouvelle traversée routière de la plate-forme tramway sur le boulevard Romanet puisqu'aujourd'hui celle-ci n'existe pas puisque les tramways ne passent pas à cet endroit-là. Il s'agit en fait de créer une branche d'un Y quand on vient de Tertre, la branche de gauche existant déjà puisque c'est l'ancienne emprise de la voie de la ligne 1 d'avant, et donc ici on créera une deuxième branche du Y sur la droite, qui partirait vers la station Romanet.

Nous aurons évidemment à reprendre les abords de la station tramway Jamet, sur le boulevard Romanet, et réaliser également de nouvelles traversées piétonnes. Ça c'est ce qui concerne les lignes 6 et 7.

En ce qui concerne donc l'infrastructure bus avec la ligne 8, il s'agira ici de travailler en deux phases : une première phase, vous allez le voir, qui va être destinée à travailler en gros sur les emprises existantes et connues, et ensuite, puisque nous avons des travaux supplémentaires et que nous avons encore une incertitude, je vais y revenir, sur le terminus à Bouguenais, prendre le temps de la réflexion et de l'analyse pour voir ce qui peut être fait.

Première phase, des infrastructures bus depuis le terminus provisoire au centre de la commune de Bouguenais : La Bouvre, avec un P + R provisoire qu'il va bien falloir installer, puis route de Pornic, et sur la route de Pornic, la deux fois deux voies va être transformée en deux fois une voie pour récupérer deux voies de circulation pour la ligne 8, du giratoire de la Pierre jusqu'à Pirmil, et également ça nous permettra de renforcer l'offre de transport sur cet axe pendant cette première phase avec le prolongement de la ligne C9 qui viendra de Pirmil jusqu'à Bouguenais temporairement sur cette phase 1.

Nous aurons également une voie de covoiturage à réaliser dans le sens sortant du carrefour de Lattre-de-Tassigny jusqu'au giratoire de la Pierre.

Sur l'île de Nantes, nous aurons à aménager des infrastructures bus, ce qui sera fait par la SAMOA sur le boulevard Benoni-Goullin, à place Mangin, le boulevard Anatole de Monzie, en accompagnement du projet bien entendu puis sur l'itinéraire de la ligne 5 où ces stations seront adaptées au passage de deux lignes. Donc si deux lignes passent, ça veut dire qu'il faudra être en mesure d'accueillir deux bus qui pourront stationner provisoirement en même temps.

La première phase j'ai dit la fin ce sera fin 2027 et deuxième phase sur le mandat prochain : des infrastructures bus sur les boulevards de Sarrebruck, Seattle et Doulon jusqu'à la ligne 1, et un terminus boulevard de Doulon, un P + R définitif cette fois-ci au niveau du terminus situé à Bouguenais, terminus qui reste à préciser et qui en fonction d'un certain nombre de choix d'aménagements et de réorganisations du réseau pourrait se situer soit sur le secteur de l'échangeur de la Ville-au-Denis, soit sur le secteur de l'échangeur de la Mouchonnerie au niveau de la route départementale 723 c'est-à-dire en gros de la route de Paimbœuf. Et puis nous aurons bien sûr des infrastructures de bus à créer entre ce terminus et le centre de Bouguenais, puisqu'actuellement elles n'existent pas forcément.

Nous allons bien sûr, puisque nous nous sommes engagés à établir et à maintenir une concertation continue, nous allons avec les Communes travailler à la bonne information et à la participation du public, notamment parce que nous avons une enquête publique qui est prévue à l'automne 2023 et en particulier parce qu'un certain nombre de secteurs n'avaient pas été identifiés dans le projet initial et donc n'avaient pas été soumis à la concertation préalable. Donc il faut qu'on essaie de faire en sorte, avant l'enquête publique, de maintenir cet esprit de concertation. Je pense en particulier à Bouguenais puisque vous vous rappelez que notre projet s'est déplacé vers l'Ouest. On parlait de La Bouvre, maintenant on parle de Ville-au-Denis ou de Mouchonnerie, ce qui est un peu plus à l'Ouest de la commune.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 170 millions d'euros TTC pour les lignes de tramway 6 et 7, de 42 millions d'euros pour la ligne 8 et le prolongement du chronobus C9 de Pirmil à Basse-Île, ce qui sera le cas lorsque nous aurons le pôle d'échange rue du Seil, et évidemment le P + R, lui, n'est pas compris dans cette enveloppe et sera un projet à part une fois que nous saurons où l'implanter.

Et donc il vous est proposé, dans le cadre de l'accord-cadre monoattributaire de 2019, d'affecter, de donner mandat à la SEMITAN pour la réalisation de l'opération de terminus de bus François-Mitterrand et pour l'opération de création de la ligne 8. Et les signatures de ces marchés, de tous les marchés subséquents se feront dans le cadre des délégations données par le Conseil à la présidente ou au vice-président.

Enfin, il vous est proposé d'autoriser la SEMITAN en tant que futur mandataire de Nantes Métropole à procéder au lancement des consultations de maîtrise d'œuvre pour l'adaptation du terminus François-Mitterrand, pour la création de la ligne 8 intégrant le P + R, et il est précisé que le montant d'honoraires pour ces opérations est estimé à 3 600 000 euros TTC. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci Madame la Présidente. Bonjour à tous. Bon, écoutez, sur ce dossier-là, vous le savez, nos positions, elles sont connues. Nous sommes et nous restons opposés au projet de doublement du pont Anne-de-Bretagne. Nous sommes et nous restons opposés aux choix que vous avez faits de tram pour traverser l'île de Nantes, et la délibération qui nous est présentée aujourd'hui confirme notre position et notre opposition aux choix que vous faites pour ces deux virgules, ces deux bouts de lignes que vous appelez ligne 6 et ligne 7 puisque le coût, Bertrand Affilé vient de le préciser de ces 4 kilomètres de tramway, nous conforte dans notre opposition : 170 millions d'euros pour 4 kilomètres, soit 42,5 millions d'euros du kilomètre.

Si j'ajoute à cela le projet du pont Anne-de-Bretagne qui est indissociable du choix que vous avez fait, puisqu'il va bien falloir que ces lignes de tramway passent sur le pont Anne-de-Bretagne qui va être donc doublé, projet à ce stade qui dispose d'une enveloppe de 50 millions d'euros mais dont on sait bien que cette enveloppe sera amenée à augmenter, mais admettons qu'on reste à ce stade sur 50 millions d'euros, 170 + 50 égal 220, ce qui nous fait donc un coût de 55 millions d'euros du kilomètre de ligne de tram. Je crois que Nantes va pouvoir obtenir un nouveau prix, celui du coût au kilomètre de tram le plus élevé au monde.

Je rappelle que traditionnellement, un kilomètre de tram qui est un moyen lourd et qui coûte cher, oscille entre 20 et 25 millions d'euros. On est ici deux fois plus cher que pour un projet classique avec, vous le savez, un certain nombre d'interrogations qui sont les nôtres sur l'amélioration de l'offre avec cette proposition, et moi, je veux appeler nos collègues des 23 autres communes à imaginer ce que nous pourrions faire avec 170 millions d'euros pour développer l'offre dans des communes qui malheureusement aujourd'hui ne disposent que d'une offre très réduite.

Et donc je crois qu'avec ces 170 millions, avec ces 220 millions d'euros nous pourrions améliorer sensiblement les mobilités du quotidien pour les habitants des communes de la métropole. Nous avons fait un certain nombre de contre-propositions que nous continuons de maintenir, sur lesquelles je ne reviens pas – sauf si vous insistez – aujourd'hui. Mais elles sont connues, donc je crois que je n'ai pas besoin d'y revenir.

À l'inverse, vous le savez aussi, sur le choix qui est fait sur la ligne 8 nous sommes en phase. D'ailleurs, ça figurait dans le schéma de mobilité que nous avons porté pendant les campagnes de 2020. Juste un petit regret, c'est le calendrier. Moi, je pense et nous pensons avec mes collègues du groupe Avenir métropolitain qu'on pourrait aller plus vite et qu'on pourrait réaliser l'ensemble des aménagements de cette ligne 8 sur ce mandat et ne pas être obligés d'attendre la fin du mandat pour créer cette liaison entre l'Ouest et l'Est de l'agglomération nantaise.

Et donc, forts de ces constats et de ces propositions, nous vous demandons Madame la Présidente, comme nous l'avons déjà fait auparavant, une dissociation sur ce dossier qui nous permettra si vous l'acceptez de voter pour la ligne 8 et de continuer à nous opposer aux projets sur les bouts de lignes que vous appelez 6 et 7. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascale Robert. »

M^{me} Robert : « Madame la Présidente, chers collègues, étape par étape, le projet de nouvelle ligne de transport avance. Nous le savons : ce type d'opération demande des années avant d'entrer en phase opérationnelle.

Pourtant, les attentes sont grandes, l'expression des élus du Sud-Ouest de l'agglomération illustre bien l'impatience des habitants de leur commune, et même au-delà. C'est un engagement fort que prend aujourd'hui la Métropole pour offrir des transports publics plus efficaces, plus accessibles, moins polluants, avec un meilleur maillage territorial.

L'enveloppe financière prévisionnelle de plus de 200 millions d'euros proposée dans cette délibération montre l'engagement que nous portons à la transition écologique en offrant demain des alternatives concrètes aux véhicules individuels. Ces projets prennent du temps pour faire les études, engager les concertations, réaliser les enquêtes publiques et trouver les financements nécessaires. Ces nouvelles lignes devraient être livrées fin 2027. L'instauration des zones à faibles émissions mobilité arrive en 2025. L'interdiction de la vente des voitures neuves thermiques décidée au niveau européen sera effective à partir de 2035.

Certes, il faut aller vite, mais il y a risque à exclure de nos villes celles et ceux qui n'auront pas les moyens. Cette volonté affichée de changer de modèle nécessite des réponses opérationnelles pour développer nos réseaux de transports urbains et périurbains, ou pour adapter notre réseau électrique.

Avec cette nouvelle délibération, notre Intercommunalité s'engage pleinement dans la transition écologique des transports et demain, nous souhaitons que l'État et la Région préparent les infrastructures indispensables pour la réussir. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Philippe Le Corre. »

M. Le Corre : « Madame la Présidente, chers collègues, quelques mots pour une vision très pratique, pour exprimer notre satisfaction de voir le projet de ligne 8 qui reliera directement le bourg de Bouguenais à Nantes via un transport public collectif rapide et attractif. C'est une opportunité pour le territoire et ses habitants, et je l'espère qui permettra de répondre en partie aux défis de la saturation de la route de Pornic.

Mais pour cela, il est primordial que le terminus de cette ligne soit le plus en amont possible, afin d'inciter les automobilistes du Pays de Retz à laisser leur véhicule bien avant le bourg de Bouguenais et le périphérique. Ainsi, l'implantation du P + R sera primordiale. Une étude est en cours. Nous militons déjà pour qu'il soit créé au niveau du village de la Mouchonnerie. Le bâtir au niveau du village de la Ville-au-Denis ne résoudrait en rien les problématiques de saturation du bourg et de la route de Pornic, qui s'aggraveront d'ailleurs dans un premier temps avec la réduction du nombre de voies de circulation.

Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. François Prochasson. »

M. Prochasson : « Oui, merci Madame la Présidente. Deux ou trois petites réflexions par rapport à ce projet que nous considérons comme extrêmement intéressant, et que je qualifierai de magnifique parce qu'effectivement il permet de rapprocher, grâce au projet de busway, les territoires du Sud-Ouest de notre métropole, et ainsi faciliter l'amélioration des conditions d'accès à la centralité pour tous ces territoires qui sont aujourd'hui quelque peu délaissés.

Alors on connaît les difficultés sur les bus affrétés. Voilà, donc c'est un point qu'on doit saluer effectivement, qui va tout à fait dans le bon sens pour améliorer la desserte de l'ensemble de la métropole. Voilà, première réflexion.

Deuxième réflexion, je ne suis pas sûr qu'on puisse comparer les coûts de réalisation de 4 kilomètres de tramway dans les conditions où ils sont réalisés, avec une ligne nouvelle qui comprend des passages difficiles en centralité. On le voit bien sur un certain nombre de métropoles : allez à Rouen, le tramway a été enterré, donc a coûté beaucoup plus cher que ce que peut être le coût aujourd'hui de ces 4 kilomètres supplémentaires de ligne de tramway. La réalité, c'est que ça coûte cher quand on est en centralité, et que ça coûtera d'autant plus cher, mais c'est aussi le prix à payer, pour assurer un excellent maillage de notre desserte en tramway. Donc on est vraiment là sur un projet extrêmement intéressant pour faciliter la mobilité, pas simplement des Nantais mais je pense de l'ensemble du territoire.

Et puis la dernière remarque que je voudrais faire par rapport à ce projet, c'est qu'il ne va pas sans une réflexion à faire sur l'étoile ferroviaire qui dessert l'ensemble du département. Nous avons été accueillis par des cheminots qui se préoccupent de la qualité de l'offre de transport ferré sur ce territoire. Je pense qu'il faut être attentifs. Et moi, j'attends avec impatience que la Région s'engage effectivement dans la réalisation d'une étoile ferroviaire cadencée à la hauteur des besoins de notre département, et donc aussi de notre métropole. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel à nouveau. »

M. Bainvel : « Très rapide. Deux éléments. Par rapport à ce que vient de dire François Prochasson sur le coût : le coût c'est une question de choix. Le tramway à cet endroit-là, ça coûte cher. C'est un constat, et on le voit aujourd'hui avec les 170 millions d'euros. Si d'autres choix avaient été faits, Monsieur Prochasson, les coûts seraient différents. Ils seraient moins importants, et peut-être qu'ils nous permettraient de réinjecter les économies réalisées sur ce projet pour développer les mobilités dans d'autres parties du territoire. Parce que je vous rejoins : nous avons malheureusement beaucoup de communes dans notre métropole qui ne disposent pas d'une offre de mobilité et de transports publics suffisante.

Sur la question que vous abordez sur l'offre ferroviaire au niveau régional, vous le savez, la Région porte le développement du réseau. Nous avons lancé l'ouverture à la concurrence qui va nous permettre de développer fortement l'offre de TER en journée, sur les heures creuses. Vos collègues écologistes socialistes insoumis s'y sont opposés, refusant le développement de l'offre qui est important pour nous, en tout cas au niveau régional, l'alpha et l'oméga de l'augmentation des mobilités et des déplacements de nos concitoyens. Vous faites d'autres choix, nous les assumons complètement et je peux affirmer ici que l'offre qui a déjà augmenté de 11 % grâce à la convention que nous allons signer avec la SNCF va continuer d'augmenter dans les mois et les années à venir. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste deux mots avant de redonner la parole à Bertrand Affilé. Je vois, Monsieur Bainvel, que vous démarrez la journée en choisissant quand même vos modes de présentation dans vos interventions. Je voudrais quand même dire deux choses.

Factuellement, vous ne pouvez pas dire – vous le répétez à longueur de Conseils, ce n'est pas parce que vous le répétez que ça devient une vérité – que les aménagements que nous proposons là sont des aménagements qui ne permettent pas l'amélioration de la desserte de plusieurs communes de la métropole. C'est inexact. François Prochasson l'a rappelé et Bertrand Affilé va pouvoir le redire et le réexpliquer à l'instant. Je crois que c'est à la limite de la malhonnêteté intellectuelle.

Je vous le dis parce que celles et ceux qui suivent nos Conseils doivent pouvoir savoir que non, cet aménagement, objectivement permet, l'amélioration de plusieurs dessertes. Je crois que c'est important de le dire. Vous pouvez être en divergence sur ce projet mais c'est mieux quand les arguments prix sont honnêtes, du point de vue de la réalité objective des modes de desserte.

Ensuite je ne vais pas parler à la place de l'opposition régionale, loin de moi cette idée. Je crois qu'il y a quand même deux sujets différents. Être favorable au développement du rail et du ferroviaire, c'est un sujet, et ensuite qu'il y ait un débat pour savoir si c'est le public ou les acteurs privés qui doivent assumer le développement du service régional. Là aussi il me semble que c'est quand même deux débats de natures un peu différentes. J'aimerais qu'on démarre cette journée en évitant un peu trop de confondre les choses quand ça interroge les interlocuteurs.

Dernier élément, puisque cela a été évoqué : nous avons en effet été accueillis par une délégation sur ces sujets rail et ferroviaire. J'ai moi-même pris un moment pour en échanger, d'où mes deux ou trois minutes de retard à l'arrivée – et Bertrand Affilé, vice-président en charge de ces sujets, sortira tout à l'heure du Conseil pour prendre le temps d'un échange et de recevoir en audience cette délégation.

Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Bien. Alors vous avez raison, Madame la Présidente : il convient d'être scrupuleux dans les données qu'on avance, quand on commence à manipuler des chiffres. Faire des calculs un peu hasardeux en disant : "Je prends 170 millions d'euros, je divise par 4 kilomètres, ça nous donne une quarantaine de millions d'euros par kilomètre, soit à peu près le double.", on peut tous faire ça. Je pense qu'à partir à peu près du CE2, tout le monde est capable de faire ça. Sauf que, sauf que, sauf que, sauf que... »

M. Bainvel : *Intervention hors micro*

M^{me} la Présidente : « Monsieur Bainvel, il me semble qu'on vous a laissé la parole à deux reprises. Je vous prie de respecter le minimum de courtoisie républicaine. Vous êtes le seul élu, s'il vous plaît, vous êtes le seul élu depuis la matinée à avoir eu deux fois la parole. Je vous l'ai donnée bien volontiers. Nous vous avons tous écouté respectueusement. Je vous prie de laisser le vice-président répondre à vos questions. Ça me paraît la moindre des choses, si on veut que le débat se déroule avec un peu de qualité. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Sauf que sur les 170 millions, on a la connexion Jamet-Romanet qui prend pour une part significative. On a la voie en Z qui va être réalisée, comme je l'ai dit, sur le boulevard Allende entre les arrêts Tertre et Neruda. On a la reconfiguration de la station François-Mitterrand, du terminus François-Mitterrand qui de toute façon a été rendue nécessaire par l'arrivée des tramways plus longs. Et quand on prend tout ça, on a déjà une portion assez significative des 170 millions.

Deuxième élément : le pont Anne-de-Bretagne, vous l'intégrez, mais le pont Anne-de-Bretagne ne sert pas qu'à des tramways. Il va servir aussi à avoir et pour les vélos et pour les piétons une traversée plus agréable, plus facilitée de la Loire, et la connexion des deux rives de Loire.

Sur le fait de dire : "en fait voilà, c'est uniquement nanto-centré" – je crois que c'est l'expression que vous aviez utilisée –, effectivement il y a un terminus qui est à Saint-Herblain, l'autre terminus qui est à La Chapelle-sur-Erdre et le troisième terminus est à Rezé. Quand on prend Saint-Herblain, La Chapelle et Rezé, il me semble quand même qu'on est sur un élément assez significatif en-dehors de Nantes. Je ne veux pas faire le calcul des populations qui vont être desservies et qui n'habitent pas Nantes.

Il se trouve que vous avez une perception des choses, Monsieur Bainvel, mais que nos collègues d'Erdre et Gesvres n'ont pas la même perception puisque j'ai reçu un courriel du vice-président en charge des mobilités qui se félicitait du fait qu'à partir du moment où à Babinière existeraient la ligne 6 de tramway et un parking relais, ça permettrait aux habitants de cette intercommunalité de venir jusqu'en cœur d'agglomération sur l'île de Nantes et jusqu'à Rezé, sans avoir besoin, sans avoir besoin de faire de correspondance. Ce qui est effectivement extrêmement intéressant.

Et pour avoir échangé avec les collègues du Pays de Retz, j'ai eu à peu près la même perception à partir du moment où la ligne 8 effectivement, comme Philippe Le Corre le disait, sera suffisamment avancée à l'Ouest de Bouguenais, pour capter le plus rapidement possible les usagers du Pays de Retz.

Et pour être honnête, certains m'ont dit également que la halte ferroviaire au niveau de l'aéroport allait aussi participer à ce désengorgement – c'est deux éléments complémentaires. Donc du coup, on voit bien qu'on n'est vraiment pas, vraiment pas uniquement sur un projet nantais.

Je voulais juste aussi signaler que voilà, c'est compliqué de nous dire : "Il faut penser ailleurs qu'à Nantes." et ensuite venir réclamer que soit faite dans l'urgence, dans l'urgence la connexion que j'ai présentée en phase 2 pour la ligne 8, qui est, elle, strictement nantaise, si vous me permettez, alors que nous avons d'un commun accord décidé effectivement que l'urgence était d'améliorer la desserte du pôle Sud-Ouest, et que la priorité était donnée à cette destination.

Sur le pont Anne-de-Bretagne, là aussi il faut préciser les choses pour ceux qui nous regardent. J'avais bien compris que vous auriez privilégié, Monsieur Bainvel, le busway sur le pont Anne-de-Bretagne pour venir se connecter sur les lignes 6 et 7 aujourd'hui. Il se trouve que quand on débouche du pont Anne-de-Bretagne, si on a prévu une plate-forme qui permette d'accueillir les bus en même temps que les trams sur la partie nouvelle, il y a la partie ancienne, et sur cette partie ancienne ça veut dire qu'il aurait fallu refaire toute la plate-forme sur une bonne distance, une bonne longueur, parce que nous sommes en zone urbaine dense et que nous n'avions pas la possibilité de faire passer des busways à cet endroit-là. Donc c'est pour ça qu'on a facilité des connexions avec le reste de l'agglomération au Nord-Est et au Nord-Ouest, que nous avons fait ce choix de tramway plutôt que de busway.

Et enfin, vous concluez votre intervention, votre deuxième je crois, en disant que vous vous félicitez de l'augmentation de l'offre de 11 %. Je pense que cette augmentation de l'offre ferroviaire de 11 % est valable au niveau régional, mais pas forcément uniquement sur notre agglomération. Vous me pardonnerez mais moi, ce qui m'intéresse, c'est aussi et d'abord notre agglomération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. J'accède naturellement à la dissociation de vote. Je vais donc vous inviter à voter avec les boîtiers. »

Le Conseil délibère et, après vote électronique

par 83 voix pour, 8 contre et 4 abstentions

1 – approuve le programme tel que défini dans la délibération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de Développement des Nouvelles Lignes de Transport à 170 M€ TTC pour les lignes 6 et 7,

par 94 voix pour

2 – approuve le programme tel que défini dans la délibération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de Développement des Nouvelles Lignes de Transport à 42 M€ TTC pour la ligne 8 et le prolongement du Chronobus C9 de Pirmil à Basse-Ile,

3 – autorise le lancement par la SEMITAN, sous réserve de la conclusion des marchés subséquents de mandat avec la SEMITAN pour l'adaptation du terminus François Mitterrand et la création de la ligne 8, de procédures négociées pour la désignation des maîtrises d'œuvre et autorise sous ces mêmes réserves la signature de ce marché par son directeur général,

4 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à solliciter des subventions pour ces opérations.

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des Investissements et de la Circulation

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

13 – Transition écologique – Acquisition de matériels roulants bus et adaptation des infrastructures pour le réseau de transports collectifs – Programme 2025-2028 et enveloppe financière prévisionnelle – Approbation

Exposé

En 2024, à l'issue des commandes passées sur l'opération d'acquisition 2021-2023, le parc des autobus mis à disposition de la SEMITAN, exploitant du réseau de transports collectifs de l'agglomération nantaise, sera constitué de 423 véhicules au gaz (GNV) (32 véhicules Proxitan, 117 véhicules standards et de 274 véhicules articulés), de 6 véhicules articulés hybride diesel-électrique, auxquels s'ajoutent 22 bus électriques de 24 m acquis dans le cadre de l'opération ligne 4 e – Busway.

Par délibération du 21 janvier 2022, le Bureau métropolitain de Nantes Métropole a autorisé le lancement d'une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre mono-attributaire de mandats pour l'acquisition de matériels roulants et l'adaptation des infrastructures associées, sans montant minimum et pour un montant maximum de 5 000 000 € HT sur une durée de 10 ans.

Après les deux précédentes périodes d'acquisitions de bus, de 2015 à 2020 et de 2021 à 2024, il est proposé aujourd'hui de poursuivre le programme de renouvellement du matériel roulant bus arrivant en fin de vie, et d'accompagnement du développement du réseau sur la période 2025-2028.

Il s'agit de procéder au remplacement de 29 bus articulés GNV Mercedes Citaros, de 26 bus standards Heuliez GX327 et à l'acquisition de 43 véhicules articulés pour accompagner le développement et le renforcement de l'offre aux voyageurs sur le réseau de transports collectifs. Soit un total de 98 bus.

Compte tenu des obligations réglementaires qui s'imposeront à Nantes Métropole en 2025, au moins la moitié des véhicules à acquérir devra être zéro émission, soit à motorisation électrique. Ces véhicules électriques qui sont plutôt fléchés pour équiper notamment les lignes de Busway (ligne 8 et ligne 5), dans un premier temps, seront majoritairement remisés sur le Centre technique et d'exploitation (CETEX) de la Vertonne, qui sera étendu pour les accueillir dans la phase 1bis du projet de CETEX.

Pour l'ensemble des véhicules qui seront acquis, des adaptations seront à prévoir dans les CETEX pour permettre leur remisage, leur alimentation en énergie et leur entretien. Des études sont en cours pour identifier quelles adaptations seraient nécessaires pour que des véhicules électriques puissent cohabiter avec des véhicules gaz (remisage et ateliers d'entretien). Pour l'alimentation en énergie des véhicules électriques, des infrastructures de charge pourraient également être déployées sur l'espace public si ce type de charge par opportunité (comme pour la ligne 4 de e-Busway) était retenu.

Ce programme comprend également l'acquisition des systèmes de supervision nécessaires à l'exploitation des véhicules électriques (afin notamment de connaître leur état de charge en temps réel), l'éventuel retrait d'infrastructures GNV dans les CETEX existants pour laisser la place aux infrastructures électriques et la réforme des anciens bus qui seront retirés du service.

L'enveloppe financière prévisionnelle de ce programme d'acquisition de bus et d'adaptation des CETEX, pour la période 2025-2028, est estimée à 66 666 666,66 € HT soit 80 000 000 € TTC.

Pour mener cette opération à bien, un marché subséquent au nouvel accord-cadre de mandats pour l'acquisition de matériels roulants et l'adaptation des infrastructures associées sera conclu et fera l'objet d'une décision de la Présidente.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP50 libellée Transports Collectifs opération 2022 n°2022/10247 libellée « Acquisitions bus 2025-2028 ».

M. Affilé : « Il s'agit ici de pouvoir passer à l'adaptation de matériels roulants bus et l'adaptation d'infrastructures pour le réseau de transports collectifs. Nous avons déjà passé un certain nombre de commandes pour l'acquisition jusqu'en 2023 de bus, ce qui fait qu'en 2024 nous aurons un parc composé de 423 véhicules au gaz : 32 pour Proxitan, 117 véhicules standards et 274 véhicules articulés, 6 véhicules articulés hybrides diesel/électrique, 22 bus électriques.

Donc ça, c'est ce que nous aurons au début de l'année 2024. Nous avons confié par le Bureau du 21 janvier de cette année le lancement d'une consultation pour la conclusion d'un accord-cadre monoattributaire de mandat qui est un marché qui recouvre donc 5 millions d'euros de frais d'études et d'honoraires, et il vous est proposé de poursuivre le programme de renouvellement du matériel roulant pour la période 2025-2028, ce qui correspond d'ailleurs à la période qui est couverte par le marché, par l'accord-cadre monoattributaire de mandat.

Donc concrètement, il s'agit de remplacer 29 bus articulés GNV Mercedes Citaro, 26 bus standards Heuliez GX 327, et d'acquérir 43 véhicules articulés en plus pour accompagner le développement de notre réseau, soit un total de 98 bus. Alors, nous aurons, compte tenu des obligations réglementaires, la nécessité que la moitié des véhicules au moins à acquérir devra être zéro émission, soit à motorisation électrique – alors électrique pur ou électrique hydrogène. Nous avons plutôt privilégié des véhicules électriques qui viendraient équiper les lignes de busway, donc la future ligne 8 et la ligne 5 actuelle dans un premier temps, et qui pourraient être majoritairement remisés sur le Centre Technique d'Exploitation de la Vertonne qui aujourd'hui sert pour les bus de la ligne 4, pour les accueillir donc dans la phase 1 bis du projet de CETEX.

Nous aurons un certain nombre d'adaptations à prévoir dans les CETEX, notamment pour l'alimentation en énergie des véhicules électriques, pour les infrastructures de charge qui pourraient être déployées sur l'espace public si ce type de charge par opportunité – comme sur la ligne 4 – était retenue, par exemple pour la ligne 8.

Ce programme comprend également l'acquisition des systèmes de supervision nécessaires à l'exploitation des véhicules électriques, notamment ça permet de mettre leur taux de charge, leur état de charge en temps réel, et de pouvoir éventuellement prévoir des soucis, par exemple liés à des batteries qui défailliraient brusquement.

Nous avons, pour ce programme d'acquisition de bus, une enveloppe financière prévisionnelle qui est de l'ordre de 80 millions d'euros TTC, et nous avons besoin d'un marché subséquent au nouvel accord-cadre de mandat pour l'acquisition de ces matériels roulants et l'adaptation des infrastructures, et ce marché fera l'objet d'une décision de la présidente puisque nous sommes dans un accord-cadre de mandat. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Stéphane Paragot pour commencer. »

M. Paragot : « Merci. Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, mes chers collègues, je voulais prendre la parole rapidement pour attirer votre attention sur un point de vigilance concernant cette délibération. En Commission, la question de la réutilisation des bus qui vont être remplacés par des véhicules moins polluants a été évoquée, et vous nous indiquez, Monsieur le Vice-Président, qu'au regard des règles de remplacement des flottes polluantes en France, les véhicules ne pourront pas être revendus à d'autres collectivités en France. Madame la Présidente, vous l'avez souligné hier, la question de l'environnement doit être abordée de façon mondiale. J'aimerais que la collectivité soit vigilante sur le sort des bus qui vont être remplacés et que nous soyons assurés que ces bus ne vont pas aller polluer dans des pays moins exigeants en termes d'émissions de CO₂ et d'utilisation d'énergies fossiles. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sébastien Arrouët. »

M. Arrouët : « Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, nous voterons bien entendu l'achat de ces 98 bus dont 43, je vous cite, "pour le développement et le renforcement de l'offre aux voyageurs sur le réseau de transports collectifs".

Mais qui dit nouveaux bus dit nouveaux chauffeurs. Car nous serons tous d'accord : sans nouveaux chauffeurs, les nouveaux bus ne pourront pas rouler. Sauf si le vice-président ne nous dit pas tout et qu'il s'agit de véhicules autonomes – mais j'en doute.

Comme vous le savez, notre Métropole – enfin, une partie – a subi cette année des perturbations très fortes sur son réseau. Un plan d'action a été récemment défini autour de plusieurs démarches. La première a été la reprise par la SEMITAN en direct des lignes 69 et 98 gérées par l'entreprise STAO, et l'abaissement en parallèle de l'offre du réseau pour libérer 25 conducteurs de la SEMITAN. Très bien. Je la salue.

Mais je ne vois pas d'impact direct sur le redéploiement des chauffeurs qui travaillent pour les autres entreprises. Je pense notamment à Brodu qui gère notamment les lignes 79, 89 à Orvault et la 96 à La Chapelle-sur-Erdre. Concrètement, quels éléments tangibles vont lui permettre, à Brodu, d'assurer la cadence de ces trois lignes à la rentrée ?

Dans ce plan également, trois priorités ont été identifiées pour les chauffeurs : rémunération, organisation du travail, conditions de travail. Très bien. Mais encore une fois, il est indiqué en petit, en-dessous, dans ce même document, que ces décisions d'amélioration relèvent de la responsabilité des entreprises affrétées.

Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, quand allons-nous changer de modèle ? Que nous habitions Nantes, La Montagne ou Orvault, il y a au moins deux inégalités. Et pourtant, tout le monde paye le même prix pour un billet unique TAN : il n'y a pas de ticket moins cher affrété.

Un chauffeur de bus travaillant sur Orvault, comme sur l'ensemble des lignes affrétées dans l'agglomération, soit 30 lignes de bus sur 43 quand même, gagne en moyenne 500 euros de moins qu'un chauffeur de bus qui travaille sur Nantes et est salarié par la SEMITAN. Est-ce le modèle de société que vous défendez ? Il est devenu presque régulier à Orvault, parce que desservi par un affrété, que le bus ne passe pas le matin dans nos quartiers pour emmener nos enfants au collège et au lycée. Est-ce le modèle équitable de la métropole que vous défendez ?

Nous pensons clairement que la Métropole s'est trompée de priorité il y a deux ans. Avant de passer à la gratuité le week-end, la SEMITAN aurait dû reprendre à son compte l'ensemble des lignes de son réseau.

Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, l'équilibre du territoire et la transition écologique sont des enjeux puissants, qui passent par une égalité de traitement et un réseau performant, au-delà de la problématique nationale de recrutement de chauffeurs. Alors, avant de développer le réseau, assumons les lignes existantes et profitons de cette crise pour réinterroger le dispositif global de nos transports collectifs sur la métropole. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Oui, Monsieur Arrouët, je ne sais pas où est le modèle de société ou la question du modèle de société dans une réalité qui s'impose à nous, c'est que les sociétés de transport qui sont affrétées par la SEMITAN pour assurer le service de lignes dont les caractéristiques, dont les rythmes sont peu aisément intégrables à la logistique et à la machinerie extrêmement complexes d'un réseau urbain de notre taille, avec plus de 1 600 conducteurs à organiser.

Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il y a deux conventions collectives différentes et que deux conventions collectives différentes, ça implique qu'on ne peut pas interchanger les choses de manière efficace. Il y a un problème, qui est un problème national, de recrutement de conducteurs de transports publics interurbains. Urbains également d'ailleurs, même si une convention collective il est vrai plus avantageuse réduit un petit peu les difficultés.

Nos affrétés ont connu pour certains d'entre eux, pas tous, une grosse, grosse, grosse difficulté ces derniers temps, et effectivement le service proposé n'est pas celui qui était attendu légitimement et par les usagers et par les élus. Un gros travail a été fait par la Direction générale de la SEMITAN avec les entreprises affrétées, qui a abouti à un plan d'action qui a été présenté à l'ensemble des Communes de la métropole, qui a été présenté en G24 notamment, qui a été également présenté et détaillé en Conseil d'administration de la SEMITAN et qui va aboutir au fait que la SEMITAN va pouvoir reprendre provisoirement deux lignes qui étaient mal assurées et que Transdev notamment, STAO, était dans l'incapacité d'assurer normalement. Ça va donner un petit peu d'oxygène à cette entreprise pour réussir à se remettre d'aplomb, pour permettre un service plus nominal par rapport à la promesse.

Donc, très franchement, le fait qu'il y ait des affrètements, c'est prévu dans le contrat de Délégation de Service Public. Ça a toujours été le cas dans le réseau de l'agglomération nantaise et ce pour deux raisons : la première que j'ai déjà citée, c'est la difficulté d'intégrer dans une organisation prévue sur des secteurs denses, des lignes qui desservent des secteurs moins denses ou plus éloignés de la centralité métropolitaine.

Et puis la deuxième, c'est qu'en tant que société dépositaire ou en tout cas déléguée à l'exploitation, la SEMITAN a des responsabilités vis-à-vis du tissu économique local. Et que ces affrètements sont aussi une manière de soutenir l'existence même des sociétés de transport qu'il y a autour de l'agglomération.

Alors, nous traversons une période de crise incontestable. Il faut trouver les moyens de la résoudre. Je crois que ces moyens ont été mis en place. Nous pensons arriver à une première amélioration sérieuse, à une stabilisation sérieuse pour la rentrée de septembre avec un retour à une situation complètement normale au mois de janvier.

Donc on a eu une difficulté, elle est persistante, tout a été fait pour résoudre ces difficultés. Je peux vous dire que j'ai mis moi-même un peu la pression sur un certain nombre de sociétés parce qu'on constate que plus elles sont grosses, plus elles ont de difficultés. Il y a un peu quelque chose de surprenant mais ceux de nos affrétés qui sont sur des entreprises plus familiales, plus traditionnelles, ont beaucoup moins de problèmes que les deux gros groupes. Donc il faut en prendre acte, et on a mis une pression sur ces groupes pour que leurs conditions d'emploi soient effectivement plus attractives pour les éventuels candidats et candidates à la conduite de leurs bus. Donc voilà, on travaille très sérieusement là-dessus avec les élus, et nous espérons bien que tout cela va pouvoir se réguler dans les meilleurs délais. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui, pas mal de choses ont été dites par Pascal Bolo, mais ce qu'on peut se dire c'est que sur l'inquiétude légitime de Monsieur Paragot qu'on ne retrouve pas nos bus anciens et un peu hors d'âge à rouler dans d'autres endroits que notre métropole, eh bien je pense qu'on y veillera particulièrement. Il faut envisager un reconditionnement, un recyclage, une réexploitation de tout ce qui pourra être refait. Je crois que c'est d'ailleurs maintenant dans la philosophie générale sur ce type d'équipement.

Sur les dysfonctionnements qu'il peut y avoir sur le réseau, effectivement un des éléments particuliers, Pascal Bolo l'a dit, c'est que nos affrétés sont des entreprises qui relèvent d'une convention collective qui est celle de la FNTR, celle du transport routier ou interurbain. Interurbain, pardon. Et du coup c'est une convention collective qui effectivement est moins favorable que celle qui relève des transports urbains, donc il appartient aussi aux organisations syndicales représentant les personnels d'œuvrer pour qu'il y ait un rapprochement de ces deux conventions collectives, ce qui ne serait pas choquant dès lors qu'une partie significative du service s'effectue en transport urbain et pas seulement en transport interurbain.

Il faut avoir conscience qu'au-delà de soutenir l'activité des entreprises affrétées en leur donnant du travail, si jamais nous ne recourons plus, Monsieur Arrouët, à ces entreprises affrétées, elles disparaîtraient purement et simplement je pense, tant les chiffres d'affaires que nous leur confions sont essentiels pour assurer leur survie ; mais de plus, cette disparition entraînerait l'impossibilité de desservir à la fois les lignes sur le département, dont certaines ont la responsabilité pour le compte de la Région, et par ailleurs, la possibilité pour notamment des transports pour nos écoles par exemple lorsqu'il y a des sorties scolaires, de pouvoir emmener les enfants et les accompagnants jusqu'à une ferme pédagogique, jusqu'à un zoo, par exemple Boissière du Doré pour rester local, et voir d'autres centres d'attractivité, des monuments ou des lieux où effectivement la pédagogie peut les conduire.

Et donc ce serait vraiment une grosse difficulté que nous aurions à surmonter ensuite, et à ce moment-là, je suis sûr qu'avec la même fougue vous viendriez nous dire : "Ce n'est pas normal, il faut permettre la survie de ces entreprises." Donc on essaye effectivement de faire ce qu'il faut pour que le service soit assuré au niveau où il doit être assuré, dès que possible. Ça, ça passe par un effort qui va être partagé par l'ensemble des métropolitains, puisque pour assurer un service en jours verts à la rentrée puis en jours bleus dès que nous le pourrons sur l'ensemble des lignes affrétées, eh bien nous allons procéder, et ça a été clairement expliqué en G24 et en Commission et au CA de la SEMITAN, nous allons procéder à des ajustements avec des légères détériorations de fréquences sur un certain nombre de lignes qui desservent le cœur d'agglomération, qui desservent aussi en dehors du cœur d'agglomération.

Et je pense que comme on a une fréquentation qui est de l'ordre de 90 % de la normale, en fait ça ne devrait pas être trop sensible. Mais c'est vraiment un effort et une forme de mutualisation des moyens, d'une certaine façon, que nous avons essayé de faire, pour répondre à des urgences qui sont parfaitement connues et qui, voilà, ne relèvent pas que de nous, mais il faut qu'on prenne nos responsabilités.

D'ailleurs, j'ai aussi indiqué que prendre nos responsabilités, ça voudra dire aussi que lorsqu'il y aura des augmentations de salaires conséquentes et une amélioration par exemple tout simplement des lieux de pause pour les conducteurs... Alors, Monsieur Arrouët on ne dit plus "chauffeurs" depuis longtemps, depuis qu'on a arrêté la machine à vapeur, on dit "conducteurs-receveurs", je crois que c'est le terme qui figure aujourd'hui sur leur bulletin de paie. Et donc pour que les conducteurs puissent se reposer quand ils ont des pauses, il faut savoir que nos équipements SEMITAN sont effectivement beaucoup plus adaptés que les équipements des affrétés. Donc c'est tout ça qui doit être pris en compte, et in fine ça veut dire qu'il faudra sans doute effectivement payer plus cher, et payer le service à la hauteur de ce qu'il apporte comme satisfaction. Donc ce que nous aurons à faire... et là je ne doute pas que j'aurai une très très forte majorité, voire une unanimité pour accepter de payer plus cher ce service. Voilà. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Monsieur Arrouët. »

M. Arrouët : « Monsieur le Vice-Président, je m'excuse pour la sémantique, pas de souci. Concernant la mutualisation, elle n'est pas globale, la mutualisation, puisque tout ce qui concerne Brodu n'est pas intégré. Donc je suis très inquiet pour la rentrée.

Concrètement, les décisions qui ont été prises, qui vont dans le bon sens, pas de souci, mais elles ne prennent pas en compte tous les affrétés. Donc je ne vois pas comment les problèmes d'aujourd'hui vont être améliorés en septembre. Il n'y a aucun élément factuel qui permette de croire cela.

La deuxième chose concernant ce que vous dites par rapport aux affrétés, je partage ce que vous dites : si on prend cette décision radicale de tout regrouper, ça posera de gros problèmes. La solution ne serait-elle pas d'augmenter la participation de la SEMITAN dans le cahier des charges, la participation financière, avec des contreparties très claires qui obligent les affrétés à donner des conditions de travail meilleures qu'aujourd'hui ? Parce qu'on ne va pas se le cacher, aujourd'hui si j'étais conducteur – et non pas chauffeur –, je préférerais travailler à la SEMITAN que pour un affrété. C'est une certitude.

Enfin, la dernière chose pour conclure sur ce dossier : pour l'utilisateur, tout ce qu'on vient de dire, ça devrait être neutre. L'utilisateur, même, dans sa grande majorité, ne voit pas la différence quand c'est marqué Brodu ou STAO sur les bus. Il n'y a que nous qui voyons ça. Moi, ce que j'aimerais à l'avenir, c'est que ça continue ainsi, que ce soit complètement neutre au niveau de l'utilisation des bus sur la métropole. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jean-Sébastien Guitton. »

M. Guitton : « Merci. Bonjour à toutes et à tous. Simplement pour répondre sur quelques éléments à Sébastien Arrouët, puisque j'ai déjà eu l'occasion de lui rendre compte des échanges que j'ai eus avec le directeur de la SEMITAN, pour lui redire que – et ça a été dit tout à l'heure – les échanges qui ont eu lieu, donc j'ai beaucoup échangé avec la SEMITAN sur la question des lignes affrétées et des difficultés que rencontrent les lignes 79 et 89 en particulier, ça a été dit tout à l'heure, les échanges qu'il y a eu entre la SEMITAN et les différentes sociétés affrétées ne se limitent pas à cette décision importante que j'ai saluée, qui consiste à reprendre deux lignes affrétées pour pouvoir redéployer des chauffeurs.

Pour ce qui est des autres sociétés, en effet des discussions différentes ont eu lieu, et le directeur de la SEMITAN m'a indiqué qu'à partir de la rentrée de septembre, la société Brodu devrait être en mesure de rétablir une qualité de service normale sur ces deux lignes. C'est donc dans le cadre d'échanges plus globaux qui ont été réalisés avec cette société. Moi je m'en suis réjoui, à la fois du redéploiement global et de l'ensemble des échanges qui ont eu lieu. Voilà, je voulais reconfirmer les échanges que j'ai pu avoir. Évidemment, j'espère que cet engagement donné sera tenu en septembre, mais je tenais à le préciser. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Bolo puis Bertrand Affilé, puis je mets aux voix. »

M. Bolo : « Très rapidement deux choses, Monsieur Arrouët. La première : un donneur d'ordre, même s'il ne se désintéresse pas des conditions sociales dans lesquelles les missions qu'il confie sont assurées, ne peut pas se substituer ni au représentant patronal ni au représentant des salariés pour le dialogue social dans une entreprise. Donc dès lors qu'on affrète, on est dans un état de droit. Il y a le droit du travail, il y a des conventions collectives. Un donneur d'ordre n'a aucune possibilité de manager l'entreprise à qui il confie du travail à la place des dirigeants de cette entreprise.

Deuxième chose : il y a une impossibilité matérielle pour que la SEMITAN reprenne l'ensemble des lignes affrétées et assure 100 % du réseau. Pour deux raisons : d'abord parce que nous n'aurions pas les conducteurs, il faudrait tous les recruter. Deuxièmement, nous n'aurions pas les véhicules, il faudrait tous les acheter. Troisièmement, nous n'aurions pas les dépôts et la capacité à les stationner. Tous les dépôts de la SEMITAN sont pleins. Et si la répartition géographique entre affrétés est ce qu'elle est, ça dépend des lieux de remisage et de maintenance de l'ensemble des autobus. C'est pour ça que le partage du marché a l'air assez fixe, mais il tient tout simplement au fait que les affrétés prennent les lignes qui sont les plus proches de leur dépôt. Et nous serions dans l'incapacité matérielle de reprendre l'ensemble de ces lignes, c'est très clair. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Juste je voulais dire la même chose que Jean-Sébastien Guitton, à savoir que Brodu nous a fourni l'engagement de pouvoir assurer le service nominal pour la rentrée.

Et deuxième chose : il faut avoir en tête aussi que lorsqu'on prend la rémunération des agents de la SEMITAN et qu'on la compare avec celle des affrétés, il y a aussi un autre élément qu'il faut prendre en compte, c'est les obligations de service. Les obligations de service pour les agents de la SEMITAN, ça veut dire fréquemment un travail le week-end beaucoup plus souvent que chez les affrétés, et pour vous donner l'ordre de grandeur, c'est trois week-ends sur cinq ou trois samedis sur cinq, voire quatre, et fréquemment deux à trois dimanches sur cinq. Donc ça veut dire qu'évidemment, tout le monde sait que quand on travaille le dimanche on bénéficie d'une rémunération supérieure, ça veut dire aussi un effet de structure qui fait que par définition, la rémunération est plus élevée.

Et puis je voulais juste aussi signifier que tout dépend de la situation personnelle des agents et que je connais personnellement des conducteurs qui ont fait le choix de travailler chez des affrétés parce que, le dépôt étant tout près de chez eux, ça les arrange beaucoup plus, y compris lorsqu'ils ont des services en deux fois, le matin et le soir, parce que tout simplement ils peuvent rentrer chez eux et vaquer à leurs occupations. Donc c'est aussi des choix de vie qui sont évidemment différents. Et puis ceux qui sont à temps partiel, là je suis d'accord avec vous, ils préféreront prendre n'importe quel emploi à temps plein, et de préférence si celui-ci est mieux payé, mais là encore il y a des obligations de service qui sont différentes. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le programme d'acquisition de 98 bus dont la moitié au moins seront électriques et l'adaptation des infrastructures pour les accueillir dans les centres techniques et d'exploitation (CETEX) ou sur l'espace public pour la période 2025-2028,

2 – approuve l'enveloppe financière prévisionnelle correspondante à 66 666 666,66 € HT soit 80 000 000 € TTC,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à solliciter les subventions sur cette opération.

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des Investissements et de la Circulation

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

14 – Transition écologique – Vertou – Centre Technique et d'Exploitation de la Vertonne – Aménagement de la Phase 1 bis – Programme et enveloppe financière prévisionnelle des études opérationnelles et de la réalisation – Approbation

Exposé

Par délibération n°2017-74 du 26 juin 2017, le Conseil métropolitain a approuvé l'acquisition des terrains situés sur la commune de Vertou, dans la Zone Industrielle de la Vertonne (rue des Clouzeaux) ainsi que le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle pour la réalisation d'un nouveau centre technique et d'exploitation (CETEX), dont la phase 1 a permis d'accueillir les nouveaux Busways électriques de 24 m exploités sur la ligne 4.

L'ensemble immobilier qui a été acquis comprend : les parcelles déjà viabilisées qui ont été aménagées pour le remisage et la maintenance des busways mais également les parcelles viabilisées précédemment louées par une entreprise sur la partie nord du site de la Vertonne ainsi que des parcelles non viabilisées plus au sud. Compte tenu des besoins, à court terme, de remisage en raison de l'acquisition de matériels roulants notamment de véhicules articulés en lieu et place des véhicules standards, il vous est proposé d'autoriser le lancement d'une phase dite 1 bis pour l'extension du CETEX sur les parcelles viabilisées au nord du site de la Vertonne, voir plan en annexe, sur la commune de Vertou. Avec les obligations réglementaires et les enjeux environnementaux qui s'imposeront à Nantes Métropole en 2025, au moins la moitié des véhicules devra être zéro émission (véhicule n'émettant aucune pollution directe / gaz d'échappement), soit électrique, il est proposé que l'extension soit dédiée à l'accueil de véhicules électriques.

Les études préalables et de programmation de cette phase 1 bis ont permis de déterminer un scénario d'aménagement d'une capacité de 35 à 50 bus électriques supplémentaires, incluant :

- les infrastructures permettant leur recharge électrique,
- l'extension de l'atelier de maintenance existant pour disposer des capacités nécessaires à l'entretien de ces véhicules supplémentaires,
- le repositionnement et l'agrandissement des locaux d'exploitation pour les conducteurs.

Il vous est donc proposé d'approuver le programme d'aménagement exposé ci-dessus et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération estimée à 11 666 666,66 € HT soit 14 030 736,80 € TTC.

Cette enveloppe comprend également en option, en cas d'opportunité d'une capacité foncière à proximité des CETEX bus existants au nord de la Métropole (CETEX du Bèle ou CETEX Marcel Paul), l'étude et la réalisation d'un remisage temporaire pour faire face aux évolutions du parc de matériel roulant d'ici 2026.

Dans cette perspective, il est proposé de confier à la SEMITAN un mandat pour la réalisation de cette opération, via un marché subséquent conclu selon l'accord-cadre mono-attributaire de mandats pour l'étude et la réalisation d'infrastructures, de bâtiments et de services associés. L'attribution et la signature de ce marché interviendront dans le cadre des délégations du Conseil à la Présidente et aux vice-présidents. Compte tenu de la nécessité de disposer au plus tôt des éléments nécessaires à la mise en service de ce programme et disposer ainsi des capacités de remisage nécessaires à l'accueil des véhicules qui seront acquis dans les prochaines années, il est également proposé d'autoriser le futur mandataire de Nantes Métropole à procéder au lancement des consultations de maîtrise d'œuvre correspondants sous forme de procédures négociées, conformément aux articles R2172-1 et suivants du code de la commande publique. Il est précisé que le montant d'honoraires est estimé à 1 000 000 € HT soit 1 200 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP50 libellée Transports Collectifs opération 2021 n° 10175 libellée « Cetex Vertonne phase 1 bis ».

M. Affilé : « La délibération 14 découle un petit peu de ce qu'on a dit précédemment. D'abord, sur la délibération 12, elle concerne le Centre Technique et d'Exploitation de la Vertonne. Donc il s'agit de la phase dite 1 bis d'aménagement. Donc le CETEX de la Vertonne fonctionne, accueille les busways de la ligne 4, et évidemment, quand je vous ai proposé tout à l'heure d'acheter un certain nombre de bus électriques supplémentaires, il faut bien les remiser et les remiser dans un lieu dédié avec des possibilités de recharge et des possibilités d'entretien adaptées, et donc ce CETEX de Vertonne est le centre qui est le plus adapté.

Nous avons une capacité d'accueil de 35 à 50 bus électriques supplémentaires incluant les infrastructures de recharge, l'extension de l'atelier de maintenance et le repositionnement et l'agrandissement des locaux d'exploitation.

Donc nous avons globalement une assez large possibilité d'aménagement puisque la parcelle dont Nantes Métropole a fait l'acquisition dès le début a été prévue pour être évolutive. Nous n'occupons pas tout le site aujourd'hui. Nous allons en occuper davantage demain, donc c'est un projet qui devrait nous revenir à 14 millions, un peu plus de 14 millions d'euros TTC, et nous avons en option dans cette enveloppe la possibilité, si nous trouvons on va dire du foncier disponible à proximité des CETEX bus existants au Nord de la métropole, donc soit au Bêle, soit sur Marcel-Paul, de réaliser un remisage temporaire pour faire face aux évolutions du parc de matériel roulant d'ici 2028.

Parce que si la moitié de nos 98 bus pourraient aller à Vertonne, il reste que nous allons avoir des bus articulés à la place de bus standards et qu'il faudra bien être capables de les remiser. Et d'ici 2028, nous ne serons pas en mesure de tous les accueillir sur nos dépôts existants. Donc ça veut dire qu'il va falloir trouver du foncier disponible en profitant de mutations urbaines, et si possible, en plus, du foncier déjà artificialisé pour éviter d'avoir à refaire couler du bitume ou du béton et essayer d'utiliser et de réemployer de l'existant. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le programme d'études de l'aménagement du CETEX de la Vertonne Phase 1bis pour le remisage et l'entretien de bus sur la partie Nord du CETEX situé rue des Clouzeaux à Vertou,

2 – approuve l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération estimée à 11 666 666 € HT, soit 14 000 000 € TTC,

3 – autorise le lancement, par la SEMITAN, sous réserve de la conclusion du marché subséquent de mandat avec la SEMITAN pour la réalisation de l'extension du CETEX de la Vertonne (phase 1 bis), de procédures négociées pour la désignation de maîtrises d'œuvre et autorise sous ces mêmes réserves la signature de ces marchés par son directeur général,

4 – autorise Madame la Présidente ou Monsieur le vice-Président à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à solliciter des subventions pour cette opération.

Direction générale déléguée à la fabrique de la ville écologique et solidaire
Département des mobilités
Direction des investissements et de la circulation

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

15 – Transition écologique – La Chapelle-sur-Erdre – Nantes – Connexion des lignes L1-L2 de tramway Phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échanges (Périmètre de travaux B, C et D) – Déclaration de projet au titre de l'article L126-1 du Code de l'environnement

Exposé

Le projet global de connexion des lignes 1 et 2 de tramway et centre technique et d'exploitation (CETEX) tramway de Babinière comprend 3 phases (voir plan en annexe) :

- **La phase 1 – périmètre de travaux A** – travaux réalisés (mise en service en 2012) :
 - Prolongement du tramway de Haluchère à Ranzay,
 - Pôle d'échanges multimodal de Haluchère-Batignolles,
 - Mesures conservatoires pour la phase 2.

- **La phase 2 (connexion L1L2 phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échanges) – périmètres de travaux B, C, D** – travaux à réaliser, objet de la déclaration de projet :

- Prolongement du tramway de Ranzay à Babinière,
- Réaménagement du pôle d'échanges multimodal (PEM) de Babinière avec création d'un P+R en ouvrage d'environ 500 places,
- Création d'une voie mode doux franchissant le périphérique,
- Création d'une voie mode doux pour relier de façon plus directe le PEM de Babinière et la Zone d'Activités (ZA) de la Gesvrine,
- Terrassements et infrastructures du CETEX tramway,
- Bâtiments et équipements du CETEX.

- **La phase 3 – périmètre de travaux E** – travaux non encore programmés.

Elle consiste en l'achèvement de la connexion tramway L1-L2 par prolongement du tramway de Babinière au secteur des Facultés. Cette phase est inscrite dans le schéma directeur des transports collectifs, qui prévoit les développements du réseau structurant de transports de Nantes Métropole d'ici à 2035. Il est prévu d'engager des études opérationnelles de cette phase 3 avant 2026.

Suite à la concertation préalable qui s'était tenue au printemps 2019, Nantes Métropole a approuvé les programmes et enveloppes financières prévisionnelles de l'opération phase 2 (périmètre de travaux B, C et D) de ce projet global.

Nantes Métropole, dans la présente déclaration de projet, se prononce sur l'intérêt général de l'opération phase 2 conformément à l'article L. 122-1 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et à l'article L. 126-1 du code de l'environnement.

Cette déclaration de projet est un préalable à l'obtention des autorisations de travaux pour cette phase 2. Il est prévu un démarrage des travaux à l'été 2022, pour une mise en service de l'ensemble des éléments de programme de l'opération phase 2 en 2025.

Cette opération a fait l'objet de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe), et des collectivités territoriales et de leurs groupements intéressés par le projet dans le cadre de l'évaluation environnementale (conformément aux articles L122-1 et suivants du code de l'environnement), ainsi que d'une enquête publique (article L123-2 du code de l'environnement) qui s'est tenue du 21 février au 23 mars 2022. Cette enquête publique portait également sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Métropolitain de Nantes Métropole.

Considérant :

- L'avis de la MRAe n°PDL-2021-5582 du 29 septembre 2021 mis à disposition du public pendant l'enquête (§ 3, chapitre 1, volume 6 du dossier d'enquête publique).
- Le mémoire en réponse du maître d'ouvrage à l'avis de la MRAe mis à disposition du public pendant l'enquête (§ 4, chapitre 1, volume 6 du dossier d'enquête publique).
- L'absence d'avis des collectivités territoriales et leurs groupements consultés en application du V de l'article L122-1 du code de l'environnement dans les conditions de l'article L181-10 du code de l'environnement (cf. article 7 de l'arrêté d'enquête publique).
- L'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral n°2022/BPEF/003 et l'avis favorable sans réserve de la commissaire enquêtrice dans le rapport E21000182 44 transmis par le Préfet aux porteurs de projet par courrier daté du 26 avril 2022.
- L'avis réputé favorable de Nantes Métropole sur la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme Métropolitain.

1 – Nature et motifs des principales modifications apportées au projet de connexion L1L2 phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échanges, au vu des résultats de l'enquête publique

À l'issue de l'enquête publique, réalisée au titre de l'article L123-2 du code de l'environnement, qui s'est tenue du 21 février au 23 mars 2022, le registre dématérialisé a enregistré 3961 visites et 922 consultations de documents. Sur l'ensemble des registres, 96 observations ont été enregistrées.

Les observations du public et l'avis favorable et sans réserve de la commissaire enquêtrice ne sont pas de nature à justifier des modifications au projet de connexion L1L2 phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échanges (périmètres de travaux B, C et D).

2 – Motifs et considérations justifiant l'intérêt général de l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètres B, C et D), y compris au regard de ses incidences notables sur l'environnement.

Nécessité et cohérence du projet

L'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D), s'inscrit dans une démarche générale de renforcement du maillage du réseau de transports en commun de la métropole nantaise, de renouvellement des matériels roulants, et de désaturation du réseau, ainsi que de développement des itinéraires cyclables, conformément au Plan de Déplacements Urbains (PDU) qui vise notamment à développer les modes de déplacements alternatifs à la voiture particulière.

Le prolongement de la ligne 1 de Ranzay à Babinière, accompagné de la restructuration du réseau de bus en cours d'étude et de la création d'un nouveau P+R d'environ 500 places (voitures et vélos) permettra de rendre plus accessible et plus attractif le réseau de transports collectifs de la métropole aux habitants du nord de l'agglomération sans qu'ils aient à franchir le périphérique. Par ailleurs, de part le report modal que l'opération va engendrer, le projet participe à la transition écologique et à la réduction de la pollution de l'air dans la métropole.

La création d'une voie dédiée aux modes doux, depuis le pont de la Jonelière vers Babinière, inscrite comme axe magistral au schéma directeur des itinéraires cyclables, permettra de faciliter les déplacements doux entre La Chapelle-sur-Erdre et Nantes Est, en particulier pour les personnes réalisant à vélo leurs déplacements quotidiens domicile – travail. La création d'une voie dédiée aux modes doux de Babinière au boulevard Becquerel améliorera l'accessibilité du pôle d'échanges multimodal depuis, et vers, la zone d'activité de la Gesvrines.

Enfin, la création d'un nouveau CETEX à Babinière permettra d'accueillir les 61 nouveaux tramways de grande capacité en cours d'acquisition par Nantes Métropole, qui pourront transporter 20 % de voyageurs en plus par rapport aux tramways actuels.

Intérêt économique du projet

L'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D) est une étape essentielle du projet global de connexion des lignes 1 et 2 du réseau de tramway Nantais. L'évaluation socio-économique du projet global présente un bénéfice actualisé net (Valeur Actualisée Nette socio-économique / VAN-SE) positif traduisant sa rentabilité pour la collectivité.

Acceptabilité sociale du projet

La majorité des observations du public exprime un avis favorable au projet global et donc, a fortiori, à l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D). Par ailleurs l'opération n'induit pas d'impact sur les propriétés bâties (habitations, industries, commerces), aucune expropriation n'est nécessaire.

Qualité et cadre de vie

Les nuisances pour les populations locales (bruit, vibrations), engendrées par l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D), sont prises en compte par le projet, conformément à la réglementation en vigueur. En particulier, un mur acoustique est prévu à proximité des habitations du lotissement du Cristal afin de prendre en compte les résultats de l'étude acoustique et de limiter les nuisances sonores générées par le prolongement du tramway à Babinière. L'organisation et les impacts des chantiers sont également pris en compte.

L'opération prévoit le réaménagement du pôle d'échanges multimodal existant de Babinière et crée ainsi un aménagement urbain de qualité tout en favorisant le développement de la multimodalité (tramway, tram-train, bus, piétons, cycles, voitures).

L'impact paysager est pris en compte. Il est limité au site de Babinière où un projet paysager a été élaboré afin d'intégrer le CETEX dans le paysage existant.

Effets sur l'environnement

Les impacts du chantier sur les milieux naturels et les eaux superficielles et souterraines sont bien identifiés, limités et corrigés. L'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D) porte une attention particulière à la gestion des eaux pluviales comme indiqué par la MRAe.

L'impact de l'opération sur la biodiversité est limité et correctement maîtrisé. Le CETEX va occuper une part importante du site de Babinière et générer des atteintes à la biodiversité et à la continuité écologique du secteur. Les mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) mises en place par Nantes Métropole pour limiter au maximum les impacts du projet correspondent aux besoins et aux enjeux relevés. Elles s'inscrivent dans la démarche ERC métropolitaine pour le développement et l'aménagement de la métropole, initiée par délibération du conseil métropolitain du 13 décembre 2019. Des mesures de réduction seront également mises en place, notamment en adaptant la période d'abattage des arbres pour ne pas impacter certaines espèces. L'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D) prévoit également la plantation d'arbres et d'arbustes sur le site du projet à Babinière : pôle d'échanges multimodal, espaces verts du CETEX, lisière arbustive le long du périphérique, et zone boisée entre le flanc rocheux du CETEX et le pont réalisé au-dessus du périphérique. Certains impacts ne peuvent cependant pas être évités notamment en ce qui concerne la zone humide de 1 000 m² sur le site de Babinière, l'habitat de reproduction de la cisticole des joncs (8ha de prairie) et le principe de continuité écologique à l'est du site de Babinière, habitat de reptiles. Pour ces 3 impacts, des mesures de compensation sont prévues par l'opération. Elles prévoient la création d'un habitat de reproduction pour la cisticole sur le site voisin de Port Barbe ainsi que sur le site de l'ancienne pépinière de la ville de Nantes au nord du Cimetière du Parc pour un total de 8ha. Il est également prévu sur ce dernier site une restauration majeure de zone humide permettant de reconstituer a minima 6 000 m² de zone humide originelle (3 fois plus que le besoin réglementaire). Ces mesures sont en cours de réalisation.

Raison impérative d'intérêt public majeur

L'efficacité du projet pour le développement des transports collectifs, sa contribution aux politiques publiques de déplacement urbains (PDU), ses incidences limitées sur l'environnement et son bilan global très positif pour la collectivité au sens large, justifient son intérêt public majeur. La contribution du projet au report modal, indispensable à la réalisation effective de la transition écologique et donc à la diminution de l'impact des déplacements sur le climat, explique le caractère impératif du projet.

Pour conclure, étant donné les motifs et considérations évoquées ci-avant, et suite à l'avis favorable sans réserve de la commissaire enquêtrice qui considère que la balance du projet est positive et que l'opération est bien d'utilité publique, Nantes Métropole affirme que l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D) est d'intérêt général et répond à une raison impérative d'intérêt public majeur.

3 – Prescriptions, mesures et caractéristiques de l'opération destinées à éviter ses incidences négatives notables sur l'environnement, à réduire celles qui ne peuvent être évitées et compenser celles qui ne peuvent être évitées ni réduites. Modalités du suivi des incidences de l'opération sur l'environnement ou la santé humaine.

Le tableau fourni en annexe liste les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi mises en place par l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D). Ces mesures sont classées par thèmes (Cadre de vie, Climat, Déchets, Eau, Milieu naturel, Patrimoine, Relief, Réseaux, Risques anthropiques et naturels, Sols et sous-sol et Urbanisme), par phase (Conception, Travaux, Exploitation) et par type (Évitement, Réduction, Compensation et Suivi). Les modalités de suivi de ces mesures sont également précisées.

M. Affilé : « La délibération 15 est là encore la suite d'un de nos gros dossiers. Il s'agit des connexions lignes 1 / ligne 2 de tramway phase 2, Babinière, CETEX et pôle d'échange.

Donc je rappelle parce que c'est un dossier qui est vraiment au long cours, que la connexion ligne 1 / ligne 2 se découpe en trois phases.

La première phase, c'est la phase qui a été mise en service en 2012, le prolongement du tramway de Halluchère à Ranzay, le pôle d'échange multimodal de Halluchère à Batignolles et un certain nombre de réservations pour la phase 2.

La phase 2, nous y sommes, c'est celle qui nous occupe aujourd'hui. Il s'agit donc de la connexion entre Ranzay et Babinière : la réalisation d'un CETEX et du pôle d'échange de Babinière. Donc, outre le prolongement du tramway, nous avons également un réaménagement du pôle d'échange multimodal avec la création d'un P + R en ouvrage d'environ 500 places, la création d'une voie modes doux qui franchit le périphérique, la création d'une voie modes doux pour relier plus directement le pôle d'échange de Babinière et la zone d'activité de Gesvrine, ça c'est un élément issu de la concertation, le terrassement et l'infrastructure du CETEX de tramway, et les bâtiments et les équipements du CETEX.

La phase 3, donc vraiment la connexion entre Babinière et le secteur de Facultés, les travaux ne sont pas encore programmés. Nous avons bien inscrit cette phase, cette connexion dans le développement de notre réseau structurant d'ici 2035, donc en fait il vous est proposé très simplement ici de pouvoir attendre que nous ayons réalisé la phase 2 au cours du mandat pour immédiatement commencer à travailler sur les études de la phase 3.

Donc ici, dans cette délibération, nous avons approuvé programme et enveloppe financière prévisionnelle, et nous avons ici à nous prononcer sur l'intérêt général de l'opération. Donc cette déclaration de projet est un préalable pour l'obtention des autorisations de travaux pour cette phase 2. Le démarrage des travaux est prévu au cours de l'été avec une mise en service de l'ensemble des éléments de l'opération en 2025.

Nous avons, pour cette opération, reçu un avis favorable de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et par ailleurs, l'enquête publique qui s'est tenue du 21 février au 23 mars n'a pas apporté de nécessité de modification puisque le commissaire-enquêteur nous a remis un avis favorable sans réserve dans le rapport qu'il a transmis au préfet et qui intégrait un certain nombre d'éléments qui avaient été mis à jour par l'enquête publique.

Donc, si on prend les différents éléments, les différents points d'argumentation, je ne vais pas forcément tout détailler mais globalement, pas d'observation particulière du public négative, et un avis favorable de la commissaire-enquêtrice d'ailleurs pour être précis, un avis favorable de la MRAE, et puis un certain nombre de considérations qui justifient l'intérêt général de cette connexion – alors maintenant il va falloir prendre l'habitude de l'appeler ligne 6 / ligne 2 plutôt que ligne 1 / ligne 2 –, notamment la démarche de renforcement et de maillage du réseau de transports structurants, le fait de miser sur l'intermodalité pour l'ensemble puisqu'on a aussi le tram-train qui passe à Babinière, la création d'un nouveau CETEX qui nous permettra de remiser les 61 nouveaux tramways de grande capacité.

En termes d'acceptabilité sociale, la majorité des observations sont plutôt favorables au projet global et quand on regarde la qualité, le cadre de vie, les nuisances pour les populations sont prises en compte notamment par la réalisation d'un mur acoustique à proximité des habitations du lotissement du Cristal et par ailleurs, nous avons aussi des nuisances de chantiers qui doivent être intégrées, prises en compte et minimisées.

Donc, on a un aménagement de qualité qui permet aussi de faire la part belle aux modes actifs. Et enfin, sur l'impact du chantier sur les milieux naturels et les eaux superficielles et souterraines, ces impacts sont limités et corrigés, et en particulier du côté de la biodiversité nous avons je crois des compensations qui sont exemplaires, puisque pour la zone humide de 1 000 mètres carrés qui est sur le site de la Babinière, il est prévu je crois d'aller trois fois plus loin que l'exigence légale puisque vous savez que quand on touche une zone humide, il faut la compenser au double, et ici ce n'est pas au double que nous allons la compenser mais au sextuple, donc trois fois plus que l'obligation légale, tout simplement parce que la parcelle d'accueil le permet.

Et par ailleurs, pour l'habitat de reproduction de la cisticole des joncs, eh bien 8 hectares de prairie : nous allons bien avoir un habitat de reproduction à proximité sur le site de port Barbe et sur le site de l'ancienne pépinière de la ville de Nantes, au Nord du cimetière du Parc, pour un total de 8 hectares.

Donc pour toutes ces raisons, et pour conclure, nous pouvons affirmer que l'opération de connexion (ligne 1) ligne 6 / ligne 2 phase 2 Babinière / CETEX et pôle d'échange est bien un intérêt général et répond à une décision impérative d'intérêt public majeur.

Nous devons préciser également qu'évidemment toutes les mesures de suivi des incidences de l'opération sur l'environnement ou la santé humaine devront effectivement être précisées, et nous devrons au fur et à mesure faire un reporting à la fois des mesures prises pour éviter, pour réduire ou compenser, et notamment pour les habitants, les informer régulièrement de ce que nous réaliserons comme travaux pour atténuer les nuisances. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Erwan Bouvais. »

M. Bouvais : « Merci Madame la Présidente. Monsieur le Vice-Président, même si ce tramway est un petit peu un tramway nommé désir, mais je me réjouis quand même de l'arrivée du tramway à La Chapelle-sur-Erdre, même si j'ai déjà exprimé mes réserves sur le fait que le franchissement de l'Erdre se fasse sur un ouvrage partagé avec la SNCF.

En effet, je persiste, nous hypothéquons l'avenir d'un développement du train entre Chateaubriand et Nantes. Les emprises SNCF sur la métropole sont une chance extraordinaire pour permettre la réalisation de l'étoile ferroviaire évoquée précédemment par Monsieur Prochasson. Hélas, ces emprises ont été sacrifiées sur une partie de l'île de Nantes, et j'en suis fort inquiet.

Pour revenir au sujet de cette délibération et selon des informations dont j'ai eu connaissance au sujet des travaux de prolongement de la ligne 1 du tramway – on l'appelle encore ligne 1 donc –, des retards de mise en service du CETEX à la Babinière seraient envisagés. Cela engendrerait des complications pour le stockage des nouvelles rames et livraison de ces dernières avec une version provisoire, raccourcie, afin qu'elle puisse en partie être remise dans les CETEX existants.

Si je ne me trompe pas, il y a 14 de ces nouvelles rames qui vont être livrées en 2023 et 35 en 2025. N'ayant pas les moyens de vérifier ces informations et préférant m'adresser au saint des saints, pouvez-vous nous assurer, Monsieur le Vice-Président, que le nouveau CETEX à la Babinière et à La Chapelle-sur-Erdre sera pleinement opérationnel à la date de livraison de toutes les nouvelles rames de tramway qui doivent y être remises en 2025 ? Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Oui, j'étais en train de voir à quoi je pourrais ressembler avec une auréole au-dessus de la tête.

Plus sérieusement, effectivement nous avons 14 tramways, 14 rames qui vont arriver avant les autres et ces 14 rames, pourquoi 14 ? Parce que ces 14 rames, on sait à peu près les stocker sur l'existant. Après, sur les 47 autres, on ne sait pas faire si on n'a pas notre nouveau CETEX.

Donc il est possible, comme dans tout gros chantier, qu'il y ait un peu de retard ici ou là, mais moi j'ai 2025 dans le curseur, j'ai 2025 dans le curseur. Donc pour l'instant je n'ai pas eu d'alerte particulière pour me dire : "Non, on n'y arrivera pas." Alors je ne peux pas vous garantir que ça sera en juin 2025 ou en septembre 2025 ou en décembre 2025, mais l'horizon c'est quand même plutôt deuxième partie de l'année 2025. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – prend en considération l'étude d'impact, les avis de l'autorité environnementale (MRAe), et des collectivités territoriales et de leurs groupements consultés, ainsi que le résultat de la consultation du public, conformément aux articles L126-1, L 122-1-1 et L181-10 du code de l'environnement,

2 – affirme, par la présente déclaration de projet, l'intérêt général de l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D), y compris au regard de ses incidences négatives et notables sur l'environnement, en application de l'article 126-1 du code de l'environnement,

3 – s'engage à mettre en œuvre les mesures d'évitement, de réduction, de compensation et de suivi prévues pour l'opération connexion L1L2 phase 2, Babinière CETEX et pôle d'échanges (périmètre de travaux B, C et D) ainsi que les modalités de suivi des incidences de l'opération sur l'environnement et la santé humaine,

4 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée à la fabrique de la ville écologique et solidaire
Département des mobilités
Direction des investissements et de la circulation

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

16 – Transition écologique – Nantes – Rénovation de la ligne 2 de tramway – Section entre les stations Place du Cirque et Motte Rouge – Lancement des consultations

Exposé

Au sein de l'accord-cadre n°2019-27088 de mandats portant sur la rénovation d'infrastructures, de bâtiments, de systèmes et de matériels roulants, lié au réseau de transports collectifs, Nantes Métropole a confié un marché subséquent de mandat n°2020-1169 relatif à la rénovation de la ligne 2 de tramway entre les stations Place du Cirque et Motte Rouge, notifié à la SEMITAN le 2 juin 2020.

Suite aux études préliminaires, le conseil métropolitain du 8 octobre 2021, par délibération n°2021-109, a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de rénovation de la ligne 2 Nord, correspondant aux études et travaux nécessaires pour la rénovation du tronçon entre les stations Place du Cirque et Motte Rouge, pour un montant de 16 475 000 € TTC.

La présente délibération porte sur le lancement des consultations et l'autorisation de signatures des marchés de fournitures et de travaux prévus pour cette opération de rénovation. Il s'agit de procéder au remplacement du rail sur un tronçon long d'environ 1,68 km, la rénovation de la plate-forme, l'implantation et le remplacement de poteaux supports de la ligne aérienne de contact (LAC) en comptabilité avec les normes de sécurité.

Il vous est ainsi proposé d'approuver le lancement des consultations pour les marchés de fournitures (en particulier pour les rails, appareils de voie, équipements de fixations du rail, revêtements minéraux) et les marchés de travaux (notamment ligne aérienne de contact, voie ferrée, courants faibles et énergie, signalisation lumineuse, Voirie et Réseaux Divers). Il est prévu, sous réserve des conclusions des études de projet en cours de finalisation, que ces consultations s'étalent de juillet 2022 à mars 2023.

Des travaux préparatoires en dehors des emprises tramway sont prévus à partir de début 2023. Il est ensuite planifié que les travaux soient décomposés en deux phases :

- Section entre Saint-Mihiel et Motte Rouge : été 2023
- Section entre Place du Cirque et Saint-Mihiel : été 2024

Conformément aux dispositions des articles L.2123-1, 2124-1, L. 2124-4 et R. 2124-4 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser la SEMITAN, en tant que mandataire de Nantes Métropole (entité adjudicatrice), à lancer ces consultations sous forme de procédures adaptées et procédures avec négociations. Certains marchés, en fournitures ou en travaux, seront lancés sous forme d'accords-cadres utilisables par la SEMITAN dans le cadre de plusieurs mandats de maîtrise d'ouvrage. L'émission de bons de commande d'accords-cadres existants est également envisagée dans le cadre de ce projet.

Pour mener à bien l'opération de rénovation de la ligne 2 Nord, l'ensemble des prestations de fournitures et travaux représente une estimation prévisionnelle de dépenses de 9 340 000 € HT, soit 11 208 000 € TTC.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget annexe transport sur l'AP50 libellée Transports Collectifs opération 2021 n° 4002 libellée « Rénovation ligne 2 tram entre Place du Cirque et Motte Rouge ».

M. Affilé : « Vous avez remarqué que sur la délibération d'avant, je ne vous demandais pas de dépenser de l'argent en plus. Par contre là, je vais y revenir. Donc il s'agit ici d'opérations de rénovation sur la ligne 2 de tramway entre la place du Cirque et la Motte-Rouge. Donc nous avons déjà voté le programme et l'enveloppe financière provisionnelle de l'opération de rénovation de la ligne 2 Nord et ici, il s'agit de voir comment nous allons procéder à cette rénovation en deux temps : sur la section entre Saint-Mihiel et Motte-Rouge sur l'été 2023 et la section entre place du Cirque et Saint-Mihiel sur l'été 2024, pourquoi ? Parce qu'on n'avait pas la possibilité de faire l'intégralité sur un seul été, et il est évidemment hors de question de venir immobiliser et couper la ligne 2 de juin jusqu'à octobre par exemple, ce qui pénaliserait de nombreux usagers.

Donc, il vous est demandé d'autoriser la SEMITAN en tant que mandataire de Nantes Métropole à lancer ses consultations sous forme de procédures adaptées et procédures avec négociation, et globalement, d'accepter que ces travaux représentent une estimation prévisionnelle de dépenses de 11 208 000 euros TTC, sachant qu'il y a aussi un certain nombre de frais supplémentaires : le paiement du mandataire et puis le paiement des honoraires également de maîtrise d'œuvre pour le montant de 16 475 000 euros qui figure au deuxième paragraphe. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le lancement, par la SEMITAN, des procédures adaptées et des procédures avec négociations nécessaires à l'opération de rénovation de la ligne 2 Nord – section Place du Cirque – Motte Rouge,

2 – autorise le directeur général de la SEMITAN à signer les marchés résultant de ces consultations,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération

M. Descloziers présente le dossier suivant :

Direction Générale Déléguée à la Cohérence Territoriale
Département des Mobilités
Direction des Services de Mobilité

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 Juin 2022

17 – Engagement Loire – Exploitation des Ports de l’Erdre à Nantes et de la Loire à Couëron, Nantes et Rezé – Délégation de service public – Modification du périmètre – Avenant n° 4

Exposé

Lors du Conseil métropolitain du 15 décembre 2015 ont été présentés les engagements de la Métropole tant pour les activités liées à la Loire, la mobilité et les franchissements, que pour le développement de la centralité et l’aménagement des rives du fleuve. Ces grandes orientations ont mis en exergue la volonté de l’ensemble des acteurs de se réapproprier la Loire et ses affluents et d’en faciliter l’accès pour tous.

Dans ce cadre, la première édition de cet événement Débord de Loire s’est tenue en 2016 autour d’une grande parade nautique (plus de 100 bateaux). La deuxième édition, organisée en 2019, a vu le nombre de bateaux augmenter avec environ 150 bateaux accueillis dans les ports de Nantes, dont l’Hermione et le Belem, en mobilisant notamment tout le linéaire disponible entre le ponton Belem et le Maillé-Brézé (150 m).

Cependant, cette organisation a été rendue difficile par le mauvais état structurel du quai de la Fosse qui a fortement contraint l’amarrage des pontons provisoires et l’inadéquation des bollards avec l’amarrage de bateaux de fort tonnage.

Afin d’améliorer les conditions d’accueil des bateaux lors de la prochaine édition de Débord de Loire en juin 2023 et des autres événements nautiques à venir (The Arch, la Solitaire du Figaro, etc.), par délibération du 16 octobre 2020, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l’enveloppe financière de l’opération relative à la réalisation d’infrastructures indépendantes du quai de la Fosse, entre le ponton Belem et le Maillé Brézé.

Aussi, préalablement à la mise en service de ces nouveaux équipements fluviaux et pour permettre leur exploitation par le délégataire Nantes Métropole Gestion Services (NMGS), il convient de modifier le périmètre de la délégation de service public en ajoutant les 12 pieux, les 6 pontons et la passerelle qui composent cet ensemble d’équipements fluviaux, et de conclure un avenant n° 4 à la convention de délégation de service public (DSP) approuvée par le Conseil métropolitain du 22 juin 2018.

Cette extension de périmètre nécessite également la mise à jour du compte d’exploitation prévisionnel (CEP) de la DSP et doit donc être modifié et remplacé par un nouveau CEP, annexé à l’avenant 4.

C’est dans ce cadre, et conformément aux dispositions du code de la commande publique, qu’il est proposé d’approuver un avenant n° 4 au contrat conclu avec la société NMGS.

Les crédits correspondants sont prévus sur le budget principal, opération 2917 libellée « DSP Ports de plaisance ».

M^{me} la Présidente : « Délibération 17, Anthony Descloziers. Et je précise d’emblée que ne pourront pas participer ni au débat ni au vote Julien Bainvel, Pascal Bolo, Aurélien Boulé, François Brillaud de Laujardière, Nicolas Martin, Liliane Ngendahayo, Denis Tallédec et Nathalie Blin. »

M. Descloziers : « Merci Madame la Présidente. Bonjour à toutes et à tous. Cette délibération est à cheval sur deux sujets, en lien avec les 30 engagements sur la Loire, donc un premier sujet qui est celui d'améliorer ou d'augmenter les équipements fluviaux sur la Loire, et le second sujet c'est celui d'accueillir des manifestations nautiques, notamment Débord de Loire, Virage et la Solitaire du Figaro.

Pour cela, il y a quelques mois nous avons lancé une étude et nous avons réalisé des travaux puisque nous avons créé des ducs d'Albe sur le quai de la fosse entre le ponton Bellem et le Maillé-Brézé.

L'idée, c'est de battre des pieux pour permettre d'accueillir davantage de navires, notamment les navires que vous connaissez, le Bellem en particulier, dans le but de pouvoir rendre les manifestations nautiques plus adaptées pour accueillir ces grands navires. Donc c'est fait : les travaux ont été réalisés, les pieux ont été battus. Vous pouvez les voir si vous vous promenez dans le secteur. C'est un chantier qui est assez impressionnant.

Et donc cette délibération permet en fait d'intégrer, dans le cadre de la Délégation de Service Public accordée à NMGS, la gestion de ces équipements, et ceci sans incidence financière.

Je me permets de profiter de l'occasion puisque j'ai la parole pour faire une publicité pour une exposition en lien avec la Loire qui se déroule juste à côté, sur le parvis du Grand auditorium, qui se déroule du 30 juin au 28 août dans le cadre des 30 ans de la Cité des congrès, qui est aussi dans le cadre du Voyage à Nantes. Il s'agit d'une exposition "Doisneau et la Loire". Une cinquantaine de clichés de Robert Doisneau sur la Loire, des photos qu'il a prises de la source à l'embouchure, qui datent de 1976, qui fait suite à une commande passée de réaliser un voyage idéal jamais entrepris, et il a justement choisi ce thème de la Loire, donc je vous invite à découvrir cette exposition. On aura peut-être le temps sur la pause du déjeuner pour pouvoir aller la voir ensemble, si vous le souhaitez. Merci. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n° 4 et ses annexes ci-jointes à la convention de délégation de service public pour l'exploitation des ports de l'Erdre à Nantes et de la Loire à Couëron, Nantes et Rezé, à conclure avec la SPL Nantes Métropole Gestion Services (NMGS),

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant.

Non participation au vote de :

Julien BAINVEL, Pascal BOLO, Aurélien BOULE, François BRILLAUD DE LAUJARDIERE, Nicolas MARTIN, Liliane NGENDAHOYO, Denis TALLEDEC, Nathalie BLIN

M. Martin présente les dossiers suivants :

Direction générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département des Mobilités
Direction des services de mobilité

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

18 – Transition écologique – Nouveau dispositif d'aide à l'acquisition de vélos sous conditions de ressources

Exposé

Alors que la montée des prix notamment des carburants pèse sur la mobilité des ménages, Nantes Métropole souhaite favoriser l'acquisition d'un vélo par les ménages les plus modestes. Ce mode de déplacement est particulièrement vertueux tant d'un point de vue individuel (économie, santé/bien-être) que collectif (faible pollution, apaisement de la ville).

Depuis 2009, Nantes Métropole aide à l'acquisition de vélos par le biais de dispositifs de subvention qui ont évolué au fil du temps. Aujourd'hui, deux dispositifs sont toujours en vigueur :

- aide à l'acquisition de vélos cargo ou familiaux pour les particuliers, dispositif existant depuis 2014 ;
- aide à l'acquisition de vélos pour les professionnels effectuant des livraisons ou interventions à vélo, dispositif existant depuis 2016.

Par la présente délibération, il est proposé de mettre en place un nouveau dispositif d'aide à l'acquisition de vélos pour les particuliers, en remplacement du dispositif existant ; le dispositif d'aide à l'acquisition pour les professionnels étant maintenu en l'état. Ce nouveau dispositif d'aide, sous conditions de ressources, permet de répondre à un grand nombre de besoins et de pratiques quotidiennes. Le dispositif concernera une large gamme de vélos : classique, à assistance électrique, cargo, biporteur ou triporteur, qu'ils soient achetés neufs ou d'occasion auprès d'un professionnel du cycle (vélociste ou association de la métropole nantaise).

Cette mesure s'inscrit également dans la continuité de la tarification solidaire mise en place par Nantes Métropole sur le réseau de transports collectifs en 2015 modifiée en 2017, qui concerne plus de 60 000 bénéficiaires à ce jour.

Afin de favoriser le réemploi, il est également proposé d'aider à l'acquisition de kits d'électrification de vélos homologués et posés par des professionnels du cycle. Enfin, il est proposé d'inclure dans la prise en charge un antivol ainsi que le marquage du vélo acquis, dans la limite des plafonds et montants maximum pour chaque tranche de quotient familial (QF).

La subvention sera réservée aux personnes majeures domiciliées sur la métropole nantaise et dont le quotient familial est inférieur ou égal à 900. L'instruction des demandes se fera sur présentation d'un justificatif de domicile de moins de 3 mois, et de l'un des documents suivants :

- l'attestation de paiement de la Caisse des Allocations Familiales (CAF) ou de la Mutuelle Sociale Agricole (MSA) mentionnant un niveau de Quotient Familial (QF) pour les ménages connus des services de la CAF ;
- le dernier avis d'imposition pour les ménages inconnus des services de la CAF ou de la MSA, à partir duquel est calculé un QF ;
- l'attestation d'Allocation Adulte Handicapé (AAH) ;
- l'attestation d'accès à la tarification solidaire Transports en commun (TC).

Il est proposé de différencier les taux de prise en charge plafond des montants d'acquisition ainsi que les montants maximum d'aides accordables de la manière suivante :

Il est proposé que le dispositif permette de subventionner un vélo par personne majeure du foyer dans la limite d'une aide individuelle tous les 3 ans. Le nombre de bénéficiaires de l'aide à l'acquisition de vélos sous conditions de ressources est estimé à 1 500 personnes par an. Le montant global de dépenses est estimé à 540 000 euros.

Un dispositif visant à éviter l'avance des fonds lors de l'achat d'un vélo est en cours d'étude, il sera présenté lors d'un prochain conseil métropolitain.

Compte tenu des développements à opérer, le dispositif entrera en vigueur au plus tard le 1^{er} mars 2023 mais concernera tous les vélos achetés à partir du 02 janvier 2023.

Les crédits correspondants seront prévus sur l'AP101 libellée Mobilités opération 2022 2021-10 045 libellée Modes Alternatifs de Déplacements.

M. Martin : « Bonjour à toutes et tous. Je suis assez fier de présenter cette délibération sur les aides à l'acquisition de vélos. C'est vrai qu'on a un constat, et je pense que vous serez tous d'accord avec moi que le paysage de l'agglomération a changé depuis deux ou trois ans, avec une présence beaucoup plus significative de vélos sur l'espace public.

Preuve en est : en 2021 il a été vendu en France 2 700 000 vélos pour 1 600 000 voitures. C'est la première fois aujourd'hui qu'on achète plus de vélos que de voitures, et je pense que c'est un signal tout à fait significatif.

Le marché du vélo se porte bien. On a réalisé 3,4 milliards d'euros de chiffre d'affaires sur le marché vélo et ça a permis d'assembler 800 000 vélos sur les filières françaises, notamment on a quand même ici la Manufacture du cycle ou Arcade dans notre région, qui sont aujourd'hui des locomotives en termes de développement économique pour le vélo. Cette économie se porte bien et on assiste à une véritable révolution culturelle, en tout cas sur l'usage du vélo, sur l'espace public. Pour preuve : +20 % de croissance pour les vendeurs de vélos tous les ans, et des augmentations en tout cas très significatives en termes de flux.

Mais si on a une part modale aujourd'hui autour de 7 ou 8 % peut-être aujourd'hui sur l'agglomération nantaise, on démarrait avec 3 en début de mandat, on est encore très loin des villes européennes où par exemple aux Pays-Bas on est à près de 13 % de part modale, on était dernièrement à Ljubljana avec Aurélien Boulé pour Velocity que nous avons accueilli ici à Nantes, où la part modale est à plus de 20 %, les Allemands aussi, Bâle, Bologne, Florence sont à plus de 20 %, la ville de Strasbourg est à plus de 15 %.

Donc effectivement c'est peut-être une révolution pour nous, mais c'est loin d'être une révolution en fait à l'échelle européenne, et je crois qu'il va falloir s'y habituer.

Mais si on sait que l'ADEME l'a redit, l'acquisition de vélo, je reviens sur la délibération, est un levier majeur pour passer à ce mode de déplacement, nous avons mis lors de la crise COVID des aides vélo qui ont extrêmement bien marché, puisque nous avons eu plus de 4 000 demandes pour des aides de l'ordre de 100 euros pour l'acquisition de vélo, de VAE, et près de 10 000 demandes de coup de pouce pour la réparation de vélo.

On sait aussi que ces vélos ne sont pas accessibles à tous. Et donc, avec Johanna Rolland, nous avons réfléchi, nous avons suspendu fin 2020 ces aides vélo pour se dire que la question de l'équité de l'accès au vélo, elle se doit d'être reposée. Et depuis 2020, nous avons retravaillé sur une aide à l'acquisition de vélos qui soit plus juste et qui permette à tous de pouvoir en bénéficier. C'est ce qui vous est proposé dans cette délibération, donc avec potentiellement près de 60 000 déjà usagers de la tarification solidaire vélo qui seraient potentiellement éligibles, avec un plafond de quotient familial de 900, ce qui correspond donc à des revenus, je vous donne un exemple, vous avez le petit tableau entre les tranches quotient familial et les acquisitions de vélo, donc si je vous prends un exemple, pour un couple avec deux enfants avec un revenu inférieur à 2 700 euros ça leur permettrait d'avoir pour toute personne adulte une aide vélo de 150 euros pour un VAE, de 300 euros pour un vélo cargo et de 50 euros pour un vélo classique, tout ça dans une limitation à 30 % du prix du vélo. Mais si vous prenez un couple, une personne seule avec un revenu inférieur à 700 euros ou une personne seule avec enfant avec un revenu inférieur à 875 euros, qui sont vraiment les tranches les plus basses, vous avez une aide qui va jusqu'à 800 euros pour un VAE, ce qui est significative aujourd'hui pour pouvoir bénéficier, accéder à un VAE, un vélo notamment qu'il soit d'occasion ou neuf, 1 500 euros pour un cargo et 150 euros pour un vélo classique, à hauteur de 90 % du montant du vélo. Donc là effectivement, c'est un vrai levier.

Je crois qu'on est la Métropole la plus ambitieuse en la matière, donc c'est quand même aussi à souligner. Et c'est une disposition qui sera effective à partir du 2 janvier 2023, avec une mise en effet à partir du mois de mars en tout cas, parce qu'il faut aussi pour les services travailler la question de la facilitation de l'accès au paiement pour pouvoir ne pas avoir à déboursé cette somme au moment de l'acquisition du vélo.

Donc la mécanique est en cours. Je reviendrai au mois d'octobre pour vous représenter cette mécanique-là. Donc c'est un montant total de 540 000 euros qui vous est proposé et qui vise donc un vélo par personne majeure du foyer, dans la limite d'une aide individuelle tous les trois ans. Et ça devrait concerner à peu près 1 500 personnes par an. Et je rappelle qu'il s'agit bien de tous les vélos, et ça c'est aussi une nouveauté, les vélos neufs comme les vélos d'occasion, les vélos classiques, la motorisation des vélos classiques vers un vélo à assistance électrique, les vélos cargo et tous les vélos aussi je dirais *long tail*, etc., les nouvelles versions des vélos. Voilà, donc c'est une proposition assez ambitieuse que j'espère vous allez bien vouloir voter aujourd'hui. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Aurélien Boulé. »

M. Boulé : « Madame la Présidente, mes chers collègues, je me joins à Nicolas : c'est une très grande fierté de soutenir cette délibération qui, en effet, est très ambitieuse. Sans accompagnement, les personnes les plus défavorisées, les plus précaires pâtissent d'une forme d'assignation à résidence. Pour information, pour le quart le plus pauvre de la population française, c'est ainsi jusqu'à 67 % des déplacements qui font moins de 5 kilomètres et un peu plus de 13 millions de Françaises et de Français sont dans une situation de précarité mobilité. Et sur notre métropole, il y a environ 60 000 personnes qui bénéficient déjà de la tarification solidaire sur les transports en commun.

Cette délibération, elle se place aussi dans cette optique de droit à la mobilité pour toutes et pour tous. C'est un principe qui guide nos actions et c'est un enjeu d'équité et de solidarité. C'est pourquoi donc nous avons voulu retravailler cette aide à l'acquisition de vélo pour les ménages les plus modestes.

Nicolas le disait, donc je vais passer très rapidement, mais l'approche est vraiment globale. Ça concerne tous les types de vélos : musculaire, VAE, cargo, biporteur, neuf ou d'occasion. Ça inclut aussi le marquage, ça inclut aussi les antivols.

On est la seule Métropole en France à ce jour à faire cela, donc quand on dit que c'est ambitieux, ce n'est pas un vain mot, c'est une réalité. Je remercie encore les services qui ont beaucoup travaillé avec nous sur cette délibération.

Il y a un élément aussi, c'est la question du réemploi. Il y a des kits d'électrification qui sont inclus dans cette aide. Voilà. Donc ça, c'est un élément très fort pour la remise en selle pour les personnes les plus démunies, mais il y a d'autres actions sur lesquelles on travaille, que je vais citer très brièvement.

Il y a entre autres la question du stationnement. Si on veut que les personnes qui vivent dans les quartiers populaires puissent faire du vélo, il faut aussi qu'elles puissent stationner en toute sécurité leur vélo. On va déployer à partir de cet été, notamment avec Franckie Trichet, une expérimentation avec cinq box de six places de vélo dans des quartiers comme Bellevue par exemple ou le Château de Rezé. On va continuer à travailler avec des associations qui travaillent dans ces quartiers. Entre autres, je pense à l'atelier de réparation collective sur Bellevue qui fait un travail formidable. Ça va être l'objet des prochaines délibérations mais sur les infrastructures, on continue à changer de braquet donc là, ça va s'accélérer. On va je l'espère voter 21 kilomètres de nouvelles infrastructures cyclables, entre ce Conseil métropolitain et le Bureau métropolitain de demain.

Et Nicolas, avec Pierre Quénéa, travaille aussi sur une expérimentation nationale sur les modes actifs au sein des quartiers prioritaires avec le Club des villes et territoires marchables et cyclables de France.

Quand je parlais des infrastructures, je pensais entre autres au déploiement prochain de nos axes magistraux et je tenais ici en Conseil métropolitain à souligner le fait que par exemple les Pas enchantés à Saint-Sébastien, qui sont une demande très forte de la Commune et des associations, entre autres de Nos Rues demain, sera bien déployée dans le cadre de ce mandat, et toutes ces continuités, toutes ces actions qu'on mène sur la remise en selle et sur les infrastructures cyclables, elles ont vraiment une dimension métropolitaine extrêmement forte. C'est pour ça que je me permets de le citer aujourd'hui, vu que ce sera en Bureau métropolitain donc pas en Conseil métropolitain, pour les personnes qui nous écoutent, mais demain je l'espère qu'on votera des continuités sur un nombre extrêmement important de communes : de Rezé, Indre, Brains, Saint-Léger, Bouaye, La Montagne, Bouguenais, Thouaré et Nantes. Donc l'attente est très, très forte. On essaye de répondre à cette attente. Et là, voilà, il y a des choses très concrètes qui vont commencer à sortir aujourd'hui et demain.

Et pour terminer, oui, réaménager la métropole au profit du vélo et accompagner les personnes les plus précaires à travers cette aide à l'acquisition, à la remise en selle jusqu'au stationnement, c'est non seulement une politique écologique nécessaire mais aussi une politique socialement juste. C'est ce que je voulais rappeler ce matin. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sébastien Arrouët. »

M. Arrouët : « Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, après l'adoption du Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables lors du dernier Conseil métropolitain, nous saluons aujourd'hui ce nouveau dispositif d'aide à l'acquisition de VAE et de vélos cargo notamment.

Nous aurions seulement aimé que vous soyez un peu plus audacieux sur les critères, puisque de nombreux habitants qui ne sont pas pour autant riches sont exclus du dispositif d'accompagnement.

Est-il envisageable dans un an, après le bilan précis de cette nouvelle année et des années précédentes, que nous avons sollicité d'ailleurs lors de la dernière Commission, d'envisager un élargissement des bénéficiaires ?

Nous notons également avec satisfaction que vous travaillez sur un dispositif visant à éviter l'avance des fonds lors de l'achat. C'est clairement un élément déclencheur supplémentaire.

Enfin, et c'est peut-être le plus important, nous pensons que dans votre approche globale du vélo, il manque un dispositif avec tous ces nouveaux vélos qui circulent dans notre métropole, un plan d'urgence sur le premier vecteur de développement de la pratique du vélo, c'est-à-dire la sécurité des usagers. Un plan d'urgence opérationnel de suite, qui pourrait corriger de petites anomalies diverses et variées, qui mettent en danger les utilisateurs au quotidien. Revêtement inadapté, traçage incompréhensible, panneaux mal indiqués, priorités discutables sur des accès à certains ronds-points, des routes étroites, ou encore devant des écoles. Quelques minutes sur Twitter – ce ne sont pas les comptes dédiés qui manquent, je ne vous apprends rien – suffiront à vous convaincre définitivement et vous serviront de boussole pour agir rapidement. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je redonne la parole à Nicolas Martin. »

M. Martin : « Merci pour en tout cas ces encouragements autour de ces aides vélo très ambitieuses, et je rappelle : Nantes Métropole fait figure aujourd'hui de locomotive en la matière. Important. En tout cas, on a une politique très ambitieuse en la matière, et je pense que la question de la justice sociale est quelque chose qui nous anime tous. Je vous remercie en tout cas de le souligner dans la minorité de notre assemblée.

Bien sûr qu'on pourrait étendre davantage. Néanmoins on est déjà sur un public important. 60 000 usagers de la tarification solidaire, ça n'est pas rien aujourd'hui sur notre métropole. Notre ambition, c'est aussi de faciliter la vie de ces usagers, de ne pas rentrer dans des procédures administratives qui soient trop lourdes, et si demain les usagers de la tarification solidaire sont déjà éligibles, eh bien ça veut dire qu'ils seront automatiquement éligibles à ces aides à l'acquisition de vélo, et donc c'est bien ça que nous allons travailler pour le mois d'octobre.

Je vous rappelle aussi que nous sommes dans une période où le prix de l'essence et des carburants est en explosion, en significative augmentation, et que l'accompagnement à la culture des autres modes de déplacement, en utilisant bien sûr la multimodalité – on a parlé de transports en commun tout à l'heure, il est évident qu'on ne fera pas 20, 30, 40 kilomètres à vélo mais qu'on a aussi une multimodalité entre le rail, le transport en commun, le train, etc. –, c'est ça l'avenir de notre métropole, et donc cette délibération s'inscrit bien dans cette question de la justice sociale, du pouvoir d'achat, de la santé aussi de tous, et nous pouvons tous en être très fiers, si vous voulez bien la voter. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le dispositif d'aide à l'acquisition de vélos sous conditions de ressources présenté ci-dessus ainsi que les seuils, réductions et montant de subvention afférents,

2 – délègue à la Présidente et au Vice-Président délégué, dans le cadre du dispositif susmentionné, l'attribution des aides correspondantes,

3 – autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-Président délégué à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction de l'espace public

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

19 – Transition écologique – Nantes – Aménagement d'un axe magistral cyclable entre la Gare et Bottière Chénaie – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une consultation de maîtrise d'œuvre

Exposé

La politique mobilité de la métropole vise à accompagner la dynamique du territoire en préservant le cadre de vie afin de concilier ville mobile et ville durable. L'ambition sur le plan des mobilités consiste à rééquilibrer les modes de déplacement et à promouvoir une cohabitation plus harmonieuse et équilibrée.

Il s'agit de sortir de l'ère de la ville voiture pour une ville du vivre-ensemble, où le droit à la mobilité pour tous devient le principe guidant les actions. Pour cela, la politique publique mobilités vise à encourager et accompagner un changement durable des comportements et à opter pour une réduction globale de la vitesse en ville et à encourager un usage plus raisonné de la voiture.

En 2035, sans changement de comportement de mobilité, la circulation automobile se dégradera davantage avec une hausse de 10 % de déplacements. L'absence de régulation rendra la circulation de tous difficile y compris pour les piétons, les cyclistes et les transports collectifs.

C'est dans ce cadre et en cohérence avec les objectifs du Plan de déplacements urbains de réduire la place des déplacements en voiture solo au bénéfice des modes alternatifs, que la métropole s'engage dans le déploiement du schéma directeur des itinéraires cyclables afin de répondre à l'ambition de passer de 3 % à 12 % de part modale vélo à l'horizon 2030.

Le futur axe cyclable magistral Gare de Nantes – Bottière Chénaie se situe sur une entrée de ville très fréquentée, accidentogène et conflictuelle, qui fait l'objet de fortes attentes en terme de sécurisation, d'amélioration de la cohabitation des modes de déplacement et d'apaisement (usagers, enquête nationale du Baromètre des Villes Cyclables,...).

Le projet d'axe cyclable Gare-Bottière Chénaie passe, depuis la gare Nord, par le boulevard Stalingrad, le boulevard Dalby et la route de Sainte-Luce, permettant de relier de manière sécurisée Sainte-Luce-sur-Loire et Thouaré-sur-Loire, et amenant une perspective d'itinéraire cyclable vers Carquefou (en se reliant à la voie SNCF).

L'ambition est de réaliser une véritable continuité cyclable sécurisée d'une largeur de 4,00 m en bidirectionnelle ou 2 x 2,00 m en monodirectionnelle.

Pour y parvenir, tout en préservant l'équilibre des usages, les études de faisabilité ont démontré la nécessité de faire évoluer les aménagements de plusieurs voies :

- Boulevard Stalingrad : redressement du stationnement en épi ;
- Boulevard Dalby : passage en sens unique, a priori sortant, permettant de préserver un côté de stationnement ;
- Route de Sainte Luce : pas de réalisation de couloir bus, mais une optimisation en approche des carrefours et préservation du stationnement au niveau des polarités.

Afin de livrer un axe magistral cyclable continu de 3,5 km en milieu urbain en juin 2025, sobre et fonctionnel, il est proposé **une déclinaison fonctionnelle d'un projet de travaux d'infrastructures, priorisé sur la réalisation de l'axe cyclable** avec l'appui d'une équipe de maîtrise d'œuvre pour les études et travaux. L'objectif est de livrer un axe complet d'ici l'été 2025 conforme au référentiel des aménagements cyclables.

La réalisation de l'axe cyclable est donc une opportunité pour repenser le plan de circulation du quartier avec des mises à sens unique et des aménagements visant à limiter les flux de transit et à apaiser la circulation pour :

- garantir les accès et usages de proximité du quartier (domiciles et commerces notamment) ;
- réorienter les flux de véhicules traversant vers des axes adaptés et dimensionnés pour éviter les phénomènes d'engorgement ;
- maîtriser les éventuels reports vers des voies secondaires, source de nuisance et d'insécurité sur des voies inadaptées.

Ce projet, et plus particulièrement la mise en sens unique du boulevard Dalby, aura de réels impacts et impliquera des changements d'usages, d'habitudes, qu'il conviendra d'accompagner. C'est particulièrement vrai pour :

- les riverains du boulevard et les habitants du quartier ;
- les commerçants et entreprises desservies par cette voie ;
- les automobilistes et livreurs empruntant cette voie pour accéder à des quartiers proches.

Pour ce faire, l'aménagement de l'axe cyclable et ce nouveau plan de circulation s'accompagneront d'une communication et médiation adaptées à chaque cible prioritaire (les riverains immédiats, les habitants du quartier, les professionnels et commerçants et leurs clients, les piétons cyclistes et automobilistes).

Compte tenu de ses caractéristiques, le projet nécessite également l'organisation d'une concertation préalable conformément aux articles L.103-2 et R.103-1 du code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, il convient de définir les modalités de concertation préalable. Il est proposé d'organiser la concertation sous forme d'une réunion publique de présentation, d'une exposition, et de la mise à disposition d'un registre papier et dématérialisé, au siège de Nantes Métropole.

La forte diminution du trafic automobile induit sur l'axe Dalby fera baisser les nuisances subies (bruit, pollution) et permettra d'apaiser et sécuriser les espaces publics dont les usages pourront ensuite être retravaillés avec les habitants dans la perspectives d'aménagements futurs : une étude urbaine s'engage sur le secteur Moutonnerie – Dalby – Stalingrad, permettant de travailler avec les habitants l'évolution des modes de vie à l'échelle du quartier et de préfigurer ses mutations futures. La réalisation de l'axe cyclable sur le boulevard Dalby n'est donc qu'une première étape qui sera suivie d'une requalification de l'ensemble des espaces publics de cet axe.

Conception du projet

Pour la réalisation de cette opération, il est nécessaire de recourir aux prestations d'un maître d'œuvre externe, dont la rémunération est estimée à 900 000 € HT, soit 1 080 000 € TTC.

En conséquence, l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 8 333 333 € HT, soit 10 000 000 € TTC.

Aussi, conformément aux articles R 2124-3 et suivants du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour la réalisation des prestations de maîtrise d'œuvre.

La procédure susvisée concerne un marché ordinaire de maîtrise d'œuvre, d'une durée prévisionnelle de 84 mois.

Les crédits correspondants sont prévus sur :

– l'AP101 libellée Mobilités opération 2021 n° 3267 libellée Axes structurants et magistraux vélos.

M. Martin : « Cette délibération s'inscrit bien sûr dans l'esprit de la précédente, mais c'est aussi notre engagement de mandat. Je rappelle que sur les élections municipales, tous les maires sans exception se sont engagés sur les questions du développement du vélo et qu'elle s'est traduite par un budget ambitieux à l'échelle de notre métropole de 115 millions d'euros pour ce mandat, avec près de 30 euros par habitant, qui est un doublement finalement de notre budget vélo sur ce mandat par rapport au mandat précédent.

Nous avons déjà voté en février 2021 un Schéma Directeur des Itinéraires Cyclables et un référentiel d'aménagement. Pour répondre à Monsieur Arrouët sur la question de tout à l'heure, on a des niveaux aujourd'hui d'exigence en termes de largeur de voirie, pour les vélos, que ce soit en monodirectionnel ou en bidirectionnel, avec de la qualité d'aménagement et beaucoup de Métropoles en France et de Villes France nous envient ce référentiel des aménagements cyclables qui permet de donner de l'orientation technique aux Pôles, aux opérateurs. Tous les aménageurs s'appuient sur cette référence d'aménagement qui devrait nous permettre de construire un réseau express vélo de qualité dans les 10 ans qui viennent.

On s'est arrangés également pour aménager 50 kilomètres d'axes magistraux, et cet axe gare / Bottière Chénaie rentre dans cette logique-là, avec un axe majeur. On a déjà voté en mars dernier et je pense que Carole Grelaud l'a souligné largement, ainsi que les maires d'Indre et de Saint-Herblain à l'occasion : un Nantes/Couëron aujourd'hui qui est en cours de déploiement, et puis nous allons donc passer cette fois-ci à l'Est, sur Bottière Chénaie, une entrée de ville majeure et qui nécessite néanmoins un passage en sens unique du boulevard Dalby que nous assumons pleinement et qui s'inscrit aussi dans une demande, suite à une étude de déplacement qui avait été faite entre 2016 et 2017, avec une demande forte des habitants de cette partie du tronçon pour de l'apaisement, réduire les questions de pollution, la qualité de l'aménagement avec de la sécurité.

Et donc cet aménagement, il rentre dans cette logique en réponse aux habitants. Il ne va pas tout à fait jusqu'au bout des attentes des habitants de ce quartier parce que nous avons aussi une étude urbaine plus globalement qui est en train d'être menée avec le bureau Ruelle pour regarder aussi la question du logement, la question des aménités, des espaces verts, de l'habitat, de la qualité de vie dans ce quartier, plus large avec l'arrivée des nouveaux habitants de la Mellinet, les habitants de la Moutonnerie, sur l'ensemble du quartier, qui est un exercice qui est en cours et qui devrait amener à des propositions plutôt sur le mandat prochain.

Mais on a souhaité inscrire dès ce mandat un aménagement de qualité, important, qui demain devrait nous permettre d'atteindre près de 17 000 déplacements quotidiens de vélos sur cet axe. Donc un axe important.

Pour cela, cela nécessite d'avoir une étude préalable qui sera conduite à partir de l'automne et qui permettra donc à travers des expositions, une concertation sous forme de réunions publiques et la mise à disposition d'un registre papier et dématérialisé au siège de Nantes Métropole, de pouvoir recueillir l'avis des commerçants, des habitants, des riverains de ces secteurs.

Bien sûr ce travail va se construire en concertation avec les riverains du boulevard et les habitants du quartier, les commerçants, les entreprises desservies par cette voie, les automobilistes, les livreurs empruntant cette voie pour accéder au quartier de proximité.

Il y a un travail qui a déjà démarré avec les commerçants la semaine dernière et qui va se poursuivre bien sûr dans les mois qui viennent.

L'enveloppe qui est proposée pour cette opération, c'est 1 080 000 pour la maîtrise d'œuvre et 10 millions précisément pour l'enveloppe de l'opération, si vous voulez bien la voter. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Valérie Oppelt. »

M^{me} Oppelt : « Merci Madame la Présidente. Nous soutenons évidemment tout ce qui augmente la part modale du vélo et nous soutiendrons cette délibération. J'imagine d'ailleurs qu'elle doit être en partie financée par le contrat de relance et de transition écologique signé entre l'État et la Métropole.

Cependant, l'idée est de ne pas non plus opposer vélos, piétons et voitures. On sait tout à fait que plus de bouchons égalent plus de pollution et j'ai vu que dans cette délibération on va supprimer pas mal de places de stationnement ; et ici je voudrais avoir une pensée justement pour nos seniors et les personnes en situation de handicap qui n'ont pas cette possibilité d'utiliser plus facilement le vélo. Donc j'espère qu'ils ne seront pas oubliés.

Je profite de cette délibération pour poser un problème qui m'est remonté assez régulièrement ces derniers temps. Il s'agit des infirmiers et des infirmières libéraux qui se retrouvent dans des situations de plus en plus complexes, particulièrement dans les cœurs de ville, et qui se retrouvent à être verbalisés dès qu'ils se stationnent, et je pense que ça peut être intéressant de regarder pour certains métiers, tous ces métiers qui permettent d'aider les autres, de faire plus de social, de regarder ce qui pourrait être envisagé pour arrêter de verbaliser ces métiers.

Même problème aussi pour des personnes en situation de handicap qui se stationnent de façon momentanée pour pouvoir aller chez des médecins, kinés, etc., qui m'ont alertée pour certains et qui se retrouvent eux aussi trop régulièrement verbalisés.

Donc j'ai cette question de savoir ce qui pourrait être envisagé pour certains métiers et pour ces personnes les plus fragiles. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Denis Tallédec. »

M. Tallédec : « Juste pour répondre et réagir à la question de Valérie Oppelt : il se trouve qu'en ce moment, nous menons une concertation avec les professionnels de santé sur les questions de stationnement et d'accessibilité au centre-ville notamment, et bien au-delà des professionnels de santé, tous les professionnels de l'aide à la personne autour de ces questions. Il n'y a pas plus de verbalisation que ça, mais on veut favoriser justement ces professionnels quant à l'accès aux domiciles des patients. »

M^{me} la Présidente : « Merci. François Vouzellaud. »

M. Vouzellaud : « Merci Madame la Présidente. Monsieur le Vice-Président, chers collègues, par cette délibération vous nous demandez d'approuver la mise en sens unique du boulevard Dalby afin de créer une piste cyclable sur l'axe magistral entre la gare Nord et le quartier Bottière Chénaie, avec une perspective, est-il écrit, vers Carquefou, en se reliant à la voie SNCF.

Alors, outre le constat, ça vient d'être dit, que cette mise en sens unique va supprimer la moitié des 114 places de stationnement sur le boulevard, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que le choix du sens sortant va compliquer l'accès à la gare pour les habitants du Nord-Est de l'agglomération.

Alors c'est vrai que les habitants ont aussi la possibilité d'accéder à la gare par la sortie Sud en empruntant le boulevard de Sarrebruck via la route de la Prairie de Mauves. Ceci étant, il ne vous a pas échappé qu'un peu plus tôt, à la délibération numéro 12, nous avons voté le principe dans une phase 2 qui interviendra un peu plus tard, mais nous avons voté le principe de travaux d'infrastructure sur ce boulevard pour les bus de la future ligne 8 qui rejoindra le secteur de Doulon. Alors Dalby en sens unique, Sarrebruck contraint, l'accès à la gare risque de se compliquer sérieusement pour les habitants du cadran Nord-Est qui ne peuvent pas tous emprunter un vélo ou les transports en commun, particulièrement pour les Carquefoliens.

Pour autant, évidemment nous voterons, nous sommes pour cette délibération, nous soutenons fortement le développement des liaisons cyclables, et cet axe magistral est très intéressant. Mais nous souhaitons insister néanmoins sur l'importance à veiller à ce que les aménagements ne s'effectuent pas au détriment de la fluidité des accès aux services publics.

Par ailleurs, pour terminer, comme il est précisé dans la délibération, et je le disais en commençant, cet axe magistral rejoindra la voie ferrée Carquefou-Doulon. Les élus carquefoliens y voient là bien sûr une belle opportunité, mais nous rappelons que cet axe, qui est actuellement le lieu d'une expérimentation d'un véhicule autonome, est identifié pour y faire circuler un transport en commun en site propre.

Alors, Bertrand n'est plus là, mais à ce sujet, nous aimerions savoir où en est l'étude qui avait été envisagée conjointement par la Métropole et la Région sur la transformation de la voie ferrée en site de transport en commun en site propre, car il paraît important et même essentiel de ne pas attendre pour avoir des éléments concrets permettant de prendre une décision de manière éclairée.

Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. François Prochasson. »

M. Prochasson : « Oui, j'aimerais revenir sur la création de bouchons, liée à la fermeture d'un sens de circulation sur le boulevard Dalby. L'intérêt de développer un réseau cyclable, c'est bien d'encourager un transfert modal vers le vélo. C'est bien aussi parce que, on le sait, il n'y a pas de transfert modal sans contrainte à l'automobile. C'est encourager aussi l'utilisation des transports collectifs.

Alors je réfléchissais au nombre de lignes qui desservent aujourd'hui la gare. On a un tramway, on a trois chronobus, voire quatre. Je pense que cette offre est largement suffisante pour assurer aussi bien d'ailleurs en quantité qu'en amplitude horaire, parce qu'on peut accéder à la gare quasiment avant le premier train le matin de semaine.

Donc on a vraiment un réseau ici qui permet de choisir sereinement de transformer ce boulevard Dalby en un axe plus agréable, et je voudrais revenir sur ce point.

Comme cycliste, vraiment s'il y a un endroit à Nantes qui est ressenti comme dangereux, c'est bien le boulevard Dalby. Être suivi par des automobilistes qui pressent le cycliste pour pouvoir le doubler, il n'y a rien de plus désagréable, et c'est bien le cas sur le boulevard Dalby.

Après, je pense que ce projet va bénéficier énormément aux habitants de cet axe. Ça n'est pas que la question du stationnement qu'il faut regarder, ou la question des flux automobiles. C'est aussi la question de la qualité de vie, des nuisances sonores, et puisqu'on parlait beaucoup hier de qualité de l'air, je pense que s'il y a un endroit très pollué par la circulation automobile aujourd'hui à Nantes, c'est bien le boulevard Dalby.

Donc je pense que les habitants qui sont parfois dans des logements de médiocre qualité vont pouvoir bénéficier de ces améliorations, très certainement. J'ai bien entendu l'intérêt qu'il y a à profiter de cette opération de création de cet axe magistral pour regarder effectivement la transformation de la voie en une meilleure qualité urbaine au bénéfice évidemment des résidents.

Je pense aussi que sur la question automobile, les services sauront assurer une qualité de desserte des habitations riveraines et des commerces qui permettra effectivement de maintenir la vie locale.

Et enfin pour terminer, évidemment on sait que quand on améliore les conditions, le cadre de vie d'un axe, on risque de repousser les locataires qui n'auraient plus les moyens de se payer des loyers qui augmentent sur un axe comme ça. Je crois qu'il y a aussi une vigilance à avoir et c'est vraiment un débat plus général, beaucoup que le boulevard Dalby évidemment, sur l'évolution des loyers pour maintenir des populations qui n'ont pas un niveau de vie très élevé, sur des voies de faubourg, puisque c'est vraiment un axe de l'histoire nantaise je crois, ce boulevard Dalby.

Voilà, donc une approche qui n'est pas simplement cycliste mais qui est vraiment un projet urbain, et que je tiens à saluer dans toutes ses composantes. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Merci Madame la Présidente.

Merci à Nicolas Martin pour cette présentation. Dans tous les projets il y a l'objectif et la méthode. L'objectif on le partage, on s'est déjà largement exprimés sur ce sujet. Il faut avancer sur un schéma vélo structurant à l'échelle de la métropole. Nous avons pris du retard et il faut le rattraper.

Sur la méthode en revanche, on est beaucoup plus partagés. D'abord, sur l'accès à la ville, François Vouzellaud vient d'en dire un mot : tout le monde ne vient pas à vélo à Nantes, et il faut s'assurer que notre ville ne se verrouille pas pour tous ceux qui viennent de l'extérieur. Tout à l'heure, on a parlé du pont Anne-de-Bretagne, de l'accès Ouest par le quai de la Fosse. Attention de ne pas verrouiller l'accès Est à notre centre-ville comme vous êtes en train de verrouiller l'accès Ouest côté pont Anne-de-Bretagne et quai de la Fosse.

L'ambition que vous fixez, de mettre à sens unique le boulevard Dalby, plus de 10 000 véhicules par jour, elle est quand même très vaste, et il va vous falloir un plan de circulation à la hauteur de l'enjeu pour faire face à ces flux de circulation qu'il va falloir redistribuer autour de ce secteur.

Là-dessus, Monsieur Martin, on veut bien quelques précisions, parce qu'on n'a pas le sentiment que les choses soient tout à fait calées, et pour tout dire tout à fait prêtes, sur ce volet du plan de circulation.

Par ailleurs, j'entendais Monsieur Prochasson que j'ai écouté avec attention. Il a raison bien sûr de parler de report modal pour tous ceux pour qui ce sera possible, de l'automobile vers des transports doux, et en particulier vers le vélo qui nous occupe aujourd'hui.

Pour autant, une fois qu'on aura atteint ce transport modal pour ceux qui le peuvent, il ne faut pas non plus oublier que c'est un quartier qui est en transformation profonde, avec un certain nombre de nouveaux logements qui vont sortir de terre, notamment sur le site de l'ancienne caserne Mellinet. Ce sont des centaines de logements supplémentaires donc là aussi beaucoup, beaucoup d'habitants qui, on peut l'imaginer, vont certainement vouloir se déplacer dans la ville. Donc au-delà du report modal à égal de déplacement, il faut être capable d'anticiper de nombreux déplacements supplémentaires sur ce secteur.

Au-delà de l'accès à la ville, un mot sur le quartier lui-même parce qu'évidemment nous avons eu beaucoup de remontées de riverains, que ce soient des habitants ou des commerçants, qui sont extrêmement préoccupés là aussi par la méthode que vous mettez en œuvre.

Il y a eu je crois une réunion rue Gaston-Turpin au début du mois de juin. Vous avez dit, Monsieur Martin, que vous poursuivriez la concertation avec les riverains jusqu'au début de l'année 2023, et eux nous disent que vous envisagez de mettre un tronçon de la rue de Coulmiers à sens unique dès la rentrée prochaine. Est-ce que vous confirmez cette information ? Et sinon, à ce moment-là dites-le-nous, comme ça on pourra rassurer les riverains.

En tout cas, on espère que vous ne mettez pas en place des aménagements avant d'avoir mené à son terme une concertation approfondie avec des riverains qui ne sont pas de méchants antivélos, qui ne sont pas des pro-voitures acharnés, mais qui ont tout simplement peur soit de perdre une partie de leur clientèle s'ils sont commerçants, soit de ne plus pouvoir accéder jusque chez eux. Et il y a dans ce secteur de la ville aussi un certain nombre de personnes âgées ou des familles avec des jeunes enfants ou des personnes en situation de handicap, comme l'exprimait à l'instant Valérie Oppelt.

Enfin, dernier point : la question de l'accès à la gare Nord. Là aussi on en a parlé au cours de nos échanges. Je me permets de vous dire en toute simplicité que l'accès à la gare de Nantes sur son côté Nord est véritablement catastrophique. Je vous invite à vous y rendre à n'importe quelle heure du jour ou du soir : les voitures se garent en triple file. Il y a en tout et pour tout 10 places de stationnement minute pour la sixième ville de France, une gare qui draine au-delà évidemment du seul périmètre de la ville centre – et là-dessus, moi je suis effarée, les aménagements sont tout neufs, je crois qu'on a inauguré le parvis de la gare il y a deux ans, ça ne fonctionne pas. Voilà, c'est un constat.

Donc prenez-en la mesure, et là aussi j'espère que ces aménagements cyclables seront l'occasion de revoir l'accès à la gare Nord pour tout un ensemble d'habitants qui ne peuvent pas venir à vélo là aussi parce qu'ils sont âgés, parce qu'ils ont des poussettes ou parfois même des valises. Eh oui, ça arrive encore qu'en 2022 des gens viennent à la gare de Nantes avec des valises. Je suis désolée Monsieur Martin, mais voilà, prenons-en acte.

Il y a de belles choses qui ont été faites avec ce parvis, l'ouverture du Jardin des Plantes, mais il y a des choses qui ne marchent tout simplement pas. Donc je vous invite à le repenser à l'occasion de la mise en place de cet axe cyclable structurant. Voilà ce que je voulais vous dire ce matin.

Donc nous voterons cette délibération parce que nous partageons l'objectif d'aménagements cyclables structurants, mais en vous demandant de revoir les modalités de concertation, de nous confirmer un certain nombre de points sur les aménagements à court terme sur ce quartier, et de prendre le temps de bien préparer les choses, parce que voilà, ces flux de circulation, il va falloir les gérer et ils vont encore augmenter dans les années à venir. »

M^{me} la Présidente : « Merci. D'autres demandes d'interventions ? Aurélien Boulé. »

M. Boulé : « Rapidement, je rejoins à 100 % ce qui a été dit par François Prochasson. Concernant l'intervention de Madame Oppelt, et là aussi je la rejoins totalement sur la question du handicap et des personnes les plus fragiles. Vous avez raison de le mentionner. C'est d'ailleurs une des, comment dire, des choses qu'on a apprises lors du processus de la Rue pour tous. C'était aussi une demande forte qui a été exprimée par les associations. Donc on a bien ça en tête, et ça fait aussi partie de notre référentiel des aménagements cyclables : c'est de bien séparer les infrastructures cyclables des espaces piétons, justement pour permettre aux piétons ou aux personnes en situation de handicap de pouvoir déambuler, circuler de manière sécurisée.

Il y a une deuxième chose par contre où, là, je ne vous rejoins pas du tout – et je dis ça en toute amabilité – : je ne comprends pas cette expression "Il ne faut pas opposer les modes." Je ne la comprends pas. Je l'entends depuis des années. Qu'est-ce que ça veut dire, "ne pas opposer les modes" ?

Qui dit qu'il ne faut pas opposer les modes ? J'ai bien peur que ce soient souvent des personnes qui soient un peu fébriles sur la question du vélo. Aujourd'hui à Nantes, on a 55 % des déplacements qui sont faits en voiture, qui font moins de 3 kilomètres. La voiture aujourd'hui dans notre ville, elle est hégémonique. Donc à un moment, quand on acte dans notre PDU – certes c'était sur le mandat précédent, je n'étais pas élu et vous non plus Madame Oppelt – mais quand on acte dans notre PDU qu'il faut multiplier par quatre la part modale du vélo, qu'est-ce qu'on fait ? Comment on fait alors ? On crée des viaducs à vélos ? On crée des tunnels à vélos ? L'espace public, il est aujourd'hui trusté d'une manière hégémonique par la voiture, donc notre majorité elle a fait le choix politique et elle fait le choix politique de prendre de la place à la voiture pour mieux la redistribuer.

On n'est pas des Khmers rouges. Je vous rappelle que dans notre PDU, la voiture à plusieurs passagers, elle a pour vocation de passer de 12 % à 14 %, donc on ne veut pas la fin de la voiture. On veut juste un tout petit peu, voire un peu plus, redistribuer l'espace public pour les modes actifs.

Madame Garnier parle d'une situation catastrophique gare Nord. Ça dépend pour qui. Ce n'est pas catastrophique pour les piétons. Ce n'est pas catastrophique pour les cyclistes. Je vous rappelle qu'on a inauguré la Cyclostation qui est unique en France et qui est un grand succès. Et je vous propose, on peut y aller ensemble si vous voulez, qu'on aille faire un tour gare Sud. À la gare Sud, on a mis en place un parking dépose-minute avec 30 minutes gratuites, il est pratiquement vide. On a mis en place une file dépose-minute qui est pratiquement vide pourquoi ? Parce que les voitures continuent à se stationner de manière plus ou moins illégale, à l'arrache, sur les trottoirs en plein milieu des travaux. On met en place des alternatives. Je vous invite à aller voir ce qui se fait gare Sud.

Et puis quand vous parlez de verrouiller, ça ne marche pas. Ça ne marche pas pourquoi ? Aussi parce que les automobilistes, à un moment, ils doivent se rendre compte qu'on met en place des propositions, des alternatives, et c'est aussi à eux, à un moment, de changer de comportement. La collectivité n'est pas responsable de tout. Là en l'occurrence, sur gare Sud on a fait un très bon boulot, en tout cas c'est ce que je pense.

Quand vous parlez de verrouiller, on ne verrouille pas. On développe des alternatives. Les délibérations précédentes, c'est quand même un parfait exemple. On vient d'investir des centaines de millions d'euros dans les transports en commun. Là, ce qu'on vous propose c'est un axe magistral qui va de la gare Nord à Bottière Chénaie à vélo.

Je vous invite là aussi – et on peut y aller ensemble, ce sera avec grand plaisir – qu'on aille faire un tour dans des villes belges ou néerlandaises, comme à Utrecht, à Bruxelles ou à Anvers : elles ont adopté un plan de circulation très novateur et ça fonctionne très bien. Le report modal s'est fait et ces personnes, les citoyens et les habitantes et habitants de ces grandes villes, ont accepté ce plan de circulation, et maintenant il y a la part modale du vélo et des transports en commun qui a explosé. Donc oui, on est dans une période de transition, on assume cela et on propose des alternatives et en toute concertation. »

M^{me} la Présidente : « Merci. François Vouzellaud puis Julien Bainvel. »

M. Vouzellaud : « Oui, très rapidement, merci Madame la Présidente, je voulais juste dire à François Prochasson que oui, il y a beaucoup de lignes de transport en commun qui desservent la gare, mais il faudrait qu'il aille jeter un petit coup d'œil aux horaires, et pas seulement aux horaires concernant Nantes. Aurélien vient de parler de Nantes, mais là on parle des communes, moi j'ai parlé des communes du cadran Nord-Est. Or si vous regardez à certaines heures, il n'est pas possible de rejoindre la gare en transport en commun, de certains quartiers, de certaines communes. Il n'est pas possible non plus de venir avec ses valises à vélo. Donc là, on n'a pas d'autre choix, d'autre alternative, que de prendre la voiture. Effectivement, le but n'est pas de supprimer la voiture, je pense, mais de choisir un mode de transport qui va correspondre à un horaire, qui va correspondre à un usage et donc à un mode de transport, à un moment donné. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci. Très rapidement Madame la Présidente, par rapport à la réponse formulée par Monsieur Boulé qui j'ai l'impression a envie de passer du temps avec Laurence Garnier pour l'inviter aux quatre coins du monde – peut-être qu'il est en train de se passer quelque chose, je ne sais pas –, mais Laurence Garnier interroge sur la gare Nord. Je crois qu'il y a quand même un sujet et je ne suis pas d'accord avec vous Monsieur Boulé, qui n'est pas satisfaisant pour les cyclistes et pour les piétons.

Il y a quand même une situation un peu anarchique du fait de la présence et de la multiplication des véhicules qui ne sont plus autorisés sur ce secteur-là et qui mettent en danger la sécurité des cyclistes et des piétons. Alors vous répondez : "On a fait des aménagements gare Sud qui sont inoccupés et qui ne sont pas utilisés par les usagers." C'est peut-être qu'il y a une question de calibrage du projet et de répartition et d'information en tout cas sur l'existence de ce qui se passe gare Sud, mais je pense que l'ensemble de nos concitoyens qui habitent au Nord de la gare n'ont pas vocation non plus à tous multiplier les flux vers le Sud.

Donc je pense qu'il y a quand même un sujet à régler sur la gare Nord qui aujourd'hui, je suis désolé de vous le dire, n'est absolument pas satisfaisant. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je redonne la parole au rapporteur Nicolas Martin. »

M. Martin : « Madame Garnier, je voudrais vous rassurer, il me semble que les villes de Gand, de Bruxelles, de Ljubljana et de Strasbourg, qui ont fait des choix majeurs en matière d'accès au centre-ville, n'ont pas exclu leurs seniors, leurs personnes en situation de handicap de la ville, bien au contraire. Et je vous invite avec Aurélien à ce que nous puissions aller regarder dans d'autres villes françaises et européennes comment finalement cette réorganisation de l'espace public dans cette centralité... À Ljubljana, il n'y a plus un parking, plus un accès dans la centralité pour l'intégralité. Il n'y a plus aucun scooter, voiture, et les accès sont réglementés de 6 heures à 10 heures du matin et ça se passe très bien. On a une part modale de 20 % de vélo et je n'ai pas l'impression aujourd'hui que les seniors ou les personnes en situation de handicap soient stigmatisés.

Donc arrêtons aussi avec cette peur sur le fait qu'on viendrait mettre en difficulté des personnes. Il n'est pas non plus question de supprimer la voiture ou l'accès à la gare ou aux services publics à la voiture.

Je constate quand même que sur le début de l'année 2022, la voiture aujourd'hui c'est -5 % en termes de flux, le vélo ça va de +5 à + 90 % sur les axes. Donc il y a quand même des gens qui considèrent que ce mode d'action leur convient et qui changent leur mode de déplacement. Et ça, on peut l'objectiver par des chiffres. Donc oui, il y a un enjeu majeur et on sait que si on ne fait rien il y aurait une augmentation de 10 % de la part des déplacements voiture dans cette agglomération qui la rendraient inaccessible, truffée de bouchons et donc on anticipe bien sûr, on fait des choix.

Ces choix c'est effectivement inciter un maximum de concitoyens, et pas simplement de la centralité mais également de la périphérie, avec des axes cyclables qui peuvent permettre d'aller de la gare jusqu'à Sucé-sur-Erdre demain. On travaille dans l'alliance des territoires avec la Communauté de communes Erdre et Gesvres, avec Carquefou, avec Orvault, Treillières, pour essayer de développer ces axes et ces accessibilités par des axes de qualité et sécurisés. On est bien dans cette logique-là aujourd'hui pour permettre d'avoir une ville qui soit respirable, qui soit enviable et pas seulement dans sa centralité mais aussi dans sa périphérie.

La question de la sécurité de Dalby, elle a été posée par les habitants au moment des études de déplacement, je l'ai dit tout à l'heure, mais aussi par le baromètre de la FUB, Fédération des Usagers de la Bicyclette, qui considère que Dalby est un point noir, par le baromètre des villes marchables et on est en lien avec Bertrand Affilé dans le Comité des partenaires à discuter avec les associations de piétons, de cyclistes, de motards, d'automobilistes qui nous disent : "Oui, il faut retravailler cet axe-là." C'est ce qu'on fait. On n'est pas du tout à ne pas écouter, pas entendre, et on travaille sur du sur-mesure. Bien sûr on va rencontrer des commerçants. Bien sûr on va rencontrer des livreurs. On va rencontrer les professions libérales. C'est du sur-mesure. Il va y avoir un travail en fine couture pour éviter des phénomènes de shunt dans le quartier, pour préserver les écoles, pour préserver la sécurisation aux abords des écoles.

L'extension du stationnement payant sur cette zone à l'horizon 2023 aussi va nous permettre de baisser en pression sur le stationnement et d'absorber largement la réduction de 50 places de parking dont vous vous faites l'écho. Donc moi, je suis plutôt très optimiste.

Je ne dis pas qu'il n'y aura pas sur des moments donnés quelques tensions avec des phénomènes de bouchons. On en a d'ailleurs un peu partout dans l'agglomération, ce n'est pas spécifique à cet axe-là. Oui on va l'assumer, oui on va le digérer. Oui il y aura de l'évaporation de trafic, il y aura du report modal important, et je vous garantis que l'accès à la gare sera aussi sécurisé soit par le boulevard de Sarrebruck, soit par le boulevard Général-Buat, Jardin des Plantes, et que je rappelle quand même que nous avons fait le choix tous ensemble de prioriser l'accès voiture à la gare par le Sud, c'est là que sont toutes les places de stationnement, et que le Nord est plutôt réservé pour les accès de transport en commun – donc il n'y a pas de souci non plus là-dessus. C'est un choix qui est pleinement assumé. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il vous plaît, je le dis quand même : depuis le début de la matinée, vous connaissez parfaitement les règles de notre assemblée Madame Garnier, donc je vais mettre aux voix cette délibération. Je vous donnerai la parole, tant pis, dans la délibération suivante, mais ça fait trois fois, je le dis depuis le début de la journée, qu'il y a des demandes de reprise de parole après la parole du rapporteur. Et je connais des assemblées très près de chez nous qui sont bien plus rigoureuses que moi – des assemblées dans lesquelles vous avez siégé et qui refusent systématiquement (si Madame Morançais m'entend) les demandes de parole après les rapporteurs.

J'ai fait preuve d'un peu de souplesse ce matin, je vous demande de vous en tenir aux règles de notre assemblée. Je crois que vous avez pu largement vous exprimer sur ce sujet. Je ne doute pas que nous aurons l'occasion d'en reparler. Donc je redonne la parole à Nicolas Martin. »

M. Martin : « Je viens de l'avoir, on va voter maintenant. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le programme d'aménagement d'un axe cyclable magistral reliant la gare nord à Bottière Chénaie, sur Nantes,

2 – fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 8 333 333 € HT, soit 10 000 000 € TTC,

3 – autorise le lancement d'une procédure d'appel d'offres pour la réalisation des prestations de maîtrise d'œuvre,

4 – décide des modalités de la concertation réglementaire préalable, consistant en une réunion publique, une exposition, un registre dématérialisé sur le site de Nantes Métropole, ainsi qu'un registre au siège de Nantes Métropole,

5 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer, signer le marché de maîtrise d'œuvre et à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération,

6 – autorise Madame la Présidente à solliciter toute subvention en lien avec le projet.

M^{me} la Présidente : « Madame Garnier. »

M^{me} Garnier : « Merci Madame la Présidente. Pardonnez-moi, mais j'attends et j'écoute les réponses du rapporteur. S'il n'y a pas de réponse dans ses propos à une question précise que nous avons posée, on ne peut pas le dire avant. On est obligés de le dire après. Voilà, ce n'est pas plus compliqué que ça. Ce n'est pas pour entraver la bonne marche de cette assemblée. Donc juste, Monsieur Martin, sur la rue de Coulmiers et le tronçon qui serait mis à sens unique dès la rentrée, j'ai peut-être zappé votre réponse. Est-ce que vous pouvez repréciser les choses ? »

M. Martin : « Oui, je peux repréciser les choses. En tout cas au jour d'aujourd'hui il n'y a pas de programmation d'un passage en sens unique de la rue de Coulmiers à la rentrée, ça c'est très clair.

Il y a un travail de concertation qui va se construire, je l'ai dit, et qui a déjà démarré avec les commerçants, avec les écoles, avec les riverains, parce que c'est vraiment de la couture, de la dentelle pour chacune des rues où les riverains peuvent être concernés par ce passage en sens unique.

Oui, il va y avoir un travail de concertation. Il va y avoir aussi de l'expérimentation, et l'expérience de la rue pour tous nous a montré qu'expérimenter, mettre de l'urbanisme tactique et mettre en perspective des choses avant de les figer est un bon exercice et plutôt apprécié.

Donc on l'a fait y compris avec la rue d'Allonville. Je pense qu'aujourd'hui personne ne remettrait en question le fonctionnement de la rue d'Allonville qui est plutôt un succès dans le quartier. Donc on sait faire de l'aménagement provisoire. Regardez ce que ça produit, refaire le bilan avec les différents usagers avant de passer en blanc ou de pérenniser un aménagement. »

M^{me} la Présidente : « Merci. »

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

20 – INDRE et SAINT-HERBLAIN – Aménagement des continuités cyclables en bord de Loire – Modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle

Exposé

Par délibération du 31 janvier 2020, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement des continuités cyclables en bord de Loire sur les communes de Indre et Saint-Herblain pour un montant de 1 186 666,66 € HT, soit 1 424 000 € TTC. Le projet initial s'étendait à l'Ouest depuis la rue Dayat, sur la commune d'Indre, jusqu'à la rue Cormerais, à l'Est de la commune de Saint-Herblain. Un accord-cadre de maîtrise d'œuvre a été notifié en 2021 à CERAMIDE/CIM STRUCTURES sur le périmètre précité pour une durée d'études de 8 ans et des travaux sur 4 tronçons (les quais Langlois et Bart, la rue Elsa Triolet, la voie verte rue de la Bordelaise Nord, le chemin de la Clairière).

Dans le cadre du nouveau mandat, ce projet sur les mobilités actives a été priorisé par la métropole nantaise sur la base des résultats des études préliminaires réalisées par le maître d'œuvre qui permettent d'avoir une continuité cyclable cohérente sur l'ensemble de l'itinéraire.

10 tronçons seront réalisés, à savoir : la rue Dayat, la promenade des quais, la rue Joseph Tahet, le quai Cormerais et le chemin du Port, la rue Pasteur, la rue Elsa Triolet, le quai Langlois, le chemin de la Clairière, le chemin de la passerelle et les Berges industrielles parallèles au quai Cormerais. Ces travaux seront réalisés à partir de 2023 jusqu'à 2026 et ils permettront d'assurer une véritable continuité cyclable de 9 km dans le cadre du dispositif « Loire à Vélo ».

Pour permettre de finaliser les études et préparer le lancement des travaux, il est donc nécessaire au préalable d'augmenter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération pour la porter à 2 719 181 € HT soit 3 263 017 € TTC (valeur avril 2022).

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105 libellée « Urbanisme durable, habitat, politique ville, proximité », opérations 2021-3382 libellée, « plans communaux de déplacements doux » et 2021-2889, libellée « nouveaux aménagements de voirie – pôle Loire Chézine » ; sur l'AP 101 libellée « Mobilités », opérations 2021-3192017, libellée « Loire à Vélo », et l'opération 2021-3267 libellée « Axes magistraux structurants vélos ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI à hauteur de 1 072 017 € TTC.

M. Martin : « Dernière délibération en ce qui me concerne pour la journée. Décidément, le vélo est à la fête aujourd'hui et on va parler cette fois-ci d'Indre et Saint-Herblain. Donc c'est un programme aujourd'hui d'aménagement qui s'inscrit dans le prolongement de la Loire à vélo, et je tenais à saluer les maires d'Indre et de Saint-Herblain pour leur engagement autour de la mobilité douce.

On sait déjà qu'à Indre, il y avait cette délibération que nous avons passée en mars pour un axe Indre/Couëron, et là, on va renforcer encore le maillage sur les bords de Loire, avec une dizaine d'aménagements complémentaires, vous voyez, je ne vais pas tous les citer, entre les berges industrielles, le chemin du Port, la rue Tahet, etc., donc on a aujourd'hui un aménagement ambitieux qui va nous permettre, et c'est le choix des élus de la Ville d'Indre et de Saint-Herblain qui est tout à leur honneur, d'augmenter l'enveloppe qui avait été prévue au 31 janvier 2020, qui était un montant de 1 424 000 euros TTC, à une enveloppe qui va passer à 3 263 017 euros, pour pouvoir aller encore plus loin sur ces aménagements.

Ça rentre dans le cadre des PPI dites "territorialisées", à la discrétion des maires. Les maires en lien avec les Pôles, en lien avec la vice-présidente que je représente, on retravaille effectivement, et je vois, et je l'ai dit au début sur ma première intervention, tous les maires aujourd'hui veulent développer le vélo dans leur commune.

Je salue également, j'en profite, et Aurélien l'a dit : demain, en Bureau métropolitain, il va y avoir un certain nombre, puisqu'on n'a pas la même possibilité en tout cas d'expression vis-à-vis de la presse, etc., mais il y a des maires aujourd'hui qui sont très engagés sur le vélo. Je tiens à les saluer.

Je tiens à saluer la maire de Thouaré aujourd'hui sur un programme très ambitieux d'aménagement de l'ensemble de son centre-ville, voilà, qui va jusqu'au carrefour de l'Étoile. Je sais que c'est un sujet important pour vous. Je tiens à saluer tous les maires du Sud-Ouest aujourd'hui, que ce soit Bouaye, Saint-Aignan, La Montagne, Bouguenais, Saint-Jean-de-Boiseau, et je vais en oublier évidemment, je vais me faire taper sur les doigts, mais sur un programme ambitieux de près de 3 millions d'euros qui seront votés demain, on l'espère en tout cas, pour relier l'ensemble de ces communes, notamment en lien avec le lycée de Bouaye qui est un sujet très important pour vous me semble-t-il, et puis je tiens à saluer aussi la mairie de Rezé qui s'engage aussi sur les bords de Loire. Notamment entre Pirmil et Haute-Ile, on aura 1,4 kilomètre qui sera aménagé sur les bords de Loire.

Donc on voit bien qu'aujourd'hui l'ensemble des Communes de cette agglomération sont sur la question du vélo. Ce sera près de 22 kilomètres d'aménagements qui seront sécurisés, aménagés donc au travers de ces différentes délibérations. Je crois que ça méritait d'être souligné. Nous espérons engager 50 millions, pour rassurer aussi Madame Garnier, 50 millions d'engagement. Nous ne sommes pas en retard. Nous sommes à l'heure pour développer ces axes cyclables, pour les livrer dans le mandat tel que nous nous y sommes engagés. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. »

M. Gracia : « Madame la Présidente, merci. Depuis le début du mandat, les délibérations vélo ont un succès fou, tant mieux, c'est un superbon signe. Le vice-président Nicolas Martin a rappelé un projet qui est en cours sur le cadran Sud-Ouest de la métropole et c'est un projet vélo, mais c'est aussi un projet éducatif. Le point de départ, le postulat de départ de ce projet, c'est qu'on s'est réunis avec un certain nombre d'élus municipaux et de maires des communes du cadran Sud-Ouest, et le point de départ c'était de faire en sorte que chaque collégien et chaque lycéen puisse se rendre dans son établissement scolaire à vélo.

Notamment, c'est là où il y a une dimension qui n'est pas seulement une dimension vélo mais une dimension éducative, parce que le pari éducatif qu'il y a derrière c'est qu'une fois que nos enfants et nos grands enfants s'habituent à aller à vélo dans leurs établissements scolaires, ils ne l'oublient plus jamais, ils prennent ça comme un déplacement normal, automatique, une habitude de vie qu'ils transféreront ensuite dans leur vie d'adulte. C'est ça le pari éducatif de ce projet vélo qu'on a sur le pôle Sud-Ouest, et on est ravis qu'il ait franchi une étape tout récemment. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la modification du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement des continuités cyclables en bord de Loire sur les communes de Indre et Saint-Herblain pour la porter à 2 719 181 € HT soit 3 263 017 € TTC,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Roussel présente le dossier suivant :

Direction Générale Cultures et Arts dans la Ville
Direction Générale Déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département du Développement Urbain
Direction Territoriale d'Aménagement Nantes Ouest

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

29 – Cité des Imaginaires / Nouveau Musée Jules Verne – Réutilisation avec mise en valeur du bâtiment CAP 44 – Programme et enveloppe financière de l'opération – Intérêt métropolitain – Avenant à la concession d'aménagement – Approbation

Exposé

Dans le cadre du projet urbain du Bas-Chantenay, à l'issue de six mois de dialogue citoyen, il a été décidé de conserver et transformer le bâtiment CAP44, anciens Grands Moulins de la Loire, dans le respect de sa valeur patrimoniale et de son environnement, afin d'y développer une Cité des imaginaires accueillant un Musée Jules Verne renouvelé, en interaction avec le Jardin extraordinaire.

La Cité des Imaginaires a vocation à constituer un lieu culturel, expérientiel et touristique dédié à l'imaginaire. Elle trouve son inspiration dans l'univers et l'œuvre de Jules Verne, la science-fiction et les avant-gardes créatives.

La Cité des imaginaires invitera les visiteurs à explorer les imaginaires contemporains éclairant les enjeux sociétaux d'aujourd'hui et à revisiter l'œuvre vernienne et ses résonances actuelles. Voici les objectifs attendus de ce projet :

– Mettre au cœur les imaginaires pour revendiquer la capacitation des publics.

Grâce au regard des écrivains et des artistes, chacun et chacune, en interaction avec les autres, peut favoriser son autonomie créatrice, augmenter ses connaissances sur le monde et les extrapoler dans des univers rêvés. La Cité des imaginaires se donne pour objectif d'inviter toutes et tous à inventer, écrire, créer, dessiner pour rêver aussi bien que pour nourrir la discussion et la fiction sur ce qui fait utopie, progrès et humanité.

– Nourrir une certaine vision des enjeux contemporains en partant de l'œuvre vernienne pour inviter créateurs, penseurs et publics à dire aujourd'hui et à imaginer demain. Le parcours muséal et l'activité du lieu s'inscriront dans une perspective patrimoniale transdisciplinaire et critique explorant les contextes intellectuels contemporains de Jules Verne jusqu'à ceux d'aujourd'hui pour envisager les possibles du monde sur :

– le **pouvoir des sciences et des technologies pour faire face aux transitions**,

– l'**altérité et l'inconnu naturel et géographique** pour entretenir le désir d'exploration et de rencontre,

– le **récit et l'image** pour partager le plaisir de raconter, dire la pop culture et la contredire.

– Inventer **de nouvelles formes d'action culturelle pour la jeunesse**

Jules Verne avait pour commande que ses romans soient lus par la jeunesse. "*L'instruction qui amuse, l'amusement qui instruit*" était la devise de l'écrivain et de son éditeur, Hetzel. Faire du jeu, de l'amusement un point d'entrée et considérer aussi, héritage des Lumières, que la lecture, le dessin sont émancipateurs en particulier pour les plus jeunes. De par sa nature transversale, la Cité des imaginaires est une opportunité pour créer des connexions entre des disciplines, des pratiques, des modes de médiation, dans une approche d'éducation active avec l'appui des réseaux de l'éducation populaire.

En s'inscrivant à la fois dans l'esprit des musées d'histoire et de société, de la littérature à la pop culture, des lieux de création partagée, de culture scientifique, technique et industrielle, de tiers-lieu... la Cité des imaginaires, pensée comme un centre culturel de rencontres, déploiera une muséographie vivante, accueillera des créateurs et penseurs du monde entier et fera ressource sur la prodigieuse production relevant des imaginaires, de l'aventure et de l'exploration. À travers une programmation artistique, littéraire, scientifique et technique, elle vise à abolir les frontières entre rêve, fiction, virtualité et réalité pour explorer le monde avec un nouveau regard et proposer des perspectives différentes et inattendues. À travers cette approche pluridisciplinaire, la Cité des Imaginaires ouvre de nouveaux champs de réflexion, d'expérimentation et de création collective et individuelle.

Cet équipement prendra place au sein d'un bâtiment patrimonial construit selon le procédé Hennebique, témoin de l'histoire du béton armé, dans la Cale de la Carrière, incluant notamment le Jardin extraordinaire, et constituera un point d'étape majeur de la promenade nantaise en bord de fleuve.

La réhabilitation de ce bâtiment concourt à l'opération d'aménagement au titre de la mise en valeur du patrimoine industriel et de sa programmation culturelle et de loisirs, qui figurent parmi les objectifs poursuivis par l'opération d'aménagement, tels que définis dans le dossier de création de la ZAC approuvé par délibération du conseil métropolitain le 5 juillet 2019.

L'intérêt métropolitain de l'équipement

Il se justifie d'abord parce qu'il renouvelle la reconnaissance de l'intérêt métropolitain du Musée Jules Verne en tant que tel pour lui donner une dimension beaucoup plus adaptée à la celle de l'auteur qui reste le deuxième traduit dans le monde en lui dédiant un lieu emblématique de la métropole, celui des anciens Grands Moulins de Loire, témoin rare de son histoire industrielle, technologique portuaire, qui se voudra dans sa réhabilitation exemplaire des défis du siècle.

Le projet est appelé à se situer **au service des publics des communes et établissements culturels de la métropole**. La Cité des imaginaires aura vocation à en accueillir largement les publics. Les écoles des communes de la métropole constitueront bien évidemment une priorité mais aussi l'ensemble des opérateurs de jeunesse. Il devra aussi donner priorité à une galaxie partenariale multiple :

- **Avec des lieux et événements culturels** complices du territoire comme Les Utopiales, le Lieu Unique et particulièrement le **réseau de lecture publique des communes** ;
- Avec le **réseau de la culture scientifique, technique et industrielle et de l'astronomie** (Maison des Hommes et Techniques, Museum, Planetarium, Université) ;
- Avec les **acteurs économiques** désireux d'entretenir avec leurs équipes et leurs projets une relation aux imaginaires et à l'œuvre vernienne ;
- Avec les **acteurs du livre, de l'édition et de l'image** à l'échelle locale et internationale ;
- Autour d'un **réseau national et international** de projets dédiés aux imaginaires pouvant placer ainsi Nantes et sa métropole dans un réseau des grandes villes de l'imaginaire.

Cette offre de proximité prendra appui aussi bien sur la bibliothèque des Imaginaires, en accès libre et fonctionnant en lien avec le réseau de lecture publique, que sur l'ensemble de la programmation culturelle de l'équipement, qu'il s'agisse des médiations du parcours de visite permanent ou des expositions temporaires, des événements, rencontres ou ateliers développés en lien avec les résidences de créateurs. Il est d'ailleurs prévu que la programmation intègre un volet participatif.

Le lieu a vocation à faciliter l'accès de tous à l'imaginaire dans ses différentes dimensions et une approche pluridisciplinaire ouvrant sur les enjeux et choix de société dont chaque citoyen doit s'emparer. À travers son concept attractif et la diversité de ses offres, le lieu s'adressera aux publics locaux, aussi bien que nationaux et internationaux de toutes générations, venus pour découvrir (ou faire découvrir) l'univers de Jules Verne ou un imaginaire incontournable. La politique tarifaire devra lui permettre de fonctionner comme un lieu familial et populaire.

Ce futur équipement, d'une surface utile d'environ 5 000 m² complétée par de grandes terrasses extérieures sur les toitures, accueillera :

- le Musée Jules Verne ;
- une salle d'exposition dédiée à la thématique des Imaginaires ;
- une bibliothèque tiers-lieu spécialisée sur le thème des Imaginaires ;

- un belvédère avec une vue panoramique en terrasse accessible à tous les publics ;
- des espaces de création et de diffusion ;
- un espace polyvalent révélant la structure Hennebique ;
- un lieu de restauration.

Le volet environnemental de cette opération valorisera les axes suivants :

- le réemploi de matériaux issus de l'ancien aménagement intérieur et des déconstructions partielles ;
- la conception bioclimatique, la performance énergétique, l'utilisation des énergies renouvelables ;
- et le recours aux matériaux biosourcés.

Le coût de l'opération est estimé à 31 600 000 € HT soit 37 920 000 € TTC pour le réusage du bâtiment. À cela, devront s'ajouter les équipements nécessaires aux activités culturelles et muséales.

Dans ces conditions, compte tenu de ses caractéristiques et de sa vocation, l'équipement doit figurer au rang des équipements d'intérêt métropolitain, géré par Nantes Métropole. Il est donc demandé au Conseil métropolitain de reconnaître l'intérêt métropolitain du futur équipement culturel et muséal Cité des Imaginaires/Cap 44 conformément à l'article L. 5217-2 c) du Code général des collectivités territoriales qui prévoit que la métropole est compétente en matière de « construction, aménagement, entretien et fonctionnement d'équipements culturels d'intérêt métropolitain.

La réalisation du projet dans le cadre de la concession d'aménagement

Par concession d'aménagement conclue en date du 22 novembre 2016, Nantes Métropole a confié à Nantes Métropole Aménagement la réalisation du projet urbain du Bas-Chantenay. Le dossier de réalisation de la ZAC du Bas-Chantenay mentionne la restauration du bâtiment CAP44 parmi les objectifs de l'opération d'aménagement, au même titre que la rénovation du site de l'usine électrique ou la réhabilitation de la grue noire. Cette imbrication forte du projet de réutilisation du bâtiment CAP44 dans l'opération d'aménagement du Bas-Chantenay conduit à confier la réalisation de l'équipement à Nantes Métropole Aménagement, par avenant à la concession d'aménagement, considérant qu'il s'agit de la solution opérationnellement la plus efficiente.

Par conséquent, dans le but de réaliser cette réhabilitation lourde, le projet d'avenant n°5 à la concession d'aménagement confiée par Nantes Métropole à Nantes Métropole Aménagement pour l'aménagement du Bas-Chantenay, prévoit :

- de confier la réalisation de la réhabilitation du bâtiment Cap 44 à Nantes Métropole Aménagement ;
- de porter en conséquence la participation pour équipement public du concédant (Nantes Métropole) à 87 694 000 € HT (soit une augmentation de 31 600 000 € HT correspondant au coût de réhabilitation du bâtiment hors équipements nécessaires aux activités culturelles et muséales).

Les crédits correspondants sont prévus sur l'AP102 libellée Enseignement Supérieur et Recherche, Innovation, Numérique, opération 2021 n°10203 libellée CAP 44 – Construction d'un grand musée Jules Verne.

Il est enfin précisé que le programme des équipements publics de la ZAC du Bas Chantenay sera prochainement modifié, afin d'y intégrer la réhabilitation du bâtiment Cap 44.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, je vais vous inviter à faire un petit saut dans l'ordre du jour. Je vais vous inviter, pour des questions de contraintes imprévues des uns et des autres, à pouvoir regarder la délibération 29, à savoir la délibération sur la Cité des imaginaires, et ensuite nous reprendrons le cours prévu, classique, de nos délibérations. Je donne la parole à Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Madame la Présidente, mes chers collègues, très heureux de pouvoir vous présenter cette délibération sur la Cité des imaginaires et le nouveau musée Jules Verne – puisque ce projet est d'abord un projet pour valoriser l'œuvre de Jules Verne. Vous le savez, écrivain né à Nantes, de renommée internationale, deuxième écrivain le plus traduit dans le monde après Agatha Christie et vous le savez, un écrivain qui a su mettre en valeur la science puisqu'il voyait la science comme un mouvement incessant qui part de l'homme et y revient avec une provision de connaissances, d'images et de rêves, avec la volonté d'avoir une science apprivoisée, attentive aux besoins de l'homme, prête à le servir sans jamais le desservir.

Et puis l'œuvre de Jules Verne, c'est aussi une relation très forte avec la nature, avec la géographie. Vous le savez : depuis maintenant plus de 40 ans, nous avons la chance d'avoir un musée Jules Verne sur notre territoire, musée métropolitain depuis 2015, et je tiens également à profiter de cette délibération pour saluer toute l'équipe du musée Jules Verne réunie autour d'Agnès Marcetteau, sa directrice, qui fait un travail remarquable pour valoriser l'œuvre de Jules Verne.

Donc nous souhaitons donner plus de place à ce musée, puisqu'aujourd'hui ce sont 250 mètres carrés, demain avec ce projet ce seront 1 000 mètres carrés qui seront mis à disposition pour toute l'œuvre de Jules Verne, puisque depuis maintenant de nombreuses années la Ville de Nantes, en relation aussi avec les héritiers, a fait beaucoup d'acquisitions.

Donc cette Cité des imaginaires, elle va s'inspirer de l'œuvre de Jules Verne et elle a vocation à constituer un lieu culturel, un lieu expérientiel dédié à l'imaginaire, qui trouve évidemment son inspiration dans l'univers de Jules Verne, mais aussi dans la science-fiction, aussi dans les avant-gardes créatives.

Donc ce projet, il a pour ambition de mettre au cœur les imaginaires, en permettant à des écrivains, à des artistes de favoriser une autonomie créatrice, d'augmenter également les connaissances sur le monde, et puis évidemment l'objectif c'est d'inviter toutes et tous à écrire, créer, dessiner, pour faire en sorte que nous puissions nourrir la discussion sur la fiction, sur l'utopie, sur le progrès et sur l'humanité.

Cette vision, elle s'incarnera, je le disais, avec la volonté de faire en sorte que les sciences et les technologies soient mises en avant, notamment pour faire face aux transitions que nous connaissons, également pour mettre en relation les œuvres avec la nature et la géographie, et puis accorder une grande place au récit et à l'image.

Vous le savez : Jules Verne s'est beaucoup intéressé à faire en sorte que ces œuvres soient accessibles à la jeunesse, et donc l'ambition aussi de cette Cité des imaginaires, c'est la montée de nouvelles formes et d'actions culturelles pour la jeunesse.

Ce projet, c'est aussi évidemment de faire en sorte que ce soit un grand centre culturel de rencontre avec la volonté d'avoir des muséographies vivantes, mais aussi d'accueillir des créateurs et des pensées du monde, de faire en sorte qu'il y ait une programmation artistique et littéraire, mais aussi évidemment une programmation scientifique et technique. Et donc l'enjeu, c'est de faire en sorte que nous soyons dans un programme pluridisciplinaire.

Ce projet, il est forcément aujourd'hui situé sur le Cap 44. Je rappelle qu'il y a eu, au cours du précédent mandat, un dialogue citoyen pour le devenir de ce bâtiment, qu'il a été décidé de le conserver, de faire en sorte qu'il puisse être arrasé sur une partie pour à la fois permettre de créer un belvédère en lien direct avec la Loire, et puis donc de retrouver aussi une plus grande vision sur le fleuve.

Il était logique qu'il se situe dans le quartier du Bas Chantenay, quartier qui a beaucoup inspiré Jules Verne, en lien évidemment aussi avec le Jardin extraordinaire, avec l'évolution de ce quartier qui a une grande histoire industrielle, puisque le Cap 44 c'étaient les anciens grands moulins de la Loire, mais aussi, ce quartier, c'est le lien avec le fleuve, c'est le lien avec les chantiers navals, et nous faisons aussi ce lien puisque vous le savez, sur ce quartier du Bas Chantenay, nous avons aujourd'hui fait le choix d'accueillir des entreprises de la filière du nautisme et de la filière maritime.

Cet équipement, il est évidemment d'intérêt métropolitain puisque je le disais, le musée Jules Verne, c'est un musée métropolitain mais évidemment, ce projet est appelé à se situer au service des publics, des Communes et des établissements culturels de la métropole en venant enrichir l'offre sur la science-fiction, l'offre sur les utopies.

Et donc, cette galaxie partenariale s'inscrira avec des lieux et des événements culturels complices du territoire comme les Utopiales, le Lieu unique, également le réseau de lecture publique des communes, avec également le réseau de la culture scientifique, technique et industrielle et de l'astronomie. Je pense à la Maison des hommes et des techniques, au Muséum, au Planétarium, et également à Nantes université. Avec les acteurs économiques, avec également les acteurs du livre, de l'édition et de l'image, que ce soit à l'échelle locale, nationale et internationale, et autour d'un réseau national et international également, de projets dédiés aux imaginaires qui pourront placer Nantes et sa Métropole dans ce réseau des grandes villes.

Ce futur équipement sera d'une surface d'environ 5 000 mètres carrés complété par de grandes terrasses extérieures sur les toitures, je le disais il y a quelques instants. Il accueillera donc le musée Jules Verne, la salle d'exposition dédiée à la thématique des imaginaires, une bibliothèque tiers lieu spécialisée sur le thème des imaginaires, un belvédère avec une vue panoramique en terrasse accessible à tous les publics, des espaces de création et de diffusion, un espace polyvalent révélant la structure particulière évidemment de ce lieu, et également un lieu de restauration.

Je tiens également à insister sur le volet environnemental de cette opération, avec les axes suivants : le réemploi de matériaux issus de l'ancien aménagement intérieur et des déconstructions partielles, la conception bioclimatique, la performance énergétique et le recours aux matériaux biosourcés.

Le coût de l'opération est aujourd'hui estimé à 31 600 000 euros hors taxes pour le réusage du bâtiment, donc à cela devront s'ajouter les équipements nécessaires aux activités culturelles et muséales, ce qui représente à peu près 8 millions d'euros, ce qui fait que le projet sera d'un budget de 50 millions d'euros TTC.

Cette réalisation, elle s'inscrit dans le cadre de la concession d'aménagement qui a été confiée en 2016 à Nantes Métropole Aménagement, et c'est pour ça que la délibération, elle consiste évidemment à faire en sorte à la fois de confier la réalisation du bâtiment Cap 44 à Nantes Métropole aménagement, mais aussi de porter en conséquence la participation pour l'équipement public du concédant à 87 694 000 euros hors taxes.

Pour terminer, puisque ce bâtiment est particulièrement dédié à l'œuvre de Jules Verne, je vous annonce qu'à partir du 2 juillet, eh bien nous aurons une très belle exposition sur le *Tour du monde en 80 jours* qui a 150 ans et donc nous rendrons hommage à cette très belle œuvre également au musée Jules Verne. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Hervé Fournier. »

M. Fournier : « Madame la Présidente, Monsieur le Vice-Président, chers collègues, nous avons la chance sur notre territoire de placer au cœur de notre politique culturelle métropolitaine la question de l'imaginaire, des imaginaires. En le rattachant à un nom, Jules Verne, à une programmation, vous avez cité celle des Utopiales, et à un équipement, le musée Jules Verne aujourd'hui, la Cité des imaginaires demain.

Alors, quel imaginaire, quels imaginaires inscrivons-nous au cœur de la cité ? Eh bien un imaginaire d'abord dans lequel la science a sa place et aujourd'hui, nous savons que c'est un combat politique que de donner aux scientifiques la place qui doit être la leur dans notre projet de société.

Un imaginaire, Fabrice l'a rappelé, en tout cas un projet qui accompagne et qui programme des artistes contemporains pour nous interpellier, nous aider à interroger le monde qui nous entoure – et nous voyons ces heures-ci nos espaces urbains se préparer encore à les accueillir dans le cadre de la nouvelle édition du Voyage à Nantes.

Un imaginaire qui nous donne cette responsabilité de passer, de transmettre aux générations futures une part de notre mémoire. L'édifice 44 incarne bien cette mémoire industrielle, de quartier également, avec tous les savoir-faire qui l'ont animé au fil des décennies, et nous insistons sur ce point avec le groupe SERDA : la Cité des imaginaires est un projet éducatif pour toutes les populations.

Vous rappelez, Fabrice, dans la délibération, dans son corps de texte, cette devise de l'éditeur de Jules Verne : "L'instruction qui amuse, l'amusement qui instruit." Nous nous réjouissons de l'existence à l'intérieur de cet équipement d'une Bibliothèque des imaginaires qui par ailleurs met en avant tout notre réseau de lecture publique, ouvert là aussi aux habitants et aux chercheurs. Jules Verne déclarait que sa vocation était née dans la fréquentation des bibliothèques.

Alors, un imaginaire, vous l'avez compris, bien ancré dans son territoire, et ce territoire métropolitain qui s'organise autour de l'estuaire avec de forts marqueurs patrimoniaux et culturels. J'en cite quelques-uns : le marais Audubon, la Maison dans la Loire à Couëron, les rives d'Indre et toutes les îles de la Loire, d'Indre justement à Saint-Sébastien ou Thouaré. Des îles mystérieuses peut-être, elles le sont certainement, et que Robert Doisneau nous donne à voir, Anthony Desclozières nous y a invités ce matin. Voilà c'était juste un aparté.

Mais cette Cité des imaginaires sera un des nouveaux marqueurs des bords de Loire, de cette Loire que la population souhaite réinscrite dans le projet de la cité. Cette Cité des imaginaires, elle est au cœur, vous l'avez dit Fabrice, au cœur du renouvellement urbain du Bas Chantenay, et je m'en réjouis en tant qu' élu de quartier à cet endroit. Je n'y reviens pas, ce sera également un écho avec la rive Sud de Rezé Trentemoult et sa célébration des cap-horniers.

Alors ce sera un repère pour nos populations. Nous avons parlé de tourisme également dans ce cadre, et c'est vrai qu'à Nantes nous avons développé ce tourisme de la proximité où chaque Ligérien, chaque habitant de nos communes est ambassadeur de son territoire. Il partage avec fierté, avec les visiteurs, le Parc des Machines, les remparts du château des Ducs, le Jardin des Plantes ou le Musée des arts à ses abords. La Cité des imaginaires sera une nouvelle étape de ce voyage extraordinaire.

Alors c'est bien un imaginaire du proche et du lointain qui sera au cœur de cet équipement, et le proche, c'est aussi le mode de faire qui a été choisi – et là, nous parlons de réalité bien concrète et immédiate. De la concertation citoyenne pour être en dialogue avec les habitants. C'est la genèse également de ce projet. De l'exemplarité environnementale et sociale avec l'aménageur que nous validons dans cette délibération, avec des prescriptions, vous l'avez dit Fabrice, de réemploi de matériaux, la performance énergétique de l'équipement, le recours à des matériaux biosourcés dans les choix techniques, et cet équipement répond au principe de mutabilité, d'adaptabilité de nos bâtiments, et nous savons que ces principes sont au cœur des transitions appliquées au secteur bâtimentaire.

Voilà. Nous avons compris qu'autour de ce chantier il y avait également des heures d'insertion qui vont se développer, un nombre d'heures important, des chantiers-écoles, et à proximité nous avons des jeunes qui se forment dans les CFA du bâtiment, donc nous serons attentifs à ces collaborations. C'est pour toutes ces raisons que le groupe SERDA votera avec enthousiasme pour cette Cité des imaginaires Cap 44, qu'elle devienne un des sites qui nous permettent de comprendre où nous sommes, pour paraphraser Michel Butor dans son commentaire de l'œuvre de Jules Verne. Merci pour votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Véronique Dubettier-Grenier. »

M^{me} Dubettier-Grenier : « Merci Madame la Présidente. Donc par cette délibération, la Cité des imaginaires prend corps avec le projet d'un musée Jules Verne renouvelé, d'une salle d'exposition, une bibliothèque, un belvédère, des espaces de création/diffusion, un espace polyvalent révélant la structure Hennebique, un lieu de restauration.

Alors au-delà du fait de valoriser le patrimoine industriel en conservant et en valorisant le bâtiment Cap 44, je trouve ce projet particulièrement attractif et judicieux. Alors, mes collègues se sont longuement étendus sur le sujet en tant que tel, que ce soit Fabrice et précédemment. Tout simplement vous dire que pour moi, que ce futur équipement culturel et muséal soit reconnu d'intérêt métropolitain ne fait pas débat. Je l'ai toujours affirmé. Que Nantes soit la tête de pont en matière d'activité touristique, culturelle, pour notre territoire métropolitain, ne me pose pas de problème.

Alors bien sûr, Jules Verne est nantais, mais je suis certaine que dans toutes nos communes nous avons une rue Jules-Verne. Jules Verne, par son œuvre, appartient déjà au collectif métropolitain.

Alors, permettez-moi, Madame la Présidente, de faire entendre une expression non nantaise, et pour être aussi au plus concret des actions et des projets qui sont réalisés par les maires de toutes les communes, et puisqu'il a été mis en avant aussi l'aspect enfance jeunesse, je voudrais tout simplement vous dire bien évidemment qu'à Carquefou nous avons une rue Jules-Verne, que nous avons à proximité de cette rue Jules-Verne un parc public qu'il était nécessaire de rénover. Nous sommes donc rentrés dans un processus de participation citoyenne en y associant bien évidemment les riverains mais aussi notre Conseil consultatif senior chargé de l'analyse du site et notre Conseil municipal enfants.

Le Conseil municipal enfants avait pour charge de déterminer le nom de ce futur parc renouvelé. rue Jules-Verne : automatiquement, les enfants sont partis au musée Jules Verne en transport en commun. Je pense que vous voyez où je veux en venir. Avec ce nouveau musée Jules Verne, dans un site magnifique en lien avec la Loire, ça a été dit, je me suis amusée en vous écoutant tout à l'heure à regarder le temps que nos enfants carquefoliens mettraient puisque Fabrice Roussel l'a dit, il a vocation pour accueillir tous les enfants, toute la jeunesse métropolitaine, ça représente plus d'une heure de trajet en transport en commun.

Et bien évidemment – c'était également rappelé lors des échanges concernant les bus affrétés ou pas –, il est hors de question que la Ville de Carquefou prenne en charge un transport privé. Le coût, la difficulté aussi. Voilà, c'était juste pour conclure en vous disant : oui, beau projet, mais encore une fois, soyez attentifs justement aux mobilités et plus particulièrement aux mobilités des transports en commun pour les communes qui sont un petit peu éloignées de nos centres nantais. En conclusion, les élus métropolitains carquefoliens voteront pour cette délibération. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Juste deux mots. D'abord, merci d'avoir souligné votre conviction sur l'intérêt de ce projet. Et puis je reprends vos termes, le fait qu'il ne fait pas débat que ce projet est d'intérêt métropolitain. Merci donc de l'avoir dit avec clarté.

La démonstration que vous faites en suivant sur les sujets mobilité – je vous ai écoutée avec attention –, c'était très joliment amené, je me permets de le dire, avec toute la poésie de Jules Verne. Nous prêterons donc d'autant plus d'attention à ce message tout aussi clairement exprimé que le premier.

Laurent Turquois. »

M. Turquois : « Madame la Présidente, je ne vais pas revenir sur les propos portés par Véronique Dubettier-Grenier que je partage, sur l'intérêt et le fait que ce soit à Nantes, que ce soit un beau projet. J'ai juste une vraie interrogation que je veux vraiment partager avec vous. 87 millions d'euros hors taxes, c'est bien le montant qui nous est indiqué sur le coût de ce projet. 87 694 000 euros. »

M^{me} la Présidente : « Non, je redonne tout de suite la parole à Fabrice Roussel, pardon. »

M. Roussel : « J'ai bien parlé d'un projet de 31 600 000 euros hors taxes que vous avez dans la délibération. Il faudra, pour que les choses soient transparentes, rajouter 8 millions d'euros d'équipements muséaux et scéniques, ce qui porte l'opération à 50 millions d'euros TTC, et en fait ce qui vous est proposé c'est d'augmenter de 31 600 000 euros donc la participation pour équipements publics à Nantes Métropole Aménagement, ce qui fait que nous avons déjà une participation qui était d'un peu plus de 56 millions et donc qui porte la participation globale à 87 millions pour Nantes Métropole Aménagement pour l'opération du Bas Chantenay de manière globale. Voilà. »

M^{me} la Présidente : « Je redis : en hors taxes, c'est 31, Fabrice Roussel l'a dit, TTC c'est 50. C'est ça, le sujet sur lequel on est et le sujet sur lequel on va vous amener à voter. Je me permets de vous le repréciser d'emblée pour qu'il n'y ait pas ensuite de mauvaises interprétations entre les uns et les autres. »

M. Turquois : « Du coup, effectivement je fais le relais. On n'avait vraisemblablement pas compris puisque la délibération, elle est bien de porter en conséquence la participation pour l'équipement public du concédant Nantes Métropole à 87 millions d'euros, avec une augmentation de 31 millions.

Sans doute que nous ne sommes pas suffisamment aguerris pour comprendre parfaitement les délibérations de Nantes Métropole, et du coup si ça correspond à un projet plus global du Bas Chantenay effectivement, peut-être nous l'expliquer ? Parce qu'une fois encore, qu'est-ce qu'il y a dans ce projet ? En sachant qu'à la lecture d'une délibération portant sur la création de cette Cité des imaginaires, à quasiment 100 millions d'euros TTC, la question était la question du tempo, à un moment où on parle beaucoup de pouvoir d'achat, des difficultés des uns et des autres de finir leur mois, que nous collectivités, nos 24 collectivités ont de multiples projets sur des choses qui ont beaucoup d'intérêt, qui sont portées comme des éléments prioritaires par la Métropole et par les différents groupes de votre majorité. J'entends notamment les pistes cyclables, j'entends aussi les questions autour des piscines, c'est vrai que c'est plus le montant qui à ce stade nous réinterrogeait.

Tant mieux si mon intervention vous amène à préciser le découpage, puisqu'une fois encore, à la lecture de la délibération ça ne nous paraissait pas si clair, donc il ne faudrait pas nous laisser imaginer des choses qui ne sont pas vraies. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je vais juste redire deux ou trois choses avant de poursuivre le fil des interventions.

Dans le droit fil de ce qui vous a été présenté en Conférence des maires, je le rappelle, et dans le droit fil de ce que nous avons présenté, répondu aux questions en Conférence des maires, le projet qui est soumis au vote, je le redis, aujourd'hui c'est 31 millions hors taxes, ce qui nous fait globalement un projet de 50 millions d'euros. Ça, c'est le premier élément.

Ensuite, il n'y a aucun scoop. Vous savez que nous avons sur le projet du Bas Chantenay une ZAC Bas Chantenay, un grand projet urbain et paysager qui est confié à Bernard Reichen qui publie, qui a fait l'objet de nombreuses réunions de concertation, etc., mais je redis que le projet que nous votons aujourd'hui, en tout cas je le souhaite, si on en parle en TTC pour la meilleure transparence de chacun, c'est 50 millions d'euros. J'insiste sur ce point parce que je crois que c'est essentiel qu'il n'y ait pas de malentendu entre nous sur cette question.

La deuxième chose que je dis pour terminer sur ce volet financier, et là je confirme aussi les propos qui ont été les nôtres en Conférence des maires, c'est que vous l'aurez compris : cela se déroulera donc sur deux mandats en termes de réalisation, ce qui nous permet d'avoir cette attention bien légitime à la bonne utilisation des dépenses publiques, avec donc une partie des sommes engagées sur ce mandat et l'autre partie qui le seront sur le prochain mandat.

Voilà les quelques éléments que je voulais apporter d'emblée pour que chacune et chacun puisse prendre sa position en toute responsabilité, mais en ayant bien l'ensemble des éléments.

Mahel Coppey. »

M^{me} Coppey : « Merci Madame la Présidente. Alors, notre Groupe écologiste et citoyen, vous le savez, depuis le début du mandat s'interroge sur le projet d'aménagement Bas Chantenay, et Cap 44 ne fait pas exception.

Oui, oui, le musée Jules Verne est aujourd'hui à l'étroit et oui, cet auteur emblématique, et le patrimoine qu'il laisse derrière lui mérite de prendre toute sa place sur notre territoire. Seulement, nous avons quelques doutes encore sur la pertinence de ce projet, du projet Cap 44.

D'abord, dans le contexte de tension foncière, tous les mètres carrés comptent, et nous nous questionnions sur l'écrêtement du bâtiment Cap 44. Nous pensons également que le quartier historiquement ouvrier et industriel qu'est le Bas Chantenay, ses habitants et ses futurs habitants méritent que nous mobilisions nos efforts et notre capacité d'investissement sur le développement de services publics et d'espaces dédiés au lien social.

Et pour finir, les montants investis par la Métropole sur ce même quartier dans l'hypercentre nantais, 5 millions pour réhabiliter Cap 44 aujourd'hui qui s'additionnent aux millions pour l'aménagement du Bas Chantenay, doit nous interroger, nous questionner sur l'équité territoriale.

Pour ces raisons, notre groupe s'abstiendra aujourd'hui sur cette délibération. Merci. »

M. Roussel : « Sébastien Arrouët. »

M. Arrouët : « Madame la Présidente, Monsieur le premier Vice-Président, chers collègues, quand j'étais petit, les jolis livres de Jules Verne occupaient une place particulière sur nos étagères de livres. Les *Voyages extraordinaires* ont marqué de près ou de loin de nombreuses générations, n'est-ce pas Monsieur le premier Vice-Président ? Le Nantais le plus célèbre au monde mérite un musée, une cité à la hauteur de l'auteur qu'il fut, quatre fois plus grand que l'actuel. Précurseur de la science-fiction, deuxième écrivain le plus traduit au monde, Jules Verne est un passeur de rêves, un personnage emblématique de notre ville.

Madame la Présidente, quand j'étais petit également, mes parents me disaient souvent de finir ce que j'avais commencé avant de commencer autre chose. Alors, même si nous avons bien compris que vous ne vouliez pas associer ces deux projets qui doivent contribuer à la transformation du Bas Chantenay, que devient l'arbre le plus légendaire de Nantes ? Sachez que si nous validons le principe métropolitain de la cité, tant que nous n'aurons pas clôturé le dossier de l'Arbre, notre groupe ne s'engagera pas pleinement sur un nouveau projet, aussi séduisant et attractif soit-il.

Car à Nantes, nous avons vraiment l'impression qu'il n'y a pas que Jules Verne qui nous emmène dans des mondes fantastiques et imaginaires. À Nantes, à moins de 50 millions d'euros vous n'avez plus rien – un pont, un arbre, un musée. À Nantes, un projet culturel d'envergure doit voir son budget multiplié par deux ou par trois entre l'idée et la réalisation, pour être un bon projet culturel.

Mais surtout, à Nantes, l'Arbre aux hérons prévu juste en face est devenu un mythe.

Pour conclure en poésie, chers collègues, "Rien ne s'est fait de grand qui ne soit une espérance exagérée." C'est Jules Verne qui le dit, il était également visionnaire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Thibault Guiné. »

M. Guiné : « Merci Madame la Présidente. Cette délibération autour du projet de la Cité des imaginaires est importante pour notre métropole.

D'abord, elle traduit notre volonté d'accompagner les transformations urbaines. Lorsque des espaces mutent, comme c'est le cas du Bas Chantenay, nous cherchons à installer une véritable mixité d'usages. Ainsi, nous y installons des espaces de respiration, des équipements publics, des logements, des lieux pour l'activité économique et aussi des lieux de culture.

Reconstruire la ville sur elle-même est un impératif écologique.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la Cité des imaginaires qui s'installera ici, avec le réemploi d'un bâtiment inscrit à notre patrimoine, entre la Loire et le Jardin extraordinaire. Elle accueillera le futur musée Jules Verne dont les riches collections souffrent d'être à l'étroit, sous-exploitées dans le bâtiment actuel, tout proche. Nous poursuivons donc cette ambition culturelle de rénover et repenser sans cesse nos musées pour les rendre plus accessibles et plus attractifs pour tous les visiteurs qui sont, pour une large part, nos concitoyens. Avant cela, il y a eu le Musée d'histoire de Nantes qui a ouvert ses portes en 2007. Le Musée d'arts a quant à lui rouvert avec son extension en 2017, tout comme le Chronographe inauguré la même année. Mettre la connaissance à la portée de tous les habitants de notre Métropole est ce qui fait la fierté de notre politique culturelle. Ce nouveau bâtiment et ce nouveau musée s'inscrivent pleinement dans cet esprit.

Ce projet dotera notre territoire d'un espace à la mesure de l'auteur mondialement connu qu'est Jules Verne. Il nous permettra surtout de disposer d'un équipement véritablement porteur d'une ambition métropolitaine et d'une capacité de rayonnement sur notre territoire et au-delà. Pour ce faire, il porte une ambition qui dépassera l'œuvre de l'écrivain et se présentera comme un lieu de rencontre entre littérature, patrimoine, art, science et technique.

Il accompagnera les acteurs associatifs, institutionnels qui travaillent ici pour la diffusion de la culture et de la connaissance. Il pourra être le partenaire d'événements locaux importants qui, avec son concours, prendront une dimension supplémentaire. Et sans doute nous permettra-t-il de tisser des liens avec d'autres Villes, à commencer par celle d'Amiens, l'autre cité vernienne.

La Cité des imaginaires sera donc un lieu de dialogue, de création, d'intensification de la vie culturelle métropolitaine. Elle prendra tout son sens si elle est aussi et d'abord un lieu d'accueil et d'échange à l'attention des visiteurs, et donc des habitants de notre métropole : un lieu qui leur donnera la possibilité et l'envie d'être curieux.

Pour cela, ce lieu doit être accessible. Relié au Sud-Loire par le Navibus et situé à proximité d'axes structurants de transport en commun, le Bas Chantenay répond à cette nécessité. L'accessibilité géographique doit aussi s'accompagner d'une accessibilité sociale, via sa tarification. Enfin, l'accessibilité, c'est aussi celle du projet qui mêlera exposition permanente, temporaire, espace de création ou encore bibliothèque. Notre pari est de permettre ainsi à chacun de cheminer, de se construire, de nourrir sa réflexion et ses aspirations. La délibération évoque l'ambition de la capacitation des publics ; sans doute aurions-nous pu parler aussi d'émancipation car c'est bien là notre objectif.

Marqué par la figure de Jules Verne au XIX^e siècle, par le surréalisme au début du siècle dernier, notre Métropole peut aujourd'hui engager le projet de la Cité des imaginaires, un lieu pour rêver le futur, imaginer des mondes différents... et trouver, nous le croyons, l'inspiration d'en construire un meilleur. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Valérie Oppelt. »

M^{me} Oppelt : « Merci Madame la Présidente. Le musée Jules Verne de Nantes va être donc transféré dans la future Cité des imaginaires, nous le saluons. Il est important de mettre en place une meilleure place pour Jules Verne à Nantes. C'est l'histoire de Nantes et c'est aussi une figure internationalement reconnue, qui valorise pleinement l'univers extraordinaire et visionnaire.

Ce projet toutefois pose certaines questions, on en a parlé tout à l'heure : des questions de mobilité, d'enjeux urbains patrimoniaux et de conséquences aussi sur les futurs projets comme celui d'Anne-de-Bretagne, fermé prochainement à la voiture.

Et des questions de financement. Sur le financement, vous aviez annoncé en 2019 un coût entre 10 et 15 millions d'euros. Donc ça repose la question du financement, et sur ce projet je pense qu'il peut être intéressant de saisir la Cour régionale des comptes pour assurer justement ce point.

J'en viens justement à l'Arbre aux hérons qui sera un projet clairement lié à cette Cité des imaginaires. Cet Arbre aux hérons, nous attendons toujours un avancement. D'un Conseil métropolitain à un autre, on espère avoir une future délibération.

Madame la Présidente, vous nous avez expliqué la semaine dernière en Conseil municipal que des questions juridiques étaient bloquées au niveau de l'État. Après vérification, on m'a dit que justement au niveau de l'État ce n'est pas le cas. C'est plutôt justement au niveau de la Métropole que nous attendons, ce qu'ils me disent, cette capacité de prendre la décision, de prendre des risques justement sur ce choix d'appel d'offres public ou non.

J'espère et nous espérons que nous allons pouvoir avancer sur ces questions car j'espère que ce projet pourra voir le jour.

Sur cette question de financement de l'Arbre aux hérons, là aussi je renouvelle cette question que nous avons déjà posée de consulter la Cour Régionale des Comptes, qui là aussi pourrait conseiller la Métropole sur la pertinence ou pas des budgets pour rassurer tout le monde. Voilà, je vous remercie et j'attends des réponses de cette question de Cour Régionale des Comptes. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Philippe Le Corre. »

M. Le Corre : « Merci Madame la Présidente. Je partage bien sûr l'enthousiasme général pour l'œuvre de Jules Verne, et je salue l'ambition de ce projet, mais l'importance du budget qui lui est alloué soulève la question de la répartition des finances sur notre métropole, dans le choix des politiques publiques comme dans le choix géographique de leur implantation.

Quelles sont les priorités, quelles sont les urgences ? Un exemple sur une commune qui m'est chère : à Bouguenais, l'îlot de fraîcheur de la Roche-Ballue profite à 80 % de non-Bouguenaisiens à la recherche d'un lieu de baignade, mais est pris en charge quasiment à 100 % par la Ville. Cela représente 420 000 euros de dépenses, notamment pour les 12 ETP personnels saisonniers, une dépense compensée par 94 000 euros de recettes et 20 000 euros de l'Intercommunalité, une somme d'ailleurs en baisse.

Pour limiter les coûts pour la Commune, pour les contribuables, et compenser la non-prise en compte de cet équipement par Nantes Métropole, nous avons dû augmenter les tarifs, ce qui n'est pas sans conséquence. Voici donc un équipement qui mériterait d'être géré au niveau métropolitain dans le cadre d'une vraie stratégie métropolitaine des îlots de fraîcheur. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Aymeric Seassau. »

M. Seassau : « Merci Madame la Présidente. Moi, je me réjouis de l'enthousiasme qui est apporté au projet lui-même, même si on a l'habitude des arguties : quand on n'y croit pas vraiment, on dit que ça coûte trop cher. J'aimerais partager ma conviction. Je voudrais remercier mes collègues Thibault Guiné, Hervé Fournier. Je partage leurs propos et une ambition pour notre territoire.

Albert Camus disait : "Sans la culture et la liberté relative qu'elle suppose, la société même parfaite n'est qu'une jungle. C'est pourquoi toute création authentique est un don à l'avenir." Je crois que nous sommes au cœur du sujet. Ce que nous proposons aujourd'hui est un don à l'avenir. C'est s'orienter dans une jungle. C'est interpréter notre territoire dans le grand concert des Métropole du monde qui ont tendance à s'uniformiser. C'est s'approprier notre avenir. C'est dire ensemble ce que nous sommes autour de trois lignes de force.

D'abord, c'est ce bâtiment patrimonial au croisement des destinées, assumé par notre Métropole. De l'amont à l'aval, du passé au futur, pour ce qu'il est et pour ce qu'il sera, il assume un rôle de chaînon manquant. C'est évidemment le procédé Hennebique, ces premières merveilles architecturales de béton armé contemporaines de Jules Verne, c'est le moulin de la Loire qui apportait la farine aux établissements Lefèvre Utile, à la Biscuiterie Nantaise, cette histoire industrielle qui s'est elle-même déplacée sur le territoire métropolitain et au-delà, puisqu'on trouve l'usine LU maintenant en bordure de métropole, le Lieu unique étant devenu ce qu'il est, et la Biscuiterie Nantaise à Vertou au sein de notre métropole donc. Ce bâtiment ne choisit pas son emplacement, en tout cas nous pouvons relever ce qu'il incarne encore aujourd'hui.

Deuxième point de force : ce sont encore les artistes eux-mêmes qui parlent le mieux de notre territoire. "Né à Nantes comme tout le monde", disait Aragon en parlant du peintre Pierre Roy, "la seule ville où il peut m'arriver quelque chose de valable", disait André Breton. Eh bien je crois qu'avec la proposition qui nous est faite aujourd'hui – et j'imagine, avec tout l'enthousiasme qu'elle semble susciter, qu'elle sera votée massivement –, nous mettons à l'épreuve ce grand mystère de notre territoire.

A-t-il un imaginaire propre ? Nous ne croyons pas au hasard de ce qu'il a pu inspirer autant d'artistes. C'est probablement la vue de ce port, de ces bateaux, de cette industrie qui a inspiré Jules Verne. Bien d'autres par ailleurs puisque l'auteur BD, cinéaste qu'on ne présente plus Marc Caro pour ses grands films avec Jean-Pierre Jeunet notamment, il a peut-être été inspiré par ces vues lui aussi puisqu'il a été scolarisé à l'école des Garennes, tout près du bâtiment. Il a contribué aux travaux du Conseil scientifique qui accompagnait les choix que l'on fait aujourd'hui, et c'est l'occasion pour moi de réunir les artistes, les universitaires, les scientifiques qui ont pu travailler à nous aider à réaliser ce projet qui vous est présenté aujourd'hui.

C'est aussi reprendre finalement le fil de la devise en latin : "Neptune favorise les audacieux." Ce n'est probablement pas un hasard si nous trouvons désormais sur notre métropole le plus grand festival de science-fiction européen avec les Utopiales, où ici même où nous nous trouvons sur cette scène peuvent se réunir des tables rondes sur la frugalité, sur les mutations du travail, sur les transitions écologiques à venir, autant de questions que nous nous posons et que Jules Verne a lui-même posées.

Jusqu'à aujourd'hui, on part du latin et on arrive au XXI^e siècle, Alain Mabanckou, directeur artistique des Utopiales – encore un événement artistique qui rayonne sur la métropole puisqu'il associe désormais des enfants, des clubs de lecture de plusieurs villes parmi lesquelles Saint-Sébastien notamment –, Alain Mabanckou nous disait qu'il voyait en notre territoire celui de l'optimisme culturel et des imaginaires en mouvement.

Troisième point de force, ce sont les usages. J'ai bien entendu l'intervention de Mahel Coppey, je m'en étonne un peu. Parce qu'au fond, la culture c'est tous les usages qu'on va retrouver dans le bâtiment, de la restauration, les arts de la table, le moment où on fait société ensemble autour d'un verre, autour d'un plat, jusqu'à un musée, jusqu'à une bibliothèque, un tiers lieu, une librairie, des livres qui continueront de circuler, un belvédère qui inspirera nous l'espérons beaucoup de Nantais. Si tout cela ne fait pas lien social, alors je ne sais pas trop ce qui est en capacité de le faire.

Il y a bien sûr ce musée qui est à l'étroit. Je m'associe aux salutations aux équipes qui ont été faites par Fabrice Roussel. Tout a été fait dans ce musée avec des équipes formidables qui l'ont toiletté plusieurs fois. Sébastien Arrouët le remarquait : il va quadrupler sa surface, ne pouvant présenter un nombre de collections plus important.

Ce sont des espaces de diffusion que nous réclamons les artistes. Ils ne seront pas de trop, notamment pour les arts plastiques et visuels mais pas exclusivement. Il nous manque ce type d'espace en ville et nous comblons là un nouveau manque. C'est évidemment une librairie, une bibliothèque, un belvédère qui permettra je le souhaite au public de réaliser ses rêveries, de s'inspirer de la Loire comme elle a pu inspirer autant d'auteurs avant eux, qu'ils s'émancipent, qu'ils interprètent leur territoire et son avenir, qu'ils s'emparent des transitions de notre temps.

Je ne serai pas plus long. Je pense qu'on peut laisser le dernier mot à Jules Verne et peut-être reprendre ce qui a déjà été dit par Sébastien Arrouët. Je n'en tire pas les mêmes conclusions. "Rien ne s'est fait de grand qui ne soit une espérance exagérée.", eh bien je crois qu'ici nous n'exagérons rien, ni nos ambitions, ni ces espérances pour ce territoire et ses usagers. Merci de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alain Vey. »

M. Vey : « Merci Madame la Présidente. Je ne vais pas revenir sur tout ce qui a été dit, vous faire sortir de l'imaginaire du rêve pour pas passer au cauchemar, mais simplement repréciser les choses par rapport à cette délibération. On passe à une délibération avec un avenant numéro 5 vis-à-vis de Nantes Métropole Aménagement qui aujourd'hui a un marché, une DSP à 56 millions d'euros. Pour faire cette opération, on rajoute 31 millions d'euros, ce qui fait que dans la délibération apparaît le chiffre de 87 millions d'euros hors taxes. Et dans ce chiffre-là n'est pas du tout inclus l'Arbre aux hérons ... On est d'accord. Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Oui, merci pour vos différentes interventions. Quelques éléments de réaction. Tout d'abord, Hervé Fournier a insisté sur l'ancrage territorial. Je le dis : depuis 2015, nous avons fait en sorte que nos équipements culturels soient au service de tous les habitants de la métropole, donc l'ambition est bien de continuer à ça. Et comme il a insisté sur le tourisme de proximité, je veux le dire aussi dans ces moments qui sont parfois difficiles pour le pouvoir d'achat : c'est aussi l'occasion d'avoir des équipements culturels qui sont accessibles, en proximité à tous les habitants de la métropole. Donc on est bien dans cette dimension territoriale.

Madame Dubettier-Grenier, vous avez insisté sur les relations avec la jeunesse. C'est vraiment une grande partie prenante du projet de cette Cité des imaginaires et de venir effectivement en complémentarité avec ce que font les autres Communes parce que là, on aura forcément une offre spécifique et Aymeric Seassau le disait : on travaille déjà avec beaucoup d'écoles sur le territoire et l'enjeu évidemment, c'est d'amplifier ce travail-là.

Donc, Alain Vey a tout résumé sur la concession d'aménagement de la ZAC du Bas Chantenay. Je rappelle qu'on avait voté en fait en 2016 cette concession à Nantes Métropole Aménagement, qu'il y avait un déficit opération comme on a sur d'autres ZAC, et donc ce déficit opération était comblé par la Métropole pour des aménagements de voirie, la réalisation de logements ou encore de lieux d'activités économiques. Donc je tiens à préciser : le projet de l'Arbre aux hérons n'est pas dans cette concession d'aménagement.

Mahel Coppey a évoqué le sujet d'écrêtement du bâtiment. Je tiens à dire que là aussi, ç'a été le fruit d'un dialogue citoyen puisque vous le savez, lorsque s'est posée la question du devenir de ce bâtiment, il y avait des partisans de la destruction, des partisans de la conservation en l'état. Il nous a semblé utile d'avoir un échange citoyen, et c'est pour ça que cet écrêtement a notamment été proposé.

Je le dis aussi : je pense que les élus de quartier du Bas Chantenay pensent au service public. Thibault Guiné a eu raison de dire que voilà, c'est un quartier qui va se renouveler, qui va faire en sorte qu'il y ait évidemment des espaces naturels, des services publics, une qualité de vie grâce à des logements améliorés, le lien avec l'économie, donc on n'oppose pas un équipement culturel à d'autres services publics. Et je le dis aussi : un équipement culturel, ça fait service public parce que ça fait commun, ça fait collectif, ça fait société, et donc ça contribue à faire en sorte que chaque jour, des gens puissent se rencontrer, puissent bénéficier aussi d'activités qui sont à des coûts quand même particulièrement raisonnables, et notamment gratuits pour beaucoup de publics.

Sébastien Arrouët a évoqué le projet de l'Arbre aux hérons. Évidemment, ce sont deux procédures particulièrement distinctes. Moi je pense qu'il faut se réjouir que la Métropole nantaise travaille sur plusieurs projets culturels en même temps. Voilà, c'est une grande richesse. C'est l'histoire de notre territoire.

Madame Oppelt, je tiens à vous préciser que selon mes informations, nous sommes toujours en discussion avec la préfecture, que les échanges ne sont pas conclusifs, mais je tiens aussi à dire que je réunirai un groupe transpartisan pour faire le point sur le dossier.

Après, les sommes ont été évoquées : 50 millions par ci, 50 millions par là. Je tiens quand même à préciser que sur le projet de la Cité des imaginaires, ce budget s'étalera sur deux mandats, puisque je ne l'ai pas dit mais la livraison aujourd'hui de cet équipement est prévue pour 2028. Donc moi je veux qu'on partage ça parce que 50 millions d'euros sur deux mandats par rapport à ce qu'on fait au niveau de tous les investissements, on est un peu plus que dans le 1 % culturel avec d'autres projets culturels, mais quand même, à Nantes Métropole on a cette ambition culturelle. Je pense que ce sont là aussi des budgets particulièrement raisonnables si on veut donner la place à la culture sur notre territoire. Si on ne veut pas la donner, effectivement on ne fait pas ces projets mais si on veut la donner, je pense que ce sont quand même des budgets raisonnables.

Et Philippe Le Corre a évoqué le sujet de la Roche-Ballue. Là aussi, je tiens quand même à préciser qu'avant 2014, il n'y avait que les Communes qui s'occupaient de ces équipements-là. La Métropole ne participait pas à ces équipements-là. Là aussi ça a été une avancée de la Métropole pour faire en sorte qu'il y ait ces prises en compte de projets touristiques, et je remercie Emmanuel Terrien d'avoir en début de mandat refait le tour des 24 Communes pour voir comment nous pouvions continuer de soutenir, et ce soutien, il existe puisque, vous l'avez rappelé Monsieur Le Corre, aujourd'hui ce sont 20 000 euros qui sont attribués à votre fonctionnement.

Et puis pour conclure, moi je rejoins les propos d'Aymeric Seassau. L'ambition, c'est comment on permet toujours aux artistes de créer, aux artistes de s'exprimer. Vous le savez : depuis deux ans, ça a été très dur pour le milieu artistique, ça a été très dur pour l'expression artistique. Je pense que ce projet, il nous permet de garder ce temps d'avance qui a fait aujourd'hui que Nantes est reconnue pour la mise en avant, pour la création et pour l'originalité culturelle ; et donc à travers l'œuvre de Jules Verne, on veut vraiment continuer à porter cette originalité culturelle. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Quelques mots avant de mettre aux voix la délibération. Je voudrais partager avec vous qu'il y a je crois au-delà de nos sensibilités, de nos histoires, de nos points d'attention aux uns et aux autres, un point que nous avons me semble-t-il en partage. C'est le désir que notre Métropole ne rentre pas dans une forme d'uniformisation, de standardisation et donc d'affadissement, parce qu'il est une réalité que le chemin que prennent les grandes villes, les grandes métropoles dans le monde pourrait finir par s'apparenter à un modèle unique.

Quid alors du respect du patrimoine ? Quid du respect de l'histoire ? Quid du respect de la géographie ? Quid de cette question de l'identité finalement de nos territoires ? Et je crois que c'est de cela en réalité dont il s'agit aujourd'hui.

Alors je voudrais en quelques mots vous dire pourquoi je crois personnellement que ce projet sera profondément en résonance avec les singularités de notre métropole. La première raison, c'est le rapport à la Loire. N'oublions pas ce que nous avons déjà construit ensemble.

Le grand débat sur la Loire, rappelez-vous, nous l'avions voté dans son lancement à l'unanimité, et nous avons aussi voté ses conclusions à l'unanimité, au-delà des clivages. La première chose que les habitants nous avaient dit, c'est : "On veut retrouver la Loire." Eh bien, de fait, après le panel citoyen, Fabrice Roussel l'a rappelé, les choix qui sont proposés, l'écrêtage et le retour à la transparence est notamment un élément qui permettra dans cet endroit si particulier de la métropole de retrouver ce désir de Loire qui était une des premières demandes des habitants.

La deuxième dimension, si je reste dans ce fil, c'est que vous le savez, l'idée de ces trois grands projets urbains et paysagers Bas Chantenay, île de Nantes, ZAC des Isles à Rezé, c'est de dialoguer ensemble et de changer notre paradigme pour que quelque part la métropole renoue avec la Loire. Par ces trois projets urbains et paysagers, il s'agit de retrouver cette convergence.

Ensuite, Mahel Coppey a eu un mot très fort sur le quartier Chantenay, je le partage. Quartier que je connais bien. Fier de son histoire ouvrière. Fier de son histoire industrielle. Ce projet sera en résonance avec l'histoire ouvrière et industrielle de Chantenay. Parce que Jules Verne est sans doute un de nos écrivains qui a porté la question industrielle dans un territoire où contrairement à d'autres grandes Métropoles françaises nous ne faisons pas le choix de tourner le dos à l'industrie, que nous disons que l'industrie a sa place dans le chemin des transitions. Donc oui, ce beau projet sera en phase avec cette histoire.

Enfin, quand vous êtes sur le belvédère aujourd'hui, là où nous avons fait cette conférence de presse avec Aymeric Seassau et Fabrice Roussel – que je remercie pour leur implication dans ce projet –, c'est sans doute un des endroits de la métropole où l'on sent le plus que nous sommes un port. On l'oublie parfois, mais Nantes est une ville de port. Moi je crois à la grande histoire des villes, celle qui dépasse les générations, celle qui marque des choses dans les esprits. Et je crois que si Nantes est une terre d'ouverture et de tolérance, c'est aussi parce que nous sommes un port.

Je crois que nous pouvons être fiers collectivement d'être cette Métropole ouverte aux autres, ouverte à l'Europe, ouverte au monde, et cette métropole de proximité.

Donc avoir demain un lieu qui à la fois assume par exemple dans la proximité le réseau de lecture, ça a été rappelé, mais aussi un lieu qui sera unique parce que le lien de Jules Verne avec Nantes Métropole est unique et assume de poser les choses à ce niveau d'ambition, je crois effectivement que demain ça aura du sens.

Et je terminerai en disant : dans le chemin que nous avons déjà parcouru ensemble, nous avons posé un acte fort, c'est que désormais, quand l'ensemble de nos musées sont passés musées métropolitains, cela s'est accompagné d'une mesure éducative qui est qu'aujourd'hui, chaque enfant de cette métropole, qu'il habite à Brains, à La Montagne, à Vertou, à Carquefou, à La Chapelle ou à Nantes, a je le rappelle accès gratuitement à ces musées. Eh bien, ce sera évidemment un élément fort de cette Cité des imaginaires.

Si l'on considère que la culture est émancipation, si l'on considère que la culture est éducation, si on considère que dans un moment où notre pacte républicain, notre pacte démocratique est tellement abîmé qu'il a besoin d'être recousu et si on croit que la culture a de ce point de vue, particulièrement à Nantes par notre histoire, une fonction première pour contribuer à recoudre le pacte démocratique, alors je crois qu'en ayant été rassurés sur les éléments financiers – et toutes les précisions ont été apportées de ce point de vue parce que c'est bien normal, nous sommes tous responsables de la bonne gestion des deniers publics –, alors vraiment je crois qu'on peut voter pour ce projet avec conviction.

Chers collègues, je vous invite à vous munir de vos boîtiers. Je rappelle que ne peuvent pas participer au vote Delphine Bonamy, Anthony Descloziers, Jocelyn Bureau, Bassem Asseh, Michel Lucas, Pascal Pras, Marie-Annick Benâtre, Mahel Coppey, Pierre Quénéa, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Christelle Scutto-Calvez, Laure Beslier, Christine Guerriau, Thomas Quéro, François Vouzellaud et Vincent Boileau. »

Le Conseil délibère et, après vote électronique

par 52 voix pour et 28 abstentions

1 – décide de reconnaître d'intérêt métropolitain le futur équipement culturel et muséal Cité des Imaginaires / Cap 44,

2 – approuve le programme de l'équipement et son enveloppe financière prévisionnelle,

3 – approuve l'avenant n° 5, ci-joint, à la concession d'aménagement du Bas-Chantenay avec la société Nantes Métropole Aménagement,

4 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, notamment à signer l'avenant.

Non participation au vote :

- *Delphine Bonamy,*
- *Jocelyn Bureau,*
- *Michel Lucas,*
- *Marie-Annick Benâtre,*
- *Pierre Quénéa,*
- *Jean-Claude Lemasson*
- *Laure Beslier,*
- *Thomas Quero,*
- *Vincent Boileau*
- *Anthony Descloziers,*
- *Bassem Asseh,*
- *Pascal Pras,*
- *Mahel Coppey,*
- *Sandra Impériale,*
- *Christelle Scuotto-Calvez,*
- *Christine Guerriau,*
- *François Vouzellaud*

M. Bolo présente les dossiers suivants :

Direction Générale Ressources
Département Finances, Marchés et Performances
Direction Finances

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

21 – Compte de gestion – Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes

Exposé

Il s'agit d'approuver le compte de gestion du budget principal et des budgets annexes de Nantes Métropole pour l'exercice 2021 dressés par le Receveur des Finances de Nantes Municipale en tous points concordants avec les comptes administratifs.

M. Bolo : « La délibération 21 consiste comme traditionnellement à constater, pour nous en réjouir, que les comptes établis, tant sur notre budget principal que sur nos budgets annexes, par la Direction des finances publiques et notamment le receveur municipal, sont parfaitement concordants avec le compte administratif que je vous présenterai dans un instant.

Je vous confirme que c'est le cas, et c'est pour moi l'occasion de vous dire que ça ne se fait pas tout seul et qu'il faut pour cela un engagement tout particulier des fonctionnaires de la Direction générale des finances publiques qui le font avec des volumes toujours plus importants, puisque ce sont les volumes à la fois budgétaires mais aussi d'action de notre Métropole correspondant à l'augmentation de sa population et qui le font depuis des années avec des moyens qui sont plus régulièrement en baisse qu'en hausse.

Donc je voudrais saluer tout particulièrement leur engagement au service de notre collectivité, dans des conditions qui ne sont pas toujours aisées. J'en profite également pour remercier notre département des finances et des affaires juridiques sous la direction de Pascal Lamanda, et plus particulièrement tous ceux à la Direction des finances, mais également dans toutes les cellules de gestion, qui assurent la bonne tenue de la comptabilité, qui assurent le paiement dans les meilleurs délais des entreprises, qui veillent à ce que toute la machine fonctionne. Ce sont des gens qu'on rencontre rarement. Ils sont un petit peu dans la soute mais leur rôle n'en est pas moins absolument essentiel.

Donc, après nous être fait présenter les comptes de gestion, nous déclarons qu'autant notre budget principal que nos budgets annexes n'appellent aucune observation ni réserve de notre part, et que nous pouvons donner quitus au comptable public de sa gestion. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

Après s'être fait présenter les comptes de gestion,

1. après s'être assuré que M. le Receveur des Finances a repris dans ses écritures le montant des titres de recettes émis et celui des mandats ordonnancés et statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, y compris celles relatives à la journée complémentaire 2021, statuant sur les opérations des "comptes de tiers" et "financiers".
2. déclare que le compte de gestion du budget principal de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part. Les résultats de la clôture 2021 du budget annexe réseaux de chaleur ont été repris au budget principal de Nantes Métropole en 2021.
3. déclare que le compte de gestion du budget annexe Élimination et traitement des déchets de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
4. déclare que le compte de gestion du budget annexe Eau de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
5. déclare que le compte de gestion du budget annexe Assainissement de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
6. déclare que le compte de gestion du budget annexe Locaux industriels et commerciaux de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
7. déclare que le compte de gestion du budget annexe Transports de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
8. déclare que le compte de gestion du budget annexe Stationnement de Nantes Métropole dressé pour 2021 par le receveur des finances de Nantes municipale, n'appelle aucune observation ni réserve de sa part.
9. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

22 – Compte administratif – Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes

Exposé

Les comptes administratifs 2021 du budget principal et des budgets annexes vous sont présentés dans les rapports joints : le budget principal en annexe 1, les budgets annexes en annexe 2 et les comptes administratifs présentés par politique publique en annexe 3, le rapport financier en annexe 4.

Le compte administratif retrace les dépenses et les recettes effectuées au cours de l'année écoulée dans le cadre du budget primitif et des décisions modificatives. Selon l'article L1612-12 du Code général des collectivités territoriales, l'arrêté des comptes de l'ordonnateur est constitué par le vote du compte administratif. Il détermine le résultat de fonctionnement de l'exercice, le solde de l'exécution de la section d'investissement.

Hors la présence de la Présidente de Nantes Métropole qui s'est retirée au moment du vote, conformément à l'article L. 2121.14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

M^{me} la Présidente : « Chers collègues, nous allons pouvoir passer à la délibération 22. D'un point de vue juridique, je me dois de mettre aux voix la transmission de présidence de séance, que je ferai, pour être précise strictement, notamment au moment du vote. Donc je propose que Fabrice Roussel qui est en train de revenir puisse dans un instant assurer la présidence de séance. Est-ce qu'il y a des oppositions ? Des abstentions ? Cette désignation de présidence de séance est adoptée, Fabrice Roussel vous en remercie chaleureusement, et je donne la parole à Pascal Bolo pour la présentation de la délibération. »

M. Bolo : « Il s'agit néanmoins traditionnellement à cette époque de notre compte administratif. Nous pourrions donc constater ensemble que l'année 2021 est à la fois une année d'amorce du programme, une sorte d'année de transition dans le contexte de crise sanitaire qui en 2021 a encore été tout à fait prégnant, que nous avons consacré 1,23 milliard d'euros au service du projet métropolitain, et nous examinerons la déclinaison de tout cela entre le budget principal et les budgets annexes.

Premier élément, effectivement, il y a un exercice 2020 qui avait été marqué par la crise sanitaire avec un impact de plus de 40 millions sur la baisse de notre épargne. Nous avons un rebond très sérieux en 2021. Nous ne sommes pas tout à fait revenus au niveau antérieur à la crise, mais c'est quand même plutôt une bonne nouvelle.

Et on a amorcé la réalisation du programme du mandat dans trois domaines très transversaux que nous allons rapidement examiner. Le premier, c'est les mobilités. Les mobilités, ça a été 313,7 millions d'euros, soit 32,5 % des dépenses de politiques publiques. Donc je ne refais pas tout le descriptif. Vous vous en souvenez, ce sont beaucoup d'infrastructures de transport, beaucoup d'argent pour l'exploitation, l'accessibilité ferroviaire et routière de la métropole, les mobilités douces, le plan vélo, on en a beaucoup parlé ce matin, et puis un réseau dense de mobilités multimode sur le territoire métropolitain avec également le stationnement et les parcs relais.

Deuxième focus sur la transformation urbaine avec 262,2 millions d'euros. C'était 27,2 % des dépenses de politiques publiques avec évidemment la place prépondérante accordée aux espaces publics et à la voirie avec les investissements dans les 24 Communes de l'agglomération, les aménagements dans les quartiers prioritaires notamment liés au projet ANRU, le soutien au développement de l'habitat et les dépenses d'aide à l'amélioration du parc privé en matière énergétique et d'accessibilité.

Les diverses transitions, à elles seules on y a consacré 40,3 % des dépenses de politiques publiques avec les politiques du cycle de l'eau, la nature et la biodiversité, l'énergie, le climat, l'alimentation, santé, longévité. Donc vous voyez, toutes ces dépenses, tous ces volumes financiers qui sont tout à fait considérables il faut le dire, ils sont véritablement au service d'un projet partagé et ils sont au service de la vie quotidienne des habitants de nos agglomérations et également de la vie quotidienne de ces entreprises, puisque cette santé générale que nous constatons est forcément tout à fait liée à la santé économique de notre territoire.

Je le disais : 2021, c'était l'amorce du programme du mandat avec une situation saine sur le plan financier. Malgré la poursuite des effets de la crise sanitaire, nous avons tout de même une stratégie qui permet de retrouver, je le disais, des niveaux d'épargne qui s'approchent de ceux d'avant-crise, et puis des ressources propres et une épargne nette qui permette de financer 63,4 % des investissements, ce qui est particulièrement satisfaisant.

Alors, premier focus : 1, 023 milliard d'euros de budget total, tous budgets confondus, avec des recettes de fonctionnement en augmentation de 4,2 % après une baisse qui était de 30 millions en 2020, donc cela fait une augmentation de 40,4 millions d'euros.

Des dépenses de gestion en hausse de 35,2 millions d'euros qui comprennent encore des dépenses induites par la crise du COVID, c'était à hauteur de 7 millions, et des subventions exceptionnelles au budget annexe particulièrement impacté par la crise COVID pour 13,5 millions d'euros.

Une épargne nette toujours extrêmement conséquente et une capacité de désendettement qui reste excellente puisqu'on est à quatre ans, on était à 3,9 en 2020. Je vous rappelle qu'on commence à s'inquiéter à partir de huit ans et qu'on sonne vraiment le tocsin à partir de 10. Donc on a encore effectivement de la marge et ça, c'est essentiel parce qu'avec le niveau d'investissement que nous avons programmé sur ce mandat, si nous étions aujourd'hui à sept ou huit ans, je vous dirais : "Nous avons un petit problème pour continuer.", et là nous n'avons pas de problème pour continuer.

Le volume des investissements d'ailleurs est resté très soutenu en 2021 puisqu'au total ça fait 372,3 millions d'euros, ce qui est proche du chiffre de 2019. Donc, on a en début de mandat un total d'investissement qui est quasiment égal à ce qu'on avait sur l'exercice de fin de mandat. Alors que nous savons tous ici que dans les collectivités, le cycle d'investissement fait qu'assez logiquement on décide des grosses opérations au début du mandat et on les conclut à la fin avec le temps toujours trop long qu'il faut pour arriver à sortir des projets.

Donc nous avons rempli nos objectifs en la matière, et évidemment ça a un effet levier tout à fait favorable sur l'activité économique et donc sur l'emploi dans notre métropole, soyons-en sûrs, et félicitons-nous-en sans hésiter et encore plus avec ce que nous a présenté Hervé Fournier sur les stratégies et les axes de contenu de notre commande publique. Nous avons par notre commande publique une action extrêmement positive sur le dynamisme de l'économie, y compris de l'économie locale.

Nous avons eu un recours à l'emprunt tout à fait maîtrisé, comme c'était prévu. Vous voyez la dette totale par habitant qui reste très inférieure à la moyenne des Métropoles de notre strate, et nous avons donc un volume de dettes qui reste tout à fait raisonnable. Nous avons prévu un certain réendettement et si vous ajoutez les deux occurrences que nous avons un montant d'épargne extrêmement fort et un montant de dette plutôt faible, vous avez donc les marges de manœuvre qui se décrivent pour l'avenir.

Et donc cette dette, elle est saine, elle est diversifiée. Elle ne pose pas de problème puisqu'elle est 100 % classée sans risque avec un taux moyen de dette très performant, et c'est encore une fois pour moi l'occasion de saluer le travail de notre département finances sur la gestion active de la dette, qui est tout à fait efficace. Des chiffres comme ne se rencontrent pas partout, je peux vous l'assurer.

Alors c'est heureux, parce qu'évidemment nous sommes dans un contexte de hausse des taux d'intérêt. Nous avons une partie non négligeable de notre encours qui est sécurisé à taux fixe, 64 % de l'encours, et nous continuons à profiter des avantages sur les taux variables et donc nous allons continuer en la matière, mais évidemment avec une grande vigilance sur l'évolution de cette charge financière. Au moins sommes-nous sûrs de ne pas être dans la situation peu enviable du budget de l'État qui risque avec cette hausse des taux d'intérêt de voir le service de la dette constituer le premier budget de l'État, bien avant l'éducation.

Le budget principal – puisque nous allons maintenant détailler le budget principal et les budgets annexes –, le budget principal 743 millions d'euros, vous voyez la répartition globale. On va tout de suite passer aux recettes de fonctionnement pour 606,2 millions d'euros. Elles ont augmenté en 2021 de 2,2 % et leur évolution, on le sait, avait été lourdement impactée par la crise sanitaire. Alors ces recettes se déclinent en fiscalité en ressources fiscales pour 326,2 millions d'euros, soit presque 54 % de nos recettes. C'est en diminution en raison d'un moindre dynamisme de la fiscalité économique, on l'avait dit, malgré l'effet sur les bases sur le foncier bâti.

Alors sur la fiscalité des ménages, nous avons perçu une fraction de TVA en remplacement de la part de TH qui est en hausse de 4,1 millions d'euros et donc notre fiscalité économique qui était en baisse. Le versement mobilité s'est bien redressé en 2021, 20 % est donc affecté sur le budget principal en hausse de 7 %. Après la crise sanitaire, il y a + 2,2 millions d'euros sur le budget principal puisque, vous le savez : nous utilisons autant que le budget annexe des transports nous le permet, nous utilisons la faculté d'affecter une partie du versement mobilité au développement de nos politiques de mobilité douce notamment.

Les dotations de l'État font 27 % de nos recettes. La DGF a un petit peu baissé. Il y a des compensations de fiscalité économique qui ont progressé avec une baisse de 50 % de la compensation du versement mobilité sur les budgets principal et transports depuis 2020. On voit là une habitude de l'État qui, quand il modifie notre panier fiscal, très généralement sans nous demander notre avis, commence par compenser des choses les premières années de manière très convenable, et puis un jour décide que la compensation ce n'est plus que la moitié de ce qui se passe l'année d'avant et que ça baisse régulièrement. Et c'est comme ça qu'on transfère en douce un certain nombre de charges, de fait, en diminuant nos recettes de manière autoritaire.

Nous avons une dotation du Département qui est liée aux compétences qui ont été transférées en 2017 pour 8,4 millions d'euros.

Les autres recettes, c'est 12 % de nos recettes. Alors on a là un mix avec la taxe de séjour, le forfait post-stationnement, les recettes publicitaires du marché de mobilier urbain qui sont destinées à baisser, c'est une évidence, et puis les droits de place et les autres taxes d'utilisation du domaine public. C'est en baisse parce qu'on a prolongé quelques absences de facturation pour ne pas trop pénaliser les structures qui en avaient besoin.

Nos dépenses de fonctionnement, à 430,5 millions d'euros, ont été en baisse de 2,9 % par rapport à 2020. On y voit le recul probablement de la crise sanitaire. Un focus sur les dépenses de personnel, avec 114,6 millions d'euros nets de mutualisation, c'est 26,5 %, un peu plus des dépenses de gestion avec une évolution de 2,5 % assez traditionnelle.

Je précise à ce stade que si nous pouvons nous en réjouir, parce qu'ils le méritent, l'augmentation de 3,5 % du point d'indice des fonctionnaires va avoir évidemment un impact significatif sur notre masse salariale puisqu'en année pleine, c'est-à-dire 2023, cette augmentation qui est pourtant assez loin, à la moitié de l'inflation aujourd'hui constatée, ça fera quand même 5,6 millions d'euros supplémentaires sur notre masse salariale.

Les dépenses de service public, à 124,1 millions d'euros, avec toujours une gestion quotidienne extrêmement rigoureuse. Je dois préciser à ce stade que ce compte administratif, non seulement il démontre que nous sommes en bonne santé financière et donc en bonne capacité de continuer à assumer les dépenses et notamment le rythme d'investissement prévu par notre projet et notre programme, mais également nous avons une remarquable prévision budgétaire, et les taux de réalisation sont extrêmement importants. Ça signifie que tant du côté des directions que du côté de la Direction des finances, on a un pilotage extrêmement fin, à la fois prévisionnel et dans la gestion quotidienne de tout cela, et pour nous élus, c'est quand même une sacrée garantie parce que ça veut dire qu'on ne risque pas de se trouver en cours d'année, au vu d'un exercice, à avoir de très mauvaises surprises parce qu'on aurait eu une prévision budgétaire défectueuse ou une gestion quotidienne non maîtrisée.

Les subventions et contributions : 85,2 millions d'euros, avec donc l'ensemble des subventions aux associations et aux organismes divers, des subventions exceptionnelles au budget annexe, je l'ai dit tout à l'heure, c'est évidemment les budgets des transports, et du stationnement, qui avaient besoin, compte tenu de la baisse significative des fréquentations toujours liée à la crise sanitaire, de ces contributions supplémentaires.

Les contributions obligatoires sont en légère baisse. Il s'agit essentiellement de l'application de la réforme des financements du Service Départemental d'Incendie et de Secours.

Les contributions aux communes, 106,6 millions d'euros, la Métropole nantaise reste une des Métropoles qui reversent le plus, et notamment en fonctionnement, aux Communes qui la composent, avec l'attribution de compensation, la dotation de solidarité communautaire. Vous voyez les chiffres, et donc c'est un haut niveau de redistribution qui date d'avant la majoration née du pacte financier de 2022 puisque là, en 2021, on était encore sur le pacte financier précédent. Naturellement, ces chiffres-là seront en augmentation pour les années suivantes.

Les dépenses d'investissement au budget principal, c'est presque 250 millions d'euros comparables à celles de 2019. Alors en 2020, il y avait un financement du foncier du CHU qui avait accru les volumes de manière un peu exceptionnelle, donc nous arrivons à financer cela à 70 % par des recettes propres, ce qui est là aussi une performance tout à fait sérieuse, avec un emprunt qui finance 34 % des investissements et un fonds de roulement qui s'est accru de 12,2 millions d'euros à 21,2 millions d'euros.

Les dépenses d'équipement au budget principal, une petite répartition où vous verrez que la conciliation des usages et des espaces publics prend une part significative avec 52 millions d'euros et 25,5 %. Je ne sais pas jusqu'où c'est lisible de loin sur le grand écran, mais vous voyez un équilibre général de la répartition des bénéficiaires de ces crédits d'investissement.

Les recettes, 64,1 millions, rien de particulier à en dire, on a toujours du FCTVA, un peu d'amendes de police, et puis des subventions d'équipement, des partenaires et des autres recettes d'investissement global.

Les budgets annexes. Alors, un service public administratif et cinq services publics industriels et commerciaux. Le budget des déchets, 88,6 millions d'euros avec des investissements à 9,3 millions d'euros en hausse de 43 % par rapport au CA 2020 et donc destinés au renouvellement notamment de véhicules et de matériels de collecte. Vous voyez là encore une capacité d'autofinancement tout à fait significative.

Le budget des transports collectifs, je le rappelle, a été très impacté par la dette. La Métropole avait reçu une avance remboursable de l'État en 2020, on a déjà eu l'occasion de dire combien on regrettait que cette avance soit remboursable, même si les modalités de remboursement, notamment par une petite astuce comptable, ne vont pas être trop défavorables aux collectivités qui en bénéficient.

Évidemment, des investissements toujours soutenus en 2021. C'est les acomptes des nouvelles rames de tram, etc., je n'insiste pas là-dessus. Vous avez vu les délibérations que vous a proposées Bertrand Affilé tout à l'heure, qui témoignent de la modernisation permanente et de notre réseau et du matériel roulant.

Le budget de l'eau, 115,5 millions d'euros avec des investissements à 24 millions en augmentation de 50 % par rapport à 2020, et c'est notamment lié à la deuxième phase de modernisation de l'usine de l'eau, mais également avec de l'extension et des renouvellements des réseaux de distribution. Le budget de l'assainissement, là encore une forte augmentation des investissements rendue nécessaire par l'entretien du patrimoine, la réhabilitation/extension, et des branchements des réseaux de transfert et de collecte et des travaux d'amélioration des ouvrages de traitement des eaux usées.

Le budget stationnement, c'étaient 14,3 millions d'euros en 2021, avec des recettes évidemment toujours impactées par la crise sanitaire, et donc la nécessité de la subvention exceptionnelle dont nous parlions tout à l'heure.

Mais il n'empêche qu'on a toujours eu des investissements, 3,2 millions consacrés principalement aux P + R.

Et puis enfin le Petit Poucet de nos budgets annexes qui est le budget des locaux industriels et commerciaux, à 800 000 euros, avec quelques investissements, et des recettes qui sont un petit peu revenues à la normale en 2021.

Voilà, sans être trop long, ce que je pouvais vous dire sur ce compte administratif. Je voudrais à nouveau remercier le département des finances sous la direction de Nathalie Hopp, de Pascal Lamanda, d'Athénaïs Lalande, de l'ensemble de leurs collaborateurs et collaboratrices pour à la fois un travail tout à fait considérable, tout à fait précis, mais aussi une ambiance de travail extrêmement agréable pour le vice-président aux finances. »

M. Roussel : « Merci. Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Marlène Collineau. »

M^{me} Collineau : « Bonjour à toutes et à tous.

Vous me permettez – ça n'est pas inédit s'agissant des élus du groupe Gauche citoyenne – d'être très concrète. Car, si la lecture du compte administratif peut paraître parfois obscure et lointaine, on voit bien pourtant combien la politique métropolitaine, elle sert l'action du quotidien. Je vais prendre trois illustrations : le logement, l'alimentation et les transports.

Le logement d'abord, car de notre point de vue, tout commence par le logement.

Ce sont 42 millions d'euros, ça a été dit, qui ont été investis dans la construction de nouveaux logements sociaux, dans la réhabilitation du parc social, dans l'amélioration du parc de logements privés et – et c'est un fonds nouveau à l'échelle métropolitaine – dans l'hébergement des personnes sans solution.

Par ailleurs, près de 20 millions d'euros sont venus abonder les grands programmes de rénovation urbaine dans des quartiers populaires qui en ont bien besoin : Bottière Pin Sec, Bellevue, Nantes Nord, et Les Dervallières.

Cette année, vous le savez, a été marquée par un coup d'arrêt de la sortie de logements nouveaux. Nos engagements, 6 500 logements par an pour la Métropole nantaise, n'ont pu être tenus, en raison d'une conjoncture qui dépasse évidemment notre territoire, qui s'inscrit dans une réalité nationale voire internationale.

Cependant, la reprise dépend aussi de l'affirmation de nos objectifs. Alors c'est marqué du sceau de la détermination qu'il va falloir accélérer la production de logements ces prochaines années afin de faire coïncider les besoins croissants et les constructions. En cela évidemment, la stratégie foncière adoptée hier doit nous aider dans un contexte de raréfaction des sols, pour partie car nous vivons en zone tendue, c'est évident, mais aussi et c'est tant mieux car la loi Climat et résilience contraint à la construction pour réserver les terres nourricières.

Ensuite, et c'est en lien direct, l'alimentation. Le transfert du MIN est maintenant terminé. 2,4 millions d'euros ont ainsi été dépensés en paiement des soldes, et les contrats de réciprocité avec les territoires alentour actent des engagements autour des questions alimentaires.

Comme la politique du logement, la politique agricole revêt un enjeu d'autant plus important que ces deux postes budgétaires, vitaux pour la population, subissent aujourd'hui le contexte inflationniste.

La maîtrise publique est la garante de l'effectivité de droits fondamentaux, le droit au logement d'une part et la sécurité sociale de l'alimentation d'autre part. Bien loin d'être des sujets abstraits, la Métropole agit pour la qualité de vie de chacune et chacun d'entre nous.

Enfin, les transports. Nous avons fièrement voté la gratuité des transports en commun le week-end entrée en application en avril 2021, accompagnant ainsi un mouvement de révolution des transports urbains qui donnera encore plus demain, nous l'espérons, la part belle aux transports mutualisés et actifs.

Ce sont plus de 300 millions d'euros qui étaient investis cette année dans la politique mobilité, dont 230 millions d'euros pour les transports en commun. Là aussi, le maillage de toute la métropole par des transports collectifs est un moyen concret de la maîtrise des dépenses des ménages. Les habitantes et habitants qui subissent les pleins d'essence à 100 euros devenus réalité doivent pouvoir trouver des solutions concrètes. L'utilisation du réseau SEMITAN doit en être une, à condition toujours de conserver son efficacité. L'amélioration du service et les investissements en continu dans la qualité des matériels roulants ainsi que l'attention portée aux salariés de la société doivent donc demeurer une préoccupation quotidienne.

La politique mobilité bien sûr, c'est aussi proposer des alternatives à un usage encore trop répandu : celui d'un conducteur individuel dans une voiture prise dans les bouchons. Ces alternatives continuent à être déployées. Nous pensons au covoiturage et à l'ouverture de places en parking relais.

Vous l'aurez compris : pour les élus Gauche citoyenne, c'est quand la Métropole s'attelle à des sujets très concrets, quand la Métropole ne laisse pas faire, ne subit pas, pallie parfois les conséquences des choix gouvernementaux, qu'elle est utile à la population. Permettre à une population diverse de partager l'espace, de se loger, de se rendre au travail, de profiter de loisirs, d'habiter un territoire où il fait bon vivre, c'est là rendre tout son sens au terme si galvaudé aujourd'hui de communauté, comme groupe social qui vit ensemble et partage des intérêts communs. Parce que le réalisé est fidèle aux orientations définies lors de la discussion budgétaire, le groupe des élus Gauche citoyenne approuve le compte administratif. »

M. Roussel : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention... Ah si, Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Oui, merci. Donc le compte administratif, c'est la traduction de ce qui s'est passé en 2021, Pascal Bolo l'a dit, et on revient à un niveau d'avant-crise sur globalement l'ensemble des grands équilibres du budget métropolitain, et si la situation budgétaire est saine, je l'ai déjà dit et je continuerai à le dire, je crois que je fais preuve d'honnêteté intellectuelle en l'affirmant à nouveau aujourd'hui, mais je crois qu'on peut continuer à dire sans se faire insulter qu'on est en désaccord de fond avec un certain nombre d'orientations qui sont prises et avec un certain nombre de projets que vous défendez, et j'espère que le fait de l'assumer à nouveau aujourd'hui ne me vaudra pas de nouvelles insultes – mais comme je vois que la présidente a quitté la présidence de séance, je me dis que ça ne devrait pas m'arriver.

Moi, je crois que l'honnêteté intellectuelle, c'est aussi de mettre en cohérence ses paroles et ses actes, et notamment sur le pouvoir d'achat, dans un contexte d'explosion de l'abstention et d'explosion des scores réalisés par l'extrême droite et l'extrême gauche dans ce pays, qui sont l'une et l'autre tout aussi dangereuses pour notre démocratie. Je crois que la cohérence est plus que jamais indispensable. On parlait du pouvoir d'achat en berne de nos concitoyens et dans le même temps, augmenter les impôts fonciers à Nantes, les taxes d'ordures ménagères, créer de nouvelles taxes, la GEMAPI, la TSEIR dans le cadre de ce nouveau mandat, ne nous paraît ni cohérent ni responsable.

Et en fait, lorsque Johanna Rolland n'a pas vraiment répondu à ma question hier sur le pouvoir d'achat et sur les indicateurs qui lui permettaient de prendre des décisions fiscales et prouvant que le pouvoir d'achat de nos concitoyens s'était amélioré, j'ai en fait compris qu'il y avait une différence majeure qui s'exprimait entre nous, qui est que vous commencez par définir le montant des dépenses à réaliser et qu'ensuite, vous vous demandez comment vous allez les financer. C'est définitivement une approche budgétaire qui est différente de la nôtre et qui continuera je crois de nous opposer dans les années à venir, et en dehors des désaccords sur les orientations et les projets sur lesquels je ne reviens pas car ces désaccords sont connus, nous voterons donc contre ce compte administratif. »

M. Roussel : « Je repasse la parole à Pascal Bolo. Pardon, excusez-moi. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Fabrice, il faut que tu regardes à droite de temps en temps. Je sais que c'est difficile pour toi, mais le salut vient toujours par la droite. Le salut vient toujours par la droite. D'abord je voudrais féliciter Julien Bainvel parce que pour un niveau CE2, je trouve qu'il s'en est plutôt bien sorti. Bravo Julien.

Non, plaisanterie mise à part, je crois qu'on doit continuer à être courtois dans cette assemblée. Moi, je le dis, on a le droit d'être en désaccord mais effectivement je pense qu'il faut qu'on soit courtois.

Je ne vais pas ajouter des discussions aux discussions sur ce vote. J'ai une remarque et une demande de précision – si le vice-président m'écoute par contre, mon cher Pascal. J'ai donc une remarque et une demande de précision, si tu le veux bien.

Sans surprise et en cohérence, puisque le suspense est insoutenable, le groupe UTM s'abstiendra sur ce compte administratif puisqu'en cohérence, nous nous étions abstenus sur le budget qui n'est pas le nôtre, et donc nous nous abstiendrons sur ce compte administratif, même si la présentation de Pascal Bolo, qu'elle soit en Commission ou ici, est effectivement extrêmement intéressante et apprenante.

Vous le savez : le groupe UTM s'abstient sur ces budgets, notamment parce qu'il vous réclame depuis longtemps que l'impulsion de l'action résulte de la coopération de nos 24 territoires, de nos 24 Communes. Merci Gildas. Si je pouvais avoir en direct le vice-président, j'en serais ravi. Merci beaucoup. Ce n'est pas le choix que vous avez fait en début de mandature. Nous le regrettons malgré notre volonté de travailler ensemble et de construire ensemble. Vous avez fait un choix d'alliance politique au détriment de l'alliance des territoires, donc nous nous abstiendrons sur ce compte administratif.

Néanmoins, j'ai une demande de précision mais qui éventuellement peut se gérer en Commission des finances. C'est celle des flux entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole sur le champ de la mutualisation entre ces deux collectivités. Dans un niveau de précision que je souhaiterais être plus proche de la comptabilité analytique que celle d'une ligne d'ailleurs que j'ai perdue, que je n'ai pas retrouvée dans le dossier du compte administratif mais qui je crois dans nos dernières discussions était de l'ordre de 50 millions d'euros. Là encore, 50 millions – mais c'est un hasard je crois.

Aussi, mon cher vice-président, je souhaiterais que nous puissions mettre ce dernier point à l'ordre du jour d'une prochaine Commission des finances pour pouvoir étudier ces flux dans le détail, entre Nantes et Nantes Métropole. Merci beaucoup. »

M. Roussel : « S'il n'y a plus d'autre intervention, voilà, je repasse la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Monsieur Bainvel ne soyez pas susceptible, mais je vous donne acte que les divisions, c'est plus CM1 que CE2. Plus sérieusement, cette question du pouvoir d'achat que vous abordez, Monsieur Bainvel, avec juste raison et qui me paraît extrêmement importante, je ne crois pas sincèrement qu'en mettant en péril le service public et ses moyens, en rognant sur les politiques publiques de développement de notre territoire, je ne pense pas que nous ferions un geste déterminant, positif pour le pouvoir d'achat de nos concitoyens. Je crois qu'en la matière, il faut que les responsabilités et les enjeux soient bien fixés.

Le pouvoir d'achat, c'est d'abord et avant tout le niveau des salaires. C'est d'abord et avant tout une question du partage de la richesse entre la rémunération du capital et la rémunération du travail. Et nous pourrions faire tout ce que nous voudrions : avec des services publics dont le fonctionnement a des coûts. Les coûts de l'énergie : le pouvoir d'achat de la collectivité va devoir en être amputé, de ces augmentations. Lorsque ces coûts de l'énergie vont exploser aussi pour les transports publics, il va bien falloir y répondre.

Alors, qu'est-ce qu'on fait ? On ferme les lignes de tramway parce qu'on ne pourrait pas trouver les recettes nécessaires au fonctionnement de notre réseau ? Je crois que là-dessus il ne faut quand même pas faire diversion en faisant porter au budget des services publics qui font tant pour la cohésion sociale, et, on l'a vu pendant la période de crise sanitaire, la responsabilité de la situation générale et globale du pouvoir d'achat.

Évidemment qu'on doit y être attentifs, et nous y sommes attentifs. Quand je disais que nous avons une gestion particulièrement rigoureuse au quotidien, c'est exactement de cela qu'il s'agit : veiller à ce que tout euro dépensé soit un euro utile et un euro productif également en termes de cohésion sociale, de service, de développement, d'emploi. Tout ça, c'est la politique que nous cherchons à mener.

Donc invoquer le pouvoir d'achat à chaque fois que l'on doit voter en conscience une recette supplémentaire parce qu'elle est nécessaire, je pense que c'est faire preuve d'une certaine démagogie, que je regrette beaucoup.

Sur la précision demandée par Rodolphe Amailland, il n'y a aucun problème. Il y a même une Commission spéciale qui existe à la Métropole là-dessus, qui se réunit tous les ans et qui donne l'ensemble des détails des flux liés à la mutualisation des services, parce que c'est essentiellement de cela qu'il s'agit, entre la Ville de Nantes et la Métropole. Donc tout cela est parfaitement transparent, et naturellement, nous pourrions transmettre à l'occasion d'une Commission des finances, mais entre les Commissions aussi, l'ensemble des éléments.

Il n'y a aucune difficulté là-dessus. Tout cela est géré là encore avec extrême rigueur par nos services. Donc le rapport, il est présenté d'ailleurs au Conseil métropolitain. C'est vrai que nous ne nous y intéressons peut-être pas suffisamment. »

M. Roussel : « Merci Pascal. Juste quelques mots pour revenir sur les propos de Rodolphe Amailland. Moi, je ne peux pas laisser passer qu'il n'y aurait qu'un projet métropolitain qui ne serait construit que par l'exécutif. Ce n'est pas ce qui a été dit dans le pacte de gouvernance. Ce n'est pas ce qui se passe avec quand même des dossiers majeurs qui sont présentés en Conférence des maires.

Et à ce moment-là, moi je regrette le temps perdu par Laure Beslier d'aller voir les maires pour construire la stratégie foncière, le temps perdu par Pascal Pras qui va voir les maires pour construire le programme local de l'habitat, le temps perdu par Jean-Claude Lemasson qui a passé bon nombre de réunions en Commission locale des pôles pour construire les contrats territoriaux, et le temps que j'ai pu perdre à ce moment-là pour construire la stratégie sur l'économie et l'emploi responsable. Voilà.

Je pense qu'il y a un projet collectif, ça a toujours été dit. Il est à la fois construit dans des orientations politiques issues du suffrage, avec forcément un exécutif, mais il est aussi construit à travers les relations que nous avons avec les 24 maires. Je pense que voilà, il faut être modéré dans ses propos. »

**Le Conseil délibère et, après vote électronique
par 65 voix pour, 8 contre et 19 abstentions**

1. approuve le compte administratif du budget principal pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 1 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 102 912 544,37 €
- solde d'exécution (section d'investissement) -81 740 571,70 €

2. approuve le compte administratif du budget annexe élimination et traitement des déchets pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 6 494 183,69 €
- solde d'exécution (section d'investissement) -3 489 622,17 €

3. approuve le compte administratif du budget annexe eau pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 17 441 266,00 €
- solde d'exécution (section d'investissement) -6 834 062,06 €

4. approuve le compte administratif du budget annexe assainissement pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 15 736 653,93 €
- solde d'exécution (section d'investissement) 10 563 522,93 €

5. approuve le compte administratif du budget annexe locaux industriels et commerciaux pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 748 852,34 €
- solde d'exécution (section d'investissement) 531 926,86 €

6. approuve le compte administratif du budget annexe transports pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 79 427,34 €
- solde d'exécution (section d'investissement) 6 550 003,69 €

7. approuve le compte administratif du budget annexe stationnement pour l'exercice 2021 et le bilan de la gestion pluriannuelle, joint en annexe 2 de la présente délibération.

Le compte administratif 2021 s'établit comme suit :

- résultat (section de fonctionnement) 4 509 070,50 €
- solde d'exécution (section d'investissement) -1 337 929,70 €

8. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale ressources
Département finances marchés & performance
Direction Finances

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

23 – Dispositions fiscales – Exonération de taxe foncière bâtie des logements achevés avant le 1^{er} janvier 1989 ayant fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie

Exposé

La rénovation énergétique est un levier prioritaire de la lutte contre le changement climatique et la précarité énergétique. Afin de compléter le dispositif métropolitain « Mon projet rénov » et tendre vers l'objectif de devenir un territoire « zéro passoire énergétique » il est proposé d'exonérer, en partie, de taxe foncière, les logements achevés avant le 1^{er} janvier 1989 ayant fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie.

Conformément à l'article 1383-0 B du Code Général des Impôts, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent sur délibération, accorder une exonération entre 50 % et 100 % de taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de trois ans, en faveur des logements achevés avant le 1^{er} janvier 1989.

Ces logements doivent faire l'objet, par le propriétaire, de dépenses d'équipement mentionnées à l'article 200 quater du code général des impôts (CGI) destinées aux économies d'énergie et au développement durable et réalisées selon les modalités prévues au 6 du même article. Le montant total des dépenses payées au cours de l'année qui précède la première année d'application de l'exonération doit être supérieur à 10 000 € par logement ou le montant total des dépenses payées au cours des trois années qui précèdent l'année d'application de l'exonération doit être supérieur à 15 000 € par logement.

L'exonération s'applique pendant une durée de trois ans à compter du 1er janvier de l'année qui suit celle du paiement du montant total des dépenses. Elle ne peut pas être renouvelée au cours des dix années suivant celle de l'expiration d'une période d'exonération.

La délibération doit être prise avant le 1er octobre d'une année pour être applicable à compter de l'année suivante.

Compte tenu des enjeux face au réchauffement climatique, il vous est proposé d'actionner cette mesure fiscale incitative à compter du 1^{er} janvier 2023 et de fixer à 50 % l'exonération de la taxe foncière sur les logements anciens ayant fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie.

M. Bolo : « Nous enchaînons sur une disposition qu'il nous aurait été loisible, si j'ose dire, de prendre dès 2009 puisqu'il s'agit d'une exonération de taxe foncière à hauteur de 50 % pour les contribuables qui ont fait des dépenses d'économie d'énergie sur leur propriété, sur leur bâtiment construit avant le 1^{er} janvier 1989.

Vous vous souvenez qu'à l'époque, nous avons pris une autre option et nous avons d'autres types d'aides, non moins efficaces d'ailleurs, mais qui sont arrivées au bout de leur pertinence et donc, nous vous proposons cette exonération d'encouragement aux travaux d'économie d'énergie. Et d'ailleurs, je ne saurais trop encourager l'ensemble des 24 Conseils municipaux de l'agglomération à prendre la même orientation, puisque ce que nous faisons à la métropole peut être fait aussi dans chacune des Communes – mais naturellement, c'est la liberté et la responsabilité de chaque Conseil municipal. »

M. Roussel : « Est-ce qu'il y a des demandes d'interventions ? Oui, Jean-Claude Lemasson. »

M. Lemasson : « Oui, merci. Pascal Bolo vient de rappeler effectivement les dispositions. Trois observations parce qu'il a été évoqué tout à l'heure le pouvoir d'achat et, au-delà, la rénovation de l'habitat. C'est aussi une réduction de la facture énergétique qui se trouve derrière ceci. C'est aussi une diminution des rejets de gaz à effet de serre, c'est bien évidemment bon pour le climat et la planète, c'est aussi une forme de protection de nos ressources. Donc en fait, il y a trois bonnes options dans cette disposition.

Pascal Bolo vous l'a dit : un certain nombre de Communes l'ont déjà prise, pour la mienne en 2009, mais je vous invite vraiment à le faire puisque le coût induit n'est pas forcément extrêmement important pour les collectivités mais pour autant, ça aide de manière conséquente les propriétaires, qu'ils soient occupants ou qu'ils mettent à disposition leur foyer...

Et puis je propose aussi que les parlementaires travaillent le sujet, puisque pourquoi le 1^{er} janvier 1989 ? Ça correspond à la Réglementation Thermique de 1988. Nous en sommes à aujourd'hui à la RE 2020 mais entre-temps il y a eu la RT 2005 et les logements issus de la construction post-RT 2005 sont étiquetés pour certains d'entre eux D et E sur les étiquettes énergétiques, et il faudrait bien à mon sens modifier le Code général des impôts et faire progresser cette limite de date de 1989 à 2006. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. approuve, à compter du 1^{er} janvier 2023, l'exonération de 50 %, pour une durée de 3 ans, de la part intercommunale de taxe foncière sur les propriétés bâties des logements achevés avant le 1^{er} janvier 1989 qui ont fait l'objet de dépenses d'équipement destinées à économiser l'énergie
2. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La séance est suspendue pour la pause méridienne.

M. Roussel présente les dossiers suivants :

Direction générale des services
Mission alliance des territoires et contractualisations

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

24 – Contractualisation avec le Conseil Départemental de Loire-Atlantique : Approbation du contrat de territoire pour la période 2021-2026

Exposé

I. Le contrat de territoire : un soutien du Département de Loire-Atlantique aux projets métropolitains et intercommunaux

Le Conseil Départemental a instauré une relation avec les territoires basée sur la contractualisation afin, notamment, de donner une plus grande lisibilité dans ses interventions, d'être plus cohérent dans son action et de renforcer la territorialisation de ses interventions, au-delà de ses interventions de droit commun.

Le précédent dispositif 2016-2021 a permis notamment de soutenir les projets d'aménagement de la gare de Nantes, de la porte de Gesvres, du périphérique, mais aussi de nombreuses opérations en politique de la ville : ce qui fait du Département un partenaire du territoire métropolitain.

Lors de l'assemblée départementale du 16 décembre 2019, une nouvelle architecture du soutien aux territoires a été votée pour la période 2021-2026 pour pérenniser le partenariat entre le Département et les territoires, dont la Métropole et ses communes, par l'établissement d'un contrat pluriannuel. Le Département a souhaité faire évoluer sa politique au bénéfice des projets communaux et intercommunaux, à hauteur de 40 millions d'euros.

Par ailleurs, 3 autres piliers à destination des communes de moins de 15 000 habitants complètent le dispositif de « soutien aux territoires » :

- une dynamique « cœur de bourg / cœur de ville » reposant sur un appel à manifestation d'intérêt et un contrat-cadre conclu avec les communes retenues,
- un accompagnement renforcé des communes dans le développement de l'éducation à travers un « fonds écoles »,
- un soutien spécifique aux communes rurales via un fonds dédié permettant d'accompagner leurs projets de proximité. Les communes de la Métropole ne sont pas concernées par ce fonds (réservé aux communes de moins de 1500 habitants).

II. Les priorités partagées entre Nantes Métropole et le Département de Loire-Atlantique inscrites dans le contrat

Le contrat entre le Département et la Métropole vient soutenir une programmation pluriannuelle des investissements particulièrement ambitieuse, sur des priorités partagées. Le Département pourra soutenir des projets d'investissements sous maîtrise d'ouvrage métropolitaine, ainsi que des projets communaux d'intérêt intercommunal, à hauteur de 40 millions d'euros.

Les priorités d'action suivantes sont partagées entre la Métropole et le Département, au service d'une transition écologique et solidaire :

1. Volet Mobilité

Les déplacements sont au cœur des attentes et du quotidien des habitants. Dans le même temps, la Métropole doit aussi relever des défis importants, portés par la demande croissante de se déplacer, dans un contexte de changement climatique et de grandes transitions démographiques (notamment le vieillissement de la population), énergétiques et numériques : « Réinventer nos déplacements pour préserver notre cadre de vie et l'environnement, tous concernés, tous acteurs du changement », est le message porté par le plan de déplacements urbains qui constitue le document de référence de la politique publique des mobilités. Dans ce cadre, la politique publique métropolitaine a pour ambition de réduire la part des modes motorisés individuels au profit des modes actifs, des covoitureurs et des usagers des transports en commun.

Les projets qui pourront bénéficier d'un soutien départemental seront les suivants, pour un montant total de 13,8 millions d'euros : P+R Babinière ; P+R Duguay Trouin ; les opérations de fluidification du périphérique ; le développement des usages des quais de la Loire : pontons du quai de la Fosse et de Trentemoult aval (dont P+R et cheminement piéton) ; le plan vélo.

2. Volet cohésion sociale / solidarité / politique de la ville

Face aux nombreuses inégalités mises en exergue par la crise sanitaire et l'accentuation de la précarité, la Métropole nantaise et le Département de Loire-Atlantique considèrent tous deux prioritaire le fait d'inventer de nouvelles solidarités pour accompagner les plus fragiles, combattre les inégalités et lutter contre les exclusions. Ainsi, cela se traduit par des opérations concernant la politique de la ville, l'offre sportive, la culture de proximité ou bien encore l'accueil et l'habitat.

Les projets qui pourront bénéficier d'un soutien départemental seront les suivants, pour un montant total de 8,43 millions d'euros : l'aire d'accueil des gens du voyage de la Rousselière (Nantes Métropole) ; la reconstruction de la maison d'accueil de jour Francisco Ferrer (Nantes) ; la construction de la maison d'accueil de jour rue des Olivettes (Nantes) ; la piscine des Dervallières (Nantes) ; l'extension du multi-accueil du Breil (Nantes) ; le centre socio-culturel – tiers lieu du quartier Plaisance (Orvault) ; la création d'un pôle enfance jeunesse éducation dans le quartier Château (Rezé) ; et la réhabilitation du centre socioculturel du Soleil Levant (Saint-Herblain).

3. Volet culture et sport

L'offre sportive du territoire métropolitain est riche, permettant au territoire d'être l'un des plus sportifs de France. Une attention particulière sera accordée à l'amélioration du « savoir nager » : communes et métropole combleront leur retard en matière de lignes d'eau disponibles pour l'apprentissage de la natation et le sport de haut niveau.

En matière culturelle, le mandat actuel verra la réalisation ou le lancement de grands équipements, dont le rayonnement s'étendra au niveau national, tout en gardant un point d'attention aux équipements culturels de proximité.

Dès lors, plusieurs opérations pourront être soutenues dans le cadre du contrat, pour un montant total de 16,48 millions d'euros : l'Arbre aux Hérons (Nantes Métropole) ; le musée des imaginaires verniens (Nantes Métropole) ; le complexe sportif Bourgoin Decombe (la Chapelle-sur-Erdre) ; des nouvelles piscines (Orvault, Carquefou et du Sud-Ouest) ; la restructuration du muséum d'histoire naturelle (Nantes Métropole) ; la réhabilitation et valorisation touristique de la Tour à Plombs (Couëron).

Le critère de la coopération intercommunale étant un critère essentiel de ce contrat, il a été décidé que la cuisine centrale de Vertou, Saint-Sébastien et Les Sorinières sera incluse dans le contrat.

Sur cette base, les projets soumis au Département seront examinés par un comité d'élus départementaux, qui a la charge de sélectionner les projets pour en proposer le financement à la commission permanente du Département.

À ce stade, trois dossiers de maîtrise d'ouvrage Nantes Métropole seront soumis aux élus départementaux le 1^{er} juillet prochain :

- P+R Duguay-Trouin,
- aire d'accueil des gens du voyage de la Rousselière,

- développement des usages des quais de la Loire : ponton quai de la Fosse.

Projet	Montant HT	Calendrier	Subvention sollicitée
P+R Duguay-Trouin	3,42 M€	juin 2021 – août 2023	684 000 €
Ponton quai de la Fosse	1,35 M	avril 2022 – juin 2022	270 000 €
AAGV de la Rousselière	1,62 M€	septembre 2021 – mai 2023	216 942 €

Chaque maître d'ouvrage est tenu de prendre les mesures nécessaires à l'exécution du contrat.

M. Roussel : « Nous reprenons avec l'approbation du contrat de territoire avec le Conseil départemental de Loire-Atlantique pour la période 2021-2026. Vous le savez : depuis plusieurs mandats, le Conseil départemental a engagé une contractualisation avec les différentes Intercommunalités de Loire-Atlantique pour assurer la cohérence de son action avec l'ensemble des territoires, aussi territorialiser ses interventions, et puis évidemment tout cela s'inscrit au-delà des interventions de droit commun.

La politique de contrat de territoire a été établie par le Département en décembre 2019, donc dans le cadre d'une période qui va s'inscrire de 2021 à 2026, et le Département a souhaité faire évoluer sa politique au bénéfice des projets communaux et intercommunaux, pour la Métropole, à hauteur de 40 millions d'euros.

Dans sa politique de soutien aux différents territoires, il a également mis en place trois autres outils à destination des Communes de moins de 15 000 habitants. Tout d'abord une dynamique cœur de bourg / cœur de ville qui repose sur un appel à manifestation d'intérêt et un contrat-cadre conclu avec les Communes retenues, un accompagnement renforcé des Communes dans le développement de l'éducation à travers un fonds écoles, et un soutien spécifique aux Communes rurales via un fonds dédié permettant d'accompagner les projets de proximité. Ce dispositif étant destiné aux Communes de moins de 1 500 habitants, il ne concerne aucune Commune sur le territoire de la métropole nantaise.

Les priorités que nous avons partagées avec le Département de Loire-Atlantique sont les suivantes : d'abord le volet mobilité, on en a largement parlé ce matin, donc sur les 40 millions c'est aujourd'hui une estimation d'un soutien du Département à hauteur de 13,8 millions d'euros, je le dis, les chiffres ne se sont pas toujours précisément consolidés parce qu'il y a encore des dossiers qui sont en cours d'instruction, mais on devrait se retrouver autour de cette somme-là et donc, ça concerne le P + R de la Babinière, le P + R du métro 1, les opérations également de fluidification du périphérique, le développement des usages des quais de la Loire avec les pontons du quai de la Fosse et de Trentemoult aval, et puis également le soutien à notre plan vélo.

Deuxième priorité partagée : les sujets de cohésion sociale, de solidarité, de politique de la ville, pour créer de nouvelles solidarités et pour accompagner les plus fragiles, que ce soit sur les sujets d'offre sportive, de culture, de proximité ou encore d'accueil et d'habitat.

L'enveloppe de soutien du Département est aujourd'hui estimée à 8,43 millions d'euros. Ça concerne l'aire d'accueil des gens du voyage de la Rousselière, la restructuration de la maison d'accueil de jour de Francisco Ferrer à Nantes, la construction de la maison d'accueil de jour rue des Olivettes à Nantes, la piscine des Dervallières à Nantes, l'extension du multiaccueil du Breil également à Nantes, et encore le centre socioculturel tiers lieu de quartier Plaisance cette fois à Orvault, la création du pôle enfance jeunesse éducation dans le quartier de Château de Rezé et la réhabilitation du centre socioculturel du Soleil-Levant à Saint-Herblain.

Troisième priorité : les sujets de culture et de sport, avec une attention particulière qui est accordée à l'amélioration du savoir nager, avec la volonté de combler les retards en matière de lignes d'eau disponibles pour l'apprentissage de la natation et le sport de haut niveau. Et puis également des soutiens à différents projets culturels, ce qui fait que sur ce volet, près de 16,5 millions d'euros sont aujourd'hui fléchés, à la fois pour l'Arbre aux hérons, le Musée des imaginaires verniens que nous avons évoqué ce matin, le complexe sportif Bourgoin-Decombe à La Chapelle-sur-Erdre, des nouvelles piscines – que ce soit Orvault, Carquefou et le Sud-Ouest de l'agglomération –, la restructuration du Muséum d'histoire naturelle, la réhabilitation et la valorisation touristique de la Tour à pont.

Le critère de coopération intercommunale ou de rayonnement au-delà de la commune est un critère essentiel de ce contrat. Il a été également décidé que la cuisine centrale de Vertou Saint-Sébastien et les Sorinières puissent être incluses dans ce contrat.

Sur la méthode, les projets soumis au Département seront examinés par un Comité d'élus départementaux qui a la charge de sélectionner les projets pour en proposer le financement à la Commission permanente du Département. Et donc à ce stade, puisque tous les projets ne sont pas encore définitivement chiffrés, trois dossiers seront soumis aux élus départementaux le 1^{er} juillet prochain : le P + R du métro 1 pour une subvention sollicitée à hauteur de 684 000 euros, l'aire d'accueil des gens du voyage de la Rousselière pour une subvention sollicitée de 270 000 euros, et le développement des usages des quais de la Loire avec le ponton du quai de la Fosse pour une subvention sollicitée... Pardon c'était l'inverse : pour le ponton du quai de la Fosse c'était 270 000 euros, et 216 942 euros pour l'aire d'accueil de la Rousselière. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Erwan Bouvais. »

M. Bouvais : « Merci Madame la Présidente. La contractualisation avec le Conseil départemental a une certaine logique lorsqu'il s'agit de faire participer cette collectivité à des projets métropolitains dont l'intérêt et l'impact dépassent largement le territoire de nos 24 communes. Nous sommes donc bien là dans un enjeu fort de l'actuel mandat métropolitain qu'est l'alliance des territoires. Par contre, en tant que conseiller départemental, je m'étonne de la conception de l'équité du Département dans son soutien aux Intercommunalités. Je suis également surpris que cela ne gêne en rien la Métropole.

En effet, dans le cadre de ce contrat de territoire, la Métropole et le Département se sont entendus pour un montant de 40 millions d'euros, soit environ 60 euros par habitant. Alors que pour la CARENE, qui est un territoire urbanisé, le montant est de 47 euros par habitant, pour le Pays de Châteaubriant 33 euros par habitant, et pour la COMPA 30 euros par habitant. Moitié moins qu'un habitant de notre métropole.

C'est un sacré coup de canif dans l'alliance équitable des territoires. Aussi, sans remettre en cause les projets ici cofinancés, notre groupe va s'abstenir sur cette délibération. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Fabien Gracia. »

M. Gracia : « Merci Madame la Présidente. Une intervention très courte pour dire que le Groupe écologiste et citoyen soutiendra cette délibération et ce contrat avec le Département pour tous les projets et toutes les politiques publiques qu'a rappelés Fabrice Roussel, mais ce soutien pour ce contrat avec le Département ne vaut pas soutien au projet d'Arbre aux hérons – grosse surprise je vois sur ton visage Fabrice.

Il n'empêche que voilà, on considère toujours que l'Arbre aux hérons est un projet un peu anachronique, même franchement anachronique, pas écologique du tout. 1 900 tonnes d'acier : j'ai entendu dans le dernier Conseil métropolitain qu'il manquait d'acier pour le logement : eh bien peut-être que les gens pourront vivre dans l'Arbre aux hérons, quand il aura été construit avec l'acier qui aurait pu être utilisé pour d'autres logements. J'ai dit. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sébastien Arrouët. »

M. Arrouët : « J'ai entendu le mot piscine et le mot Orvault. Est-il possible d'avoir quelques informations supplémentaires ? Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jean-Sébastien Guitton. »

M. Guitton : « Je ne sais pas de quelles informations supplémentaires il y a besoin. Il y a un projet de piscine à Orvault, qui répondra aux besoins à la fois des Orvaltais et puis des enfants à Nantes et à Saint-Herblain notamment. Voilà, ce projet est toujours en cours et il s'intègre dans l'ensemble de notre programmation d'investissement et de l'aménagement du secteur concerné, mais voilà, donc je ne sais pas de quelle information supplémentaire il y a besoin. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Philippe Le Corre. »

M. Le Corre : « Oui, pour rester sur le même sujet de la piscine, vous le savez, le cadran Sud-Ouest de l'agglomération manque cruellement d'un équipement aquatique permettant l'apprentissage de la natation. Dans le cadre de la contractualisation avec le Conseil départemental, dans le volet culture et sport, nous avons bien noté que notre territoire était fléché pour la construction d'un projet de piscine. Nous souhaiterions quelques précisions.

En effet, lors de la Conférence des maires, lorsque les éléments de cette délibération ont été présentés, il était indiqué que le futur équipement serait localisé sur Bouaye. Dans la délibération, contrairement aux autres projets, il n'est plus question, il n'est plus fait mention d'une localisation précise mais simplement d'un secteur géographique.

Cela signifie-t-il que la localisation de l'équipement reste à débattre ? Ce recul, si c'en est un, confirme-t-il des difficultés à boucler le financement ? Je rappelle que la ville de Bouguenais possède déjà un équipement aquatique, que nous travaillons actuellement à sa modernisation. Nous pourrions en faire un événement intercommunal qui manque tant à notre territoire. Dommage toutefois que vous ne l'ayez pas retenu au titre de la FEDER. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Sébastien Arrouët à nouveau. »

M. Arrouët : « Non, la seule question que j'avais était éventuellement une date. Monsieur Guitton, vous m'avez posé la question. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Oui, je ne peux pas ne pas répondre à Erwan Bouvais : qu'est-ce que c'est que ces comptes d'apothicaire ? Un contrat de codéveloppement, ce qui est quand même l'esprit de cette affaire, ce n'est pas une subvention à la tête de cheptel. Franchement ! Ça me rappelle l'épisode navrant où la droite départementale avait voté contre la subvention du Département à la rénovation de la gare de Nantes parce que c'était à Nantes – alors qu'à l'évidence, c'était pour que la gare de Nantes accueille tous les habitants du département qui viennent en train travailler dans notre ville. Donc très franchement, ces calculs sont parfaitement ridicules et ne recouvrent en rien une quelconque notion d'alliance des territoires, et au contraire sont un contresens absolu. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je ne sais pas si j'ai bien fait de donner la parole à Pascal Bolo juste avant Rodolphe Amailland. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « La première qualité d'un élu, c'est la tempérance, je le crois, et donc je le dis. Pascal, d'habitude assez calme après les repas, est très en forme je trouve là, et mériterait sans doute un peu de mesure. Et quand on rappelle l'histoire, il faut aussi rappeler le contexte de l'histoire, donc je ne reviens pas sur ce vote de la gare de Nantes : c'était en miroir d'autres investissements également qui méritaient d'être accompagnés, qui ne l'étaient pas.

Juste pour dire que moi aussi, j'ai quelques interrogations sur la manière dont sont choisis les projets qui rentrent dans ce contrat. Je ne crois pas, Madame la Présidente, je le dis, que nous ne soyons qu'une boîte aux lettres. Je crois à la puissance de l'action publique et aux discussions qui doivent être nécessairement exigeantes, sans autre mot, pour qu'elles tendent vers l'excellence de servir nos territoires. Et vraiment, j'ai quelques interrogations.

Alors évidemment qu'on votera parce que c'est important pour tous les projets que vous avez cités. Moi, je ne fais pas le choix de dire : "C'est tel projet plutôt que tel projet.", même si effectivement certains grands projets métropolitains et nantais peuvent interroger. Mais je crois vraiment que ça manque de transparence dans l'élaboration de ce contrat et je suis un peu déçu de ça, tant au niveau départemental qu'au niveau d'ailleurs métropolitain. Mais nous continuons d'ailleurs à discuter, je le dis, avec le Département sur un certain nombre de sujets, donc on aura peut-être l'occasion d'y revenir. Merci beaucoup. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Oui, merci Madame la Présidente. Très rapidement parce que je pense que c'est une vraie question qui se pose de savoir quels moyens sont attribués à nos différents territoires. Et Erwan Bouvais l'a dit : dans le cadre de ce contrat départemental, on pense simplement qu'une plus grande équité entre les territoires est nécessaire. On le dit et je pense qu'il faut qu'on l'entende.

Bien sûr, ici, on est au sein de Nantes Métropole. Notre ville, c'est la sixième ville de France. Il est normal qu'elle ait des moyens importants. Il est normal que notre Métropole bénéficie dans ces budgets propres de moyens importants pour s'aménager, pour elle-même et, c'est un débat que nous avons souvent ici, pour l'ensemble du territoire environnant sur un certain nombre d'équipements stratégiques. Je pense par exemple à la gare, à l'hôpital, à tous ces sujets dont on pourrait reparler.

Mais je voudrais simplement témoigner d'un échange que j'ai eu la semaine dernière avec le maire d'une toute petite commune du Castelbriantais. Budget annuel : 480 000 euros par an.

Alors je ne vous reproche pas, Madame la Présidente, d'être à la tête d'un exécutif qui bénéficie de bien davantage pour travailler au quotidien, mais simplement je pose la question du regard que peuvent poser ces élus sur le travail que nous faisons, nous, au sein de cette assemblée, sur les dossiers que nous passons, des dossiers qui souvent dépassent des budgets de 50 millions d'euros et qui, eux, me disent dans les échanges que j'ai avec eux qu'ils doivent par exemple (exemple authentique) payer des plaques métalliques pour numéroter un certain nombre de bâtiments dans les hameaux de leur commune, que ça leur coûte 20 000 euros et qu'ils n'ont pas les moyens de le faire sur leur budget 2022.

Donc je voulais simplement remonter ça pour qu'on se remette à la bonne échelle. Bien sûr que nous sommes la sixième métropole de France, bien sûr qu'on s'aménage avec des budgets conséquents, relatifs à la taille de notre métropole, mais ne perdons jamais de vue, quand on arbitre sur tous ces sujets, que vu d'un peu plus loin ça peut aussi donner le sentiment qu'on jongle avec des dizaines et des centaines de millions d'euros là où il y a de vrais besoins pas très loin de chez nous, sur notre territoire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Fabrice Roussel. »

M. Roussel : « Oui, juste quelques éléments de précision, tout d'abord sur la piscine du Sud-Ouest qui est toujours bien fléchée à Bouaye. Ce contrat ne remet rien en cause sur le travail mené depuis de nombreuses années, bien évidemment.

Après, par rapport au soutien aux territoires, moi je pense que pour regarder les choses de manière objective, il faudrait aussi regarder ce que donnent les trois autres piliers. Parce que là, on nous a présenté ce qu'est le soutien aux projets métropolitains de Nantes Métropole et ce qu'est le soutien aux projets des Villes de plus de 15 000 habitants, et des projets qui ont plutôt une dimension intercommunale.

Mais vous l'avez vu, il y a à la fois la dynamique cœur de bourg, il y a à la fois le soutien aux projets d'école des villes de moins de 15 000 habitants – les villes de plus de 15 000 ne sont pas éligibles à ce dispositif –, et puis il y a aussi le soutien pour les communes de moins de 1 500 habitants. Donc pour être objectif, il faudrait qu'on ait quand même tous ces éléments. Moi je ne les ai pas et je ne sais pas si quelqu'un les a, mais en tout cas ça permettrait d'avoir quand même je pense une vue plus objective, même si évidemment je partage en grande partie les propos de Pascal Bolo, en disant qu'il y a forcément aussi des équipements qui sont plus structurants et qui vont bénéficier à l'ensemble des habitants de notre département. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je voudrais peut-être juste ajouter deux mots. D'abord, je crois que personne ici, pour faire suite à vos propos Madame Garnier qui appellent effectivement notre attention collective, personne ne peut être indifférent aux disparités qui existent sur nos territoires, et donc à la nécessaire conscience pour les uns et pour les autres de la réalité de situations qui peuvent parfois être différentes. C'est un fait, et les exemples que vous donnez sur un certain nombre de réalités chiffrées y participent.

En revanche je le dis, je pense qu'on doit toujours veiller à poser ces sujets en évitant les oppositions. Je le crois profondément. Je prends un exemple. Quand vous dites : "On doit regarder les besoins qui existent aussi en dehors de nos territoires.", c'est vrai. Mais je ne vais pas rappeler ici que si on regarde les besoins qui existent à Plaisance, à Rezé-Château, à Bellevue, à Nantes Nord ou à la Bottière, ils sont aussi réels.

Donc je crois qu'on ne gagnera rien en cherchant à hiérarchiser les sujets et les besoins, et que bien souvent il y a plus de complémentarité, je vais prendre juste un exemple, entre des sujets qu'on a parfois tendance à opposer.

L'exemple est le suivant : désertification médicale. Dans un certain nombre de communes que vous citez, l'accès à un médecin ou même juste à une infirmière ou même à un certain nombre de soins d'ultraproximité est devenu difficile. C'est une réalité. C'est aussi le cas, et je pense que nous le savons tous, dans un certain nombre de quartiers de la ville centre ou des communes de la métropole.

Donc je nous invite à éviter dans les représentations de cultiver des oppositions et plutôt à chercher des réponses en complémentarité. C'est tout le sujet d'alliance des territoires au sens global qui est le nôtre, qui dépasse largement d'ailleurs la question du contrat départemental. Mais je voulais partager avec vous cet élément parce que je crois que sinon, on est dans une espèce de spirale de représentations et de discussions dont je ne suis pas bien sûre qu'à la fin de l'histoire elles amènent quoi que ce soit à qui que ce soit – ni à la métropole, ni aux territoires qui l'entourent. »

Le Conseil délibère et, par 84 voix pour et 8 abstentions

1 – prend acte de la nouvelle politique contractuelle engagée par le Conseil Départemental de Loire-Atlantique à travers la mise en place du dispositif « soutien aux territoires » pour la période 2021-2026.

2 – approuve le projet de contrat de territoire, joint en annexe, entre le Conseil Départemental de Loire-Atlantique et Nantes Métropole, sur la base de priorités partagées présentées ci-avant,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Abstentions : M. ARROUET, M. BAINVEL, M. BOUVAIS, Mme GARNIER, Mme GUERRA, M. RICHARD, M. THIRIET, Mme VAN GOETHEM,

Direction Générale Développement Économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe et International
Direction Recherche Innovation et Enseignement Supérieur

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

25 – Contrat de Plan État-Région 2021/2027 – Convention d'application – Programme d'actions du volet Enseignement Supérieur Recherche Innovation du département de Loire Atlantique – Approbation

Exposé

Le contrat de plan État-Région (CPER) est un outil de développement partagé entre l'État et la Région qui fixe les priorités et bâtit une stratégie commune pour un aménagement durable et équilibré du territoire régional sur 7 ans.

Le contrat de plan État-Région des Pays de Loire a été signé le 25 février 2022.

En réponse à la crise exceptionnelle, ce [CPER](#) mobilise des moyens financiers autour de quatre objectifs stratégiques partagés pour le territoire régional :

- relancer l'économie pour répondre à la crise sanitaire, économique et sociale ;
- accompagner les transitions pour transformer durablement le modèle de développement ;
- relier les territoires en développant les infrastructures de transport et les mobilités de demain ;
- préserver la cohésion sociale et territoriale, et contribuer au développement de tous les territoires.

Ces objectifs ont été déclinés en thématiques prioritaires, dont l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation, avec un plan massif de rénovation des campus universitaires.

Le volet Enseignement Supérieur et Recherche (ESR) du Contrat de Plan État Région (CPER) constitue l'un des principaux leviers de financement de l'investissement au profit des établissements d'Enseignement Supérieur et Recherche pour les 7 prochaines années.

La convention d'application, objet de cette délibération, concerne le financement et le suivi du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation (ESRI) du contrat de plan État-Région 2021-2027 pour le département de Loire-Atlantique.

1/ Le financement global et le focus sur le territoire métropolitain

Le CPER 2021/2027 a été négocié à 156,125 M€ sur le département de la Loire-Atlantique, répartis de la façon suivante entre cofinanceurs :

Montants récapitulatifs par financeurs en M€	État	38,917
	Région	38,434
	Nantes Métropole	36,508
	CARENE	2,381
	Financements autres ministères	9,174
	Établissements	5,965
	Fonds européens estimés	24,746

Ces investissements concernent à la fois la construction ou la réhabilitation immobilière, des infrastructures de recherche, des équipements de recherche, un programme numérique et un programme innovation.

Sur le territoire métropolitain, le CPER 2021/2027 a été négocié à 140,218 M€, il a été augmenté de 28,3 % par rapport au CPER 2015/2020 (109,32 M€).

Ainsi sur le périmètre de Nantes Métropole, le montant total des interventions des partenaires du CPER s'élève à la somme de 140,218 M€ répartis comme suit :

Montants récapitulatifs par financeurs en M€	État	35,343
	Région	34,480
	Nantes Métropole	36,508
	Financements autres ministères	11,304
	Établissements	
	Fonds européens estimés	22,583

Nantes Métropole est présente à hauteur de 36,508 M€, soit une augmentation de 44,87 % par rapport à son intervention sur le CPER 2015/2020 (25,2 M€), marquant par ce montant d'intervention son attachement à soutenir l'enseignement supérieur et recherche nantais nécessaire à la formation supérieure de la jeunesse et à terme à l'emploi.

Nantes Métropole a acté son engagement dans cette contractualisation en se basant sur les grandes orientations stratégiques de Campus Nantes en sélectionnant les projets rentrant dans ce cadre.

VOLET IMMOBILIER (constructions ou réhabilitation, infrastructures de recherche)

Sur le volet immobilier Nantes Métropole consacra 21,48 M€ sur les opérations de réhabilitation/construction pour l'enseignement supérieur et les infrastructures de recherche suivantes :

- relocalisation de l'IUT Joffre sur le site Lombarderie : 2 M€ sur 8 M€
- restaurant universitaire du CROUS sur le Quartier Hospitalo-Universitaire : 4,5 M€ sur 13,5 M€
- extension et restructuration du bâtiment de l'UFR STAPS sur le site du Tertre : 3 M€ sur 8 M€
- extension du centre d'expérimentation pour les systèmes Navals, les Énergies Marines et le génie Océanique (NEMO 2) sur le site de Centrale : 1,85 M€ sur 6 M€
- transformation/rénovation de locaux pour la Plate-forme d'essais de Gestion Intelligente des énergies vertes (ou EnR) pour véhicules électriques (GENIUS) : 0,35 M€ sur 1 M€
- transformation/rénovation de locaux pour le projet de campus du futur de l'IMT Atlantique : 0,505 M€ sur 6,11 M€
- études et première tranche de rénovation du campus Gustave Eiffel à Bouguenais : 2 M€ sur 4 M€
- projet immobilier Seemer (Santé Environnementale des Ecosystèmes Marins) sur le site de l'IFREMER : 3,25 M€ sur 14 M€
- réhabilitation du campus de l'alimentation sur le site de l'INRAE à la Géraudière : 0,53 M€ sur 2,65 M€
- aménagement du pôle agroalimentaire d'ONIRIS sur le site de la Géraudière : 0,3 M€ sur 1,75 M€
- extension et aménagement du Laboratoire (LABERCA) d'Oniris sur le site de la Chantrerie : 0,412 M€ sur 3 M€
- réhabilitation de locaux du CHU Vétérinaire d'ONIRIS pour un centre de soins et de diagnostic dédié aux animaux d'élevage sur le site de la Chantrerie : 2,5 M€ sur 8 M€.

VOLET ÉQUIPEMENTS DE RECHERCHE

20 programmes, concernant des acteurs de la recherche métropolitaine, ont été sélectionnés car s'inscrivant dans les filières stratégiques du territoire rappelées dans Campus Nantes : la santé, le maritime, le manufacturing (industrie de fabrication), l'alimentation, les industries numériques ainsi que les industries créatives et culturelles.

Ces opérations, reprises en annexe, seront financées par Nantes Métropole à hauteur de 10,748 M€ sur 40,306 M€.

VOLET NUMÉRIQUE

3,475 M€ seront affectés par Nantes Métropole au volet numérique du CPER (sur un montant total de 9,285 M€) destinés à :

- la mise en place d'un service de Datacenter et de Calcul Scientifique, au bénéfice de l'ensemble des établissements ESR de la région Pays de la Loire afin d'améliorer la qualité de service des infrastructures, d'en mutualiser les coûts et d'en réduire l'impact environnemental.
- la mise en place du projet GLiCID dont l'objectif est de répondre au défi des besoins en ressources de calcul et de stockage des laboratoires de recherche publique et des entreprises de la Région des Pays de la Loire. Il ambitionne d'être l'unique centre de calcul et de stockage de type Tier-2 dans la Région.

VOLET INNOVATION

Nantes Métropole souhaite poursuivre le soutien au dispositif mutualisé FIL INNOV dont l'objectif est de structurer l'offre de compétences universitaires en filières d'innovation (identifiées sur la base des grandes filières économiques régionales) de manière à rapprocher les entreprises, notamment les PME, des acteurs de la recherche publique. S'inscrivant pleinement dans la stratégie régionale d'innovation, le dispositif, inédit au plan national, se veut actif dans la diffusion d'une culture de l'innovation tant au sein de la communauté académique qu'au sein du monde socio-économique.

0,805 M€ seront affectés par Nantes Métropole au projet FIL INNOV.

2/ La méthodologie adoptée pour le suivi

Le CPER 2021/2027 est une contractualisation où seuls l'État et la Région sont signataires. Les partenaires financiers sont associés à cette contractualisation par le biais d'une convention d'application annexée à cette présente délibération qui détermine pour chaque territoire régional (du ressort des universités de Nantes, Angers et le Mans) les engagements financiers de chacun et les modalités de gestion et de suivi du CPER.

Les chefs de file seront constitués des services de l'État et de la Région. Un comité technique associant les collectivités se réunira une fois par an afin de suivre l'exécution du CPER, la mise à jour du calendrier prévisionnel d'exécution et l'examen des éventuelles difficultés de mise en œuvre. Des Comités de suivi opérationnels associant l'État, la Région et les équipes de recherche seront également mis en œuvre pour assurer le suivi des programmes d'équipements de recherche.

La convention traite également le cas de la maîtrise d'ouvrage des opérations immobilières, qui pourra être assurée par l'État, par une collectivité territoriale par délégation de l'État, par un établissement ou un organisme de recherche, en conformité avec les dispositions du Code de l'éducation, notamment les articles L211-7 et L762-2.

La convention prendra fin le 31 décembre 2029 et pourra être révisée par voie d'avenant pour prendre en compte les modifications liées à l'abandon de programme, la modification des financements ou la défaillance de partenaires. A l'instar du CPER, la présente convention fera l'objet d'une révision à mi parcours.

Chaque financement de Nantes Métropole fera l'objet d'une convention dédiée qui sera soumise aux instances délibérantes de Nantes Métropole.

La convention d'application reprend en annexe les éléments suivants :

- annexe 1 : tableau récapitulatif des projets et des financements
- annexe 2 : fiches des opérations d'enseignement supérieur et de recherche et innovation par action.

M. Roussel : « Cette délibération concerne le volet enseignement supérieur, recherche et innovation du Contrat de Plan État-Région puisqu'un nouveau contrat de plan a été signé tout récemment, le 25 février dernier, pour la période 2021-2027. Je rappelle que ce contrat de plan a pour objectif évidemment de soutenir notre activité pour répondre à la crise sanitaire, économique et sociale, d'accompagner les transitions, également de relier les territoires en développant les infrastructures de transport et les mobilités de demain, et de préserver la cohésion sociale et territoriale pour justement contribuer au développement de tous les territoires.

Vous avez les thématiques prioritaires et aujourd'hui ce qui vous est proposé, c'est le volet enseignement supérieur et recherche, puisque vous allez voir, la Métropole y contribue de façon conséquente.

Donc ce CPER, il est négocié à hauteur de 156 125 000 euros sur le département de Loire-Atlantique. Si l'on ramène sur le territoire métropolitain, il se situe à hauteur d'un programme d'action de 140 218 000 euros. Il est en augmentation de 28,3 % par rapport au précédent CPER et donc la Métropole y contribuera à hauteur de 36,5 millions d'euros.

Je tiens à souligner une nouvelle fois l'importance que nous accordons à l'enseignement supérieur et à la recherche, puisque c'est une augmentation de près de 45 % par rapport au précédent contrat.

Ce contrat, il comporte plusieurs volets. Un volet immobilier, et donc nous participerons à la réhabilitation ou à la construction de 12 établissements d'enseignement supérieur et de recherche, vous avez la liste dans la délibération, avec les montants de participation de la Métropole, et tout cela sera d'un montant de 21 480 000 euros.

Vous avez également un volet équipements de recherche. Nous allons soutenir 20 programmes qui concernent des acteurs de la recherche métropolitaine, qui sont sélectionnés car ils s'inscrivent dans les filières stratégiques du territoire rappelés dans la démarche Campus Nantes. Ces 20 programmes nous les financerons à hauteur de 10 748 000 euros sur un programme d'un peu plus de 40 millions d'euros.

Un volet numérique : nous allons y consacrer 3,475 millions d'euros, pour tout d'abord la mise en place d'un service de data center et de calcul scientifique au bénéfice de l'ensemble des établissements de la région des Pays de la Loire, afin d'améliorer la qualité de service des infrastructures, d'en mutualiser les coûts et d'en réduire l'impact environnemental. Et puis également la mise en place d'un projet dont l'objectif est de répondre au défi des besoins en ressources de calcul et de stockage des laboratoires de recherche publique et des entreprises de la région des Pays de la Loire.

Et enfin, un volet innovation puisque nous souhaitons poursuivre le soutien au dispositif mutualisé Fil'Innov, dont l'objectif est de structurer l'offre de compétences universitaires en filière innovation de manière à rapprocher les entreprises, notamment les PME, des acteurs de la recherche publique. Ce sera un soutien de 805 000 euros.

Sur la méthode, nous avons évidemment différentes réunions qui nous permettront via des Comités de suivi de nous assurer de l'avancement de ce Contrat de Plan État Région. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Richard Thiriet. »

M. Thiriet : « Merci Madame la Présidente, j'attendais que vous nous demandiez s'il y avait des prises de parole, excusez-moi, je n'ai pas levé la main. Oui, je voulais juste faire un petit commentaire sur ce qu'était exactement le Contrat de Plan État-Région, quelque chose de très ambitieux puisqu'il y a 3,4 milliards d'engagés. C'est le plus élevé qui a jamais été engagé, et puis ça vient aussi à la suite du contrat de relance qui a été fait par la Région Pays de Loire, où la Métropole avait d'ailleurs touché 3,7 millions via ce plan de relance.

Mais pour le contrat Région, les montants qui seront fléchés pour la Métropole sont encore plus significatifs et beaucoup plus significatifs. Et notamment ici, sur la partie enseignement, supérieur et recherche, la Région flèche 38,5 millions sur le Département, dont 34,5 millions pour la Métropole, ce qui représente 90 % de ce qui est fléché sur le 44. Donc le message est clair pour la Région, pour l'État : la Métropole est bien une locomotive régionale. C'est cohérent. Les principaux établissements de l'enseignement supérieur, de la recherche sont sur la métropole et ici une vingtaine d'entre eux sera accompagnée dans le cadre de ce contrat État-Région sur des questions d'immobilier, de numérique et d'équipements.

D'autres sommes seront aussi fléchées par la Région et l'État sur la Métropole et par exemple à nouveau 35 millions autour du quartier universitaire sur l'île de Nantes. Alors cet accompagnement fort via ce contrat État-Région, montre un vrai partenariat et sert des projets qui ont un impact sur notre territoire métropolitain, mais aussi sur tous les territoires des Pays de la Loire pour servir l'emploi, la jeunesse et la transition écologique, et cet accompagnement fort de l'État et de la Région engage aussi notre Métropole. C'est une Métropole qui ne doit pas être vue comme un aspirateur mais bien comme une locomotive. Nantes Métropole, acteur principal de l'alliance des territoires. Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la convention d'application du CPER 2021/2027 et ses annexes portant sur le financement et le suivi des actions du volet Enseignement Supérieur Recherche et Innovation, pour le département de Loire-Atlantique,

2 – approuve le montant de l'intervention financière de Nantes Métropole s'élevant à la somme globale de 36,508 M€ pour le territoire métropolitain et répartie de la manière suivante :

21,48 M€ sur les opérations immobilières d'enseignement supérieur et de recherche

10,748 M€ sur les programmes d'équipements de recherche

3,475 M€ sur le volet numérique

0,805 M€ sur le volet innovation

3 – autorise Madame la Présidente ou Monsieur le Vice-président délégué à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale des services
Mission alliance des territoires et contractualisations

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

26 – Engagements Loire – CPER – Développement de projets sur la zone de Cheviré – Convention d'exécution

Exposé

Le Conseil métropolitain avait approuvé, le 16 octobre 2020, la convention d'exécution du projet « développement de projets sur la zone de Cheviré », en déclinaison du Contrat de Plan État Région 2015-2020, tout comme le Conseil régional des Pays de la Loire et le Conseil départemental de Loire-Atlantique.

Cependant, les études préalables au projet ayant pris du retard, le Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire n'a pas été en mesure de signer la convention financière pour réaliser les travaux. Il est donc proposé d'abroger la convention initiale et d'approuver la présente convention adoptée par le Conseil de surveillance du Grand Port Maritime le 11 mars 2022 sur des calendriers et montants actualisés. Cette actualisation calendaire ne remet pas en cause les échéances, les trois axes de travaux devant s'achever entre 2023 et 2024.

S'agissant des montants, les ajustements portent sur le budget prévisionnel du renforcement de la sécurité de la zone, qui passe de 0,6 M€ à 0,4 M€, et sur celui dédié à l'amélioration de l'accueil des navires et de la marchandise, qui passe de 1,4 M€ à 1,6 M€. Le budget prévisionnel lié à la modernisation du terminal fluvial roulier est inchangé, à 3,5 M€.

Sur un coût total de 5,5 M€, Nantes Métropole mobilisera 3 M€, le Département de Loire-Atlantique 0,9 M€, la Région des Pays de la Loire 0,650 M€, l'État 0,450 M€ et le Grand Port Maritime 0,5 M€.

M. Roussel : « Nous restons dans le Contrat Plan État-Région, même si nous revenons sur un dossier qui était de 2015/2020, et donc ce dossier concerne le développement de projets sur la zone de Cheviré. Nous avons délibéré le 16 octobre 2020. Cependant, les études qui étaient préalables au projet ont pris du retard. Le Grand port maritime n'a pas été en mesure de signer cette convention financière pour réaliser les travaux. Donc il s'agit d'abroger la convention initiale et d'approuver cette présente convention qui a d'ailleurs été adoptée par le Conseil de surveillance du Grand port maritime le 11 mars dernier.

Cette actualisation calendaire ne remet pas en cause les échéances puisque les trois axes de travaux doivent s'achever entre 2023 et 2024.

S'agissant des montants, il y a quelques ajustements, notamment sur le renforcement de la sécurité de la zone qui passe de 600 000 à 400 000 euros et sur celui dédié à l'amélioration de l'accueil des navires et de la marchandise qui passe de 1,4 à 1,6 million d'euros. Sur la modernisation du terminal fluvial, nous restons sur la même somme de 3,5 millions d'euros. Cela représente un coût total de 5,5 millions d'euros, et Nantes Métropole y participera à hauteur de 3 millions d'euros. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – abroge la délibération du Conseil métropolitain en date du 16 octobre 2020 en ce qu'elle approuvait la convention n°2020_15230 relative au développement de projets sur la zone de Cheviré,

2 – approuve la convention d'exécution du projet « Développement de projets sur la zone de Cheviré » dans le cadre de l'avenant n°3 au Contrat de Plan État-Région 2015 – 2020,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale Cultures et Arts dans la Ville
Pôle Ressources

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

27 – Évolution de l'offre tarifaire – Création du PASS Musées

Exposé

Depuis le 10 avril 2015 où le Conseil métropolitain a adopté les grandes lignes de la politique tarifaire des musées et leur mise en œuvre au 1^{er} juillet suivant, les orientations et objectifs de la politique culturelle à l'échelle de l'agglomération nantaise se sont déployés pour la démocratisation de l'accès de tous à toutes les formes de culture, pour l'accroissement du rayonnement culturel de la métropole et pour la construction du projet de territoire et de son imaginaire collectif. En cohérence, une tarification attractive a été harmonisée pour les quatre musées métropolitains : Musée d'arts, Musée d'Histoire (Château), Muséum d'Histoire Naturelle et Musée Jules Verne. Depuis, elle a également été adoptée pour le Chronographe.

Ainsi, l'offre tarifaire se caractérise aujourd'hui par des tarifs « PASS Musées » et des tarifs « entrées individuelles » fixée comme suit :

- Pass Musées

> **Un « Pass annuel 1 musée » à 10 €** (accès illimité à un musée pendant un an) : Musée d'arts, Musée d'Histoire (Château – gestion VAN), Muséum d'Histoire Naturelle, Musée Jules Verne et Chronographe

Ce Pass donne accès à tous les musées pendant l'événement estival du Voyage à Nantes. Il vaut Pass inter-musées pendant une période de 2 mois.

> **Un « Pass annuel inter-musées » à 20 €** (accès illimité aux musées pendant un an aux 5 établissements)

- les entrées individuelles

Les tarifs des établissements culturels patrimoniaux sont particulièrement attractifs, correspondant à une volonté forte de permettre l'accès de toutes et tous à la culture, avec notamment la gratuité pour les moins de 18 ans.

Droits d'entrée	Musée d'arts	Musée du Château	Muséum	Musée Jules Verne	Chronographe
Tarifs pleins	8 €	8 €	4 €	3 €	3 €
Tarifs réduits	4 €	5 €	2 €	1,50 €	1,50 €

Six ans après la mise en place de cette offre tarifaire et après 4 années complètes d'ouverture du Musée d'arts et du Chronographe, un bilan a été réalisé à partir des données 2019, 2020 et 2021. Ce bilan intègre les impacts des fermetures des musées durant la crise sanitaire (le Conseil métropolitain avait

acté à 2 reprises la prolongation de validité des pass musées afin de garantir une continuité d'accès au service public).

Ainsi, ce bilan fait état des constats suivants :

- la part d'entrées sur présentation d'un Pass est en augmentation (elle était de 29 % en 2018 et de 35 % en 2019) ;
- la part des ventes de « Pass Inter-musées » représente 26 % des Pass vendus mais pendant l'été les ventes baissent à hauteur de 18 % en raison de la formule PASS 1 musée ;
- le « Pass inter-musées » est principalement acheté par des résidents de la Métropole en juillet-août, les touristes utilisant uniformément les 2 formules de Pass. Ce constat démontre un manque de lisibilité et de clarté sur les 2 formules de Pass parfois complexes à expliquer au sein des équipements ;
- le « Pass inter-musées » permet de faciliter la circulation des visiteurs entre les équipements culturels. Ainsi, le Chronographe a notamment attiré de nombreux visiteurs porteurs d'un Pass acheté au Musée d'arts.

Dans le cadre de l'élaboration de la politique culturelle du mandat, poursuivant les objectifs de rayonnement et attractivité du territoire, de la nécessaire réaffirmation de la place de la culture dans un contexte sociétal post-crise sanitaire et de volonté politique de garantir par des mesures de pouvoir d'achat un accès à la culture sous toutes ses formes et pour tous les publics, il vous est proposé de réviser l'offre tarifaire d'abonnement aux équipements culturels métropolitains à compter du 1^{er} septembre 2022.

Cette offre se traduira par un « Pass Musées » unique annuel à 15 €, permettant un accès illimité aux musées pendant un an de date à date aux 5 établissements culturels. Cette nouvelle formule unique en France place la métropole nantaise comme au devant de l'accès à la culture à tous par des mesures tarifaires de justice sociale, marqueur fort et ambitieux du mandat.

La mise en œuvre de cette nouvelle formule sera accompagnée d'une communication plus importante à l'échelle de la métropole permettant une dynamique favorable des ventes qui compenserait son coût. Ce Pass invitera les habitants de la Métropole à (re)découvrir l'ensemble des Musées, à y venir et y revenir et à jouer un véritable rôle d'ambassadeur.

M. Roussel : « Ça concerne l'évolution de l'offre tarifaire avec la création du Pass musées. Depuis maintenant quatre années, nous avons institué deux Pass musées. Tout d'abord un Pass annuel un musée qui était à 10 euros, qui permettait un accès limité à un musée en un an, dans les cinq musées métropolitains, et puis qui pendant l'édition estivale du Voyage à Nantes permettait un accès à tous les musées.

Et puis il y avait un Pass annuel intermusée qui était à 20 euros, qui donnait un accès illimité à tous les établissements pendant un an. Donc je tiens à vous rappeler que par exemple l'entrée au Musée d'art ou au Musée du château est de 8 euros. Vous voyez qu'avec un pass à 10 euros pour un musée ou un Pass intermusée à 20 euros, eh bien avec quelques fréquentations ce pass était largement remboursé.

Nous avons fait un bilan de ce dispositif, bilan partagé – je tiens à le souligner – par les directeurs et directrices d'établissements culturels. Donc le bilan fait état des constats suivants. La part d'entrées sur présentation d'un pass est en augmentation, essentiellement sur 2018-2019 puisque 2020-2021 ç'a été un peu plus compliqué, mais on voyait une dynamique s'installer. La part des ventes Pass intermusée représente 26 % des pass vendus, mais évidemment pendant l'été ces ventes baissent puisque vous pouvez acheter un Pass un musée pour avoir le Pass intermusée, et puis le Pass intermusée est principalement acheté par des résidents de la métropole en juillet et août.

Et puis on a vu évidemment qu'il y avait une relation entre les différents établissements puisqu'ainsi le Chronographe a attiré de nombreux visiteurs porteurs d'un pass acheté au musée d'art.

Donc nous avons fait ce bilan avec les directeurs et directrices, je le disais, avec la volonté de donner plus de visibilité, plus de lisibilité à ce dispositif, et c'est pour ça qu'il vous est proposé à compter du 1^{er} septembre 2022 de ne garder qu'un Pass musées unique annuel et de le passer de 20 à 15 euros, ce qui fait que vous voyez qu'avec ne serait-ce que la visite du Musée d'art ou du Musée du château en une année, ce pass est là aussi remboursé.

Voilà, un seul Pass intermusée à 15 euros pour les cinq établissements culturels de la métropole nantaise. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pierre Quénéa. »

M. Quénéa : « Merci Madame la Présidente. Notre groupe approuvera bien évidemment cette délibération, mais nous souhaitons souligner à l'occasion le sens de cette décision et l'importance dont elle relève sur notre territoire métropolitain dans le contexte actuel.

Tel que précisé dans la délibération, le Pass musée s'inscrit dans un cadre politique ambitieux qui souhaite notamment garantir un accès à la culture sous toutes ses formes et à tous les publics.

Chacun se souvient de la période de crise sanitaire que nous avons traversée. Elle a été marquée par des choix aux allures de jugement : le maintien d'activités essentielles d'une part, l'interruption d'autres qui n'étaient pas considérées comme telles d'autre part. Globalement, les activités, les institutions, les acteurs du monde de la culture ont été relégués hors de nos vies. Or, la crise sociale, le ton pris par le débat politique et la montée de l'extrême droite témoignent de la fracturation de notre société. Ce contexte doit nous inciter à promouvoir et à accompagner toujours plus l'ouverture culturelle, à rendre la culture accessible partout et pour tous. Nous sommes persuadés que cela peut faire progresser la connaissance, la curiosité, le lien social.

Aujourd'hui, tout le monde le sait, l'inflation agit comme une contrainte et amène certains de nos concitoyens à renoncer à pousser les portes des musées et autres structures culturelles, à y accompagner leurs amis ou leurs enfants. Si nous ne voulons pas qu'ils fassent ce choix, nous devons faire les nôtres. Et c'est ce que nous proposons et c'est ce qui est proposé par Fabrice Roussel. Et c'est ce que nous faisons en l'occurrence en simplifiant et en réduisant le coût d'accès aux musées de notre métropole. En décidant d'un pass unique donnant accès à l'ensemble des équipements, nous incitons à l'ouverture, à ne pas se limiter à un lieu, mais à être curieux de tous.

En abaissant le tarif annuel de 25 % et en le portant à 15 euros, nous confirmons l'engagement culturel en faveur de nos concitoyens. Cette constance est porteuse de sens.

Cette délibération nous permet de rappeler à l'État que nous souhaitons le développement du volet culturel et artistique dans le cadre des futurs contrats de ville. Cela permettrait notamment de faciliter l'art et la culture aux habitants des quartiers prioritaires, autant que d'accompagner par la culture le développement des quartiers.

Enfin, cette délibération nous invite également possiblement à porter une réflexion visant à une prise en charge plus ambitieuse des politiques culturelles à l'échelle métropolitaine. De fait, la culture nous permet de révéler notre appartenance à une communauté qui embrasse la diversité sur un territoire commun. Et ce point nous semble majeur autant qu'essentiel, dans des moments post-électorales qui nous obligent à ouvrir de nouveaux imaginaires.

L'intérêt de proposer un pass culture s'inscrit dans cette démarche ambitieuse d'ouverture au plus grand nombre. Sa pertinence va déjà au-delà même de nos frontières métropolitaines, jusqu'à être soulignée par l'excellent Augustin Trapenard, sur France Télévisions. J'en profite pour adresser ma solidarité aux salariés de Radio France et de France Télévisions qui se mobilisent pour leur indépendance et la pérennité de leur financement.

Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – propose la simplification, à compter du 1^{er} septembre 2022, de l'offre Pass musées en un Pass musées unique annuel à 15 €, permettant un accès illimité aux musées pendant un an de date à date aux 5 établissements muséaux métropolitains ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

28 – Bilan et perspectives sur les compétences et équipements culturels métropolitains et sur les chantiers de coopération culturelle intercommunale

Exposé

Le Conseil communautaire, lors de sa séance du 15 décembre 2014, a adopté plusieurs délibérations en vue de renforcer l'ambition métropolitaine notamment dans le champ de la culture. Ainsi, ont été approuvés des transferts de compétences culturelles et un transfert d'équipements d'intérêt communautaire qui ont permis de développer une politique dynamique, tournée vers l'innovation artistique et culturelle, et pleinement actrice de la construction du vivre ensemble par son accessibilité à un large public. Celle-ci participe également au rayonnement culturel de la métropole nantaise ainsi qu'à sa reconnaissance sur la scène nationale et internationale.

La présente délibération a pour objet de dresser un bilan synthétique et de présenter les perspectives sur les équipements, compétences et événements au regard de ces grands enjeux.

1 – LES PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE

L'intervention culturelle métropolitaine, réalisée dans le partage avec le plus grand nombre, fait la part belle à l'action en proximité comme à l'international. Une attention toute particulière est portée à la prise en compte des capacités d'expérimentation et au respect de la diversité, que ce soit dans les manières de vivre la culture, dans les démarches de création ou dans les propositions culturelles.

L'année 2021 aura été marquée par la prolongation de la crise sanitaire impactant l'offre culturelle des équipements gérés en régie. Toutefois, durant la période, Nantes Métropole a maintenu et réaffirmé son ambition en matière culturelle avec une offre diversifiée et accessible au plus grand nombre.

2 – LES ÉQUIPEMENTS CULTURELS D'INTÉRÊT MÉTROPOLITAIN

2.1 – ZÉNITH

Inauguré en décembre 2006, le Zénith de Nantes Métropole est le quatrième Zénith de France par sa capacité d'accueil (jauge de 9 000 spectateurs). Il fait partie du réseau des 17 Zéniths français, label qui est soumis au respect d'un cahier des charges spécifique pour ce type de salles de spectacles établi par le Ministère de la culture.

Habituellement, avec une moyenne de 365 000 spectateurs par an, le Zénith de Nantes Métropole est l'un des premiers zéniths de province par sa fréquentation. Placé dans les premiers rangs des grands équipements privés de spectacles, il participe au rayonnement de la métropole et son attractivité est un gage pour l'accueil à Nantes de tournées importantes d'artistes nationaux et internationaux.

Par contrat de délégation de service public en date du 24 septembre 2019, Nantes Métropole a confié à la société Colling et Cie la gestion et l'exploitation de son Zénith pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2028.

En 2020 comme en 2021, la crise sanitaire liée au Covid 19 a fortement impacté le secteur culturel, tant au niveau local que national et international, et tout particulièrement les salles de spectacles de grande

capacité comme celle du Zénith de Nantes Métropole. En 2021, le Zénith a pu rouvrir une partie de l'année.

Éléments de bilan en 2021 :

- 24 séances et 4 conventions

Dimension métropolitaine

Cet équipement culturel contribue au rayonnement de la Métropole par l'accueil d'événements nationaux et internationaux de spectacles et par la place qu'il occupe sur la scène nationale des lieux de la diffusion musicale.

Par l'ampleur de sa fréquentation, il joue un rôle essentiel dans l'offre culturelle métropolitaine et contribue à l'attractivité du territoire.

Perspectives / enjeux

Dans ce contexte de crise sanitaire, l'activité du Zénith a été particulièrement affectée en 2020 et en 2021.

Aussi, et pour rappel dans ce contexte exceptionnel de crise sanitaire, Nantes Métropole a souhaité prendre des mesures pour soutenir son délégataire. Le conseil métropolitain du 11 décembre 2020 avait donc approuvé l'avenant n°1 au contrat de concession de service public du Zénith de Nantes Métropole visant à :

- instaurer provisoirement un nouveau mode de calcul de la redevance due par l'exploitant à Nantes Métropole, qui ne s'appliquera que lorsque l'activité sera excédentaire et qui prendra en compte partiellement le déficit cumulé de l'exploitant ;
- prolonger le contrat d'une année supplémentaire pour tenir compte de l'année 2020 et du début 2021 caractérisés par une quasi absence d'activités.

2.2 – MUSÉE D'ARTS

Éléments de bilan

L'année 2021 a été évidemment marquée par la fermeture du musée qui s'est prolongée jusqu'au 18 mai 2021 inclus.

Néanmoins, le musée n'a annulé aucun projet, respectant ainsi les artistes et partenaires, ainsi que le travail des équipes. L'exposition la plus impactée fut *United States of Abstraction. Les artistes américains en France, 1946-1964*. Prête dès le mois de février, mais ouverte le 19 mai, elle ne put se prolonger au-delà du 21 juillet, du fait de la seconde étape de l'exposition au Musée Fabre de Montpellier. Elle a accueilli 38 657 visiteurs à Nantes et 26 233 à Montpellier. Notons néanmoins, en terme d'expérimentations pédagogiques, qu'elle fut la première exposition à accueillir des maternelles, et que pour la première fois, l'espace du patio a été utilisé après le décrochage de l'exposition pour des visites-ateliers à destination de 5 centres de loisirs et un temps dédié au jeune public en individuel.

Ce projet a bénéficié de deux subventions exceptionnelles de la Terra Foundation for American Art et du réseau FRAME.

L'exposition *Hypnose* a pu rouvrir également le 19 mai, et être visible jusqu'au 19 août, et même jusqu'au 12 septembre concernant l'installation de Tony Oursier dans la Chapelle de l'Oratoire. L'exposition a été admirée par 76 186 visiteurs. Ce fut aussi l'occasion de plusieurs expérimentations inédites : une version virtuelle de l'exposition (captation 3D, enrichie de contenus divers) a été proposée sur le site Internet du musée, accompagnée par la suite d'une visite en direct, et d'une visite en langue des signes française (LSF), en partenariat avec Culture LSF.

Par ailleurs, pour cette exposition, il a été testé, afin de captiver le public adolescent, une nouvelle écrite par Bertrand Puard à partir de l'exposition et d'une sélection d'œuvres s'y trouvant : *Le Regard diabolique* édité à 1 000 exemplaires, tous distribués.

- **Maintenir le lien avec les publics en musée fermé**

Jusqu'au 19 mai 2021, des activités hors les murs et des contenus de médiation numérique ont favorisé le maintien du lien entre le musée et ses publics.

Deux projets inscrits dans le Plan Éducation Artistique et Culturelle de la ville de Nantes ont été maintenus avec l'intervention en classe des médiatrices (projets *Les formes du paysage* et *Mon école et le musée*). Le projet *Connivences* s'est également poursuivi en classe avec les CE2 des écoles Jacques Tati et Ledru Rollin.

Une installation temporaire de reproductions sur des panneaux d'œuvres présentées dans l'accrochage *L'Ame de la forêt* s'est tenue au Jardin des plantes du 24 avril au 15 juin. Cet accrochage des reproductions a été complété par un jeu de piste proposé par le Jardin autour d'une des œuvres de l'accrochage.

Au début de l'année 2021 ont été conçus six nouveaux tutoriels d'activités de pratique artistique inspirés d'œuvres de nos collections et accessibles sur le site Internet du musée.

Cinq vidéos de « mini-visites » sur les œuvres des collections ont été mises en ligne ainsi que cinq vidéos sur les femmes artistes dans les collections. Une série web « Bienvenue au Club R26 » composée de quatre vidéos a été coproduite par le Musée d'arts de Nantes et Alambic' – collectif artistique.

Trois rendez-vous de programmation événementielle ont fait l'objet de captations dans le musée alors fermé, pour une rediffusion sur les réseaux sociaux et le site Internet du musée : une lecture en partenariat avec la Maison de la Poésie (avec Valérie Mrejen) et deux concerts programmés dans le cadre du festival « Variations » avec le Lieu unique (Eis et Rouge).

- **Retour des groupes et reprise de la programmation pour les publics**

À partir du 19 mai, le protocole d'accueil des groupes a été adapté au contexte sanitaire, permettant la venue au musée de **456 groupes** pour un total de **8 452 visiteurs**.

L'accueil de groupes scolaires a été possible dès la réouverture du musée en mai, avec le maintien de certains projets spécifiques inscrits dans le répertoire des PEAC de la Ville de Nantes (projet *Vivre la danse* qui a pu avoir lieu tout de suite après la réouverture du musée en mai 2021). **7 231 élèves, dont 4 823 de la métropole nantaise**, ont ainsi pu découvrir le musée sur l'année 2021,

Sur l'ensemble de la période mai-décembre 2021, ont été programmés pour les publics individuels (collections permanentes et expositions temporaires confondues) :

- 121 temps de visites et ateliers pour les adultes,
- 15 événements (concerts, rendez-vous bien-être, lectures, etc.) pour les adultes,
- 22 temps (visites, ateliers) dédiés au jeune public de 2 à 12 ans,
- 25 rendez-vous proposés aux familles (visites, jeux, ateliers, vernissage, concerts, etc).

L'une des grandes nouveautés de l'année 2021 est la mise en place de rendez-vous réguliers liés au bien-être, faisant entrer par exemple la pratique de yoga ou de la méditation au musée.

- **Une fréquentation marquée par la pandémie**

En 2021, la fréquentation du musée est de 124 744, soit un recul de 6,6 % par rapport à 2020, sur un nombre de jours d'ouverture à peu près équivalent. Ce recul s'explique par le fait que le mois de janvier 2020 avait été le dernier mois d'exploitation de l'exposition Chaplin.

- **En communication : maintenir la visibilité du musée et la relation avec les publics**

Pendant la période de fermeture, le musée a poursuivi sa politique d'animation des réseaux sociaux et l'envoi de ses newsletters. Ainsi, les communautés intéressées par le musée ont pu bénéficier de nouvelles régulières sur son activité et ses coulisses, recevoir des tuto, des jeux etc.

La croissance du musée sur les réseaux sociaux, notamment Instagram, se poursuit, le site Internet et la newsletter sont toujours bien accueillis par les internautes.

- Facebook : de 24 801 à 26 056 fans, soit une augmentation de 5 % du nombre de fans,
- Twitter : de 11 774 à 12 626 followers, soit une augmentation de 7 % du nombre de followers,
- Instagram : de 15 071 à 17 296 abonnés, soit une augmentation de 15 % du nombre d'abonnés.

Le site Internet compte en moyenne 22 022 visiteurs par mois (+ 1 %).

La newsletter connaît également une augmentation de 3,5 %, passant de 26 046 abonnés à 26 967 en décembre.

La campagne de promotion touristique s'est recentrée sur des objectifs de tourisme de proximité, ciblant davantage les excursionnistes parisiens, les ligériens et les touristes de la façade atlantique.

Perspectives / enjeux

Les objectifs pour 2022 sont nombreux et ambitieux : avec l'accompagnement de la Direction Organisation et Management, 13 groupes transversaux travaillent sur des actions décidées collectivement dans le cadre du projet du musée. Par ailleurs, en partenariat avec la Direction du dialogue citoyen, une démarche dialoguée avec des métropolitains de 15 à 25 ans va débiter au printemps 2022, afin de leur permettre d'évoquer leurs aspirations pour leur Musée d'arts du 21^e siècle.

Enfin, d'ambitieux partenariats avec deux musées sont à souligner : le Musée des Beaux-Arts de Valenciennes (2022-2025, pour l'art du 17^e au 19^e siècles), et le Musée national d'art moderne – Centre Georges Pompidou (2025-2028, pour l'art du 20^e au 21^e siècles), à l'occasion de leur fermeture pour travaux, ont permis de lancer un programme de réaccrochage des collections permanentes, qui se déploiera de 2022 à 2025. Cette politique permettra de prendre en compte l'évolution de la pensée et de la recherche, de renouveler le regard, et de renforcer les axes d'identité du musée par le dialogue avec deux collections extérieures prestigieuses.

2.3 – MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE

Éléments de bilan

Comme en 2020, le muséum d'histoire naturelle a été fortement affecté par la crise sanitaire qui s'est manifestée par la fermeture de l'établissement du 1^{er} janvier jusqu'au 19 mai. Le muséum a été ouvert au public en jauge réduite 202 jours au lieu de 310 jours habituellement.

- ***Une fréquentation toujours remarquable***

En 2021, le muséum a accueilli 79 485 visiteurs, les visiteurs métropolitains constituant plus de 59 % du total de visiteurs, un chiffre comparable à celui de 2020 (58 %).

Cette fréquentation, qui s'est effectuée dans des conditions sanitaires renforcées, s'avère importante même si elle est légèrement inférieure aux années précédentes comme le montre le tableau de la fréquentation journalière moyenne.

2016	2017	2018	2019	2020	2021
448	382	466	409	435	394

En l'absence de contraintes sanitaires (fermeture et jauge réduite), la fréquentation en 2021 aurait pu se situer entre 125 000 et 130 000 visiteurs.

L'actualité du musée en 2021 a été marquée par un riche programme d'expositions :

L'exposition « **Néandertal** » a bénéficié d'une adaptation en version réduite constituée de 14 panneaux présentés sur les grilles du parc de la Gilière, à la Chapelle sur Erdre, s'inscrivant ainsi dans la programmation des expositions hors les murs. « **Intelligences, différentes par nature** » ouverte le 3 juillet, cette exposition est une création du muséum de Nantes, de l'Espace des Sciences de Rennes, des musées québécois de Saguenay et de Sherbrooke et de Science by Art. **Elle a été reconnue d'intérêt national** par le Ministère de la Culture. Présentée jusqu'au 2 mai 2022, elle rencontre un franc succès. Cette exposition montre la volonté affirmée du muséum de renforcer les liens déjà existants avec l'Espace des sciences de Rennes et avec les musées québécois.

« **Le Règne du silence** » et « **Noir comme Vénus** » : deux expositions à caractère artistique complètent la programmation des expositions temporaires. Par ailleurs, trois expositions ont été accueillies dans le jardin du muséum : **Docteur Paper** « **Nantes Ville Imaginaire** », œuvre participative de confinement., « **Art Salish** » et « **IN-DE-GE-NI-ZE** » expositions réalisées dans le cadre du **40ème Anniversaire du jumelage Nantes-Seattle**.

- **De nombreux événements et partenariats pour le rayonnement du Muséum**

Malgré la fermeture du muséum, de nombreux événements ont pu se dérouler : « La Nuit des musées – 535 visiteurs », « Les Journées Européennes du Patrimoine – 1733 visiteurs », « La Nantes Digital Week – 716 visiteurs », « La Fête de la science – 2775 visiteurs », « Nature Nomade, 5ème festival nantais des grands voyageurs – 4331 visiteurs, « Lucia spectacle son et lumière sur la façade du muséum – 12 000 spectateurs ». Des animations pour tous complètent l'offre au public marquée également par un effort constant en direction des publics empêchés et en situation de handicaps.

Enfin, il est souligné l'entrée en collection par don d'une pièce remarquable : la météorite de Saint-Aubin, une pièce exceptionnelle de 177 kg qui complète ainsi la riche collection des météorites du muséum.

- **La restructuration du Muséum**

Conformément au Projet Scientifique et Culturel 2017-2020, adopté en Conseil métropolitain en février 2017, une première étude de programmation a été menée au 1^{er} semestre de l'année. Elle a permis de préciser les contours du projet de restructuration sur les plans scientifique, architectural, financier et calendaire.

Perspectives / enjeux

La restructuration du muséum tant du point de vue du bâtiment que de l'organisation, constitue l'enjeu principal pour les années à venir. Les objectifs de cette rénovation sont pluriels : accueillir le public dans de meilleures conditions, permettre une politique d'exposition ambitieuse, actualiser le discours scientifique des espaces permanents et développer les actions éducatives au profit du public métropolitain.

Ainsi, l'objectif est que le muséum porte auprès de son public, les valeurs de la transition sociétale par un discours scientifique actuel sur les grands enjeux du moment : crise de la biodiversité et changement climatique.

Par ailleurs, le Pôle métropolitain de la Culture scientifique, technique et industrielle est désormais opérationnel. En 2022, la plateforme Echosciences Nantes Métropole sera développée, une 5ème conférence nantaise de la CSTI programmée en juin définira le fonctionnement de ce pôle et les axes à développer dans les années prochaines.

L'exposition « Intelligences. Différentes par nature » dont la clôture est programmée en mai, se poursuivra à partir de juin au Musée du Fjord à Saguenay puis à Rennes en 2023. Une version itinérante est par ailleurs en développement pour des présentations dans les musées et centres de sciences francophones. À Nantes, au muséum, l'exposition « Océans. Une plongée insolite » ouvrira ses portes le 2 juillet 2022 pour 18 mois de présentation au public. De plus, le muséum accueillera en complément deux

expositions : « Ils remontent le temps » (partenariats multiples avec notamment Nantes Université et le Théâtre du Grain de Brest » et un volet de « l'île inventée », proposée par le Crabe Fantôme de Nantes et Rhizome de Québec, l'autre volet étant présenté simultanément à la médiathèque Jacques Demy.

2.4 – PLANÉTIARIUM

Éléments de bilan

Le Planétarium a fêté ses 40 ans durant cette année 2021. Cette année a donc été particulière à plusieurs titres : une **année mixte entre fermeture pour travaux et forte reprise avec une fréquentation relancée** à la hausse par rapport à la période pré-covid.

Les travaux commencés en 2020 se sont achevés au premier semestre 2021 avec une réouverture au public pour la période estivale le 3 juillet. Ils ont permis d'**étendre la jauge** à 59 places (pour pouvoir accueillir 2 classes en simultané) et augmenter la capacité d'accueil de 10 000 visiteurs supplémentaires à l'année. Un déplacement de la régie des médiateurs, ainsi qu'un sas d'accès pour la salle ont complété le **relooking complet de la salle** (murs, sol et remplacement des fauteuils d'origine). Les travaux ont été plus conséquents que prévu car il a été nécessaire de remplacer tout l'ancien système de **ventilation** (vétuste, non dimensionné à la fréquentation actuelle, plus aux normes et amianté) pour pouvoir réouvrir au public en toute sécurité. L'exiguïté des locaux et la particularité de la salle dôme ont rendu ces travaux complexes. Tous ces aménagements permettent désormais d'**accueillir le public de manière optimale en salle** (confort, acousticité, circulation et gestion des imprévus dans les entrées/sortie).

Durant les mois de fermeture, les **activités Hors murs** du planétarium, développées lors du confinement, ont été consolidées et amplifiées. Le planétarium a ainsi touché 5 003 visiteurs lors des mois de janvier à juin, soit dans les écoles (un peu plus de 2 000 scolaires) soit lors d'événements en ligne (presque 3 000 connectés).

A la réouverture, le **public est revenu encore plus nombreux** avec 35 996 visiteurs de juillet à décembre (soit + 27,1 % par rapport à la même période en 2019 avant la crise). Au global sur 2021, le planétarium a eu une fréquentation de 40 999 visiteurs (rappel en 2019, fréquentation avant la crise sur une année complète 56 837 visiteurs).

En complément des activités classiques du planétarium, 2021 a été l'occasion d'expérimenter de **nouveaux formats pour toucher le public**. Tout d'abord une **exposition** sur les grilles extérieures a retracé l'histoire du planétarium nantais, de sa conception à nos jours. Un travail partenarial avec deux autres planétariums français (Paris et Lyon) a permis de lancer des **résidences croisées d'artistes** via un appel à projet national et produire une œuvre art et science présentée sous le dôme à l'occasion de la Nantes Digital Week et du festival Scopitone (14 représentations, 724 spectateurs). Ce partenariat est reconduit en 2022 avec de nouveaux artistes.

Le **nouveau site Internet** du planétarium a été mis en ligne en janvier 2022, en remplacement de la page unique officielle sur le site de Nantes Métropole et du site provisoire construit en urgence lors du confinement pour assurer nos activités en direction des publics. Ce nouveau site semble plaire et rencontre une bonne fréquence de connexions pour son démarrage. Il propose entre autre plus d'une centaine de ressources pédagogiques à destination des enseignants et animateurs afin de préparer leur visite ou de continuer le travail engagé.

Dimension métropolitaine

Suite au travail de fond engagé durant le confinement, plusieurs projets sont devenus réalité. **Pour les scolaires, une nouvelle offre complète** basée sur les cycles et programmes scolaires, a permis de développer une offre auprès de nouveaux enseignants et donc leurs élèves. Cette proposition additionnée à l'alignement des **tarifs** en septembre 2021 sur ceux du musée d'arts, plus **attractifs** (les hors métropolitains passent de 90 € à 40 € par classe, les collèges et lycées métropolitains passent de 90 € à 30 €, et les écoles de la métropole viennent gratuitement), va permettre de donner au planétarium sa vraie place pédagogique et culturelle auprès des jeunes de la métropole et au-delà. Pour rappel, en 2019, 39 % seulement des scolaires accueillis viennent de la métropole. Un bilan de cette évolution sera réalisée en 2022 après l'année scolaire complète 2021/2022, et cet effort devra être maintenu pour continuer à initier les jeunes à l'importance des sciences dans leur vie et le monde qui les entoure. Le

Planétarium de Nantes est le seul établissement de cette nature en région des Pays de la Loire et la provenance des visiteurs illustre bien son large rayonnement.

Des **partenariats locaux** continuent d'agrémenter une **programmation événementielle**. Un travail a été engagé avec l'artiste Delphine Coutant et l'association la Bouche d'Air pour proposer une soirée Astro-concert au public début 2022 (un concert satellite parmi les 3 réalisés avec le Muséum et le Passage Ste Croix). Fort du succès de cette soirée, le travail sera prolongé sur 2023 avec Musique et Danse pour proposer cette offre à 10 collèges du département, et probablement une nouvelle édition du concert qui avait déjà été doublé pour répondre à la demande.

Les actions récurrentes mises en place depuis quatre ou cinq ans remportent toujours autant de succès. Les « *Sciences noctambules* » (soirée d'observation du ciel et de la faune, en collaboration avec le Muséum) commencent à devenir nomades sur Nantes et la métropole (éditions 2020 et 2021 annulées) et se dérouleront à Rezé dans le Jardin du Chronographe en mai 2022.

Dans un cadre similaire de **partenariat et de développement de la Culture Scientifique Technique et Industrielle sur le territoire**, le planétarium, via son label national "École régionale d'astronomie" et son statut de relais régional dans le programme national de Sciences Participative "Vigie-Ciel", a construit une offre de **formations et stages d'astronomie** sur différents thèmes et à destination de différents âges (Stage Petite Ourse, 1^{ère} étoile, Météorites, reconnaître les fakenews en astronomie...). La programmation de ces stages se déroulera **sur 2022**, en nombre restreint sur cette année et à destination du grand public, avant de propos

Perspectives / enjeux

Depuis plusieurs années, la fréquentation croissante a été possible grâce à de multiples ajustements (2012 réforme de la programmation et mise en place des réservations, 2017 ouverture 7J/7, 2018 billetterie en ligne, 2021 ajout de 8 sièges en salle). La fréquentation est passé de 23 000 visiteurs en 2012 à presque 60 000 à nos jours. Malgré cela les refus sont toujours aussi nombreux (environ 10 000 annuels comptabilisables), la jauge de la salle reste en effet inadaptée au bassin de population. L'enjeu des années à venir sera de maintenir une qualité et une quantité de service en adéquation avec les moyens en place (locaux, équipe), tout en continuant d'innover dans l'offre proposée.

2.5 – MUSÉE JULES VERNE

Éléments de bilan

Comme en 2020 l'activité a été impactée par la crise sanitaire, le Musée ayant été fermé jusqu'au 19 mai. À compter de la réouverture, le 20 mai, **la fréquentation a progressivement retrouvé un niveau analogue à celui des années 2015-2019 avec même une hausse de +3,25 % en juillet et août**. L'**ouverture de la terrasse et du jardin**, constituant une extension et un enrichissement du parcours de visite à travers le panorama sur la Loire et la lecture de paysage qui en est proposée ainsi que le parcours végétal vernien réalisé en collaboration avec la direction Nature et Jardins, y a heureusement contribué en offrant de nouveaux espaces et dispositifs de médiation, inaugurés par une mise en lumière lors de la Nuit des musées le 3 juillet. Dans ce contexte a également été revue et adaptée l'offre de visites commentées. La **nouvelle formule « Le tour de Jules Verne en 15 minutes »**, déclinée autour de la vie et de l'œuvre de l'écrivain dans les différents espaces de visite, a rencontré immédiatement son public. Au vu du succès rencontré, elle a été étendue dans un premier temps aux dimanches avant d'être élargie aux vacances scolaires. Parallèlement a été mené un travail d'actualisation du site Internet du Musée, pour une meilleure mise en valeur des différentes ressources et valorisation de l'offre de visite et des propositions d'action culturelle.

Plusieurs événements ont en outre jalonné l'année. En écho à une série parue en 2020 dans le quotidien *Ouest-France*, a été présentée pendant le Voyage à Nantes **l'exposition Jules Verne l'extraordinaire voyage à Nantes de l'illustrateur Benoît Vieillard** : les visiteurs étaient invités à suivre Jules Verne, précipité dans les couloirs du temps. Quel regard porterait-il, 193 ans après sa naissance, sur la ville qui a forgé ses rêves ? Par ailleurs, à l'occasion du festival Utopiales, a été présentée pour la première fois au public la **collection de jouets, jeux, livres, revues d'origines diverses (Allemagne, France, Japon,**

Russie...) sur le thème de la conquête spatiale et de la science-fiction, récemment donnée au Musée Jules Verne par M. André Martin désireux de la partager avec le plus grand nombre en écho à l'œuvre du romancier.

Perspectives / enjeux

Par ailleurs, la programmation du **projet Musée Jules Verne – Cité des imaginaires** va entrer dans une phase opérationnelle après délibération du Conseil métropolitain sur la transformation et réaffectation du bâtiment CAP44, et le recrutement du directeur-chef de projet du nouvel équipement, permettant la finalisation du Programme Scientifique et Culturel et du programme muséographique, ainsi que la réflexion sur son statut et fonctionnement, en concertation avec les différents partenaires. L'année 2022 sera marquée par une exposition dédiée au « Tour du monde en quatre-vingt jours » à l'occasion du 150ème anniversaire de l'œuvre.

2.6 – CHATEAU DES DUCS DE BRETAGNE – MUSÉE D'HISTOIRE DE NANTES – MÉMORIAL DE L'ABOLITION DE L'ESCLAVAGE – CRYPTES DE LA CATHÉDRALE

Nantes Métropole a confié la gestion de ces trois sites à la Société publique locale Voyage à Nantes via une délégation de service public conclue au 1er janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2021. L'année 2021 a donc été consacrée à la définition d'un nouveau plan stratégique de l'institution, en affirmant également un volet sur la responsabilité sociétale de l'organisation.

Depuis 2014, ce sont en moyenne 1,7 million de visiteurs qui fréquentent chaque année les trois sites patrimoniaux. La forte attractivité touristique reste celle de la période estivale y compris pour les touristes étrangers (13 % d'étrangers en moyenne) même si les tendances actuelles montrent que les touristes sont également de plus en plus présents à Nantes lors des petites vacances scolaires et notamment à la Toussaint.

Ces trois sites patrimoniaux contribuent à apporter à tous les habitants de la métropole, et en particulier aux publics scolaires (chaque année, hors Covid, plus de 40 000 scolaires sont accueillis sur ces différents sites), une offre culturelle riche et diversifiée ouverte à tous. Il est à noter qu'au Musée d'histoire un tiers des élèves sont issus de classes de la métropole.

Au **Château des Ducs de Bretagne – Musée d'Histoire de Nantes**, l'année 2021 a été marquée par la fermeture de l'équipement jusqu'au 19 mai. Pour autant, 840 272 visiteurs ont franchi les portes du Château, dont 223 582 visiteurs au Musée d'histoire en incluant les expositions permanentes, temporaires et la programmation artistique. Parmi eux, on compte 14 300 visites en groupes, dont 11 000 scolaires.

Malgré le contexte 2021, le Château a pu proposer plusieurs temps forts et expositions ; l'événement « Expression(s) décoloniales #2 et son exposition de Romuald Hazoumè (19/05-14/11) a attiré 738 318 visiteurs dans la cour et 72 888 au sein du Musée. La fréquentation des expositions « Toshihiro Hamano » et « Abîme » sur le 2nd semestre, atteint quant à elle 32 463 visites.

Les journées du patrimoine et du matrimoine ont permis de développer de nouvelles propositions comme le « jardin d'Anne de Bretagne » préfigurant un dispositif de parcours/création qui pourra être exploité pour la programmation culturelle à venir.

La scénographie mise en place autour du choix du parfum de Nantes a attiré 35 900 personnes du 12 juin au 12 septembre. Nantais et visiteurs ont élu le parfum de Bertrand Duchaufour.

Enfin, pour la dernière année d'exploitation, le toboggan adossé au Château depuis 2017, a accueilli 32 100 glissades du 3 juillet au 12 septembre 2021.

Le **Mémorial de l'abolition de l'esclavage** continue à s'imposer comme un lieu attractif et fort. Il a accueilli 123 000 personnes en 2021, soit 8 % de plus qu'en 2020. Avec un site Internet à développer, l'accueil récurrent d'événements ou de délégations internationales et surtout, le développement des offres

scolaires (parcours sur la traite, du Château au Mémorial), le Mémorial de l'abolition de l'esclavage est un site unique dans le monde et qui participe au rayonnement de l'ensemble de la métropole. Son positionnement a été renforcé en 2021 avec l'exposition « L'abîme » autour de la traite atlantique et de l'esclavage colonial. Son inscription dans le nouveau projet scientifique du musée d'histoire vise désormais à amplifier son importance.

Les **Cryptes de la Cathédrale** sont fermées au public depuis l'incendie de la cathédrale le 18 juillet 2020.

En 2022, le musée continue la valorisation de l'exposition « l'Abîme » par la mise en œuvre d'une nouvelle programmation culturelle inscrite au sein de l'anniversaire des 10 ans du Mémorial. Cette programmation, coconstruite avec la Ville de Nantes, la société civile et les associations, vient appuyer le travail de positionnement de l'institution au titre de l'engagement citoyen.

Le second semestre de l'année sera consacré à une importante saison culturelle autour du sous-continent indien. En juillet, lors de l'ouverture du Voyage à Nantes, sera proposée une exposition photographique de Charles Fréger intitulée AAM AASTHA, puis en octobre, sera présentée au public une importante exposition coproduite avec le musée national d'art oriental « Guiseppe Tucci » de Rome : « Inde, reflets de mondes sacrés ».

Des évolutions significatives prendront également forme au sein du musée permanent par l'intégration de propos et de collections issues de l'exposition « l'Abîme » ainsi que la mise en place d'un nouveau dispositif numérique consacré à l'Edit de Nantes.

2.7 – LE CHRONOGRAPHE

Éléments de bilan

Comme en 2020, le Chronographe a été en 2021 fortement impacté par la crise sanitaire, avec une ouverture réduite à la période mai-décembre. La fréquentation de l'année 2019 de 23 600 visiteurs a été ainsi divisée par 2 avec 10 307 visiteurs en 2021 (10 451 en 2020) ; il est cependant à noter que les fréquentations observées sur les mois d'ouverture restent comparables au niveau des années précédentes (1350 personnes / mois sur 7, 5 mois).

Le public individuel était en 2021 avant tout métropolitain, qui représente 67 % du public visiteurs. Sur la fréquentation globale, on peut noter la prédominance des publics nantais (26 %) et rezéens (18 %).

La programmation culturelle s'est révélée pour autant très dense pour cette année de transition, avec l'aboutissement de projets retardés et des propositions adaptées aux conditions sanitaires évolutives.

– l'exposition « **Le verre dans tous ses éclats** » (19 mai – 7 novembre 2021)

Cette exposition issue d'un partenariat avec l'Association Française d'Archéologie du Verre, l'Inrap et l'Université de Nantes, a finalement ouvert ses portes en mai 2021. Avec la présentation de plus de 150 objets en verre romain, l'exposition a été l'occasion de conforter et tisser de nouveaux liens avec les institutions muséales du Grand Ouest, mobilisant 14 prêteurs, ce qui en fait l'exposition la plus dense en terme d'échanges scientifique et de prêts menée par le Chronographe depuis son ouverture.

– l'exposition « **Sous Rezé, Ratiatum** », installée de juin à septembre 2021 dans l'espace public, s'inscrivait dans la dynamique des propositions hors-les-murs. Implanté autour de l'Hôtel de Ville et du Chronographe, un ensemble de panneaux retraçait en photo l'histoire des découvertes archéologiques de 1980 à nos jours, sur les lieux des fouilles et en valorisant les objets découverts aujourd'hui présentés au Chronographe, réaffirmant l'ancrage local de l'équipement.

– l'exposition « **Diatomées** » (9 octobre – 7 novembre) accueillie dans le cadre de la Fête de la Science présentait le travail à la croisée de l'art et des sciences de Lucile Viaud, qui met au point de nouvelles techniques de fabrication du verre, réutilisant les déchets issus de la mer.

– le projet « **Lucky Archéologie** » (novembre 2021 – mai 2022) reposait sur le dialogue entre créations de céramique contemporaine de l'artiste nantaise Gaëlle Le Guillou et collections archéologiques. L'exposition temporaire s'est accompagnée d'ateliers en arts plastiques, renouvelant les propositions en particulier pour un très jeune public et pendant les vacances de Noël, période de forte fréquentation pour le musée.

– l'exposition « **Loire-Atlantique, Terre de Trésors** » qui a ouvert ses portes le 5 février 2022, est le fruit d'une collaboration avec Grand Patrimoine de Loire-Atlantique qui présentait initialement ce panorama des trésors découverts dans le Département au château de Châteaubriant en 2019. L'exposition rencontre son public avec des fréquentations encourageantes et un planning de réservations scolaires déjà complet, ce qui va conduire à sa prolongation à l'automne.

Dimension métropolitaine de l'action pédagogique

Les fermetures liées à la crise sanitaire ont impacté la fréquentation du public scolaire, correspondant à 3 410 participants à une visite pour 2021. Les 137 classes accueillies en 2021 sont très majoritairement des écoles primaires de la Métropole (80).

Le Chronographe a proposé 5 parcours d'éducation artistique et culturelle aux écoles nantaises et rezéennes pour l'année scolaire 2021-2022, qui ont touché **19 classes** pour des projets aux thématiques diverses. La création d'une offre hors-les-murs, initiée en 2020, a permis de maintenir un lien avec les classes engagées dans des projets d'éducation artistique et culturelle, avec 500 élèves participants, sur 5 communes de l'agglomération.

Perspectives / enjeux

L'activité des années 2022 et 2023 verra l'aboutissement de projets de fond que sont les travaux d'aménagements, le renouvellement du projet scientifique et culturel et le repositionnement de l'équipement dans le projet urbain. Enfin, le projet d'exposition 2023 a pour objectif de valoriser l'actualité de la recherche dans l'ensemble de la métropole, relayant en particulier le travail mené par la mission de recherche archéologique (fouilles d'Auvours, de Mellinet, du square Fleuriot de l'Angle et de la ZAC de Doulon).

3 – LES COMPÉTENCES MÉTROPOLITAINES

3.1 – L'ARCHÉOLOGIE

Sur l'année 2021, les équipes de recherche archéologique de la métropole ont pu prendre en charge 16 diagnostics d'archéologie préventive et mener 2 opérations de fouille. Ces opérations ont permis d'intervenir sur 6 communes du territoire métropolitain.

Au titre des opérations marquantes réalisées en 2021, on note les fouilles de l'École Felloneau et de la Louëtrie à Nantes qui ont permis de mettre en évidence deux établissements ruraux de l'âge du Fer, données inédites sur l'occupation gauloise de l'agglomération nantaise.

Au titre des diagnostics d'archéologie préventive, le service reçoit annuellement une subvention de la DRAC. S'agissant des opérations de fouille, le coût de l'opération conventionné avec l'aménageur est facturé à l'issue de l'opération. L'année 2021 a été marquée par la finalisation de rapports de fouille permettant une facturation aux aménageurs en 2022.

L'année 2022 est marquée par l'engagement de Nantes Métropole sur le site de Doulon / Bois des Anses. Cette fouille offre l'opportunité d'étudier une occupation domestique de la fin de l'âge du Fer (150 à 50 av. J.-C). L'habitat gaulois est cerné par un vaste enclos fossoyé qui délimite l'aire de la ferme. Les recherches auront pour but de comprendre l'organisation de cette ferme, son évolution, et les activités qui s'y déroulaient. La fouille du Bois des Anses s'inscrit dans la problématique des modes d'occupation du sol et les résultats pourront être comparés à ceux de la ferme gauloise de la Louëtrie, localisée à 500 mètres à l'ouest, zone fouillée en 2020.

De plus ces résultats viendront alimenter les réflexions du Projet Collectif de Recherche portant sur les dynamiques de peuplement à la confluence Loire-Erdre-Sèvre, coordonné par le Pôle archéologique de la Métropole – Direction du Patrimoine et de l'Archéologie, auquel plusieurs institutions participent telles que l'Université de Nantes, l'Inrap et la DRAC.

3.2. LA GESTION DOCUMENTAIRE ET LES ARCHIVES

Outre les activités récurrentes de l'établissement, l'année 2021 a vu le lancement de trois projets des Archives au titre de l'éducation artistique et culturelle : les thèmes de l'opéra, de la BD avec la Maison Fumetti et le Matrimoine, pour un total de 541 élèves sensibilisés ; à cela s'ajoute 3 expositions présentées dans l'espace public (300 ans du service incendie de Nantes, histoire de l'Hôtel de Ville et 80ème anniversaire de l'exécution des 50 otages).

S'agissant du volet **animation de la fonction gestion documentaire et archives** du schéma de mutualisation, l'année 2021 a été marquée par l'intervention du service auprès des 24 communes adhérentes à travers en particulier, pour le niveau 1, les groupes de travail thématiques. Pour le niveau 2, le suivi des procédures d'archivage et la formation des agents pour 7 communes sur 24. De plus, en 2021, le projet de système d'archivage électronique mutualisé, prévu pour être déployé et ouvert aux communes en 2023, a fait l'objet d'un accompagnement pour la définition et la fiabilisation des besoins.

L'année 2022 sera marquée par la poursuite des différentes actions métropolitaines qui concerne la gestion des archives et en particulier la poursuite du déploiement du système d'archivage électronique. À ce stade, l'intérêt de 8 nouvelles communes de la métropole à rejoindre en 2022 ou 2023 le niveau 2 de mutualisation est étudié. L'occasion pour le service de proposer de nouvelles offres de service afin d'optimiser et partager la nécessaire gestion des archives des communes.

3.3 – L'OPÉRA ET L'ART LYRIQUE – ANGERS NANTES OPÉRA (ANO)

Le Syndicat mixte Angers Nantes Opéra est un acteur structurant de l'agglomération et de la Région, vecteur de rayonnement culturel et d'attractivité de la métropole nantaise et acteur d'une politique dynamique en matière d'art lyrique, basée sur l'exigence artistique et résolument tournée vers tous les publics.

Éléments 2021 :

En 2021, la crise sanitaire liée au covid 19 a continué à impacter le secteur culturel. Le théâtre Graslin a été fermé au public suite aux différentes mesures prises par le gouvernement et un grand nombre d'activités ont dû être annulées et/ou reportées plus tard dans la saison ou sur les saisons à venir. Angers Nantes Opéra a accompagné l'ensemble de ses salariés, équipe artistique et équipe technique dans cette période. Il s'est donc mobilisé en mettant en place des actions de solidarité et de soutien à l'emploi artistique et technique. Il a continué de proposer des contenus et actions et d'accueillir des projets professionnels et des répétitions. Cette année a été marquée par les représentations de l'opéra participatif « Les sauvages », qui a mobilisé 44 élèves de l'école des Dervallières-Chézine et du collège Rosa Parks. La Compagnie Frasques a porté ce projet inédit qui est l'aboutissement d'un long travail d'action culturelle dans les quartiers du Breil et des Dervallières, auquel s'est joint depuis trois ans celui d'Angers Nantes Opéra pour préparer ce projet par une série de rencontres, au théâtre et dans les quartiers, entre les enfants et ses artistes, artisans et techniciens, tous parties prenantes de cette création. Tous les moyens nécessaires ont été donnés à cette production afin qu'elle s'inscrive dans la programmation d'Angers Nantes Opéra au même titre qu'un opéra de répertoire.

Dimension métropolitaine

Angers Nantes Opéra contribue au rayonnement de l'art lyrique sur un large territoire à travers ses représentations ou ses projets d'actions culturelles en particulier d'éducation artistique. Il touche un public venant de l'ensemble des communes de la métropole (1/3 environ) et plus largement régional.

Perspectives / enjeux

L'association « Opéra en Grand Ouest » créée conjointement par Nantes Métropole et les Villes d'Angers et de Rennes pour mettre en partage la programmation lyrique entre les deux maisons d'opéra continue sa collaboration via la mise en œuvre de productions lyriques communes.

L'ANO maintiendra par ailleurs son ouverture à d'autres disciplines, notamment à la danse à travers sa participation au festival "*Trajectoires*" mais également au cinéma.

Cette ouverture se poursuivra également en direction de tous les publics par la consolidation d'actions engagées la saison dernière et visant à accueillir tous les publics, plus particulièrement les familles et les scolaires à l'occasion notamment de concerts participatifs « *Ça va mieux en le chantant* ».

Programmation :

- 29 représentations : 18 à Nantes, 7 à Angers, 4 en Pays de la Loire
- 14 concerts et ciné-concerts : 6 à Nantes, 4 à Angers, 4 en Pays de la Loire

Fréquentation :

- spectateurs : 8 372 Nantes, 2 794 à Angers, 232 en Pays de la Loire
- 19,23 € prix moyen d'un billet à Nantes et Angers

Actions culturelles :

- 4 309 jeunes ont participé à l'action culturelle

4 – LES événements CULTURELS PARTICIPANT AU RAYONNEMENT DE LA MÉTROPOLE

4.1 – LA FOLLE JOURNÉE

La Folle Journée est un événement organisé à Nantes et, depuis son édition 2016, sur le territoire de la Métropole. Elle était jusque dans le cours de l'année 2021 produite par la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEM) dédiée La Folle Journée, en collaboration étroite avec le CREA, Centre de Réalisations et d'Études Artistiques qui en assure la direction artistique et avec la Cité des Congrès qui assure la logistique de la manifestation. En 2021, le contexte sanitaire en France et à l'étranger a amené à réfléchir à différents scénarii et différents formats. Après plusieurs reports (en février et en avril), la 27ème édition de la Folle Journée s'est tenue les 28, 29 et 30 mai 2021.

Éléments de bilan

La 27ème édition de la Folle journée au départ autour de la musique russe a dû s'adapter aux contraintes imposées, notamment les limitations du nombre de musiciens sur scène et de changer de thématique. Le choix a été de mettre en valeur Bach et Mozart. Cette édition, pour la première fois printanière, de la Folle journée, a permis aussi de proposer de nouveaux formats. Trois concerts surprise ont par exemple été proposés au Square du Lait de Maie, concerts intimistes, donnés par le Quintette d'Harmonie de la Musique de l'Air. Au regard des contraintes fortes d'accueil du public, l'accueil de personnes en situation de handicap a pu être maintenu. La politique tarifaire a également été adaptée et maintenue.

Quelques chiffres concernant l'édition 2021, 27 ème édition :

- 3 jours de concerts
- 3 lieux : la Cité des Congrès, Espace CIC Ouest, Square du Lait de Mai
- une jauge à 35 % des places disponibles dans chaque salle.
- 24 concerts tout public et 2 concerts partenaires.
- 85 % du public en provenance de la Région.
- 9 159 billets délivrés sur 9432 billets disponibles soit 97 % de billets vendus.
- 371 billets solidaires à 4 € vendus.
- prix moyen de la place : 13,58 €.
- panier moyen : 4,03 places pour 48,06 €.

- 220 artistes dont 50 artistes de la Région et 45 artistes étrangers.
- Tarifs des billets de 5 € à 25 €.
- 14 concerts retransmis sur France Musique (7 en direct et 7 diffusés).
- 3 concerts surprises au Square du Lait de Mai.

Dimension métropolitaine

Depuis 2016, la Folle Journée se déploie sur l'ensemble du territoire métropolitain. Lors de cette édition, ce sont onze communes qui ont pu accueillir simultanément un concert d'ouverture.

Par l'importance de sa notoriété, tant en France qu'à l'étranger, comme par son impact médiatique, la Folle Journée s'impose comme un temps fort de la vie musicale pour le territoire mais plus largement comme l'une des plus grandes manifestations de musique classique, contribuant aussi au rayonnement de la métropole nantaise. En 2021, cette dimension du festival n'a pas pu être mise en œuvre à cause des contraintes liées à la crise sanitaire qui pesaient sur l'organisation de l'événement.

Le festival a ainsi pu poursuivre ses objectifs d'ouverture artistique, d'actions de médiation avec l'ensemble des acteurs du territoire et de développement du rayonnement de l'événement en France et à l'International.

Perspectives / enjeux

L'année 2021 a aussi été marquée par une situation de gestion perturbée à l'endroit de la SAEM La Folle Journée. Faisant face à un contexte financier à résoudre, le conseil d'administration de la SAEM a décidé de la mise en sommeil de la société tandis que Nantes Métropole a confié l'organisation des éditions 2022, 2023 et 2024 à la Cité des Congrès par avenant à la délégation de service public lors du Conseil Métropolitain du 10 décembre 2021.

4.2 – BIENNALES INTERNATIONALES DU SPECTACLE VIVANT (BIS)

Seul événement dédié au spectacle vivant d'envergure nationale, voire internationale, les Biennales Internationales du Spectacle (BIS) constituent un rendez-vous majeur et fédérateur pour les professionnels du secteur.

Des débats aux ateliers-projets et grand banquet culturel, en passant par l'espace exposants et les spectacles, les BIS, dotées d'un programme riche et diversifié, représentent aujourd'hui un temps de réflexion et d'échange ainsi qu'une source d'information et de contacts de premier plan au service des professionnels du spectacle vivant et des politiques culturelles de tous pays. Cette vitrine du spectacle vivant, unique en France, est gratuite pour les participants, qui sont à la fois des décideurs et des professionnels du monde culturel (artistes, théâtres, institutions publiques, agents artistiques, producteurs, collectivités territoriales, etc).

Éléments de bilan

En 2021, il n'y a pas eu d'édition, cette manifestation importante étant une biennale. La prochaine édition devait avoir lieu en 2022 mais a été annulée à cause de la situation sanitaire.

Dimension métropolitaine

Les BIS contribuent au dynamisme local en permettant aux acteurs et opérateurs culturels du paysage nantais de bénéficier en premier lieu des échanges et des contacts et en valorisant les équipements, les dispositifs et projets culturels du tissu local. En ce sens, les BIS contribuent à conforter le développement culturel porté par les collectivités locales et en particulier de la métropole nantaise.

En outre, 30 lieux de la métropole nantaise avaient programmé un spectacle le mercredi 21 janvier soir, attirant jusqu'à 600 professionnels (Festival BISE).

Enfin, les BIS ont un impact économique régional estimé en 2016 à 6,83 millions d'euros.

Perspectives / enjeux

La prochaine et dixième édition de cette biennale est reprogrammée les 11 et 12 janvier 2023, à la Cité des Congrès, à Nantes.

Les différents enjeux auxquels les BIS devront se confronter pour garantir leur leadership dans les prochaines années sont d'assurer la pérennité et la consolidation des BIS à Nantes et plus largement dans le paysage culturel national et international, développer la croissance de la fréquentation, en particulier européenne et internationale, renforcer l'offre de spectacles en soirée, maintenir un haut niveau de qualité d'organisation et d'offre de débats pour rester attractives et ce, dans une maîtrise des équilibres financiers.

4.3 – PROJET « TRANSFERT » PORTE PAR PICK UP PRODUCTION

Premier projet d'ampleur dédié à l'urbanisme culturel transitoire sur la métropole Nantaise, Transfert, zone d'art et de culture sur un site de 15 hectares en friche (intégrés aux 200 hectares de la future Zac Pirmil-Les-Isles), se définit tant par ses modes de fabrication et de développement que par ses propositions artistiques. En ce sens, il propose une façon alternative de penser et de faire de la culture à Nantes, expérimentale et partagée, tout en portant une réflexion collective sur la fabrication de la ville de demain.

Éléments de bilan

L'enjeu de proposer un espace de culture et de vie inclusif et accessible à tous, un lieu d'expérimentation inédit, partagé et à fort rayonnement, pour faire du commun, créer de la valeur et agir sur la fabrique de la Ville peut être considéré comme atteint.

Malgré les obstacles rencontrés liés au contexte sanitaire qui a nécessité une capacité d'adaptation, de résilience et d'innovation de la part de Pick Up productions, l'année 2021 s'est révélée comme celle de la maturité.

Si des restrictions d'ouverture ont dû être décidées sur une période de quinze jours début août pour le tout public sans impacter l'accueil de groupes constitués et d'artistes en résidence, l'édition estivale a pu s'étaler sur 12 semaines de juillet à septembre, et de mai à octobre 2021 en direction de groupe constitués.

Cette nouvelle saison a pu confirmer les ambitions d'ouverture et d'accueil du projet avec notamment la poursuite de la mise en mouvement d'un écosystème d'acteurs de tous horizons (153), le renforcement des activités du laboratoire, du processus de recherche – action artistique et la consolidation d'un volet d'accueil de compagnies en résidence (7 compagnies / artistes en résidence annuelle, 157 jours de résidence et de workshops, 30 artistes / compagnies concernés soit 78 personnes au total).

127 artistes, compagnies ou collectifs ont pu être associés au projet en diffusion, dont 75 % issus du territoire, avec une attention portée à la parité (49 % de femmes dans la programmation), et de nombreuses structures, en particulier rezéennes, ont pu être accueillies en dehors des heures d'ouverture ou associées au projet.

Dimension métropolitaine

Le projet TRANSFERT contribue par la singularité et la diversité des actions qui y sont proposées, au dynamisme et au rayonnement culturel métropolitain. Projet innovant, inédit à cette échelle en France, il permet d'entretenir la créativité qui fait aujourd'hui de la métropole un territoire repéré et une destination si singulière.

Perspectives / enjeux

En quatre années, TRANSFERT s'est inscrit dans le paysage culturel métropolitain, au carrefour d'enjeux sociétaux que sont l'animation culturelle, la création artistique et la recherche urbanistique. Après trois éditions consacrées à la construction et à la structuration, l'année 2021 a été celle – malgré le contexte –

de la consolidation, de l'ouverture encore plus large à une gouvernance partagée au profit de tous, acteurs et habitant-e-s de la métropole et du développement de relations à l'aménageur.

L'année 2022 s'attachera à conclure l'expérience Transfert en valorisant les expérimentations menées et en partageant les apprentissages, auprès du public et envers le projet urbain.

4.4 – ENGAGEMENT DU PROJET ARTISTIQUE GRAND BELLEVUE PAR ROYAL DE LUXE

Éléments de bilan

Sur la proposition de Royal de Luxe, un projet artistique de territoire ambitieux et pluriannuel s'est engagé en janvier 2019 sur le quartier du Grand Bellevue dans le cadre d'un partenariat entre Nantes Métropole, la Ville de Nantes et la Ville de Saint-Herblain.

Ce projet artistique vise à conduire un travail artistique et culturel de fond qui s'insère et interagit avec le plan de renouvellement urbain.

Ce projet s'est poursuivi en 2021 malgré les contraintes fortes liées à la crise sanitaire. Deux situations ont été ainsi réalisées : « la Fiat tableau noir » dans des écoles de Nantes et Saint-Herblain et « Cinématographe ». Une troisième intitulée « le retour de Monsieur Bourgogne » prévue initialement en novembre a dû être reportée en 2021.

Dimension métropolitaine

Le projet porté par Royal de Luxe s'inscrit complètement dans la politique publique de Nantes Métropole qui vise, d'une part, à soutenir les événements qui font rayonner l'agglomération dans différents champs dont le rayonnement culturel, d'autre part, à conforter une métropole innovante, créative et attractive et à mettre en œuvre un projet pensé, partagé pour les habitants du territoire dans le cadre des grands projets urbains.

À cheval sur les communes de Saint-Herblain et de Nantes, qui pilotent ensemble ce projet, il est ancré dans le quartier du Grand Bellevue et contribue à développer chez ses habitants, qu'ils soient herblinois ou nantais, un sentiment commun d'appartenance et de fierté.

Perspectives / enjeux

La convention d'objectifs multipartite relative au projet Grand Bellevue signée en 2019 par Nantes Métropole et les Villes de Nantes et Saint-Herblain, s'achève en 2020. En accord avec l'ensemble des partenaires et compte tenu de la situation sanitaire, un avenant portant prolongation pour 1 an de la durée de la convention a été conclu le 7 mai 2021. Une nouvelle convention a été conclue le 7 mars 2022 pour une durée de 2 ans.

5 – LES CHANTIERS DE COOPÉRATION CULTURELLE INTERCOMMUNALE

Enseignement artistique (écoles de musique) :

Le groupe de travail métropolitain des écoles de musiques municipales ou associatives de toutes les villes de la métropole s'appuie sur la participation régulière de 16 écoles de musique.

Il centre son activité autour de deux enjeux :

- accompagner l'évolution des projets d'établissement, des pratiques pédagogiques par rapport à l'évolution culturelle et éducative, les besoins des collectivités et les attentes des habitants,
- favoriser l'émergence d'une culture commune à tous les personnels des écoles de musique du réseau métropolitain.

Au cours de l'année 2021, les réunions trimestrielles entre les différents acteurs n'ont pu se poursuivre avec la même régularité du fait du confinement et des urgences de réorganisation auxquelles chaque

école a été confrontée depuis mars 2020.

Par contre, des informations ont été partagées régulièrement entre tous pour faire face à cette crise, et des concertations spécifiques se sont intensifiées notamment entre les écoles associatives.

Globalement, plusieurs points positifs sont à mettre à l'actif du groupe métropolitain :

- la possibilité d'avoir une vision croisée entre directeurs et directrices de la culture et directeurs et directrices des établissements ;
- la mise en réseau et la découverte mutuelle des réalités de chaque structure, déconstruisant parfois certaines représentations ;
- le partage d'expériences (sujets fréquents du quotidien : conseils, prêts d'instruments, etc.) ;
- un réseau de personnes qui peuvent aisément s'interpeller sur des questions professionnelles.

Pour aller plus loin dans une ambition métropolitaine de l'enseignement artistique, l'ensemble des directeurs des écoles de musique de la métropole, publiques ou associatives, est aujourd'hui en attente d'une commande politique plus précise et incitatrice de la part de l'ensemble des maires.

Lecture publique :

Les travaux du groupe technique constitué en 2016 pour favoriser les coopérations de proximité entre les communes de Nantes Métropole en matière de lecture publique et identifier les pistes à approfondir et à développer, ont permis, tel que délibéré en Conseil métropolitain du 8 février 2019, de mener à bien une étude, réalisée avec l'appui d'un cabinet d'ingénierie culturelle, visant à examiner l'opportunité d'élaborer un schéma de développement de la lecture publique sur le territoire métropolitain afin de favoriser les complémentarités entre les équipements, optimiser et développer l'offre en matière de lecture publique.

L'étude rendue en décembre 2019 comporte un diagnostic, des éléments de parangonnage et la formulation de propositions de plan d'action, qui constitueront des bases utiles à la poursuite et l'approfondissement de la démarche, sur la base d'une démarche de coopération progressive soutenue par une action volontariste de Nantes Métropole.

L'année 2021 a été l'occasion de formaliser les propositions à destination du Pacte de coopération et de solidarité afin de prolonger et augmenter les chantiers engagés par l'action culturelle, la formation mais aussi l'offre numérique.

M. Roussel : « Cette délibération concerne les bilans et perspectives sur les compétences et équipements culturels métropolitains et les chantiers de coopération. Nous aurons à en prendre acte. La délibération faisant 17 pages, je vais essayer d'être le plus synthétique possible.

Sur les équipements culturels d'intérêt métropolitain d'abord vous avez le Zénith, donc forcément l'année 2021 a été particulièrement impactée puisqu'il n'y a eu que 24 séances et quatre conventions, alors que d'habitude, sur une programmation normale, nous sommes entre 90 et 95 spectacles.

Et donc, ce qui a été réalisé pour soutenir l'activité du Zénith, c'est tout d'abord de prolonger le contrat d'une année supplémentaire, et puis également instaurer provisoirement un nouveau mode de calcul de la redevance due par l'exploitant, et sur l'année 2022 nous sommes sur une très forte activité évidemment puisqu'il y avait eu beaucoup de spectacles reportés.

Sur le Musée d'art, musée qui a été impacté là aussi par la fermeture jusqu'au 18 mai, néanmoins aucun projet n'a été annulé, notamment les expositions des artistes américains en France, "Hypnose", qui ont pu se tenir même s'il a pu y avoir parfois des réductions de durée d'exposition.

Également, je tiens à souligner qu'il y a eu tout un travail pour maintenir le lien avec les publics alors que les musées étaient fermés, soit par intervention en classe de médiateurs et de médiatrices, d'installations temporaires sur l'espace public, je pense notamment au Jardin des Plantes, des tutoriels d'activité de pratique artistique, qui ont été également mis en œuvre à la réouverture.

Je tiens à dire que nous avons pu accueillir plus de 7 000 élèves dont 4 800 de la métropole nantaise.

Et puis je veux aussi insister sur le Musée d'art, sur le travail que nous menons actuellement en partenariat avec la Direction du dialogue citoyen, avec tout un travail auprès de jeunes métropolitains qui ont de 15 à 25 ans et qui doivent nous faire des propositions sur leurs aspirations, sur leur façon de vivre le Musée d'art. Ce travail est en cours puisqu'ils ont déjà rendu leurs propositions.

Le Muséum d'histoire naturelle, là aussi équipement impacté par la fermeture. Cependant, il a pu accueillir quand même près de 80 000 visiteurs et c'est une fréquentation qui s'avère importante. Là aussi, un travail a été mené pour notamment faire en sorte que l'exposition "Néandertal" soit accessible sur l'espace public. Également de nombreux événements ont quand même pu se dérouler avec la réouverture, et puis nous avons également le projet de restructuration du Muséum qui a pu avancer avec une étude de programmation.

Sur le Planétarium, cet équipement a fêté ses 40 ans en 2021 avec lui aussi un impact sur une fermeture pour travaux notamment, puisque les travaux ont permis d'étendre la jauge, de relooker de façon complète la salle, et donc depuis la réouverture nous avons accueilli près de 36 000 visiteurs en 2021. Voilà, une activité qui est repartie de façon très conséquente.

Quelques mots sur le musée Jules Verne, puisque nous en avons parlé de façon conséquente ce matin, avec une fréquentation qui a progressivement là aussi retrouvé un niveau analogue à celui des années 2015-2019, avec même une hausse de 3,25 % en juillet et en août, et puis les perspectives c'est vraiment la Cité des imaginaires.

Sur le château des Ducs de Bretagne, le Musée d'histoire de Nantes, le Mémorial de l'abolition de l'esclavage et les cryptes de la cathédrale, quelques mots rapides pour dire qu'évidemment les cryptes de la cathédrale sont fermées au public, que le Mémorial de l'abolition de l'esclavage a connu là aussi une fréquentation en hausse puisque 123 000 personnes ont pu le visiter en 2021 soit 8 % de plus qu'en 2020, et puis voilà, le Musée d'histoire a quand même pu accueillir là aussi malgré le contexte près de 223 000 visiteurs, et avec là aussi un accueil de près de 11 000 scolaires. Le Chronographe : forcément, là aussi des visiteurs, moitié moins qu'avant la période de COVID, mais on est vraiment dans un équipement métropolitain puisque le public métropolitain représente 67 % du public visiteur. Et puis voilà, la capacité aussi à faire des expositions et notamment la dernière exposition Loire-Atlantique Terre de trésors.

Alors ensuite, je passe aux compétences métropolitaines, compétences qui concernent tout d'abord l'archéologie. Sur l'année 2021 les équipes de recherche ont pu prendre en charge 16 diagnostics d'archéologie préventive, deux opérations de fouille, et puis vous l'avez vu également dans la presse mais on avait délibéré aussi dans un précédent Conseil, l'année 2022 est marquée par l'engagement de Nantes Métropole sur le site de Doulon Bois des Anses.

Gestion documentaire des archives, c'est à la fois la capacité à mener des projets au titre de l'éducation artistique et culturelle et trois projets ont pu être menés sur l'année 2020, et puis dans les perspectives nous retravaillons sur le système d'archivage à la disposition des 24 Communes, avec la volonté notamment de huit communes nouvelles de rejoindre en 2022 ou en 2023 le niveau 2 de mutualisation.

Sur l'opéra, il a pu se tenir une trentaine de représentations dont 18 à Nantes, des concerts et ciné-concerts, et donc globalement une fréquentation de plus de 8 300 personnes à Nantes et là aussi, je tiens à insister sur le fait que 4 300 jeunes ont pu participer à l'action culturelle.

La Folle Journée : édition particulière en 2021 avec trois jours de concert, en sachant que plusieurs dates avaient été évoquées, évidemment vu la situation sanitaire, près de 9 000 billets ont été vendus en sachant que la jauge avait été diminuée à 35 % des places disponibles dans chaque salle, mais près de 200 artistes dont 50 de la région et 45 artistes étrangers ont pu s'exprimer durant cette Folle Journée.

Les Biennales internationales du spectacle vivant, c'est très simple, il n'y en pas eu en 2021, il n'y en a pas eu en 2022 mais elles sont aujourd'hui programmées les 11 et 12 janvier 2023.

Sur le projet Transfert porté par Pick-Up production, vous dire que il y a eu près de 153 acteurs, que ce soient des associations, des artistes, je vais y revenir dans quelques instants, qui ont pu participer aux différentes activités de Transfert, également donc des compagnies en résidence, ce qui fait que 127 artistes, compagnies ou collectifs ont pu être associés au projet de diffusion, et je

tiens également à insister que 75 % sont issus du territoire métropolitain, et vous le savez, sur l'année 2022, eh bien nous sommes en phase de conclusion de l'événement.

Sur le projet artistique du Grand Bellevue porté par Royal de luxe, donc ce projet s'est poursuivi en 2021, deux situations ont été réalisées : la Fiat tableau noir dans les écoles de Nantes et de Saint-Herblain, et Cinématographe, une troisième qui était intitulée *Le Retour de Monsieur Bourgogne*, a dû être reportée. Nous avons dans ce cadre-là prolongé la convention. Pour terminer, j'évoque que les chantiers de coopération culturelle intercommunale, d'enseignement artistique, et puis également la lecture publique, tout cela va être continué de travailler dans le cadre du pacte de coopération. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Guillaume Richard. »

M. Richard : « Merci Madame la Présidente. Nous parlons Folle Journée, j'en profite donc pour prendre des nouvelles de Joëlle Kérvin, ex-directrice de la SEM des Folles Journées. On se souvient il y a un peu plus d'un an de ce supposé détournement de fonds au sein de la SEM des Folles Journées et de l'association Simone de Beauvoir. Peut-être allez-vous pouvoir nous donner des nouvelles sur la procédure en cours dans laquelle la Ville s'est constituée partie civile.

On a donc eu la saison 1 du *Baron noir*, attaquons la saison 2. La saison 2 semble accélérer le rythme puisque depuis le début du mois on a deux affaires : l'ancien directeur de la SAMOA est au cœur d'une enquête pour favoritisme et a été placé en garde à vue la semaine dernière. Cet ancien directeur de cabinet de votre prédécesseur avait trouvé ce poste de directeur après la Métropole par le plus grand des hasards – même si sur ce dossier, vous n'étiez que première adjointe à l'époque.

Autre affaire – vous les collectionnez – : Monsieur Pavageau, ancien directeur de cabinet et DGS des services de la Ville nommé directeur de l'AURAN après votre souhait de changer, vient de se faire épingler par la Cour des comptes pour son salaire exorbitant de 11 500 euros par mois. À nouveau, un salaire qui semble correspondre à la suite de ses fonctions précédentes.

Il y a moins d'une heure, vous avez dit : "On est tous responsables de la bonne gestion des deniers publics." En ce sens, je vous ai demandé l'année dernière un audit de tous les salaires des dirigeants des SEM et autres entités mixtes de la Métropole. Si vous l'aviez fait au lieu de nous renvoyer dans nos cordes, on ne serait pas encore en train de s'étonner de ces révélations.

Dernière inquiétude : j'ai l'impression que la troisième saison arrive avec un *trailer* de choix qui serait l'Arbre aux hérons. J'ai en effet le sentiment que l'Arbre aux hérons sent le sapin, et que le beau projet Jules Verne est là pour prendre la suite, discrètement. Ce n'est que mon sentiment mais j'ai bien peur que l'opacité juridique de la commande et du projet risquent de nourrir une actualité malheureuse dans les prochains mois. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Plusieurs choses. Pour ma part, je n'emploierais aucun ton humoristique ni comparaison de séries. Je pense que quand on parle d'affaires comme celles qui ont été évoquées, ce sont des affaires suffisamment graves, sérieuses, pour la première d'entre elles tout en particulier, et donc je pense qu'il faut prendre ces choses avec beaucoup de rigueur et de respect du rôle de chacun.

Vous mélangez des choses de natures différentes, cher Guillaume Richard. En ce qui concerne la situation de Joëlle Kérvin, non, je n'ai aucune information à vous apporter. Cette affaire est entre les mains de la justice, c'est bien normal. Vous vous souvenez qu'à ce moment-là en effet, la Ville s'est portée partie civile, considérant qu'il y avait là une faute grave commise par Joëlle Kérvin, et vous avez pu constater que nous avons transmis l'ensemble des éléments dont nous disposons, et il y avait là à l'évidence en effet une malhonnêteté personnelle caractérisée. C'est la raison pour laquelle je dis que cette situation est grave, et que personnellement elle ne m'amènera pas à faire des comparaisons avec des épisodes de série.

Ensuite, vous évoquez un deuxième point qui concerne la situation de la SAMOA. Alors là aussi, soyons précis et factuels. Il y a une enquête sur la nature d'une procédure utilisée en 2010 en prévision de la construction du Carrousel des mondes marins. La presse présente dans la salle s'en est d'ailleurs fait l'écho à plusieurs reprises. Cette enquête faisait suite à un rapport de la CRC. Il y a là, disons-le clairement, un désaccord technique aujourd'hui entre les services

techniques et ceux de la CRC sur la nature de la procédure utilisée. Les choses doivent donc suivre leur cours.

Enfin, sur la question de l'agence d'urbanisme, vous le savez Monsieur Richard, ce point est à l'ordre du jour de notre séance. Bertrand Affilé en sera le rapporteur et je ne doute pas qu'il répondra à ce moment-là à l'ensemble des questions que vous avez, en fonction des informations dont nous disposons.

Est-ce qu'il y a d'autres demandes d'interventions ? Guillaume Richard. »

M. Richard : « Merci Madame la Présidente. Vous n'avez pas répondu à ma question, à savoir si vous allez mener un audit. J'en avais parlé l'année dernière. Monsieur Bolo m'a renvoyé dans mes cordes. Est-ce que vous ne pensez pas, à la lumière de ce qui se passe, que c'est le moment de faire cet audit au niveau de toutes les SEM et les entités mixtes de la Métropole ? »

M^{me} la Présidente : « Je vous redis, Monsieur Guillaume Richard, que vous mélangez à l'évidence des choses qui sont de natures différentes. Sur l'évaluation de la Folle Journée, je le redis : on a là affaire à une personne, je le condamne extrêmement gravement, qui à l'évidence a détourné des fonds. C'est comme ça que cela s'appelle. Ce n'est pas la peine d'essayer de l'euphémiser. C'est entre les mains de la justice et c'est suffisamment grave pour que ça le soit. Pour ce qui concerne les autres points, il y a à ce stade un désaccord d'analyse sur la procédure utilisée. Laissons les instances dont c'est la responsabilité procéder au déroulé. Quand on aura toutes les informations, alors oui on pourra échanger de ce point. Je crois que c'est très important, pour la bonne tenue de nos débats, de ne pas confondre là où il y a détournement de fonds à des usages personnels, c'est le cas pour la Folle Journée, et je le redis, ça me semble extrêmement grave, et là où il y a un désaccord technique entre des équipes, sur quelle est la procédure adéquate à utiliser. Ça me semble deux choses de natures tout à fait différentes. Je mets aux voix la délibération. Des oppositions ? On prend acte, pardon. Merci cher Alain, et cher Fabrice, de votre vigilance. »

Le Conseil délibère et,

1 – prend acte du bilan et des perspectives sur les équipements, compétences et événements culturels gérés par Nantes Métropole ainsi que sur les chantiers de coopération culturelle intercommunale,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Pras présente les dossiers suivants :

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

30 – Nantes – Secteur patrimonial remarquable – Plan de sauvegarde et de mise en valeur – Modification n°1 – Engagement de la procédure – Sollicitation du préfet – Modification de la composition de la commission locale – Approbation

Exposé

Le secteur sauvegardé de la ville de Nantes a été institué en 1972 pour protéger le centre historique de la commune. Désormais appelé site patrimonial remarquable, il fait l'objet d'un plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) qui fixe sur son périmètre les règles d'urbanisme applicables en lieu et place du Plan Local d'Urbanisme métropolitain.

Le PSMV a fait l'objet d'une révision en 2017 qui visait à mettre en œuvre une politique urbaine de valorisation du centre-ville tout en intégrant les contraintes environnementales.

Plusieurs années après son entrée en vigueur, des ajustements s'avèrent nécessaires notamment pour permettre la réalisation de projets urbains. Certaines règles doivent être précisées pour plus de clarté et pour faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il s'agit enfin de supprimer les règles relatives à la publicité et aux enseignes présentes dans le PSMV, ces dernières devant être régies par le règlement local de publicité métropolitain.

Ces adaptations ne remettant pas en cause l'équilibre général du document, il est proposé d'engager une procédure de modification du PSMV.

Aux termes de l'article R 313-16 du Code de l'urbanisme, la modification du PSMV est effectuée par le préfet à la demande ou après consultation de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, après avis de la commission locale et enquête publique.

La commission locale du site patrimonial remarquable (CLSPR), sera sollicitée pour avis dans le cadre de cette procédure de modification. De même, la Mission régionale de l'autorité environnementale sera saisie dans le cadre d'un examen au cas par cas en vue de déterminer la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale. Le projet fera ensuite l'objet d'une enquête publique, avant approbation de la modification du PSMV par arrêté préfectoral.

Par ailleurs, il convient de modifier la composition de la CLSPR, créée par délibération du conseil métropolitain du 11 décembre 2020. En effet, parmi les membres nommés, Monsieur Luc CAUDROY, suppléant représentant la Fondation du patrimoine, n'est plus en mesure de siéger et doit donc être remplacé. Il est proposé de nommer Monsieur Jacques CAILLETEAU en qualité de suppléant représentant la Fondation du patrimoine. Parmi les personnalités qualifiées, Madame Marine ISABAL, suppléante, fonctionnaire à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, doit également être remplacée sans qu'un autre membre des services de l'État, même nommé en tant qu'expert, ne puisse être désigné en plus des membres de droit. Il est proposé de nommer Françoise BARRET, paysagiste à la retraite, en tant que suppléante. Enfin, Monsieur Olivier DARDE n'étant plus président de l'association des commerçants Plein centre, il est proposé de nommer Monsieur Teddy ROBERT en tant que personnalité qualifiée suppléante. Monsieur Yann TRICHARD, titulaire, doit également être remplacé par Monsieur Hugues FRIoux en tant que commerçant et membre de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Le Préfet, sollicité par courrier daté du 8 juin 2022 en application du 2°) de l'article D.631-5 du code du patrimoine, a émis un avis favorable sur le représentant d'association et les personnalités qualifiées qu'il est proposé de nommer.

M. Pras : « Chers collègues, la délibération 30 concerne le secteur patrimonial remarquable, à savoir le centre historique de la ville de Nantes, et il s'agit de solliciter le préfet pour permettre l'engagement d'une modification du règlement de ce secteur sauvegardé, la modification du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur. Vous vous souvenez que ces Plans de Sauvegarde et de Mise en Valeur sont l'héritage de la loi Malraux instituée en 1972, qui permet de protéger les secteurs patrimoniaux historiques de nos centres-villes.

Alors, le PSMV se substitue au PLUM sur la centralité, sur ce périmètre. Nous devons, pour permettre l'accueil de nouvelles valorisations du centre-ville, nouveaux projets urbains, procéder à des ajustements qui sont nécessaires de ce règlement, pour permettre des réalisations de ces nouveaux projets urbains, de modifier certaines règles qui doivent être en particulier précisées, amener plus de clarté, faciliter l'instruction des autorisations d'urbanisme, et puis enfin, comme nous le verrons tout à l'heure, ce règlement doit aussi évoluer pour permettre d'accueillir les modifications qui seront portées dans le règlement local de publicité.

Donc, pour modifier ce PSMV, il nous faut solliciter l'avis du préfet, solliciter l'avis de la Commission locale du secteur du périmètre sauvegardé, du périmètre remarquable, et donc à la suite de ces avis nous pourrions engager cette modification. De la même manière, nous interpellons la MRAE, la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale.

Le deuxième élément de cette modification, c'est la composition de la Commission locale du secteur patrimonial remarquable. Nous avons pris une délibération en décembre dernier pour réorganiser sa composition. Certaines personnes, alors en particulier Monsieur Jacques Cailleteau, ne peut plus siéger au titre de la Fondation du patrimoine. Il est proposé de le remplacer par Madame Marine Isabal. Non, je me trompe : de remplacer Monsieur Luc Caudroy par Monsieur Cailleteau, de remplacer Madame Marine Isabal par Madame Françoise Barré, qui est une paysagiste, de remplacer Monsieur Olivier Dardé par Monsieur Teddy Robert, et Monsieur Yann Trichet qui ne peut plus siéger non plus sera remplacé si vous en êtes d'accord par Monsieur Hugues Frioux.

Voilà l'objet de cette délibération, assez rapidement, sur l'autorisation de solliciter l'avis du préfet sur la modification numéro 1 du PSMV, et puis modifier les compositions de la Commission locale du secteur patrimonial remarquable. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Erwan Bouvais. »

M. Bouvais : « Madame la Présidente, j'ai levé la main tout à l'heure avant qu'on arrive au terme de la discussion. Vous n'avez peut-être pas bien vu, je suis désolé. Ça concerne la délibération précédente et ça n'a rien à voir avec les propos de mon voisin. Ce sera sur une autre petite musique.

Et justement, le point 5 de la délibération 28 concerne les écoles de musique et le travail qui est mis en commun entre les différentes écoles de musique de l'agglomération, et il y a une phrase qui m'interpelle dans la délibération, et je voulais juste une petite explication de texte. Je cite la phrase : "L'ensemble des directeurs des écoles de musique de la métropole est aujourd'hui dans l'attente d'une commande politique plus précise et incitatrice de la part de l'ensemble des maires." Voilà, je voulais savoir qu'est-ce qu'il en était. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jean-Claude Lemasson. »

M. Lemasson : « Oui, effectivement ce sont des éléments qui sont en discussion et qui font partie de l'évolution du pacte de coopération des schémas de mutualisation. Donc nous avons engagé un processus et nous envisageons dans un temps bref maintenant, à l'issue de l'été 2023, de travailler ces sujets, d'aller au-delà des discussions qui ont été formalisées pour l'instant pour mettre en place un schéma de collaboration peut être différent, plus efficace, plus opérationnel dans les prochaines années. Mais rien n'est construit, c'est à construire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Rodolphe Amailland. »

M. Amailland : « Pardon, j'entends ce qu'a dit Jean-Claude Lemasson et je ne veux pas allonger la discussion pour allonger la discussion, mais aujourd'hui l'état des discussions sur ce sujet ne va pas aussi loin que de donner des dates sur la fin de la réflexion, et voilà. Je n'avais pas compris ça. Peut-être ai-je mal compris, mon cher Jean-Claude. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jean-Claude Lemasson. »

M. Lemasson : « Mal compris ou pas, je ne sais pas, mais ce qui est clair c'est que nous avons proposé deux temps particuliers sur la construction du pacte de coopération. Le premier est de consolider ce qui existe déjà, que nous avons travaillé y compris avec Laurent Turquois, et ce que nous avons proposé est un deuxième temps de travail notamment sur les sujets culturels et que nous avons proposé d'engager jusqu'à l'été 2023. Nous verrons bien si en 2023 nous serons en capacité d'aller plus loin au regard des échanges déjà fournis. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alain Vey. »

M. Vey : « Étant entendu, Jean-Claude, que liberté reste à chacun et chaque Commune, évidemment. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Ce point de départ étant un préalable sur lequel tout le monde est d'accord. Donc tout va bien, tout le monde peut se détendre : de ce point de vue nous sommes tous alignés, il n'y a aucune difficulté. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – décide de solliciter Monsieur le Préfet pour l'engagement d'une procédure de modification du Plan de sauvegarde et de mise en valeur de Nantes,

2 – décide de ne pas recourir au vote à bulletins secrets pour les désignations et procède à la nomination des membres suivants au sein de la commission locale du site patrimonial remarquable (CLSPR) :

- Monsieur Jacques CAILLETEAU, représentant suppléant de la Fondation du Patrimoine, en remplacement de Monsieur Luc CAUDROY,
- Madame Françoise BARRET, en tant que personnalité qualifiée suppléante, en remplacement de Madame Marine ISABAL,
- Monsieur Hugues FRIOUX, en tant que personnalité qualifiée titulaire, en remplacement de Monsieur Yann TRICHARD,
- Monsieur Teddy ROBERT, en tant que personnalité qualifiée suppléant, en remplacement de Monsieur Olivier DARDE,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Déléguée Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département Urbanisme et Habitat
Direction Stratégie et Territoires

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

**31 – Nantes – Secteur Petit Port – Habitat modulaire pour hébergement d'urgence –
Modification simplifiée n°2 du PLUM – Approbation**

Exposé

Le Plan Local d'Urbanisme métropolitain (PLUm) a été approuvé le 5 avril 2019 par le conseil métropolitain. Il a depuis fait l'objet de procédures ponctuelles d'évolution (mise à jour annuelle, modification simplifiée, mise en compatibilité avec un projet déclaré d'utilité publique). Une procédure de modification n°1 est en cours. En parallèle, une procédure de modification simplifiée n°2 a été engagée afin de permettre la réalisation d'un projet de résidence sociale.

En effet, la Métropole, en lien avec la Préfecture, souhaite développer des solutions alternatives à la production de logements de droit commun pour faire face aux difficultés d'accueil des réfugiés.

Faute de solutions, des réfugiés désormais en possession d'un titre de séjour restent dans les structures d'hébergement destinées aux demandeurs d'asile. Or ces structures sont aujourd'hui saturées. L'objectif est donc de concevoir et de mettre en œuvre rapidement des constructions à vocation d'habitat grâce au procédé constructif de type modulaire.

Un bien, propriété de Nantes Métropole, a été identifié pour ce faire le long du Chemin de la Censive du Tertre à Nantes. Il s'agit d'un parking situé à proximité du campus de l'université et face à la piscine du Petit Port. Ce site offre une opportunité intéressante pour y déployer un projet de logements, à proximité

de transports en commun, de services et en limite d'une zone d'équipement et de loisirs. Au total, ce projet doit permettre la construction d'une centaine de logements modulaires.

Il est nécessaire au préalable de modifier le zonage de cette parcelle afin d'y autoriser du logement. Cette parcelle, actuellement classée en zone US (grands équipements collectifs et services publics) sur le plan de zonage, doit évoluer vers un secteur UMb (projets urbains) sur une partie de la parcelle WW48 sise sur la commune de Nantes avec une hauteur maximale autorisée fixée à 16 mètres.

Le projet de modification simplifiée n°2 été transmis à la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) dans le cadre d'un examen au cas par cas. Par décision du 4 février 2022, la MRAe a décidé de ne pas soumettre cette procédure à évaluation environnementale.

Conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée n°2 a fait l'objet d'une mise à disposition du public du 4 mars 2022 au 4 avril 2022 inclus. Aucune observation n'a été déposée sur les registres papier et dématérialisé.

Il est proposé au conseil d'approuver la modification simplifiée n°2 du PLUm, telle que présentée en annexe (dossier constitué d'une notice explicative et de six plans).

M. Pras : « Dans cette délibération, on vous rappelle que la Métropole, avec la Préfecture, souhaite développer des solutions alternatives à la production de logement de droit commun pour permettre l'accueil en particulier de publics de réfugiés qui sont en possession de titre de séjour. Alors, face aux difficultés de production du logement, il s'agit d'une démarche qui va permettre de proposer des logements plus rapidement à ces réfugiés, je le rappelle, avec un titre de séjour. Pour cela, nous avons décidé d'engager – et c'est conduit par notre collègue François Prochasson – un hébergement destiné à ces demandeurs d'asile avec des structures support qui permettent d'activer rapidement ce projet.

Un bien propriété de Nantes Métropole a été identifié pour ce faire le long du chemin de la Censive du Tertre. Il s'agit d'un parking situé à proximité du campus de l'université et en face de la piscine du Petit-Port. Néanmoins ce site est zoné aujourd'hui en catégorie US qui correspond aux grands équipements collectifs et de service public, et pour permettre l'accueil et l'aménagement de ces équipements, il convient de passer, de faire évoluer ce zonage en ce secteur UMb qui permet de développer des projets urbains sur cette parcelle, avec une hauteur limitée maximale à 16 mètres de haut.

Bien sûr, pour cela il nous faut modifier le règlement de notre PLUM qui a été adopté en 2019, et donc vous savez qu'actuellement nous avons en cours une modification numéro 1. Il s'agit là d'une procédure de modification simplifiée numéro 2 qui est engagée pour permettre l'aménagement et la réalisation de cette résidence sociale.

Le projet de modification a été soumis à la MRAE qui nous a donné son feu vert et a décidé de ne pas soumettre cette procédure à évaluation environnementale au regard de sa taille et du fait que ce terrain était déjà artificialisé. Il s'agissait d'un parking, je l'ai dit. Et donc une mise à disposition du dossier a été faite en direction du public du 4 mars au 4 avril 2022. Aucune observation n'a été déposée sur les registres.

Il vous est donc proposé d'approuver cette modification numéro 2 du PLUM telle que je viens de vous la présenter et telle qu'elle est dans le dossier joint. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Nathalie Blin. »

M^{me} Blin : « Madame la Présidente, chers collègues, la délibération qui est soumise à notre approbation pointe une nouvelle fois les difficultés administratives mais surtout humaines rencontrées par les réfugiés avec ou sans papiers à se loger dignement. Et il est de la responsabilité de l'État de trouver des solutions d'hébergement dignes pour toutes celles et ceux qui font la demande d'asile ou qui ont obtenu une réponse positive à leur demande.

Cela a été déjà abordé hier : la pénurie de logements nous commande de faire face à la détresse de tous les réfugiés, d'où qu'ils viennent, et d'organiser leur accueil dans les meilleures conditions possibles. Cet habitat modulaire y contribue, sans pour autant être une solution durable.

La solidarité de notre Métropole via la mise à disposition d'espaces publics comme celui du chemin de la Censive-du-Tertre est utile, indispensable, et le travail en commun avec les services de l'État doit permettre d'améliorer des situations de vie plus que fragiles.

Dans un monde marqué par l'instabilité politique, les conflits, les souffrances, nous devons produire des gestes d'humanité et de soutien concret. Aussi nous approuvons cette délibération qui nous propose la modification de zonage et l'installation d'une centaine de logements modulaires avec le concours de la préfecture, ces logements d'urgence devant être une phase d'hébergement transitoire avant que des solutions de logement pérennes soient trouvées pour toutes celles et ceux qui en font la demande. Je vous remercie de votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Yves Prochasson. François Prochasson, pardon. »

M. Prochasson : « Pas de souci. Sans commentaire.

Simplement je voudrais insister, enfin je partage tout à fait ce que Nathalie vient de dire mais je voudrais insister sur le fait qu'effectivement cette opération ne vient pas remplacer des logements sociaux et qu'il faut maintenir, et ça, je pense que Pascal partage tout à fait cette analyse, qu'il faut maintenir absolument notre capacité à produire des logements sociaux.

Alors la particularité de cette opération, c'est effectivement qu'au-delà de l'offre de logements qui est faite à ces réfugiés, il y aura un accompagnement social pour permettre à ces réfugiés d'accéder le plus vite possible à des formations, à l'apprentissage du français, et finalement à une installation pour une insertion de la meilleure qualité possible.

Donc, de ce point de vue, c'est une expérience tout à fait exemplaire. Alors certes, ça n'est pas le grand confort puisque ce sont des modules qui font environ 14 mètres carrés, donc c'est vraiment destiné à accueillir momentanément ces réfugiés pour leur permettre le plus vite possible, comme je le disais, d'accéder au droit commun, au travail, à un logement comme ils l'auraient dû.

La vertu aussi de cette opération, Pascal le disait, c'est bien de s'installer sur un parking et du coup, ça va permettre de déminéraliser ce parking pour faire un peu de pleine terre sur cette opération. Donc ça va bien dans le sens de nos politiques publiques.

Et puis pour terminer, je voudrais ajouter que nous préparons une deuxième opération du même type mais là, en forme de centre d'hébergement d'urgence pour des grands précaires sur la ZAC de Mellinet, dans les mêmes conditions d'accompagnement, pour qu'effectivement, ces grands précaires puissent le plus vite possible sortir de leur situation de difficulté majeure et de vie dans la rue. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme métropolitain, telle qu'annexée à la présente,

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction générale déléguée de la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Département du Développement Urbain

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

32 – Régime de participations financières des constructeurs en zone d'aménagement concerté – Exonérations – Abrogation de la délibération du 14 décembre 2012 – Approbation

Exposé

La taxe d'aménagement est perçue par la métropole et le département sur toutes les opérations soumises à permis de construire ou d'aménager ou à déclaration préalable de travaux.

En zone d'aménagement concerté (ZAC), conformément à l'article L 331-7 du code de l'urbanisme, les constructions et aménagements réalisés peuvent être exonérées lors de l'approbation du dossier de création de la zone de la part intercommunale de la taxe d'aménagement.

En vertu de l'article L 311-4 du code de l'urbanisme, pour les constructions édifiées sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone, une convention doit être conclue entre l'aménageur et le constructeur afin de déterminer les conditions de participation du constructeur au coût des équipements publics de la ZAC.

Conformément à l'article L331-9 du même code prévoyant la possibilité pour les organes délibérants d'exonérer de 0 à 100 % de taxe d'aménagement les catégories de constructions ou aménagement figurant dans une liste qu'il énumère, les logements sociaux non financés par des prêts locatifs aidés d'intégration exonérés de plein droit l'ont également été par la délibération du Conseil métropolitain du 21 octobre 2011.

Afin d'harmoniser le régime fiscal des constructions en ZAC avec celui existant sur le reste du territoire métropolitain en matière de taxe d'aménagement, le conseil communautaire a, par délibération du 14 décembre 2012, décidé d'exonérer de la participation les constructions suivantes :

- les constructions et aménagements destinés à être affectés à un service public ou d'utilité publique tels que listés à l'article R331-4 du code de l'urbanisme ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement financés par un prêt locatif aidé d'intégration ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un taux réduit de TVA à 7 % ;
- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans ;
- les constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 mètres carrés.

Or, les taux de TVA réduits applicables aux locaux d'habitation et d'hébergement ont été modifiés et peuvent encore évoluer.

Afin d'accompagner la politique métropolitaine en matière d'habitat, il est proposé de maintenir en ZAC les exonérations indiquées ci-dessus et de préciser que les participations pour les locaux d'habitat et d'hébergement bénéficiant d'un taux réduit de TVA concernent :

- des prêts locatifs à usage social (PLUS) ;
- de prêt locatif social (PLS) ;
- de bail réel et solidaire (BRS) ;
- de prêt social location accession (PSLA).

Il est également proposé d'exonérer de participation constructeur les abris de jardin réalisés dans les ZAC dont la surface est comprise entre 5 et 20 m² ainsi que ceux, réalisés en zone U, dont la surface est comprise entre 20 et 40 m². Cette disposition s'applique en effet sur le reste du territoire métropolitain en application de la délibération du conseil métropolitain du 19 octobre 2015.

Afin de clarifier et regrouper l'ensemble des exonérations dans une même délibération, il est proposé d'abroger la délibération du 14 décembre 2012 et les récapituler dans la présente.

L'ensemble des cas d'exonérations concernant la taxe d'aménagement et les constructions en ZAC figure en annexe.

M. Pras : « Cette délibération est très technique et financière. Il s'agit pour nous d'abroger la délibération du 14 décembre et d'approuver cette nouvelle délibération qui permet d'adopter un régime de participation financière des constructions dans nos territoires de ZAC. Alors, on rappelle rapidement dans la délibération que la taxe d'aménagement est perçue par la Métropole et le Département, mais surtout pour toutes les opérations qui sont soumises à permis de construire ou d'aménager.

Il nous est possible par la loi, dans nos ZAC, de pouvoir approuver une exonération de ces taxes d'aménagement et en particulier il y a des exonérations de droits pour ce qui concerne le logement locatif qui est financé par des prêts PLAI, mais pour les autres prêts, les autres types de logements – le logement en PLS, en PLUS, le logement en PSLA –, il convient de prendre des délibérations pour permettre ces exonérations de taxes. C'était le cas et nous avons eu plusieurs délibérations dont la dernière date de décembre 2012, qui avait décidé d'exonérer, on vous le rappelle, les locaux d'habitation et d'hébergement financés dans les prêts locatifs aidés et d'intégration, les locaux d'habitation avec des taux inférieurs à 7 %, des taux de TVA, des exonérations pour la reconstruction à l'identique de bâtiments qui auraient été détruits ou démolis et qui auraient moins de 10 ans, et puis des constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 mètres.

Compte tenu des évolutions réglementaires et en particulier des régimes de TVA, on vous propose d'abroger cette délibération et de prendre une nouvelle délibération qui permet donc d'exonérer dans nos ZAC et de maintenir les exonérations que nous avons sur celles que je viens de vous donner, et d'y ajouter les exonérations pour les hébergements qui sont avec des taux de TVA réduits, ce qui concerne les Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS), les Prêts Locatifs Sociaux (PLS), le bail réel solidaire, une démarche que nous avons adoptée ces dernières années, et le Prêt Social Location-Accession (PSLA). On rappelle aussi dans la délibération les exonérations pour les bâtiments, il s'agit souvent des abris de jardin ou des abris éventuels dans nos jardins, dans nos logements, de 5 à 20 mètres carrés, et puis les extensions en zone en U dont la surface est comprise entre 20 et 40 mètres carrés.

Voilà cette proposition d'une seule et unique délibération qui permet le maintien et la prise en compte de ces nouveaux dispositifs dans l'exonération du logement dans nos Zones d'Aménagement Concerté. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – décide d'abroger la délibération du 14 décembre 2012 relative aux exonérations dans le cadre du régime de participation des constructeurs en ZAC ;

2 – décide d'exonérer, en ZAC, de la participation prévue à l'article L.311-4 du code de l'urbanisme :

- les constructions et aménagements destinés à être affectés à un service public ou d'utilité publique tels que listés à l'article R331-4 du code de l'urbanisme ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement financés par un prêt locatif aidé d'intégration ;
- les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un taux réduit de TVA à 7 % ;
- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans ;
- les constructions dont la surface est inférieure ou égale à 5 mètres carrés ;
- les logements sociaux mentionnés au 1° de l'article L331-12, autres que ceux bénéficiant de prêts locatifs aidés d'intégration exonérés de plein droit en référence au 2° de l'article L331-7 ;
- les abris de jardin dont la surface est comprise entre 5 et 20 m2 ainsi que ceux, réalisés en zone U, dont la surface est comprise entre 20 et 40 m2 ;

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

33 – Règlement Local de Publicité métropolitain (RLPm) – Approbation

Exposé

Par un règlement local de publicité (RLP), la collectivité compétente (celle ayant la compétence en matière de Plan Local d'Urbanisme) adapte les règles nationales relatives à l'affichage extérieur, fixées par le code de l'environnement, aux spécificités locales.

Outil de protection du cadre de vie, le RLP encadre les conditions d'installation des publicités, enseignes et préenseignes pour faire en sorte que ces dispositifs s'intègrent le mieux possible au paysage local.

Sur les 24 communes membres de Nantes Métropole :

– 13 étaient dotées de RLP dits « de première génération », soit antérieurs à la réforme Grenelle II (loi du 12 juillet 2010) : Bouguenais, Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Nantes, Orvault, Rezé, Sautron, Saint-Herblain, Saint-Jean-de-Boiseau, Sainte-Luce-sur-Loire, Saint-Sébastien-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire et Vertou.

Ces RLP communaux étaient devenus obsolètes d'une part, et deviendraient automatiquement caducs (en l'absence de révision) le 13 juillet 2022 d'autre part.

– 11 n'étaient pas couvertes par un RLP à leur échelle.

En conséquence, l'élaboration du règlement local de publicité métropolitain (RLPm) était nécessaire pour tenir compte des évolutions législatives et réglementaires impactant la matière (notamment la récente loi Climat et Résilience du 22 août 2021), ainsi que des évolutions du territoire et des projets d'aménagement.

L'élaboration du RLPm a été prescrite par délibération du Conseil métropolitain du 16 octobre 2020, avec notamment pour objectifs de :

– Pérenniser, voire renforcer, dans les limites des possibilités légales et réglementaires résultant de la loi Grenelle II, les effets protecteurs des réglementations locales existantes ;

– Protéger les lieux présentant une sensibilité patrimoniale (abords des monuments historiques, site patrimonial remarquable de Nantes) et/ou une sensibilité paysagère (en agglomération, il s'agit principalement des bords de la Loire, de l'Erdre et des nombreux autres cours d'eau, ainsi que des parcs et jardins), sans nier les nécessités de communication des acteurs économiques ni brider la liberté d'expression des commerçants locaux ;

– Traiter, dans un souci de cohérence intercommunale, les secteurs de concentration publicitaire que constituent les axes routiers les plus empruntés (notamment les routes de Clisson, de Paris, de Vannes...) ou les zones commerciales et d'activités (Paradis à Nantes, Atout Sud à Rezé, Atlantis à Saint-Herblain, Pôle Sud à Basse-Goulaine...);

– Encadrer les nouvelles formes d'affichage admises par la loi Grenelle II : dispositifs numériques, bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles ;

– En cohérence avec la transition écologique et la démarche « Trame noire » mise en œuvre dans la métropole, limiter la pollution lumineuse nocturne qui provient des publicités et des enseignes lumineuses ;

– En matière d'enseignes, dès lors qu'avec l'entrée en vigueur du RLPm, toute installation ou modification d'enseigne sera soumise à une autorisation préalable de chacun des 24 maires, des règles précises, simples et facilement compréhensibles pourraient être instaurées pour renforcer la bonne intégration des enseignes traditionnelles, en particulier lorsqu'elles sont situées dans les abords des monuments historiques ou en site patrimonial remarquable (où l'accord de l'architecte des bâtiments de France est en outre requis).

Outre la concertation réglementaire, Nantes Métropole a tenu à ce qu'un dialogue citoyen se tienne sur le sujet de « la place de la publicité en ville » à compter du 8 décembre 2020. À l'issue de 5 séances de travail comprenant aussi des auditions d'acteurs choisis par les membres du panel, un avis citoyen a été rendu le 20 avril 2021. La réponse de Nantes Métropole à cet avis citoyen porte sur des champs bien plus larges que ce que le seul RLPm est juridiquement en capacité de réglementer (contenu de la publicité, négociation avec l'opérateur public de mobilier urbain...). Aussi, conjugué au RLPm et la renégociation du marché de mise à disposition de mobilier urbain de transport et d'information, la réponse à l'avis citoyen traduit l'ambition globale de la nouvelle gestion de la place de la publicité dans la métropole : réduire et maîtriser la publicité, apaiser les paysages, répondre aux enjeux de transitions énergétique et écologique et favoriser l'information locale et d'intérêt général.

Le projet de RLPm a été arrêté le 10 décembre 2021, à l'unanimité des membres du Conseil métropolitain. Il procède à une double logique d'harmonisation des règles à l'échelle des 24 communes membres de la Métropole, afin de renforcer l'identité du territoire, et de modulation des règles en fonction des ambiances urbaines concernées.

Ainsi, la Métropole a cherché à construire un RLPm équilibré, un des objectifs étant notamment le traitement égalitaire de tous les habitants du territoire avec une protection forte des secteurs principalement dédiés à l'habitat. Par sa forte régulation et sa maîtrise des publicités et enseignes, et notamment numériques, il favorisera la qualité paysagère et patrimoniale du territoire et s'engage ainsi résolument pour répondre aux enjeux de transitions écologique et énergétique.

Des principes communs sont applicables à toute publicité, enseigne et préenseigne du territoire, notamment l'obligation d'extinction des dispositifs lumineux (y compris ceux situés à l'intérieur d'un local à usage commercial) entre minuit et 6 h. Des règles spécifiques sont ensuite définies pour chacune des trois zones de publicité (ZP).

Le projet de RLPm arrêté a été transmis, pour avis, aux Personnes Publiques Associées et à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS) :

- le pôle métropolitain Nantes Saint-Nazaire a rendu un avis favorable ;
- l'État, la CDNPS et la Chambre de Commerce et d'Industrie Nantes Saint-Nazaire ont rendu des avis favorables assortis de réserves.

Le projet de RLPm arrêté a ensuite été soumis à enquête publique du 11 au 28 avril 2022.

- 161 contributions ont été reçues pendant l'enquête. Elles expriment des avis divergents voire clivants sur le projet de RLPm arrêté : certains souhaitent que la publicité soit davantage contrainte, en particulier les dispositifs numériques, et que l'obligation d'extinction nocturne de tous les dispositifs lumineux soit renforcée. D'autres estiment au contraire le projet trop restrictif.
- Le commissaire enquêteur a rendu un avis favorable.

La Conférence des Maires, réunie le 17 juin 2022, a examiné l'ensemble des avis et contributions reçus.

En conséquence, les modifications suivantes au projet de RLPm arrêté sont proposées, afin de tenir compte des avis exprimés par les personnes consultées, des observations exprimées au cours de l'enquête publique et des conclusions du commissaire enquêteur :

- correction d’erreurs matérielles et ajout de précisions dans le rapport de présentation (pagination du sommaire, rappel des interdictions de publicité en sites classés et inscrits) ;
- correction d’erreurs matérielles et ajout de précisions complémentaires dans le règlement (ajout d’un article 2.3 sur la différence de traitement entre publicité sur mobilier urbain et dispositifs publicitaires classiques, ajout d’un article 2.4 précisant que les dispositions relatives aux publicités et enseignes numériques ne s’appliquent pas aux dispositifs situés derrière une baie ou vitrine d’un commerce, compléments apportés à l’art.4.1.4, correction d’une erreur matérielle à l’art.4.2.2, ajout de la précision tenant à la situation en/hors unité urbaine et du seuil de 10 000 habitants aux articles concernés par cette distinction, ajout de la précision selon laquelle la limitation de surface des dispositifs lumineux intérieurs aux commerces s’entend par vitrine et par voie, précisions apportées quant au traitement des passerelles), ajout d’un article 7.5 relatif à l’encadrement des publicités et préenseignes sur palissade de chantier en ZP3, ajout d’un article 11.2.4 relatif à la limitation en nombre et en surface des enseignes scellées au sol en ZP1 ;
- distinction, dans le règlement, entre les règles relatives aux enseignes dans le site patrimonial remarquable de Nantes et celles situées dans les autres lieux protégés listés aux art.L.581-4 et L.581-8 c.env. (art.9 du règlement) ;
- linéaire minimal exigé pour l’installation d’un dispositif scellé au sol en ZP2 porté à 35 m à La Chapelle-sur-Erdre (rue Hervé Le Guyader et route de Nantes) et non 25 m ;
- ajustements du plan de zonage quant aux secteurs agglomérés et non agglomérés et classement en ZP1 et non en ZP2 des rues Charles de Gaulle et de Sucé à La Chapelle-sur-Erdre ;
- compléments apportés à la légende du plan des lieux d’interdiction de publicité (interdiction des publicités scellées au sol et directement installées sur le sol en zone N et EBC du PLUm au titre de l’art.R.581-30 c.env., interdiction de publicité dans une bande de 40 m aux abords des autoroutes et voies express au titre de l’art.R.418-7 c.route) ;
- compléments apportés à l’annexe « arrêtés municipaux fixant les limites d’agglomération » (ajout de l’arrêté municipal manquant, d’arrêtés plus récents en remplacement des anciens et de plans matérialisant les limites d’agglomération de chaque commune).

En revanche, pour répondre aux enjeux de transition énergétique et de protection des paysages urbains, il est réaffirmé la volonté de soumettre à obligation d’extinction nocturne tout type de dispositif lumineux : publicités et enseignes, y compris celles situées derrière une baie ou vitrine d’un local à usage commercial, comme le permet la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. Ainsi, la plage d’extinction fixée par la réglementation nationale (1 h-6) est élargie à minuit-6h et s’applique également à la publicité lumineuse sur mobilier urbain.

M. Pras : « Cette délibération 33, comme vous le savez, concerne l’adoption du Règlement Local de Publicité Métropolitain, notre RLPM, sur lequel nous sommes engagés en termes de travail depuis un peu plus de deux ans maintenant.

On vous rappelle que cette règle, ce règlement a été lancé en démarche d’élaboration en octobre 2020, que nous devons adopter ce règlement avant le 13 juillet 2022, donc c’est bon, on est encore dans les temps, date à laquelle les règlements locaux de publicité qui existent sur 13 de nos communes deviendraient caducs. Donc nous avons décidé de nous engager sur ce règlement unique à l’échelle métropolitaine. Donc nous sommes, en tant que collectivité, collectivité compétente puisque nous avons un document d’urbanisme commun, c’est ce qui nous permet de nous y engager.

Donc après une longue et large démarche de concertation, de dialogue citoyen, après une coconstruction importante menée avec les Communes, le projet de RLPM a été adopté le 10 décembre 2021, à l’unanimité pour cette assemblée. Depuis lors, les personnes publiques ont pu donner leur avis et l’enquête publique a eu lieu. Elle a donné des éléments, révélé des points de vue très divergents, mais, comme nous le savions déjà – et je vous l’avais présenté –, ceux qui

sont totalement opposés à la publicité avec des positions parfois clivantes, et puis ceux qui comme les professionnels ont exposé des volontés d'avoir davantage de publicité ou de capacité à la développer sur notre territoire.

L'ensemble des contributions, je n'y reviendrai pas, ont été prises en compte par le commissaire-enquêteur qui a émis un avis favorable sur le projet de l'arrêté. À la remise de son document et de son avis j'étais là, il me l'a remis, il a salué le travail que nous avons fait de concertation et d'information sur le territoire, et il a salué aussi le travail d'élaboration de ce nouveau document.

Alors, l'arrêt du projet et du règlement en décembre dernier avait pris en compte, j'ai dit, les éléments citoyens, mais aussi le travail fait avec les Communes. Il a permis d'incarner une ambition portée en matière de publicité dans la ville, avec cette volonté de réduire la publicité, d'apaiser les paysages, de répondre aux enjeux de la transition énergétique et écologique, et de favoriser l'information locale et l'information d'intérêt général partout sur notre territoire.

Alors, deux axes ont été portés et soumis à cette approbation : réduire fortement la place de la publicité, un affichage nettement moins présent qu'à l'heure actuelle sur le territoire métropolitain, une délimitation de la zone agglomérée au plus près de la réalité physique, et la création de couloirs paysagers, notamment aux abords des cours d'eau, pour préserver nos territoires et apaiser la qualité de notre territoire (je rappelle que 70 % du territoire est interdit à la publicité sur la métropole nantaise), une suppression des panneaux de 12 mètres carrés sur l'ensemble du territoire, c'est 310 panneaux qui vont disparaître du domaine privé et du domaine public métropolitain, la réduction du nombre de panneaux de 8 mètres carrés dans les secteurs les plus sensibles, en particulier le secteur patrimonial, les secteurs patrimoniaux de nos centres-villes, les secteurs naturels, les centralités urbaines, les entrées de ville et surtout les secteurs d'habitation où ces panneaux pouvaient être présents (je pense en particulier sur les villes de la centralité de l'intrapériphérie), la suppression des panneaux scellés au sol en zone d'habitat, 270 panneaux qui devraient disparaître à ce titre, l'instauration de règles de densité de panneaux, et puis enfin l'encadrement de la taille du nombre de panneaux numériques dans les vitrines des commerces.

Le deuxième volet, c'était répondre aux enjeux de la transition énergétique : un affichage moins consommateur d'énergie et volontariste face aux enjeux climatiques et environnementaux, des horaires d'extinction nocturne qui sont élargis avec une plage de minuit à 6 heures du matin, l'arrêt du déploiement des panneaux numériques qui étaient précédemment inscrits dans notre marché de mobilier urbain et qui ne seront pas déployés sur notre territoire, l'interdiction des publicités numériques en zone d'habitat mixte, une réduction aussi sur notre territoire, 16 panneaux sur 29 notamment seront supprimés, un maintien de l'interdiction des publicités numériques en secteur protégé, le fameux secteur SPR que j'évoquais tout à l'heure, qui devra être intégré dans le nouveau règlement du PSMV, et puis une taille maximale des panneaux numériques, qui est limitée à 2 mètres carrés sur le domaine public comme sur le domaine privé.

Alors voilà l'ensemble des éléments de ce nouveau règlement qui va prendre place sur le territoire. Celui-ci doit permettre une mise en œuvre dès son adoption. Nous serons donc sur une période où nous devons faire démonter un certain nombre de dispositifs, constater les éléments qui ne sont pas conformes à ce règlement. Pour cela, les publicitaires et les propriétaires d'enseignes et de préenseignes auront soit une obligation tout de suite par rapport au règlement national, soit un délai de deux ans pour le faire, pendant ces périodes de ces deux prochaines années, et puis à partir de 2024, la Métropole accompagnera les 24 Communes, l'ensemble des Communes, pour mettre en œuvre ce nouveau règlement et accompagner et aider les Communes à l'instruction et puis à la gestion de ces publicités, et puis aussi à l'action contre ceux qui seraient contrevenants.

Cet engagement, je l'ai rappelé l'autre jour aux maires à l'occasion de la Conférence des maires, sera totalement pris en charge par la Métropole à la suite de l'adoption de ce nouveau règlement. Voilà, Madame la Présidente. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Jocelyn Bureau. »

M. Bureau : « Merci Madame la Présidente. Chers collègues, une intervention assez courte de notre part, enfin j'espère, tant ce règlement que nous allons approuver a déjà fait l'objet de nombreux débats, que ce soit au sein de notre Conseil ou des Conseils municipaux de nos communes. Beaucoup a été dit, bien évidemment, Pascal Pras vient d'ailleurs de rappeler

l'essentiel de son contenu, et surtout tout a été fait pour parvenir à un résultat le plus harmonieux possible à l'échelle des 24 communes.

L'élaboration du Règlement Local de Publicité Métropolitain a été exemplaire à bien des égards, prenant le temps de connaître et de partager l'information sur l'existant, de poser le dialogue autour de la place de la publicité dans la ville, d'écouter les attentes des acteurs, citoyens et élus, et de définir des objectifs et d'établir aussi un nouveau cadre réglementaire métropolitain.

Le résultat nous dit que tout cela n'a pas été vain, les corrections issues de l'enquête publique demeurent d'ailleurs, me semble-t-il, à la marge, preuve que le travail en amont a été de qualité.

Notre groupe avait insisté, à l'occasion du débat sur la concertation, sur la nécessité de réduire l'amplitude horaire de la pollution lumineuse publicitaire : certaines Communes comme Rezé et Saint-Herblain avaient par exemple proposé une interdiction de 22 heures à 6 heures.

Certes, nous notons qu'avec le minuit / 6 heures, notre règlement est légèrement plus ambitieux que la réglementation nationale.

Il y a quelques jours, les principaux fournisseurs énergétiques invitaient avec insistance les particuliers à la sobriété énergétique. Cette curieuse injonction, les Français ne l'ont pas attendue tant l'inflation galopante les pousse à faire des économies sur tout.

Je profite de cet instant pour revenir sur des propos tenus ici hier. Non, le blocage de l'augmentation des loyers fixée à 3,5 %, sous couvert de ne pas pénaliser les propriétaires modestes dans la période inflationniste, comme l'affirmait hier l'actuelle, l'encore ministre Amélie de Montchalin, non, cette augmentation ne protège pas les locataires.

Certes, des propriétaires modestes qui louent un bien ça existe, mais comme les poissons volants, ce n'est pas la majorité de l'espèce. Et l'augmentation des fluides, ce ne sont pas les locuteurs qui la subissent, ce sont les locataires. Je ferme cette petite parenthèse.

Cependant, il y aurait, en allant plus loin sur la restriction horaire des publicités et enseignes lumineuses, matière à diminuer la consommation énergétique en améliorant le cadre de vie.

Nonobstant cette remarque, nous approuvons bien évidemment le Règlement Local de Publicité Métropolitain et félicitons tous les acteurs qui ont permis d'aboutir à ce résultat. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Tristan Riom. »

M. Riom : « Oui, ce règlement local de publicité qu'on nous propose d'adopter est un engagement fort de notre part. Il avait déjà fait l'unanimité la dernière fois qu'on l'avait passé en Conseil métropolitain. Et c'est une bonne nouvelle, parce que ça marque une certaine victoire culturelle : aujourd'hui, tout le monde veut réduire la publicité et c'est évidemment une bonne nouvelle pour le cadre de vie et aussi pour l'écologie, puisque c'est aujourd'hui une injonction contradictoire de vouloir pousser à la consommation de votre part et de vouloir créer une société bas carbone d'autre part. Donc bonne nouvelle pour tous.

D'autres Villes y vont. Lyon a annoncé récemment qu'ils interdisaient totalement les écrans vidéo, les publicités vidéo. Alors, ce n'est pas le choix qu'on a fait ici. C'est un débat qu'on a eu longuement. Nous, on a fait le choix de réduire globalement la publicité, donc d'aller sur tous types de dispositifs, et de ne plus développer les publicités vidéo. Donc c'est un engagement fort, il faut quand même le dire, c'est un choix qu'on fait. Parce qu'on a décidé ça ensemble, Lyon aussi prend un certain risque juridique. On va pouvoir voir avec curiosité comment ils s'en sortent, et finalement, toutes les Villes qui maintenant avancent dans la lutte contre la publicité, on va pouvoir regarder les uns et les autres les choix qui ont été faits et ce qui est le plus intéressant pour nos villes.

On a fait un travail dans le détail, un travail de précision tous ces mois, un travail qui cherchait à répondre à une aspiration citoyenne de plus en plus forte pour lutter contre la place de la publicité, et donc bien sûr le groupe écologiste sera heureux de voter pour cette délibération – mais finalement, le fait de voter ce règlement ne fait qu'ouvrir un travail de long cours sur la publicité, puisque comme ça a été rappelé, il va falloir faire respecter ce règlement après, donc, c'est le travail qui s'ouvre dans les mois et les années à venir. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, je redonne la parole à Pascal Pras. »

M. Pras : « Merci Madame la Présidente. Pour répondre à Jocelyn qui évoquait notamment la coupure horaire et l'amplitude horaire de coupure des publicités éclairées et des publicités numériques, le minuit-6 heures, le 0-6 heures, il est mieux effectivement que la règle nationale. On a longuement évoqué une extension un peu plus large, et j'ai eu l'occasion à plusieurs reprises de le dire : le document que nous adoptons est un document-règlement qui va s'imposer à nous sur notre territoire, sur nos 24 communes. Maintenant, il n'est pas coulé dans le marbre, exactement comme l'est le PLUM, et il pourra, en fonction des besoins, évoluer et notamment sur l'aspect de la consommation énergétique ou du moins de la dépense énergétique générée par ces éclairages. Voilà ce que je peux répondre.

D'une autre manière, je remercie Tristan. Moi je ne l'ai pas fait, j'attendais ce moment de réponse. Moi ce que je veux, c'est remercier l'ensemble des services de la Métropole qui se sont beaucoup engagés sur ce travail, de notre AMO Madame Lutton, qui nous a accompagnés dans tous les moments et qui nous a permis de faire un travail très précis comme l'a rappelé Tristan Riom, et puis remercier les services des Communes et puis l'ensemble des maires qui ont contribué à ce travail et du groupe de travail qui était autour de moi. Je salue aussi Christelle avec qui on avait travaillé avec le groupe citoyen, qui nous a accompagnés et dont on a pris en compte pour partie un certain nombre de propositions.

C'est effectivement l'aboutissement d'un travail collectif qui a duré deux années mais qui nous permet aujourd'hui d'avoir un document qui je pense juridiquement est solide, et qui en même temps accompagne notre volonté de réduire et d'apaiser notre paysage métropolitain, notre paysage urbain. Merci. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le Règlement Local de Publicité métropolitain, tel qu'annexé à la présente délibération ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Roussel présente le dossier suivant :

**Direction générale Développement économique responsable,
emploi, innovation, Europe et international**
Mission Appui et coordination

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

34 – Schéma régional de développement économique d'innovation et d'Internationalisation 2022/2028 – Approbation des orientations stratégiques sur le territoire métropolitain

Exposé

Le schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation (SRDEII) fixe les grandes orientations stratégiques d'une région en matière de développement économique. Il définit les orientations « *en matière d'aides aux entreprises, de soutien à l'internationalisation et d'aides à l'investissement immobilier et à l'innovation des entreprises, ainsi que les orientations relatives à l'attractivité du territoire régional* ». Le SRDEII est organisé par l'article 2 de la loi portant nouvelle organisation des territoires de la République (dite loi NOTRe) du 7 août 2015. Il doit faire l'objet d'une concertation avec les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) du territoire régional et est discuté avec les chambres consulaires. Au regard de leur poids économique, les métropoles jouent

par ailleurs un rôle particulier puisque les orientations applicables dans les limites territoriales d'une métropole doivent être « *élaborées et adoptées conjointement* » par le conseil de la métropole concernée et par le conseil régional (art. L.4251-15 du Code général des collectivités territoriales).

La présente délibération a pour objet d'adopter les orientations du SRDEII 2022-2028 de la Région Pays de la Loire applicables sur le territoire métropolitain.

En 2015, lors de l'élaboration du premier SRDEII, Nantes Métropole et la Région des Pays de la Loire ont souhaité construire ce schéma en commun pour la période 2017-2021. Pour Nantes Métropole, il n'était pas envisageable de concevoir un schéma distinct de celui de la Région, sur un territoire où le jeu collectif est un mode de faire dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques.

Ce schéma a permis de se coordonner sur les stratégies filières et les projets portés conjointement par Nantes Métropole et la Région Pays de la Loire, de soutenir conjointement l'écosystème d'innovation, de partager des sujets économiques à l'international et d'échanger chaque année avec l'ensemble des acteurs économiques régionaux pour établir un bilan des actions engagées et entendre les préoccupations des acteurs.

Ce premier schéma arrivant aujourd'hui à son terme, la Région a engagé en 2021 une actualisation du SRDEII pour mettre en cohérence sa stratégie au regard de l'évolution de l'économie régionale. Dans le cadre de la concertation menée par la Région pour mener à bien cette révision, Nantes Métropole et la Région ont pu partager leurs feuilles de routes et définir les chantiers communs. La stratégie métropolitaine pour l'économie et l'emploi responsable, adoptée au Conseil métropolitain du 24 mars 2022, ainsi que les projets d'avenir pour les filières stratégiques, ont nourri ces échanges. Les enjeux et projets de la Métropole ont ainsi été intégrés au SRDEII. À l'issue de cette concertation, le SRDEII a été présenté en Conférence territoriale de l'action publique le 7 mars dernier.

Adopté le 24 mars 2022 par le Conseil régional des Pays de la Loire, le nouveau SRDEII 2022-2028 fixe quatre orientations stratégiques :

- Faire des révolutions numériques et écologiques le socle de notre réindustrialisation ;
- Préserver l'ancrage territorial de nos savoir-faire et les valoriser à l'international ;
- Construire une nouvelle gouvernance économique territoriale conjuguant proximité et simplification au service de nos acteurs ;
- Relever le défi des compétences d'aujourd'hui et demain.

Nantes Métropole entend approfondir le travail initié aux côtés de la Région pour accélérer dans la voie des mutations déjà engagées, poursuivre la structuration des filières stratégiques métropolitaines et s'engager dans la construction d'un nouveau modèle dans ses composantes économique, sociale, environnementale. Il s'agira en particulier de (re)localiser des segments de production, faire évoluer les modes de consommation, accélérer la transition énergétique et écologique, développer la solidarité et le collaboratif, engager le territoire dans une reprise durable fondée sur un modèle économique responsable.

Dans la continuité du précédent mandat, Nantes Métropole poursuit également son soutien à l'enseignement supérieur, la recherche, l'innovation et aux filières d'excellence du territoire, existantes ou émergentes. Pour s'affirmer comme territoire leader autour de deux domaines d'excellence, l'industrie du futur et la santé du futur, Nantes métropole souhaite ainsi, avec le soutien de la Région :

- renforcer la capacité de recherche et d'innovation du territoire métropolitain et assurer le rayonnement international de ses pôles d'excellence ;
- favoriser l'adaptation des métiers et la qualification des compétences dans un environnement caractérisé par les mutations économiques induites par les transitions territoriales ;

- promouvoir auprès des entreprises un modèle économique plus responsable pour les inciter à produire de manière plus économe en ressources, plus coopérative, plus circulaire, en s'inscrivant notamment dans une démarche RSE.

Au vu des enjeux stratégiques qu'ils recèlent dans les années à venir pour le territoire ligérien, voire à l'échelle du grand ouest, deux projets métropolitains majeurs ont été intégrés au SRDEII :

1. **le Pôle industriel d'innovation Jules Verne (PIIJV)** : il concentre les acteurs de la recherche autour de l'IRTJules-Verne, des entreprises régionales avec le pôle EMC2 et des entreprises nationales et internationales (Daher, Airbus, etc ...). Le PIIJV ambitionne de rester à la pointe de l'innovation, en s'appuyant sur les technocampus et en accompagnant le développement des technologies Hydrogène (Airbus notamment). Il constitue le moteur et relais de la stratégie régionale pour l'industrie du futur et la filière émergente de l'hydrogène.
2. Le quartier hospitalo-universitaire est un projet déterminant pour l'avenir de la filière santé. La Région contribue au financement et à la maîtrise d'ouvrage de plusieurs composantes : les Facs en Santé de Nantes Université, les Instituts de recherche en santé (IRS), etc.... Unique en France, **cet ensemble "CHU – fac en santé – IRS – Station S"** est spécifiquement développé pour créer une nouvelle dynamique pour la formation, la recherche et l'innovation en santé et offrir un environnement propice à la création de nouvelles entreprises en santé. La Station S viendra soutenir la dynamique entrepreneuriale métropolitaine et régionale en santé, en un lieu fédérateur des chercheurs, laboratoires, entreprises, start-ups mais aussi experts et investisseurs. Elle proposera un environnement idéal pour permettre aux start-ups et entreprises d'accélérer leurs projets d'innovation et de recherche et développement au service de la Santé du futur, et de la filière santé régionale.

Sur plusieurs thématiques comme l'industrie du futur, la santé, l'économie sociale et solidaire, le tourisme de demain, le commerce de demain, la transition énergétique des entreprises ou encore l'économie circulaire, le SRDEII pose le cadre de la collaboration qu'il conviendra de mettre en œuvre et d'approfondir par des partenariats plus précis et plus opérationnels. Plus globalement, Nantes Métropole se mobilisera pour une mise en œuvre du SRDEII en cohérence avec les politiques métropolitaines afin de le faire vivre et de l'adapter en permanence aux attentes des acteurs économiques

Le schéma est annexé à la présente délibération.

M. Roussel : « Madame la Présidente, mes chers collègues, cette délibération concerne le schéma régional de développement économique d'innovation et d'internationalisation 2022-2028 avec l'approbation des orientations stratégiques sur le territoire métropolitain.

Ce schéma est organisé par la loi NOTRE qui date de 2015, et donc ce schéma régional doit faire l'objet d'une concertation avec les Établissements Publics de Coopération Intercommunale du territoire régional et est également discuté avec des Chambres consulaires. Évidemment, au regard de leur poids économique, les Métropoles jouent également un rôle particulier puisque les orientations applicables dans les limites territoriales d'une métropole doivent être élaborées et adoptées conjointement.

Nous avons fait le choix en 2015 de construire ce schéma en commun. C'était pour la période 2017-2021. Il était évidemment important de jouer collectif sur les sujets d'économie et d'emploi, mais aussi et surtout de faire en sorte que tout cela soit plus simple et plus lisible pour l'ensemble des acteurs économiques. Donc nous avons réitéré ce dispositif de travail pour faire en sorte que nous puissions avoir les orientations stratégiques de la Métropole dans ce schéma.

Donc je tiens à rappeler les orientations qui ont été fixées par le Conseil régional lors de sa session du 24 mars dernier sur les différentes orientations stratégiques : faire de la révolution numérique écologique le socle de notre réindustrialisation, préserver l'ancrage territorial de nos savoir-faire et les valoriser à l'international, également la volonté de construire une nouvelle gouvernance économique territoriale, et puis relever le défi des compétences d'aujourd'hui et de demain.

Donc vous le savez, nous avons élaboré une stratégie sur l'économie et l'emploi responsable. Donc nous avons une volonté claire pour accélérer les mutations qui sont déjà engagées, évidemment sur le plan de la transition écologique mais aussi transition numérique, poursuivre également la structuration de nos filières stratégiques, et puis s'engager dans la construction d'un

nouveau modèle, dans ses composantes économiques, sociales et environnementales, avec la volonté de porter ce nouveau modèle économique responsable.

Dans la continuité également du précédent mandat, nous poursuivons notre soutien à l'enseignement supérieur, à la recherche, à l'innovation et aux filières d'excellence. Je pense notamment à l'industrie du futur et à la santé du futur, mais vous avez pu voir la délibération qui concerne notamment le Contrat de Plan État-Région. Également au vu de ces enjeux stratégiques, deux projets métropolitains majeurs ont été intégrés à ce schéma régional : le pôle industriel d'innovation Jules Verne, et évidemment tout le quartier de la santé, le QHU. Et puis évidemment, après l'adoption de ce schéma, nous aurons à mettre en place des partenariats plus précis, plus opérationnels sur plusieurs thématiques comme l'industrie du futur, la santé, l'Économie Sociale et Solidaire, le tourisme de demain, le commerce de demain ou encore la transition énergétique des entreprises et l'économie circulaire. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Richard Thiriet. »

M. Thiriet : « Oui, merci Madame la Présidente, merci Monsieur Roussel pour cette présentation. Ces schémas régionaux économiques sont effectivement le fruit d'une large consultation, écoute et partage avec les EPCI, évidemment avec la Métropole, les territoires, et aussi avec nos entreprises. La Métropole a su parfaitement s'engager et s'impliquer dans cette dynamique collective, donc merci, et a été auteur de propositions. Alors ces schémas traduisent une ambition à la hauteur de ce que nous vivons dans notre métropole et dans notre région. Et c'est plutôt une bonne nouvelle puisqu'on a une position forte, et parfois en avance, sur les emplois, sur la création d'entreprise, sur l'innovation, sur la recherche.

Et enfin, ces schémas économiques ont été réfléchis pour accompagner notre capacité collective à innover, à faire autrement, et à inventer ensemble une croissance durable et les emplois de demain.

Alors je vous remercie d'avoir cité les cinq ambitions. J'ai cru n'en entendre que quatre donc je vais me permettre de les redonner. Effectivement, faire des révolutions numériques et écologiques le socle de notre réindustrialisation, préserver l'ancrage territorial de nos savoir-faire et aussi les valoriser à l'international, construire une nouvelle gouvernance économique territoriale conjuguant proximité et simplification, effectivement notamment avec les EPCI, avec les Métropoles, défendre et soutenir le développement d'infrastructures performantes, et enfin relever le défi des compétences d'aujourd'hui et de demain puisqu'on sait que les transitions, les mutations et notamment celles autour de l'écologie vont nous obliger à réinventer les modèles et donc à imaginer de nouveaux métiers et à former les gens à ces nouveaux métiers. Voilà, je vous remercie.

Donc évidemment, notre groupe Avenir métropolitain, en phase avec ces orientations, votera ce schéma. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Oui. »

M^{me} Métayer : « Merci Madame la Présidente. Madame la Présidente, chers collègues, les schémas régionaux de développement économique, d'innovation et d'internationalisation constituent la troisième génération de documents régionaux de ce type, mais avec quand même deux différences de taille : un champ d'action beaucoup plus large et une valeur prescriptive à l'égard des autres collectivités.

Ce schéma présente à ce titre le gros avantage de traiter de tous les sujets, y compris de l'aménagement du territoire – même si le SRADDET existe parallèlement.

Depuis la seconde partie du XX^e siècle, on semblait avoir un peu abandonné la question de l'aménagement du territoire pour se tourner vers des questions de compétitivité, d'attractivité, de promotion – de la recherche par exemple. Pourtant, la crise économique et la croissance mondiale, avec leur cortège d'inégalités notamment socio-spatiales, ont conduit à redonner une actualité à cette problématique. En parallèle, le désengagement graduel de l'État multiplie encore les territoires en souffrance de certains services publics. On a cité notamment depuis ce matin à plusieurs reprises la santé.

Les Régions, dans ce cadre, ont un rôle à jouer : elles devront traiter de la question de l'isolement, de l'éloignement, voire de la ségrégation, mais également de l'animation, de la vie ou de la survie de ces territoires.

Aussi, ce schéma doit porter une vraie stratégie de territoire, et pas seulement un catalogue d'actions. C'est une feuille de route collective qui nécessite, on l'a entendu, un travail en mode partenarial, en particulier avec les autres acteurs de l'aménagement et du développement que sont les Intercommunalités. C'est bien l'objet de notre délibération aujourd'hui.

Ce schéma doit offrir la possibilité d'un développement différencié des territoires en fonction de leurs ressources, de leurs capacités technologiques et de leurs modes d'organisation. Ainsi, ce schéma doit intégrer les mutations à l'œuvre et pas seulement techniques et technologiques, mais aussi les innovations sociales, environnementales, et des structures économiques. Il doit intégrer une approche beaucoup plus systémique et donner tout son sens au terme d'innovation.

À cette fin, cet outil doit permettre de la complémentarité avec les Contrats de Plan État-Région ou les pactes État-Métropoles. Les Régions ont ainsi toutes vocation à accompagner l'alliance des territoires. Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – adopte les orientations stratégiques du schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation de la Région des Pays de la Loire 2022-2028, applicables sur le territoire de la métropole nantaise ;

2– autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Trichet présente le dossier suivant :

Direction Générale au Développement Économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe & International
Direction Recherche Innovation et Enseignement Supérieur

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

35 – Fonds d'innovations Santé 2022 – Santé globale

Exposé

Dans le cadre de la situation exceptionnelle engendrée par la crise sanitaire, Nantes Métropole, en accord avec la Région Pays de la Loire, a créé au printemps 2020 un fonds d'innovations en Santé d'un million d'euros permettant d'accélérer les projets en recherche et développement pour lutter contre la Covid-19 menés par des entreprises ou des laboratoires de recherche du territoire.

La création de ce fonds d'innovation en Santé a ainsi accéléré la démarche de structuration de la filière économique en santé qui représente aujourd'hui plus de 35.000 emplois directs sur la métropole nantaise avec des grands projets structurants à venir comme le nouveau CHU de Nantes et le Quartier Hospitalo-universitaire sur l'île de Nantes.

Doté d'un million d'euro en 2020, ce fonds d'innovation en santé est intervenu en amorçage dans le financement de 9 projets pour lutter contre la Covid-19 (5 projets d'entreprises et 4 projets d'établissements de soins et de recherche cf. annexe n° 1) avec des retombées économiques directes de plus de 50 millions pour le territoire.

En 2021, ce fonds doté de 800 000 euros a financé 11 nouveaux projets sur la santé du futur (9 projets

d'entreprises et 2 projets d'établissement de soins et de recherche cf. annexe n°2) avec des retombées économiques directes en cours estimées à plus de 20 millions d'euros.

Compte tenu des enjeux liés à la filière santé, Nantes Métropole souhaite conforter ce type de financement de projets innovants des entreprises et des laboratoires de recherche en santé en abondant ce fonds d'un montant de 500 000 € en fonctionnement pour l'année 2022.

Le périmètre des projets éligibles à ce fonds en 2022 va au-delà de la thématique « santé du futur » initiée en 2021 dans une approche de « santé globale » pour prendre en compte également les différents déterminants de santé physique et psychique (environnement, alimentation, pratiques sportives, etc...) intervenant dans les notions de qualité de vie et de bien-être. Outre la qualité et la pertinence de l'innovation proposée, la sélection des projets portera également sur les impacts et retombées attendus pour le territoire d'une part et sur l'effet de levier de l'aide financière en amorçage de Nantes Métropole d'autre part.

Pour mettre en œuvre ce dispositif, il est nécessaire d'approuver un avenant n°2 à la convention relative aux aides économiques d'urgence COVID-19 entre la région Pays de la Loire et Nantes Métropole. Le nouveau règlement d'intervention du fonds métropolitain, qui détaille les critères d'éligibilité, figure en annexe de cette convention.

Les projets retenus dans le cadre du fonds innovation santé 2022 seront présentés en bureau métropolitain en fin d'année.

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2022, chapitre 65 opération n°2234 libellé Soutien à la recherche et à l'innovation.

M. Trichet : « Madame la Présidente, mes chers collègues, cette délibération s'inscrit dans le cadre de notre engagement et de notre effort soutenu depuis longtemps de structurer la filière santé sur notre territoire métropolitain, cette filière santé qui s'appuie sur des acquis qui sont reconnus maintenant. J'en veux pour preuve à la fois, si on regarde la recherche, la labellisation de Nantes Université sur l'objet I-site pour investir et pour faire partie des leaders européens, sur ce sujet de la santé du futur. J'en veux pour preuve le nombre d'anciens chercheurs : 2 000 anciens chercheurs sur le territoire ce n'est pas rien. 10 000 étudiants.

Également un pôle Atlanpole Biothérapies sur lequel on a des pépites, qu'on entend régulièrement dans les journaux, et c'est bien pour le territoire. Je pense à Valneva qui est quand même effectivement le vaccin qui vient d'avoir l'autorisation européenne des marchés. Je pense également à une société un peu plus petite, Affilogic, qui travaille sur des molécules, des traitements, et dont une de ses molécules vient d'être retenue malheureusement par une grosse société américaine – on aurait préféré européen –, mais quand même.

Ce qui prouve que le territoire nantais, sur la santé, a des pépites qu'il faut soutenir. Ces pépites-là, elles existent depuis 10 à 15 ans, et donc il faut dès le début avoir des fonds d'amorçage pour faire en sorte que le développement de ces jeunes pousses, entreprises, puisse arriver à des leaders à l'échelle mondiale.

Alors, ce fonds, initialement il date de deux ans. On avait commencé à financer pendant la période COVID des structures qui étaient vraiment dans le soin. Je pense en particulier au CHU, à l'ICO, sur des études sur le lien entre cancer et COVID. Je pense également à des produits, des traitements comme la Doxycycline, pour limiter la durée de présence des personnes à l'hôpital. Je pense également à des entreprises qui ne sont pas forcément liées aux soins directs mais qui sont liées au lien entre santé et numérique, DirectoSanté par exemple, pour encore une fois accompagner les malades, les patients de maladies chroniques ou d'addictions, pour pouvoir les accompagner à distance, mais également Wello que certains connaissent aussi, pour soutenir les aidants, pour les personnes âgées.

Donc en 2020, on a distribué 1 million d'euros en amorçage pour ces entreprises. Ce sont des subventions directes, en lien bien évidemment avec la Région. En 2021, ce fonds a été doté de 800 000 euros, et on propose cette année de pouvoir reconduire ce fonds qui est encore une fois un marqueur fort, pour aider les jeunes pousses à accélérer sur ces thématiques de la santé, et d'ouvrir non plus uniquement aux soins mais d'aller aborder les déterminants de santé, on l'a évoqué hier, sur la qualité de l'air par exemple, sur les pollens, mais également sur le rapport santé et sport, sur le rapport santé et le vivant dans la ville, le rapport aussi à la santé mentale. On a la chance d'accueillir en octobre un colloque ici qui sera organisé par Rachel Bocher et qui va évoquer ces différents sujets sur la contribution des déterminants à la santé mentale. Donc on va ouvrir ce fonds pour passer du *cure* au *care*, au bien-être, et donc d'aller au-delà de la santé pure et de faire le croisement santé/alimentation, santé/numérique, santé / pratique sportive libre et santé en lien avec la fabrique du vivant dans la ville.

Je vous invite effectivement à voter cette subvention qui va faire en sorte une encore une fois de positionner ce baromètre du bien-être à la nantaise comme étant un marqueur particulier, une signature de notre territoire métropolitain sur la santé globale. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la poursuite et l'élargissement du fonds d'innovation en Santé pour soutenir les projets contribuant à « la santé globale »,

2 – approuve la nouvelle dotation de ce fonds à hauteur de 500 000 € pour l'année 2022,

3 – approuve l'avenant n°2, ci-annexé (annexe 3), à la convention relative aux aides économiques d'urgence COVID-19 à conclure avec la région Pays de la Loire.

M. Bolo présente les dossiers suivants :

**Direction Générale Développement Économique Responsable,
Emploi, Innovation, Europe et International
Mission Tourisme**

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

36 – Gestion et mise en œuvre de la politique touristique métropolitaine – Délégation de service public – Avenant n°1

Exposé

Par délibération en date du 10 décembre 2021, Nantes Métropole a approuvé le nouveau contrat de délégation de service public confiant la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique métropolitaine à la Société Publique Locale (SPL) Le Voyage à Nantes. Ce contrat a pris effet le 1^{er} janvier 2022 pour une durée de 5 ans.

L'article 5 du contrat définit les missions déléguées de la manière suivante :

- la participation à la définition d'une politique de développement touristique durable du territoire ;
- les missions d'Office de Tourisme de la métropole ;
- l'enrichissement de l'offre de la destination et sa mise en tourisme ;
- la gestion de sites à vocation touristique et des collections d'œuvres pérennes ;
- la coordination et l'animation de l'offre d'intérêt touristique des partenaires ;

- la promotion et la communication touristique de la destination.

Précision sur les missions confiées au délégataire

L'une des missions confiées au délégataire consiste en l'enrichissement de l'offre de la destination, via des productions directes, des coproductions, ou par l'accompagnement d'acteurs privés et publics, et la mise en tourisme de cette offre, y compris par le recours à de l'événementiel et la création de parcours.

Par ailleurs, le délégataire a pour mission la coordination et l'animation de l'offre d'intérêt touristique des partenaires, et notamment celle des établissements du secteur de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Le parcours inter-écoles INO (île de Nantes Ouest)

L'île de Nantes Ouest (INO), avec ses nombreuses écoles culturelles et créatives, constitue un territoire privilégié d'expérimentation pour le tourisme culturel. Le Voyage à Nantes a proposé à Nantes Métropole d'accompagner à compter de 2022 la création d'un parcours inter-écoles, au niveau du campus de l'art sur l'île de Nantes.

Ce parcours, à découvrir pendant l'événement du Voyage à Nantes estival, valorisera le potentiel créatif des écoles en donnant à voir certains travaux d'étudiants construits durant l'année scolaire. 7 établissements participeraient à ce premier parcours : L'École Nationale Supérieure d'Architecture, l'École des beaux-arts de Nantes-Saint-Nazaire, l'École de design de Nantes-Atlantique, l'École Supérieure des Métiers Artistiques-CinéCréatis, Nantes Université, le Pôle des Arts Graphiques, Médiacampus-Audencia SciencesCom.

Il est précisé que le délégataire sera autorisé à participer au financement des activités pédagogiques conduites par les établissements concernés dans le cadre du parcours Inter-écoles, y compris par le biais du versement d'une subvention à l'établissement.

Modification de la contribution globale annuelle

Le VAN d'hiver :

Concernant le tourisme événementiel, le contrat de délégation de service public stipulait « une direction artistique à concevoir pour les fêtes de fin d'année à compter de Noël 2022 », sans inscription budgétaire au stade de la signature du contrat.

Le Voyage à Nantes a remis à Nantes Métropole une proposition artistique autour du « Van d'hiver », qui se structure autour de 3 axes principaux : des œuvres plastiques inédites (sculptures lumineuses, art sonore...), une programmation culturelle (notamment musicale) et la promotion de la gastronomie nantaise particulièrement autour du marché de Talensac. A l'instar de ce qui est fait pour le VAN estival, le Voyage à Nantes assurera également la coordination de l'ensemble des partenaires concernés (partenaires institutionnels, culturels, membres du groupe attractivité centre-ville...), ainsi que la promotion et la communication de l'événement.

Il est précisé que le Voyage à Nantes ne prendra en charge ni la gestion des marchés de Noël, ni celle des manèges.

Le budget du projet « VAN d'hiver » est estimé à 800 000 € de dépenses d'investissement et 600 000 € de dépenses de fonctionnement annuelles.

Compte tenu des sujétions de service public liées au déploiement de ce projet, notamment son périmètre, sa durée et la gratuité pour le public,, il est ainsi nécessaire d'augmenter de 760 000 € le montant de la contribution globale annuelle prévue à l'article 16.1 du contrat.

Les nouveaux montants forfaitaires de la contribution annuelle seront par conséquent les suivants :

Exercice budgétaire	Montant annuel net de taxes – € constants
2022	9 660 000 €
2023	9 660 000 €
2024	9 660 000 €

2025	9 660 000 €
2026	9 660 000 €

La contribution annuelle est versée sous forme :

- d'une subvention d'équipement forfaitaire majorée de 160 000 € nets de taxe, soit une subvention d'équipement forfaitaire totale de 360 000 € ;
- d'une subvention de fonctionnement forfaitaire nette de taxe représentant le reste de la subvention totale définie précédemment au présent article.

Ces dispositions conduisent à modifier les articles 5.5 et 16.1 du contrat, relatifs aux missions déléguées et à la contribution financière de Nantes Métropole, ainsi que l'annexe n°9 (compte d'exploitation prévisionnel), et font l'objet d'un avenant n°1 au contrat de délégation de service public.

Le projet d'avenant a été présenté pour avis de la Commission de Délégation de service public lors de sa réunion du 8 juin 2022.

M. Bolo : « Madame la Présidente, il s'agit d'un avenant numéro 1 à notre Délégation de Service Public sur le tourisme, donc délégation accordée à notre SPL le Voyage à Nantes.

Il s'agit d'abord d'une précision apportée sur les missions confiées au délégataire puisque le Voyage à Nantes a toute vocation à nous faire des suggestions pour enrichir l'offre touristique nantaise, et le Voyage à Nantes a souhaité initier un parcours interécole profitant du fait que le nombre de grandes écoles à vocation artistique ou quasi artistique sur l'île de Nantes Ouest créait une sorte de campus des arts, qui peut être tout à fait exploité dans la créativité que recèlent ces écoles, leurs enseignants et leurs élèves doit permettre de créer un parcours interécole, et donc il s'agit d'autoriser le délégataire à travailler là-dessus, y compris à participer au financement d'activités pédagogiques.

Et puis il y a l'ambition de faire de Nantes une métropole, une destination touristique d'hiver. Alors je vous rassure : pas comme station de sports d'hiver mais en revanche, comme lieu où on va retrouver des œuvres plastiques inédites, des structures lumineuses, de l'art sonore, une programmation culturelle notamment musicale, et une promotion de la gastronomie nantaise notamment autour du marché de Talensac. Et donc il est précisé que ce budget est estimé à 800 000 euros de dépenses d'investissement et 600 000 euros de dépenses de fonctionnement annuel, et donc il convient de réajuster les montants à la contribution annuelle comme décrit dans la délibération, c'est-à-dire à hauteur de 9 660 000 euros. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demande d'intervention particulière ? Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Oui, merci beaucoup, juste un petit mot rapide pour saluer le dispositif que vient de nous présenter Pascal Bolo. On trouve que c'est une très bonne idée de pouvoir créer un parcours interécole s'appuyant sur les créations artistiques des élèves de ces mêmes écoles, et que ça peut être une manière – en tout cas j'imagine que c'est conçu comme ça par Jean Blaise et l'équipe du Voyage à Nantes – de donner à voir des créations de ces jeunes artistes et de favoriser l'émergence artistique sur notre territoire. Donc je tenais simplement à le saluer, tout comme l'idée de monter un Voyage à Nantes d'hiver. Alors, ça fait un peu de temps qu'on entendait parler, les choses se concrétisent. Là aussi, belle initiative.

J'en profite pour saluer aussi le travail de ceux qui aujourd'hui attirent le plus de monde en hiver à Nantes autour de la période de Noël, les créateurs et concepteurs du sons et lumières Lucia, qui a je crois l'année dernière fait venir 120 000 personnes au pied de la cathédrale de Nantes, dans un contexte en plus qui était encore limité par les gestes barrière et le contexte sanitaire.

Donc voilà, je crois bien sûr que Lucia a une identité propre qui ne peut pas être fondue avec le Voyage à Nantes, mais je crois que ça témoigne d'abord d'une volonté de mettre en avant nos artistes nantais, en l'occurrence vertavien pour le peintre Alain Thomas, nos artistes nantais contemporains, et puis également je crois que ça montre qu'il y a un véritable potentiel culturel et touristique autour de cette période d'hiver. Donc voilà, on suivra avec attention la construction de cette offre touristique hivernale. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je dois préciser que ne participent pas au vote Elhadi Azzi, Anthony Descloziers, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale, Anas Kabbaj, Florian Le Teuff, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Emmanuel Terrien et Laurent Turquois. »

Le Conseil délibère, et à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n°1 à la convention de délégation de service public conclue avec la SPL le Voyage à Nantes pour la gestion et à la mise œuvre de la politique touristique métropolitaine, joint en annexe ;

2 – autorise Madame la Présidente ou son délégué à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération, et notamment à signer l'avenant n°1.

Non participation au vote de :

Elhadi AZZI, Anthony DESCLOZIERS, Anne-Sophie GUERRA, Sandra IMPERIALE, Anas KABBAJ, Florian LE TEUFF, Fabrice ROUSSEL, Aymeric SEASSAU, Emmanuel TERRIEN, Laurent TURQUOIS

Direction Générale Ressources
Département Finances, Marchés et Performance
Direction du Contrôle de gestion

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

37 – Attribution de subventions aux tiers

Exposé

Nantes Métropole attribue des subventions dans le cadre de ses politiques publiques et notamment pour tout ce qui concerne :

- le sport
- l'économie et l'emploi responsable
- les solidarités métropolitaines
- le fonds de soutien et de lutte contre le sans-abrisme
- l'accès aux droits
- l'habitat
- le numérique
- le tourisme

Il est proposé d'attribuer des subventions pour un montant total de **6 091 216 €** tel que décrit dans le tableau joint en annexe 1.

M^{me} la Présidente : « Je vais donner la parole à Pascal Bolo et là, je vais dire d'emblée qui ne participe ni au débat ni au vote : donc pour l'ATDEC Michèle Bonnet, Nathalie Leblanc, Pierre Quénéa, François Vouzellaud ; au titre de l'ADIL François Prochasson ; et au titre de la SPL Cité des congrès Bassem Asseh, Laure Beslier, Véronique Dubettier-Grenier, Anne-Sophie Guerra, Guillaume Richard, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Jeanne Sotter, Franckie Trichet, Alain Vey, Louise Vialard et Richard Thiriet. Pascal Bolo pour la délibération. »

M. Bolo : « Vous l'aurez compris : il s'agit donc de subventions, traditionnelle délibération. D'abord pour une subvention de 421 000 à l'ATDEC pour le fonds d'aide aux jeunes, de 453 644 euros à l'ANEF Ferrer pour le FSL, l'Édit de Nantes également pour le FSL, toujours dans le domaine de l'habitat subvention à l'ADIL de 327 934, l'Association culturelle de l'été 200 000 euros de subvention, tout cela sont des individualisations de choses déjà connues, qui sont déjà budgétées évidemment, les missions d'intérêt général de l'ATDEC pour 1 494 400, la Cité des congrès 322 000 pour la 8^e édition de la Nantes Digital Week, le HBC Nantes 704 500, c'est évidemment le sport de haut niveau, ainsi que l'Hermine pour 356 000, les Neptunes de Nantes pour 278 250, l'ASB Rezé, le Nantes-Rezé Métropole volley pour 324 250, dans le cadre du fonds de lutte contre le sans-abrisme une subvention à la commune de Nantes, 646 925 euros, et également là c'est pour la subvention en investissement pour soutenir la commune dans le financement de la rénovation du bâtiment de l'ex-CREPS et pour l'achat de mobilier, 84 073 euros. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. approuve l'attribution des subventions mentionnées dans le tableau joint en annexe 1 et autorise le cas échéant la signature des conventions et avenants correspondants.

2. autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de :

Pour ATDEC :

Michèle BONNET, Nathalie LE BLANC, Pierre QUENEA, François VOUZELLAUD

Pour l'ADIL :

François PROCHASSON

**Direction Générale Ressources
Département Ressources Humaines**

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

38 – Personnel métropolitain – Adaptation du tableau des effectifs – Dispositions diverses – Approbation

Exposé

I - ADAPTATION DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS

Au vu des évolutions organisationnelles et des décisions relatives au développement de carrière, il est proposé de modifier le tableau des effectifs tel que présenté en annexe 1.

Ces modifications ont fait l'objet d'une présentation en comité technique et se déclinent comme suit :

1.1 Budget principal

- 14 créations de postes pour répondre aux besoins du service :

- 1 poste de technicien est créé à la direction de l'espace public pour stabiliser les moyens au regard du plan de charge du pôle des projets métropolitains.
- 1 poste d'ingénieur est créé à la direction des investissements et de la circulation
- 1 poste de responsable du patrimoine (cadre d'emplois des ingénieurs) est créé à la direction du patrimoine et de l'archéologie
- 1 poste d'attaché est créé au service urbanisme numérique du département urbanisme et habitat
- 3 postes (un attaché de conservation du patrimoine, un assistant de conservation du patrimoine et des bibliothèques et un adjoint administratif) sont transférés, depuis la ville de Nantes, à la direction du patrimoine et de l'archéologie, dans le cadre de la mise en place d'un service commun (secteur partenariats scientifiques et culturels et secteur patrimoines), pour assurer respectivement es fonctions de responsable du secteur partenariats scientifiques et culturels, médiateur du patrimoine et secrétaire assistante du secteur patrimoine. 40 à 60 % du coût de ces postes sera pris en charge par la Ville de Nantes conformément à la convention relative aux services communs entre la Métropole et la Ville.
- 7 postes sont créés en surnombre pour permettre de répondre à des situations individuelles

Par ailleurs, 1 poste de rédacteur créé à l'origine pour une durée temporaire à la direction administrative et financière du département bâtiment, architecture, travaux, ingénierie immobilier est pérennisé.

- 7 suppressions de postes :
- 2 postes créés pour une durée déterminée et arrivés à échéance sont supprimés
 - 1 poste vacant est supprimé
 - 4 postes en surnombre, devenus vacants, sont supprimés.
- 38 transformations de postes donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés seront supprimés lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
- 13 transformations de postes donnant lieu à des suppressions dans le contexte de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux postes supprimés ont été créés lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.2 Budget annexe de l'eau

- 2 créations de postes pour répondre aux besoins du service :
 - 1 poste d'adjoint administratif et 1 poste d'agent de maîtrise sont créés au service clientèle de la direction des opérateurs publics de l'eau et de l'assainissement
- 1 transformation de poste donnant lieu à une création visant à adapter la nature du poste au grade de l'agent. Le poste correspondant au nouveau poste créé sera supprimé lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
- 3 transformations de postes donnant lieu à des suppressions dans le contexte de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux postes supprimés ont été créés lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.3 Budget annexe de l'assainissement

- 1 création de poste pour répondre aux besoins du service :
 - 1 poste de technicien est créé à la direction des opérateurs publics de l'eau et de l'assainissement pour une durée de 30 mois
- 2 suppressions de postes :
- 2 postes créés pour une durée déterminée et arrivés à échéance sont supprimés
 - 3 transformations de postes donnant lieu à des créations visant à adapter la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux nouveaux postes créés seront supprimés lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.
 - 3 transformations de postes donnant lieu à des suppressions dans le contexte de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou aux grades des agents. Les postes correspondant aux postes supprimés ont été créés lors d'un précédent Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total le nombre de postes est inchangé.

1.4 Budget annexe des déchets

- 1 poste vacant est supprimé à la direction des déchets (en lien avec la réorganisation de 2017)
- 1 transformation de poste donnant lieu à une création visant à adapter la nature du poste au grade de l'agent. Le poste correspondant au nouveau poste créé sera supprimé lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.

1.5 Budget annexe transport

- 1 transformation de poste donnant lieu à une création visant à adapter la nature du poste au grade de l'agent. Le poste correspondant au nouveau poste créé sera supprimé lors d'un prochain Conseil suite à l'avis du comité technique. Au total, le nombre de postes est inchangé.

II- REFONTE DU RÉGIME INDEMNITAIRE

1) Le contexte et la démarche suivie

Par délibération du 8 décembre 2017, la collectivité a instauré un nouveau régime indemnitaire, le Régime Indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP), au bénéfice de ses agents titulaires, stagiaires et contractuels sur besoins permanents. Cette délibération a fait l'objet de plusieurs actualisations, au fur et à mesure de la publication des décrets instaurant le RIFSEEP pour les corps équivalents de l'État.

Dès 2021, a été lancé le chantier prioritaire RH « refonte du régime indemnitaire » dont les objectifs sont les suivants :

- amélioration du pouvoir d'achat des agents et lutte contre la précarité ;
- volonté d'octroyer aux agents contractuels recrutés pour répondre à des besoins temporaires un régime indemnitaire sur le même modèle que celui attribué aux agents titulaires et contractuels sur emplois permanents ;
- renforcer l'attractivité des métiers de la collectivité face aux difficultés de recrutement sur certains secteurs en tension ;
- veiller à ne pas accroître les inégalités salariales entre les femmes et les hommes ;
- apporter une meilleure lisibilité des rémunérations.

Ce chantier a été mené en concertation avec les organisations syndicales (16 réunions organisées par l'administration).

Le dossier a ensuite fait l'objet d'une consultation du comité technique le 13 juin 2022.

2) Le nouveau dispositif

◆ **CONDITIONS GÉNÉRALES D'APPLICATION (bénéficiaires) :**

Sont concernés par le versement du régime indemnitaire, les personnels en position d'activité, de mise à disposition ou de détachement au sein de la collectivité, au prorata de leur temps de travail :

- stagiaires,
- titulaires,
- l'ensemble des agents contractuels de droit public (qu'ils soient recrutés sur des besoins temporaires ou permanents). Le régime indemnitaire applicable sera alors celui défini pour les agents titulaires appartenant au cadre d'emplois de rattachement du poste occupé et le niveau de fonction rattaché ;
- les collaborateurs de groupes d'élus.

Sont en revanche exclus du versement du présent régime indemnitaire :

- les assistantes maternelles (qui bénéficient d'un régime de rémunération spécifique),
- les agents bénéficiant d'un contrat de droit privé,
- les agents bénéficiant d'un contrat d'apprentissage,
- les agents vacataires,
- les collaborateurs de cabinet (le régime indemnitaire de ces derniers étant régi respectivement par les délibérations suivantes : pour la Ville de Nantes les n°41 des 2 avril 2021 et 25 juin 2021 ; pour le CCAS de la Ville de Nantes les n°9 du 7 avril 2021 et n°6 du 23 juin 2021 ; pour Nantes Métropole les n°61 du 9 avril 2021 et n°88 du 29 juin 2021 dans le respect des dispositions réglementaires qui leur sont propres).

◆ **ASSISE RÉGLEMENTAIRE DU RÉGIME INDEMNITAIRE :**

Pour rappel, l'assise réglementaire fonde le régime indemnitaire et permet le versement des indemnités. L'ANNEXE 1 précise :

- **L'assise réglementaire du régime indemnitaire des cadres d'emplois concernés par le RIFSEEP** (à savoir ceux qui peuvent en bénéficier du fait que leurs corps homologues à l'État y sont assujettis) avec l'ensemble des arrêtés ministériels fondant l'application du RIFSEEP à chacun de ces cadres d'emplois.
À noter que le RIFSEEP ne concerne évidemment pas les éléments obligatoires de rémunération (traitement indiciaire éventuellement majoré par la NBI (Nouvelle bonification indiciaire), le SFT (Supplément Familial de Traitement), l'indemnité de résidence et le complément de traitement indiciaire – CTI).
- **L'assise réglementaire des cadres d'emplois non concernés par le RIFSEEP** (à savoir certains cadres d'emplois de l'enseignement artistique dont les corps équivalents à l'État ne bénéficient pas du RIFSEEP) : application des dispositions réglementaires qui leur sont propres.
NB : le régime indemnitaire des cadres d'emplois relevant de la filière de la police municipale fait l'objet d'une partie distincte de la délibération dans la mesure où aucun corps de référence n'est défini pour eux à l'État.

Il est rappelé que le montant indemnitaire globalement alloué à chaque agent est fixé dans les limites des maxima autorisés par la réglementation. En effet, en application du principe de parité, le régime indemnitaire des agents territoriaux ne peut pas être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'État appartenant aux corps équivalents.

◆ **COMPOSITION DU RÉGIME INDEMNITAIRE :**

Pour rappel, le RIFSEEP est composé de deux parts : l'IFSE et le CIA.

- L'IFSE (indemnité de fonctions, sujétions et d'expertise) constitue la part principale du RIFSEEP. Elle est déterminée au vu des fonctions exercées, conformément au TITRE 1 de la présente délibération, et comprend un montant plancher propre à chaque grade.
- Le CIA (complément de traitement indemnitaire) qui est instauré par la présente délibération par le TITRE 2 de la présente délibération et qui peut être versé pour tenir compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir, selon les critères et les montants indiqués en ANNEXE 2.

Le régime indemnitaire de l'ensemble des agents bénéficiaires relevant de l'assise réglementaire RIFSEEP, est ainsi composé en deux TITRES :

1. TITRE 1 : l'IFSE comprenant une partie « grade » garantie à chaque agent selon son grade et une partie « fonctions » permettant la prise en compte des responsabilités exercées, et attribuée, en outre, aux agents remplissant effectivement certaines sujétions ou exerçant certains métiers ;
2. TITRE 2 : le CIA dont l'attribution individuelle est facultative.

Le régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois dont le corps équivalent de l'État est exclu du RIFSEEP (certains cadres d'emplois de l'enseignement artistique) est défini conformément aux dispositions réglementaires qui leur sont applicables. Ainsi, les professeurs et assistants d'enseignement artistique perçoivent les primes qui sont réglementairement prévues.

À titre d'exception, au regard de la spécificité de ces emplois, le régime indemnitaire des emplois fonctionnels ne relève pas de ces deux titres mais d'arrêtés individuels d'attribution pris par l'autorité territoriale. Leur régime indemnitaire est propre à chaque fonction, versé 12 mois sur 12 et respecte l'assise RIFSEEP telle que définie en ANNEXE N°1. La présence effective au poste de travail est prise en compte dans la limite d'un plafond de 410 € mensuels duquel est défalqué par 30^{ème} toute absence à partir d'une demi-journée pour maladie, pour congés exceptionnels (mariages, décès, naissances...), pour grève, pour journées de temps partiel, pour congés bonifiés au-delà de la part des congés annuels normaux.

Au regard de la spécificité de ces emplois également, le régime indemnitaire des collaborateurs de groupe d'élus est composé de l'IFSE « part grade ». Cette part grade est celle définie pour le grade de référence cité dans le contrat du collaborateur et précisée en ANNEXE N°1. En tout état de cause et pour rappel, les dépenses couvrant la rémunération (dont le RI) des collaborateurs de groupe ne peuvent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil municipal, charges sociales incluses (article L.2121-28 du code général des collectivités territoriales).

TITRE 1 : L'IFSE

L'IFSE comporte 2 parts :

- une part grade qui bénéficie à l'ensemble des agents bénéficiaires du régime indemnitaire défini par la présente délibération. Les montants propres à chaque grade sont définis en ANNEXE 1. Cette part est versée mensuellement et n'est pas impactée par les absences sauf en cas de placement en congé de longue maladie (CLM) ou en congé de longue durée (CLD). Dans ces deux derniers cas, le versement de la part grade de l'IFSE ne sera pas maintenue conformément aux règles applicables aux agents de l'État selon le principe de parité. Pour les agents soumis au RIFSEEP, le régime indemnitaire de grade constitue donc le plancher minimal mensuel de l'IFSE.

À noter que la part grade de l'IFSE peut être modifiée pour prendre en compte la prise de fonctions d'un niveau supérieur. Il s'agit ainsi d'intégrer au sein de l'IFSE la prime locale dénommée « Indemnité différentielle de cadre d'emplois (IDCE) », qui ne pouvait continuer à exister en dehors du RIFSEEP. L'ANNEXE N°1 indique les montants de cette part grade spécifique qui a vocation à être versée aux agents titulaires de catégorie B et C, lorsqu'un poste ayant vocation à être pourvu par un cadre d'emplois, est occupé par un agent appartenant à un cadre d'emplois hiérarchiquement inférieur. Elle correspond au premier échelon du premier grade du cadre d'emplois défini pour le poste.

- une part fonctions permettant la prise en compte des responsabilités exercées, et attribuée, en outre, aux agents remplissant effectivement certaines sujétions ou exerçant certains métiers. Cette part est déterminée par cadres d'emplois et selon le groupe de fonctions auquel appartient l'agent.

Les montants de ces deux parts sont indexés sur la valeur du point d'indice (revu le 1^{er} janvier de l'année qui suit l'augmentation de la valeur du point).

Ainsi, pour rappel, ces groupes de fonctions ont été établis comme suit depuis la précédente délibération cadre de 2017.

Pour la CATÉGORIE A :

À titre liminaire, il est précisé que depuis 2011, les postes de catégorie A ont fait l'objet d'une cotation déterminant leur « niveau de fonctionnalité », ainsi répartie :

Niveau de fonctionnalité	Emplois à dominante management	Emploi à dominante expertise
1.0	DGS et DGA	
1.1	Directeur de département	
2.0	Directeur manager Directeur d'établissement culturel	Directeur expert
2.1	Responsable de pôle d'activités	Responsable appui et développement
3.0	Responsable de service 3.0 Responsable de processus transversaux Responsable de territoire Chargé de quartier Responsable d'établissement	Cadre métier (médecin, architecte, conservateur, archéologue) Responsable de service expert Développeur de projet
3.1	Responsable de service 3.1	
3.2	Cadre expert	

Les critères ayant prévalu à la cotation des niveaux de fonctionnalité sont les suivants :

- C1 : Positionnement dans l'organigramme ;
- C2 : Le grade détenu et le grade cible correspondant au niveau de responsabilité attendu sur le poste ;
- C3 : Le management et l'expertise liés au poste ;
- C4 : Le niveau de complexité (poids managérial, enjeux économiques et sociaux, complexité de l'environnement, enjeux de représentation et niveau d'expertise requis).

Concernant les postes de catégorie A (hors emplois fonctionnels), cette part « fonctions » de l'IFSE est appelée « régime indemnitaire responsabilités » (RIR).

Pour la CATÉGORIE B :

Concernant la catégorie B, la part « fonctions » de l'IFSE est appelée « régime indemnitaire fonction » (RIF). Deux groupes de fonctions ont été définis. Le niveau « de base » qui est attribué aux agents occupant un poste correspondant au 1^{er} niveau (statutaire) de recrutement, tel que défini par les décrets-cadre, quels que soient leur grade et leur filière d'appartenance. Le niveau « supérieur » est attribué aux agents occupant un poste du 2^e niveau (statutaire) de recrutement, tel que défini par les décrets cadres, quels que soient leur grade et leur filière d'appartenance. Les critères ayant prévalu à la cotation des niveaux de fonction sont les suivants :

- Technicité / Expertise
- Encadrement
- Aide à la décision
- Environnement professionnel

- Niveau de responsabilité
- Conception

Pour la CATÉGORIE C :

Concernant la catégorie C, la part « fonctions » de l'IFSE est appelée « régime indemnitaire emploi » (RIE).

4 groupes de fonctions ont été établis ; auxquels s'ajoutent 2 groupes spécifiques s'agissant des agents de maîtrise, encadrants et non encadrants. Les critères ayant prévalu à la cotation des postes sont la technicité (niveau de qualification du poste), la dangerosité, l'insalubrité et la pénibilité selon les principes prévus par le protocole d'accord de 2013.

La classification des emplois figure en ANNEXE 4.

Pour les trois catégories A/B/C, les conditions de versement de l'IFSE « part fonctions » sont identiques.

Ainsi, la part « fonctions » de l'IFSE est versée en considération de la présence effective au poste de travail, à terme échu et désormais 12 mois sur 12.

Sont déduites de la « part fonctions » de l'IFSE :

- les absences à partir d'une demi-journée pour maladie,
- les absences pour congé longue maladie (CLM) et congé de longue durée (CLD)
- les absences à partir d'une demi-journée pour congés exceptionnels (ASA mariages, décès, naissances...),
- les absences à partir d'une demi-journée de grève, les demi-journées ou journées de temps partiel,
- les absences pour congés bonifiés au-delà de la part des congés annuels normaux.
- les absences en raison d'une suspension de fonctions.

En revanche, ne sont pas déduits :

- Les jours de congés annuels,
- les jours de repos cadre,
- les jours de formation,
- les jours de décharges syndicales,
- les absences pour congé maternité, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, congé de naissance, congé pour adoption, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- les absences pour accidents du travail, maladie professionnelle,
- les absences pour temps partiel thérapeutique.

La mise en œuvre des déductions présentes ne peut conduire à une diminution de la part fonction supérieure à 410 € mensuels pour les agents occupant la fonction de directeur de département (1.1).

L'IFSE (part grade + part fonctions) est versée mensuellement. L'attribution individuelle de l'IFSE fait l'objet d'un arrêté pris par l'autorité territoriale pour les agents titulaires.

TITRE 2 : LE CIA

Le CIA constitue la seconde part du RIFSEEP. Par définition le CIA permet de tenir compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir de l'agent.

Son attribution est facultative (tous les agents ne percevront pas le CIA) et non automatique (un agent peut percevoir du CIA une année mais pas l'année suivante ou pour un montant différent).

Il appartient en effet à l'assemblée délibérante de définir des critères d'attribution du CIA. Il est ainsi proposé d'utiliser le CIA afin d'intégrer certaines des primes locales versées par la collectivité qui ne pouvaient continuer à exister en dehors du RIFSEEP.

Les critères d'attribution ainsi que les conditions de versement du CIA ainsi mis en place sont détaillés dans l'ANNEXE 2.

Des montants plafonds de CIA sont définis pour chaque corps de référence de l'État. Les collectivités territoriales ont l'obligation de respecter les montants maximaux globaux (butoirs IFSE + butoirs CIA) pour verser le RIFSEEP. Ces montants plafonds sont indiqués dans l'ANNEXE 1.

Le CIA est versé aux agents remplissant les critères d'attribution pour les montants indiqués dans l'ANNEXE 2.

Il est proposé que le CIA soit versé mensuellement sur la base des montants indiqués en ANNEXE N°2. Pour les agents concernés par le versement du CIA au titre de l'année considérée, ce montant sera indiqué dans l'arrêté d'attribution du régime indemnitaire pris pour chaque agent et indiquant en tout état de cause le montant de l'IFSE.

◆ **LES PRIMES CUMULABLES AVEC LE RIFSEEP**

Le RIFSEEP est exclusif, par principe, de tout autre régime indemnitaire de même nature. Les primes existant précédemment doivent donc y être intégrées.

Par exception, certaines primes et indemnités continuent d'exister à part du RIFSEEP et sont donc cumulables avec lui.

Ces primes sont listées en ANNEXE 3. Elles regroupent plusieurs types de primes et indemnités :

- les primes et indemnités cumulables avec le RIFSEEP par nature (cf. Circulaire ministérielle du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et circulaire du ministère de l'éducation nationale DGRH C1-2 n°2015-0163 du 5 novembre 2015) ;
- celles qui sont expressément cumulables avec le RIFSEEP et dont la liste exhaustive a été établie par l'arrêté du 27 août 2015 et qui sera complétée si besoin à chaque bascule d'un corps dans le RIFSEEP. À noter que cet arrêté a été pris pour l'État. Il s'agit donc de prendre en compte les primes applicables aux agents de l'État et de raisonner par analogie pour les primes territoriales ;
- à noter que de nouvelles primes expressément cumulables avec le RIFSEEP ont été créés postérieurement à la délibération de 2017.

Ces indemnités sont donc attribuées en complément du régime indemnitaire exposé dans les deux titres précédents (IFSE et CIA).

◆ **MODALITÉS D'APPLICATION DU NOUVEAU DISPOSITIF**

Ce dispositif est applicable à compter du 1^{er} juillet 2022.

Pour des raisons techniques, la mise en œuvre sur la paie sera effectuée sur la paie de septembre. C'est pourquoi, la régularisation de ce nouveau régime indemnitaire pour les mois de juillet et août 2022 se fera sur la paie de septembre 2022.

Il vous est proposé de vous prononcer sur l'ensemble des éléments présentés ci-avant.

III – REFONTE DU RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS RELEVANT DES CADRES D'EMPLOIS DE LA FILIÈRE POLICE MUNICIPALE

1) Contexte et démarche suivie

Avant la présente délibération, le régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale était fixé par la délibération du 8 décembre 2017 mettant en place une nouvelle architecture du régime indemnitaire au sein de la collectivité, notamment suite à la mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP). Si l'immense majorité des cadres d'emplois de la fonction publique territoriale bénéficient à l'heure actuelle du RIFSEEP, ce régime indemnitaire n'est toutefois pas applicable aux agents relevant de la filière police municipale.

En effet, le versement du RIFSEEP est gouverné par le principe de libre administration des collectivités territoriales, qui doit cependant être concilié avec le principe de parité posé par l'article L. 714-4 du code général de la fonction publique, aux termes duquel les organes délibérants des collectivités territoriales fixent les régimes indemnitaires de leurs agents, dans la limite de ceux dont bénéficient les différents services de l'État. Or, en raison notamment de la spécificité des fonctions exercées et de l'absence de corps assurant des missions équivalentes au sein de la fonction publique d'État, le régime indemnitaire des agents relevant de la filière police municipale fait l'objet d'une construction autonome résultant de l'article L. 714-13 du code général de la fonction publique et par dérogation à l'article L. 714-4 du même code.

Pour des raisons techniques de migration vers un nouveau SIRH, la nouvelle structuration du régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale, telle qu'exposée dans la présente délibération, sera applicable à compter du 1^{er} janvier 2023.

À titre d'exception et de manière transitoire du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 31 décembre 2022, le régime indemnitaire prévu dans la délibération du 8 décembre 2017 concernant les agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale est maintenu, et les montants revalorisés de 250 € bruts pour les catégorie A, 150 € bruts pour les agents de catégorie B et de 100 € nets pour les agents de catégorie C dans la limite des butoirs.

Enfin, les agents continueront de pouvoir bénéficier d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires dès le 1^{er} juillet 2022, dans les conditions rappelées ci-dessous.

2) Le nouveau dispositif

Le régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale est fixé comme suit :

◆ CONDITIONS GÉNÉRALES D'APPLICATION :

- Sont concernés par la présente délibération les agents **titulaires et stagiaires** des cadres d'emplois de la filière police municipale :

- Agent de police municipale (catégorie C)
- Chef de police municipale (grade en voie d'extinction ; catégorie C)
- Chef de service de police municipale (catégorie B)
- Chef de service principal de police municipale (catégorie B)
- Directeur de police municipale

- Toutes les primes instaurées dans la présente délibération sont cumulables entre elles.

◆ ASSISE RÉGLEMENTAIRE DU RÉGIME INDEMNITAIRE :

Assise législative et réglementaire fondant le régime indemnitaire et permettant le versement de celui-ci :

- Code général de la fonction publique, notamment l'article L. 714-13
- Décret n°93-863 du 18 juin 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la NBI dans la fonction publique territoriale

- Décret n°97-702 du 31 mai 1997 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des agents de police municipale et du cadre d'emplois des gardes champêtres
- Décret n°2000-45 du 20 janvier 2000 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale
- Décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires
- Décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité
- Arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité
- Circulaire du 11 octobre 2002 NOR LBLB0210023C relative au nouveau régime indemnitaire des heures et travaux supplémentaires dans la fonction publique territoriale
- Décret n°2006-1397 du 17 novembre 2006 modifiant le régime indemnitaire des fonctionnaires des cadres d'emplois de garde champêtre, d'agent de police municipale, de chef de service de police municipale et créant le régime indemnitaire des fonctionnaires du cadre d'emplois de directeur de police municipale
- Décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 pris en application de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics
- Décret n° 2012-625 du 3 mai 2012 fixant le plafond annuel de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics
- Circulaire n° INTB1234383C du 22 octobre 2012 relative à la mise en place d'une prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

◆ **COMPOSITION DU RÉGIME INDEMNITAIRE :**

Le régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale se compose des primes suivantes, attribuées dans les conditions réglementaires exposées ci-dessous :

- l'indemnité d'administration et de technicité (IAT),
- l'indemnité spéciale de fonction (ISF),
- la prime d'intéressement à la performance collective des services (PIPES),
- les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS).

I/ Indemnité d'administration et de technicité (IAT)

- **Bénéficiaires** : L'IAT est instaurée au profit des **cadres d'emplois** suivants :

- agents de police municipale (tous grades, tous échelons)
- chefs de police (grade en voie d'extinction)
- chefs de service de police municipale, dont l'indice brut est inférieur ou égal à celui¹ indiqué à l'article 2 du décret n°2002-61.

- **Modalités pratiques** :

- Cette indemnité sera versée à compter du 1^{er} janvier 2023.

¹A la date de la présente délibération il s'agit de l'IB 380

– Le **crédit global** alloué à l'IAT est calculé en multipliant un montant de référence applicable à chaque grade par un coefficient compris entre 0 et 8 puis par l'effectif réellement pourvu dans la collectivité.

– Le versement est effectué selon un rythme mensuel.

– Le versement de l'IAT n'est pas impacté par les absences telles que la maladie ou les autorisations spéciales d'absence.

- **Attribution individuelle :**

Les **montants individuels** sont décidés par l'autorité territoriale dans la limite du montant de référence correspondant au grade de l'agent multiplié par 8. Cette attribution individuelle peut être modulée pour tenir compte de la **manière de servir de l'agent** dans l'exercice de ses fonctions.

	Agents	Chefs (grade en voie d'extinction)	Chefs de service	Chefs de service principal	Directeur s
Éligibilité	Éligibles	Éligibles	Éligibles jusqu'à l'IB 380 à la date de la présente délibération	Non éligibles	Non éligibles
Montants annuels de référence plafonds, à la date de la présente délibération (indexés sur le point d'indice)	Brigadier-chef principal : 495,93 € Gardien brigadier (anciennement brigadier) : 475,31 € Gardien brigadier (anciennement gardien) : 469,88 €	495,93 €	595,77 €		

Les montants annuels indiqués ci-dessus sont établis pour un agent à temps complet. Ils seront proratisés, dans les mêmes conditions que le traitement, pour les agents à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

II/ Indemnité spéciale de fonction (ISF)

- **Bénéficiaires :** L'ISF est instaurée au profit de **tous les agents** de police municipale (voir détails ci-dessous)

- **Modalités pratiques :**

– Cette indemnité sera versée à compter du 1^{er} janvier 2023.

– Le versement est effectué selon un rythme mensuel.

– L'ISF est versée en considération de la présence effective au poste de travail, à terme échu et 12 mois sur 12.

– Sont déduites de l'ISF :

- les absences à partir d'une demi-journée pour maladie,
- les absences pour congé longue maladie (CLM) et congé de longue durée (CLD)
- les absences à partir d'une demi-journée pour congés exceptionnels (ASA mariages, décès, naissances...),
- les absences à partir d'une demi-journée de grève, les demi-journées ou journées de temps partiel,
- les absences pour congés bonifiés au-delà de la part des congés annuels normaux.
- les absences en raison d'une suspension de fonctions.

En revanche, ne sont pas déduits :

- Les jours de congés annuels,
- les jours de repos cadre, récupération
- les jours de formation,
- les jours de décharges syndicales,
- les absences pour congé maternité, congé de paternité et d'accueil de l'enfant, congé de naissance, congé pour adoption, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- les absences pour accidents du travail, maladie professionnelle,
- les absences pour temps partiel thérapeutique.

La mise en œuvre des déductions présentes ne peut conduire à une diminution de l'ISF (exprimée en montant brut mensuel) supérieure à 100 € pour les agents de catégorie C et B et, pour les agents de catégorie A : 210 € pour les 3.0, 250 € pour les 2.1, 410 € pour les 2.0

A/ ISF des agents de police municipale

Le **montant individuel** est équivalent à 20 % du traitement indiciaire augmenté de l'éventuelle NBI perçue par les agents.

B/ ISF des chefs de service de police municipale

– Le montant individuel est équivalent à 22 % du traitement indiciaire, augmenté de l'éventuelle NBI perçue par les agents, concernant les agents dont l'indice brut est inférieur ou égal à celui² indiqué à l'article 1er du décret n°2000-45.

– Le montant individuel est équivalent à 30 % du traitement indiciaire, augmenté de l'éventuelle NBI perçue par les agents, concernant les agents dont l'indice brut est supérieur à celui indiqué à l'article 1er du décret n°2000-45.

C/ ISF des directeurs de police municipale

Cette indemnité est constituée de deux parts :

- une part fixe d'un montant annuel fixé à 7 500 euros, soit 625 euros par mois.

Ce montant est fixé pour un agent à temps complet. Il sera proratisé, dans les mêmes conditions que le traitement, pour les agents à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

- une part variable déterminée en appliquant au montant du traitement indiciaire, augmenté de l'éventuelle NBI perçue par les agents, un taux individuel fixé à 25 %.

III/ Prime d'intéressement à la performance collective des services (PIPSC)

- **Bénéficiaires** : La PIPSC est instaurée au profit des agents exerçant leurs fonctions au sein du pôle police métropolitaine transport et police municipale de la direction de la tranquillité publique.

²A la date de la présente délibération il s'agit de l'IB 380

- **Modalités pratiques** :

– Cette prime est instaurée à compter du 1^{er} juillet 2022 et commencera à être versée à compter de janvier 2023, à l'issue de la première période de référence.

– Objectifs à remplir collectivement pour déclencher le versement de la prime :

Objectif n°1 : animer et conduire opérationnellement les actions de la direction et du service

Objectif n°2 : respecter la doctrine d'emploi de la police municipale

Objectif n°3 : privilégier les actions de sécurité de proximité et de relation à l'habitant

– Catégories d'indicateurs d'évaluation de la réalisation de ces objectifs :

Catégorie 1 : indicateurs relatifs à l'efficacité de l'activité opérationnelle de terrain et de la qualité du service rendu ;

Catégorie 2 : indicateurs relatifs à la bonne mise en œuvre des priorités d'action du service ;

Catégorie 3 : indicateurs relatifs au développement des partenariats opérationnels concourant à la mise en œuvre de la Politique publique de sécurité ;

Catégorie 4 : indicateurs relatifs à la mise en œuvre des formations continues et obligatoires des agents dans un objectif d'amélioration constant des conditions de travail des agents et de la qualité du service rendu.

– En amont de chaque période de référence, l'autorité territoriale fixe, après avis du comité technique³, **les indicateurs d'évaluation retenus au sein de ces catégories ainsi que les résultats à atteindre.**

Sous réserve que les missions fixées ne connaissent une évolution majeure, les indicateurs définis par l'assemblée délibérante feront l'objet d'une tacite reconduction.

– Période de référence : il s'agit d'une **période de 6 mois** au cours de laquelle les objectifs fixés doivent être réalisés. La première période de référence débutera le 1^{er} juillet 2022.

– A l'issue de chaque période de référence 6 mois, l'autorité territoriale vérifie à l'aide des critères fixés pour la période considérée, si les objectifs fixés ont été atteints. **Le constat de la réalisation des objectifs déclenche le versement de la PIPCS**, échelonné en 6 mensualités, à compter du mois suivant la période de référence. Ainsi le premier versement interviendra le cas échéant en janvier 2023.

- **Attribution individuelle** :

– Montant forfaitaire : le montant de la prime est identique pour tous les agents, quels que soient leur statut et leurs fonctions, à hauteur 300 € par période de référence de 6 mois (montant plafond). Le versement de la PIPCS sera échelonné en mensualités de 50 €.

Toutefois, en application de la réglementation en vigueur, il y a lieu de réduire le montant de la prime, **proportionnellement à leur temps de travail**, des agents à temps partiel ou à temps non complet.

En outre, en cas d'insuffisance caractérisée dans la manière de servir, un agent peut être **exclu du bénéfice** de la PIPCS.

– Condition de présence minimale : pour pouvoir bénéficier de la PIPCS, l'agent doit être présent pendant au moins **la moitié de la période de référence** (soit trois mois par période de référence de six mois). Si cette condition de présence n'est pas remplie, l'agent ne perçoit pas la prime, ni même une fraction de celle-ci : aucune proratisation n'est permise par la réglementation en vigueur sur ce point.

Pour l'appréciation de cette condition de durée, les absences suivantes valent présence effective :

– congés annuels

³Le comité technique sera remplacé par le comité social territorial au 1^{er} janvier 2023

- congés liés à la réduction du temps de travail
- congés pris au titre du CET
- congés de maternité ou pour adoption, congés de paternité
- congés de maladie ordinaire
- congés pour accident de service, accident du travail ou maladie contractée dans l'exercice des fonctions
- congés pour formation syndicale, autorisations d'absence ou décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical
- périodes de formation professionnelle (à l'exception du congé pour formation professionnelle).

Les services accomplis à temps partiel ou à temps non complet sont pris en compte comme des services accomplis à temps plein.

La PIPCS est cumulable avec le régime indemnitaire et n'entre pas dans le calcul des butoirs indemnitaires

IV/ Indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS)

Comme précédemment, sous l'empire de la délibération du 8 décembre 2017, les agents des cadres d'emplois de la filière police municipale pourront, sous conditions continuer à bénéficier des IHTS à compter du 1^{er} juillet 2022.

- **Bénéficiaires** : En application de la réglementation, seuls les agents de **catégorie C et B** des cadres d'emplois de la filière police municipale réalisant effectivement des heures supplémentaires peuvent bénéficier des IHTS.
- **Modalités pratiques** :

Les IHTS des policiers municipaux obéissent aux mêmes règles que celles applicables aux autres agents de la collectivités bénéficiant du RIFSEEP.

Les IHTS sont attribuées dans le cadre de la réalisation effective de travaux supplémentaires **demandés par le supérieur hiérarchique**.

La rémunération de ces travaux supplémentaires est subordonnée à la mise en place de **moyens de contrôle** (automatisé ou décompte déclaratif).

Pour un agent à temps complet les travaux supplémentaires ne peuvent excéder **25 heures au cours d'un même mois**. Les heures de dimanches, de jours fériés ou de nuits sont prises en compte pour l'appréciation de ce plafond.

Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service qui en informe immédiatement le comité technique⁴.

- **Attribution individuelle** :

La rémunération horaire est déterminée en prenant pour base exclusive le **montant du traitement brut annuel** de l'agent concerné au moment de l'exécution des travaux, augmenté, le cas échéant, de l'indemnité de résidence. Le montant ainsi obtenu est **divisé par 1 820**.

Cette rémunération horaire est multipliée par 1,25 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

Il vous est proposé de vous prononcer sur l'ensemble des éléments présentés ci-avant.

IV– MODIFICATION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION – CLAUSE DE REVOYURE

⁴Le comité technique sera remplacé par le comité social territorial au 1^{er} janvier 2023

Issues de la loi de transformation de la fonction publique, les lignes directrices de gestion ont été définies et votées en 2020 pour une mise en application en 2021.

À l'issue de la concertation relative à l'adoption des lignes directrices de gestion (LDG), l'autorité territoriale s'était engagée à mettre en œuvre une clause de revoyure en cas d'ajustements nécessaires identifiés à l'issue de la première année d'application et en cas d'évolutions statutaires impactant les LDG.

Aussi, la collectivité a engagé de nouveaux temps de concertation avec les organisations syndicales. Dans ce cadre, les étapes de la concertation ont été les suivantes :

- présentation d'un bilan de la première année d'application des LDG et des évolutions statutaires aux organisations syndicales ;
- des propositions de l'administration dans le cadre uniquement de la clause de revoyure ;
- des temps de discussion sur cette base avec les organisations syndicales pour arrêter un mode de gestion ;
- des temps d'analyse partagée sur la faisabilité et les impacts des évolutions demandées ;
- un arbitrage définitif posé à l'issue, basé sur les regards croisés fonction RH et organisations syndicales.

Le dossier ayant vocation à ajuster les modalités d'avancement de grade pour les catégories C, B et A et la promotion interne pour la période 2022-2026 inclue a été présenté au comité technique du 31 mai 2022.

Les modifications du dossier LDG (annexe 3) sont les suivantes :

Catégorie A

– au regard d'imprécisions du précédent dossier, il va être précisé le contingentement des mesures de fin de carrière pour les blocs 2 et 3, à savoir : une à trois possibilités de mesure de fin de carrière pour le bloc 2 et une possibilité de mesure de fin de carrière pour le bloc 3.

– les modifications des structures (passage de 3 grades à 2 grades) de plusieurs cadres d'emplois impliquent la redéfinition des blocs carrières et des conditions internes d'avancement. Ainsi, il est prévu que les avancements sur les grades d'infirmier en soins généraux hors classe, ergothérapeute/psychomotricien hors classe et puéricultrice hors classe sont de deux années d'attente à compter des conditions statutaires. Ces cadres d'emploi sont dans le bloc 4. Quant à l'accès au grade de cadre supérieur de santé (bloc 5), l'avancement étant conditionné à la réussite à un examen professionnel, celui-ci interviendra dès que l'agent remplira les conditions statutaires, l'année suivante de sa réussite (la valorisation des réussites à examen professionnel étant un des principes des LDG).

Catégorie B

Le reclassement en catégorie B des auxiliaires de soins et auxiliaires de puériculture implique la redéfinition des conditions d'avancement des agents de ces cadres d'emplois.

Les conditions d'avancement ont été définies sur la base des principes suivants :

– des conditions d'avancement plus favorables pour les agents qui exercent de façon effective les missions d'aide-soignant et d'auxiliaire de puériculture en comparaison des agents qui détiennent le grade mais qui sont affectés sur d'autres missions, sans les contraintes de travail de ces emplois. Les objectifs sont de valoriser et reconnaître la pénibilité du travail quotidien des agents ;

– au regard de la pénibilité et des tensions en terme de recrutement plus prégnantes sur le métier d'aide-soignant, une différenciation des conditions d'avancement entre aide-soignant et auxiliaire de puériculture en prévoyant des conditions d'avancement plus rapide sur le cadre d'emplois d'aide-soignant.

Les conditions d'avancement sont les suivantes :

	Aide-soignant	Auxiliaire de puériculture
Exercice effectif des missions	conditions statutaires +1 an	conditions statutaires + 2 ans
En mission/reclassement	conditions statutaires + 3 ans	conditions statutaires + 4 ans

V- DISPOSITIF FORFAIT MOBILITÉS DURABLES

Le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 a instauré le forfait mobilités durables dans la fonction publique territoriale. À part le montant (200 € forfaitaire annuel) et le nombre de jours éligibles (100 pour une année pleine d'activité), sa mise en œuvre est laissée à la décision de chaque collectivité.

Par délibération du 9 avril 2021, Nantes Métropole a signifié qu'elle s'engageait dans la mise en place de cette indemnité, pour la partie vélo dans un premier temps. Ainsi, les trajets éligibles à compter du 1er janvier 2021 ont permis à 630 agents (de la ville de Nantes, de son CCAS et de Nantes Métropole) de percevoir cette indemnité annuelle en février 2022.

Le contexte s'y prêtant dorénavant, il est proposé d'élargir l'éligibilité des types de déplacements au covoiturage.

La mise en œuvre de cette autre forme de déplacement s'inscrit dans la politique publique métropolitaine de favoriser les déplacements alternatifs.

Aussi, pour la partie covoiturage, l'incitation doit permettre de s'inscrire sur l'une des nombreuses plateformes de covoiturage existant sur le territoire, que l'on soit covoitureur ou covoituré.

En cas de contrôle à terme, il pourra être demandé à l'agent de fournir la preuve de ces trajets par une extraction des données enregistrées par la plateforme. Ces justificatifs valent pour les trajets effectués à compter du 1er septembre 2022.

Pourront donc désormais bénéficier du forfait mobilités durables :

- les agents titulaires, stagiaires, contractuels permanents et temporaires, les apprentis
- réalisant leurs trajets domicile-travail à vélo / vélo à assistance électrique / covoiturage à hauteur de 100 jours minimum sur une année civile (à proportion pour les agents à temps partiel, temps non complet ou arrivés/partis en cours d'année)
- ne bénéficiant pas par ailleurs d'une autre participation transport sur l'année civile de référence
- réalisant leur déclaratif mensuel auprès du département RH.

Ce forfait annuel, d'un montant de 200 €, est versé à terme échu si l'agent a donc effectué un minimum de 100 jours de trajets domicile-travail quel que soit le moyen de transport listé ci-avant. Ce montant est à proratiser en tenant compte du temps de présence effective au sein de la collectivité (en cas de recrutement ou de départ en cours d'année), mais pas de la quotité de temps de travail.

Après avis du comité technique du 31 mai 2022, il vous est proposé d'approuver la mise en place de ce forfait mobilités durables – partie covoiturage – à compter du 1^{er} janvier 2022, pour une déclaration des trajets parcourus qui générera un versement à partir de la paie de février 2023.

VI - CRÉATION DE FORMATIONS SPÉCIALISÉES DE SERVICES OU DE SITES COMMUNES A NANTES MÉTROPOLE, LA VILLE DE NANTES ET SON CCAS

L'article 4 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique modifie la loi n°84-53 et institue une instance unique pour débattre des sujets d'intérêt collectif, le comité social territorial (CST), en lieu et place du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail actuels.

Le deuxième alinéa de l'article 32 de la loi n°84-53 permet la création, par délibérations concordantes des organes délibérants d'un établissement public de coopération intercommunale, de l'ensemble ou d'une partie des communes membres et de l'ensemble ou d'une partie des établissements publics qui leur sont rattachés, d'un comité social territorial commun compétent pour tous les agents de ces collectivités et établissements publics lorsque l'effectif global concerné est au moins égal à cinquante agents.

Une formation spécialisée (FS) dédiée aux questions d'hygiène, sécurité, santé au travail est instituée au sein du CST dans les collectivités ou établissements publics employant au moins 200 agents.

En application du II de l'article 32-1 de la loi n°84-53, des formations spécialisées complémentaires peuvent être créées en cas de risques professionnels particuliers pour les sites ou services concernés. Elles sont respectivement dénommées formations spécialisées de site ou de service selon que les risques particuliers qui ont justifié leur création concernent un site ou un ou plusieurs services. Ces formations exercent alors les attributions en matière de santé, sécurité et conditions de travail pour les sites ou services concernés.

Dans la continuité de la mutualisation des instances effective depuis 2018, permettant une meilleure appréhension des enjeux de la métropolisation d'une part et la convergence souhaitée des politiques de ressources humaines entre la Ville de Nantes, le CCAS et Nantes Métropole d'autre part, le conseil métropolitain du 24 mars dernier a approuvé la création d'un Comité social territorial commun et d'une Formation spécialisée commune à ces trois institutions, et acté le principe de création de Formations spécialisées de sites ou de services pour la Ville de Nantes, le CCAS et Nantes Métropole, et d'en finaliser le nombre et le périmètre lors des instances de juin 2022, après échanges avec les organisations syndicales et les directions opérationnelles concernées.

À l'issue de la concertation menée avec les organisations syndicales, les principes généraux relatifs à la mise en place des formations spécialisées de services ou de sites sont les suivants :

- des formations en cohérence avec le périmètre des Directions Générales, Départements ou Directions ;
- des formations en cohérence avec les enjeux métiers ;
- une demande des organisations syndicales de prendre en compte des secteurs non couverts ;
- une demande des organisations syndicales d'avoir des formations suffisamment étoffées en effectifs pour permettre la représentativité de toutes les organisations syndicales.

Sur la base de ces principes généraux, et à l'appui de l'état des lieux des groupes de travail CHSCT existants, il est proposé la mise en place des formations spécialisées de services ou de sites suivantes :

- Direction Générale Culture et Arts dans la Ville
- Direction des sports
- Direction de l'Éducation
- Direction de la Petite Enfance
- Direction Générale Ressources (Département Ressources Numériques, Département Ressources Humaines, Département Finances, Marchés et Performance)
- Direction Nature et Jardins
- Direction des Déchets (dont opérateur public de la collecte)
- Direction Générale Citoyennetés et Territoires Solidaires
- Département Prévention et Solidarités
- Département du BATII
- L'ensemble des pôles de proximité
- Direction des Opérateurs Publics de l'Eau et de l'Assainissement (DOPEA) + Direction du Cycle de l'Eau
- Direction Générale déléguée à la Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire (concerne le Département des Mobilités, la Direction de l'Espace Public, le Département Urbanisme et Habitat)
- Direction Générale Territoires, Déchets et Sécurité (hors pôles de proximité et direction des déchets)
- Direction Générale Développement Économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe et International (DGERI) + Direction Générale Information et Relation au Citoyen (DGIRC) + Direction Générale Transition Écologique et Santé (DGTES) + Direction Générale Démocratie et Transformation de l'Action Publique (DGDTP)

C'est ainsi qu'il est proposé aux membres du Conseil métropolitain la création de 15 Formations spécialisées de site ou de services.

En ce qui concerne les formations spécialisées de services ou de sites, le nombre de représentants du personnel titulaires au sein des formations spécialisées de site est fixé au prorata des effectifs du site (ex : entre 3 et 5 pour un site de 200 agents, entre 4 et 6 quand l'effectif est au moins égal à 200 et inférieur à 1000 agents, 5 à 8 quand l'effectif est au moins égal à 1000 et inférieur à 2000 agents), en application de l'article 14 du décret n°2021-571.

Afin de favoriser la représentativité syndicale, la collectivité fait le choix de prendre le nombre maximum de représentants du personnel possibles dans les formations spécialisées de services ou de sites, à savoir :

- 8 représentants du personnel pour les 2 formations spécialisées de services ou de sites suivantes : Direction de l'Éducation et Ensemble des pôles de proximité ;
- 6 représentants du personnel pour toutes les autres formations spécialisées de services ou de sites.

Le décret n°2021-571 prévoit un dépouillement des votes par service ou site pour désigner les représentants du personnels des formations spécialisées de services ou de sites. Au regard des contraintes opérationnelles liées à cette mise en œuvre, la collectivité, en accord avec les organisations syndicales, a fait le choix de s'appuyer sur les votes pour la désignation des représentants en comité social territorial.

En application de l'article 16 du décret précité, le nombre de représentants suppléants sera égal au nombre de représentants titulaires dans les formations spécialisées de services ou de sites.

Dans la continuité des modalités de travail préexistantes dans le cadre des groupes de travail CHSCT, les sièges dans les formations spécialisées de services ou de sites seront attribués à raison d'un siège par organisation syndicale représentative en formation spécialisée plénière ; les sièges restants seront quant à eux répartis dans le respect de la représentativité issue des résultats aux élections professionnelles.

Le périmètre et les modalités de fonctionnement des formations spécialisées de services ou de sites ont été soumises à l'avis du comité hygiène, sécurité et conditions de travail le 30 mai 2022 et du comité technique le 31 mai 2022.

VII- ACTUALISATION DE LA CONVENTION DE SERVICES COMMUNS ENTRE NANTES MÉTROPOLE ET LA VILLE DE NANTES

La convention et ses annexes approuvées par délibérations des conseils municipal et métropolitain de la Ville de Nantes et de Nantes Métropole respectivement les 2 avril et 9 avril 2021 nécessitent d'être actualisées afin de prendre en compte les évolutions organisationnelles et la création de nouveaux services communs : le service courrier rattaché au pôle relations usagers multicanales et la mission funéraire de la Direction de la Relation aux Usagers, le pôle santé des populations, le service partenariats scientifiques et culturels et le service patrimoine de la Direction Patrimoine et Archéologie.

La convention de services communs entre la ville de Nantes et Nantes Métropole, telle que jointe en annexe n°4 à la présente délibération, intègre ces modifications.

M. Bolo : « En remplacement d'Aïcha Bassal, à qui nous souhaitons un bon rétablissement, tout d'abord donc sept chapitres à cette délibération sur le personnel métropolitain.

D'abord, l'adaptation du tableau des emplois permanents avec 14 créations de postes dont sept créés en surnombre pour permettre la souplesse nécessaire à certaines situations individuelles, sept suppressions de postes également, 38 transformations pour diverses raisons, et des transformations donnant lieu à des suppressions dans le cadre de l'adaptation de la nature des postes aux besoins du service ou au grade des agents.

Dans nos budgets annexes également, deux créations de postes : une transformation, et trois autres transformations pour le budget annexe de l'eau, pour le budget annexe de l'assainissement une création de poste, deux suppressions, et au total six transformations, pour le budget annexe des déchets un poste vacant supprimé à la Direction des déchets et une transformation de poste, une transformation sur le budget annexe des transports. Voilà pour les adaptations du tableau des effectifs.

Le deuxième point est évidemment, j'allais dire, plus important parce qu'il est plus exceptionnel. Il s'agit de la refonte du régime indemnitaire des fonctionnaires et des contractuels, ça fait partie du projet de Nantes Métropole. Vous savez que nous avons créé et instauré un nouveau régime indemnitaire, le fameux RIFSEEP, en décembre 2017, et il est apparu dans la dernière période qu'une refonte de notre régime indemnitaire était nécessaire, et ça fait partie des engagements d'ailleurs que nous avons pris vis-à-vis des agents de notre établissement public.

Et donc dès 2021, Aïcha Bassal, avec évidemment le soutien des services, a lancé une grande négociation de refonte du régime indemnitaire avec les objectifs suivants : évidemment améliorer le pouvoir d'achat des agents et lutter contre la précarité, octroyer aux agents contractuels recrutés pour répondre à des besoins temporaires le même régime indemnitaire que celui des agents titulaires. J'insiste parce que c'est un élément extrêmement important de lutte contre y compris la précarité, et puis ça n'était que justice, de renforcer l'attractivité des métiers de la collectivité, parce qu'il y a des métiers sur des secteurs en tension et il est évident que les conditions de rémunération et donc de régime indemnitaire sont un élément important lorsque des postes vacants cherchent des candidats pour les occuper, ou des candidates, et il était évident que nous souffrions en la matière d'un certain retard par rapport à d'autres collectivités plus généreuses que nous.

Et également en veillant à ne pas accroître les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Vous savez déjà les différences de régime indemnitaire entre les filières techniques et administratives : filières techniques qui sont plus masculines avec un meilleur régime indemnitaire et filières administratives et sociales ou médico-sociales qui sont sur des métiers dont on sait qu'ils sont beaucoup plus féminisés, avec des régimes indemnitaires moins favorables.

Donc l'un des objectifs de la négociation était de veiller à, si ce n'est compenser cette illégalité de départ, mais en tout cas veiller à en tenir compte pour ne pas l'aggraver. Et puis également apporter une meilleure lisibilité des rémunérations, parce qu'au fil du temps, les dispositifs étaient devenus peu visibles, peu compréhensibles, jusqu'à d'ailleurs dépasser les capacités de nos logiciels de paye en matière d'édition des bulletins de paye – et je pense notamment aux questions particulières liées au statut de policier municipal.

Et donc, le nouveau dispositif a une première caractéristique, en dehors d'être ouvert à tous les non-titulaires, c'est qu'il concerne l'ensemble des agents, l'ensemble des catégories. Nous avons jusqu'ici parfois fait des ajustements sur les régimes indemnitaires catégorie par catégorie : A, B et C. Là, c'est la première fois je pense depuis longtemps que nous arrivons, après échanges avec les organisations syndicales, à une proposition globale.

Je ne rentre pas dans les détails du régime indemnitaire grade, du régime indemnitaire fonction et de tout cela. C'est d'une technicité bien au-delà de mes capacités. Simplement ce que je peux vous dire, c'est que les négociations ont été fructueuses, notamment pour les agents, puisqu'après une première enveloppe initialement prévue globalement pour l'ensemble des services mutualisés Ville de Nantes et Nantes Métropole, on était à 7 millions d'euros, et au total, sur Ville de Nantes, Nantes Métropole et CCAS, on arrive à 15,2 millions d'euros.

Donc c'est effectivement un effort tout à fait significatif qui va venir en plus de l'effort dont je vous parlais ce matin et qui va faire que pour la Métropole on va avoir un complément de masse salariale dû à l'augmentation du point d'indice qui est non négligeable. J'ai oublié les chiffres au moment où je vous en parle, mais je crois que c'est autour de 13 millions tout compris.

Donc sur la question de l'attractivité des métiers de la collectivité, il fallait faire attention aux métiers en tension justement, et donc ce qui fait que 1 324 agents de catégorie C dont 752 femmes auront une augmentation de 1 200 à 1 680 bruts par an supplémentaires. Les policiers municipaux... et vous savez que Nantes Métropole en recrute avec la brigade des transports, la Police Métropolitaine des Transports Publics, avec évidemment des augmentations significatives. Les filières les plus féminisées auront des gains de 274 à 289 euros de plus, ainsi que l'ensemble des 4 328 agents qui auront un gain supérieur à 100 euros. S'agissant de la précarité, je l'ai dit, on va avoir un alignement pour les non-titulaires, et il y a donc plus de 2 000 agents qui vont voir une augmentation a minima de 150 euros bruts par mois. Et évidemment, l'alignement des régimes non titulaires sur les titulaires pour les cadres A et B.

Notre quatrième priorité, c'est l'architecture lisible et compréhensible. Évidemment, il va y avoir une refonte de notre système de logiciel de paye, ça fait partie des priorités d'investissement du

DRN et de la DRH d'avoir un outil qui soit à la hauteur et de la complexité et de la modernité nécessaires. Donc voilà pour le régime indemnitaire.

Cette délibération comprend aussi un point qui concerne ce qu'on appelle les lignes directrices de gestion et enfin, un cinquième point, c'est le dispositif des mobilités durables puisqu'un décret du 9 décembre 2020 a instauré le forfait de mobilité durable dans la fonction publique, et ce forfait est de 200 euros maximum, et il s'agit d'encourager le covoiturage, et nous vous proposons de l'approuver, d'autoriser sa mise en place rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2022.

Le sixième point concerne les formations spécialisées dans le cadre du futur Comité social territorial. Nous avons acté lors d'un précédent Conseil métropolitain sa création, ainsi que celle des formations spécialisées, et il est donc proposé la formation d'un nombre de formations spécialisées qui permet une représentativité la plus large de la part des différentes organisations syndicales – c'est l'esprit de ce qui vous est proposé là.

Enfin, le septième point c'est la convention des services communs entre Nantes Métropole et la Ville de Nantes. Il faut actualiser cette convention compte tenu des évolutions organisationnelles et avec la création de nouveaux services communs. C'est le service courrier rattaché au pôle relation usager multicanal, de la mission funéraire de la Direction des relations aux usagers, du pôle santé des populations, du service partenariat scientifique et culturel du service patrimoine de la Direction patrimoine et archéologie.

Donc évidemment, et je réponds par avance en cela à la préoccupation exprimée ce matin par Rodolphe Amailland, évidemment tout cela sera transmis au Conseil métropolitain de manière régulière pour qu'il n'y ait aucun doute sur la transparence de ce dispositif. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demande d'intervention particulière ? Pardon, Éric Couvez. »

M. Couvez : « Madame la Présidente, chers collègues, au sein de la délibération que nous nous apprêtons à voter, il y a la refonte du régime indemnitaire pour l'ensemble des agents de la Métropole. Cette mesure attendue s'inscrit dans un contexte bien particulier. En effet, nous étudions cette délibération au lendemain de l'entrée en application de la loi macroniste de transformation de la fonction publique et de son article 47 dit "des 1 607 heures", synonyme de travailler plus pour gagner autant.

Depuis trop longtemps, nous sommes alertés par les agents sur les conséquences dramatiques du niveau de rémunération lié au gel du point d'indice. Le dégel de celui-ci annoncé par le Gouvernement à 3,5 % ne rattrapera pas la perte de pouvoir d'achat subie par les fonctionnaires depuis 12 ans et avec une inflation bientôt à 7 %, cela ne fera que continuer à grever leur budget. La décision d'augmenter le point d'indice est une chose, mais cette décision doit être également suivie d'une augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement des collectivités. Sinon, dans la réalité du contexte économique que nous connaissons actuellement, que ce soit sur la flambée des prix de l'énergie, des coûts des matériaux et de l'inflation en général, il nous faudra procéder à des arbitrages pour maintenir les services publics de proximité en rémunérant comme il se doit les agents qui sont en première ligne et non pas les salaires les plus élevés.

La refonte du régime indemnitaire, puisque c'est l'objet de notre délibération, est un pas complémentaire dans le bon sens et elle aidera sans doute à faciliter le recrutement dans la fonction publique. Les Communistes soutiennent cette démarche. Nous sommes satisfaits de permettre une augmentation du pouvoir d'achat des agents, de leur permettre à notre échelle de réaliser leurs missions.

Les mobilisations des agents ont permis d'augmenter l'enveloppe globale prévue pour cette refonte, effort notable de la Métropole, même si l'inflation bondissante nous incite à la modestie au regard des difficultés rencontrées par les agents.

Le contexte économique dégradé, habilement justifié par l'actualité internationale, touche en premier lieu les travailleurs aux revenus les plus modestes. Les Communistes saluent l'effort consenti par la Métropole, alors même que son autonomie financière est remise en cause par l'État, réforme après réforme, et que déjà des plans d'économies pour les collectivités nous sont

annoncés du bout des lèvres par le président de la République, appuyé par le ministre de l'Économie qui, sous couvert de la dette, nous prépare à la cure d'austérité.

Au vu des marges contraintes, les Élus communistes voteront en faveur de cette délibération, tout en restant particulièrement vigilants sur le niveau de rémunération des agents. Nous appelons l'État à se saisir rapidement du dossier de la pénibilité des métiers de nos agents, au risque de voir nos difficultés de recrutement s'accroître. C'est l'attractivité des métiers de la fonction publique territoriale qui est en jeu. Merci pour votre attention. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Fabien Gracia. »

M. Gracia : « Oui, merci Madame la Présidente. Je partage et nous partageons, avec le Groupe écologiste citoyen, beaucoup des propos qui viennent d'être tenus, donc ce sera plus court. Je vais paraphraser Laure Beslier. Elle dit : "Pas de foncier, pas de projets." ; eh bien, pas d'agents, pas de projets non plus. Ça a été évoqué ce matin avec les conducteurs : pas de conducteurs, pas de bus.

Nous partageons largement ce qui vient d'être dit. Nous soulignons l'effort qui a été fait par la Métropole avec ce souci que nous déplorons, c'est que ce système de prime qui est géré Commune par Commune entraîne la mise en concurrence des Communes et des Collectivités les unes avec les autres. Ça a été évoqué par Pascal Bolo notamment dans sa présentation.

Et puis là, c'est tombé : 3,5 % d'augmentation quand l'inflation est plutôt à 5,5. Donc les fonctionnaires vont être contents d'apprendre qu'ils ne vont pas être augmentés à hauteur de l'inflation, donc concrètement ils vont perdre des capacités d'achat. Donc voilà, plutôt une belle délibération, notamment sur ce point 2. Un bel effort de la collectivité et le regret que l'État ne joue pas son rôle et entretienne cette concurrence finalement entre les collectivités. Merci pour votre écoute. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Alain Vey. »

M. Vey : « Merci Madame la Présidente. Tout d'abord, est-ce que nous pourrions avoir un vote séparé, s'il vous plaît, entre l'aspect création de poste et tout le reste de la délibération, avec en particulier le régime indemnitaire et les formations ?

Un mot simplement avec des questions par rapport à Pascal Bolo. J'aimerais bien qu'on clarifie les montants parce qu'il y a un mélange qui est fait entre la Ville de Nantes, CCAS de Nantes, et la Métropole. J'aimerais connaître les dépenses réelles – que je connais puisque j'ai posé la question en Commission –, mais je voudrais que tous les élus aient le même degré d'information entre la dépense que nous avons à la Métropole intrinsèquement. J'ai cru entendre l'autre jour que le supplément du régime indemnitaire coûterait 4,5 millions au niveau de la Métropole, sachant que nous avons six mois donc ça fait à peu près 2,25 millions, et qu'on avait déjà provisionné 1 million de réserve, donc je voudrais avoir cette confirmation-là.

Il en est de même pour l'évaluation à la louche des 3,5 % d'augmentation au niveau des salaires par rapport à la valeur du point. Ça, c'est la première interrogation.

Et je voudrais rappeler ce qu'on avait déjà évoqué, Madame la Présidente, par rapport aux 1 607 heures : c'est quelque chose que nous demandions depuis des années, que les chiffres soient mis aux 1607 heures. Je rappelle enfin que le régime indemnitaire n'est qu'une variable d'ajustement sur le salaire des agents et que cela ne rentre pas en ligne de compte lorsque les agents partent en retraite. C'est totalement illusoire et artificiel, ce régime indemnitaire-là, qu'il soit métropolitain ou dans nos collectivités. Je rejoins ce que disait Fabien tout à l'heure : attention à la valeur miroir que cela représente sur nos Communes et sur nos régimes indemnitaires des Communes. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. J'accéderai à la demande de dissociation de vote. Jacques Pineau. »

M. Pineau : « Merci Madame la Présidente. Quelques mots, même si beaucoup de choses ont été dites, quelques mots simplement sur la décision de revalorisation du régime indemnitaire pour partager avec vous un double constat.

D'abord, celui des difficultés de recrutement croissantes dans nos collectivités. Clairement, la fonction publique attire de moins en moins et subit, dans certains métiers, la concurrence avec le

secteur privé. Si la rémunération n'en est pas la seule raison, elle demeure une explication parmi d'autres à cette situation. Ensuite et surtout, nous savons que nos agents subissent les conséquences des décisions de l'État qui, depuis de trop nombreuses années, freine l'évolution de leur rémunération jusqu'à abaisser leur pouvoir d'achat. Cette situation est inacceptable, particulièrement dans cette période de crise sanitaire que nous espérons laisser derrière nous et qui a mis en lumière l'importance de leurs missions. L'inflation, combinée à la tension croissante sur le logement dans nos territoires, rend cette situation intenable.

Conformément à ses engagements, notre collectivité a décidé d'ouvrir la voie à une revalorisation du régime indemnitaire, dans le respect du dialogue social. Après plusieurs mois de discussions, nous pouvons aujourd'hui adopter une délibération qui marque un engagement fort de notre collectivité. Ce sont des millions d'euros que la Métropole choisit d'investir dans la rémunération de ces agents. Ainsi, ce sont plusieurs milliers d'agents qui verront leur rémunération augmenter de façon non négligeable. C'est une amélioration aussi nécessaire que juste, qui prouve que le haut niveau d'investissement de la Métropole dans des projets structurants, utiles et nécessaires, n'exclut pas une reconnaissance du rôle des fonctionnaires dans la qualité du service public rendu à la population.

Maintenant, est-ce que cet engagement est suffisant ? Est-ce qu'il apporte aux agents un niveau de rémunération satisfaisant compte tenu du retard accumulé et du contexte difficile ? À l'évidence, non.

Aussi, il appartient désormais à l'État de prendre ses responsabilités en augmentant significativement le point d'indice, au-delà du dégel prévu au 1^{er} juillet qui ne prend pas même en compte l'inflation actuelle et devra s'accompagner d'une redéfinition nationale de la grille salariale de la fonction publique. Par ailleurs, au risque de créer des disparités et d'accentuer les difficultés de recrutement, les collectivités ne doivent pas être les seules à porter l'amélioration du pouvoir d'achat de leurs agents. L'État doit trouver absolument des dispositifs de péréquation pour pallier les inégalités de potentiel fiscal des collectivités.

Je vous remercie. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention... Ah pardon, vous aviez demandé la parole. Anne-Sophie Guerra. »

M^{me} Guerra : « Merci Madame la Présidente. Simplement pour vous dire que nous saluons la mise en place du forfait mobilité durable pour les covoiturages puisque ça va dans le bon sens, et puis juste un petit mot quand même sur le verbatim utilisé dans cette délibération sur la partie de la refonte du régime indemnitaire et du chantier RH lancé en 2021. On peut lire parmi les objectifs "veiller à ne pas accroître les inégalités salariales entre les femmes et les hommes". Franchement, Madame la Présidente, dans une ville qui se veut non sexiste, l'ambition de l'égalité doit être portée haut et fort avec des termes à notre avis à minima positifs – donc les mots ont un sens, vous le dites régulièrement. Alors n'ayez pas peur des mots : parlez d'objectifs de réduction des inégalités voire, et c'est ce vers quoi nous devons travailler, d'effacer les inégalités salariales entre les femmes et les hommes. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Oui, Alain Vey pose une question parfaitement légitime. D'autant plus légitime que dans l'évaluation globale du coût s'additionnent les mesures volontaristes de la Métropole à l'égard de ses salariés, et puis également des mesures qu'a prises l'État assez récemment, sous le nom de la future ex-ministre Madame de Montchalin.

Alors le coût du chantier régime indemnitaire pour la Métropole, c'est 4,3 millions d'euros. Les mesures Montchalin, c'est 1,156 million d'euros. Donc, ça fait un total aux alentours de 4,5 millions, auxquels vont s'ajouter les sommes que j'ai décrites ce matin, liées à l'augmentation du point d'indice. Ce qui fait qu'on va avoir au budget 2023 une augmentation de la masse salariale qui sera, puisqu'on aura l'effet année pleine de toutes ces décisions, extrêmement significative. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Je mets aux voix la délibération, donc avec la dissociation de vote telle qu'elle a été demandée. »

Le Conseil délibère et, après vote électronique

par 70 voix pour et 22 abstentions

1. approuve l'adaptation du tableau des emplois permanents (annexe 1) ;

par 93 voix pour et 1 abstention

2. décide d'adopter les modalités du régime indemnitaire proposées ci-dessus ; (annexe 2)
précise que toutes les dispositions antérieures portant sur le régime indemnitaire des agents concernés sont abrogées et remplacées par les dispositions de la présente délibération. À titre d'exception et de manière transitoire jusqu'au 31 décembre 2022, les dispositions prévues dans la délibération du 8 décembre 2017 concernant les agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale sont maintenues ;
– dit que la présente délibération entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2022 (avec une effectivité sur la paie de septembre 2022) ;
3. – décide d'adopter les modalités proposées ci-dessus pour les agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale ;
– précise que toutes les dispositions antérieures portant sur le régime indemnitaire des agents concernés sont abrogées et remplacées par les dispositions de la présente délibération ;
– précise qu'à titre d'exception et de manière transitoire à compter du 1^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 2022, les dispositions prévues dans la délibération du 8 décembre 2017 concernant les agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale sont maintenues ;
– dit que la présente délibération entrera en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2022 en ce qui concerne d'une part, l'instauration de la PIPCS, dont la première période de référence débute à cette même date, et dont le premier versement interviendra le cas échéant en janvier 2023, et d'autre part, l'IHTS ;
– dit que la présente délibération entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2023 en ce qui concerne l'IAT et l'ISF ;
4. approuve les modifications des lignes directrices de gestion (annexe 3) ;
5. approuve la mise en place du dispositif forfait mobilités durables – partie covoiturage – à compter du 1^{er} janvier 2022 ;
6. approuve la création de 15 Formations spécialisées de services ou de sites communes à la Ville de Nantes, son CCAS et Nantes métropole selon les modalités décrites dans la présente délibération ;
7. approuve la convention de services communs actualisée entre la Ville de Nantes et Nantes Métropole (annexe 4) ;
8. précise que les crédits correspondants sont inscrits au budget ;
9. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Roussel présente le dossier suivant :

Direction du Secrétariat général
Pôle Assemblées Nantes Métropole

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

39– Désignations diverses

Exposé

Nantes Métropole participe depuis plusieurs années au conseil d'administration de la Maison Familiale de Loire Atlantique (MFLA), société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC).

Basée dans l'agglomération nantaise depuis 1911, la MAFLA produit et vend des logements en accession sociale à la propriété, et exerce une mission d'intérêt général. Elle apporte son savoir-faire de promoteur social aux collectivités territoriales, et permet aux jeunes actifs d'acquérir leur premier logement dans des zones tendues, de manière accompagnée et sécurisée.

Le mandat d'administrateur de Nantes Métropole, représentée par Madame Catherine BASSANI, s'achève le 21 juin 2022. Il est proposé d'approuver le renouvellement du mandat de Nantes Métropole au sein du conseil d'administration de la Maison Familiale de Loire Atlantique et de désigner un représentant.

Par ailleurs, il convient de désigner Mme Juliette LE COULM au sein de la commission permanente Solidarités, santé, longévité, dialogue citoyen et d'acter son retrait de la commission Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité.

Suite à la démission de M. André SOB CZAK, il convient également de désigner M. Yves PASCOU AU, nouveau conseiller métropolitain, au sein des commissions permanentes.

Enfin, il convient de remplacer M. André SOB CZAK et Mme Julie LAERNOES, au sein de divers organismes.

M. Roussel : « Il s'agit de la délibération qui concerne les désignations. Vous avez vu ce matin les désignations pour nous représenter à l'Établissement foncier de la Loire-Atlantique, avec six titulaires et six suppléants, également notre représentation dans le cadre du groupement de coordination sociale et médico-sociale avec une titulaire et une suppléante, également Pascal Pras vous a parlé du secteur patrimonial remarquable avec donc des désignations au sein de la Commission locale de ce site patrimonial. Vous avez ensuite Madame Bassani qui est confirmée à l'Assemblée générale et au Conseil d'administration de la Maison familiale de Loire-Atlantique, vous avez ensuite les remplacements dans les différentes instances où Nantes Métropole est représentée, donc remplacement de Madame Julie Laernoës, également remplacement de Monsieur Tristan Riom à Énergie Cité, c'est Elhadi Azzi qui le remplacera, le remplacement d'André Sobczak par Monsieur Hervé Fournier dans les différentes instances où siégeait André Sobczak, et puis le même remplacement mais cette fois pour Monsieur Yves Pascouau dans d'autres établissements.

Quelques modifications sur les Commissions permanentes, et puis Michel Lucas nous parlera de l'aménagement de voirie de la rue Voltaire et de la place Jean-V. Vous avez la désignation des représentants de Nantes Métropole pour la Commission de Règlement Amiable. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas de demande d'intervention, je vais mettre aux voix, en mentionnant que plusieurs élus ne prennent pas part au vote : Catherine Bassani, Louise Vialard, Tristan Riom, Delphine Bonamy, Elhadi Azzi, Mahel Coppey, Hervé Fournier et Yves Pascouau. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. approuve le renouvellement du mandat de Nantes Métropole au sein du conseil d'administration de la Maison Familiale de Loire Atlantique (MFLA),
2. décide de ne pas recourir au vote à bulletins secrets pour les désignations
3. désigne Mme Catherine BASSANI pour représenter Nantes Métropole au sein de l'assemblée générale et du conseil d'administration de la MFLA,

4. Commissions permanentes :

- Désigne Mme Juliette LE COULM au sein de la commission permanente Solidarités, santé, longévité, dialogue citoyen
- Prend acte du retrait de Mme Juliette LE COULM de la commission Urbanisme durable, forme de la ville, habitat, politique de la ville, proximité
- Désigne M. Hervé FOURNIER au sein de la commission Économie, emploi, développement équilibré et alliance des Territoires
- Prend acte du retrait de M. Hervé FOURNIER de la commission Affaires générales et Personnel
- Désigne de M. Yves PASCOUUAU au sein des commissions Enseignement supérieur et recherche, innovation, numérique, international, rayonnement, et Économie, emploi, développement équilibré et alliance des Territoires.

5. élit ou désigne :

En remplacement de M. André SOBCZAK, M. Hervé FOURNIER pour :

Pôle Métropolitain Nantes Saint-Nazaire : Membre.

Comité syndical du Pôle Métropolitain Loire Bretagne : Membre suppléant.

Conseil d'administration Atlanpole : Membre.

Assemblée générale de Nantes Saint-Nazaire Développement : Membre.

Association territoriale pour le développement de l'emploi et des compétences : Membre.

Ecole de la deuxième chance de l'estuaire (EC2) : Membre titulaire.

Association Alliance Ville emploi : Membre.

Conseil Départemental d'insertion : Membre.

Conseil Départemental d'insertion par activité économique : Membre.

SCIC BGE Atlantique Vendée : Membre

En remplacement de M. André SOBCZAK, M. Yves PASCOUUAU pour :

CAO du groupement de commandes relatif à la désignation d'un groupement de promotion-conception-réalisation chargé de réaliser le programme de l'Ecole de Design, un programme tertiaire et le parking public souterrain : Membre suppléant.

Eurocities. : Membre suppléant.

Centre culturel européen : Membre titulaire.

Euradio : Membre titulaire

Assemblée générale de la Maison de l'Europe : Membre titulaire.

Conseil d'Administration de la Maison de l'Europe : Membre titulaire.

Commission de recherche de l'Université de Nantes : Membre titulaire.

Conseil d'administration du Lycée Jules-Verne de Nantes : Membre titulaire.

Conseil d'administration du Lycée Nelson Mandela (Ex VIAL) : Membre suppléant.

En remplacement de M. Tristan RIOM pour :

Energy cities (suppléant à l'AG) : Elhadi Azzi

En remplacement de Mme Julie LAERNOES :

– Atlanpole (représentant au CA) : Louise Vialard

– Pôle métropolitain Nantes-Saint Nazaire (représentant) : Delphine Bonamy

– Entente pour le développement de l'Erdre navigable (titulaire au comité syndical) : Mahel COPPEY

– Nantes Saint-Nazaire Développement (représentant à l'AG) : Tristan Riom

– Semitan (titulaire au CA) : Delphine Bonamy

– Cité des congrès (titulaire au CA) : Elhadi Azzi

– Minawatt (titulaire au Comité de gestion de pilotage et à l'AG) : Louisie VIALARD

– Energy cities (titulaire à l'AG) : Tristan Riom

– Climate alliance (représentant à l'AG) : Tristan Riom

– Air Pays de la Loire (titulaire à l'AG) : Tristan Riom

– Atlanbois/Fibois (représentant à l'AG) : Delphine Bonamy

- Club carbone forêt bois (représentant à l'AG) : Delphine Bonamy
- Maison de l'Europe (suppléant au CA) : Tristan Riom
- Alliance des collectivités pour la qualité de l'air (représentant à l'AG) : Tristan Riom
- Acoucité (titulaire au CA) : Tristan Riom
- Oniris (titulaire au CA) : Séverine Figuls
- École supérieur du bois (titulaire au CA) : Delphine Bonamy
- Lycée Livet (titulaire au CA) : Florian Le Teuff
- Commission consultative de l'environnement de l'aéroport Nantes Atlantique (titulaire) : Tristan Riom
- Grand port maritime (suppléant au Conseil de Développement) : Louise Vialard
- Commission indépendante d'évaluation des impacts du transfert du MiN Nantes Métropole à Rezé (titulaire) : Mahel Coppey
- GEMAPI (titulaire au Comité de pilotage) : Mahel Coppey
- SEMMINN (titulaire au CA) : Delphine Bonamy
- SEMMINN (titulaire à l'AG) : Mahel Coppey

6. autorise les représentants ainsi désignés à accepter toutes fonctions qui pourraient leur être confiées au sein desdits organismes,

7. autorise les représentants ainsi désignés au sein de la SAEM SEMMINN, à percevoir à titre individuel des indemnités résultant de l'exercice de la fonction d'administrateur dans la limite de 230 € par réunion du conseil d'administration

8. autorise les représentants ainsi désignés au sein de la SEMITAN à percevoir, à titre individuel, des indemnités résultant du mandat qui leur a été confié, dans la limite d'un montant total de rémunération et d'indemnités de fonctions (tout mandat électif confondu et de représentations au sein d'une SEM/SPL confondu) inférieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire, conformément à l'article L.5211-12 du CGCT

9. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote :

Catherine Bassani, Louise Vialard, Tristan Riom, Delphine Bonamy, Elhadi Azzi, Mahel Coppey, Hervé Fournier, Yves Pascouau

M. Lemasson présente les dossiers suivants :

Direction Générale Territoire, Proximité, Déchets et Sécurité
Direction Déchets

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

40 – Collecte et traitement des déchets – Lancement de consultations

Exposé

1 – Traitement des déchets d'activité économique, de tri, traitement du bois et des papiers-cartons issu des déchèteries et de l'activité des services techniques de Nantes Métropole – Lancement d'un appel d'offres ouvert

Nantes Métropole doit traiter les déchets issus de l'activité des services techniques et des déchèteries.

Les papiers-cartons déposés en déchèteries ou produits par les pôles, ainsi que les papiers-cartons collectés sur la ville de Nantes (hors sacs / bacs jaunes), doivent être traités à des fins de valorisation.

Les marchés de traitement des déchets d'activité économique, du bois et du tri-conditionnement des papiers – cartons arrivant à échéance le 31 décembre 2022, il convient de lancer une nouvelle consultation comportant 3 lots pour assurer la continuité du service public :

Lot n°1 : les déchets d'activité économique des services techniques de Nantes Métropole : dans le cadre de l'activité de nettoyage de l'espace public, les services techniques produisent des déchets de différentes natures,

Lot n°2 : le bois : les particuliers apportent leurs déchets de bois en déchèteries. Les services techniques en produisent en faible quantité.

Lot n°3 : le tri et conditionnement des papiers cartons issu des déchèteries et des collectes sélectives afin de les mettre à disposition des repreneurs de recyclage.

Ces marchés seront conclus pour une durée ferme de 2 ans renouvelable une fois 2 ans.

Le montant de cette consultation est estimé à 17 922 226 € HT pour les 3 lots, sur la durée totale des marchés.

Concernant le lot 3, une recette de vente papier est prévue au marché. Cette recette est estimée à 190 000 € HT.

Conformément aux articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la réalisation de ces prestations.

Les crédits correspondants sont prévus au budget annexe déchets, chapitre 011, article 611, opération 3013 (traitement et tri), 3019 (traitement des déchets issus des déchèteries) et 3222 (traitement DIB & balayures tous pôles).

2 – Collecte des déchets ménagers sur le territoire du Nord Loire de la métropole – Lancement d'une procédure avec négociation

Nantes Métropole exerce la fonction d'autorité organisatrice en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés. À ce titre, la collecte des déchets ménagers est assurée dans le cadre de marchés publics de prestations de service.

Afin d'assurer la continuité du service de collecte des déchets ménagers en porte à porte et en apport volontaire sur le territoire des communes des pôles Erdre et Loire et Erdre et Cens, le marché actuel se terminant le 31 octobre 2023, il convient de lancer une nouvelle procédure avec négociation.

Le marché concerne les prestations de collecte des déchets ménagers (ordures ménagères et emballages journaux magazines) en porte-à-porte et en apport volontaire sur les pôles de proximité :

- Erdre et Loire pour les communes de Carquefou, Mauves-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire et Sainte Luce-sur-Loire,
- Erdre et Cens pour les communes de La Chapelle-sur-Erdre, Orvault et Sautron.

Ce marché comprendra également la collecte et le nettoyage des bacs de points de regroupement ainsi que la collecte des déchets de marchés forains situés sur les communes des pôles concernés.

La nature et le contenu homogènes des prestations à réaliser ne permettent pas un allotissement.

Ce marché comportera :

- une tranche ferme : Collecte des déchets ménagers du territoire du Nord Loire
- une tranche optionnelle 1 : Arrêt de la collecte pour les producteurs de biodéchets de plus de 10t/an,
- une tranche optionnelle 2 : Arrêt de la collecte pour les producteurs de biodéchets entre 5 et 10t/an,
- une tranche optionnelle 3 : Diminution de fréquence de collecte C3 en C2.

Le marché sera conclu pour une durée de 7 ans ferme pour un montant estimé à 28 000 000 € HT sur la durée totale du marché et hors tranches optionnelles.

Conformément aux articles R2124-3 et R2161-12 à 20 du code de la commande publique, une procédure avec négociation est préconisée dans la mesure où le marché ne peut être attribué sans négociation du fait de circonstances particulières liées à sa nature, à sa complexité ou au montage juridique et financier ou en raison des risques qui s'y rattachent.

En effet, la complexité technique demeure dans l'établissement des spécifications techniques qui sont propres à l'organisation des tournées de collecte. De plus, la diversité des solutions organisationnelles et techniques ne permet pas de déterminer en amont la solution la mieux adaptée.

Les crédits correspondants seront prévus, en 2023, au budget annexe déchets, chapitre 011, opération n° 2786, contrats de collecte (hors Nantes).

M^{me} la Présidente : « Délibération 40, Jean-Claude Lemasson, en l'absence de Mahel Coppey. »

M. Lemasson : « Oui, merci. Mahel Coppey est empêchée de dernière minute. Donc une première délibération numéro 40 : il s'agit d'un lancement de deux consultations. La première concerne le traitement des déchets d'activités économiques de tri, de traitement du bois et des papiers carton issus des déchèteries et de l'activité des services techniques de Nantes Métropole. Ces déchets doivent être traités à des fins de valorisation. Les marchés de traitement arrivent à échéance le 31 décembre 2022.

Il convient donc de lancer une nouvelle consultation qui comporte trois lots : le premier concerne les déchets d'activité, notamment récupérés dans le cadre de l'activité de nettoyage de l'espace public, le deuxième il s'agit du bois, notamment récolté en déchèterie, et le numéro 3 concerne le tri et le conditionnement des papiers et cartons issus des déchèteries et des collectes sélectives. Ces marchés seront conclus pour une durée ferme de deux ans renouvelable une fois deux ans. Le montant de cette consultation est estimé à 17 922 226 euros pour l'ensemble des trois lots, et une recette est attendue dans le cadre de la revente du papier collecté. Cette recette est estimée à 190 000 euros.

S'agissant de la deuxième consultation, il s'agit de la collecte des déchets ménagers sur le territoire du Nord-Loire de la métropole, les secteurs des pôles Erdre et Loire et Erdre et Cens. Nous organisons et nous avons la fonction d'autorité organisatrice de collectes, et donc cette collecte des déchets ménagers est assurée dans le cadre d'un marché public de prestation de services. Ces marchés arrivant à échéance le 31 octobre 2023, il convient donc de passer une nouvelle procédure avec négociation, et donc le marché concerne les prestations de collecte en porte-à-porte et apport volontaire sur les pôles de proximité Erdre et Loire, et Erdre et Cens. Il prendra également la collecte et le nettoyage des bacs des points de groupement, ainsi que la collecte des déchets de marché forain situés sur les communes des pôles concernés.

Ce marché comportera une tranche ferme et trois tranches optionnelles. Il sera conclu pour une durée de sept ans ferme, pour un montant estimé de 28 millions d'euros hors taxes sur la durée totale du marché et hors tranches optionnelles. Voilà pour cette délibération. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – autorise le lancement d'une procédure d'appel d'offres ouvert pour le traitement des déchets d'activité économique, du bois et du tri et conditionnement des papiers-cartons issu des déchèteries et des services techniques de Nantes Métropole,

2 – autorise le lancement d'une procédure avec négociation pour la collecte des déchets ménagers (ordures ménagères et emballages journaux magazines) en porte-à-porte et en apport volontaire sur les 7 communes des pôles de proximité situés au nord de la métropole,

3 – autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment à signer les marchés et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

41 – Collecte et traitement des déchets – Appel à projet CITEO 2021

Centre de traitement et de valorisation des déchets de Couëron – Avenant n°3 au contrat de concession

Exposé

1 – Projet de densification des points de collecte du verre sur la Métropole : participation à l'appel à projet CITEO 2021 sur les mesures d'accompagnement pour l'optimisation de la collecte des emballages ménagers et des papiers graphiques (phase 5 – levier 2 : amélioration de la collecte de proximité)

Nantes Métropole exerce la fonction d'autorité organisatrice en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés. À ce titre, la collecte des déchets ménagers est assurée dans le cadre de marchés publics de prestations de service pour 20 communes et en régie pour les communes de Nantes, St Jean de Boiseau, Le Pellerin et La Montagne. La collecte du verre en points d'apport volontaire est déléguée sur toutes les communes hors Nantes et réalisée en régie sur Nantes.

Nantes Métropole est un territoire engagé dans la transition énergétique avec des objectifs ambitieux à horizon 2030 en terme de réduction et de valorisation des déchets :

- réduire de 20 % les déchets ménagers assimilés par rapport à 2010 (en kg/habitant/an) ;
- atteindre 65 % de valorisation matière à horizon 2025 (hors déchets inertes et déchets dangereux).

Afin d'optimiser la collecte du verre sur le territoire, enjeu répondant à l'objectif de valorisation matière de Nantes Métropole, une densification du maillage en point d'apport volontaire (PAV) pour le verre est nécessaire afin de se rapprocher, à l'échelle de la métropole, d'une densité optimale avec un équipement pour 450 habitants.

Début 2022, ce ratio est :

- sur Nantes : d'un PAV pour près de 988 habitants (population projetée 2022)
- hors Nantes : d'un PAV pour près de 480 habitants

Cependant, des disparités existent entre les communes hors Nantes de l'agglomération. En moyenne, il y a sur le territoire de la Métropole un point d'apport volontaire verre pour 634 habitants (population projetée 2022).

L'objectif de Nantes Métropole est donc de travailler prioritairement à l'équilibrage des équipements sur les communes hors Nantes puis dans un second temps à l'échelle de la Ville de Nantes, par quartier.

Les objectifs quantitatifs annuels poursuivis sont les suivants :

Année	Nombre de PAV supplémentaires envisagés sur la Métropole
2022	52
2023	73

2024	70
TOTAL	195
Évolution du ratio sur la base de la population projetée 2022	1 PAV pour 538 habitants

Dans ce cadre, Nantes Métropole peut participer à l'Appel à Projet conduit par CITEO, éco-organisme du secteur du recyclage d'emballages ménagers. L'Appel à projet vise à densifier les points d'apport volontaire pour la collecte du verre sur le territoire de Nantes Métropole afin d'augmenter les tonnages captés et ainsi répondre à l'enjeu de valorisation matière de la Direction Déchets et au levier 2 de l'Appel à Projet qui vise à l'amélioration de la collecte de proximité..

La participation à l'Appel à Projet de CITEO permettra à Nantes Métropole, si elle est retenue, une prise en charge de 50 % des dépenses éligibles dans le cadre de nouvelles implantations de points d'apport volontaire pour le verre (investissements, communication, pilotage du projet) dans un plafond de 1.3 € /habitants.

Les dépenses prévisionnelles pour l'atteinte des objectifs de densification exposés ci-dessous sont estimées à 584 824 € HT : la participation de CITEO serait donc de 50 % de ces dépenses, soit 292 412 €.

À noter que :

- la participation financière de CITEO n'est pas assujettie à la TVA en application de l'instruction fiscale BOI-TVA-BASE 10-10-40. Elle est calculée à partir des dépenses éligibles en euros hors taxes.
- les financements ne sont pas liés à l'atteinte de l'objectif initial mais en fonction des installations de nouveaux points d'apport volontaire réalisées dans les deux ans.
- les dépenses prises en compte devront intervenir dans une période de 2 ans à compter de l'annonce de la sélection (soit de mi – 2022 à mi-2024).

Les crédits correspondants seront prévus de 2022 à 2024, au budget annexe déchets, dans le cadre des opérations Mobilier de collecte n° 2021-10140 et Conteneurs enterrés n° 2021-10143.

2 – Centre de traitement et de valorisation des déchets de Couëron – Contrat de concession avec Arc en Ciel 2034 du 10 juillet 2018 – Avenant n°3

Le 10 juillet 2018, le contrat de « concession de service public pour l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets (CTVD) de Couëron » a été signé avec le concessionnaire, la société Arc en Ciel 2034, par Nantes-Métropole, en tant que coordonnateur du groupement d'autorités concédantes formé avec la CARENE par convention du 24 février 2017.

Deux avenants au contrat de concession ont été signés le 14 janvier 2020 et le 3 mai 2021.

Afin de tenir compte de l'entrée en vigueur de nouvelles exigences réglementaires relatives à l'implantation de caméras de vidéo-surveillance du déchargement des déchets et des contraintes particulières générées par la qualité du tout-venant en provenance des déchèteries, il convient de conclure un 3ème avenant au contrat de concession.

- Implantation de caméras de vidéo-surveillance des déchargements de déchets :

Le décret n°2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux, codifié à l'article D.541-48-1 du code de l'environnement, impose la mise en place de dispositifs de contrôle vidéo sur les installations d'incinération de déchets non dangereux.

Nantes Métropole a ainsi demandé au concessionnaire de solliciter les prestataires compétents pour la

réalisation de devis.

Après consultation de trois prestataires, la société DEF Sécurité a été choisie, celle-ci proposant la meilleure offre technique et financière. Le montant de l'investissement est de 42 521 € HT, celui-ci comprenant la fourniture et l'implantation de 5 caméras, ainsi que la mise en place de serveurs de stockage d'une capacité atteignant une durée d'un an conformément à la réglementation.

Dans ce cadre, et conformément à l'article 20 « Travaux réalisés en cours de Concession » du contrat de concession, l'Autorité concédante prend en charge uniquement les coûts d'investissement de ces dispositifs. Les dépenses liées à l'exploitation et à l'entretien du dispositif de vidéo surveillance sont laissées à la charge du concessionnaire.

- Qualité du tout-venant en provenance des déchèteries

En 2021, le Concessionnaire a informé l'Autorité Concédante d'un problème de qualité du tout-venant en provenance des déchèteries du territoire de Nantes Métropole lié à la présence d'indésirables (pneus, déchets dangereux, Déchets équipements Électriques et Électroniques,...).

Ces déchets sont susceptibles de faire l'objet de refus de bennes à l'exutoire d'enfouissement ou encore d'occasionner des départs de feu.

Le traitement de ces déchets spécifiques dits « indésirables » n'étant pas prévu dans le cadre du contrat de concession et ne relevant donc pas de la responsabilité actuelle du Concessionnaire, il a été convenu avec ce dernier de la mise en place d'une procédure de contrôle et de tri de ces déchets en vue de leur traitement dans les filières de traitement appropriées. Un tarif dédié à chaque typologie de déchets indésirables sera appliqué.

Dans ce cadre, les coûts de transport et de traitement de ces déchets seront facturés à Nantes Métropole conformément à la procédure citée précédemment et présentée en annexe de l'avenant joint à la présente délibération.

Afin de mettre sous abri ces déchets avant leur évacuation, il a également été convenu la mise en place d'un abri pour stockage des déchets dangereux d'un montant de 10 487.39 € HT. En application de l'article 20 « Travaux réalisés en cours de Concession » du contrat de concession, Nantes Métropole prend en charge le financement des travaux et le Concessionnaire en assurera l'exécution.

Ces mesures se traduisent par un avenant n°3 au contrat de concession joint en annexe.

M. Lemasson : « Délibération 41 : deux sujets. Le premier, c'est la participation à l'appel à projets Citeo sur les mesures d'accompagnement pour l'optimisation de la collecte des emballages ménagers et des papiers graphiques. La collecte des déchets ménagers est assurée dans le cadre d'un marché public de prestations pour 20 communes, et en régie pour la commune de Nantes, Saint-Jean-de-Boiseau, Le Pellerin et La Montagne, et la collecte du verre en point d'apport volontaire est déléguée sur toutes les communes hors Nantes et réalisée en régie sur Nantes.

Nous sommes engagés dans la transition énergétique avec des objectifs ambitieux à l'horizon 2030. Je vous les rappelle : réduire de 20 % les déchets ménagers assimilés par rapport à 2010 en kilogrammes par habitant et par an, et atteindre 65 % de valorisation de matière à horizon 2025 hors déchets inertes et déchets dangereux.

Afin d'optimiser la collecte du verre, une densification du maillage en Points d'Apport Volontaire (dits PAV) pour le verre est nécessaire afin de se rapprocher d'une densité optimale avec un équipement pour 450 habitants. Pour début 2022, ce ratio est d'un PAV pour 988 habitants sur Nantes et un PAV pour près de 480 hors Nantes.

Cependant, un certain nombre de disparités existent entre les communes hors Nantes et l'agglomération, et la moyenne est à peu près d'un Point d'Apport Volontaire pour 634 habitants. L'objectif est d'atteindre un PAV pour 538 habitants à l'horizon fin 2024, et donc l'idée est bien d'installer un nombre de PAV supplémentaires en 2022, 2023 et 2024 pour atteindre cet objectif.

Dans ce cadre, Nantes Métropole peut participer à l'appel à projets conduit par Citeo, qui est un écoorganisme du secteur des recyclages d'emballages ménagers. Dans ce cadre, Citeo permettra, si Nantes Métropole est retenue, une prise en charge de 50 % des dépenses éligibles dans le cadre de nouvelles implantations, et dans un plafond de 1,30 euro par habitant. Les dépenses prévisionnelles pour atteindre ces objectifs sont estimées à 584 824 euros hors taxes et donc la participation Citeo pourrait être de 292 412.

À noter que la participation financière de Citeo n'est pas assujettie à la TVA, que les financements ne sont pas liés à l'atteinte d'objectifs initiaux, mais en fonction des installations de nouveaux Points d'Apport Volontaire dans les deux ans, et donc sont prises en compte les dépenses pendant la période de deux ans.

Pour le deuxième point, il s'agit d'intervenir au centre de traitement et de valorisation des déchets de Couëron dans le cadre du contrat de concession avec Arc-en-Ciel 2034 qui date du 18 juillet 2018, et de procéder à la mise en place de l'avenant numéro 3. Les deux premiers avenants ont été signés le 14 janvier 2020 et le deuxième le 3 mai 2021. Il y a un certain nombre de dispositions réglementaires nouvelles, notamment en termes de surveillance du déchargement des déchets. Et donc il s'agit pour un premier temps d'implanter des caméras de vidéosurveillance des déchargements de déchets. Après consultation de trois prestataires, c'est la société DEF sécurité qui a été choisie pour un montant de 42 521 euros hors taxes, pour la fourniture et l'implantation de cinq caméras ainsi que la mise en place de serveurs de stockage, d'une capacité atteignant une durée d'un an, conformément à la réglementation.

Il faut comprendre que l'autorité concédante peut prendre en charge uniquement les coûts d'investissement de ces dispositifs et que les dépenses liées à l'exploitation et à l'entretien du dispositif de vidéosurveillance sont laissées à la charge du concessionnaire.

L'autre thématique intégrant cet avenant concerne la qualité du tout-venant en provenance des déchèteries. Nous avons, le concessionnaire nous l'a signalé en 2021, un problème important de qualité de tout-venant en provenance des déchèteries et des déchets qui sont susceptibles de faire l'objet de refus de bennes à l'exécutoire d'enfouissement ou encore d'occasionner des départs de feux. Le traitement de ces déchets spécifiques dits "indésirables" ne relève pas de la responsabilité actuelle du concessionnaire. Il a donc été convenu de mettre en place une procédure de contrôle et de tri de ces déchets avec une tarification dédiée à chaque typologie de déchet indésirable qui sera donc appliquée.

Dans ce cadre, les coûts de transport et de traitement de ces déchets seront refacturés à Nantes Métropole. Et aussi afin de mettre sous abri ces déchets avant leur évacuation, il a également été convenu la mise en place d'un abri pour stockage des déchets dangereux pour un montant de 10 487,39 euros en application de l'article 20 de la concession.

Ces deux mesures se traduisent par l'avenant numéro 3 au contrat de concession qui a été joint en annexe de la délibération. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – autorise la participation de Nantes Métropole à l'appel à projets de CITEO,

2 – approuve l'avenant n°3 au contrat de concession du centre de traitement et de valorisation des déchets de Couëron joint en annexe et autorise Madame la Présidente à signer cet avenant, pour le compte du groupement d'autorités concédantes, en sa qualité de coordonnateur, et pour le propre compte de Nantes Métropole,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Salecroix présente les dossiers suivants :

Direction générale à la Transition Écologique Énergétique et aux Services Urbains
Direction du Cycle de l'Eau

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

42 – Modernisation de l'usine de production d'eau potable de la Roche à Nantes – Enveloppe financière prévisionnelle

Exposé

L'usine de production d'eau potable de la Roche est une entité stratégique de la politique publique de l'eau de Nantes Métropole, pour garantir une eau potable de qualité et en quantité (soit près de 40 millions de m³/an produits), pour les habitants de Nantes Métropole mais également ceux du nord ouest du département (CARENE et Cap Atlantique).

Au regard de l'état de fin de vie de l'usine actuelle, le Conseil métropolitain a acté le 18 octobre 2010 le lancement d'une opération de modernisation de cette usine. Ce chantier est d'autant plus complexe qu'il s'agit de renouveler en totalité l'usine sur un site en exploitation, c'est-à-dire en continuant à assurer la production et la distribution d'eau potable.

Le maître d'œuvre de l'opération est le groupement Merlin/ Artelia / Forma 6.

L'opération de travaux, qui a débuté en 2014 et devrait s'achever en 2025, est découpée en 3 lots selon la décomposition suivante :

– Lot 1 : Marché principal de travaux – construction d'une filière de traitement de l'eau de 8 000 m³/h sur le site existant de l'usine de la Roche à Nantes, qui comprend les travaux liés au process, de génie-civil, de bâtiments, d'électricité, de contrôle de commandes, et d'hydraulique.

Ce marché a été attribué au groupement d'entreprises OTV / GTM / EIFFAGE Construction en 2013 pour un montant initial de 64 474 625,00 € HT et se déroule en deux phases. Lors de la phase 1 des travaux, des avenants sont venus s'ajouter pour un montant total complémentaire de 3 595 928,69 € HT.

– Lot 2 : Marché de démolition de phase 1 attribué en 2018 à l'entreprise Genier Déforge, exécutés en 2019-2020 pour un montant total finalisé du marché de 3 066 239,00 € HT.

– Lot 3 : Marché d'aménagement de surface. Ce marché devrait être lancé en 2023.

Ainsi, à l'heure actuelle, l'achèvement de la première phase de travaux, réceptionnée le 28 août 2017, a permis de mettre en service une première partie de la nouvelle usine qui délivre l'eau potable aujourd'hui sur la métropole. Les travaux sont en cours pour la seconde phase avec une prévision de mise en service de la totalité de l'usine en 2024 avant les derniers travaux d'aménagement du site.

Compte tenu de la nécessité de sécuriser la production d'eau en augmentant le volume de stockage de réactifs et par conséquent des ouvrages, le Conseil métropolitain du 11 décembre 2020, a décidé de porter l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération à 80 500 000 € H.T., valeur décembre 2020 et l'autorisation de programme à 85 000 000 € H.T.

Le montant de l'autorisation de programme définie il y a presque 10 ans, en 2013, et ainsi augmentée fin 2020 pour des besoins nouveaux, intégrait des provisions pour aléas et révisions qui ont permis jusqu'ici de couvrir les aléas rencontrés et l'inflation des prix.

Toutefois des événements sortant du cadre des aléas normalement prévisibles sont intervenus au cours des dernières années de l'opération.

Tout d'abord, la phase 2 actuellement en cours rencontre des aléas liés à la réalisation de travaux sur un site existant, à la fois par la découverte de vestiges d'ouvrages non connus (pour certains situés sous les ouvrages existants ayant été démolis) et impactant le bon déroulement du chantier, ainsi que par la mise en œuvre de procédures et de prestations nécessaires à la sécurisation de la continuité de service d'un site en cours de production. De même, compte tenu de l'importance stratégique de l'usine, des dispositions visant à sécuriser la continuité de service lors des opérations futures de mise en route des nouveaux ouvrages ont été demandées par Nantes Métropole.

Par ailleurs, cette 2^e phase des travaux a débuté en juillet 2020 dans un contexte de crise sanitaire liée au Covid qui a fortement impacté le déroulement de l'opération. Les préconisations de prises en charge du préjudice lié au covid subi par les entreprises convenues à l'échelle de la Métropole ont eu des impacts financiers significatifs pour un chantier de cette envergure. Par ailleurs, les pénuries et des augmentations des coûts des matières premières entraînent, mécaniquement, des indices de révision des prix bien au-delà des estimations initiales.

Ainsi, fin 2021, le coefficient de révision du marché du lot 1 est de l'ordre de 20 %. Lors de la dernière mise à jour du montant de l'autorisation de programme en 2020, les révisions à venir avait été estimées sur la base usuelle d'une augmentation de 2 % par an. Or, entre octobre 2020 et octobre 2021, une augmentation de 15 % a été observée. Ces augmentations non anticipables des coûts (et qui vont probablement se prolonger du fait du contexte international) vont également se répercuter sur les marchés futurs (lot 3) à contractualiser dans le cadre de cette opération et nécessiter des budgets supérieurs.

Enfin, la durée même d'une telle opération induit la prise en compte d'évolutions réglementaires et de techniques nouvelles liées notamment à la question de la sécurisation d'un site stratégique et sensible comme celui de l'usine de l'eau et aussi à la performance énergétique de certains équipements. Ces prescriptions, non anticipables au moment du démarrage de l'opération, doivent être intégrées et ont un impact financier.

Aussi, le cumul de ces différents événements (crise sanitaire et ses conséquences, augmentation significative des révisions de prix, évolutions réglementaires, aléas de travaux) représente un surcoût de 4 500 000 € HT que l'enveloppe actuelle n'est plus en mesure de couvrir. Ce coût correspondant vient donc s'ajouter à l'enveloppe financière prévisionnelle qui doit donc être portée à 85 000 000 € HT (valeur juin 2022).

Cette modification conduit en conséquence à relever l'AP, par décision budgétaire modificative, à un montant de 89 500 000 € HT soit une augmentation de 5,3 % au regard de l'AP de 85 000 000 € HT relative à l'opération votée en 2013.

Les crédits correspondants sont prévus au budget eau sur l'AP n°044 libellée « eau potable » opération 2021-3219 libellée « modernisation usine eau potable ».

M. Salecroix : « Merci Madame la Présidente. Chers collègues, cette délibération concerne la modernisation de l'usine de production d'eau potable de la Roche et une modification d'enveloppe financière prévisionnelle. Comme vous le savez, l'usine de production est une entité éminemment stratégique de la politique publique de l'eau pour garantir une eau potable en qualité et en quantité pour les habitants de la métropole évidemment, mais également pour ceux du Nord-Ouest du département ou encore du Sud du département.

Au regard de l'état de fin de vie de l'usine actuelle, le Conseil métropolitain a acté en 2010 le lancement d'une opération de modernisation. Ce chantier est d'autant plus complexe qu'il s'agit, vous le savez, de renouveler en totalité l'usine sur un site en exploitation, c'est-à-dire en continuant évidemment à assurer la production et la distribution d'eau potable.

L'opération de travaux qui a débuté en 2014 et devrait s'achever en 2025 est découpée en trois lots. Le premier concernant le marché principal de travaux, le second le marché de démolition de phase 1 et le dernier le marché d'aménagement de surfaces.

À l'heure actuelle, l'achèvement de la première phase de travaux réceptionnée en août 2017 a permis de mettre en service une première partie de la nouvelle usine qui délivre l'eau potable aujourd'hui sur la métropole. Les travaux sont en cours pour la seconde phase, avec une prévision de mise en service de la totalité de l'usine en 2024, avant les derniers travaux d'aménagement du site, comme je vous l'évoquais.

Le montant de l'autorisation de programme défini il y a presque 10 ans augmentait fin 2020 pour des besoins nouveaux. Il s'agissait d'augmenter le volume de stockage des réactifs, intégrer des provisions pour aléas et révisions qui ont permis jusqu'ici de couvrir les aléas rencontrés et l'inflation des prix. Toutefois, des aléas normalement prévisibles sont intervenus au cours des dernières années de l'opération. Tout d'abord, la phase 2 actuellement en cours rencontre des aléas liés à la réalisation des travaux sur un site existant par la découverte de vestiges d'ouvrages non connus et qui impacte le bon déroulement du chantier. Il s'agit par exemple d'anciens filtres et réservoirs de l'usine originale de 1904 qui avaient été mis hors service et remblayés sans avoir été repérés à l'époque sur les plans.

Par ailleurs, cette deuxième phase de travaux a débuté en juillet 2020 dans un contexte, vous le savez, de crise sanitaire liée au COVID qui a fortement impacté le déroulement de l'opération. Les préconisations de prise en charge du préjudice lié au COVID subi par les entreprises, convenue à l'échelle de la métropole ont subi des impacts financiers significatifs pour un chantier de cette envergure. Par ailleurs, les pénuries et les coûts de matières premières entraînent mécaniquement des indices de révision de prix au-delà des estimations initiales. Ainsi, fin 2021, le coefficient de révision de marché du lot 1 est de l'ordre de 20 %. Lors de la dernière mise à jour du montant de l'autorisation de programme en 2020, les révisions à venir avaient été estimées sur la base usuelle d'une augmentation de 2 % par an.

Or, entre octobre 2020 et 2021, une augmentation de 15 % a été observée. Ces augmentations non anticipables des coûts vont également se répercuter sur les marchés futurs du lot 3. Enfin, la durée même d'une telle opération induit la prise en compte d'évolutions réglementaires et de techniques nouvelles liées notamment à la question de la sécurisation de ce site sensible comme celui de l'usine de l'eau, et aussi à la performance énergétique de certains équipements. Je pense aux évolutions réglementaires, notamment d'écoconception.

Aussi, le cumul de ces différents événements – crise sanitaire, augmentation des révisions de prix, évolutions réglementaires, aléas de travaux – représente un surcoût de 4 500 000 euros hors taxes que l'enveloppe actuelle n'est plus en mesure de couvrir. Ce coût correspondant vient donc s'ajouter à l'enveloppe financière prévisionnelle qui doit donc être portée à 85 millions d'euros hors taxes. Cette modification conduit en conséquence à relever l'AP. Il vous est donc demandé mes chers collègues de porter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de modernisation de l'usine de 80 500 000 à 85 millions d'euros hors taxes, et d'autoriser Madame la Présidente à prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de cette délibération.

Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. décide de porter le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération de modernisation de l'usine de production d'eau potable de la Roche située sur la commune de Nantes, de 80 500 000 € HT à 85 000 000 € HT (valeur juin 2022),
2. autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

43 – Chartes Qualité Réseaux d'eau potable et assainissement – Approbation

Exposé

L'alimentation en eau potable des usagers de Nantes Métropole s'appuie sur une infrastructure importante de près de 3200 km de réseaux, et la collecte des effluents est réalisée grâce à presque 2 000 km de réseaux d'eaux usées et un peu plus de 350 km de réseaux unitaires. Soucieuse de l'entretien de ce patrimoine conséquent, Nantes Métropole ambitionne d'augmenter progressivement le taux de renouvellement des réseaux d'ici la fin du mandat de manière à être en capacité, à terme, de réhabiliter près de 1 % de son patrimoine chaque année. Ces investissements s'inscrivent dans une logique de long terme pour assurer la pérennité du patrimoine et optimiser les coûts pour les collectivités.

Pour garantir une rénovation ou une construction neuve de qualité, les services de la métropole appliquent depuis 2017 les préconisations des chartes « Qualité des réseaux d'assainissement » et « Qualité des réseaux d'eau potable », suite à leur publication en 2016.

Ces chartes ont été élaborées au niveau national par l'Association scientifique pour l'eau et l'environnement (ASTEE), devant le constat d'un certain nombre de malfaçons impactant, d'une part, le bon fonctionnement et la pérennité des ouvrages et, par extension, la qualité du milieu naturel récepteur ou la qualité sanitaire de l'eau, et d'autre part, les modalités d'interventions ultérieures d'exploitation et de maintenance. Ces malfaçons peuvent entraîner une augmentation du prix de l'eau liée aux surcoûts d'investissement et d'exploitation et induire des renouvellements prématurés des réseaux.

La force de cette démarche nationale partenariale est de réunir l'ensemble des acteurs de l'eau, qui se sont accordés sur des principes qu'ils s'engagent à tenir.

Ces principes partagés d'organisation, de répartition des rôles et de management de la qualité, tant dans la conception et réalisation d'un projet que dans le suivi de l'ouvrage tout au long de sa vie, constituent les fondements des chartes qualité. Elles ne se substituent pas aux textes réglementaires ni aux référentiels techniques.

Les chartes proposent une gestion des interfaces entre les différents partenaires du chantier (Maître d'ouvrage, maître d'œuvre, bureaux d'études, entreprises de travaux,...). Elles traitent du processus à mettre en place pour la réussite d'une opération depuis les études initiales jusqu'à la mise en service du réseau, en clarifiant les objectifs de chacun des acteurs, ainsi que les préalables nécessaires tant en phase conception qu'en phase exécution. Elles visent aussi à mieux cerner le coût des travaux lors des phases préalables et éviter ainsi les surcoûts en cours de chantier.

Depuis 2022, l'agence de l'eau Loire Bretagne conditionne l'octroi des aides au respect des principes posés dans ces documents et demande désormais aux maîtres d'ouvrage de délibérer sur ce sujet. Il est donc proposé que Nantes Métropole, en qualité de maître d'ouvrage, s'engage formellement à réaliser les travaux sous charte qualité et veille à ce que les autres maîtres d'ouvrage (Aménageurs...) de réseaux d'eau et d'assainissement destinés à intégrer le domaine public du territoire s'inscrivent dans la même démarche.

M. Salecroix : « Cette délibération assez technique concerne la charte qualité Réseaux d'eau potable et assainissement. Je vais vous passer les détails de la délibération que vous avez sous les yeux, même si je sais que c'est passionnant, mais vous le savez en tout cas, l'alimentation en eau potable de la métropole s'appuie sur une infrastructure importante, et pour garantir une rénovation et des constructions neuves de qualité, les services de la Métropole appliquent depuis 2017 des préconisations de différentes chartes assainissement ou qualité de réseaux d'eau potable, actant différents principes partagés d'organisation, de répartition des rôles, de management de la qualité.

Depuis 2022, l'Agence de l'eau Loire-Bretagne conditionne l'octroi des aides au respect de ces principes et nous demande de délibérer sur ce sujet. Il vous est donc proposé que la Métropole, en qualité de maître d'ouvrage, s'engage formellement à réaliser les travaux sous charte qualité. Il vous est donc demandé d'approuver l'adoption de ces principes-là. Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1- approuve l'adoption des principes arrêtés par les chartes qualité des réseaux d'assainissement et d'eau potable, ci-annexées, pour la conception, la réalisation et l'entretien des réseaux du territoire métropolitain ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Lucas présente les dossiers suivants :

Direction générale Territoire Proximité Déchets Sécurité
Pôle Loire-Chézine

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

44 – Saint-Herblain – Aménagement des espaces publics du centre bourg – Modification de l'enveloppe financière prévisionnelle

Exposé

Par délibération du 30 mars 2018, le Bureau métropolitain a approuvé le programme et l'enveloppe financière de l'opération d'aménagement des espaces publics du Centre Bourg située sur la commune de Saint-Herblain pour un montant de 2 291 666,66 € HT soit 2 750 000 € TTC.

Pour mémoire, les travaux réalisés autour de l'église Hermeland doivent permettre de mettre en valeur le patrimoine, créer un îlot dédié aux piétons, développer les aménagements cyclables, proposer de nouvelles fonctionnalités aux commerces existants, relier le centre-bourg aux espaces naturels situés au Sud, limiter la circulation et les accès automobiles. À terme, le programme de réaménagement doit permettre une redynamisation du centre bourg de Saint-Herblain.

Les travaux ont été lancés en mars 2021 mais des imprévus et des considérations techniques nécessitent de modifier l'enveloppe financière prévisionnelle pour prendre en compte les travaux suivants :

– les fouilles archéologiques suite à des découvertes d'ossements ;

- les travaux de reprise des tranchées d'adduction d'eau potable en partie haute de la place, de dépose des réseaux amiantés et leur remplacement en périphérie de l'église ;
- la modification de revêtement pavés en béton en haut de la rue Gicquiaud suite aux fortes intempéries, le remplacement du béton par de l'enrobé sur le carrefour Blard pour améliorer le délai de mise en œuvre ;
- l'adaptation des accès par des rampes sur la partie ouest de la place, la modification de l'habillage du mur en partie sud de la place, avec accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

L'ensemble de ces travaux entraîne des coûts supplémentaires qui ont également un impact sur le coût de maîtrise d'œuvre, les actualisations et les révisions, et certaines modifications ont justifié des délais supplémentaires.

Pour mener à bien ce projet, il est nécessaire au préalable d'ajuster le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle pour le porter à 2 545 529 € HT, soit 3 054 635 € TTC.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 105, libellée « Urbanisme durable, habitat, politique ville, proximité », opérations 2021-3659, libellée « Réaménagement de l'axe Beauregard/Martinez » et 2021/3834 libellée « Requalification de l'hypercentre bourg ». Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'enveloppe territorialisée de la PPI.

M. Lucas : « Il s'agit d'une délibération concernant Saint-Herblain sur l'aménagement des espaces publics du centre-bourg autour de l'église Hermeland. Nous avons délibéré en mars 2018 pour un montant de 2 750 000 euros TTC. Du coup, je pense qu'il y a eu des travaux plus subis que choisis sur cette opération-là. Depuis mars 2021, on a démarré les travaux et il y a eu beaucoup d'imprévus et des considérations techniques nécessitant de modifier l'enveloppe financière, des fouilles archéologiques suite à des découvertes d'ossements, la reprise des tranchées d'adduction d'eau en découvrant des réseaux amiantés, et enfin, des demandes complémentaires de travaux concernant l'architecte des Bâtiments de France. Donc il est nécessaire de modifier le montant puisqu'on se retrouve avec des coûts de maîtrise d'œuvre à changer, des actualisations et des révisions, et des modifications qui justifient des délais supplémentaires. Donc pour mener à bien ce projet, il est nécessaire d'abonder l'enveloppe et de la passer à 3 054 635 euros TTC. Voilà. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Matthieu Annereau. »

M. Annereau : « Merci. Madame la Présidente, chers collègues, donc vous l'avez dit, des travaux importants dans le cœur du bourg de Saint-Herblain, des travaux qui ont subi plusieurs aléas donc, et un rallongement des délais de ceux-ci. Donc nous voulions attirer votre attention sur les impacts que cela peut avoir sur les commerces de proximité avoisinants, des commerces de proximité qui ont déjà subi la crise COVID, et donc là qui subissent des impacts non négligeables en termes de baisse de leur chiffre d'affaires, du fait des rallongements des délais sur ces travaux et donc des voies d'accès à ces commerces de proximité du centre-bourg. Donc quelle réponse, quel dédommagement, compensation, pouvez-vous envisager vis-à-vis de ces commerçants ? Et puis un deuxième point qui fait également le lien avec la délibération d'hier sur la charte que vous avez signée avec la Fédération des travaux publics de Loire-Atlantique quant à la sécurisation aux abords des travaux, et surtout en l'espèce à la signalisation, la signalétique aux abords de ceux-ci et notamment concernant les voies de circulation, puisque nous est remonté un certain nombre de mécontentements des habitants à ce sujet. Merci. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « J'ai juste une petite intervention sur la signalétique. Je partage l'appréciation de Matthieu Annereau qui m'a aussi été remontée et j'ai pu aussi le constater par moi-même, et je pense que pour le chiffre d'affaires des commerçants en question, il y en a un ou deux particulièrement qui ont dû être vraiment impactés puisque leur magasin n'était plus facilement

accessible, mais je crois que la Commission ad hoc a procédé à une indemnisation pour une première partie en tout cas – mais peut-être pas complètement. »

M. Lucas : « Je pense que c'est en cours sur cette partie-là. De toute manière, pour la Commission règlement amiable, il est nécessaire d'avoir des justificatifs de chiffre d'affaires pour pouvoir indemniser. Donc de toute manière ça se fera sur cette base-là. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve la modification de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération d'aménagement des espaces publics du centre bourg à Saint-Herblain pour la porter à 2 545 529 € HT, soit 3 054 635 € TTC.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Direction Générale Territoires, Proximité, Déchets et Sécurité
Pôle Nantes Loire**

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

45 – Nantes – Aménagement de voirie de la rue Voltaire et de la place Jean V – Approbation du programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle – Lancement d'une procédure adaptée – Mise en place d'une procédure d'indemnisation des professionnels riverains – Commission de règlement amiable – Désignation des représentants de Nantes Métropole

Exposé

Le projet d'aménagement de la place Jean V et de la rue Voltaire à Nantes a donné lieu en 2021 à une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour définir les éléments de programme d'aménagement ainsi que pour accompagner Nantes Métropole dans la démarche de dialogue citoyen menée avec 30 nantais. Cette mission a été confiée à l'agence Paume.

À présent, et avec pour objectif d'accompagner les travaux de rénovation du Musée Dobrée, il convient de mettre en œuvre la requalification de la zone en répondant aux enjeux identifiés en matière de mobilité, d'usage, de nature en ville, de patrimoine et de développement commercial.

Le programme de l'opération comprend des travaux de voirie et d'aménagements paysagers, d'adaptation du réseau d'eau pluviale et de rénovation du réseau d'éclairage.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération est estimée à 1 737 500 € HT soit 2 085 000 € TTC (valeur juillet 2022).

La maîtrise d'œuvre de cette opération est assurée par les services de Nantes Métropole qui ont élaboré le projet.

La consultation comprend 2 lots distincts.

Le montant des travaux est estimé à 1 555 000 € HT soit 1 866 000 € TTC pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R2123-1 du Code de la commande publique, il vous est demandé d'autoriser le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux.

Cette opération, qui comporte des travaux significatifs et conséquents réalisés pendant une durée importante (durée prévisionnelle de 8 mois), est susceptible de nuire à l'activité des professionnels riverains et d'engendrer des préjudices financiers.

C'est pourquoi, afin de faciliter l'instruction des éventuelles demandes d'indemnisation à venir, il est proposé, par la présente délibération, de mettre en œuvre une procédure d'indemnisation à l'intention des professionnels riverains situés dans le périmètre défini sur le plan joint en annexe.

Cette procédure doit permettre aux professionnels riverains (inscrits au Registre du Commerce et des Sociétés ou Registre des Métiers) d'éviter des coûts et des délais de procédure contentieuse.

À cet effet, sera mise en place une commission de règlement amiable dont la composition et le mode de fonctionnement seront similaires aux commissions antérieurement constituées par Nantes Métropole.

Elle sera composée de la façon suivante :

1. Président : un magistrat du Tribunal Administratif
2. Membres : un représentant (un titulaire et un suppléant) :
 - de la Préfecture
 - du Trésor Public
 - de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes
 - de la Chambre de Métiers de Loire-Atlantique
 - de Nantes Métropole.

La commission instruira les demandes à partir des rapports techniques établis par l'expert qui sera désigné par le Tribunal Administratif et des documents comptables justificatifs présentés par les professionnels. Elle donnera un avis sur les dossiers de réclamation dans le respect des principes arrêtés par la jurisprudence administrative en matière d'indemnisation des professionnels riverains en raison de dommages de travaux publics.

Sur la base de cet avis, Nantes Métropole pourra attribuer une indemnisation aux professionnels concernés.

Les crédits correspondants sont prévus au budget sur l'AP 1055 libellée « Urbanisme durable, habitat, politique ville, proximité, solidarité, santé, longévité, dialogue citoyen » opérations 2021-2891 et 2021-10029 libellées « Nouveaux aménagements de voirie – Pôle Nantes Loire », et 2022-10240 libellée « Centralité Nantes – Secteur Dobrée – Aménagements ». Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de l'enveloppe centrale de la PPI.

M. Lucas : « Oui, il s'agit sur Nantes de l'aménagement de voiries de la rue Voltaire et de la place Jean-V : l'approbation du programme de l'enveloppe financière prévisionnelle, lancement d'une procédure adaptée puis également une mise en place d'une procédure d'indemnisation des professionnels riverains. Il est nécessaire sur ce projet-là puisque ça vient aussi en accompagnement des travaux de rénovation du musée Dobrée. Il convient de requalifier l'ensemble de la zone.

Le programme de l'opération comprend des travaux de voirie et d'aménagements paysagers et également d'adaptation du réseau d'eaux pluviales et de rénovation du réseau d'éclairage.

L'enveloppe financière prévisionnelle est de 2 085 000 euros TTC. La maîtrise d'œuvre est assurée par Nantes Métropole. La consultation comprend en termes de montant de travaux 1 866 000 euros. Et deuxième chose : comme cette opération comporte des travaux significatifs et conséquents réalisés pendant une durée importante, la durée prévisionnelle prévue est de huit mois, donc ils sont susceptibles de nuire à l'activité des professionnels et d'engendrer des préjudices financiers, et il est nécessaire de mettre en place une CRA, et comme tout à l'heure Fabrice l'a évoqué, de désigner un titulaire qui est Thomas Quéro, et un suppléant qui est moi-même. Voilà. Madame la Présidente. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve, par dérogation aux délégations accordées par le conseil métropolitain au bureau en raison de sa cohérence avec la mise en place de la commission de règlement amiable, le programme de l'opération d'aménagement de voirie de la rue Voltaire et de la place Jean V sur la commune de Nantes,

2 – fixe l'enveloppe financière prévisionnelle de cette opération à 1 737 500 € HT soit 2 085 000 € TTC,
3 – autorise le lancement d'une procédure adaptée pour la réalisation de ces travaux,
4 – décide de constituer une commission de règlement amiable pour l'instruction des demandes d'indemnisation des professionnels riverains dans le cadre des de réaménagement de la rue Voltaire et de la place Jean V à Nantes,

5 – décide de ne pas recourir au vote à bulletins secrets pour les désignations et désigne comme représentants de Nantes Métropole au sein de cette commission de règlement amiable :

→ Titulaire : M. Thomas QUERO

→ Suppléant : M. Michel LUCAS

6– autorise Madame la Présidente à exercer les missions confiées au pouvoir adjudicateur, notamment attribuer et signer les marchés, et à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Riom présente les dossiers suivants :

Direction Générale Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction de l'espace public

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

46 – Transition écologique – Classement du réseau de chaleur Centre Loire – Délimitation des périmètres de développement prioritaire – Non-classement des réseaux de chaleur de Bellevue-Nantes-Saint-Herblain et de la ZAC de la Minais

Exposé

Nantes Métropole est engagée depuis plusieurs années dans la transition énergétique à travers sa politique publique de l'énergie et son Plan Climat Air Energie Territorial. Elle s'est fixée l'objectif volontariste de réduire de 50 % les émissions de CO₂ par habitant d'ici 2030 et d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables et récupérables d'ici 2050. Un des leviers importants pour atteindre ce double objectif est le développement des réseaux de chaleur renouvelable et de récupération à tarif maîtrisé. Ce levier est conforté par la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte adoptée le 22 juillet 2015 dont l'un des objectifs forts à l'horizon 2030 est de multiplier par 5 la chaleur renouvelable et de récupération livrée par les réseaux de chaleur. L'objectif est de garantir au territoire une plus grande indépendance vis-à-vis des énergies fossiles et de poursuivre la réduction significative des émissions de CO₂, tout en maîtrisant les émissions des autres polluants atmosphériques.

Dans un contexte de hausse des prix des énergies, Nantes Métropole doit œuvrer pour garantir un accès à l'énergie pour tous, ce qui implique d'aider les habitants et acteurs à la maîtrise des charges énergétiques voire à les réduire via le développement de réseaux à un tarif compétitif et stable dans le temps.

Sur le territoire métropolitain, les réseaux de chaleur desservent aujourd'hui plus de 35 000 logements ainsi que de nombreux équipements (hôpitaux, bâtiments sportifs et d'enseignement,...).

Cinq réseaux de chaleur public sont actuellement en exploitation :

- le réseau de Bellevue, en service depuis 1968 (gestion déléguée en 1999 à la société NADIC) ;
- le réseau Centre Loire, en service depuis 1970 (gestion déléguée en 2012 à la société ERENA) ;
- le réseau La Minais, en service depuis 2012 (gestion déléguée à la société IBEM) ;
- le réseau Nord Chézine, en service depuis février 2020 (gestion déléguée à la société NOVAE) ;
- le réseau de la ZAC de la Noé (sur la commune de Saint-Jean-de-Boiseau), en service depuis 2007 ; depuis le 1er janvier 2018, le réseau de la ZAC de la Noé est intégré dans la délégation de service public Nord Chézine.

Parmi les actions locales relatives aux choix énergétiques, le classement d'un réseau de chaleur renouvelable permet à la collectivité de définir des périmètres de développement prioritaire, dans lesquels les bâtiments neufs et ceux faisant l'objet de travaux de réhabilitation importants devront obligatoirement se raccorder à ce réseau de chaleur.

Cette procédure était accessible jusqu'alors à tous les réseaux de chaleur alimentés à plus de 50 % par des énergies renouvelables et de récupération. Elle supposait toutefois une démarche volontaire de la collectivité compétente pour les classer.

À ce jour, en raison de la forte attractivité des réseaux de chaleur sur le territoire métropolitain, la collectivité n'a pas eu la nécessité de mettre en place cette procédure de classement sur ses réseaux pour permettre le développement des énergies renouvelables.

Désormais, en application des lois Énergie-Climat du 8 novembre 2019 et Climat Résilience du 22 août 2021, les réseaux de chaleur font l'objet d'un classement automatique dès lors qu'ils respectent les critères suivants :

- le réseau est alimenté à plus de 50 % par une énergie renouvelable ou de récupération ;
- un comptage des quantités d'énergie livrées par point de livraison est assuré ;
- l'équilibre financier de l'opération pendant la période d'amortissement des installations est assuré au vu des besoins à satisfaire, de la pérennité de la ressource en énergie renouvelable ou de récupération, et compte tenu des conditions tarifaires prévisibles.

Le décret d'application n°2022-666 du 26 avril 2022, codifié aux articles R.712-1 et suivants du code de l'énergie, est venu préciser ce dispositif de classement systématique, en prévoyant notamment que, pour les réseaux affectés au service public de distribution de chaleur et de froid, un arrêté du ministre chargé de l'énergie détermine annuellement ceux qui satisfont aux critères ci-dessus exposés, lesquels sont classés de plein droit, sauf si la collectivité compétente s'y oppose par délibération motivée.

Dans ce cadre, le ministère de la transition écologique a pris, le 26 avril 2022, un arrêté dressant la liste des réseaux satisfaisant aux critères de classement automatique.

Concernant le territoire de Nantes Métropole, y figurent les réseaux Centre Loire, Bellevue Nantes Saint-Herblain et ZAC de la Minais.

Les réseaux de chaleur de Nord Chézine et de la ZAC de la Noé n'ayant pas atteint 50 % d'énergies renouvelables et de récupération en 2020 ne sont pas concernés par le classement automatique en 2022.

Conformément aux dispositions du décret précité, Nantes Métropole a la possibilité pour chacun de ses réseaux de chaleur de :

- décider de ne pas classer le réseau ;
- de confirmer le classement du réseau et de définir le ou les périmètres de développement prioritaire à l'intérieur desquels le classement s'applique et le seuil de puissance minimum d'application de l'obligation de raccordement du bâtiment ;
- de confirmer le classement du réseau et de laisser les modalités par défaut s'appliquer (périmètre de DSP comme périmètre de développement prioritaire et seuil de puissance minimum de 30 kW).

Il est donc proposé, par cette délibération de :

- confirmer le classement du réseau de chaleur Centre Loire, d'en définir les modalités et les périmètres de développement prioritaires ;
- s'opposer au classement des réseaux de chaleur Bellevue Nantes Saint-Herblain et de la ZAC de la Minais.

Classement du réseau de chaleur Centre Loire :

Le classement du réseau consiste à définir des périmètres de développement prioritaire à l'intérieur desquels les bâtiments suivants ont obligation de se raccorder au réseau de chaleur :

- les bâtiments neufs : bâtiments nouvellement construits dont la demande de permis de construire a été déposée postérieurement à la décision de classement ou une partie nouvelle de bâtiment ou surélévation excédant 150 m² ou 30 % de la surface des locaux existants et dont les besoins de chauffage de locaux, de climatisation ou de production d'eau chaude excèdent un niveau de puissance de 100 kilowatts ;
- les bâtiments faisant l'objet de travaux de rénovation importants :
 - un bâtiment dans lequel est remplacée l'installation de chauffage ou de refroidissement d'une puissance supérieure à 100 kilowatts ;
 - un bâtiment dans lequel est remplacée une installation industrielle de production de chaleur ou de froid d'une puissance supérieure à 100 kilowatts.

Le seuil de 100 kW est fixé en cohérence avec la Convention de Délégation de service public (DSP) du réseau Centre Loire. À titre d'information, cela correspond environ à la puissance d'un immeuble de 20 à 25 logements neufs.

L'obligation de raccordement s'applique dans les périmètres de développement prioritaire définis à l'échelle parcellaire, joints en annexe de la présente délibération. Ces périmètres ont fait l'objet d'un travail approfondi afin de déterminer l'ensemble des parcelles se trouvant à une distance inférieure ou égale à 50 mètres du réseau de chaleur actuel et de certaines extensions.

Une dérogation à l'obligation de raccordement au réseau de chaleur Centre Loire doit faire l'objet d'une demande par le propriétaire de l'installation concernée à Nantes Métropole qui instruira les demandes. Il appartient au demandeur de fournir les justificatifs nécessaires à la dérogation. Les dérogations sont accordées dans les cas suivants :

- le demandeur justifie de l'incompatibilité des caractéristiques techniques de l'installation qui présente un besoin de chaleur ou de froid avec celles offertes par le réseau ;
- l'installation ne peut être alimentée en énergie par le réseau dans les délais nécessaires à la satisfaction des besoins de chauffage, d'eau chaude sanitaire ou de climatisation de l'utilisateur, sauf si le délégataire justifie de la mise en place d'une solution transitoire de nature à permettre l'alimentation des usagers en chaleur ou en froid ;
- le demandeur justifie de la mise en œuvre, pour la satisfaction de ses besoins de chauffage, d'eau chaude sanitaire ou de climatisation, d'une solution alternative alimentée par des énergies renouvelables et de récupération à un taux équivalent ou supérieur à celui du réseau classé suivant les modalités de calcul définies par l'arrêté du ministre chargé de l'énergie (taux de 80,5 % dans l'arrêté ministériel du 21 octobre 2021) ;
- le demandeur justifie de la disproportion manifeste du coût du raccordement et d'utilisation du réseau par rapport à d'autres solutions de chauffage et de refroidissement.

Le non-respect de la procédure de classement par un maître d'ouvrage est passible d'une amende de 300 000 euros, conformément à l'article L712-5 du Code de l'Énergie.

Conformément au décret n°2022-666 du 26 avril 2022, les modalités d'application du classement du réseau Centre Loire prennent effet à compter du 1^{er} septembre 2022.

La commission consultative des services publics locaux qui s'est réunie en application de l'article R.712-3 du code de l'énergie, a émis un avis favorable sur la délimitation des périmètres de développement prioritaire, consécutif au classement du réseau de chaleur Centre Loire.

Il est également précisé que la présente délibération et son annexe seront annexées au Plan Local d'Urbanisme métropolitain, dans les conditions prévues par l'article R.151-53 du code de l'urbanisme.

Non-classement des réseaux de chaleur Bellevue Nantes Saint-Herblain et ZAC de la Minais :

En l'espèce, et contrairement au réseau de chaleur Centre Loire dont la situation permet de confirmer son classement, il n'en va pas de même pour les autres réseaux publics métropolitains.

- D'une part, la convention de DSP du réseau de chaleur de Bellevue Nantes Saint-Herblain arrive prochainement à échéance (au 31 mai 2023). Actuellement en phase de remise en concurrence, Nantes Métropole ne dispose pas aujourd'hui des engagements finalisés sur les performances techniques, environnementales et tarifaires à moyen et long terme sur ce réseau, permettant d'asseoir une décision de classement. Un travail de classement pourra ainsi être engagé avec le nouveau concessionnaire après mai 2023.
- D'autre part, le programme d'aménagement de la ZAC de la Minais à Sainte-Luce-sur-Loire n'étant pas achevé, certaines branches du réseau de chaleur sont encore à réaliser et n'ont pas leur tracé finalisé en raison des faisabilités techniques à valider. Dans ces conditions, il est préférable d'envisager le classement une fois la totalité du tracé du réseau connu.

Par conséquent, et considérant que :

- les perspectives de développement et de modernisation du réseau de chaleur de Bellevue Nantes Saint-Herblain devraient être sensiblement reconsidérées dans les années à venir,
- le programme d'aménagement de la ZAC de la Minais n'est pas encore finalisé,

il est proposé de s'opposer au classement de plein droit de ces 2 réseaux de chaleur.

M. Riom : « Je vais vous parler pour ma part de réseau de chaleur. Vous n'êtes pas sans savoir qu'on a un objectif dans cette métropole, c'est atteindre un 100 % énergies renouvelables d'ici 2050. Alors ça demande un grand effort, ça mobilise beaucoup de politiques publiques, ça passe par de la sobriété, de l'efficacité mais aussi le fait de développer les énergies renouvelables, et donc quand on développe un réseau de chaleur ça participe au fait de développer les énergies renouvelables, et d'ailleurs je note que depuis quelques mois, avec la crise énergétique, de plus en plus de maires nous sollicitent sur ces questions des réseaux de chaleur. Donc là aussi une autre victoire culturelle : le réseau de chaleur commence à faire sa place dans les esprits de chacun.

Le sujet dont je viens vous parler précisément, c'est ce qu'on appelle le classement des réseaux de chaleur. Donc en quelques mots c'est le fait de rendre obligatoire le raccordement à un réseau de chaleur quand on est dans une certaine zone. On a plusieurs réseaux de chaleur sur la métropole. Tous sont gérés par ce qu'on appelle Délégation de Service Public, et les Délégations de Service Public ont un périmètre. Et très prochainement, tous les réseaux de chaleur seront par défaut classés sur l'ensemble du périmètre.

Dit autrement, chaque fois que vous ferez une construction ou un changement de chaudière, vous serez obligés de vous raccorder, et donc il faut qu'on définisse le périmètre parce que le classement par défaut fait qu'on va devoir tirer des tuyaux de longueur très importante, donc il faut qu'on prévoie ça, d'où le fait que je vais vous proposer de classer seulement un réseau de chaleur et seulement sur un périmètre précis.

Déjà, pourquoi est-ce que cette obligation de raccordement est intéressante ? D'abord parce que ça vient soulager la force commerciale. Concrètement, les délégataires ont une force commerciale pour encourager les gens à se raccorder au réseau de chaleur, donc ça évite un peu

de devoir mobiliser de la force commerciale puisqu'on est forcé de se raccorder, c'est quand même plus simple.

Et même si nous on veut développer nos réseaux de chaleur, il faut quand même faire attention parce qu'il y a toujours un équilibre entre d'une part le prix pour les usagers et d'autre part le développement. Si on développe trop vite le réseau de chaleur, ce sont les usagers qui se mettent à payer ce développement un peu à marche forcée ; or, il faut que le réseau de chaleur reste l'énergie la plus écologique et aussi la moins chère, comme ça on résout l'équation qui nous est chère : le social et l'écologie.

Donc, en vertu de la loi Énergie climat et Climat et résilience, il y a trois conditions pour le classement par défaut du réseau de chaleur : le fait qu'il soit alimenté à plus de 50 % par une énergie renouvelable ou de récupération, le fait qu'il y ait des quantités d'énergie par points de livraison, c'est comme un compteur individuel qu'on a tous chez nous, et le fait que la Délégation de Service Public soit à l'équilibre.

Donc nous, on a trois réseaux de chaleur qui sont concernés, à savoir Centre Loire, Bellevue Nantes Saint-Herblain et la ZAC de la Minais. Alors à partir de ce constat, on a un choix à faire. On peut décider de n'en classer aucun, on peut en classer certains selon un périmètre qu'on choisit, ou on peut tous les classer par défaut. Et la proposition que je vous fais dans cette délibération, c'est de classer seulement le réseau Centre Loire sur une partie du périmètre et de ne pas classer pour l'instant les deux réseaux Bellevue Nantes Saint-Herblain et la ZAC de la Minais.

Vous avez toutes les conditions techniques de ce classement, je ne vais pas m'étendre là-dessus mais globalement, on définit un périmètre sur une carte, il y a certaines conditions pour dire que peut-être que tel bâtiment sort d'une obligation de raccordement si ça coûte trop cher ou des choses comme ça, mais je ne veux pas forcément m'étendre, je pourrai répondre aux questions si vous en avez.

Pourquoi est-ce qu'on fait le choix pour l'instant de ne pas classer les réseaux Bellevue Nantes Saint-Herblain et la ZAC de la Minais ? Pour Bellevue Nantes Saint-Herblain, c'est parce qu'on est en train de renouveler la Délégation de Service Public donc on veut d'abord faire le renouvellement et après faire le classement : comme ça, ça fera office d'un échange avec le futur délégataire. Donc préparez-vous prochainement à ce qu'on classe l'autre réseau. Pour ce qui est de la ZAC de la Minais, c'est parce qu'on veut attendre un développement plus important de la ZAC avant de potentiellement le classer. Là aussi, ça veut dire qu'on pourra revenir vers vous dans quelques mois ou années si on souhaite classer ce réseau.

Il est donc proposé de s'opposer au classement par défaut de 2 réseaux, mais on pourra y revenir, et de classer une partie du réseau Centre Loire. Je vous remercie. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – définit les modalités de classement et les périmètres de développement prioritaire du réseau de chaleur Centre Loire prévus par l'article L.712-2 du code de l'énergie, tel que figurant en annexe,

2 – décide de s'opposer au classement des réseaux de chaleur de Bellevue Nantes Saint-Herblain et de la ZAC de la Minais,

3 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Direction Générale Fabrique de la Ville Écologique et Solidaire
Direction de l'espace public

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

47 – Transition écologique – Délégation de service public pour l'exploitation et l'extension du réseau de chaleur Centre Loire – Avenant n° 7 – Approbation

Exposé

Nantes Métropole est engagée depuis plusieurs années dans la transition énergétique à travers sa politique publique de l'énergie et son Plan Climat Air Energie Territorial. Elle s'est fixée l'objectif volontariste de réduire de 50 % les émissions de CO₂ par habitant d'ici 2030 et d'atteindre 100 % d'énergies renouvelables et récupérables d'ici 2050. Un des leviers importants pour atteindre ces objectifs est le développement des réseaux de chaleur renouvelable et de récupération à tarif maîtrisé.

L'objectif est de garantir au territoire une plus grande indépendance vis-à-vis des énergies fossiles et de poursuivre la réduction significative des émissions de CO₂, tout en maîtrisant les émissions des autres polluants atmosphériques.

Dans un contexte de hausse des prix des énergies, Nantes Métropole doit œuvrer pour garantir un accès à l'énergie pour tous, ce qui implique d'aider les habitants et acteurs à la maîtrise des charges énergétiques voire à les réduire via le développement des réseaux grâce à un tarif compétitif et stable dans le temps.

Dans ce cadre, Nantes Métropole a confié la gestion du réseau de chaleur Centre Loire à la société ERENA, filiale du groupe ENGIE Solutions, par convention de délégation de service public conclue le 19 mars 2012, laquelle prévoit notamment une extension du réseau de 63 kilomètres et la construction de 2 chaufferies bois et gaz, l'une sur le site existant de Malakoff à Nantes, l'autre au sud de la Loire sur le territoire de Rezé et de Bouguenais.

Cette convention de délégation de service public a fait l'objet de six avenants pour ajuster les modalités techniques et financières de la DSP.

Il est apparu nécessaire de proposer un avenant n°7 afin de procéder à des modifications non substantielles de la convention, dans le respect des dispositions des articles L.3135-1 et R.3135-7 du code de la commande publique.

En premier lieu, l'avenant n°7 a pour objet de préciser les modalités du classement du réseau de chaleur Centre Loire, procédure selon laquelle sont définies des périmètres de développement prioritaire au sein desquelles les bâtiments neufs et ceux faisant l'objet de travaux de réhabilitation importants devront obligatoirement se raccorder à ce réseau de chaleur.

En effet, par application combinée du décret n°2022-666 du 26 avril 2022 et d'un arrêté du ministère de la transition écologique du 26 avril 2022, le réseau Centre Loire fait l'objet d'un classement de plein droit. Dans ce cadre, par une délibération présentée lors de cette même séance, le Conseil métropolitain a été amené à se prononcer pour confirmer le classement du réseau, et à définir les modalités et les périmètres de développement prioritaires.

D'autre part, l'avenant n°7 a également pour objet de simplifier le mécanisme de répercussion des charges et recettes du système des échanges de quotas d'émission de CO₂, en lissant les impacts dans la tarification et en l'appliquant sur le terme consommation (et non plus abonnement).

Par ailleurs, dans le cadre du projet d'interconnexion entre les réseaux de chaleur Centre Loire et Bellevue-Chantenay, un projet de convention de fourniture de chaleur a été établie de façon à définir les modalités de vente de chaleur entre les deux réseaux. Est notamment fixé forfaitairement le montant des travaux d'interconnexion à payer par le futur délégataire du réseau de chaleur de Bellevue-Chantenay au délégataire Centre Loire. Eu égard au niveau d'avancement actuel des études du fait d'hypothèses encore à valider, il a également été convenu entre les Parties la création d'un « Compte aléas » ayant pour objectif de suivre les ajustements technico-économiques du projet, sans impact sur le forfait à payer par le délégataire du réseau Bellevue-Chantenay. Le compte aléas pourra faire l'objet d'un ajustement au réel.

Ainsi, le présent avenant a pour objet d'annexer le projet de Convention de fourniture de chaleur entre les réseaux Centre Loire et Bellevue-Chantenay et de préciser les modalités de réalisation des travaux d'interconnexion côté réseau Centre Loire avec la définition du compte aléas.

Le présent avenant précise également les modalités techniques et financières du raccordement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Pirmil les Isles secteur Basse île, comprenant :

- une contribution forfaitaire de l'aménageur de la ZAC à hauteur de 240 000 € HT et
- une valeur nette comptable constatée et certifiée de 415 000 € HT plus ou moins 10 %, déterminée en fonction du montant définitif des investissements, et qui sera versée à ERENA par le délégant ou le futur délégataire à la fin de la délégation de service public.

Enfin, le modèle de police d'abonnement et le règlement de service sont mis à jour.

La commission de délégation de service public, qui s'est réunie en application de l'article L.1411-6 du code général des collectivités territoriales, a émis un avis favorable sur cet avenant.

M. Riom : « Cette délibération est dans la suite de la première puisque maintenant qu'on a décidé collectivement de classer un réseau, eh bien il faut faire un avenant à la DSP pour intégrer ce classement. Donc je ne vais pas vous refaire le laïus sur les réseaux de chaleur, c'est bon, on l'a bien admis.

Pourquoi est-ce qu'on fait un avenant ? Parce qu'on a une Délégation de Service Public. On a déjà fait six avenants sur cette Délégation de Service Public et c'est le septième qui donc intègre ce classement. On va devoir aussi revoir le mécanisme de répartition des quotas CO₂. On a toujours une petite part de gaz sur le réseau de chaleur. Qui dit part de gaz dit quotas CO₂, et comme ils ont explosé en termes de prix, il faut qu'on revoie un peu le système de tarification. Donc voilà un vaste sujet qu'on vous propose de traiter dans cet avenant.

On a un sujet d'interconnexion, ça c'est particulièrement intéressant. L'interconnexion ça permet de relier entre eux deux réseaux. Parce que c'est vrai que quand on définit des zones, on peut se dire qu'on travaille un peu en vase clos. Là, avec cet avenant on vient permettre une interconnexion, ce qui est très intéressant du point de vue part d'énergies renouvelables dans les réseaux respectifs, et enfin on vient définir des modalités financières pour le raccordement de la ZAC Pirmil Les Isles Basse-Île puisqu'elle sera concernée par un raccordement au réseau de chaleur. Voilà pour la 47. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve l'avenant n°7, ci-annexé, à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du réseau de chaleur Centre Loire et son extension conclue entre Nantes Métropole et la société ERENA.

2 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'avenant.

M. Bolo présente les dossiers suivants :

Département BATII
Direction de la Stratégie Patrimoniale

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

48 – Nantes – boulevard de Berlin – Acquisition en Vente en l'État Futur d'achèvement (VEFA) auprès de Nantes Métropole Aménagement d'un volume public dépendant de l'ensemble immobilier à construire sur l'îlot ABC, à destination de cour taxis, gare routière, parking vélos et parking loueurs, dans le cadre du pôle d'échange multimodal de la gare Sud, cadastré WZ 196, WZ 213 et WZ 216

Exposé

Le projet d'aménagement du pôle d'échanges multimodal de la gare de Nantes comprend trois opérations principales :

- la restructuration-extension de la gare ferroviaire sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Gares & Connexions, livrée en novembre 2020 ;

- le réaménagement des accès Nord et Sud et des espaces publics associés autour des bâtiments de la gare : côté Nord sous maîtrise d'ouvrage Nantes Métropole et finalisé en novembre 2021 ; côté Sud sous maîtrise d'ouvrage concédé à Nantes Métropole Aménagement dans le cadre de la concession d'aménagement du Pré-Gauchet et en chantier depuis septembre 2020 ;

- la création d'un pôle d'échanges Sud, sous maîtrise d'ouvrage concédée à Nantes Métropole Aménagement dans le cadre de la concession d'aménagement du Pré-Gauchet, dont le chantier est programmé de septembre 2022 à janvier 2025, objet de la présente délibération.

L'immeuble accueillant le pôle d'échanges Sud sera construit dans l'îlot dit « ABC » accolé immédiatement à l'Est de la gare Sud. L'avenant n°13 du 12 juillet 2017 à la concession d'aménagement du Pré-Gauchet intègre à la concession la réalisation de l'équipement « pôle d'échanges » à acquérir par Nantes Métropole en VEFA en juillet et en précise le programme, le financement et les conditions de réalisation :

- le volume immobilier « pôle d'échanges » est conçu et construit sous maîtrise d'ouvrage de Nantes Métropole Aménagement sous le contrôle et sur financement de Nantes Métropole ;

- le volume d'activités est cédé à des opérateurs désignés en accord avec Nantes Métropole.

La conception et la réalisation de l'îlot « ABC » associant le programme public « pôle d'échanges » et le programme privé d'activités est assuré en co-maîtrise d'ouvrage Nantes Métropole Aménagement et BâtiNantes retenu à l'issue de la consultation opérateur.

Le volume public d'environ 13 000 m² intègre les 4 usages suivants :

- en sous-sol, une cour taxis de 60 places, dont 10 places pour taxis réservés, connectée au souterrain de la gare par un accès piéton à niveau confortable ; les trémies d'accès pour les véhicules taxis seront localisées dans la venelle à l'Est du bâtiment connectée au boulevard de Berlin ;

- en rez-de-chaussée, les locaux de la gare routière comprenant le hall, connecté à la gare ferroviaire via le sous-sol, hébergeant les services aux usagers (espace d'attente, guichets, sanitaires) et les locaux d'exploitation du PEM (PC sécurité, bureaux,...),

- un parking vélos sécurisé de 1200 places sur deux niveaux (rez-de-chaussée et mezzanine),

- un parking loueurs de 200 places en R+1 et R+2 intégrant des espaces de préparation des véhicules et une station de lavage. 20 % de places seront équipées de bornes de recharge électrique. Le parking sera accessible par les véhicules depuis des rampes localisées dans la venelle à l'Est du bâtiment connectée au boulevard de Berlin.

Afin que Nantes Métropole devienne propriétaire de ce volume et le mette en exploitation dès son achèvement, l'ensemble fera l'objet d'une acquisition en VEFA, auprès de Nantes Métropole Aménagement, au prix total de 18 720 000 € HT, décomposé comme suit :

- 4 160 000 € HT pour la cour taxis, inscrits au budget principal

- 3 120 000 € HT pour la gare routière, inscrits au budget annexe transport collectif

- 5 200 000 € HT pour le parking vélos, inscrits au budget principal

- 6 240 000 € HT pour le parking loueurs, inscrits au budget annexe stationnement

La Direction de l'Immobilier de l'État a émis un avis favorable sur ces conditions en date du 23 mai 2022.

Classiquement en matière de VEFA, les paiements interviendront au fur et à mesure de l'avancement du chantier, avec un calendrier prévisionnel proposé avec 2 premiers versements à la signature de la VEFA pour 10 % du prix d'une part puis 10 % à nouveau à la purge des délais de recours du PC, courant de cet été. Les différentes étapes du chantier et les versements correspondants seront détaillés dans l'acte de VEFA, pour chacune des destinations précitées afin de tenir compte des budgets annexes et principal mobilisés. L'acte sera régularisé par notaire aux frais de Nantes Métropole.

Le programme de l'opération est complété :

- en rez-de-chaussée par les agences commerciales des loueurs de voitures, deux commerces et les deux halls d'accès au volume privé de bureaux
- au-dessus du volume public, le volume privé Bati-Nantes constitué de bureaux du R+3 au R+7.

Il est précisé que cette vente pourra être consentie sous condition résolutoire si la signature de l'acte intervenait avant le caractère définitif des autorisations d'urbanisme ; le cas échéant, un acte complémentaire viendra constater la réalisation (ou non) de cette condition résolutoire.

Les crédits correspondants sont prévus aux budgets de la collectivité selon les modalités suivantes :

– budget principal : autorisation de programme 2021 / AP105 Opération 2021-10164 – libellé Achat en VEFA cour Taxis – Parking gare de Nantes.

– budget principal : autorisation de programme 2022 / AP101 Opération 2022-10259 Parking vélo – Gare de Nantes – construction.

– budget annexe transport collectif : autorisation de programme 2021 / AP050, Opération 2021-10165 – libellé PEM Gare de Nantes.

– budget annexe stationnement : autorisation de programme 2021 / AP045, Opération 2021-3882 – libellé Pôle d'Échange Multimodal gare de Nantes.

M^{me} la Présidente : « Je vais donner la parole à Pascal Bolo pour la délibération 48, et je précise d'emblée que ne prennent pas part ni au débat ni au vote Delphine Bonamy, Anthony Descloziers, Jocelyn Bureau, Bassem Asseh, Michel Lucas, Pascal Pras, Marie-Annick Benâtre, Mahel Coppey, Pierre Quénéa, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Christelle Scuotto-Calvez, Laure Beslier, Christine Guerriau, Thomas Quéro, François Vouzellaud et Vincent Boileau. Je donne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Tout cela limite effectivement les risques de contestation de ce que je vais vous présenter, c'est assez commode. Il s'agit de l'acquisition en VEFA, Vente en l'État Futur d'Achèvement, d'un volume public de 13 000 mètres carrés. Il s'agit de la suite de l'aménagement de la gare Sud avec notamment une cour de taxis, des locaux, la gare routière, un parking vélos de 1 200 places, un parking loueurs de voitures de 200 places, et donc il faut acheter à Nantes Métropole aménagement pour 18 720 000 euros hors taxes avec un détail sur le coût de chaque opération – cour taxi, gare routière, parking vélos, parking loueurs – que vous avez dans la délibération. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. décide d'acquérir auprès de Nantes Métropole Aménagement en Vente en l'État Futur d'achèvement (VEFA) un volume public dépendant de l'ensemble immobilier à construire sur l'îlot ABC, dans le cadre du pôle d'échange multimodal de la gare Sud, cadastré WZ 196, WZ 213 et WZ 216, à destination de cour taxis, gare routière, parking vélos et parking loueurs, dans les conditions précitées.
2. autorise Madame la Présidente à solliciter les financeurs et à signer tout document s'y rapportant.
3. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et notamment à signer l'acte authentique à intervenir, ainsi que l'acte complémentaire se rapportant à la condition résolutoire le cas échéant, aux frais de Nantes Métropole.

Non participation au vote :

Delphine Bonamy, Anthony Descloziers, Jocelyn Bureau, Bassem Asseh, Michel Lucas, Pascal Pras, Marie-Annick Benâtre, Mahel Coppey, Pierre Quénéa, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Christelle Scuotto-Calvez, Laure Beslier, Christine Guerriau, Thomas Quéro, François Vouzellaud, Vincent Boileau

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

49 – Affectation des résultats de fonctionnement 2021 – Budget supplémentaire 2022 (budget principal et budgets annexes) – Dispositions financières diverses

Exposé

Cette délibération présente le budget supplémentaire pour le budget principal et les budgets annexes, reprenant les résultats 2021 constatés, et autres évolutions sur les dépenses et les recettes, ainsi que des dispositions diverses.

1. Affectation des résultats 2021

L'arrêté des comptes 2021 permet de déterminer le résultat de la section de fonctionnement 2021 et le solde d'exécution de la section d'investissement.

Le résultat de la section de fonctionnement constaté doit en priorité couvrir le besoin de financement 2021 de la section d'investissement.

Le budget principal, les budgets annexes : eau, élimination et traitement des déchets et stationnement, sont concernés par l'affectation de leur résultat en réserves.

2. Budget supplémentaire

Le budget supplémentaire 2022 a pour objectif :

- la reprise des résultats 2021 ;
- l'inscription de crédits supplémentaires, principalement en lien avec la crise sanitaire ;
- l'ouverture d'autorisations de programme (AP) liées aux projets présentés à l'approbation des conseils ou bureaux de mai et juillet 2022.

A) Budget principal :

Section de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement

Le budget supplémentaire enregistre 13,6 M€ de recettes supplémentaires, dont 8,9 M€ de fiscalité, notamment de Cotisation Foncière des Entreprises (+6,1 M€), 0,3 M€ de taxe foncière bâtie, 0,6 M€ de CVAE (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises), 0,3 M€ de taxe sur les surfaces commerciales et 2,3 M€ de recette ENEDIS suite au règlement d'un contentieux.

Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses supplémentaires enregistrées pour 7,5 M€ concernent principalement :

Pour les ressources humaines : la prise en compte de la négociation sur le Régime Indemnitaire pour 1 M€ portant l'enveloppe à 2 M€ pour 6 mois et à 4,1 M€ en année pleine ; de même, 0,2 M€ sont également inscrits pour l'assistance aux recrutements.

Pour l'espace public et la logistique : 1,7 M€ dont la hausse du prix de l'énergie pour l'éclairage public (1,5 M€), la hausse du prix des carburants (0,5 M€), l'achat de protections sanitaires pour les 4 premiers mois de l'année (0,35 M€).

Pour la politique tourisme : 0,7 M€ supplémentaires dont 0,6 M€ pour l'intégration à la Délégation de service public tourisme des illuminations et animations des fêtes de fin d'année et 0,1 M€ de soutien à la reprise des manifestations après la crise sanitaire.

Pour les ressources numériques, inscription de 0,4 M€ complémentaires notamment pour la maintenance et la sécurité de stockage des données.

Pour la politique publique Europe et International, les crédits non dépensés en 2021 pour le projet de coopération Energie-Déchets Dschang sont réinscrits pour 0,23 M€.

Pour la politique gouvernance et coordination territoriale, 0,2 M€ au global sont inscrits au Budget supplémentaire, dont 25 K€ pour la location de modulaires pour les centres techniques, 25 K€ pour la prolongation de l'expérimentation « ICI toilettes », 85 K€ pour la mise en œuvre du projet de détection anti-dépôts sauvages et 22,2 K€ pour l'augmentation du marché d'enlèvement des graffitis.

Pour la communication : 0,2 M€ principalement pour la coupe de France de foot et la communication autour du projet de centralité métropolitaine

Pour les finances : 0,9 M€ avec 0,4 M€ de Dotation de Solidarité Communautaire, 87 K€ d'admission en non valeur et 0,6 M€ de provision pour assurer une éventuelle ré-ouverture des centres de vaccination à l'automne.

Section d'investissement :

En dépenses :

Les autorisations de programme (AP) sont augmentées de 97 M€ et les crédits de paiement baissent de 29 K€.

Les revalorisations des AP déjà ouvertes concernent principalement la hausse au titre des axes structurants et magistraux vélo, (2 M€), les nouveaux aménagements de voirie (18,4 M€).

Les nouvelles opérations ouvertes concernent :

- la ré-intégration du projet Pont Anne de Bretagne (59,7 M€) sur le budget principal (il était auparavant inscrit sur le budget annexe transport),
- la ré-intégration du parking vélo (5,8 M€) initialement inscrit sur le budget annexe stationnement.

Parmi les autres projets ouverts lors de ce budget supplémentaire, 2 M€ sont dédiés aux acquisitions foncières, 7 M€ à l'enseignement supérieur dans le cadre du Contrat de Plan État Région.

En recettes :

Les autorisations de programme sont augmentées de 2,9 M€ et les crédits de paiement de 3,5 M€.

Les revalorisations d'AP concernent principalement le remboursement de participation à la convention publique d'aménagement Malakoff Centre (2,1 M€) et le solde du transfert du Chronographe de la ville de Rezé à la Métropole (0,3 M€).

En terme de crédits de paiement, le budget supplémentaire retrace la perception plus rapide de certaines recettes sur plusieurs projets et notamment la convention publique d'aménagement Malakoff Centre (2,5 M€) ainsi que la préparation de l'assiette foncière du CHU (1,2 M€).

B) Budgets annexes :

Les ajustements proposés concernant les budgets annexes se déclinent comme suit :

Budget annexe eau :

Section de fonctionnement :

En dépenses :

Les dépenses sont augmentées de 6 M€ dont 4,5 M€ d'écritures comptables permettant d'une part des provisions pour impayés à reprendre dans le cadre d'un apurement de ces créances conventionné avec la Recette des finances, et d'autre part la comptabilisation de créances irrécouvrables et d'annulations de titres sur exercices antérieurs.

Par ailleurs, 808 K€ sont également inscrits pour faire face à la hausse des produits de traitement et de fluides, et 600 K€ pour des frais de carburant.

En recettes :

Le budget supplémentaire enregistre 783 K€ de recettes de remboursement au titre de la contribution de service public de l'électricité (CSPE) par les opérateurs.

Section d'investissement :

Les autorisations de programme sont augmentées de 4,4 M€ et les crédits de paiement de 5,4 M€. Les AP enregistrent principalement 4,5 M€ supplémentaires sur le projet de modernisation de l'usine de l'eau pour intégrer la hausse des prix ainsi que les évolutions réglementaires. L'actualisation de certaines opérations en vue de leur clôture permet de dégager 0,5 M€.

Le budget supplémentaire n'enregistre pas de mouvement sur les recettes en investissement.

Budget annexe assainissement :**Section de fonctionnement :****En dépenses :**

Les dépenses sont en hausse de 655 K€ et concernent principalement les charges de gestion des opérateurs, et la prise en compte de l'augmentation des fluides.

En recettes :

Pas de mouvements sur les recettes.

Section d'investissement :**En dépenses :**

Les autorisations de programme sont augmentées de 5 M€ et les crédits de paiement de 6,1 M€. Les ajustements sur les opérations déjà ouvertes sont à la baisse, conséquence de l'actualisation des opérations en vue de la clôture des opérations.

Les nouvelles opérations suivantes sont créées :

- la refonte des automates de la Station d'Épuration de la Petite Californie (1,5 M€) ;
- la création de la station d'épuration de la prairie de Mauves (2,3 M€) ;
- les travaux de maintien et de mise à niveau de la station Tougas (1,5 M€).

Ces nouvelles opérations génèrent l'augmentation des crédits de paiements supplémentaires.

En Recettes

Les AP sont augmentées de 300 K€, conséquence de l'augmentation des recettes de traitement de 500 K€ et du retrait des recettes de structure du centre d'exploitation pour 200 K€.

Budget annexe locaux industriels et commerciaux :**Section de fonctionnement :****En dépenses :**

Il n'y a pas de mouvement en dépenses.

En recettes :

La contribution du budget principal au budget annexe est annulée (-174,3 K€).

Section d'investissement :**En dépenses :**

Les AP sont augmentées de 207 K€ : 267 K€ sur les immeubles à vocation économique et 139 K€ pour les aménagements de la maison des chercheurs étrangers. Par ailleurs, 199 K€ sont retirés sur plusieurs opérations, conséquence de l'actualisation des crédits avant clôture des opérations budgétaires.

En recettes : Il n'y a pas de mouvements sur les recettes.

Budget annexe élimination et traitement des déchets :**Section de fonctionnement :****En dépenses :**

Les dépenses sont augmentées de 2,8 M€ et concernent principalement la hausse de l'indice des prix sur l'ensemble des marchés de traitement des ordures ménagères, la hausse du prix des énergies et carburants.

En parallèle, 200 K€ sont également prévus pour renforcer le gardiennage des déchèteries.

En recettes :

Les recettes sont en hausse de 1,7 M€, dont 534 K€ de reversement par Arc en Ciel des dégrèvements des Centres Enfouissement Technique, 596 K€ d'actualisation de TEOM, et 500 K€ d'actualisation de vente de produits.

Section d'investissement :

En dépenses :

Les autorisations de programme sont réduites de 2,6 M€ et les crédits de paiement de 305 K€. La réduction d'AP concerne l'ajustement à la baisse de la réhabilitation de la déchèterie de Nantes (-2,7 M€), et l'augmentation de 100 K€ des travaux d'amélioration et équipements sur tous les sites.

Les CP sont en baisse de 305 K€ en raison du rephasage de crédits en plus ou en moins sur 2022 sur plusieurs opérations.

En recettes :

Pas de mouvements en recettes.

Budget annexe transports :

Section de fonctionnement :

En dépenses

Les dépenses sont en diminution de 641 K€, dont une baisse d'1,4 M€ du forfait de charges SEMITAN et de 708 K€ d'ajustement de la charge NM TAN/TER auprès de la Région.

En Recettes :

Les recettes augmentent de 2,3 M€, conséquence de la reddition des comptes 2021 sur la DSP transports.

Section d'investissement :

En dépenses :

Les autorisations de programme sont augmentées de 131,4 M€ et les crédits de paiement de 5,4 M€.

En AP, le budget supplémentaire enregistre 3 nouvelles opérations :

- la mise en accessibilité des arrêts de bus : 46 K€
- le développement de nouvelles lignes de transport – Ligne 8 busway : 41,6 M€
- les acquisitions de bus 2025/2028 : 79,7 M€.

Parmi les mouvements sur les opérations déjà ouvertes en AP, il convient de mentionner :

- la création des lignes de tramway L6 et L7 (+40 M€)
- le CETEX Vertonne (+13,2 M€),
- la Billétique et le système de mobilité (+10 M€),
- les aménagements de voirie bus et chronobus (+1,5 M€).
- le projet du Pont Anne de Bretagne, basculé sur le budget principal (-49,7 M€).

En recettes :

Les autorisations de programme sont augmentées de 29,4 M€ et les crédits de paiement de 6,7 M€.

En AP il s'agit des recettes de TVA liées aux augmentations d'AP en dépenses. En CP, sont inscrits : le solde de la subvention « ville de Demain » sur le E-busway, ainsi que le solde des recettes TVA sur les opérations supports des chronobus.

Budget annexe stationnement :

Section de fonctionnement :

En dépenses :

Les dépenses augmentent de 4,2 M€ notamment avec l'inscription de 3,2 M€ (y compris en recettes) d'une régularisation de TVA sur les investissements du parking Commerce. Par ailleurs, 500 K€ sont inscrits pour une régularisation fiscale sur la gestion des parcs relais.

En recettes :

Outre les 3,2 M€ de régularisation de TVA sur le parking Commerce, le budget supplémentaire enregistre pour 263 K€ de redevances pour la Délégation de service public Cœur de ville.

Section d'investissement :

En dépenses :

Les autorisations de programme diminuent de 4,8 M€ et les crédits de paiement de 1,5 M€, en raison du transfert du parking vélo gare sud sur le budget principal.

En recettes :

Les autorisations de programme sont augmentées de 4,8 M€ et concernent des recettes FEDER sur les extensions de P+R Vertou et Neustrie.

3. Ajustements des provisions :

Provisions pour compte épargne temps :

Le comité de fiabilité des comptes locaux, dans son guide comptable des provisions pour risques et charges (instructions M14, M52, M61, M71 et M57), préconise de provisionner les charges afférentes aux jours épargnés sur compte épargne temps (CET) par l'ensemble du personnel de la collectivité. Après concertation avec la Recette des Finances, il est proposé de constituer une provision pour couvrir cette charge.

Le Conseil métropolitain a défini pour Nantes Métropole les mêmes règles d'alimentation et d'usage du CET que pour la ville et le CCAS, notamment la non-monétisation des CET à l'exception des trois situations suivantes :

- départ en retraite pour invalidité ;
- licenciement pour inaptitude physique ;
- décès d'un agent (avec versement au bénéfice des ayants droits).

La charge réelle sur les trois derniers exercices budgétaires (de 2019 à 2021) s'élève à :

36 780 € pour le budget principal, soit une moyenne annuelle de 12 260 € (9 070 € de provision déjà constituée) ;

3 900 € pour le budget annexe eau, soit une moyenne annuelle de 1 300 € (0 € de provision déjà constituée) ;

975 € pour le budget annexe assainissement, soit une moyenne de 325 € (0 € de provision déjà constituée) ;

6 450 € pour le budget annexe déchets, soit une moyenne annuelle de 2 150 € (0 € de provision déjà constituée).

Forfait C.E.T. versé en 2019 – 2020 – 2021

	Nantes Métropole							
	Budget principal		01 – Eau		02 – Assainissement		07 – Déchets	
	Nb agents	montant	Nb agents	montant	Nb agents	montant	Nb agents	montant
2019	9	18 105,00 €	1	1 050,00 €	-	-	1	1 950,00 €
2020	4	5 175,00 €	-	-	-	-	-	-
2021	11	13 500,00 €	2	2 850,00 €	1	975,00 €	3	4 500,00 €
		36 780,00 €		3 900,00 €		975,00 €		6 450,00 €
Moyenne 3 dernières années		12 260,00 €		1 300,00 €		325,00 €		2 150,00 €
Provisions CET constituées		9 070,00 €		0,00 €		0,00 €		0,00 €
Ajustement exercice 2022		3 190,00 €		1 300,00 €		325,00 €		2 150,00 €

La provision pour CET est ajustée tous les ans à la hausse ou à la baisse, au vu des réalisations des 3 derniers exercices clos.

Au vu des provisions constituées au 31/12/2021, il convient d'ajuster les provisions pour C.E.T. de :

- + 3 190 € au budget principal ;
- + 1 300 € au budget annexe de l'eau ;
- + 325 € au budget annexe assainissement ;
- + 2 150 € au budget annexe déchets.

Provisions pour risques et créances douteuses :

Le code général des collectivités territoriales et l'instruction budgétaire M57 prévoient de provisionner les risques dès qu'ils sont constatés, et notamment ceux liés à des contentieux ou des créances douteuses. La constitution d'une provision doit faire l'objet d'une délibération spécifique du conseil métropolitain.

Reprises sur provisions :

Depuis 2015, Nantes Métropole et Enedis étaient en contentieux au sujet du montant des redevances de concessions dues en application des contrats de concession du service public de la distribution d'électricité. Suite à l'arrêt du Conseil d'État du 14 février 2022 qui a confirmé le mode de calcul de la métropole et au désistement d'Enedis, il convient désormais d'annuler les provisions constituées, par 2 reprises sur provisions :

- reprise sur provision pour risques et charges de 801 443 € constituée en 2021 ;
- reprise sur provision pour créance douteuse de 66 742 € relative au titre de recette 4130 de 2015, Enedis ayant payé ce titre en 2021.

Dotation aux provisions :

Il convient d'ajuster les provisions pour créances douteuses pour chacun des budgets de Nantes Métropole. Le montant des provisions constituées doit représenter au minimum 15 % des comptes Créances douteuses et Débiteurs divers-contentieux constatés au dernier compte de gestion (soit 2021). Il est proposé de se rapprocher du taux de provisions pour « créances douteuses » à 30 %.

Compte de gestion 2021	Nantes Métropole						
	Budget Principal	Budget Eau	Budget Assainissement	Budget L.I.C.	Budget Déchets	Budget Transports	Budget Stationnement
Compte 4161 "Créances douteuses"	428 968,98 €	7 709 680,65 €	606 726,15 €	0,00 €	78 528,74 €	0,00 €	1 680,71 €
Compte 46726 "Débiteurs divers - Contentieux"	189 952,40 €	1 635,06 €	308,50 €	0,00 €	44 212,25 €	0,00 €	63 810,28 €
Total	618 921,38 €	7 711 315,71 €	607 034,65 €	0,00 €	122 740,99 €	0,00 €	65 490,99 €
Compte 4911 "dépréciation des comptes de redevables" (créances douteuses) CG 2021	142 758,73 €	1 500 000,00 €	150 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Budget 2022							
D 6817 Dotations aux dépréciations des actifs circulants (créances douteuses) BP 2022							
BP 2022	30 000,00 €	1 000 000,00 €	100 000,00 €		18 000,00 €		11 000,00 €
BS 2022	80 000,00 €	3 500 000,00 €			19 000,00 €		9 000,00 €
R 7817 Reprises sur dépréciations des actifs circulants (créances douteuses)							
BS 2022 TR 4130 / 2015	-66 742,00 €						
Solde au 31/12/2022 Compte 4911 "dépréciation des comptes de redevables" (créances douteuses)	186 016,73 €	6 000 000,00 €	250 000,00 €	0,00 €	37 000,00 €	0,00 €	20 000,00 €
Rapport solde Prov 2022 / Cpte 4161 + Cpte 46726 au 31/12/2021	30,05 %	77,81 %	41,18 %	-	30,14 %	-	30,54 %

Il est proposé à ce budget supplémentaire, de provisionner les créances douteuses à hauteur de :

80 000 € au budget principal ;
19 000 € au budget annexe élimination et traitement des déchets ;
9 000 € au budget annexe stationnement.

Pour le budget annexe eau, il est proposé de provisionner 3 500 000 € supplémentaires, afin d'atteindre le seuil maximum de 6 000 000 € représentant les impayés de créances antérieures à l'année 2019. Un plan d'apurement des impayés est en préparation avec le Service de Gestion Comptable (État) et l'Ordonnateur.

Pour le budget annexe assainissement, il n'est pas proposé d'ajustement.

4. Facturation des charges de structure du budget principal aux budgets annexes :

La participation de Nantes Métropole aux frais d'administration générale des budgets annexes eau, assainissement, déchets, transports et stationnement a été fixée dans la délibération en date du 22 juin 2018, et évolue en fonction de l'inflation.

Le calcul de ces contributions a été actualisé en 2021 afin de prendre en compte l'évolution des charges portées par les services support.

Les montants 2022 sont actualisés par rapport à l'inflation 2021 soit +1,6 % :

Budgets annexes	Contribution 2022
Budget eau	4 182 504 €
Budget assainissement	3 071 617 €
Budget déchets	5 049 627 €
Budget transports	1 813 006 €
Budget stationnement	304 412 €

5. Dotation de solidarité communautaire

Conformément aux termes du pacte financier approuvé le 9 décembre 2021, les crédits inscrits au titre de la dotation de solidarité communautaire (DSC) pour 2022 sont ajustés de + 370 971 € pour atteindre un montant de 35 791 971 €.

6. *Diverses dispositions financières*

a) *Modification du règlement intérieur du Fonds de soutien de lutte contre le sans-abrisme*

Le 8 octobre 2021, le Conseil métropolitain a adopté le règlement intérieur du Fonds de soutien de lutte contre le sans-abrisme. Ce fonds a pour objectif d'accompagner les communes dans le déploiement de solutions concrètes et dignes de mise à l'abri sur le territoire métropolitain.

À ce jour, le règlement intérieur prévoit la sollicitation de ce Fonds uniquement par les communes. Compte tenu de la forte mobilisation des centres communaux d'action sociale (CCAS) sur les projets de mise à l'abri et afin de faciliter les circuits administratifs il est proposé une modification du règlement intérieur pour permettre aux CCAS de solliciter le Fonds de soutien de lutte contre le sans-abrisme dans les mêmes conditions que les communes. *Le règlement intérieur modifié est joint en annexe 3.*

b) *Tarifs de la taxe de séjour*

Le tourisme constitue un élément essentiel pour l'image et le rayonnement d'un territoire mais aussi pour son développement économique. Depuis plusieurs années, Nantes Métropole a fait le choix de mettre en œuvre une politique de développement touristique ambitieuse, permettant de développer cette filière génératrice d'emplois et de retombées économiques.

Au-delà, le financement par la métropole de la politique touristique d'affaires et d'agrément concourt au dynamisme et au développement de l'hôtellerie locale.

La taxe de séjour a été instaurée en 2002 sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Elle permet aux collectivités de financer les dépenses liées à la fréquentation touristique et/ou à la protection des espaces naturels touristiques.

Le tarif de la taxe de séjour est fixé, pour chaque nature et pour chaque catégorie d'hébergement, par personne et par nuitée de séjour. Les hébergements non classés ou en attente de classement sont taxés entre 1 % et 5 %. Ce taux s'applique au coût par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

Compte tenu de la stabilité des tarifs appliqués depuis plusieurs années, une mise à niveau vous est proposée pour être compatible avec l'ambition en matière de développement touristique, avec l'investissement qu'il induit et s'aligner sur les tarifs pratiqués sur des destinations d'envergure similaire. Il est proposé d'appliquer les tarifs plafonds à l'exception de la catégorie d'hébergement de tourisme 1 étoile « *Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives* » qui est inchangé. Par ailleurs, l'élévation du taux de 3 % à hauteur de 5 % pour les hébergements non classés permettra également d'amplifier la contribution des meublés de tourisme (la plupart d'entre eux n'étant pas classés) et de rééquilibrer leur participation à l'effort public à l'égard des autres formes d'hébergement marchand. Cette augmentation tarifaire générera un produit supplémentaire estimé à 825 K€.

La loi de finances pour 2020, n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 a créé une nouvelle nature d'hébergement : les auberges collectives. Ainsi, les auberges collectives intègrent la catégorie « *Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes* ».

Cette même loi de finances fait obligation aux plateformes intermédiaires de paiement de reverser le produit de la taxe de séjour deux fois par an, au plus tard le 30 juin et le 31 décembre de l'année en cours.

Nous vous proposons, dans un souci de lisibilité, d'abroger les dispositions de la délibération du 22 juin 2018 relative à la taxe de séjour et de redéfinir l'ensemble des principes pour les réunir dans une délibération unique.

Ainsi,

- la période de perception de la taxe de séjour, fixée du 1^{er} janvier au 31 décembre, est inchangée ;
- la période de versement de la taxe collectée, est maintenue du 1^{er} au 31 janvier de l'année suivante, à l'exception des plateformes intermédiaires de paiement qui ont obligation de la reverser au plus tard les 30 juin et 31 décembre ;
- le montant du loyer, en deçà duquel l'occupant de l'hébergement est exempté de la taxe de séjour, fixé à 1 €, demeure inchangé.

La loi de finances pour 2015 a prévu une procédure de taxation d'office, en cas de défaut de déclaration, d'absence ou de retard de paiement de la taxe collectée.

La procédure de taxation d'office est la suivante :

- envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, mentionnant un délai de 30 jours ;
- envoi d'un avis de taxation d'office motivé, 30 jours au moins avant la mise en recouvrement de l'imposition.

En l'absence de précisions réglementaires, la taxation d'office sera, comme précédemment, calculée de la façon suivante :

Capacité d'accueil x 365 nuits x 80 % x Tarif applicable

(en nombre de lits) (nombre de nuits sur la période de perception) (pondération) (par nuit et par personne)

Le tarif applicable retenu pour la taxation d'office des hébergements en attente de classement ou sans classement, sera celui des hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile.

Il vous est proposé d'adopter ces dispositifs relatifs à la taxe de séjour.

c) Pacte financier métropolitain de solidarité – Montant dotation de solidarité communautaire 2022

La Dotation de Solidarité communautaire (DSC) a été réformée et majorée dans le cadre du Pacte financier métropolitain de solidarité adopté par délibération n°2021-153 du 9 décembre 2021.

Les éléments nécessaires au calcul de son enveloppe et à celui de sa répartition entre communes membres sont désormais disponibles.

Par conséquent, il y a lieu d'arrêter le montant définitif de la DSC pour l'année 2022 à 35 791 971 €.

Pour mémoire, celui-ci est constitué de trois composantes :

- une DSC-Socle figée à 6 693 965 €,
- une DSC-Petites communes figée à 3 120 313 € et
- une DSC-Critère calculée sur la base de l'évolution annuelle du panier fiscal métropolitain retraitée et élargie aux dotations.

Le montant de la DSC-Critère s'établit pour 2022 à 25 977 693 € compte tenu d'un abondement annuel de 622 000 € et d'un abondement exceptionnel de 1 000 000 €.

Sa répartition a été redéfinie conformément à l'article L-5211-28-4 du CGCT, selon 4 critères : le potentiel fiscal (40 %), le revenu par habitant (40 %), l'effort fiscal (15 %) et les logements sociaux (5 %). Les calculs sont établis en tenant compte de la population Insee de l'année en cours et sur la base des données du fichier des critères de répartition des dotations des communes de N-1 produit par la DGCL. Les montants de DCS alloués aux communes membres sont détaillés en annexe 4.

d) Aide à la réalisation d'équipements bénéficiant aux usagers de plusieurs communes membres

Par délibération des 9 et 10 décembre 2021, le conseil métropolitain a actualisé le pacte financier métropolitain de solidarité de la métropole.

Ce pacte financier prévoit notamment le doublement des fonds de concours en investissement pour des équipements qui bénéficient aux usagers de plusieurs communes membres.

Depuis l'approbation de cette délibération, l'étude de projets en cours montrent la nécessité de compléter le dispositif mis en place pour élargir les possibilités de participation financière de Nantes Métropole.

Aussi, il est proposé que le concours financier de Nantes Métropole puisse prendre une autre forme que celle du fonds de concours prévu par l'article L.5215-26 du code général des collectivités territoriales, telle qu'une aide à l'immobilier d'entreprises sur le fondement de l'article L.1511-3 du code général des collectivités territoriales si les conditions requises, de création ou d'extension d'activités économiques, sont réunies.

Ainsi, l'aide financière de Nantes Métropole pourra aussi être versée à une structure ad hoc créée par plusieurs communes pour réaliser et gérer ensemble un équipement. Il pourrait s'agir, par exemple, d'une société publique locale.

Les projets susceptibles d'être aidés, à ce titre, devront répondre aux mêmes conditions que celles qui ont été fixées par la délibération du conseil métropolitain des 9 et 10 décembre 2021 pour le versement d'un fonds de concours en investissement pour ce qui concerne la nature du projet, les dépenses éligibles et le calcul du montant du concours financier.

Le dossier de demande de financement devra être présenté par le bénéficiaire de l'aide et devra comprendre :

- les délibérations des communes approuvant le projet et la création de la structure ad hoc
- les statuts de la structure
- une note descriptive de l'opération (caractéristiques foncière, juridique et technique, plans, devis...) afin de justifier de son éligibilité au fonds de concours
- la convention de partenariat entre les communes définissant les conditions générales des participations financières de chacune des communes au projet, l'engagement dans la durée
- le budget pluriannuel prévisionnel ainsi que le calendrier prévisionnel de réalisation de l'opération jusqu'à sa livraison ou sa mise en service
- le plan de financement faisant apparaître la charge nette prévisionnelle intégrant toutes les recettes du projet dont notamment les subventions sollicitées auprès d'autres co-financeurs, les valorisations foncières liées au projet, etc.

L'attribution de la subvention sera prise par le conseil métropolitain ou le bureau, en fonction des délégations en vigueur, et donnera lieu à la conclusion d'une convention avec le bénéficiaire.

Elle sera imputée sur l'enveloppe de 10 millions d'euros adoptée par le conseil métropolitain les 9 et 10 décembre 2021 à la réalisation d'équipements bénéficiant aux usagers de plusieurs communes.

Enfin, pour tenir compte des effets de la crise sanitaire sur les calendriers de programmation de leurs investissements par les communes, il est également proposé de modifier la date limite de présentation des demandes d'aide financière au titre de ce dispositif et de décaler cette date au 30 juin 2023 au lieu du 31 décembre 2022.

e) Avenant 12 – Convention de Délégation de service public – Machines de l'île de Nantes

Par délibération du 4 octobre 2019, Nantes Métropole approuvait la réalisation par la Compagnie la Machine d'un Grand Héron. Celui-ci a été livré à la Métropole le 30 mai dernier et est présenté sur l'Esplanade des Riveurs du Parc des Chantiers, pour permettre notamment d'effectuer les tests de vols et organiser des présentations au public. Dans une logique de mutualisation des coûts, il avait été confié au délégataire, la société publique locale Le Voyage à Nantes, lors du conseil du 29 juin 2021 les missions d'assurance (conditions d'assurance spécifiques et adaptées aux installations en extérieur), gardiennage (vidéo-surveillance) et petit nettoyage du Grand Héron, jusqu'à son départ du site. Les mises en mouvement du Grand Héron (présentation au public ou aux mécènes sans embarquement de passagers ni exploitation commerciale, ou pour compléter les tests de vols...) seront, quant à elles, nécessairement faites par la Compagnie la Machine, qui en aura donc la responsabilité pendant ces périodes. Une convention tripartite entre Nantes Métropole, la Compagnie La Machine et le Voyage à Nantes définit les responsabilités de chacun vis-à-vis du Grand Héron. Il est proposé ici de prolonger la présence du Grand Héron sur l'esplanade des riveurs et cette convention jusqu'au 31 mars 2023. Il est proposé à cet effet de conclure un avenant n°12, ci-annexé, à la convention de délégation de service public pour l'exploitation des Machines de l'île de Nantes, conclue avec la société publique locale Le Voyage à Nantes.

f) Équipements culturels métropolitains – Dispositions financières

Depuis le 15 décembre 2014, le Conseil métropolitain a renforcé l'ambition métropolitaine dans le champ de la culture, en approuvant le transfert de compétences et d'équipements d'intérêt communautaire.

Une nouvelle politique dynamique s'est ainsi mise en œuvre, tournée vers l'innovation artistique et culturelle, et pleinement actrice de la construction du vivre ensemble par son accessibilité à un large public. Elle participe également au rayonnement culturel de la métropole nantaise ainsi qu'à sa reconnaissance sur la scène nationale et internationale.

Dans ce cadre, il vous est proposé l'approbation des dispositions financières suivantes.

Adhésion au dispositif Pass Culture État

Le Pass Culture est un dispositif mis en place par le Ministère de la Culture, et se présente sous la forme d'une application mobile géolocalisée, qui répond aux pratiques sociales et de consommation des nouvelles générations. C'est un outil visant à encourager les jeunes à développer leur goût pour la culture et diversifier leurs expériences artistiques ; c'est autant un dispositif d'aide financière qu'un outil centralisant l'information artistique et culturelle d'un territoire.

Depuis janvier 2022, le Pass Culture a été étendu aux jeunes en âge d'être scolarisés au collège et au lycée. Ainsi, l'offre individuelle est accessible via l'application et permet aux jeunes de bénéficier d'un crédit en fonction de leur âge (**20 € à 15 ans, 30 € à 16 et 17 ans, 300 € pour tous les jeunes âgés de 18 ans**), tandis que l'offre collective fait l'objet d'une réservation par leur enseignant sur une plateforme dédiée (**25 € pour les élèves de quatrième et de troisième, 30 € pour les élèves de seconde et de CAP, 20 € pour les élèves de première et de terminale**).

Sont éligibles au Pass Culture les visites de lieux culturels, les cours et ateliers, les places et abonnements (spectacle, cinéma, festival), les achats de livres, DVD, disques, instruments de musique, jeux vidéo, abonnements en ligne. Le paiement des réservations effectuées via le pass culture est soumis à un barème de remboursement. Les structures peuvent également proposer une offre ou un événement gratuit pour bénéficier d'une information relayée à travers l'application du pass culture.

Afin de pouvoir intégrer une offre proposée par les établissements culturels métropolitains (Musée d'Arts, Muséum d'histoire naturelle, Musée Jules Verne, Planétarium et Chronographe) à l'offre du Pass Culture, il est proposé que Nantes Métropole adhère au dispositif.

Renouvellement de l'adhésion au dispositif « Pass Culture Sport » de la Région

Depuis 1999, le « Pass Culture Sport » est proposé par la Région Pays de la Loire pour donner aux jeunes ligériens, notamment apprentis ou lycéens, les moyens d'accéder plus facilement à la culture et au sport. Dématérialisé depuis 2018, le Pass Culture Sport permet au jeune de disposer d'un porte-feuille numérique d'une valeur de plus de 130 € et de bénéficier d'entrées gratuites ou de réductions dans les domaines suivants : spectacle, cinéma, livre, patrimoine, événement sportif, festival, pratique artistique, engagement citoyen ou chantiers de bénévoles.

L'actuel dispositif arrivant à échéance au 30 septembre 2022, il vous est proposé d'approuver le renouvellement de la participation des établissements culturels métropolitains (Chronographe, Planétarium, musée Jules Verne, Muséum, Château et Musée d'arts de Nantes) au dispositif, en vigueur jusqu'au 31 août 2026, en acceptant le Pass comme moyen de paiement.

Planétarium :

→ Nouvelle tarification de stages et d'animations d'astronomie

Le planétarium, ayant atteint sa capacité maximale d'exploitation de sa salle de projection, avec 7J/7 d'ouverture et plus de 60 000 visiteurs accueillis par an, a donc souhaité s'ouvrir à d'autres activités pour continuer de rendre accessible les sciences et tout particulièrement l'astronomie.

Au même titre que les écoles françaises de ski, de musique ou de danse, le concept d'école d'astronomie a vu le jour au niveau national, sous l'impulsion de l'Association Française d'Astronomie (AFA). Les écoles d'astronomie étant assez peu nombreuses dans l'ouest, Nantes Métropole, pour son Planétarium, a signé en 2019 une convention de labellisation, avec l'habilitation d'un de ses médiateurs aux formations "diplômantes".

Il est proposé de mettre en place des stages "diplômants" se déclinant en fonction des âges :

- les stages enfants ("Ourson" 6-8 ans, "Petite Ourse" 8-14 ans, "Grande Ourse" 13-16 ans)
- les stages adultes dès 16 ans (1ère étoile, 2e étoile, 3e étoile).

Tous ces stages sont encadrés par un référentiel précis (joint en annexe), et nécessitent environ une dizaine d'heures de formation chacun. Ils se déclinent soit par demi-journée, soir par journée entière, avec une partie en salle et une partie en nocturne pour la pratique. Un stage se déroule sur 1 à 3 jours avec tout le matériel d'observation (jumelle, lunette, télescope) nécessaire mis à disposition des stagiaires.

L'objectif est d'initier les jeunes à observer le ciel avec plus d'assurance, guidés par leurs connaissances et leurs bonnes pratiques. Les plus grands et les adultes deviendront autonomes dans leurs observations, pourront s'épanouir au sein d'associations d'astronomie ou en pratique solitaire et même participer à certaines observations participatives lancées conjointement entre astronomes professionnels et amateurs (suivi d'astéroïdes ou de comètes, météo martienne, explosion de supernova...).

Les stagiaires "diplômés" sont recensés nationalement par l'AFA, et peuvent ainsi poursuivre leurs apprentissages sur toute la France tout au long de leur vie.

Au-delà de ces stages "diplômants", d'autres animations d'émancipation et d'ouverture au monde se développent au sein des centres de sciences. Des agents du planétarium se sont déjà formés aux deux thématiques suivantes :

– Les programmes Vigie-Ciel, Vigie-Cratère, portés par le Muséum national, sur l'observation des bolides, la reconnaissance des météorites et des cratères et l'aide aux astronomes professionnels lors des recherches sur le terrain. Le planétarium de Nantes, référent régional, possède les 4 mallettes pédagogiques pour les Pays de la Loire, organise déjà des demi-journées de formation de niveau 1 pour le public et soutient le muséum d'Angers sur leur exposition Météorites 2022 (formation de leur médiateur, prêt des mallettes pédagogiques pour leurs animations liées à l'exposition...).

– L'expérimentation ne suffit pas toujours à démonter l'infox scientifique ou la conviction de ceux qui la croient juste. Il faut adopter une démarche journalistique, d'investigation et scientifique en vérifiant ses sources, en questionnant le contenu et en recontextualisant ce que l'on sait. Cette démarche, portée par l'AFA, a été adaptée à l'astronomie (La Lune rouge sang, l'homme n'a jamais marché sur la Lune...) et se décline via deux animations à destination des adolescents. Des agents du planétarium de Nantes se sont formés à cette démarche et mettront en place ces animations dans les mois à venir, tout d'abord à destination du public.

Pour organiser ces stages et animations, il est nécessaire d'étoffer la grille des tarifs proposés par le planétarium :

Pour les stages "diplômants", il est proposé de s'accorder à la moyenne basse du tarif national :

- Stage "diplômant" enfant (dizaine d'heures réparties sur 2 à 3 jours) : 70 €
- Stage "diplômant" adulte (dizaine d'heures réparties sur 1 à 2 jours) : 100 €

Pour les animations à la demi-journée, il est demandé d'intégrer au planétarium les tarifs déjà existants au muséum et au musée Jules Verne :

- animation enfant 1/2 journée métropolitain : 5,00 €
- animation enfant 1/2 journée non métropolitain : 10,00 €
- animation adulte 1/2 journée métropolitain : 8,00 €
- animation adulte 1/2 journée non métropolitain : 16,00 €.

Enfin, afin de valoriser les sciences et d'ouvrir tous les jeunes au ciel qui les entoure, une offre particulière sera faite en lien avec les structures d'accueil de quartier à l'occasion des vacances scolaires. Des formations à la demi-journée pourront être organisées sur un quartier, afin de permettre aux jeunes d'accéder aux stages "diplômants" au prix des animations à la demi-journée.

Musée d'arts :

→ Convention de partenariat avec l'association Rails & histoire

L'association Rails et histoire et le Musée d'arts de Nantes se sont rapprochés autour du projet d'exposition « Le Voyage en train », qui se tiendra au Musée d'arts du 21 octobre 2022 au 05 février 2023.

Ce projet de partenariat conçu conjointement par le Musée d'arts et Rails & histoire vise plusieurs objectifs :

- créer un lien entre une association d'histoire et une institution muséale permettant de valoriser l'histoire de l'art et du chemin de fer,
- accroître la visibilité de l'exposition et la notoriété de l'association Rails & histoire
- produire des éléments scénographiques et pédagogiques permettant une meilleure appréhension de l'exposition par tous les publics

L'association Rails & histoire prendra en charge l'impression et la livraison, via le service d'impression de la SNCF et ses sous-traitants, des éléments scénographiques, pédagogiques et de communication de l'exposition pour un montant estimé à 16 000 €.

Le Musée d'arts s'engage à organiser 3 visites guidées gratuites de l'exposition par groupes de 25 personnes pour les adhérents et les invités de Rails & histoire.

Il vous est proposé d'approuver ces gratuités et d'autoriser la signature de la convention (annexe 6).

→ Convention de coréalisation avec Le Grand T

Le Musée d'arts de Nantes et le Grand T s'associent pour présenter le spectacle "Gardien Party". En raison de la fermeture du Grand T, le spectacle sera joué à 8 reprises dans le Patio du Musée d'arts, du 23 au 26 novembre 2022, ce qui revêt une signification symbolique compte tenu de la thématique du spectacle.

Le billet pour le spectacle "Gardien Party" donnera le droit à une entrée gratuite au musée, valable une fois sur la semaine de l'événement, soit du lundi 21 novembre au dimanche 27 novembre 2022, sur les heures d'ouverture au grand public (tous les jours sauf le mardi de 11 h à 19 h ; le musée est gratuit pour tous le jeudi de 19 h à 21 h). Les spectateurs pourront retirer un billet gratuit en caisse au musée sur présentation de leur billet pour le spectacle. Cela permettra de croiser les publics et visiteurs/spectateurs pourront ainsi bénéficier de toutes les dimensions de cette collaboration.

Il vous est proposé d'approuver ces gratuités et d'autoriser la signature de la convention (annexe 7).

→ Nouveaux tarifs pour les locations d'espaces

Par délibération n°2017-65 en date du 24 mars 2017, le Conseil métropolitain a adopté une grille tarifaire pour les locations d'espaces du Musée d'arts. Pour rappel, le Musée d'arts souhaite valoriser certains de ses espaces en permettant à des entreprises ou des institutions de les louer pour organiser des manifestations privées à destination de leurs salariés, clients ou partenaires. Ce dispositif permet notamment au musée, établissement métropolitain contribuant à l'attractivité du territoire, de nouer des liens avec le monde économique, et constitue une porte d'entrée pour des recherches de mécénat.

Les espaces privatisables sont : l'auditorium, la chapelle de l'Oratoire, le hall et le patio.

Afin de tenir compte de l'évolution générale des coûts supportés dans le cadre de ces locations et de la volonté d'avoir des tarifs plus lisibles, il est proposé d'approuver une nouvelle grille tarifaire à compter du 1er septembre 2022.

La nouvelle grille tarifaire proposée est jointe en annexe (annexe 8).

→ **Suppression de certains tarifs pour les visites guidées non utilisés**

Par délibération n°2017-65 en date du 24 mars 2017, le Conseil métropolitain a adopté une grille tarifaire pour les visites guidées du Musée d'arts.

Il est proposé de supprimer 5 tarifs "avec atelier" qui ne sont pas utilisés :

– Forfaits groupes scolaires (-26 ans) sur réservation

groupe enfants école maternelle et élémentaire métropolitain **avec atelier** 10,00 €

groupe jeunes (collège, lycée, enseignement sup.) métropolitains (-26 ans)* **avec atelier** 40,00 €

groupe jeunes (collège, lycée, enseignement sup.) non métropolitains (-26 ans) **avec atelier** 50,00 €

– Forfaits groupes adultes sur réservation (entre 10 et 25 personnes)

groupe médiation carte blanche **avec atelier** 10,00 €

groupe personnes handicapées **avec atelier** 10,00 €

→ **Modification d'une disposition tarifaire pour les visites guidées privatives**

Par délibération n°2018-141 en date du 05 octobre 2018, le Conseil métropolitain a adopté un tarif pour les visites guidées privatives du Musée d'arts en-dehors des horaires d'ouverture, lors des périodes d'exposition temporaires dans le patio. Ces visites guidées sont ouvertes sur réservation les vendredis soirs et samedis soirs (hors événements organisés par le Musée) à partir de 19 h 15.

Ces visites sur réservation, actuellement pour un groupe compris entre 4 et 25 personnes, sont proposés au tarif de 30 € par personne. Il est proposé de porter le nombre minimal à 6 personnes pour la tenue de ces visites guidées.

g) Développement économique, Innovation – Syndicat Mixte Atlanpole – Retrait de la Communauté d'agglomération de la Roche sur Yon – Approbation

Le syndicat mixte ATLANPOLE porte la technopole du bassin économique et universitaire de la métropole nantaise qui a pour objet l'ingénierie de l'innovation, l'incubation de projets et l'animation.

Il assure, à ce titre, les missions principales suivantes :

- l'ingénierie de l'innovation sur le territoire Loire-Atlantique/Vendée, en tant qu'Incubateur régional labellisé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Son Business Innovation Center (BIC) lui permet de détecter, sélectionner et accompagner des projets innovants, qu'ils soient issus ou non de laboratoires de recherche, et de promouvoir le développement par l'innovation de PME existantes.
- l'animation et la mise en réseau des compétences sur le territoire régional et plus largement sur le Grand Ouest (Bretagne Pays de la Loire). Il assure par ce biais, et par ses réseaux, le rôle de relais des pôles de compétitivité du Grand Ouest. Il contribue à la visibilité et l'attractivité du territoire, des entreprises et des chercheurs au plan national, européen et international. Il participe ainsi au marketing du territoire par l'innovation, en lien avec les différents outils dédiés des membres du syndicat mixte.

Par délibération en date du 21 février 2022, le Conseil d'Administration du Syndicat Mixte ATLANPOLE a approuvé le retrait de la Communauté d'agglomération de la Roche sur Yon, conformément à sa demande faite par délibération de son conseil communautaire du 1^{er} février 2022.

Cette décision de retrait doit être approuvée par les assemblées délibérantes des membres co-financeurs du syndicat mixte, avant d'être actée par un arrêté préfectoral.

h) Economie sociale et solidaire – Evolution du dispositif « ESS Nantes Factory » – Convention de partenariat

ESS Nantes Factory, mis en place en 2017 par Nantes Métropole en partenariat avec le FONDES, le Crédit Municipal de Nantes, Les Ecossolies, La Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire et l'ADEME, est un fonds d'amorçage qui a vocation à soutenir l'émergence de projets entrepreneuriaux innovants à finalité sociale, sociétale et/ou environnementale et répondant à des besoins encore peu ou pas couverts dans le champ de l'Économie sociale et solidaire (ESS). Les modèles économiques de ces projets collectifs nécessitent parfois plus de temps pour se structurer et se consolider puisqu'ils défrichent et se positionnent sur des champs encore peu investigués, construisent des offres collectives qui demandent du temps. Il est apparu essentiel de les accompagner dès le début, sur la phase d'ingénierie, étape cruciale, mais qui peine à trouver son financement.

Le dispositif ESS Nantes Factory s'organise autour d'une mise en synergie des différents outils d'accompagnement et de financement, portés par les six partenaires sus-cités, sur l'ensemble du processus entrepreneurial : de l'idée au développement d'activité. L'objectif est de favoriser les effets levier desdits outils pour le développement de projets en lien avec les 10 filières de coopération de la feuille de route territoriale ESS à horizon 2026, adoptée en conseil métropolitain le 24 mars 2022, à savoir : Eco-construction Solidaire, Réemploi et bio-ressources, Habitat Inclusif, Alimentation en circuits courts, Logistique urbaine durable, Numérique responsable, Mobilité inclusive, Énergie Citoyenne, Santé pour tous, Culture et Citoyenneté.

Depuis sa création, le dispositif a permis de soutenir 71 projets ayant créé plus de 300 emplois. Il a démontré toute sa pertinence en terme d'effet levier, de maillage des différents dispositifs des partenaires et même au-delà ; de synergie entre les acteurs, d'appui à l'amorçage des projets entrepreneuriaux.

ESS Nantes Factory s'inscrit pleinement dans le soutien à l'entrepreneuriat responsable, porté au sein de la politique publique du développement économique et de l'emploi responsables, votée lors du Conseil métropolitain du 24 mars 2022.

Une convention partenariale, jointe à la présente délibération (annexe 9), fixe les modalités de collaboration entre les six partenaires sur la période 2022-2024. Dans ce cadre, en 2022, Nantes Métropole mobilisera une enveloppe maximum de 240 000 €.

i) Adhésion à l'association RUPTUR

RUPTUR est une association d'intérêt général qui rayonne aujourd'hui sur la région Pays de la Loire, en particulier sur les départements de Vendée et de Loire Atlantique.

Créée à l'initiative d'une trentaine de chefs d'entreprises largement sensibilisés aux enjeux écologiques et sociétaux, l'association a pour objet « la promotion, la construction, l'émergence d'une économie environnementale et inclusive pour le bien commun ». Elle s'inspire très largement de la nature pour devenir actrice d'un écosystème vertueux, responsable et durable. L'association compte à ce jour près de 150 acteurs économiques, tous secteurs et métiers confondus, et se donne pour mission de créer une rupture environnementale et sociétale au sein des entreprises pour construire une économie plus sobre, plus inclusive. À ce titre, l'association est membre de la plateforme RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises) de la métropole nantaise.

Elle contribue ainsi, par la programmation annuelle de chantiers de créativité, d'ateliers inspirants, de visites d'entreprises et de séminaires à :

- promouvoir l'économie de rupture, inspirée notamment de l'économie circulaire et de l'économie bleue, concept basé sur le principe que tout déchet constitue une source d'énergie pour produire autre chose,
- impulser, faciliter, accélérer les initiatives vers la concrétisation d'actions de transformation et la création de nouveaux modèles économiques,
- créer des liens entre le monde économique, les collectivités et le grand public,
- favoriser les échanges avec le corps enseignant,
- soutenir et labelliser des projets exemplaires et innovants en matière de transition économique, écologique et sociétale,
- orienter le développement économique des territoires en replaçant l'environnement et l'humain au cœur de l'entreprise.

L'adhésion de la Métropole à cette structure permettra de :

- bénéficier des retours d'expérience des acteurs pour enrichir, compléter, amender la politique publique relative aux mutations économiques : économie circulaire, économie de la fonctionnalité, modèles économiques durables,...
- participer aux temps de réflexion et de créativité dédiés à la mise en œuvre des transitions économiques, environnementales et sociétales au sein des entreprises, pour mieux comprendre et suivre l'évolution de l'écosystème territorial,
- s'appuyer sur les compétences de l'association et de ses adhérents pour accompagner les entreprises de la métropole à accélérer le passage à un modèle économique territorial responsable,
- créer des liens durables avec les entreprises de la nouvelle économie, pour une meilleure connaissance des démarches et projets en cours.

La cotisation annuelle est de 10 000 €.

Les crédits correspondants sont prévus sur l'opération 3049, libellée « Animation Économique Territoriale ».

Les statuts de l'association sont joints en annexe (annexe 10).

j) Commerce – Adhésion au réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation de Centre-Ville en Mouvement

Centre-Ville en Mouvement est une association créée en 2005 à l'initiative de parlementaires, d'élus locaux et consulaires de toutes sensibilités, attachés à la redynamisation et au renouveau des cœurs de villes.

Cette plateforme d'échange est structurée autour de hauts fonctionnaires, de chercheurs, de représentants de l'Association des Maires de France et de consulaires, qui partagent leurs expériences dans des domaines tels que : le commerce, l'artisanat, l'urbanisme, la logistique urbaine, la mobilité, l'énergie, les nouvelles technologies...

L'association compte aujourd'hui plus de 640 collectivités membres, des chambres consulaires ainsi que des sociétés d'économie mixte (SEM) qui enrichissent le réseau de leurs expériences et de leurs innovations.

Chaque année, de nombreux événements sont organisés pour les membres du réseau, tels que des séminaires, des invitations à des salons comme Franchise Expo Paris, des observatoires sur des thèmes concrets comme la logistique urbaine, le stationnement, le foncier, la gestion de centre-ville. Des visites terrains dans des villes du réseau mettent également à l'honneur la réalisation de projets innovants de collectivités membres. Temps fort de cette association, les Assises Nationales du Centre-Ville se tiennent chaque année et réunissent plus de 1000 élus et spécialistes du centre-ville. L'association organise également un salon centre-villeexpo qui permet aux élus et villes de rencontrer de nombreux porteurs de projets, de découvrir des concepts innovants,...

Considérant que le conseil métropolitain a adopté le 24 mars 2022 la stratégie métropolitaine pour l'économie et l'emploi responsables, laquelle prévoit de déployer une stratégie de dynamisation du commerce de centre-ville, de centre-bourg et de quartiers, et d'accompagner l'ensemble des communes du territoire à répondre aux enjeux commerciaux d'aujourd'hui et de demain (logistique, transition numérique, écologique, etc.), il est proposé d'adhérer au réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation. Le montant annuel de l'adhésion est actuellement de 4 000 euros.

Les statuts de l'association sont joints en annexe (annexe11).

Les crédits annuels correspondants sont inscrits au budget 2022 chapitre 011 opération 619 libellée « actions en faveur du développement commercial ».

k) Maison des chercheurs étrangers – Tarifs 2022-2023 – Approbation

La Maison des chercheurs étrangers, située au 8 rue Perrault à Nantes, est une résidence para-hôtelière composée de 24 appartements (22 studios, 2 T2) pour des séjours d'une semaine à 6 mois maximum, destinée uniquement à l'accueil temporaire des chercheurs étrangers et exceptionnellement d'expatriés longue durée venant à Nantes pour des durées variables.

Nantes Métropole, propriétaire du bâtiment, a confié la gestion para-hôtelière de la Maison des Chercheurs Etrangers à la société FAC HABITAT, dans le cadre d'un marché notifié le 12 janvier 2021.

Les chercheurs hébergés au sein de cette Maison bénéficient, outre les prestations de para-hôtellerie, de l'accueil et de l'animation de l'association Chercheurs Étrangers à Nantes qui occupe également deux bureaux au sein du bâtiment.

Les tarifs actuels ont été fixés par le conseil métropolitain du 29 juin 2021 pour la période du 1^{er} septembre 2021 au 31 août 2022. Il convient donc d'adopter les tarifs applicables du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023.

Pour mémoire, compte tenu de la crise sanitaire qui a eu de fortes répercussions sur les échanges internationaux et sur la mobilité des chercheurs étrangers, la collectivité n'a pas augmenté les tarifs depuis le 1er septembre 2019.

Il est proposé aujourd'hui de réviser la politique tarifaire et d'approuver les tarifs annexés à la présente délibération (annexe 12).

L'évolution des tarifs s'appuie sur les derniers indices applicables (Indice de révision des loyers et des prix à la consommation) pour 2022 : +2,48 % pour les loyers et +4,8 % pour les prix à la consommation.

M^{me} la Présidente : « Je vais donner la parole à Pascal Bolo pour la délibération 49, et là je précise que ne prennent pas part au débat et au vote pour les Écossolies Fabrice Roussel, Marie Vitoux et Mahel Coppey ; et pour la SPL Voyage à Nantes Elhadi Azzi, Anthony Descloziers, Anne-Sophie Guerra, Sandra Impériale, Anas Kabbaj, Florian Le Teuff, Fabrice Roussel, Aymeric Seassau, Emmanuel Terrien et Laurent Turquois. Pascal Bolo. »

M. Bolo : « Nous avons constaté tout à l'heure un résultat avec le compte administratif 2021. Il faut affecter ce résultat, en tirer un budget supplémentaire, et on va y ajouter des dispositions financières diverses.

Donc l'affectation du résultat est pour le budget principal et pour les budgets annexes. Donc le budget supplémentaire 2022 va reprendre les résultats 2021, inscrire des crédits supplémentaires notamment en lien avec la crise sanitaire, et ouvrira des autorisations de programme nouvelles liées aux projets présentés à l'approbation de notre Conseil notamment, et au Bureau, entre mai et juillet 2022.

S'agissant du budget principal, les recettes de fonctionnement augmentent de 13,6 millions d'euros en 2022 dont 8,9 de fiscalité, avec notamment la CFE et la CVAE, ainsi qu'une recette d'Enedis de 2,3 millions à la suite d'un règlement d'un contentieux.

Les dépenses supplémentaires pour 7,5 millions, vous voyez qu'au regard du total de notre budget ça reste quand même des budgets supplémentaires extrêmement modestes. La prise en compte de ce que nous avons décidé sur le régime indemnitaire pour cette année, l'espace public et la logistique, on prend en compte la hausse des prix de l'énergie, des prix du carburant, et également l'achat de protections sanitaires pour les quatre premiers mois de l'année. Pour la politique tourisme dont on a parlé tout à l'heure, il s'agit de la traduction d'un certain nombre de décisions que nous avons prises. Je crois que c'est l'essentiel en la matière.

En investissement, une augmentation de 97 millions d'euros des Autorisations de Programmes et des Crédits de Paiement qui sont ajustés à la baisse de 29 000 euros. Vous voyez que ce n'est vraiment pas grand-chose. Mais donc les revalorisations, c'est essentiellement des AP déjà ouvertes et la réintégration du pont Anne-de-Bretagne sur le budget principal, il était auparavant inscrit sur le budget annexe transports, mais comme Bertrand l'a expliqué ce matin ou hier, je ne sais plus, l'opération est beaucoup plus complexe qu'une simple opération liée aux transports publics, et donc il était logique que le budget principal le prenne en charge. De toute façon, si c'était resté sur le budget annexe, il aurait fallu que le budget principal abonde donc de toute façon, ça ne change rien à la dépense, c'est simplement de la précision comptable.

En recettes, les Autorisations de Programmes ont augmenté de 2,9 millions et les Crédits de Paiement de 3,5 millions, vous avez le détail dans la délibération, je n'y insiste pas. Des ajustements divers concernant les budgets annexes : là encore je ne vous fais pas la liste du détail, à moins que vous y teniez absolument à cette heure.

Signalons tout de même sur le budget annexe transports une diminution de 641 000 des dépenses, dont une baisse de 1,4 million du forfait de charge de la SEMITAN, et des recettes qui augmentent de 2,3 millions en conséquence de la reddition des comptes 21 sur la DSP transport.

En investissement, ce sont des choses qu'on connaît, c'est la création des lignes de tramway, le CETEX de la Vertonne, c'est des ajustements d'autorisations de programmes. Le budget annexe du stationnement, vous voyez exactement ce qu'il y a. Des ajustements de provision sur le compte épargne temps, je crois que je vous ai déjà expliqué ce mécanisme, je ne retenterai pas une explication aujourd'hui. Les provisions pour risques et créances douteuses s'ajustent, tout cela est extrêmement technique.

Des facturations de charges de structure de budget principal au budget annexe avec des montants actualisés par rapport à l'inflation 2021, soit 1,6 %, la Dotation de Solidarité Communautaire qui est ajustée pour atteindre un montant de 35 791 971, et parmi les diverses dispositions financières, la modification du règlement intérieur du fonds de soutien de lutte contre le sans-abrisme, les tarifs de la taxe de séjour, le pacte financier métropolitain de solidarité, le montant de la Dotation de Solidarité Communautaire 2022, l'aide à la réalisation d'équipements, là c'est le dispositif d'aide à la réalisation d'équipements bénéficiant aux usagers de plusieurs communes membres, un avenant numéro 12 à la convention de Délégation de Service Public pour les Machines de l'île, des dispositions financières concernant les équipements culturels métropolitains avec l'adhésion au Pass culture État, le renouvellement de l'adhésion au Pass culture sport de la Région, de nouvelles tarifications de stages et d'animations en astronomie pour le Planétarium, la convention de partenariat avec l'association Rails et histoire pour le Musée d'art, la convention de coréalisation avec le Grand T, des nouveaux tarifs pour les locations d'espaces, la suppression de certains tarifs pour les visites guidées non utilisées, la modification d'une disposition tarifaire pour les visites guidées privatives, on s'occupe de tout, le retrait du syndicat mixte Atlanpole de la Communauté d'agglomération de La Roche-sur-Yon, l'évolution du dispositif ESS Nantes Factory, l'adhésion à l'association Ruptur, il s'agit de RSE, l'adhésion au Réseau des centres-villes durables et de l'innovation des centres-villes en mouvement, ça c'est en matière de commerce, les tarifs de la Maison des chercheurs étrangers pour terminer.

Voilà, je crois que je n'ai rien laissé dans l'ombre. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Pas de demande d'intervention particulière ? Laurence Garnier. »

M^{me} Garnier : « Oui, merci Madame la Présidente. Juste un point de détail, mais enfin qui n'en est pas tellement un en réalité : dans les documents qu'on a examinés, sur le point 6 A on évoque la question de la lutte contre le sans-abrisme et nous avons été interpellés par les responsables de l'école Polytech Nantes qui sont dans une situation difficile liée à la cohabitation avec un camp de populations roms à proximité immédiate.

Je crois qu'ils ont cherché à joindre Monsieur Prochasson. Je pense qu'il serait intéressant que vous puissiez les recevoir et les rencontrer parce qu'ils font pour l'instant face seuls aux frais de nettoyage du parking de leur établissement. Ça devient compliqué pour eux. Je pense qu'il serait intéressant que la Métropole puisse les accompagner. Voilà. »

M^{me} la Présidente : « Merci. François Prochasson. »

M. Prochasson : « À ma connaissance, il s'agit de gens du voyage qui sont assez régulièrement installés sur le site et qui malheureusement effectivement utilisent le sous-sol, le parking de l'école. S'agissant d'un site privé, la Métropole ne peut pas évidemment intervenir. Par contre il y a lieu effectivement d'accompagner cette situation de manière à ce que ces personnes, et je pense que nous aurons l'occasion d'en parler à la rentrée, que ces personnes qui stationnent indûment sur ce site puissent trouver des solutions soit d'accès à des aires d'accueil, soit de stationnement sur des sites effectivement autorisés et notamment équipés de toilettes pour éviter ce genre d'incident. »

**Le Conseil délibère et,
par 61 voix pour, 7 voix contre et 16 abstentions**

1. Pour le budget principal :

Affecte le résultat comptable de l'exercice 2021 ainsi au financement de la section d'investissement, pour le **budget principal** au compte 1068 pour 102 912 544,37 €

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget principal** joint à la délibération en annexe 1

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget principal** selon l'état joint en annexe 2

2. Pour le budget annexe eau :

Affecte le résultat comptable de l'exercice 2021 au financement de la section d'investissement, pour le **budget annexe eau** au compte 1068 pour 6 834 062,06 €.

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe eau** joint à la présente délibération en annexe 1

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe eau** selon l'état joint en annexe 2

3. Pour le budget annexe assainissement :

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe assainissement** joint à la présente délibération en annexe 1.

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe assainissement** selon l'état joint en annexe 2

4. Pour le budget annexe locaux industriels et commerciaux :

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe locaux industriels et commerciaux** joint à la présente délibération en annexe 1

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe locaux industriels et commerciaux** selon l'état joint en annexe 2

5. **Pour le budget annexe élimination et traitement des déchets :**

Affecte le résultat comptable de l'exercice 2021 au financement de la section d'investissement, pour le **budget annexe élimination et traitement des déchets** au compte 1068 pour 3 489 622,17 €

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe élimination et traitement des déchets** joint à la présente délibération en annexe 1.

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe élimination et traitement des déchets** selon l'état joint en annexe 2.

6. **Pour le budget annexe transports**

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe transports** joint à la présente délibération en annexe 1.

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe transports** selon l'état joint en annexe 2

7. **Pour le budget annexe stationnement :**

Affecte le résultat comptable de l'exercice 2021 au financement de la section d'investissement, pour le **budget annexe stationnement**
En réserves au compte 1068 pour : 1 337 929,70 €

Approuve par chapitre le budget supplémentaire du **budget annexe stationnement** joint à la présente délibération en annexe 1.

Approuve les nouvelles autorisations de programme, la variation des AP antérieures, les nouvelles opérations et la variation des opérations antérieures, du **budget annexe stationnement** selon l'état joint en annexe 2.

8. approuve l'ajustement de la provision pour compte épargne temps (CET) au budget principal, et la constitution d'une première provision pour CET aux budgets annexes :

+ 3 190 € au budget principal, soit un total de provision ajusté à 12 260 €.

+ 1 300 € au budget annexe de l'eau.

+ 325 € au budget annexe assainissement.

+ 2 150 € au budget annexe déchets.

9. approuve l'ajustement des provisions pour risques et charges (contentieux) au budget principal par une reprise de 801 443 €, soit un total de provision ajusté à 530 000 €.

10. approuve l'ajustement des provisions pour créances douteuses pour :

Le Budget principal :

– une reprise sur provisions de 66 742 €

– une dotation aux provisions de 80 000 €.

Soit un total de provision ajusté à 186 016,73 €.

Les budgets annexes

– une dotation de 19 000 € pour le budget annexe déchets, soit un total de provision ajusté à 37 000 €.

– une dotation de 9 000 € pour le budget annexe stationnement, soit un total de provision ajusté à 20 000 €.

– une dotation de 3 500 000 € pour le budget annexe de l'eau, soit un total de provision ajusté à 6 000 000 €.

11. approuve le calcul des charges de structure facturées aux budgets annexes eau, assainissement, déchets, transports et stationnement pour 2022.
12. approuve le montant de la dotation de solidarité communautaire pour 2022 à **35 791 971 €** conformément à l'annexe 1 ;
13. approuve le règlement intérieur du fonds de soutien métropolitain de lutte contre le sans abris modifié, ci-annexé (annexe 3) ;
14. abroge au 1^{er} janvier 2023 les dispositions relatives à la taxe de séjour prises par délibération n°2018-108 du 22 juin 2018 ;
15. maintient le régime de la taxe de séjour au réel sur le territoire de Nantes Métropole, institué par délibération n° 2001-1113 du 12 octobre 2001 ;
16. arrête la période de versement au comptable public de la taxe de séjour collectée une année donnée, du 1^{er} janvier au 31 janvier de l'année suivante, à l'exception des plateformes intermédiaires de paiement qui ont obligation de la reverser au plus tard les 30 juin et 31 décembre ;
17. fixe le montant du loyer, en-deçà duquel l'occupant de l'hébergement est exempté de la taxe de séjour à 1 € ;
18. fixe les tarifs de la taxe de séjour par personne et par nuitée, à compter du 1^{er} janvier 2023 comme suit :

CATÉGORIES D'HÉBERGEMENTS	Tarifs proposés par Nantes Métropole par personne et par nuitée
Palaces	4,30 €
Hôtels de tourisme 5 étoiles, résidences de tourisme 5 étoiles, meublés de tourisme 5 étoiles	3,10 €
Hôtels de tourisme 4 étoiles, résidences de tourisme 4 étoiles, meublés de tourisme 4 étoiles	2,40 €
Hôtels de tourisme 3 étoiles, résidences de tourisme 3 étoiles, meublés de tourisme 3 étoiles	1,50 €
Hôtels de tourisme 2 étoiles, résidences de tourisme 2 étoiles, meublés de tourisme 2 étoiles, villages de vacances 4 et 5 étoiles	0,90 €
Hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile, villages de vacances 1, 2 et 3 étoiles, chambres d'hôtes, auberges collectives	0,65 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 3, 4 et 5 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, emplacements dans des aires de camping-cars et des parcs de stationnement touristiques par tranche de 24 heures	0,60 €
Terrains de camping et terrains de caravanage classés en 1 et 2 étoiles et tout autre terrain d'hébergement de plein air de caractéristiques équivalentes, ports de plaisance	0,20 €

HÉBERGEMENT	Taux adopté par Nantes Métropole (*)
Tout hébergement en attente de classement ou sans classement à l'exception des hébergements de plein air (*)	5 %

(*) Le taux adopté s'applique par personne et par nuitée dans la limite du tarif le plus élevé adopté par la collectivité. Le coût de la nuitée correspond au prix de la prestation d'hébergement hors taxes.

19. décide d'appliquer le dispositif de taxation d'office dans les conditions exposées ci-dessus et détermine, les modalités de calcul du montant de la taxation d'office de la façon suivante :

Capacité d'accueil (en nombre de lits)	x 365 nuits (nombre de nuits sur sur la période de perception)	x 80 % (pondération)	x Tarif applicable (par nuit et par personne)
---	--	-------------------------	---

Pour les hébergements en attente de classement ou sans classement : Le tarif applicable retenu pour la taxation d'office des hébergements en attente de classement ou sans classement, sera celui des hôtels de tourisme 1 étoile, résidences de tourisme 1 étoile, meublés de tourisme 1 étoile.

20. fixe le montant de la DSC pour 2022 à 35 791 971 € ;

21. approuve la répartition de cette DSC conformément à l'annexe n°4 ci-joint ;

22. complète la délibération du conseil métropolitain n°2021 – 153 des 9 et 10 décembre 2021 relative au pacte financier métropolitain de solidarité en permettant le versement d'une aide à l'immobilier d'entreprises pour la réalisation et la gestion d'équipements « intercommunaux » dans les conditions précitées ;

23. approuve l'avenant n°12, ci-annexé, de la convention de délégation de service public pour l'exploitation des Machines de l'île de Nantes, conclue avec la société publique locale Le Voyage à Nantes, ainsi que la prolongation de la convention entre la compagnie la Machine, le Voyage à Nantes et Nantes Métropole relative au Grand Héron (annexe 5) ;

24. approuve l'adhésion au dispositif de Pass Culture État ainsi que le renouvellement de la participation au dispositif « Pass Culture Sport » proposé par la Région,

25. approuve l'adoption de nouveaux tarifs au Planétarium, proposés ci-dessus,

26. approuve l'application de la gratuité de visites guidées au Musée d'arts dans le cadre du partenariat avec l'association Rails & histoire, et la convention correspondante (annexe 6),

27. approuve l'application de la gratuité au Musée d'arts pour les détenteurs de billets dans le cadre du partenariat avec le Grand T, et la convention correspondante (annexe 7),

28. approuve l'adoption de la nouvelle grille tarifaire de locations d'espaces du Musée d'arts, dont la mise en application est fixée au 01/09/2022 (annexe 8),

29. approuve la suppression de tarifs « avec atelier » et la modification du nombre minimal de personnes pour l'application des visites guidées privatives au Musée d'arts,

30. approuve le retrait de la Communauté d'agglomération de la Roche sur Yon du Syndicat Mixte ATLANPOLE,

31. approuve la poursuite de la mise en œuvre du dispositif « ESS Nantes Factory », ainsi que la convention de partenariat, à conclure entre Nantes Métropole et ses partenaires, jointe à la présente délibération (annexe 9),

32. approuve l'adhésion de Nantes Métropole à l'association RUPTUR en tant que membre partenaire et autorise le paiement de la cotisation annuelle de 10 000 € (annexe 10),

33. approuve l'adhésion de Nantes Métropole au réseau des Centres-Villes Durables et de l'Innovation de Centre-Ville en Mouvement et autorise le paiement de la cotisation (annexe 11),
34. approuve les tarifs, ci-annexés (annexe 12), de la maison des chercheurs pour la période du 1er septembre 2022 au 31 août 2023,
35. autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de :

Pour la SPL Le Voyage à Nantes :

Elhadi AZZI, Anthony DESCLOZIERS, Anne-Sophie GUERRA, Sandra IMPERIALE, Anas KABBAJ, Florian LE TEUFF, Fabrice ROUSSEL, Aymeric SEASSAU, Emmanuel TERRIEN, Laurent TURQUOIS

Pour les Ecosolies :

Fabrice ROUSSEL, Marie VITOUX, Mahel COPPEY

Contre : M. ARROUET, M. BAINVEL, M. BOUVAIS, Mme GARNIER, M. RICHARD, M. THIRIET, Mme VAN GOETHEM,

Abstentions : M. ANNÉREAU, Mme OPPELT, M. BELHAMITI, Mme EL HAIRY, M. AMAILLAND, Mme DUBETTIÉ-GRENIER, M. LE CORRE, Mme GESSANT, M. VEY, M. VOUZELLAUD, Mme GUILLON, Mme LE COULM, M. PARAGOT, Mme BONNET, M. SALAUN, Mme GUERRIAU

■ Direction du Secrétariat Général

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 Juin 2022

50 – Rapports Annuels 2021 :

- Prix et qualité des services eau, assainissement, prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés
- Délégués de Services Publics
- Titulaire de Contrat de Partenariat
- Administrateurs des Saem, Spl Et Spla
- Commission Consultative des Services Publics Locaux

EXPOSÉ

I - Services publics de l'eau potable et de l'assainissement : Rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité des services

Conformément à l'article L2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente de Nantes Métropole doit présenter à l'assemblée délibérante, dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement. L'objectif de ce rapport est de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Comme le permet l'article D2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, et pour mieux permettre aux usagers d'appréhender la complémentarité entre les différentes composantes du cycle de l'eau que sont l'eau potable, l'assainissement, et les milieux aquatiques, ces informations vous sont transmises dans un rapport unique.

Le rapport est conforme aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales : outre la présentation générale des services de l'eau et de l'assainissement et des principaux événements marquants de l'année, figurent aussi les indicateurs de performance obligatoires, aussi bien techniques que financiers.

Par ailleurs, les données fournies par les opérateurs publics d'eau potable et d'assainissement comme celles des opérateurs privés titulaires d'un marché public d'exploitation ont été intégrées dans le rapport annuel sur le prix et la qualité des services d'eau et d'assainissement.

Ce rapport a été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL), au sein de laquelle siègent des représentants des usagers.

Présenté au conseil métropolitain lors de la séance publique du 30 juin 2022, ce document fera ensuite l'objet d'une communication par le maire de chacune des communes membres de Nantes Métropole à son conseil municipal.

Ce rapport sur le prix et la qualité du service est joint à la présente délibération.

II - Service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés : Rapport annuel 2021 sur le prix et la qualité du service – Rapports annuels 2021 des opérateurs privés délégués de services publics

A – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés

Conformément à l'article L2224-17-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Présidente de Nantes Métropole doit présenter à l'assemblée délibérante, dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

L'objectif est de rendre compte aux usagers du prix et de la qualité du service rendu pour l'année écoulée.

Conformément au décret n° 2015-1827 du 30 décembre 2015, outre les indicateurs techniques et financiers représentatifs du service, figure également dans ce rapport une présentation générale du service et des principaux événements marquants de l'année.

Par ailleurs, les données fournies par les opérateurs publics de collecte comme celles des opérateurs privés titulaires d'un marché de prestation de services ont été intégrées dans le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés.

Ce rapport a été soumis à l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (C.C.S.P.L.) au sein de laquelle siègent des représentants des usagers.

Présenté au Conseil métropolitain lors de la séance publique du 30 juin 2022 ce document fera ensuite l'objet d'une communication par le maire de chacune des communes membres de Nantes Métropole à son Conseil municipal.

Ce rapport sur le prix et la qualité du service est joint à la présente délibération.

B – Rapports annuels des opérateurs privés délégués de services publics

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délégués de service public ont remis à Nantes Métropole un rapport pour l'exercice 2021 concernant le service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés pour lequel ils ont reçu délégation.

Il s'agit des contrats de délégations de service public suivants :

- ALCEA :
 - Contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du centre de traitement et de valorisation des déchets de la Prairie de Mauves qui a pris effet le 12 octobre 2012.

- ARC-EN-CIEL 2034 :
 - Contrat de délégation de service public relatif à l'exploitation du complexe multifilières ARC-EN-CIEL 2034, centre de traitement et de valorisation des déchets situé à Couëron qui a pris effet le 1er mars 2019.
 -

Les rapports des délégataires de service public sont consultables à la direction Déchets.

Une synthèse de ces rapports est jointe à la présente délibération.

III - Les Rapports annuels des autres délégataires de services publics

Développement économique :

- Le service public de gestion du patrimoine immobilier économique métropolitain : une convention de délégation de service public a été conclue le 11 décembre 2020 avec la SPL Nantes Métropole Aménagement pour une durée de 5 ans à compter du 1er janvier 2021.

- La gestion de la Cité Internationale des Congrès de Nantes : une convention de délégation de service public a été conclue le 11 novembre 2011 avec la SPL La Cité Le Centre des Congrès de Nantes pour une durée de 16 ans à compter du 1er janvier 2012.

- L'exploitation du Parc des Expositions de la Beaujoire à Nantes : une convention de délégation de service public a été conclue le 5 décembre 2011 avec la Société du Parc des Expositions de la Beaujoire (S.P.E.B.) pour une durée de 20 ans à compter du 1er janvier 2012.

- L'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Nantes Métropole : une convention de délégation de service public a été conclue le 17 juillet 2020 avec la SEMMINN pour une durée de 17 mois à compter du 1er août 2020.

- La gestion de la politique touristique : une convention de délégation de service public a été conclue le 17 décembre 2021 avec la SPL Le Voyage à Nantes pour une durée qui court du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026.

- L'exploitation des Machines de l'île de Nantes : une convention de délégation de service public a été conclue le 5 juillet 2010 avec la SPL le Voyage à Nantes pour une durée qui court du 22 juillet 2010 au 31 décembre 2025.

- La conception, l'extension, l'exploitation technique et commerciale du réseau de communications électroniques à très haut débit : une convention de délégation de service public a été conclue le 2 décembre 2011 avec la société Nantes Networks pour une durée de 25 ans à compter du 1er janvier 2012.

- Le développement, l'animation et la promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ; l'exploitation, la gestion et l'animation des halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la création : une convention de délégation de service public a été conclue le 13 décembre 2019 avec la SPL SAMOA pour une durée de cinq ans, qui court du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2024.

Les rapports des délégataires de service public mentionnés ci-dessus, sont consultables à la Direction générale Développement économique Responsable, Emploi, Innovation, Europe et International. Une synthèse des rapports correspondants est jointe à la présente délibération.

Déplacements :

- Le service public pour la gestion des ports fluviaux de l'Erdre à Nantes, de Trentemoult à Rezé et de Couëron : Convention de délégation de service public conclue le 13 juillet 2018 avec Nantes Métropole Gestion Services pour une durée de 5 ans, du 1er septembre 2018 au 31 août 2023.
- Le service public pour la gestion de la gare fluviale à Nantes : Convention de délégation de service public conclue le 24 avril 1993 avec Nantes métropole Gestion Équipements.
- Le service public du réseau de transports collectifs de l'agglomération nantaise : convention de délégation de service public conclue avec la SEMITAN, le 13 décembre 2018, pour une durée de 7 ans à compter du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2025.

Stationnement :

- SAS EFFIA Stationnement :
- Convention de délégation de service public pour l'exploitation des parkings Gare Château, Gare Sud 2, Gare Sud 3, Gare Sud 4, Fresche Blanc et le parc autocars, conclue le 14 novembre 2019 pour une durée de 4 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2023.
- Convention de délégation de service public pour l'exploitation des parkings de stationnement du « Centre Ouest » Aristide Briand, Cité des Congrès, Les Machines, Médiathèque et Descartes conclue le 3 décembre 2018 pour une durée de 5 ans, du 1^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2023.
- SAEM Nantes-métropole Gestion Équipements :
- Convention de délégation de service public pour l'exploitation du parking Cathédrale conclue le 28 octobre 2004 pour une durée de 25 ans à compter de la date de mise en exploitation du parking, du 8 janvier 2007 au 7 janvier 2032.
- SPL Nantes Métropole Gestion Services :
- Convention de délégation de service public pour l'exploitation des parkings Tour Bretagne, Commerce, Decré Bouffay, Feydeau, Graslin, Talensac et Bellamy conclue le 13 juillet 2018 pour une durée de 4 ans et 3 mois, du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2022.

Pour les services publics de gestion des ports et de la gare fluviale, de transports collectifs et du stationnement, une synthèse de ces rapports est jointe à la présente délibération. Les rapports complets sont consultables au Département des Mobilités.

Grands équipements métropolitains :

Développement culturel

- La gestion de l'équipement de grande capacité de type Zénith : une convention de délégation de service public a été conclue le 16 juillet 2010 avec la Société d'exploitation du Zénith de Nantes Métropole et a pris effet le 1^{er} décembre 2010 avec un terme prévu au 31 décembre 2018. Par délibération du 7 décembre 2018, la convention a été prolongée par avenant, d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2019.

Par contrat de délégation de service public en date du 24 septembre 2019, Nantes Métropole a confié à la société Colling et Cie la gestion et l'exploitation de son Zénith pour la période du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027.

Afin de tenir compte d'une année 2020 et début 2021 caractérisées par une quasi-absence d'activité suite aux décisions administratives prises liées à la crise sanitaire, le contrat a été prolongé d'une année supplémentaire, afin notamment de permettre l'amortissement des investissements à la charge de l'exploitant. La durée totale de la concession est fixée à 9 ans. Elle court ainsi du 1^{er} janvier 2020 jusqu'au 31 décembre 2028 inclus.

La crise sanitaire a particulièrement affecté l'activité du Zénith et l'équipement a dû fermer ses portes de mars 2020 à septembre 2021 soit 19 mois. Les périodes d'activité possible ont donc été de deux mois en 2020 et de quatre mois en 2021. En 2021, sur les périodes d'activité, 28 séances ont pu se tenir accueillant 103 236 personnes.

- La gestion du site du Château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la cathédrale : une convention de délégation de service public a été conclue le 18 décembre 2013 avec la SPL Le Voyage à Nantes et a pris effet le 1^{er} janvier 2014, pour une durée de 6 années. Par délibération du 28 juin 2019, le conseil métropolitain a prolongé le contrat de délégation de service public de 2 ans, portant ainsi sa date de fin du 31 décembre 2021. Par délibération du 10 décembre 2021, un nouveau contrat de délégation de service public a été conclu avec la SPL Le Voyage à Nantes. Celui-ci couvre la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2026.

Les rapports de délégataires de services publics mentionnés ci-dessus sont consultables à la Direction Générale Cultures et Arts dans la Ville.

Une synthèse des rapports correspondants est jointe à la présente délibération.

Crématoriums

La réalisation d'un crématorium à Saint-Jean de Boiseau, la mise aux normes du crématorium de Nantes et la gestion de ces deux équipements ont été confiées à la société OGF par délégation de service public pour une durée de 12 ans à compter du 9 mai 2015.

En juin 2015, OGF a créé une société *ad hoc* « Crématoriums de l'agglomération nantaise » pour faciliter le contrôle des engagements contractuels par Nantes Métropole.

Le délégataire assume les investissements à sa charge exclusive consistant dans les travaux suivants :

- La rénovation et la mise aux normes du crématorium de Nantes permet d'accueillir dans de meilleures conditions les familles et les proches des défunts.
- Le Pôle funéraire métropolitain des « Landes de la Prunière » construit entre mai 2018 et juin 2019 a été mis en service en octobre 2019. Le crématorium permet de répondre aux besoins croissants de crémation et de poursuivre le maillage territorial dans le domaine funéraire.

Le rapport annuel du délégataire pour l'année 2021 rend compte de la gestion et de l'exploitation des crématoriums de Nantes et de Saint-Jean de Boiseau.

Une synthèse du rapport annuel remis par le délégataire est jointe à la présente délibération. Le rapport complet est consultable à la Direction générale citoyenneté et territoires solidaires.

IV – Rapport annuel du titulaire d'un contrat de partenariat

Nantes Métropole a conclu le 16 juillet 2014 avec la SAS Gare Sud 3, un contrat de partenariat relatif à la réalisation d'un parc de stationnement îlot 8A1 à Nantes, associé à une opération de valorisation immobilière.

Afin de permettre le suivi de l'exécution du marché de partenariat, un rapport annuel est établi par le titulaire. Il est adressé, chaque année, à Nantes Métropole dans les quarante-cinq jours suivant la date anniversaire de la signature du contrat.

Ce rapport annuel doit être transmis à l'assemblée délibérante et faire l'objet d'un débat.

Une synthèse du rapport remis par la SAS Gare Sud 3 est jointe à la présente délibération.
Le rapport complet est consultable au Département des Mobilités.

V - Sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales, sociétés publiques locales d'aménagement – Rapports annuels des administrateurs aux conseils d'administration

Conformément à l'article L 1524-5 du Code général des collectivités territoriales, les représentants de Nantes Métropole siégeant dans les organes délibérants des sociétés d'économie mixte (SAEM), des sociétés publiques locales (SPL), des sociétés par Actions Simplifiée (SAS), des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC), et des sociétés publiques locales d'aménagement (SPLA) doivent soumettre un rapport écrit au Conseil métropolitain.

La production de ces informations a pour objectif d'améliorer l'information et le contrôle du Conseil métropolitain sur l'ensemble des structures associées dépendant directement de Nantes Métropole et de vérifier que ces sociétés agissent en conformité avec les orientations et actions engagées par Nantes Métropole.

Les rapports des administrateurs des SAEM, SPL et SPLA pour l'exercice 2021 ont été établis par les représentants de Nantes Métropole aux Conseils d'Administration de ces seize sociétés, désignés lors de conseils métropolitains, à savoir :

- Mesdames Laure BESLIER, Anne-Sophie GUERRA, Julie LAERNOES, Jeanne SOTTER, Messieurs Bassem ASSEH, Fabrice ROUSSEL, Franckie TRICHET, Alain VEY pour la SPL Cité des Congrès,
- Messieurs Anthony DESCLOZIERS, Pascal PRAS, Jocelyn BUREAU, Bassem ASSEH, François VOUZELLAUD et Mesdames Marie-Annick BENATRE, Delphine BONAMY pour la SAEM Loire Océan Développement,
- Messieurs Jocelyn BUREAU, Anthony DESCLOZIERS, Pascal PRAS, François VOUZELLAUD et Mesdames Martine METAYER, Delphine BONAMY pour la SPLA Loire Océan Métropole Aménagement,
- Mesdames Delphine BONAMY, Marie-Annick BENÂTRE, Sandra IMPERIALE, Mahel COPPEY, Laure BESLIER, Christelle SCUOTTO-CALVEZ, et Messieurs Anthony DESCLOZIERS, Jocelyn BUREAU, Bassem ASSEH, Michel LUCAS, Pascal PRAS, Pierre QUENEA, Jean-Claude LEMASSON pour la SPL Nantes Métropole Aménagement,
- Mesdames Liliane NGENDAHAYO et Messieurs Aurélien BOULÉ, Nicolas MARTIN, Francois BRILLAUD DE LAUJARDIÈRE pour la SAEM NGE,
- Mesdames Johanna ROLLAND, Marlène COLLINEAU, Mahel COPPEY, Laurence GARNIER, Isabelle LERAY, Louise VIALARD et Messieurs Francky TRICHET, Pascal PRAS, Thomas QUERO, Richard THIRIET pour la SPL SAMOA,
- Monsieur Pascal PRAS pour la SAEM LAD SELA,
- Messieurs Pascal BOLO, Bertrand AFFILE, Jacques GARREAU, Jean-Sébastien GUITTON, François VOUZELLAUD, François LE MABEC, Sébastien ARROUËT et Mesdames Elisabeth LEFRANC, Christelle SCUOTTO-CALVEZ, Marie-Annick BENATRE, Julie LAERNOES pour la SAEM SEMITAN,

- Madame Julie LAERNOES et Messieurs Fabrice ROUSSEL et Hervé NEAU pour la SAEM SEMMINN,
- Mesdames Anne-Sophie GUERRA, Sandra IMPERIALE et Messieurs Elhadi AZZI, Anthony DESCLOZIERS, Anas KABBAJ, Florian LE TEUFF, Fabrice ROUSSEL, Aymeric SEASSAU, Emmanuel TERRIEN, Laurent TURQUOIS pour la SPL Le Voyage à Nantes,
- Monsieur Fabrice ROUSSEL pour la SPL Régionale Pays de la Loire,
- Monsieur Aziliz GOUEZ pour la SPL Loire Atlantique Développement,
- Madame Liliane NGENDAHAYO et Messieurs Aurélien BOULE, Nicolas MARTIN, François BRILLAUD DE LAUJARDIÈRE pour la SPL Nantes Métropole Gestion Services,
- Messieurs Pascal PRAS, François PROCHASSON, Rodolphe AMAILLAND pour la SCIC (Société Coopérative d'Intérêt Collectif) à but non lucratif Atlantique Accession Solidaire,
- Monsieur Tristan RIOM pour la SAS (Société par Actions Simplifiées) Min'Ergie.
- Madame Julie LAERNOES pour la SAS (Société par Actions Simplifiées) Min A Watt.

Les rapports des administrateurs sont consultables à la Direction du Contrôle de gestion.
Une synthèse de ces rapports est jointe à la présente délibération.

VI - Rapport annuel de la commission consultative des services public locaux

Conformément à l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, le président de la Commission Consultative des Services Publics Locaux doit présenter avant le 1^{er} juillet de chaque année, à son assemblée délibérante, un état des travaux réalisés par cette commission au cours de l'année précédente.

Vous trouverez donc ci-joint le rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux au cours de l'année 2021.

M. Bolo : « Je suis extrêmement déçu, parce qu'une partie de la minorité a failli voter le budget, ce qui était quand même... intéressant.

Avec la saison du compte administratif viennent également les rapports annuels et je ne saurais trop insister, mes chers collègues, sur l'intérêt qu'il y a à en prendre connaissance. Y compris parce qu'un certain nombre des questions que vous pouvez poser légitimement au cours de nos sessions, les réponses se trouvent très souvent dans les rapports annuels, notamment dans nos SEM, SPL et SPLA. Donc vraiment, je vous invite à les consulter.

Alors je n'en fais pas la liste. Il y a donc les rapports annuels sur le prix et la qualité du service en matière d'eau potable et d'assainissement, le rapport annuel sur le prix et la qualité du service par les opérateurs privés Délégués de Service Public, les rapports annuels des autres Délégués de Service Public, les rapports annuels du titulaire d'un contrat de partenariat, il n'y en a pas beaucoup mais il y en a quand même, et puis les Sociétés d'Économie Mixte, les rapports annuels des administrateurs au Conseil d'administration, ainsi que le rapport annuel de la Commission Consultative des Services Publics Locaux.

Donc nous devons donner un avis favorable si nous le souhaitons au rapport sur le prix et la qualité du service de l'eau, prendre acte des rapports annuels d'activité transmis par les sociétaires délégués, prendre acte du rapport d'activité transmis par la SAS gare Sud titulaire d'un contrat de partenariat et approuver les rapports annuels 2021 des administrateurs de Nantes Métropole, prendre acte du rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux et d'autoriser Madame la Présidente, etc etc. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1. donne un avis favorable au rapport sur le prix et la qualité des services « eau et assainissement » présenté par Madame la Présidente en application de l'article L 2224-5 du code général des collectivités territoriales
2. prend acte des rapports annuels d'activités de l'année 2021, transmis par les sociétés délégataires des services publics suivants :
 - prévention et gestion des déchets ménagers et assimilés
 - gestion du patrimoine immobilier économique métropolitain
 - gestion de la Cité Internationale des Congrès de Nantes
 - exploitation du MIN de Nantes Métropole
 - exploitation du Parc des Expositions de la Beaujoire
 - gestion de la politique touristique
 - exploitation des Machines de l'île de Nantes
 - conception, extension, exploitation technique et commerciale du réseau de communications électroniques à très haut débit
 - développement, animation et promotion des industries culturelles et créatives (ICC) sur le territoire métropolitain ; exploitation, gestion et animation des halles 1&2, bâtiment totem des ICC sur le Quartier de la création
 - gestion des ports fluviaux de l'Erdre à Nantes, de Trentemoult à Rezé et de Couëron
 - gestion de la gare fluviale à Nantes
 - réseau de transports collectifs de l'agglomération Nantaise
 - stationnement
 - gestion de l'équipement de grande capacité de type Zénith
 - gestion du site du Château des Ducs de Bretagne, du Mémorial de l'abolition de l'esclavage et des cryptes de la Cathédrale
 - crématoriums de l'agglomération nantaise
2. prend acte, à l'issue du débat intervenu, du rapport d'activités transmis par la société SAS Gare Sud 3, titulaire du contrat de partenariat, relatif à la réalisation d'un parc public de stationnement îlot 8A1 à Nantes
3. approuve les rapports annuels 2021 des administrateurs de Nantes Métropole au sein des conseils d'administration des sociétés d'économie mixte, sociétés publiques locales d'aménagement et sociétés publiques locales suivantes, en application de l'article L1524-5 du code général des collectivités territoriales :
 - SPL Cité des Congrès
 - SPL Le Voyage à Nantes
 - SAEM Loire Océan Développement (LOD)
 - SPLA Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA)
 - SPL Nantes Métropole Aménagement (NMA)
 - SAEM Nantes Métropole Gestion Equipements (NMGE)
 - SPL Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA)
 - SAEM Loire-Atlantique Développement – SELA (SELA)
 - SAEM Transports de l'Agglomération Nantaise (SEMITAN)
 - SAEM Marché d'Intérêt National de Nantes (SEMMINN)
 - SPL Régionale Pays de la Loire
 - SPL Loire-Atlantique Développement (LAD)
 - SPL Nantes Métropole Gestion Services (NMGS)
 - SAS Min'Ergie
 - SAS MinàWatt
 - SCIC Atlantique Accession Solidaire
4. prend acte du rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) pour l'année 2021, présenté par le Président de la commission, en application de l'article L1413-1 du code général des collectivités territoriales

5. autorise Madame la Présidente à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

**Direction Générale Déléguée à la Cohérence Territoriale
Département du Développement Urbain**

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

51 – Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Loire Océan Métropole Aménagement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation

Exposé

Il revient au conseil métropolitain d'adopter, en qualité d'organe délibérant de l'autorité concédante, les comptes rendus annuels d'activité au titre de l'année 2021 relatifs aux différentes opérations d'habitat créées ou transférées et poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d'aménagement ou de concession d'aménagement et à cette occasion de faire le point sur les actions en cours en 2022. Dans le cadre de la poursuite des opérations, il convient de modifier certaines concessions d'aménagement tel que précisé ci-après.

1 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement de la ZAC du Moulin Boisseau à Carquefou pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC du Moulin Boisseau a été confié, suite à une délibération du Conseil communautaire en date du 13 décembre 2013 portant également création de la zone, à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA), pour une durée de 12 ans.

Cette ZAC de renouvellement urbain, située sur une ancienne friche logistique, vise à développer – sur près de 11 hectares – une mixité urbaine avec la réalisation de 750 nouveaux logements et l'accueil d'activités tertiaires, d'un pôle sportif et de loisirs et d'un cinéma de proximité. Il s'agit par ailleurs d'une ZAC pilote en matière de transition énergétique, avec un objectif de 40 % d'énergies renouvelables.

L'année 2021 a vu la poursuite des chantiers des îlots K et J (148 logements) et de l'îlot L (pôle sportif indoor et cellules commerciales) et celle des travaux de finition des espaces publics dans la perspective de l'arrivée des premiers habitants, et de l'ouverture du pôle indoor, au 1er semestre 2022. Elle a également été l'occasion, suite au retrait du porteur de projet initial, de préparer un nouvel appel à projets pour le cinéma, dont le lancement est prévu au 1er semestre 2022.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant à hauteur de 1 752 864 € H.T. dont 10 856 € d'apport foncier en nature et 1 742 008 € H.T., soit 2 090 409,60 € T.T.C., pour remise d'ouvrages.

2 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Métairie Rouge à La Chapelle sur Erdre pour l'exercice 2021

La réalisation de la ZAC de la Métairie Rouge, créée en 2013, a été concédée à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA) par délibération en date du 13 décembre 2013. La durée de la concession d'aménagement a été prorogée de 7 ans en 2021, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

Sur une surface totale d'environ 18,6 ha, cette opération est destinée principalement à accueillir des entreprises productives et artisanales selon une offre immobilière variée (terrain à bâtir ou locaux dans deux hôtels d'entreprises).

Depuis début 2021, suite à l'acquisition amiable de nombreuses emprises, 90 % du foncier est maîtrisé.

Le dossier de déclaration d'utilité publique et de cessibilité a été actualisé en 2020 et 2021 avec le nouveau schéma d'aménagement et le dossier d'autorisation environnementale unique. L'ensemble a été déposé auprès des services de l'État mi 2021. Les réponses aux compléments sollicités par l'État fin 2021 seront apportées courant 2022 par LOMA et Nantes Métropole. L'enquête publique devrait intervenir en septembre 2022 à l'issue de la période de réserve électorale.

En juillet 2021, un campement de familles Roms d'environ 45 personnes s'est installé de façon illicite sur le nord du terrain. Cette occupation a été autorisée à titre temporaire pour une année scolaire (départ en juillet 2022) à la demande de la commune. Cela induit un report des fouilles archéologiques préventives, une organisation des interventions préalables (démolition, fouille géotechniques, relevé de faune) adaptée et concertée, ainsi qu'un report de la commercialisation sur ce secteur. Les coûts induits en 2021 ont été pris en charge par la commune, Nantes Métropole et les services de l'État, sans impact au bilan d'opération. Le travail de médiation et de sensibilisation au respect du contexte environnemental (éviter les rejets sur les haies, la mare, ..) et au nettoyage du campement est respecté. Des solutions de relogements sont à l'étude.

Suite à l'acquisition de la majorité du foncier, au nouveau cadencement de l'opération et à l'actualisation des charges foncières, il est proposé par avenant n°4 de diminuer de 500 000 € HT le montant de la participation du concédant.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre avec une participation pour équipements publics du concédant d'un montant de 1 093 271 € HT, soit 1 311 925,20 € TTC restant à verser.

3 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Cœur de Ville aux Sorinières pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC Cœur de Ville a été confié par délibération du Conseil communautaire du 15 décembre 2014 à Loire Océan Métropole Aménagement, par une concession d'aménagement dont l'échéance a été reportée par avenant n°3 au 31 décembre 2026.

Cette ZAC de 1,9 hectare, située sur d'anciens locaux de logistique en pleine centralité, a pour objet de réaliser 15 500 m² de surface de plancher dont 13 000 m² pour de l'habitat et 2 500 m² environ pour du commerce de proximité, dont une moyenne surface alimentaire.

L'année 2021 a plus particulièrement été marquée par la poursuite des échanges nécessaires aux dernières acquisitions foncières.

Parallèlement à l'avancée du chantier de construction de l'îlot sud, la commercialisation des rez-de-chaussée commerciaux a enregistré une bonne dynamique, permettant de conforter la polarité commerciale des Sorinières.

Un ajustement de la conception de la future place a été engagé au regard de la prise en compte du réchauffement climatique : matériaux de revêtement adaptés pour limiter l'effet de chaleur, recherche d'ombrage et d'espace végétalisé de pleine-terre complémentaires. Les travaux de la future place Simone Veil seront engagés en 2022, ainsi que la livraison des premiers logements de l'îlot sud et des premières cellules commerciales.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2019 est présenté à l'équilibre, avec une participation globale du concédant de 4 721 000 € HT dont 947 000 € d'apports en nature, une participation pour équipements publics de 1 254 889 € HT soit 1 505 867 € TTC, entièrement versée et une participation de 2 519 111 € nette de taxe également déjà versée.

4 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Nantes Nord à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°2

Par délibération en date du 21 juin 2019, le Conseil métropolitain a confié l'aménagement de la ZAC du Projet Global Nantes Nord à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA) pour une durée de quinze ans soit jusqu'au 31 décembre 2034 sur un périmètre de 80,3 ha sur le territoire de la Ville de Nantes.

Le programme prévisionnel de la ZAC prévoit :

- la création d'environ 815 logements ;
- la démolition de 348 logements ;
- la requalification de 2 580 logements ;
- la création d'environ 5 500 m² de surface de plancher de services et d'activités ;
- la création d'environ 2 500 m² de surface de plancher d'équipements publics destinés à la Mairie annexe du quartier Nantes Nord, des locaux de l'équipe de quartier et du Pôle de proximité Erdre et Cens ;
- la requalification d'espaces publics et de cheminements piétons ;
- la création de nouveaux sentiers, de corridors végétalisés et d'espaces verts.

En 2021 le dossier de création de la ZAC a été approuvé par le conseil métropolitain, le plan-guide a été approfondi et la commercialisation de l'îlot du centre commercial Boissière s'est faite en vue d'une cession en 2022.

Il est proposé par avenant n°2 un décalage du versement de la participation du concédant, ainsi qu'un nouvel échéancier de versement.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre incluant une participation financière de 44 400 000 € HT soit 53 280 000 € TTC au titre des espaces publics sur la période 2023-2034.

5 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Château Rezé à Rezé pour l'exercice 2020

Par délibération en date du 04 octobre 2020, le conseil métropolitain a confié l'aménagement de la ZAC du Projet Global Château Rezé à Loire Océan Métropole Aménagement (LOMA) pour une durée de dix ans soit jusqu'au 31 décembre 2030 sur un périmètre de 10 ha sur le territoire de la Ville de Rezé.

Le programme prévisionnel de la ZAC prévoit :

- La rénovation du parc de logements locatifs sociaux : démolition de 80 logements, reconversion de 10 logements en activités, requalification d'environ 260 logements locatifs sociaux ;
- La requalification de l'espace public (env. 2.6 Ha, dont la place F. Mitterrand) ;
- La diversification du peuplement du quartier par la revente de 75 logements sociaux et la construction d'environ 200 à 300 logements ;
- L'enrichissement de l'armature de services et activités (env. 3300 m²) dont la démolition et relocalisation de services municipaux (env. 2000 m² d'équipements publics), un pôle santé, les agences locales des bailleurs en présence.

L'année 2021 a permis d'arrêter en mai un scénario d'aménagement et d'organiser la concertation citoyenne à l'automne. Aucune acquisition, ni cession n'a été réalisée.

Le bilan de l'opération au 31 décembre 2020 est à l'équilibre avec une participation globale du concédant au titre des équipements publics de 11 603 005 € HT soit 13 923 606 € TTC, les premiers versements intervenant à partir de 2022.

6 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Bellevue à Saint-Herblain et Nantes pour l'exercice 2021

L'aménagement de cette opération a été confié par délibération du Conseil métropolitain du 16 février 2019 à Loire Océan Métropole Aménagement, dans le cadre d'une concession d'aménagement, pour une durée de 13 ans, soit une échéance au 31 décembre 2030.

Sur une surface d'environ 61 hectares, le projet prévoit la construction d'environ 1000 nouveaux logements, la requalification d'environ 800 logements sociaux et la démolition de 480 autres. La diversification de l'habitat et l'amélioration de la qualité du bâti constituent un axe fort du projet.

La mixité fonctionnelle est recherchée dans le quartier :

- de nouveaux équipements publics seront construits (3000 m² de surface plancher : maison de santé, écoles, équipement sportif, etc) ;
 - des programmes d'activités et de services seront développés (18 500 m² de surface plancher dont une partie importante sur le secteur Bernardière) ;
 - la place Mendès France sera confortée dans son rôle de centralité commerciale, sa reconfiguration profonde passera par la démolition des commerces existants et la construction d'un nouveau pôle commercial côté nantais (2500 m² de surface plancher de commerces de proximité en global ZAC Bellevue) ;
 - des secteurs d'habitat à forts enjeux : Moulin des Hiorts / Moulin Lambert, Lauriers – Bois Hardy, où la transformation/ requalification est programmée.
- Enfin, la mobilité et le cadre de vie seront également améliorés grâce à une forte intervention sur les espaces publics : création de voirie, de cheminements doux, de squares, (Place des Lauriers, etc.). L'objectif est d'offrir un quartier vert, ouvert sur son environnement extérieur et dans lequel on chemine facilement et de manière apaisée.

Le dossier de réalisation de la ZAC a été approuvé par le Conseil métropolitain du 8 octobre 2021, actant tant la programmation des nouvelles constructions que le programme des équipements publics.

En 2021, les études urbaines ont été poursuivies, avec une validation des phases projet pour les secteurs Moulins et Bois-Hardy, et de la phase avant-projet pour le secteur Mendès-France. Enfin, la construction d'équipements publics s'est poursuivie : le multi-accueil et la maison de santé socio-professionnelle dont les travaux se sont finalisés en 2021 avec des ouvertures début 2022, la délivrance du permis de construire de l'équipement sportif, permettant une mise en chantier en 2022, et l'inauguration en septembre 2021 du square Michelle Palas au pied de la Maison des Habitants et du Citoyen de Bellevue.

Pour 2022, la mise en œuvre de la programmation se poursuit, avec la sélection du Groupe Coopérative Immobilière de Saint-Nazaire et d'UrbanMakers pour la réalisation de l'îlot MF5. Les sélections des opérateurs et concepteurs des autres lots de la ZAC seront lancées de façon échelonnée.

Afin de permettre la mise en œuvre du projet urbain, le dossier de demande de DUP et de cessibilité déposé auprès de la préfecture en décembre 2020 a été instruit, et un arrêté d'ouverture d'enquête publique a été signé en décembre 2021.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre, avec une participation du concédant pour équipements publics d'un montant de 39 700 000 € HT soit 47 640 000 € TTC et une participation sous forme d'apport en nature de 3 519 300 € nets de taxes.

7 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement du boulevard de la Baule à Saint-Herblain et Nantes pour l'exercice 2021

L'aménagement de cette opération a été confié par délibération du conseil communautaire le 25 janvier 2013 à Loire Océan Métropole Aménagement pour une durée de 12 ans. L'échéance de cette concession a été prorogée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2027 par avenant n°7.

Le programme prévisionnel a été fixé à environ 112 000 m² de surface de plancher en vue de développer :

- un pôle santé (25 000 m² de surface de plancher environ) ;
- 3000 m² de surface de plancher de services à la personne en rez-de-chaussée des constructions futures, face à la polyclinique ;
- des logements collectifs et intermédiaires dans la continuité des zones résidentielles existantes (environ 54 000 m² de SP) dont 25 % de logements locatifs sociaux et 25 % de logements abordables ;
- des activités tertiaires ;

Une extension ultérieure du pôle santé pourra intervenir.

L'opération se développe le long du boulevard Charles Gautier, axe routier retraité en boulevard urbain apaisé et paysagé.

Au cours de l'année 2021, les études se sont poursuivies avec la mission de Direction de l'Exécution des Travaux (DET) du secteur est, les études de projet et appel d'offres du secteur nord ainsi que les coordinations architecturales.

Les travaux sur les espaces publics du secteur est se sont achevés au printemps 2021 à l'exception des bandes de 3 m en bordure des programmes immobiliers.

Les travaux de l'îlot 11 ont débuté et les travaux de finitions sur les espaces publics achevés au niveau de la tranche 1.

Les îlots 6.1, 6.2 et 5 ont été livrés au cours de l'année 2021.

En 2021, la commercialisation des îlots 7, 8.1, 8.2 et 10 correspondant à environ 270 logements s'est poursuivie ainsi que sur le secteur de la tranche 3 avec les îlots 1 (programme bureaux et P+R – Legendre immobilier) et 4.2 (Programme Galeo – bureaux et logements). Les permis de construire des îlots 8.1 et 1 ont été accordés en 2021.

Les travaux d'aménagement engagés fin 2018 au niveau du boulevard ainsi que l'aménagement de la plateforme du chronobus C3 ont été livrés (hors finitions) au printemps 2021.

Les remises d'ouvrages de la phase 1 restent à finaliser, tandis que celles concernant la phase 2 seront engagées en 2022.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant de 4 390 088 € HT soit 4 627 41 € TTC dont une participation sous forme d'apport en nature de 1 644 088 € HT.

M^{me} la Présidente : « Délibération 51, je vais donner la parole à Pascal Bolo en précisant d'emblée que ne prennent pas part au débat ni au vote Delphine Bonamy, Jocelyn Bureau, Anthony Descloziers, Martine Métayer, Pascal Pras et François Vouzellaud. »

M. Bolo : « Excusez-moi, je n'ai pas la délibération 51. Tu me la prêtes, Michel ? Pour moi ça s'arrêtait à la 50. C'est les comptes rendus ! Oui, c'est les comptes rendus d'activité de Loire Océan Métropole Aménagement, oui pardon, avec les avenants aux concessions d'aménagements qui sont proposés, et donc vous avez la liste pour chaque convention d'aménagement des actions menées lors de l'exercice 2021 par Loire Océan Métropole Aménagement avec de temps à autre des avenants à ces concessions. Tout simplement. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve les comptes rendus annuels d'activité qui lui ont été soumis au titre de l'année 2019, en application de l'article L 300-5 II 3° du code de l'urbanisme, par la Société Publique Locale Loire Océan Métropole Aménagement, concessionnaire des opérations d'aménagement suivantes :

- Moulin-Boisseau à Carquefou ;
- Métairie Rouge à La Chapelle sur Erdre ;
- Cœur de Ville aux Sorinières ;
- Nantes Nord à Nantes ;
- Grand Bellevue à Saint-Herblain et Nantes ;
- Château à Rezé ;
- Boulevard de la Baule à Saint-Herblain et Nantes ;

2 – approuve les avenants ci-annexés, aux concessions ou conventions publiques d'aménagement des opérations suivantes portées par la SPL Loire Océan Métropole Aménagement :

- Métairie Rouge – Avenant n°4 ;
- Nantes Nord – Avenant n°2 ;

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de :

Delphine BONAMY, Jocelyn BUREAU, Anthony DESCLOZIERS, Martine METAYER, Pascal PRAS, François VOUZELLAUD

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

52 – Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Nantes Métropole Aménagement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation

Exposé

Conformément à l'article L300-5 du Code de l'urbanisme, il revient au conseil métropolitain d'adopter, en qualité d'organe délibérant de l'autorité concédante, les comptes rendus annuels d'activité au titre de l'année 2021 relatifs aux différentes opérations d'habitat et d'activités économiques créées ou transférées et poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d'aménagement ou de concession d'aménagement et à cette occasion de faire le point sur les actions en cours en 2022.

Dans le cadre de la poursuite des opérations, il convient de modifier certaines concessions d'aménagement tel que précisé ci-après.

1 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement des Ormeaux à Bouaye pour l'exercice 2021 – Avenant n° 10

L'aménagement de la zone d'aménagement concerté (ZAC) des Ormeaux a été confié, après délibération du conseil municipal de Bouaye le 27 mars 1996, à Nantes Métropole Aménagement. L'échéance de la concession a été reportée par avenant n° 9 au 31 décembre 2024.

Cette ZAC, d'une superficie de 40 hectares, a pour objectif une programmation d'habitat, soit 470 logements, des équipements publics, dont un lycée.

La programmation de la dernière tranche étant stabilisée, avec l'implantation d'un groupe scolaire porté par la Ville de Bouaye, d'un programme de logements sociaux et de 7 lots libres, la réflexion a porté durant l'année 2021 sur l'organisation de cet aménagement global, nécessitant une intervention de multiples acteurs sur les espaces publics et privés. De ce fait, il a été décidé d'intégrer dans le cadre de l'opération une mission OPC (Ordonnancement, Planning et Coordination).

Afin de permettre la réalisation des derniers travaux d'espaces publics, il est nécessaire de prolonger la durée de la concession d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025 et de fixer la rémunération de conduite d'opération, sur les années 2022, 2023 et 2024.

Ces différents points font l'objet de l'avenant n°10 ci annexé.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre, avec une participation au titre des espaces publics du concédant de 464 000 € HT, soit 556 800 € TTC, dont le solde de 240 000 € HT soit 288 000 € TTC sera à verser en 2022.

2 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Les Courtils à Brains pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC des Courtils a été confié, après délibération du conseil communautaire du 21 octobre 2011 à Nantes Métropole Aménagement. Le contrat est échu depuis le 31 décembre 2021.

L'aménagement de la ZAC des Courtils a été confié, par délibération du conseil communautaire du 21 octobre 2011 à Nantes Métropole Aménagement pour une durée de 8 ans.

La ZAC des Courtils, d'une superficie de 6,5 hectares, était destinée à accueillir principalement de l'habitat. L'ensemble de ce programme a été remis en cause au regard de la présence d'une zone humide importante dans le périmètre de la ZAC.

En 2020, Nantes Métropole a poursuivi ses réflexions pour la définition de la stratégie en matière de zones humides à l'échelle de la Métropole. Le développement urbain de la commune de Brains s'oriente désormais vers l'aménagement du secteur des Cartrons en cohérence avec les objectifs de production de logements du PLH. Une reprise des études sur ce secteur est envisagée à horizon 2025/2026. La ZAC des Courtils sera supprimée lors d'un prochain conseil métropolitain.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre, intégrant une participation de 753 000 € HT.

3 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement de la Gaudinière à la Montagne pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC de Gaudinière, créée en 2011, destinée à accueillir principalement de l'habitat a été confié, après délibération du conseil communautaire du 9 décembre 2011 à Nantes Métropole Aménagement, pour une durée de 6 ans.

Au vu des objectifs politiques de l'actuelle équipe municipale, il a été acté par avenant n°5, approuvé au Conseil métropolitain du 8 octobre 2021, la clôture anticipée de la concession d'aménagement au 31 décembre 2022 et le versement d'une participation du concédant pour un montant total 1 382 000 € net de taxe.

En 2021 a été engagé l'ensemble des procédures et dispositions nécessaires à la résiliation de la concession d'aménagement. De plus, un premier versement de la participation, à hauteur de 700 000 € net de taxes a été fait fin 2021 ; le solde de cette dernière sera versé courant 2022.

Le bilan actualisé du 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant à hauteur de 1 382 000 € net de taxes.

4 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement La Bréhannerie 2 au Pellerin pour l'exercice 2021

La ZAC de la Bréhannerie 2 a été créée par délibération du conseil communautaire du 21 avril 2006 et porte sur une superficie de 9,4 ha dont 7,5 ha cessibles destinés à l'accueil d'activités artisanales. Son aménagement a été confié à Nantes Métropole Aménagement par convention publique d'aménagement signée le 4 juillet 2005. L'échéance de la convention a été fixée au 31 décembre 2023 par avenant n°10.

En 2021, le dernier lot de la tranche 2 (lot 8) d'une surface de 3 435 m² a été cédé à l'entreprise TMA pour un montant de 68 700 € H.T.

La préparation des remises d'ouvrage et des rétrocessions foncières de la tranche 2 a été engagée au printemps 2021 (transmission des plans de domanialité, récolement et documents des ouvrages exécutés). Suite à l'analyse de ces éléments, des travaux complémentaires pour une remise en état des réseaux d'assainissement ont été engagés sur demande de Nantes Métropole. L'objectif est de finaliser les procédures de rétrocession foncière et de remise d'ouvrage courant 2022.

Les études environnementales comprenant un inventaire 4 saisons ont par ailleurs été lancés en juin 2021 pour l'aménagement de la 3^e tranche (5,9 ha) sur le secteur Est. Les résultats de ces études et la stratégie réglementaire sont attendus pour le second semestre 2022 et permettront de poser les arbitrages pour l'aménagement de cette 3^e tranche.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre avec une participation financière de Nantes Métropole de 1 322 000 € HT soit 1 586 400 € TTC entièrement versée.

5 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Les Vignes aux Sorinières pour l'exercice 2021 – Avenant n°7

La ZAC des Vignes a été confiée à Nantes Métropole Aménagement, par délibération du conseil municipal des Sorinières, en date du 25 juin 2010. Le terme de la concession est fixé au 31 décembre 2024, selon les termes de l'avenant n°6.

La ZAC, d'une superficie de 44 hectares, est destinée à accueillir un programme d'environ 700 logements en 5 tranches opérationnelles.

En 2021, les derniers logements (33) de la tranche 3 ont été livrés, ainsi que 39 logements collectifs libres / abordables et des terrains à bâtir dont 5 reste à commercialiser.

Les études relatives à la tranche 4 ont été poursuivies en 2021. La conception a particulièrement intégré la perméabilisation des espaces publics, la gestion des eaux de pluie, les îlots de fraîcheur, le choix d'essences végétales adaptées au changement climatique.

La remise d'ouvrage des tranches 1 et 5 a été effectuée et les rétrocessions foncières ont été régularisées.

L'année 2021 étant une année de transition entre l'avancement de la tranche 2 et le démarrage opérationnel de la tranche 4, aucune recette de commercialisation n'a été enregistrée.

Les réunions avec les porteurs de projets des premiers opérateurs immobiliers se dérouleront courant 2022, avec l'ambition de favoriser les matériaux bio-sourcés.

Au regard des aménagements d'espaces publics et commercialisations restant à réaliser, il est proposé par avenant n°7 de proroger la concession de 3 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2027, de lisser la rémunération du concessionnaire et de prévoir une rémunération de clôture de 20 000 € HT.

Le bilan actualisé de la concession au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre sans participation du concédant.

6 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Chantrerie 1 à Nantes pour l'exercice 2019 – Avenant n°18

La Ville de Nantes a créé la ZAC Chantrerie 1 en 1989 et en a confié la réalisation par convention publique d'aménagement à Nantes Métropole Aménagement en 1995. L'échéance de cette convention a été fixée au 31 décembre 2023 par avenant n°7.

La ZAC de la Chantrerie 1, d'une superficie de 65 ha, s'inscrit dans la Vallée de l'Erdre et accueille principalement des entreprises de haute technologie et des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Le développement et le renouvellement de la ZAC Chantrerie (plusieurs sites en mutation) se sont poursuivis en 2021 avec l'installation de nouvelles entreprises, dont une de 900 salariés, et la réalisation de programmes de logements, principalement dans la partie Nord du site (350 logements livrés en 2021-2022).

Le Plan-Guide prévoit l'aménagement d'espaces publics conviviaux au cœur du quartier et le développement d'une offre de services et de restauration adaptée à l'ensemble des usagers du site, à moyen terme.

La collectivité a mené en 2019-2020, en lien étroit avec l'ensemble des acteurs de la Chantrerie, une démarche de co-construction d'un plan d'actions sur la mobilité des usagers du site. Des premières mesures ou aménagements ont été réalisés en 2020, d'autres plus complexes vont être étudiés en vue d'une mise en œuvre en 2021-2022. Une expérimentation de mobilité durable a été initiée à l'automne 2021, par le lancement du Hub Mobilité porté par la TAN et la métropole afin de développer une nouvelle offre de déplacement au sein de la Chantrerie avec la mise à disposition de vélos et trottinettes électriques auprès de certains salariés et étudiants pour une durée de 18 mois.

Un projet d'implantation d'ombrières photovoltaïques, initié par l'AFUL de la Chantrerie, au niveau du parking de la Chantrerie, est en cours d'étude, en partenariat avec la métropole.

À ce jour, la ZAC de la Chantrerie 1 ne dispose plus de terrains disponibles à la vente. Au regard des programmes immobiliers en cours et de l'attractivité du site, le conseil métropolitain des 9 et 10 décembre 2021 a approuvé les modalités de la concertation pour une extension de la ZAC sur des terrains situés au

Nord-Est et maîtrisés par la collectivité afin d'accueillir de nouvelles entreprises. Le lancement des études nécessaires est en cours.

Afin de permettre la réalisation des derniers travaux d'espaces publics,, il est nécessaire de la prolonger jusqu'au 31 décembre 2025 et d'ajuster la rémunération de l'aménageur, soit une rémunération forfaitaire annuelle de 50 000 € HT à verser pour l'année 2022, 2023 et 2024, et une rémunération de clôture de 15 000 € HT. Tel est l'objet de l'avenant n°18 ci annexé.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre avec un apport en nature de 480 160 € et une participation financière du concédant pour équipements publics de 5 496 000 € HT, soit 6 295 200 € TTC, dont 570 000 € HT, soit 684 000 € TTC restant à verser en 2022.

7 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Malakoff Centre à Nantes pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC Malakoff centre a été confié à Nantes Métropole Aménagement dans le cadre d'une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 17 décembre 2007. L'échéance de l'opération a été fixée au 31/ décembre 2022 par avenant n°11.

Cette opération d'aménagement a vocation à participer au désenclavement de la zone urbaine sensible de Malakoff, située dans le périmètre du Grand Projet de Ville, par le renouvellement et la réhabilitation du parc de logements, l'implantation d'activités tertiaires et d'équipements ainsi que la création d'un pôle commercial conçu pour répondre aux besoins du grand quartier Malakoff et Pré-Gauchet.

La ZAC est en cours d'achèvement, environ 10 000 m² de bureaux (dont le siège de Nantes Habitat), 150 logements en accession libre et abordable et 144 chambres en résidence étudiante, 3170 m² de commerces dans un pôle commercial en cœur de quartier (une moyenne surface alimentaire – Intermarché – accompagnée par 9 cellules commerciales) et 800 m² d'équipements (mairie annexe et agence Nantes Habitat) ont été construits.

L'année 2021 a été marquée par la livraison de l'îlot MC5 qui prévoit 50 logements abordables et la salle de répétition du Lieu Unique « Libre Usine » par GHT, ainsi que la finition des espaces publics associés.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant d'un montant de 5 515 205 € HT dont 5 345 000 € HT pour les équipements publics et 170 205 € d'apport en nature. À noter qu'un remboursement de participation d'un montant de 1 045 000 € HT est prévu fin 2022 (travaux non réalisés par l'aménageur), ce qui permettra d'atteindre un montant total de participations remboursées de 2 145 000 € HT soit une réduction d'un tiers environ sur le montant prévisionnel initial.

En 2022, il est prévu de clôturer l'opération qui est aujourd'hui achevée.

8 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Malakoff Pré-Gauchet à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°17

L'aménagement de la ZAC du Pré-Gauchet a été confié à Nantes Métropole Aménagement dans le cadre d'une convention publique d'aménagement approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 19 décembre 2003. L'échéance du contrat a été fixée après avenant n°17 au 31 décembre 2027. L'opération est accompagnée par une équipe de maîtrise d'œuvre emmenée par Gérard Pénot (Atelier Ruelle).

À travers cette opération globale de renouvellement urbain, Nantes Métropole accompagne la création du quartier du Pré-Gauchet sur un territoire de 35 hectares situé entre la gare de Nantes et la Loire. C'est un quartier mixte qui développe du logement dont du logement social et abordable, des équipements publics, des commerces de proximité et des emplois. L'opération devrait développer de nouvelles constructibilités aux fonctions diversifiées à hauteur de 384 000 m² de surface de plancher à horizon 2027, incluant les équipements du pôle d'échanges multimodal.

L'avancement du projet s'est poursuivi à un rythme soutenu en 2021 avec les derniers chantiers de la phase 3 et la préparation de la phase 4 :

- la construction de l'îlot 3D (6 000 m² d'activités) et de l'îlot 4B (5 000 m² de logements et 16 000 m² d'activités avec en particulier l'implantation d'UCPA) et la préparation du chantier de l'îlot 8F (61 logements) ;
- la conception du projet de l'îlot Saupin Ouest (bassin nordique et 6 000 m² de logements et de commerces en RDC avec une forte présence du bois) ;
- le choix du projet pour l'îlot ABC du pôle d'échange multimodal (gare routière, places taxis, parking vélos, parking et services loueurs et 11 000 m² de bureaux) et la conduite de la conception détaillée ; Les études de conception avancent à un rythme soutenu afin de lancer le chantier en 2022.
- le choix de l'opérateur et le lancement de la consultation concepteur pour l'îlot 8D8E (un hôtel de 5000 m², le parking public courte durée de la gare, 7000 m² de logements et 2300 m² de bureaux et 1000 d'activités commerciales).

Le projet accompagne la nouvelle gare côté Sud : le réaménagement des espaces publics débuté en septembre 2020 par le haut du quai Malakoff devant l'hôtel s'est progressivement étendu à l'ensemble du parvis de la gare. Afin de maintenir continuellement les accès à la gare pour tous les modes de transports, cette vaste opération est menée par phases successives. Elle a nécessité de décaler en juillet 2021, au sud de la cale Saint Félix, le parking courte durée afin de transférer provisoirement au nord de la cale face à la gare, la station taxis et le stationnement vélos. La première partie achevée, devant l'hôtel, a été livrée en septembre 2021. La deuxième partie, devant la gare, sera livrée en automne 2022.

En parallèle, à l'est de la gare les opérations de démolition d'anciens bâtiments SNCF se sont poursuivies jusqu'en juillet 2021 pour laisser place au futur pôle d'échanges multimodal (PEM), qui sera construit de 2022 à 2025, et au prolongement du boulevard de Berlin pour relier directement la gare au nouveau quartier du Pré-Gauchet. Sur ce secteur Est, la première partie de la future gare routière a été achevée en septembre, et les terrassements du boulevard de Berlin ont débuté. Celui-ci sera réalisé en deux temps : un aménagement fonctionnel dans sa partie centrale pour créer la liaison piétonne et le site propre qui accueillera les lignes chronobus C5 et C3 et la ligne de bus 54 dès septembre 2022, puis en 2025 l'aménagement définitif jusqu'au pied des façades lorsque les immeubles riverains auront été construits. Tous ces aménagements permettront l'intermodalité et le recours à des déplacements décarbonés que sont les modes actifs et les transports en communs (trains et chronobus en site propre).

Outre le report du terme de l'opération au 31 décembre /2027, le présent avenant n°17 prévoit la forfaitisation de la rémunération de l'aménageur soit le versement annuel de 280 000 € HT de 2022 à 2027. Cela permet le lissage de la rémunération en évitant les fluctuations des rythmes de commercialisation sans impact sur le bilan. Une rémunération de clôture de 30 000 € HT est également fixée.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant d'un montant de 21 230 442 € HT dont 729 961 € d'apport en nature et 20 500 481 € HT soit 24 600 577 € TTC de participation pour équipements publics.

9 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Madeleine Champ de Mars à Nantes pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC a été confié, par délibération du conseil municipal de Nantes du 15 décembre 1995 à Nantes Métropole Aménagement. L'échéance de la concession d'aménagement a été prorogée par avenant n°13 au 31 décembre 2022.

L'année 2021 a vu la cession du terrain sis au 14 rue Fouré en vue de la construction d'un programme mixte de commerces, bureaux et logements dont le permis de construire a été accordé le 12 mars 2021. Le chantier est en cours.

L'opération publique est en voie d'achèvement. Il reste cependant une opération sur le site Fleurus composé de deux îlots à aménager, l'îlot ouest (Europcar) et l'îlot est (Magellan), dont le parti d'aménagement et la programmation restent à définir suite à la décision de suspendre le projet d'extension de la Cité des Congrès. Il a été convenu entre les parties que la recomposition de ces îlots soit exclue de la ZAC afin de poursuivre la clôture à date d'échéance.

Il est donc prévu une rétrocession du foncier de ces deux îlots propriété de l'aménageur à échéance de la concession. Si la rétrocession de l'îlot est acquise, celle de l'îlot ouest est conditionnée à la signature d'un protocole d'accord tripartite entre la société exploitant l'enseigne Europcar (Sepamat), le concessionnaire et le concédant fixant les conditions d'occupation temporaire et de libération du site Europcar – Fleurus.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre et intègre une participation du concédant pour équipements publics de 17 345 049 € HT entièrement versée.

10 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement Bottière-Chénaie à Nantes pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC Bottière-Chénaie a été confié, par délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2002 à Nantes Métropole Aménagement. L'avenant n°12 a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2025.

La ZAC propose, sur une superficie de 35ha, un nouveau quartier comprenant déjà 2130 logements livrés (dont 40 % de logements libres, 30 % de logements en accession abordable et 30 % de logements locatifs sociaux), des commerces et des services (10 300 m²), du bureau (4 400 m²) et des équipements publics (une médiathèque, un groupe scolaire avec centre de loisirs, deux crèches et un gymnase) qui se développent sur la route de Sainte-Luce et sur le mail Haroun Tazieff. Un parc de 5 ha agrément le quartier.

En 2021, deux permis de construire emblématiques ont été accordés :

- l'îlot 23, qui représente la troisième tranche du pôle commercial avec des commerces de proximité en rez-de-chaussée sur 1000 m² et 168 logements dont 30 % en locatif et accession sociale.
- l'îlot 14 comprenant un programme de 38 logements en habitat participatif (dont 5 locatifs sociaux et 16 en accession sociale).

Trois îlots restent à réaliser : l'îlot 4 (mixité activités / logements), l'îlot 17B (40 logements dont 30 % en accession sociale) et le l'îlot 14T (comportant environ 28 logements). Enfin, les études se poursuivent pour achever les travaux d'espaces publics aux abords de l'îlot 23, ainsi que les remises d'ouvrages à la collectivité (en 2021 : éclairage public et eau potable avec les trois fontaines).

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation du concédant au titre des équipements publics d'un montant de 4 979 000 € HT entièrement versée.

11 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Bottière Pin Sec à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°3

La mise en œuvre du volet urbain du projet global Bottière Pin Sec a été confiée à Nantes Métropole Aménagement par délibération du 7 décembre 2018. Elle fait suite à une concession de la Ville qui a permis d'enclencher un projet de renouvellement urbain sur ce quartier. L'échéance de l'opération a été fixée au 31 décembre 2030 par avenant n°2.

Ce projet est inscrit dans la convention signée entre l'ANRU et Nantes Métropole.

En 2021, les travaux se sont poursuivis sur le secteur du nouveau cœur de quartier, par la réhabilitation et la démolition partielle du centre commercial, le repositionnement du magasin Centrakor, ouvert en novembre, et l'installation du supermarché du réemploi. Ces travaux préfigurent la construction à venir du programme de 80 logements (dont 66 en accession sociale) et de 5 cellules commerciales ainsi que la première phase des aménagements des espaces publics.

Enfin, les études pré-opérationnelles se sont concrétisées sur les espaces publics sur le secteur Bottière, nourries par la démarche de dialogue citoyen.

Il est nécessaire de rééchelonner la participation du concédant et de prévoir un avenant n°3 à cet effet.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation du concédant pour les équipements publics d'un montant de 16 120 000 € HT soit 19 344 000 € TTC dont 13 440 000 € HT restant à verser.

12 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Erdre Porterie à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°15

La ZAC Erdre-Porterie comprend 5 secteurs du bourg de Saint-Joseph de Porterie pour un total de 57 hectares. L'opération a été concédée à Nantes Métropole Aménagement par la Ville de Nantes en 2003. Son échéance a été portée au 31 décembre 2025 par avenant n°14.

Il est prévu de réaliser 2 600 logements en réponse à la forte demande sur la métropole nantaise en particulier des ménages modestes et des classes moyennes. Le programme comporte 25 % de logements sociaux, 40 % de logements abordables et 35 % de logements libres.

En 2021 des travaux se sont achevés sur :

- le secteur Verger du Launay : square Fourcade, jardin de Barbara ;
- le secteur centre Bourg : commerces Ilôt BO 10 (Intermarché et Biocoop ouverts en octobre).

Les travaux d'espaces publics des secteurs Bourg ouest, Bêle Champ de Tir sud, Bourg Nord, réhabilitation du Bois Hué, travaux provisoires Verger du Launay et définitifs Grange au Loup ont été réalisés, ainsi qu'une partie des aménagements du secteur Verger du Launay et du centre bourg.

En 2022 des études nécessaires à la réalisation d'un équipement pour le marché sont en cours, les travaux du centre Bourg et places de l'Église rues du Bêle et Port La Blanche se poursuivent.

Au regard des travaux d'espaces publics restant à réaliser, il est proposé par avenant n°15 de prolonger l'opération jusqu'au 31 décembre 2027, de revoir le calendrier de versement de la participation financière du concédant et d'ajuster la rémunération opérationnelle de l'aménageur.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2019 est affiché à l'équilibre avec une participation globale de 5 522 037 € HT soit 6 626 444 € TTC dont 1 713 037 € d'apports en nature et 3 809 000 € HT soit 4 570 800 € TTC de participation du concédant au titre des équipements publics à verser en 2027.

13 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Champ de Manœuvre à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°4

La création de la ZAC Champ de Manœuvre et l'attribution du contrat de concession à Nantes Métropole Aménagement ont été approuvées par le conseil métropolitain du 29 juin 2015. L'échéance de la concession est fixée au 31 décembre 2032.

L'aménagement du Champ de Manœuvre doit permettre la réalisation d'un programme prévisionnel de 1 800 logements (25 % de logements sociaux, 30 % de logements abordables et 45 % de logements en accession libre), de nouveaux équipements publics complémentaires au quartier (un groupe scolaire, un multi-accueil et un centre de loisirs) et l'implantation de quelques commerces et services d'hyper proximité.

Le quartier du Champ de Manœuvre est entré en phase opérationnelle en 2019 avec l'aménagement des premiers espaces publics de la tranche 1, phase A. Les aménagements définitifs interviendront en 2021-2022 afin d'accompagner l'ouverture du groupe scolaire à la rentrée 2022.

Ces premiers aménagements marqueront l'entrée du nouveau quartier et assureront le lien avec le bourg de Saint-Joseph-de-Porterie. Les travaux d'aménagement provisoire de l'espace public, phase B, ont été réalisés en 2020-2021 et permettent la desserte des îlots du Bocage.

Les études de conception des îlots se sont poursuivies tout au long de l'année 2021. Le chantier de la nouvelle école est en cours d'achèvement et les premiers programmes de logements, en cours de construction, seront livrés début 2023.

Le programme des équipements publics a été modifié par délibération du 8 octobre 2021 afin de prévoir l'aménagement d'une crèche municipale destinée à accueillir 60 enfants. Aussi, il convient par avenant n°4 à la concession d'en confier la réalisation à l'aménageur et de prévoir la rémunération correspondante.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021, est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant de 7 370 000 € HT, dont 5 770 000 € d'apport en nature et 1 600 000 € HT soit 1 920 000 € TTC de participation pour équipements publics, dont 800 000 € HT restant à verser (400 000 € HT en 2028 et 2029 selon le nouvel échéancier prévu par l'avenant n° 4).

14 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Bas Chantenay à Nantes pour l'exercice 2021

Par délibération du conseil métropolitain en date du 17 octobre 2016, la réalisation du projet urbain du Bas-Chantenay et les études nécessaires à son exécution ont été confiées à Nantes Métropole Aménagement via une concession d'aménagement d'une durée de 18 ans, soit une échéance au 31 décembre 2034. Cette concession couvre un périmètre de 162 hectares, du quai de l'Aiguillon jusqu'à Roche-Maurice.

La création de la ZAC du Bas-Chantenay (d'une surface de 104 hectares) a été approuvée par une délibération du 28 juin 2019. Le programme des équipements publics et le dossier réalisation de la ZAC ont été approuvés par le conseil métropolitain du 13 décembre 2019.

En 2021, on peut retenir :

À l'échelle globale de ce territoire :

- la poursuite des négociations foncières, des études sur la nature des sols et leurs pollutions ;
- la poursuite des études techniques sur les estacades en lien avec le Grand Port Maritime et le complément apporté en suivant aux études d'avant-projet portant sur le secteur Carrière ;
- l'identification des 16 hectares de halles bâties qui sont un entrant et un marqueur de l'identité du projet urbain ;
- la mise en place d'une stratégie environnementale appliquée : au terme d'ateliers environnementaux initiés par le concédant et l'aménageur, un plan d'action de huit grandes cibles environnementales : désimperméabilisation des sols, gestion de l'eau, prise en compte de la trame sombre, limitation des mouvements de terre, mobilité etc a été validé par le comité de pilotage du projet urbain ;
- l'amélioration de l'armature de mobilité : le prolongement de la ligne C20 est programmé dès l'automne 2022 (travaux menés par Nantes Métropole).

De façon détaillée par secteur :

Secteur Carrière Miséry :

- la réalisation des études portant sur un scénario d'absence de déviation de la voirie quai Carrière ;
- le démarrage du projet d'espace public en phase projet (PRO) pour les opérations de la phase II (rue Cholet, Rivière interne au jardin Extraordinaire, abords de la Maison de l'Apiculture) ;
- des analyses techniques sur les estacades, des études de circulation ainsi que les études de programmation dans l'actuel bâtiment CAP 44.

Secteur Usine électrique (Pôle de la filière maritime, nautique et fluviale) :

- la poursuite du développement opérationnel du projet avec la livraison de l'Hôtel d'entreprises (dénommé Le Brick) porté par Nantes Métropole Aménagement sur le secteur de l'Usine électrique.
- les études de potentialités sur la re-fertilisation des sols/ les études de sols, les études de programmation sur la seconde phase de l'usine électrique. La réalisation des espaces publics du secteur Usine électrique est également en phase réalisation.

Secteur Dubigeon :

- les études pour l’implantation du parc de stationnement sur la Cale Dubigeon avec une revisite du dimensionnement aux vues des évolutions du quartier et du contexte ;
- les études de mise au point d’une future opération immobilière et d’un espace public ouvert sur la Loire qui devrait être lancée par l’aménageur courant 2022 ;
- la poursuite des études de restauration de l’estacade de la grue noire, dont le chantier démarrera à l’automne 2022.

Secteur Bois Hardy :

- une poursuite du dialogue citoyen abordant la refonte du projet urbain sur ce secteur a débuté en mai 2021 pour s’achever courant 2022.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s’affiche à l’équilibre avec une participation globale du concédant de 56 094 000 HT (inchangée par rapport à l’année précédente) pour participation liée à la réalisation des équipements publics, auxquels s’ajoutent 2 764 045 € HT d’apport en nature (inchangée également), et 22 220 000 € HT de participation d’équilibre (sans augmentation), ce qui représente au total un montant de 81 078 045 € HT soit 92 296 845 € TTC.

15 – Compte rendu d’activité de la concession d’aménagement Doulon Gohards à Nantes pour l’exercice 2021 – Avenant n°4

L’aménagement de la ZAC Doulon-Gohards a été confié, par délibération du conseil métropolitain du 16 décembre 2016, à Nantes Métropole Aménagement. Le terme de cette concession est fixé au 31 décembre 2034. La ZAC couvre une superficie de 180ha, 100ha de zone naturelle et 80ha à urbaniser. Le programme de l’opération est le suivant :

- 215 000 m² de surface de plancher à construire ;
- 2700 logements à répartir entre 25 % de logement social, 30 % d’accession abordable, 45 % de cession libre, une constructibilité organisée par fragments urbains permettant la mutualisation de services et d’espaces communs ;
- de nouveaux équipements publics, notamment un groupe scolaire programmé pour 2023, un multi-accueil, des équipements sportifs et associatifs, un pôle des arts nomades ;
- 4 fermes urbaines sur environ 8 ha ;
- un pôle commercial et urbain renforcé autour de la place du Vieux Doulon ;
- des cours d’activités qui s’inscriront dans les fragments ;
- des zones humides et un paysage naturel à requalifier en lien avec la Loire à retrouver ;
- des déplacements actifs à développer notamment autour de liaisons cyclables.

L’année 2021 a permis la tenue de l’enquête publique unique regroupant l’enquête préalable à la déclaration d’utilité publique, l’enquête parcellaire et l’enquête relative au dossier d’autorisation environnementale unique au titre de la loi sur l’eau et de la dérogation à l’interdiction d’atteinte aux espèces et habitats protégés conformément à la délibération du conseil métropolitain du 17 juillet 2020. Nantes Métropole Aménagement a poursuivi les acquisitions foncières nécessaires notamment pour l’aménagement des espaces publics et la requalification de la polarité commerciale du Vieux Doulon.

Les travaux de construction de l’école sont en cours. Les études des espaces publics se poursuivent en vue d’accompagner la livraison de l’école en septembre 2023. Les fermes Louëtrie 1&2 et Bois des Anses sont entrées en production avec la livraison des serres.

L’année 2021 a vu le dépôt du premier permis de construire pour la production de 200 logements sur les 380 logements au total du fragment Vallon des Gohards Nord. La consultation pour la seconde phase est lancée.

L’atelier citoyen « Vallon des Gohards Nord » a participé à l’élaboration du projet et rendu son avis. La deuxième édition du forum du projet a permis de donner à voir les avancées au grand public.

L'année 2022 constituera le démarrage opérationnel du projet avec la finalisation de la procédure environnementale et la délivrance de l'arrêté déclarant l'utilité publique de l'opération permettant l'engagement des travaux des espaces publics.

La poursuite des apports en nature, la livraison des fermes de la Louëttrie du Bois des Anses et l'engagement de la ferme de la St Médard, le dépôt du permis de construire du secteur Vallon des Gohards Est (180 logements), et la poursuite du dialogue citoyens se dérouleront en 2022.

Un avenant n°4 ci-annexé est proposé pour confier à l'aménageur la maîtrise d'ouvrage du projet de crèche municipale, multi-accueil de 60 places.

Comme le prévoit l'article R.311-7 du code de l'urbanisme, le conseil municipal de la ville de Nantes a donné son accord, par délibération en date du 18 mars 2022, sur la réalisation de cet équipement communal, dans le cadre de la concession d'aménagement.

Puis, par une délibération du 24 mars 2022, le conseil métropolitain a approuvé le programme des équipements publics de la ZAC, dans lequel figure la réalisation du multi-accueil, lequel sera financé par le versement d'une participation de la ville de Nantes correspondant au coût de l'équipement qui s'élève à 2 165 000 € HT ou 2 598 000 € TTC.

Afin d'assurer cette mission, la rémunération de l'aménageur s'élève à 150 000 € HT forfaitaire et vient augmenter la rémunération initiale.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale de 17 636 066 € HT dont un apport en nature d'un montant de 10 388 362 € et une participation au titre des équipements publics de 6 500 000 € HT soit 7 800 000 € TTC à verser en 2024, 2026 et 2028 et une participation liée à la revalorisation des fermes urbaines de 747 704 € HT soit 897 244,8 € TTC à verser après 2029.

16 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Caserne Mellinet à Nantes pour l'exercice 2021 – Avenant n°3

Lancées en 2010, les études préalables ont débouché sur la proposition de créer 1700 logements (35 % sociaux, 35 % abordables, 30 % libres) ainsi que des équipements et activités économiques pour 21 000 m² de surface de plancher. Une analyse approfondie des bâtiments existants a été menée, portant à la fois sur leur intérêt patrimonial et sur leur capacité d'évolution. En concertation avec la DRAC et l'Architecte des Bâtiments de France, une liste de 20 bâtiments à conserver et reconvertir a été établie. Sur ces bases, un acte de cession du site a été signé en décembre 2014 entre Nantes Métropole, l'Etat et l'AFLA, mobilisant le dispositif de décote en faveur du logement. En contrepartie, la collectivité s'est engagée à réaliser le programme défini (mixité sociale) et à respecter le calendrier prévisionnel de l'opération.

Le dossier de création de ZAC et la concession d'aménagement à Nantes Métropole Aménagement ont été approuvés par le conseil métropolitain du 16 décembre 2016. L'échéance contractuelle est fixée au 31 décembre 2030.

L'année 2021 a été marquée par :

- la viabilisation provisoire de la caserne au Sud et la livraison de la première tranche du parc Hannah Philipp ;
- la poursuite des travaux de construction de l'école ;
- la poursuite du dialogue citoyen via Retrostock 3 et l'inauguration de la maison du projet ;
- l'organisation d'ateliers de concertation autour du réaménagement de la place du 51ème régiment d'artillerie ;
- la poursuite des études pour créer une friche artistique et culturelle dans le bâtiment de casernement n°63 ;
- le démarrage du Hameau Mellinet avec le lancement d'une consultation pour 4 îlots regroupant 250 logements sociaux, abordables et libres, et une pension de famille gérée par ADOMA (dossier de permis de construire déposé en décembre 2021) ;
- le lancement des consultations pour les îlots 09A (logements libres et cabinet médical) et 09B (EHPAD porté par Harmonie habitat – transfert de l'EHPAD Richebourg) ;

- le dépôt de permis de construire en vue de réhabiliter le bâtiment B19 et le transformer en hôtel d'entreprises ;
- l'instruction des permis de construire pour finaliser la construction du Hameau Chapus ;
- la poursuite des études de programmation pour implanter des ateliers d'artisans d'art sur le site des écuries avec un dépôt de permis de construire en août 2021 ;
- la décision par Nantes Métropole d'implanter un centre d'hébergement de 50 studios sur l'îlot 19B destiné aux grands précaires.

En 2022, il est notamment prévu :

- l'ouverture de l'école à la rentrée 2022 (3 classes sur 16, centre de loisirs et équipement sportif) ;
- la poursuite du dialogue citoyen via Retrostock 4 ;
- le démarrage des travaux de la place du 51ème régiment d'artilleri ;
- la validation du programme de friche artistique et culturelle
- le démarrage des travaux des îlots 4B et 2D pour achever le hameau Chappus ;
- le démarrage des travaux sur le Hameau Mellinet ;
- la finalisation des consultations pour les îlots 09A (logements libres et cabinet médical) et 09B (EHPAD porté par Harmonie habitat – transfert EHPAD Richebourg) ;
- la livraison du bâtiment B19 ;
- l'attribution du permis de construire sur le site des écuries ;
- la finalisation de la consultation et le dépôt de permis de construire (octobre 2022) du centre d'hébergement destiné aux grands précaires.

L'avenant n°3 ci-annexé est proposé pour lisser dans le temps la rémunération relative au suivi de la réhabilitation et l'aménagement des bâtiments 19 (hôtel d'entreprises), 38 (cour artisanale) et des anciennes écuries (ateliers d'artistes).

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant d'un montant de 2 163 385 € HT dont 386 385 € HT à verser en 2023 et 1 137 000 € HT à verser en 2024.

17 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Pirmil Les Isles à Nantes et Rezé pour l'exercice 2021 – Avenant n°1

L'aménagement de la ZAC Pirmil Les Isles a été confié à Nantes Métropole Aménagement dans le cadre d'une concession d'aménagement approuvée par délibération du conseil métropolitain en date du 22 juin 2018. Son échéance est fixée au 31 décembre 2037.

À travers cette opération intercommunale de renouvellement urbain, centrée sur les secteurs de Pirmil à Nantes et de Basse îles à Rezé, Nantes Métropole intègre la berge Sud de la Loire face à l'île de Nantes dans la dynamique de la centralité métropolitaine, en respectant les identités propres à chaque quartier, et avance sur la fabrique de la ville en transition environnementale. Il s'agit d'aménager des quartiers de bord de Loire agréables et vivants tout en agissant significativement contre le réchauffement climatique, avec le même niveau d'exigence pour l'accessibilité sociale à tous les ménages et pour la sobriété carbone.

Pour réussir cette double ambition, les études de conception opérationnelle intègrent un travail fin de sourçage et d'association des filières de l'aménagement et de la construction pour favoriser des processus innovants dans la prise en compte des enjeux environnementaux, sociaux et économiques, une concertation orientée sur l'anticipation des usages et des modes de vie dans les futurs quartiers, et la réalisation sur le secteur rezéen de Basse île de deux jardins "test" des solutions de sols, de paysages et d'usages pour fiabiliser la conception du quartier. L'année 2021 a été consacrée à ces études opérationnelles, à la livraison à l'été 2021 du premier jardin test sur le site "Transfert", à la préparation du second jardin test sur le site de la cale Aubin pour l'été 2022, et également à la coordination des études avec le projet de nouvelles liaisons de transport collectif sur le boulevard Victor Schœlcher.

L'avenant n°1 est proposé à l'approbation du conseil métropolitain. Il porte sur l'apport en nature en 2022 de 4 lots de la copropriété du centre commercial sis au 31 rue Esnault des Châtelets, correspondant à l'ancien restaurant Le Ripaillon, afin de préparer une occupation temporaire, et sur la modification du calendrier de versement de la participation financière aux équipements publics.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation financière du concédant pour remise d'équipements publics de 50 000 000 € HT soit 60 000 000 € TTC restant à verser à laquelle s'ajoute un apport foncier en nature estimé à 7 949 000 €.

18 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Place des Dervallières et ses abords pour l'exercice 2021

La concession d'aménagement Place des Dervallières et ses abords a été confiée à Nantes Métropole Aménagement par délibération du conseil du 28 juin 2019 pour une durée de 11 ans, soit jusqu'au 31 décembre 2030.

Les objectifs de l'opération à mener sont : la requalification des espaces publics, la restructuration de l'offre commerciale et des équipements, la réhabilitation du parc social, et la diversification de l'habitat.

Le programme prévisionnel de l'opération prévoit :

- la création d'environ 50 logements ;
- la requalification des espaces verts d'accompagnement des espaces publics ;
- la requalification des rues et espaces publics d'une superficie de 5000 m² environ ;
- la construction de 1500 m² de surface plancher (services, activités, commerces et équipements).

L'année 2021 a été consacrée à la finalisation du schéma directeur précisant les différentes programmations habitat et espace public. Les premiers ateliers visant une appropriation du projet par les habitants et acteurs du quartier se sont tenus à l'automne.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2019 est affiché à l'équilibre avec une participation du concédant sur la période 2019-2030, de 2 315 000 € HT, soit 2 778 000 € TTC.

19 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement La Jalière – Grand Val à Orvault pour l'exercice 2021

La ZAC de la Jalière a été créée par délibération du conseil communautaire du 15 octobre 2004 et son aménagement confié à Nantes Métropole Aménagement par convention d'aménagement dont l'échéance a été fixée au 31 décembre 2025 par avenant n°6.

Le programme prévisionnel comprend la réalisation d'un établissement pénitentiaire pour mineurs sur environ 2 ha réalisé en 2007 ainsi qu'un ensemble de constructions à usage tertiaire d'une capacité initiale de 20 000 m² de surface de plancher réduite à 13 500 m² pour prendre en compte les fortes contraintes environnementales et réglementaires.

L'occupation d'une partie du site par les roms impacte l'avancement opérationnel du projet et la commercialisation. Des arbitrages sont attendus courant 2022 pour préciser les modalités de poursuite de la ZAC.

En 2021 ont été engagés les diagnostics environnementaux et l'actualisation du plan de composition. Ils permettront d'asseoir un programme de travaux complémentaires (viabilisation des îlots, modification des ouvrages de gestion des eaux pluviales, finition des espaces publics, cheminements piétons-cycles, qui seront réalisés en fonction de la commercialisation et de la libération des terrains occupés) et d'actualiser les dossiers d'autorisation environnementale.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre sans participation du concédant.

20 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement du Vallon des Garettes à Orvault pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC Vallon des Garettes a été confié, après délibération du conseil municipal d'Orvault en date du 2 octobre 2006, à Nantes Métropole Aménagement. Le terme de cette concession a été reporté au 31 décembre 2025 par avenant n°8.

La ZAC, d'une superficie de 57 hectares dont 33 hectares constructibles, est destinée à accueillir de l'habitat à hauteur de 890 logements environ, des commerces et des espaces verts (7 ha).

La ZAC du Vallon des Garettes intègre le marqueur de la transition écologique : tous les logements de la tranche 1 atteignent le niveau BBC (RT 2005). Les logements collectifs de la tranche 2 atteignent le niveau effinergie+ ou passiv Haus et les logements de la tranche 3 sont construits dans une démarche Bas carbone prévoyant la future réglementation E+C. Il a été réalisé un suivi de la biodiversité et une mission de Solution Recyclage pour les déchets des terrains à bâtir de la tranche 3.

En 2021, le dernier lot F7 a été vendu, les travaux de construction se poursuivent sur la tranche 3, tandis que les travaux d'espaces publics sur le chemin du vieux manoir et d'entretien des terrains du secteur Mouchaume pourront s'engager courant 2022.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2020 est affiché à l'équilibre incluant une participation de la ville d'Orvault de 2 195 310 € intégralement constituée d'apports en nature et sans participation de Nantes Métropole.

21 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement Le Landas à Saint-Jean de Boiseau pour l'exercice 2021

Le lotissement communal du Landas à Saint-Jean-de-Boiseau a été créé en 1996 sur une emprise de l'ordre de 14 ha et se développe le long de la RD 723 (liaison Nantes – Paimbœuf). Sa vocation est essentiellement tournée vers l'accueil d'activités artisanales et d'intérêt local.

La commercialisation des terrains, préalablement conduite par la commune de Saint-Jean-de-Boiseau a été confiée par Nantes Métropole à Nantes Métropole Aménagement qui assure le développement du site dans le cadre d'une convention publique d'aménagement en date du 25 juin 2003. L'échéance de la convention a été fixée au 31 décembre 2023 par avenant n°8.

En 2021, un compromis de vente pour le lot d'entrée (7 565 m²) a été signé avec Presqu'île Investissement au prix de 189 125 € HT pour la réalisation d'un village artisanal.

La remise des ouvrages de surface a été réalisée et l'aménageur doit transmettre les dossiers des ouvrages exécutés et plans de recolement pour clôturer les remises des ouvrages relatifs aux eaux pluviales (bassin d'orage et noues).

Concernant la poursuite de la commercialisation des emprises cessibles impactées par la présence de zones humides, il conviendra de procéder en 2022 aux arbitrages sur la poursuite de la démarche éviter-réduire-compenser (ERC) et d'anticiper les impacts sur le bilan de l'opération.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est de 3 444 259 € intégrant une participation financière de Nantes Métropole de 1 439 898 € HT dont 317 073 € d'apports en nature et une participation au titre des équipements publics d'un montant de 805 753 € HT dont 480 000 € HT soit 576 000 € TTC restant à verser en 2023.

M^{me} la Présidente : « Délibération 52, je précise que Delphine Bonamy, Anthony Descloziers, Jocelyn Bureau, Bassem Asseh, Michel Lucas, Pascal Pras, Marie-Annick Benâtre, Mahel Coppey, Pierre Quénéa, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Christelle Scuotto-Calvez, Laure Beslier, Christine Guerriau, Thomas Quéro, François Vouzellaud et Vincent Boileau ne prendront pas part ni au débat ni au vote. Je donne la parole à Pascal Bolo. »

M. Bolo : « On est à la 52 ou à la 53 ? 52, c'est la même chose que la 51, sauf que c'est pour les opérations menées par Nantes Métropole Aménagement. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve les comptes rendus annuels d'activité qui lui ont été soumis au titre de l'année 2021, en application de l'article L 300-5 II 3° du code de l'urbanisme, par la Société Publique Locale (SPL) Nantes Métropole Aménagement, concessionnaire des opérations d'aménagement suivantes :

- Les Ormeaux à Bouaye ;
- Les Courtils à Brains ;
- La Gaudinière à La Montagne ;
- La Bréhannerie 2 au Pellerin ;
- Les Vignes aux Sorinières ;
- Chantrerie à Nantes
- Malakoff Centre à Nantes ;
- Malakoff Pré-Gauchet à Nantes ;
- Madeleine Champs de Mars à Nantes ;
- Bottière-Chénaie à Nantes ;
- Bottière Pin Sec à Nantes
- Erdre Porterie à Nantes ;
- Champ de Manœuvre à Nantes ;
- Bas Chantenay à Nantes ;
- Doulon Gohards à Nantes ;
- Caserne Mellinet à Nantes ;
- Pirmil à Nantes et Rezé ;
- Place des Dervallières et ses abords à Nantes ;
- La Jalière à Orvault ;
- Vallon des Garettes à Orvault ;
- Le Landas à Saint-Jean de Boiseau ;

2 – approuve les avenants ci-annexés, aux concessions ou conventions publiques d'aménagement des opérations suivantes portées par la Société Publique Locale (SPL) Nantes Métropole Aménagement, :

- Les Ormeaux à Bouaye – Avenant n°10 ;
- Les Vignes aux Sorinières – Avenant n°7
- Chantrerie à Nantes – Avenant n°18 ;
- Malakoff Pré-Gauchet à Nantes – Avenant n°17 ;
- Bottière Pin-Sec – Avenant n°3 ;
- Erdre Porterie à Nantes – Avenant n°15 ;
- Champ de Manœuvre – Avenant n°4 ;
- Doulon Gohards à Nantes – Avenant n°4 ;
- Caserne Mellinet à Nantes – Avenant n°3 ;
- Pirmil Les isles à Nantes et Rezé – Avenant n°1 ;

3 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de :

Delphine Bonamy, Anthony Descloziers, Jocelyn Bureau, Basseem Asseh, Michel Lucas, Pascal Pras, Marie-Annick Benâtre, Mahel Coppey, Pierre Quénéa, Sandra Impériale, Jean-Claude Lemasson, Christelle Scuotto-Calvez, Laure Beslier, Christine Guerriau, Thomas Quero, François Vouzellaud, Vincent Boileau

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

53 - Opérations d'aménagement et d'habitat – Compte rendus d'activités 2021 de Loire Océan Développement – Avenants aux concessions d'aménagement – Approbation

Exposé

Conformément à l'article L300-5 du Code de l'urbanisme, il revient au conseil métropolitain d'adopter, en qualité d'organe délibérant de l'autorité concédante, les comptes rendus annuels d'activité au titre de l'année 2021 relatifs aux différentes opérations d'habitat et d'activités économiques créées ou transférées et poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d'aménagement ou de concession d'aménagement et à cette occasion de faire le point sur les actions en cours en 2022.

Dans le cadre de la poursuite des opérations, il convient de modifier certaines concessions d'aménagement tel que précisé ci-après.

1 - Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Croix Rouge Moulin Cassé à Bouguenais et Saint Aignan de Grand Lieu pour l'exercice 2021 - Avenant n°12

La ZAC multi-sites Moulin Cassé - Croix Rouge, implantée sur les communes de Bouguenais et Saint-Aignan de Grand Lieu a été créée en octobre 2007 et a fait l'objet d'une concession d'aménagement conclue avec Loire Océan Développement le 9 février 2009. Par avenant n°11, l'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2027.

Cette opération d'aménagement de 64 hectares, participe à la constitution du Pôle Industriel d'Innovation Jules Verne (PIIJV), destiné à faire émerger l'industrie du futur, en réunissant les différents acteurs (industrie, recherche, formation).

En 2021, sur le site de Nautilus (Croix Rouge), les travaux de trois bâtiments ont démarré : le CEA TECH, le Centre d'Innovation et de Développement (CID) Daher, ainsi que le siège de l'Institut de Recherche Technologique (IRT) Jules Verne ; leurs livraisons étant prévues à partir du 3ème trimestre 2022. Sur le secteur de Moulin Cassé, l'entreprise Baudiment Technology (climatisation de précision, gestion de l'air et des hygrométries) s'est implantée. Enfin l'entreprise Garros Energie, spécialiste en automatismes industriels a déposé un permis de construire sur une parcelle de 3 7791 m² ; la livraison du bâtiment est prévue pour la fin 2022.

Par avenant n°11 du 31 décembre 2020, il avait été acté une avance de trésorerie de 524 400 €, versée en 2021 et à rembourser en 2025. Le plan de trésorerie prévisionnel issu du compte rendu annuel à la collectivité (CRACL) au 31 décembre 2021 fait apparaître de nouveau une insuffisance provisoire de trésorerie liée à un décalage de cessions. Aussi, une avance de trésorerie d'un montant de 500 000 € est nécessaire. Pour ce faire, compte tenu des bons résultats de l'opération, il est proposé d'annuler la globalité de la participation de 500 000 € HT pour remise d'ouvrage versée en 2011 (200 000 € HT) et 2012 (300 000 €), pour la transformer en avance de trésorerie à verser en 2022, remboursable en 2026 et 2027.

L'avance fait l'objet d'une convention spécifique conclue entre Nantes Métropole et l'aménageur ci-annexée.

De plus, le bilan financier présente un résultat excédentaire désormais sécurisé, d'un montant total de 2 000 000 € HT. Il est proposé le versement, à Nantes Métropole, échelonné d'un acompte sur boni, soit 1 500 000 € HT en 2026 et 500 000 € HT en 2027.

Ces différents points font l'objet de l'avenant n°12 ci-annexé.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est présenté à l'équilibre avec une avance de trésorerie de 1 024 400 €, la totalité remboursée en 2025, et un excédent de 2 000 000 €.

2 - Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement du Verger à Carquefou pour l'exercice 2021 – Avenant n° 3

L'aménagement de la ZAC du Verger a été confié, suite à une délibération du Conseil Communautaire en date du 11 février 2011, à Loire Océan Développement (LOD), pour une durée initiale de 10 ans, prolongée de 2 ans par avenant n°2 au traité de concession en date du 17 décembre 2020.

Cette ZAC, d'une superficie de 4,6 hectares, doit accueillir environ 160 logements de formes et typologies diversifiées ainsi qu'environ 1500 m² de surfaces de plancher d'activités tertiaires.

Au regard de l'avancement des opérations immobilières (îlots 2 et 3, lots libres), les espaces publics de la partie Nord de la ZAC ont été finalisés en 2020, l'année 2021 ayant été consacrée – pour cette partie – à l'engagement de la procédure de remise d'ouvrages. Concernant la partie Sud, l'année 2021 a vu la livraison des îlots 6 et 7 (17 logements) ainsi que l'engagement des travaux définitifs d'aménagement des espaces publics. L'année 2022 sera l'occasion de la mise en chantier de l'îlot 5 (26 logements), de la réception des espaces publics et de la poursuite de la remise d'ouvrages.

Réalisé dans le cadre de la démarche "Éviter, Réduire, Compenser" (ERC), l'aménagement de la zone nécessitera par ailleurs l'engagement d'actions correctives ou substitutives de compensation, permettant l'atteinte des objectifs écologiques définis lors de sa conception. Compte tenu de ces éléments et du calendrier opérationnel de l'îlot 5, il est proposé – par avenant n°3 – de proroger de deux ans la durée de la concession, jusqu'au 31 décembre 2025, et d'ajuster en conséquence la rémunération de l'aménageur.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre sans participation du concédant.

3 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Les Hauts de Couëron 3 à Couëron pour l'exercice 2021

La ZAC des Hauts de Couëron 3 a été créée par le conseil communautaire du 21 avril 2006, pour permettre l'implantation de PME-PMI et d'activités logistiques sur les quatre secteurs composant le périmètre (75 ha dont 49 ha cessibles). Son aménagement a été confié à la SEM Loire Océan Développement par concession du 15/04/2005. L'échéance de la concession a été fixée au 31 décembre 2023, par avenant n°8.

En 2021, l'ensemble des travaux d'espace public (voirie, réseaux, espaces verts) ont été achevés sur le périmètre de l'opération et les procédures de remises d'ouvrages et rétrocessions foncières sont en cours sur chacun des secteurs.

En ce qui concerne la commercialisation, une cession a eu lieu en 2021 sur le secteur Nord Ouest pour une recette d'un montant de 318 089 € HT.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre.

4 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement Ouest Centre Ville à Couëron pour l'exercice 2021

Cette opération résidentielle de 70 hectares dont 8 hectares d'espaces verts et 56 hectares à urbaniser, en extension du bourg et à proximité du marais Audubon, a été créée le 30 mars 2005 par la commune de Couëron et son aménagement confié à Loire Océan Développement pour une durée de 12 ans. La durée de la convention d'aménagement a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2027 par avenant n°6.

Cette opération se développe en 7 phases dont 6 pour lesquelles les 1389 logements sont réalisés et doit accueillir à terme environ 1750 logements.

L'année 2021 a vu la livraison des espaces publics du secteur Bel Air ainsi que la cession d'un programme de logements abordable.

La commercialisation de la phase 4 est prévue en 2022 pour laquelle 432 logements sont à construire. Les remises d'ouvrages des phases 3 et 4 (Bel Air et tranche ferme) seront également à réaliser.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation pour équipements publics du concédant de 1 200 000 € HT soit 1 440 000 € TTC dont 400 000 € HT à verser en 2022.

5 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement Métairie à Couëron pour l'exercice 2021

Cette opération résidentielle en extension du bourg de la Chabossière à proximité du lac de Beaulieu a été créée le 30 mars 2005 par la commune de Couëron et confiée à Loire Océan Développement pour une durée de 12 ans. En 2021, la durée de la convention a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2024 par avenant n°6.

Cette opération se développe en 4 phases. Les phases 1, 2 et 3 sont entièrement livrées. Depuis fin 2021, la phase 4 est habitée à 80 % avec la livraison des îlots 9 et 11 (Atlantique Habitation) intervenue au premier semestre. In fine l'opération doit accueillir 620 logements dont 34 % de logements locatifs sociaux (dont la résidence sociale des seniors) et 20 % en accession abordable.

Il reste deux îlots majeurs en cours de construction au sein de la phase 4 : la résidence senior (îlot 12) portée par Habitat 44 qui devrait ouvrir ses portes mi 2023 et les 65 logements d'Aiguillon Construction mi 2022. À noter que ce programme intègre en rez de chaussée des locaux dédiés à des praticiens de santé. La quasi totalité des cellules ont été réservées durant l'année 2021 afin d'accueillir une offre de soins variée (podologues, kinés, ostéopathe et infirmières) en proximité immédiate de la future résidence senior. À leur mise en service fin 2022, il est convenu d'observer le fonctionnement de l'offre de stationnement patientèle, afin d'évaluer si celle-ci doit éventuellement être renforcée fin 2023 – début 2024 sur l'avenue du Chevalier de Beaulieu.

En 2021, la procédure de remise d'ouvrage des équipements publics s'est poursuivie. Des travaux correctifs ont été réalisés sur les phases 1, 2 et 3. La rétrocessions d'espaces publics des phases 1, 2 et rue de la Salle devraient être approuvées au premier semestre 2022. Les travaux de viabilisation phase 4 sont achevés (excepté au droit des derniers chantiers en cours) et l'espace paysager central de la phase 4 est ouvert au public depuis 2019.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 affiche un résultat cumulé prévisionnel excédentaire de 1 504 843 € soit un écart positif de 4 843 € par rapport à fin 2020. Une première avance sur excédent de 400 000 € a été versée en 2019 à Nantes Métropole, une seconde de 800 000 € en 2021 conformément à l'avenant n° 5.

6 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement Rives de Loire à Couëron pour l'exercice 2021

La ZAC des Rives-de-Loire a été créée par délibération du conseil municipal de Couëron en date du 15 décembre 2003. L'aménagement de la ZAC des Rives de Loire a été confié, lors du même conseil municipal, à la société d'aménagement Loire Océan Développement (LOD) via une convention publique d'aménagement signée le 8 janvier 2004 pour une durée de 8 ans. La convention a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2029 par avenant n°11.

La ZAC d'une superficie de 8ha dont 2,4ha urbanisables, est destinée à accueillir essentiellement de l'habitat sur une surface de plancher à développer de l'ordre de 20 000 m², permettant la construction d'environ 300 logements. Leur répartition reste à définir dans les études à mener au regard des nouveaux enjeux du mandat.

Le bilan actualisé de l'opération au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation globale du concédant d'un montant de 5 195 069 € dont 324 800 € d'apport foncier en nature, 2 542 419 € nets de taxes de participation dont 300 000 € restant à verser en 2022 et 2 327 850 € HT soit 2 793 420 € TTC de participations au titre des équipements publics dont 127 850 € TTC restant à verser.

7 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement La Brosse / Océane Nord aux Sorinières pour l'exercice 2021

La ZAC de la Brosse a été créée par délibération du conseil communautaire du 15 avril 2005 et son aménagement confié à LOD par convention publique d'aménagement conclue le 12 novembre 2004. L'échéance de cette convention a été prorogée au 31 décembre 2027 par avenant n°10.

La ZAC couvre un territoire s'étendant du périphérique sud au secteur de la petite Meilleraie, d'environ 165 ha dont 85 cessibles et réparti entre différents pôles d'activités : automobile, agro-alimentaire en lien avec le MIN, artisanales.

Sur les 3 secteurs Ouest, PME-PMI artisanal et Pôle auto-Malnoue, l'ensemble des travaux de viabilisation et d'aménagement de l'espace public sont terminés, avec des remises d'ouvrages en cours (terminés pour le secteur ouest).

La commercialisation se poursuit (60 % des lots vendus), avec 26 lots restant à commercialiser sur l'ensemble des 3 secteurs.

Les études relatives aux travaux de prolongation du boulevard de Vinci, y compris les travaux de compensation des zones humides se poursuivent.

Suite aux études réalisées pour le contournement des Sorinières, le projet nécessite un complément d'études afin de valider le passage de ce contournement. Le versement du complément de la participation pour le contournement a été fixé en 2024 et 2025, il est proposé de décaler par avenant n°12 le versement du solde de la participation en 2027.

Le bilan de la concession actualisé au 31 décembre 2021 s'affiche à l'équilibre avec une participation au titre des équipements publics d'un montant de 4 820 000 € HT soit 5 784 000 € TTC dont un solde de 720 000 € HT soit 864 000 € TTC restant à verser en 2027.

8 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Le Taillis / Océane Sud aux Sorinières pour l'exercice 2021

La ZAC Le Taillis / Océane Sud, complémentaire à la ZAC La Brosse / Océane Nord a été créée par délibération du conseil communautaire du 21 avril 2006 et son aménagement confié à Loire Océan Développement. Elle visait à constituer une offre économique structurante entre le périphérique sud et l'échangeur du Taillis. La concession est échue depuis le 30 juin 2021.

Les rétrocessions sont achevées, les ouvrages remis au concédant et à la ville.

Le bilan actualisé au 30 juin 2021 affiche un déficit de 9 886 € HT soit 11 863,20 € TTC.

9 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement la Jaguère à Rezé pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC de la Jaguère à Rezé a été confié par délibération du conseil municipal de Rezé du 25 janvier 2008, à Loire Océan Développement pour une durée de 9 ans. Le terme de cette concession a été reporté au 31 décembre 2026 par avenant n° 7.

Sur une superficie de 17 hectares, elle est principalement destinée à accueillir de l'habitat (environ 860 logements diversifiés). Son plan d'aménagement s'organise autour de 2 voiries principales nord-sud et est-ouest et des cheminements piétons végétalisés en continuité du parc paysager créé le long de la Jaguère jusqu'au quartier de la Houssais.

En 2021, les travaux des jardins familiaux (tranche 1) ont été finalisés et la remise d'ouvrage auprès de la ville est effectuée. Les travaux de viabilisation de la rue Willy Brandt et des voiries secondaires de la tranche 2 sont finalisés. Les travaux revêtements définitifs et giratoire de Willy Brandt ainsi que les finitions des voiries secondaires seront réalisés courant 2022.

Concernant la commercialisation de la tranche 2, les îlots 6 et 12 ont été livrés en 2021 et les logements restants seront livrés en 2022.

En 2021, les remises d'ouvrages sont en cours sur la tranche 1 et devront être finalisées en 2022.

En 2022, la tranche 3 doit être engagée suite à la validation des élus municipaux. Une mise à jour de l'avant-projet sera réalisée afin de consolider la programmation de cette tranche. Les études seront également engagées pour la réalisation du site n°2 pour les jardins familiaux (tranche 2).

Le bilan de l'opération au 31 décembre 2021 affiché à l'équilibre avec une participation sous forme d'apport en nature d'un montant de 788 212 € HT.

10 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Ar Mor à Saint-Herblain pour l'exercice 2021 – Avenant n°13 à la concession

La ZAC d'Ar Mor Zénith a été créée par délibération du conseil communautaire du 15 avril 2005 et son aménagement confié à Loire Océan Développement. L'échéance de la concession a été fixée par avenant n°12 au 31 décembre 2022.

Le programme global prévisionnel comprend un ensemble de constructions à usage tertiaire et de services de l'ordre de 100 000 m² de surface de plancher décomposé en 5 îlots en accompagnement de l'implantation du Zénith de Nantes Métropole.

En 2021, les bâtiments Novawest sur l'îlot 5 ont été livrés, deux secteurs sont en cours de commercialisation sur les îlots 3 et 4.5. Les constructions de l'îlot 1 (Toléfi) restent à réaliser.

Deux cessions ont été faites pour un montant de 41 165 €.

Les procédures de remise d'ouvrages et de rétrocessions foncières sont en cours de finalisation sur l'ensemble des secteurs.

Afin de finaliser les remises d'ouvrages et rétrocessions foncières, il est proposé de proroger la concession jusqu'au 31/12/2023.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre.

11 – Compte rendu d'activité de la convention d'aménagement Centre Industriel à Saint-Herblain pour l'exercice 2021

Par concession en date du 3 avril 1995, la Ville de Saint-Herblain a confié à Loire Océan Développement l'aménagement du Centre industriel, d'une superficie de 200 ha, afin de le recomposer en convertissant les friches industrielles. Outre la réalisation des travaux de voirie et réseaux divers, le concessionnaire a acquis, gère et entretient les bâtiments dont la maîtrise est nécessaire pour l'opération.

La concession d'aménagement du Centre industriel comprend deux opérations : le bâtiment Goiot et le bâtiment Bio-Ouest.

S'agissant du bâtiment Goiot, la vente a été réalisée en novembre 2019 à la SCI Atimmo dont Goiot est locataire pour un montant de 1 800 000 €. La vente du bâtiment Métallerie réalisée en septembre 2021 a permis de rembourser la dette dans sa totalité par anticipation. La sous-opération est désormais close depuis fin 2021.

Sur l'immeuble Bio Ouest, le départ d'une entreprise en juillet 2021 est compensé en 2022 par le développement d'une entreprise locataire et l'arrivée d'une de ses filiales.

La situation financière globale s'est améliorée avec la cession du site GOIOT et l'apurement définitif de sa dette. La trésorerie de l'opération est excédentaire de 857 067 €. Les investissements prévus sur 2022 concernant le changement du groupe froid et de la Centrale de Traitement d'Air ne nécessitent pas de recourir à un financement bancaire.

12 – Compte rendu d'activité de la convention publique d'aménagement La Pelousière à Saint-Herblain pour l'exercice 2021

L'aménagement de la ZAC de la Pelousière a été confié, après délibération du conseil municipal de Saint-Herblain en date du 2 octobre 2003, à Loire Océan Développement pour une durée de 12 ans. La concession a été prorogée jusqu'au 31 décembre 2022, par avenant n°8.

Elle couvre une vingtaine d'hectares. Principalement dédié à l'habitat, le quartier de la Pelousière accueille un groupe scolaire, une salle associative et environ 750 logements composés de logements collectifs, de maisons individuelles groupées et de terrains à bâtir. La programmation de la ZAC repose sur l'intégration d'une mixité sociale avec 25 % de logements sociaux et 25 % de logements abordables sur la programmation globale. L'ensemble des programmes est désormais livré.

Les derniers travaux de reprise sont réalisés et les remises d'ouvrages sont en cours de finalisation.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021, est affiché à l'équilibre avec une participation du concédant pour équipements publics de 403 650 € HT soit 484 380 € TTC entièrement versée.

13 – Compte rendu d'activité de la concession d'aménagement Deux Ruisseaux à Thouaré sur Loire pour l'exercice 2019 – Avenant n°5

La zone d'aménagement concerté des Deux Ruisseaux a été créée par délibération du Conseil Municipal de Thouaré-sur-Loire en date du 28 novembre 2005. Par suite d'une nouvelle délibération, en date du 6 mars 2006, la Ville a, par un traité de concession du 4 avril 2006, confié l'aménagement de cette ZAC au groupe Brémond, qui a ensuite créé une structure dédiée à l'opération, la SARL Les Deux Ruisseaux.

Suite au transfert de la compétence ZAC habitat à Nantes Métropole, le Conseil communautaire – en sa séance du 11 avril 2011 – a approuvé l'acquisition de cette SARL par Loire Océan Développement (LOD) et, dans le cadre d'une transmission universelle de patrimoine, acté le transfert du traité de concession d'aménagement à son profit. L'échéance de la concession a été fixée, par avenant n°3, au 31 décembre 2033.

Les deux premières tranches opérationnelles ont permis la réalisation de 400 logements, la 1ère tranche, initiée par le groupe Brémond, étant définitivement achevée. Concernant la seconde tranche, les derniers travaux d'espaces verts ont été réalisés dans le courant de l'année 2021, la procédure de remise d'ouvrages pourra donc être initiée en 2022.

L'année 2020 a par ailleurs permis de retenir une nouvelle équipe de maîtrise d'œuvre en vue de la poursuite des études opérationnelles pour les tranches restant à réaliser (secteurs Jaunais, Ruisseau et Vallon). Dans le cadre d'une concertation citoyenne qui se poursuivra en 2022, l'année 2021 a vu l'engagement, sur ces secteurs, des études environnementales et de conception d'un plan-guide et ont permis de définir, notamment au regard de l'importance des zones d'intérêt écologique identifiées, un parti d'aménagement et des périmètres urbanisables adaptés, préalables à la refonte successive des dossiers de création et de réalisation de la ZAC.

Le nouveau calendrier opérationnel consécutif à la reprise des études sur les secteurs non aménagés nécessite, au regard de la trésorerie prévisionnelle de l'opération, le décalage de l'échéancier de remboursement de l'avance perçue en 2019. Cette modification nécessite un avenant n°5 au traité de concession et un avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie validée par délibération du 28 juin 2019.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 est affiché à l'équilibre avec une participation totale du concédant à hauteur de 3 543 000 € H.T., se décomposant en 288 000 € d'apport foncier en nature et 3 255 000 € H.T., soit 3 906 000 € T.T.C., de participation contre remise d'ouvrages.

M^{me} la Présidente : « Délibération 53 je précise que ne prennent pas part au vote Anthony Descloziers, Pascal Pras, Jocelyn Bureau, Marie-Annick Benâtre, Delphine Bonamy, Bassem Asseh et François Vouzellaud. Pascal Bolo a la parole. »

M. Bolo : « Eh bien oui, c'est la même chose mais pour les opérations conduites par Loire Océan Développement, avec quelques avenants aux concessions d'aménagement également. »

Le Conseil délibère et, à l'unanimité

1 – approuve le compte rendu annuel d'activité qui lui a été soumis au titre de l'année 2019, en application de l'article L 300-5 II 3° du code de l'urbanisme, par la SEM Loire Océan Développement concessionnaire des opérations d'aménagement suivantes :

- Croix Rouge – Moulin Cassé à Bouguenais et Saint-Aignan de Grand Lieu ;
- Le Verger à Carquefou ;
- Hauts de Couëron à Couëron ;
- Ouest Centre-Ville à Couëron ;
- La Métairie à Couëron ;
- Rives de Loire à Couëron ;
- Océane Nord aux Sorinières ;
- Le Taillis – Océane Sud aux Sorinières ;
- La Jaguère à Rezé ;
- Ar Mor Saint-Herblain ;
- Centre industriel Saint-Herblain ;
- La Pelousière à Saint-Herblain ;
- Deux Ruisseaux à Thouaré sur Loire ;

2 – approuve les avenants ci-annexés, aux concessions d'aménagement des opérations suivantes portées par la SEM Loire Océan Développement :

- Croix Rouge – Moulin Cassé – Avenant n°12 ;
- Le Verger – Avenant n°3 ;
- La Brosse – Avenant n°12 ;
- Projet de renouvellement urbain Bellevue à Saint-Herblain – Avenant n°9 ;
- Ar Mor à Saint-Herblain – Avenant n°13 ;
- Deux Ruisseaux – Avenant n°5 ;

3 – approuve l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie à l'opération Croix Rouge Moulin Cassé à Bouguenais et Saint Aignan de Grand Lieu ;

4 – approuve l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie à l'opération Deux Ruisseaux à Thouaré sur Loire ;

5 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Non participation au vote de :

Anthony Descloziers, Pascal Pras, Jocelyn Bureau, Marie-Annick Benâtre, Delphine Bonamy, Bassem Asseh, François Vouzellaud

Délibération

Conseil métropolitain du 29 et 30 juin 2022

54 – Compte rendu d’activité de la concession d’aménagement Saule Blanc à Thouaré sur Loire pour l’exercice 2021 par la SARL Le Saule Blanc – Approbation

Exposé

Conformément à l’article L300-5 du Code de l’urbanisme, il revient au conseil métropolitain d’adopter, en qualité d’organe délibérant de l’autorité concédante, les comptes rendus annuels d’activité au titre de l’année 2021 relatifs aux différentes opérations d’habitat et d’activités économiques créées ou transférées et poursuivies sous le régime juridique de la convention publique d’aménagement ou de concession d’aménagement et à cette occasion de faire le point sur les actions en cours en 2022.

L’aménagement de la ZAC du Saule Blanc a été confié, suite à une délibération du Conseil Municipal de Thouaré-sur-Loire en date du 6 mars 2006, à la société B3M (groupe Brémond) devenue aujourd’hui QUARTUS RESIDENTIEL, pour une durée initiale de 6 ans. Par avenants successifs, la concession d’aménagement a tout d’abord été transférée à la société dédiée SARL « LE SAULE BLANC » puis sa durée portée à 16 ans, soit jusqu’au 31 décembre 2022.

Cette ZAC de renouvellement urbain, située dans le centre-ville de Thouaré et d’une superficie de 2,2 hectares, destinée à accueillir principalement de l’habitat, a permis la réalisation de 291 logements (334 en intégrant les programmes réalisés pour partie hors ZAC) et de 500 m² de surfaces commerciales.

L’année 2021 a permis la réalisation des derniers travaux de reprise sur les réseaux d’assainissement des eaux usées et s’est conclue par la remise officielle des ouvrages aux collectivités concernées (Ville et Métropole), permettant d’initier la procédure de clôture administrative de l’opération.

Le bilan actualisé au 31 décembre 2021 affiche un déficit cumulé de 176 000 € H.T. tenant compte de la participation pour équipements publics du concédant, versée en 2017 à hauteur de 86 000 € H.T., soit 103 200 € T.T.C.

M. Bolo : « Elle est particulière celle-ci puisqu’il s’agit de la concession d’aménagement Saule Blanc à Thouaré-sur-Loire pour l’exercice 2021, par la SARL Le Saule Blanc. C’est la même chose que pour les autres, mais c’est une structure juridique différente. »

Le Conseil délibère et, à l’unanimité

1 – approuve le compte rendu annuel d’activité qui lui a été soumis au titre de l’année 2021, en application de l’article L 300-5 II 3° du code de l’urbanisme, par la SARL « le Saule Blanc », concessionnaire de l’opération d’aménagement ZAC du Saule Blanc à Thouaré sur Loire ;

2 – autorise Madame la Présidente à prendre les mesures nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

M. Affilé présente le dossier suivant :

Direction du contrôle de gestion
Mission Inspection

Délibération

Conseil métropolitain des 29 et 30 juin 2022

**55 – Chambre Régionale des Comptes – Contrôle des comptes et de la gestion de l'AURAN –
Années 2016 et suivantes – Rapport d'observations définitives – Information**

Exposé

La Chambre Régionale des Comptes des Pays de la Loire a transmis à la Présidente de Nantes Métropole, par courrier du 4 mai 2022, son rapport d'observations définitives relatif au contrôle des comptes et de la gestion de l'agence d'études urbaines et rurales de la région nantaise « AURAN ».

Conformément aux dispositions du code des juridictions financières, le rapport doit être communiqué à l'assemblée délibérante, faire l'objet d'une inscription à son ordre du jour et donner lieu à un débat.

M^{me} la Présidente : « Délibération 55, je vais donner la parole à Bertrand Affilé en précisant que ne peuvent prendre part ni au débat ni au vote Jacques Garreau, Aziliz Gouez, Thibault Guiné, Julie Laernoës, Pascal Pras, Laurence Garnier, Delphine Bonamy, Tristan Riom, Fabrice Roussel, André Salaun, Alain Vey, Thomas Quéro et moi-même. Et je donne la parole à Bertrand Affilé. »

M. Affilé : « Bien, donc cette dernière délibération – c'est marrant de commencer la session d'aujourd'hui et de la terminer –, cette dernière délibération, je vous la présente, vous l'avez bien compris, parce que ni Pascal ni Fabrice ni Johanna ne peuvent la rapporter, et donc comme parfois, il m'arrive, il m'incombe dans ce cas-là de faire cette présentation.

Alors ici, il s'agit du rapport d'observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes pour les années 2016 et suivantes, et voilà, je dois vous dire que ce rapport a été transmis à la présidente de Nantes Métropole par courrier du 4 mai 2022 relatif donc au contrôle des comptes et de la gestion de l'Agence d'études Urbaines et rurales de la Région Nantaise à savoir l'AURAN, et que conformément aux dispositions du Code des juridictions financières, ce rapport vous a été communiqué et doit faire l'objet d'une inscription à l'ordre du jour, ce qui est fait, et donner lieu à un débat.

Donc je vous demande de prendre acte de la communication de ce rapport d'observations définitives, de prendre acte que ce rapport peut donner lieu à un débat lors de la présente séance, et d'autoriser Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Ce que je peux vous dire, c'est que dans les éléments qui ont été rapportés par rapport au rapport précédent, qui portait je crois sur une période 2014-2016, eh bien la quasi-totalité des recommandations importantes avaient été suivies, que dans la réponse apportée par le président de l'AURAN, eh bien les principales recommandations vont être suivies et ont commencé à être suivies d'effets, et je pense... notamment je vais illustrer le propos par la gouvernance puisque le rapport reprochait à l'AURAN de ne pas avoir de Bureau, ce qui est fait désormais puisqu'il y a un président, en l'occurrence Pascal Pras, un trésorier, à savoir Fabrice Roussel, et quatre vice-présidents : Aziliz Gouez comme représentante de la Métropole, un représentant du Département et deux représentants d'autres Intercommunalités, une au Nord-Loire et une au Sud-Loire, voilà, avec une parité dans les quatre vice-présidents, je dois le signaler.

Et puis sur un certain nombre d'autres éléments, par exemple en ce qui concerne la commande ou les marchés passés par l'AURAN, eh bien une procédure a été mise en place sur demande du président et du trésorier d'ailleurs et donc voilà, on est en cours de normalisation des reproches, des critiques, et des recommandations qui ont pu être faites à la suite de ces critiques. »

M^{me} la Présidente : « Pardon, je me retourne pour être extrêmement scrupuleuse. Je ne peux pas participer au débat mais est-ce que je peux donner la parole ? Je vérifie auprès du service juridique. Je peux donner la parole. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Merci. Ce rapport, il dit beaucoup de choses. Des choses positives et des choses qui le sont moins. Je vais rapidement revenir sur ce qui pose question : le manque de transparence et d'égalité dans la commande publique, les risques de conflits d'intérêts, le salaire du directeur – sans comparaison avec celui de ses homologues de structures équivalentes –, des primes attribuées sans validation ni information du Conseil d'administration.

Tout ça représente un certain nombre d'irrégularités qui en rappellent d'autres, je ne reviens pas sur les propos de Guillaume Richard tout à l'heure, mais c'est vrai que, même si on est sur des sujets effectivement de natures différentes, après ce qui s'est passé à l'IEA, après ce qui s'est passé à la Folle Journée, après ce qui vient de se passer à la SAMOA, il y a quand même de notre point de vue une question sur le pilotage des structures associées qui mériterait de notre part une mise à plat, un audit qui permettrait à l'avenir d'éviter toute nouvelle dérive ici dans le cas présent et dans les autres structures. Nous reformulons cette demande de mise à plat et d'audit pour que, à l'avenir, il n'y ait plus aucune irrégularité dans les différentes structures associées à Nantes Métropole. »

M^{me} la Présidente : « Merci. S'il n'y a pas d'autre demande d'intervention, François Vouzellaud. »

M. Vouzellaud : « Oui, c'est juste pour préciser que Véronique Dubettier-Grenier et moi-même ne participerons pas au vote puisque nous sommes membres de l'Assemblée générale, au titre de la Commune de Carquefou, de l'AURAN. »

M^{me} la Présidente : « A priori ce n'est pas un motif de non... Il n'y a pas de vote de toute façon, me précise-t-on, puisque c'est simplement pour information que le rapport est soumis. Pas d'autre demande d'intervention ? Je redonne donc la parole au rapporteur. »

M. Affilé : « Oui, alors il y a un certain nombre de choses qui ont été dites par Julien Bainvel, qui pour certaines d'entre elles sont justes. Le niveau de rémunération du directeur a été jugé élevé par les membres de la CRC, mais rappelons-nous que ce directeur a en fait juste eu un maintien de sa rémunération, et je crois savoir que par ailleurs, il a continué à cotiser sur son salaire pour les cotisations retraite du régime de retraite précédent, à savoir la CNRACL, si je ne me trompe pas, et par ailleurs ça résulte d'un engagement à maintenir la rémunération d'un grand serviteur de la Métropole – et je pense que c'est faire un mauvais procès que d'aller chercher des éléments là-dessus.

Sur les irrégularités en matière de commande publique notamment, je pense que Julien Bainvel veut faire allusion à quelques marchés, trois marchés précisément qui ont été passés et qui ont été passés avec une ancienne salariée de l'AURAN. Il se trouve que sur le premier marché on était inférieurs au seuil qui nécessite le passage avec une procédure de mise en concurrence type marché public, et que pour les deux autres, c'étaient deux marchés qui se sont enchaînés mais dont le deuxième ne pouvait pas être prévu dès le départ et donc qui en fait dépasse je crois de 1 250 euros si je ne me trompe pas la somme à l'époque, à savoir 25 000 euros quand on cumule les deux. Je rappelle juste qu'aujourd'hui c'est 40 000 euros, le seuil. Et donc si en cours de route le seuil a été relevé, c'est sans doute pour qu'un certain nombre de marchés puissent fonctionner de façon on va dire plus fluide.

Voilà, donc je ne vais pas forcément en rajouter beaucoup plus, si ce n'est que jeter le doute sur la probité des agents de la Métropole ou des agents et des élus qui travaillent au sein de structures comme l'Agence d'urbanisme, ce n'est pas forcément très nécessaire, me semble-t-il. Et puis sur le grand audit que vous demandez, Monsieur Bainvel, j'ai juste une observation. Toutes les structures, notamment les SEM et les SPL, on vient de le voir avec le vote des comptes rendus d'activité et des avenants, toutes ces structures ont des représentations dans les Conseils d'administration de l'ensemble des groupes politiques. Donc, si l'ensemble des groupes politiques et l'ensemble des représentants des groupes politiques jouent leur rôle au sein des structures, notamment au sein des Conseils d'administration, posent des questions, ont accès aux informations y compris sur la rémunération des dirigeants, eh bien, ce qui est normal, c'est même décidé régulièrement et même parfois annuellement me semble-t-il, eh bien partir de ce moment-là il n'y a pas lieu de jeter le doute ou de sous-entendre qu'ici ou là, certains se serviraient au passage.

Et je dois en plus ajouter que la plupart de ces structures sont des structures de droit privé avec des contrats de travail de droit privé, et que les rémunérations en question ne sont pas forcément des données publiques. Tout simplement. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Julien Bainvel. »

M. Bainvel : « Juste pour être bien clair avec Bertrand Affilé, d'abord je ne fais aucune allusion de quoi que ce soit, je me contente de lire le rapport de la Chambre Régionale des Comptes qui jusqu'à preuve du contraire est une institution indépendante et qui a conduit sur place et sur pièces une enquête qui a permis de relever, c'est factuel, un certain nombre de dysfonctionnements. Je ne voudrais pas laisser entendre que j'inventerais des choses.

Je ne veux pas laisser dire non plus que je mettrais en cause, moi seul, petit élève de CE2, la probité de qui que ce soit. Je ne fais une fois de plus que relever ce qui figure dans le rapport de la Chambre Régionale des Comptes, autorité indépendante.

Enfin, effectivement dans un certain nombre d'instances il y a la pluralité des groupes politiques qui siègent dans ses instances. Je note que pour l'AURAN, comme pour d'autres organismes, il y a un certain nombre de problématiques qui ont été relevées sur des sujets qui ne figuraient pas à l'ordre du jour des Conseils d'administration en question. Donc évidemment, pour les administrateurs, c'est plus compliqué d'interroger sur des sujets qui ne sont pas à l'ordre du jour et qui ne passent pas en Conseil d'administration.

Je note que si on prend l'exemple de la Folle Journée où la présidente a été très claire tout à l'heure sur l'état de la situation, si j'ai bien compris on est bien sur une SEM qui est présidée par des élus et qui... malgré un certain nombre de contrôles, il y a des dérives et des comportements délictueux qui sont passés entre les filets. Donc je crois que de faire reposer sur les élus minoritaires la responsabilité du contrôle de structures comme celles-ci est je trouve un peu fort de café, si vous me permettez l'expression. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Bertrand Affilé.

M. Affilé : « Eh bien, ce qui est un peu fort de café, Monsieur Bainvel, c'est de faire d'un cas particulier sur lequel je crois la présidente a été extrêmement claire, un cas général, et d'en faire hypothétiquement une généralité. Donc je rappelle... et nous étions, je crois que c'était mercredi, mercredi matin à l'Assemblée générale de l'AURAN. Je sais que plusieurs des Communes dirigées par des membres des minorités étaient présentes, représentées, et toutes ont assisté aux engagements que je salue du président Pascal Pras, de régler un certain nombre de choses, de mettre au carré les procédures qui ne l'étaient pas. Et je n'ai jamais dit qu'il n'y avait pas d'irrégularités ou de dysfonctionnements. Donc très clairement, tout a été énoncé et on sait maintenant effectivement que, et en gouvernance et en matière de ressources humaines, d'étude des contrats et de vote du Conseil d'administration sur les contrats, tout sera parfaitement transparent, et là, je pense que dans la diversité des formations politiques que nous représentons, tout le monde pourra avoir accès à l'information.

Donc voilà, il ne faut surtout pas non plus à partir d'un cas essayer de faire un constat de généralisation possible. Je pense que ça n'est pas vraiment servir ni la démocratie, ni une bonne gouvernance, ni la dignité des personnes qui travaillent dans ces structures. »

M^{me} la Présidente : « Merci. Chers collègues, il n'y a donc pas de vote sur ce point particulier, et nous avons terminé l'ordre du jour de notre Conseil métropolitain. Merci à tous ! »

Le Conseil délibère et,

1 – prend acte de la communication aux membres du Conseil métropolitain du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes relatif au contrôle des comptes et de la gestion de l'AURAN au titre des années 2016 et suivantes ;

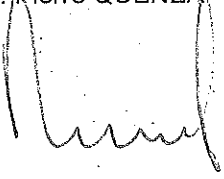
2 – prend également acte que ce rapport a donné lieu à un débat au cours de la présente séance ;

3 – autorise Madame la Présidente à prendre toutes dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

* * *

La séance est levée à 17 h 06.

M. Pierre QUÉNÉA



Le secrétaire de séance

Résolution :	6.2. Stratégie foncière métropolitaine – Délibération cadre
Date et Heure:	29/06/2022 15:34
Résultat:	Résolution acceptée
Résumé	
Vote POUR:	70
Vote Contre:	0
Abstentions:	23
Non voté::	5
Résultat:	Résolution acceptée

Pour

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	1 SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
	4 SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
	6 NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
	7 NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
	9 NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
	10 NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
	11 NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
	12 NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
	13 INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
	14 NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
	15 BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
	16 NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
	32 ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
	17 NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
	18 NANTES	D.BONAMY	Madame	Delphine	BONAMY
	20 NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
	23 SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
	24 SAINTE-LUCE SUR LOIRE	V.CADIEU	Madame	Véronique	CADIEU
	26 NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
	27 SAINT-HERBLAIN	E.COUBEZ	Monsieur	Eric	COUBEZ
	28 NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
	29 SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
	30 SAINTE-LUCE SUR LOIRE	A.DESCLOZIERS	Monsieur	Anthony	DESCLOZIERS
	33 NANTES	S.EL HAÏRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
	34 NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
	35 NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
	37 BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
	39 NANTES	A.GOUEZ	Madame	Aziliz	GOUEZ
	40 LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
	41 COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
	42 SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
	45 NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
	46 ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
	96 NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
	48 NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
	49 ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
	50 REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
	52 NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
	56 NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
	57 LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
	58 NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
	59 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
	60 REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
	61 COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
	62 COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
	63 NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
	64 REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
	66 SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO
	2 REZE	F.NICOLAS	Monsieur	François	NICOLAS
	68 NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
	86 NANTES	Y.PASCOUAU	Monsieur	Yves	PASCOUAU
	70 SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
	65 REZE	J.PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
	71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P.PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
	72 NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
	74 NANTES	T.QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
	75 NANTES	A.REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
	77 NANTES	T.RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
	78 NANTES	P.ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
	79 NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
	80 NANTES	J.ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
	81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL

83 NANTES	R.SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
84 LES SORINIERES	C.SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A.SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J.SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
91 NANTES	F.TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
95 NANTES	L.VIALARD	Madame	Louise	VIALARD

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
5	ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
8	NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
19	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
21	LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
22	LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
36	NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
38	SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
43	NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
44	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
69	CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
47	BOUGUENNAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
53	BOUGUENNAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
55	VERTOU	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
76	NANTES	G.RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
82	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
90	NANTES	R.THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
92	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
93	NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM
94	BASSE-GOULAIN	A.VEY	Monsieur	Alain	VEY
98	CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

7.3. Stratégie foncière – Demande d'adhésion de Nantes Métropole à l'Établissement public foncier de Loire-Atlantique - Approbation et désignation de ses représentants

Résolution :

Date et Heure:

29/06/2022 15:54

Résultat:

Résolution acceptée

Résumé

Vote POUR:

91

Vote Contre:

2

Abstentions:

2

Non voté::

3

Résultat:

Résolution acceptée

Pour

Boîtier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
1	SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
5	ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
6	NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
7	NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
8	NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
9	NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
10	NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
12	NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
13	INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
14	NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
15	BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
16	NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
32	ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
17	NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
18	NANTES	D.BONAMY	Madame	Delphine	BONAMY
19	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
20	NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
21	LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
22	LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
23	SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
24	SAINTE-LUCE SUR LOIRE	V.CADIEU	Madame	Véronique	CADIEU
26	NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
27	SAINT-HERBLAIN	E.COUEZ	Monsieur	Eric	COUEZ
28	NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
29	SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
30	SAINTE-LUCE SUR LOIRE	A.DESCLOZIERS	Monsieur	Anthony	DESCLOZIERS
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
34	NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
35	NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
36	NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
37	BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
38	SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
39	NANTES	A.GOUZ	Madame	Aziliz	GOUZ
40	LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
41	COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
42	SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
43	NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
44	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
69	CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
45	NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
46	ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
96	NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
47	BOUGUENAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
48	NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
49	ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
50	REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
52	NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
53	BOUGUENAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
56	NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
57	LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
58	NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
59	SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
60	REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
61	COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
62	COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
63	NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
64	REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER

66 SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO
2 REZE	F.NICOLAS	Monsieur	François	NICOLAS
67 THOUARE SUR LOIRE	M.OGER	Madame	Martine	OGER
55 VERTOU	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
86 NANTES	Y.PASCOUAU	Monsieur	Yves	PASCOUAU
70 SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
65 REZE	J.PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P.PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
72 NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
73 REZE	P.QUENA	Monsieur	Pierre	QUENA
74 NANTES	T.QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
75 NANTES	A.REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
76 NANTES	G.RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
77 NANTES	T.RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
78 NANTES	P.ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
79 NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
80 NANTES	J.ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL
82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
83 NANTES	R.SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
84 LES SORINIERES	C.SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A.SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J.SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
90 NANTES	R.THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
91 NANTES	F.TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
93 NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM
95 NANTES	L.VIALARD	Madame	Louise	VIALARD
97 NANTES	M.VITOUX	Madame	Marie	VITOUX
98 CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	4 SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
	11 NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	33 NANTES	S.EL HAIRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
	68 NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT

	21.12.1 Transition écologique – Engagement Loire – Développement des nouvelles lignes de transports - Programme et enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation des lignes de transports 6 et 7 – Approbation
Résolution :	
Date et Heure:	30/06/2022 09:41
Résultat:	Résolution acceptée
Résumé	
Vote POUR:	83
Vote Contre:	8
Abstentions:	4
Non voté::	3
Résultat:	Résolution acceptée

Pour

Boîtier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	1 SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
	3 VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
	6 NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
	7 NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
	9 NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
	10 NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
	12 NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
	13 INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
	14 NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
	15 BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
	16 NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
	32 ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
	17 NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
	19 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
	20 NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
	22 LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
	23 SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
	24 SAINTE-LUCE SUR LOIRE	V.CADIEU	Madame	Véronique	CADIEU
	25 NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
	27 SAINT-HERBLAIN	E.COUBEZ	Monsieur	Eric	COUBEZ
	28 NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
	29 SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
	30 SAINTE-LUCE SUR LOIRE	A.DESCLOZIERS	Monsieur	Anthony	DESCLOZIERS
	31 CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
	34 NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
	35 NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
	37 BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
	38 SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
	39 NANTES	A.GOUZ	Madame	Aziliz	GOUZ
	40 LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
	41 COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
	42 SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
	44 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
	69 CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
	45 NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
	46 ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
	96 NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
	47 BOUGUENAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
	48 NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
	49 ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
	50 REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
	52 NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
	53 BOUGUENAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
	54 VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
	56 NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
	57 LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
	58 NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
	59 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
	60 REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
	61 COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
	62 COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
	63 NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
	64 REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
	66 SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO
	2 REZE	F.NICOLAS	Monsieur	François	NICOLAS
	67 THOUARE SUR LOIRE	M.OGER	Madame	Martine	OGER
	55 VERTOU	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
	86 NANTES	Y.PASCOUAU	Monsieur	Yves	PASCOUAU
	70 SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT

65 REZE	J.PINEAU	Monsieur Jacques	PINEAU
71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P.PRAS	Monsieur Pascal	PRAS
72 NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur François	PROCHASSON
73 REZE	P.QUENEA	Monsieur Pierre	QUENEA
74 NANTES	T.QUERO	Monsieur Thomas	QUERO
75 NANTES	A.REBOUH	Monsieur Ali	REBOUH
77 NANTES	T.RIOM	Monsieur Tristan	RIOM
78 NANTES	P.ROBERT	Madame Pascale	ROBERT
79 NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame Ghislaine	RODRIGUEZ
80 NANTES	J.ROLLAND	Madame Johanna	ROLLAND
81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur Fabrice	ROUSSEL
82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur André	SALAUN
83 NANTES	R.SALECROIX	Monsieur Robin	SALECROIX
84 LES SORINIERES	C.SCUOTTO-CALVEZ	Madame Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A.SEASSAU	Monsieur Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J.SOTTER	Madame Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur Emmanuel	TERRIEN
91 NANTES	F.TRICHET	Monsieur Franckie	TRICHET
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur Laurent	TURQUOIS
94 BASSE-GOULAIN	A.VEY	Monsieur Alain	VEY
95 NANTES	L.VIALARD	Madame Louise	VIALARD
97 NANTES	M.VITOUX	Madame Marie	VITOUX
98 CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD	Monsieur François	VOUZELLAUD

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	5 ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
	8 NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
	21 LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
	36 NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
	43 NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
	76 NANTES	G.RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
	90 NANTES	R.THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
	93 NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	4 SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
	11 NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
	33 NANTES	S.EL HAIRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
	68 NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT

Résolution :	22.12.2 Programme et enveloppe financière prévisionnelle de la réalisation de la ligne de transports 8 – Approbation
Date et Heure:	30/06/2022 09:42
Résultat:	Résolution acceptée
Résumé	
Vote POUR:	94
Vote Contre:	0
Abstentions:	0
Non voté::	4
Résultat:	Résolution acceptée

Pour

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
1	SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
4	SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
5	ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
6	NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
7	NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
8	NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
9	NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
10	NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
11	NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
12	NANTES	A.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
13	INDRE	M.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
14	NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
15	BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
16	NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
32	ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
17	NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
19	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
20	NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
21	LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
22	LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
23	SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
24	SAINTE-LUCE SUR LOIRE	V.CADIEU	Madame	Véronique	CADIEU
25	NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
26	NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
27	SAINT-HERBLAIN	E.COUBEZ	Monsieur	Eric	COUBEZ
28	NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
29	SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
30	SAINTE-LUCE SUR LOIRE	A.DESCLOZIERS	Monsieur	Anthony	DESCLOZIERS
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
33	NANTES	S.EL HAIRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
34	NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
35	NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
36	NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
37	BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
38	SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
39	NANTES	A.GOUENZ	Madame	Aziliz	GOUEZ
40	LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
41	COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
42	SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
43	NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
44	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
69	CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
45	NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
46	ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
96	NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
48	NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
49	ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
50	REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
52	NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
56	NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
57	LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
58	NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
59	SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
60	REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
61	COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
62	COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
63	NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
64	REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
66	SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHOYO	Madame	Liliane	NGENDAHOYO
2	REZE	F.NICOLAS	Monsieur	François	NICOLAS

67 THOUARE SUR LOIRE	M. OGER	Madame	Martine	OGER
68 NANTES	V. OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
55 VERTOU	S. PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
86 NANTES	Y. PASCOUUAU	Monsieur	Yves	PASCOUUAU
70 SAINT-HERBLAIN	P. PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
65 REZE	J. PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P. PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
72 NANTES	F. PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
73 REZE	P. QUENEA	Monsieur	Pierre	QUENEA
74 NANTES	T. QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
75 NANTES	A. REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
76 NANTES	G. RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
77 NANTES	T. RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
78 NANTES	P. ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
79 NANTES	G. RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
80 NANTES	J. ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F. ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL
82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
83 NANTES	R. SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
84 LES SORINIERES	C. SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A. SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J. SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D. TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E. TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
90 NANTES	R. THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
91 NANTES	F. TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L. TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
93 NANTES	S. VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM
94 BASSE-GOULAIN	A. VEY	Monsieur	Alain	VEY
95 NANTES	L. VIALARD	Madame	Louise	VIALARD
97 NANTES	M. VITOUX	Madame	Marie	VITOUX
98 CARQUEFOU	F. VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Résolution :	32.22. Compte administratif - Exercice 2021 – Budget principal et budgets annexes
Date et Heure:	30/06/2022 12:47
Résultat:	Résolution acceptée
Résumé	
Vote POUR:	65
Vote Contre:	8
Abstentions:	19
Non voté::	6
Résultat:	Résolution acceptée

Pour

Boîtier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	1 SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
	6 NANTES	B.ASEH	Monsieur	Bassem	ASEH
	7 NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
	9 NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
	10 NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
	12 NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
	13 INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
	14 NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
	15 BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
	16 NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
	32 ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
	17 NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
	20 NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
	23 SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
	25 NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
	26 NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
	27 SAINT-HERBLAIN	E.COUEZ	Monsieur	Eric	COUEZ
	28 NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
	29 SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
	34 NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
	35 NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
	37 BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
	39 NANTES	A.GOUZ	Madame	Aziliz	GOUZ
	40 LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
	41 COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
	42 SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
	45 NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
	46 ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
	96 NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
	48 NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
	49 ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
	50 REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
	52 NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
	56 NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
	57 LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
	58 NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
	59 SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
	60 REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
	61 COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
	62 COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
	64 REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
	66 SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAAYO	Madame	Liliane	NGENDAAYO
	2 REZE	F.NICOLAS	Monsieur	François	NICOLAS
	67 THOUARE SUR LOIRE	M.OGER	Madame	Martine	OGER
	86 NANTES	Y.PASCOUAU	Monsieur	Yves	PASCOUAU
	70 SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
	65 REZE	J.PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
	71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P.PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
	72 NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
	73 REZE	P.QUENEA	Monsieur	Pierre	QUENEA
	74 NANTES	T.QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
	75 NANTES	A.REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
	77 NANTES	T.RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
	78 NANTES	P.ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
	79 NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
	81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL
	83 NANTES	R.SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
	84 LES SORINIÈRES	C.SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
	85 NANTES	A.SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU

87 NANTES	J.SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
91 NANTES	F.TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
95 NANTES	L.VIALARD	Madame	Louise	VIALARD
97 NANTES	M.VITOUX	Madame	Marie	VITOUX

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	5 ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
	8 NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
	21 LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
	36 NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
	43 NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
	76 NANTES	G.RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
	90 NANTES	R.THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
	93 NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	3 VERTOUC	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
	4 SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
	11 NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
	19 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
	22 LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
	31 CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
	33 NANTES	S.EL HAIRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
	38 SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
	44 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
	69 CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
	47 BOUGUENAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
	53 BOUGUENAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
	54 VERTOUC	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
	68 NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
	55 VERTOUC	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
	82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A.SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
	92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
	94 BASSE-GOULAIN	A.VEY	Monsieur	Alain	VEY
	98 CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

39.29. Cité des Imaginaires / Nouveau Musée Jules Verne -
Réutilisation avec mise en valeur du bâtiment CAP 44 –
Programme et enveloppe financière de l'opération – Intérêt
métropolitain – Avenant à la concession d'aménagement –
Approbation

Résolution :

Date et Heure:

30/06/2022 12:07

Résultat:

Résolution acceptée

Résumé

Vote POUR:

52

Vote Contre:

0

Abstentions:

28

Non voté::

18

Résultat:

Résolution acceptée

Pour

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
1	SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
4	SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
9	NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
11	NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
13	INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
14	NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
16	NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
17	NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
20	NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
22	LE PELLERIN	F.BRILAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILAUD DE LAUJARDIERE
24	SAINTE-LUCE SUR LOIRE	V.CADIEU	Madame	Véronique	CADIEU
25	NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
27	SAINT-HERBLAIN	E.COUVEZ	Monsieur	Eric	COUVEZ
28	NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
29	SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
33	NANTES	S.EL HAIRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
35	NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
37	BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
39	NANTES	A.GOUEZ	Madame	Aziliz	GOUEZ
41	COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
42	SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
69	CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
45	NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
96	NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
49	ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
50	REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
52	NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
53	BOUGUENNAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
57	LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
58	NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
60	REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
61	COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
64	REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
66	SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO
67	THOUARE SUR LOIRE	M.OPER	Madame	Martine	OPER
68	NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
55	VERTOU	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
86	NANTES	Y.PASCOUUAU	Monsieur	Yves	PASCOUUAU
65	REZE	J.PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
75	NANTES	A.REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
78	NANTES	P.ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
80	NANTES	J.ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
81	LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL
83	NANTES	R.SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
85	NANTES	A.SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87	NANTES	J.SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88	NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89	MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
91	NANTES	F.TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
94	BASSE-GOULAIN	A.VEY	Monsieur	Alain	VEY

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND

5 ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur Sébastien	ARROUET
7 NANTES	E.AZZI	Monsieur Elhadi	AZZI
8 NANTES	J.BAINVEL	Monsieur Julien	BAINVEL
10 NANTES	C.BASSANI	Madame Catherine	BASSANI
19 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame Michèle	BONNET
21 LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur Erwan	BOUVAIS
34 NANTES	S.FIGULS	Madame Séverine	FIGULS
36 NANTES	L.GARNIER	Madame Laurence	GARNIER
38 SAUTRON	MC.GESSANT	Madame Marie-Cécile	GESSANT
40 LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur Fabien	GRACIA
43 NANTES	AS.GUERRA	Madame Anne-Sophie	GUERRA
46 ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur Jean-Sébastien	GUITTON
48 NANTES	C.JOUIN	Monsieur Christophe	JOUIN
56 NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur Florian	LE TEUFF
63 NANTES	N.MARTIN	Monsieur Nicolas	MARTIN
2 REZE	F.NICOLAS	Monsieur François	NICOLAS
70 SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur Primaël	PETIT
72 NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur François	PROCHASSON
76 NANTES	G.RICHARD	Monsieur Guillaume	RICHARD
77 NANTES	T.RIOM	Monsieur Tristan	RIOM
79 NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame Ghislaine	RODRIGUEZ
82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur André	SALAUN
90 NANTES	R.THIRIET	Monsieur Richard	THIRIET
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur Laurent	TURQUOIS
93 NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame Sophie	VAN GOETHEM
95 NANTES	L.VIALARD	Madame Louise	VIALARD
97 NANTES	M.VITOUX	Madame Marie	VITOUX

Résolution :	54.38.1 Personnel métropolitain - Adaptation du tableau des effectifs – Approbation	
Date et Heure:	30/06/2022 16:22	
Résultat:	Résolution acceptée	
Résumé		
Vote POUR:	70	
Vote Contre:	0	
Abstentions:	22	
Non voté::	6	
Résultat:	Résolution acceptée	

Pour					
Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
1	SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
4	SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Matthieu	ANNEREAU
6	NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
7	NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
9	NANTES	A.BASSAL	Madame	Aïcha	BASSAL
10	NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
11	NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
12	NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
13	INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
14	NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
15	BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
16	NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
32	ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
17	NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
18	NANTES	D.BONAMY	Madame	Delphine	BONAMY
20	NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
23	SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
25	NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
26	NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
27	SAINT-HERBLAIN	E.COUBEZ	Monsieur	Eric	COUBEZ
28	NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
29	SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
33	NANTES	S.EL HAÏRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
34	NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
35	NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
37	BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
39	NANTES	A.GOUZ	Madame	Aziliz	GOUZ
40	LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
42	SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
45	NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
46	ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
96	NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
48	NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
49	ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
50	REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
52	NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
56	NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
57	LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
58	NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
59	SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
60	REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
61	COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
62	COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
63	NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
64	REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
66	SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO
67	THOUARE SUR LOIRE	M.OGER	Madame	Martine	OGER
68	NANTES	V.OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
86	NANTES	Y.PASCOUUAU	Monsieur	Yves	PASCOUUAU
70	SAINT-HERBLAIN	P.PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
65	REZE	J.PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
71	SAINT-JEAN DE BOISEAU	P.PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
72	NANTES	F.PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
73	REZE	P.QUENA	Monsieur	Pierre	QUENA
74	NANTES	T.QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
75	NANTES	A.REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
77	NANTES	T.RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
78	NANTES	P.ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
79	NANTES	G.RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
80	NANTES	J.ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
81	LA CHAPELLE SUR ERDRE	F.ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL

83 NANTES	R.SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
84 LES SORINIÈRES	C.SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A.SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J.SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D.TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E.TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
91 NANTES	F.TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
95 NANTES	L.VIALARD	Madame	Louise	VIALARD
97 NANTES	M.VITOUX	Madame	Marie	VITOUX

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
5	ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
8	NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
19	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
21	LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
22	LE PELLERIN	F.BRILLAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILLAUD DE LAUJARDIERE
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
36	NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
38	SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
43	NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
44	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
47	BOUGUENAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
53	BOUGUENAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
55	VERTOU	S.PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
76	NANTES	G.RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
82	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
90	NANTES	R.THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
92	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L.TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
93	NANTES	S.VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM
94	BASSE-GOULAIN	A.VEY	Monsieur	Alain	VEY
98	CARQUEFOU	F.VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

Résolution :	55.38.2 Personnel métropolitain - Dispositions diverses –
Date et Heure:	Approbation
Résultat:	30/06/2022 16:23
Résumé	Résolution acceptée
Vote POUR:	93
Vote Contre:	0
Abstentions:	1
Non voté::	4
Résultat:	Résolution acceptée

Pour

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
1	SAINT-HERBLAIN	B.AFFILE	Monsieur	Bertrand	AFFILE
3	VERTOU	R.AMAILLAND	Monsieur	Rodolphe	AMAILLAND
4	SAINT-HERBLAIN	M.ANNEREAU	Monsieur	Mathieu	ANNEREAU
5	ORVAULT	S.ARROUET	Monsieur	Sébastien	ARROUET
6	NANTES	B.ASSEH	Monsieur	Bassem	ASSEH
7	NANTES	E.AZZI	Monsieur	Elhadi	AZZI
8	NANTES	J.BAINVEL	Monsieur	Julien	BAINVEL
9	NANTES	A.BASSAL	Madame	Aicha	BASSAL
10	NANTES	C.BASSANI	Madame	Catherine	BASSANI
11	NANTES	M.BELHAMITI	Monsieur	Mounir	BELHAMITI
12	NANTES	MA.BENATRE	Madame	Marie-Annick	BENÂTRE
13	INDRE	A.BERTHELOT	Monsieur	Anthony	BERTHELOT
14	NANTES	M.BERTU	Madame	Mahaut	BERTU
15	BRAINS	L.BESLIER	Madame	Laure	BESLIER
16	NANTES	N.BLIN	Madame	Nathalie	BLIN
32	ORVAULT	V.BOILEAU	Monsieur	Vincent	BOILEAU
17	NANTES	P.BOLO	Monsieur	Pascal	BOLO
18	NANTES	D.BONAMY	Madame	Delphine	BONAMY
19	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	M.BONNET	Madame	Michèle	BONNET
20	NANTES	A.BOULÉ	Monsieur	Aurélien	BOULÉ
21	LA CHAPELLE SUR ERDRE	E.BOUVAIS	Monsieur	Erwan	BOUVAIS
23	SAINT-HERBLAIN	J.BUREAU	Monsieur	Jocelyn	BUREAU
25	NANTES	M.COLLINEAU	Madame	Marlène	COLLINEAU
26	NANTES	M.COPPEY	Madame	Mahel	COPPEY
27	SAINT-HERBLAIN	E.COUBEZ	Monsieur	Eric	COUBEZ
28	NANTES	R.DANTEC	Monsieur	Ronan	DANTEC
29	SAINT-HERBLAIN	F.DELABY	Madame	Françoise	DELABY
31	CARQUEFOU	V.DUBETTIER-GRENIER	Madame	Véronique	DUBETTIER-GRENIER
33	NANTES	S.EL HAÏRY	Madame	Sarah	EL HAÏRY
34	NANTES	S.FIGULS	Madame	Séverine	FIGULS
35	NANTES	H.FOURNIER	Monsieur	Hervé	FOURNIER
36	NANTES	L.GARNIER	Madame	Laurence	GARNIER
37	BOUAYE	J.GARREAU	Monsieur	Jacques	GARREAU
38	SAUTRON	MC.GESSANT	Madame	Marie-Cécile	GESSANT
39	NANTES	A.GOUEZ	Madame	Aziliz	GOUEZ
40	LA MONTAGNE	F.GRACIA	Monsieur	Fabien	GRACIA
41	COUERON	C.GRELAUD	Madame	Carole	GRELAUD
42	SAINT-LEGER LES VIGNES	P.GROLIER	Monsieur	Patrick	GROLIER
43	NANTES	AS.GUERRA	Madame	Anne-Sophie	GUERRA
44	SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	C.GUERRIAU	Madame	Christine	GUERRIAU
69	CARQUEFOU	S.GUILLON	Madame	Stéphanie	GUILLON
45	NANTES	T.GUINÉ	Monsieur	Thibaut	GUINÉ
46	ORVAULT	JS.GUITTON	Monsieur	Jean-Sébastien	GUITTON
96	NANTES	A.HAKEM	Madame	Abbassia	HAKEM
47	BOUGUENAIS	S.IMPERIALE	Madame	Sandra	IMPERIALE
48	NANTES	C.JOUIN	Monsieur	Christophe	JOUIN
49	ORVAULT	AS.JUDALET	Madame	Anne-Sophie	JUDALET
50	REZE	A.KABBAJ	Monsieur	Anas	KABBAJ
52	NANTES	P.LANGLOIS	Madame	Pauline	LANGLOIS
53	BOUGUENAIS	P.LE CORRE	Monsieur	Philippe	LE CORRE
54	VERTOU	J.LE COULM	Madame	Juliette	LE COULM
56	NANTES	F.LE TEUFF	Monsieur	Florian	LE TEUFF
57	LA CHAPELLE SUR ERDRE	N.LEBLANC	Madame	Nathalie	LEBLANC
58	NANTES	E.LEFRANC	Madame	Elisabeth	LEFRANC
59	SAINT-AIGNAN DE GRAND LIEU	JC.LEMASSON	Monsieur	Jean-Claude	LEMASSON
60	REZE	I.LERAY	Madame	Isabelle	LERAY
61	COUERON	D.LOBO	Madame	Dolores	LOBO
62	COUERON	M.LUCAS	Monsieur	Michel	LUCAS
63	NANTES	N.MARTIN	Monsieur	Nicolas	MARTIN
64	REZE	M.METAYER	Madame	Martine	METAYER
66	SAINT-HERBLAIN	L.NGENDAHAYO	Madame	Liliane	NGENDAHAYO

67 THOUARE SUR LOIRE	M. OGER	Madame	Martine	OGER
68 NANTES	V. OPPELT	Madame	Valérie	OPPELT
55 VERTOU	S. PARAGOT	Monsieur	Stéphane	PARAGOT
86 NANTES	Y. PASCOUUAU	Monsieur	Yves	PASCOUUAU
70 SAINT-HERBLAIN	P. PETIT	Monsieur	Primaël	PETIT
65 REZE	J. PINEAU	Monsieur	Jacques	PINEAU
71 SAINT-JEAN DE BOISEAU	P. PRAS	Monsieur	Pascal	PRAS
72 NANTES	F. PROCHASSON	Monsieur	François	PROCHASSON
73 REZE	P. QUENEA	Monsieur	Pierre	QUENEA
74 NANTES	T. QUERO	Monsieur	Thomas	QUERO
75 NANTES	A. REBOUH	Monsieur	Ali	REBOUH
76 NANTES	G. RICHARD	Monsieur	Guillaume	RICHARD
77 NANTES	T. RIOM	Monsieur	Tristan	RIOM
78 NANTES	P. ROBERT	Madame	Pascale	ROBERT
79 NANTES	G. RODRIGUEZ	Madame	Ghislaine	RODRIGUEZ
80 NANTES	J. ROLLAND	Madame	Johanna	ROLLAND
81 LA CHAPELLE SUR ERDRE	F. ROUSSEL	Monsieur	Fabrice	ROUSSEL
82 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	A. SALAUN	Monsieur	André	SALAUN
83 NANTES	R. SALECROIX	Monsieur	Robin	SALECROIX
84 LES SORINIERES	C. SCUOTTO-CALVEZ	Madame	Christelle	SCUOTTO-CALVEZ
85 NANTES	A. SEASSAU	Monsieur	Aymeric	SEASSAU
87 NANTES	J. SOTTER	Madame	Jeanne	SOTTER
88 NANTES	D. TALLEDEC	Monsieur	Denis	TALLEDEC
89 MAUVES SUR LOIRE	E. TERRIEN	Monsieur	Emmanuel	TERRIEN
90 NANTES	R. THIRIET	Monsieur	Richard	THIRIET
91 NANTES	F. TRICHET	Monsieur	Franckie	TRICHET
92 SAINT-SEBASTIEN SUR LOIRE	L. TURQUOIS	Monsieur	Laurent	TURQUOIS
93 NANTES	S. VAN GOETHEM	Madame	Sophie	VAN GOETHEM
94 BASSE-GOULAIN	A. VEY	Monsieur	Alain	VEY
95 NANTES	L. VIALARD	Madame	Louise	VIALARD
97 NANTES	M. VITOUX	Madame	Marie	VITOUX
98 CARQUEFOU	F. VOUZELLAUD	Monsieur	François	VOUZELLAUD

Contre

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
---------	---------	------------	----------	--------	-----

Abstentions

Boitier	Commune	Non-défini	Civilité	Prénom	Nom
	22 LE PELLERIN	F. BRILAUD DE LAUJARDIERE	Monsieur	François	BRILAUD DE LAUJARDIERE